Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

1

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Passation d'avenants et attribution de marchés.

Autorisation de signature de marchés publics

Il est proposé au Conseil d'autoriser la signature des marchés publics suivants, attribués par la Commission d'appel d'offres :

N° de marché	Objet du marché	Attributaire	Montant (€ HT)	Date CAO/ comité interne
3020V	Prestations de nettoyage des équipements sportifs de la Ville de Strasbourg : Gymnase Jacqueline	ACCESS ASSISTANCE	22 758,48 (forfait annuel) + 5 000 maximum / an pour des prestations exceptionnelles	25/7/2013
DC3030VA	Réalisation de tests d'étanchéité à l'air sur des bâtiments du territoire de la Ville de Strasbourg	EXP'AIR 54	Sans minimum ni maximum	5/9/2013

Passation d'avenants

Les détails relatifs aux avenants proposés à l'approbation du Conseil sont retracés dans l'annexe ci-jointe.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré,

Autorisation de signature de marchés

autorise la signature des marchés suivants, attribués par la Commission d'appel d'offres :

N° de marché	*Objet du marché*	*Attributaire*	*Montant (€ HT)*	*Date CAO/ comité interne*
3020V	*Prestations de nettoyage des équipements sportifs de la Ville de Strasbourg : Gymnase Jacqueline*	*ACCESS ASSISTANCE*	*22 758,48 (forfait annuel)* *+ 5 000 maximum / an pour des prestations exceptionnelles*	*25/7/2013*
DC3030VA	*Réalisation de tests d'étanchéité à l'air sur des bâtiments du territoire de la Ville de Strasbourg*	*EXP'AIR 54*	*Sans minimum ni maximum*	*5/9/2013*

Passation d'avenants

approuve la passation des avenants joints en annexe à la présente délibération.

autorise

le Maire ou son représentant à signer et à exécuter les marchés, avenants et documents y relatifs.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

Annexe : avenants nécessitant un avis favorable de la Commission d'appel d'offres ou du Comité interne avant inscription en délibération (avenants de plus de 5% passés sur des marchés dont le montant est supérieur à 200 000 € HT)

***Abréviations utilisées** :*

CAO= Commission d'appels d'offres ; PF= Procédure formalisée ; MAPA= Marché à procédure adaptée.

DCPB= Direction de la Construction et du Patrimoine Bâti ; DEPN= Direction des Espace Publics et Naturels ; DRL= Direction des Ressources Logistiques, etc.

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial en euros HT	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant en euros HT	Total cumulé avenants en %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO ou Comité interne
MAPA	DCPB	2011/610	DCP1012V : Travaux de mise en sécurité, restructuration et extension de l'école maternelle Oberlin a Strasbourg lot n° 41, Restructuration - Gros oeuvre	459 791,78	LEON SARL	5	18 016,95 (Le montant des avenants précédents s'élève à 16 933,97)	7,60	494 742,70	13/06/2013
<u>Objet de l'avenant au marché 2011/610 :</u> l'avenant a pour objet de pallier la liquidation des établissement ADS. Il prévoit la réalisation de l'assise d'un escalier de 23 marches ainsi que la fourniture et la pose de cet escalier.										
PF	DCPB	2012/577	DCP2003V : Mission de maîtrise d'oeuvre pour l'aménagement d'une salle des fêtes dans l'ancien manège à chevaux rue de Solignac à Strasbourg	231 880	CRUPI ARCHITECTES Groupement solidaire CRUPI / Buisson	1	22 465	9,69	254 345	13/06/2013

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial en euros HT	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant en euros HT	Total cumulé avenants en %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO ou Comité interne
					Grosse archi/ SIB/ SOLARES BAUEN/ BMA / ABECASSIS					
Objet de l'avenant au marché 2012/577: l'avenant porte sur la fixation du coût prévisionnel des travaux à 1 700 000 € HT (valeur M0 avril 2012) et corrélativement sur la fixation du forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre à 254 345 € HT (valeur M0 avril 2012). L'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux, qui s'élevait initialement à 1 550 000 € HT, a été augmentée pour prendre en compte les évolutions nécessaires constatées en cours d'études : l'impossibilité de conserver le dallage existant et de fonctionner avec un hall d'entrée non chauffé, ouvert jusque sous la toiture. Par ailleurs, le coût prévisionnel définitif intègre à présent le coût du mobilier.										
PF	DCPB	2013/467	DCP2013V5 : Travaux d'aménagement d'un Pôle de services - Maille Catherine - à Strasbourg Hautepierre lot n° 06, Menuiseries extérieures	277 795	ATALU S.A.S.	1	17 308	6,23	295 103	05/09/2013
Objet de l'avenant au marché 2013/467: l'avenant porte sur la fourniture et pose de volets roulants motorisés en aluminium (en lieu et place des châssis vitrés initialement prévus) pour des questions de sécurité (risques d'effraction non négligeables).										
PF	DCPB	2011/158	DAC0058V : Travaux de restructuration et de mise en sécurité du groupe scolaire Saint Jean à Strasbourg lot n° 02, TERRASSEMENT -	284 765,90	THIERRY MULLER ESPACES VERTS	2	33 382,30 (Le montant des avenants précédents s'élève à	12,13	319 308,20	05/09/2013

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial en euros HT	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant en euros HT	Total cumulé avenants en %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO ou Comité interne
			VOIRIE - ESPACES VERTS				1 160)			
Objet de l'avenant au marché 2011/158: l'avenant a pour objet de pallier la liquidation de l'opérateur CLK. Il prévoit l'intervention de l'entreprise Thierry Muller Espaces Verts sur le réseau existant, la réalisation d'une tranchée drainante ainsi que la fourniture et pose de certains éléments permettant l'arrivée d'eau froide (bouche incongelable, robinets, tube enterré).										
MAPA	DCPB	2012/828	DCP2012V : Travaux de restructuration du bâtiment de l'actuelle bibliothèque municipale du Neuhof située place de Hautefort à STRASBOURG, en une maison de l'enfance lot n° 01, Démolition / Gros-œuvre	685 704,89	DICKER	3	57 443,79 (Le montant des avenants précédents s'élève à 10 132,27)	9,85	753 280,95	18/07/2013
Objet de l'avenant au marché 2012/828: cet avenant porte sur des travaux de serrurerie composant l'enveloppe externe du bâtiment initialement attribués au titulaire du lot serrurerie, ADS actuellement en liquidation judiciaire. Ces prestations ne peuvent attendre la prochaine reconsultation du lot serrurerie.										
MAPA	DCPB	2012/829	DCP2012V : Travaux de restructuration du bâtiment de l'actuelle bibliothèque municipale du Neuhof située place de Hautefort à STRASBOURG, en une maison de l'enfance lot n°	227 337	DECOPEINT SAS	1	24 128,50	10,61	251 465,50	18/07/2013

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial en euros HT	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant en euros HT	Total cumulé avenants en %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO ou Comité interne
			03, Isolation extérieure / Façade métallique							
Objet de l'avenant au marché 2012/829: cet avenant porte sur des travaux de serrurerie initialement attribués au titulaire du lot serrurerie, ADS actuellement en liquidation judiciaire. Ces prestations ne peuvent attendre la prochaine reconsultation du lot serrurerie.										
PF	DCPB	2011/158	DAC0058V : Travaux de restructuration et de mise en sécurité du groupe scolaire Saint Jean à Strasbourg lot n° 02, TERRASSEMENT - VOIRIE - ESPACES VERTS	284 765,90	THIERRY MULLER ESPACES VERTS	3	2 996,70 (Le montant des avenants précédents s'élève à 34 542,30)	13,18	322 304,90	25/07/2013
Objet de l'avenant au marché 2011/158: cet avenant porte sur le remplacement de la clôture entre le parking et la cour maternelle. Une clôture brande de bruyere qui permet de rester homogène avec les habillages et le mur mitoyen remplacera la clôture barreaudée infaisable en acier corten. L'avenant conduit à une moins-value de 9 765€HT appliquée au lot serrurerie.										
MAPA	DCPB	2012/911	DCP2019V : DCP2019V Travaux de restructuration de l'école élémentaire Brigitte située à Strasbourg lot n° 13 , CHAUFFAGE / VENTILATION	219 732	JUKI GENIE CLIMATIQUE	1	22 715,27	10,34	243 538,19	05/09/2013
Objet de l'avenant au marché 2012/911: cet avenant porte sur le dévoiement de caniveaux en béton armé au lieu de caniveaux pré-isolés, ainsi que sur la suppression de certaines positions par mesure d'économie.										

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial en euros HT	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant en euros HT	Total cumulé avenants en %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO ou Comité interne
PF	DCPB	2011/1364	DCP1011V : Mission de maîtrise d'œuvre pour la restructuration du Groupe Scolaire du Rhin et la création d'une Maison de la Petite Enfance transfrontalière lot n° 0	1 406 857,50	WERKGRUPPE LAHR WERKGRUPPE LAHR/MAOAM ARCHITECTURE/OTE INGENIERIE/OTELIO	1	253 386,12	18,01	1 660 243,62	25/07/2013

Objet de l'avenant au marché 2011/1364: l'avenant a pour objet de valider l'APD (avant projet détaillé) du marché de maîtrise d'œuvre, permettant ainsi de fixer le cout prévisionnel des travaux et corrélativement le forfait définitif de rémunération de l'équipe de maîtrise d'œuvre.

L'enveloppe financière prévisionnelle initialement affectée par le maître d'ouvrage aux travaux était fixée à 9 300 000 € HT (valeur juillet 2011). A l'issue des études APD, le coût prévisionnel des travaux proposé par le maître d'œuvre est supérieur à l'enveloppe prévisionnelle et se monte à

11 228 691 € HT (valeur juillet 2011). Cette augmentation est liée:

- à l'intégration de surcoûts générés par les diagnostics complémentaires (structure, installations techniques) et intégrés en phase APS (avant-projet sommaire) ;
- à l'intégration des coûts des travaux de la phase estivale de transfert des occupants ;
- à la levée d'options par la maitrise d'ouvrage (remplacement à neuf de la couverture ; pompe à chaleur, agencement, …) ;
- à la prise en compte des prescriptions techniques relatives aux pollutions de sols ;
- et encore aux travaux nécessaires à l'obtention d'un avis favorable, par les services départementaux d'incendie et de secours, au permis de construire présentant des dérogations liées aux spécificités pédagogiques du projet franco allemand.

L'avenant porte sur un montant de 253 386,12 € HT, faisant passer le forfait de rémunération du maître d'œuvre à 1 660 243,62 € HT (forfait définitif de rémunération). Il a été procédé à une négociation du forfait de rémunération, le maître d'œuvre a consenti une réduction de son taux de rémunération à 14,79 %, dans le cadre des négociations.

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial en euros HT	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant en euros HT	Total cumulé avenants en %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO ou Comité interne
PF	DCPB	2012/1142	DCP2017V : Travaux d'installations de chantier, de purge, désamiantage et déplombage préalables aux travaux de rénovation du palais des fêtes et du batiment Marseillaise à STRASBOURG lot n° 02 , Purge, désamiantage, déplombage	533 162,44	ALTER SAS Groupement conjoint Alter / SNDRA	3	6 455 (Le montant des avenants précédents s'élève à 42 625)	9,21	582 242,44	27/06/2013
Objet de l'avenant au marché 2012/1142: l'avenant porte sur le désamiantage d'une gaine dans le sous-sol du Palais des Fêtes permettant la démolition d'un saut de loup pour le futur accès à la zone de déconditionnement de la brasserie. Cette zone avait été oubliée lors des études de maîtrise d'œuvre.										
MAPA	DEPN	2012/1344	DPE2029V Travaux de réaménagement de la route de Mittelhausbergen à Strasbourg-Cronenbourg – Travaux d'éclairage public et d'espaces verts – Lot 01 : éclairage public et illumination	241 752	Lignes et Réseaux de l'Est	1	31 208	12,91	272 960	12/09/2013
Objet de l'avenant au marché 2012/1344 V : l'avenant est justifié par l'application de nouvelles normes concernant la détection et le marquage des réseaux enterrés dans le domaine public.										

2

Communication au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Communication concernant la conclusion de marchés de travaux, fournitures et services.

Communication concernant la conclusion de marchés de travaux, fournitures et services

Conformément à l'article L 2122-23 du Code général des collectivités territoriales, la présente communication vise à informer le Conseil des marchés attribués et notifiés en application de la délégation donnée à l'exécutif en matière de marchés publics par la délibération du 7 avril 2008 modifiée.

Par ailleurs, au-delà des seuls marchés entrant dans le champ d'application de ladite délégation, la présente information englobe l'ensemble des marchés dont le montant est supérieur ou égal à 4 000 € HT passés par la Ville de Strasbourg, qu'ils résultent d'une procédure adaptée ou formalisée.

Pour mémoire, les marchés passés selon une procédure adaptée sont ceux dont le montant est inférieur à 200 000 € HT (fournitures et services) et à 5 000 000 € HT (travaux). La présente communication porte, en l'espèce, sur les marchés dont la notification est intervenue entre le 01 mai et le 26 mai 2013.

Communiqué le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

Procédures formalisées, marchés passés selon une procédure adaptée de niveaux 3 et 4

(Le montant en euro HT prend en compte la durée totale du marché, périodes de reconductions comprises)

* Marchés à bons de commande

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20130588	2046V - NETTOYAGE DU SABLE DES BACS À SABLE ET SAUTOIRS GÉRÉS PAR LA DIRECTION DE L'ENFANCE ET DE L'ÉDUCATION, PAR LE SERVICE DES ESPACES VERTS ET PAR LE SERVICE DES SPORTS. (RECONSULTATION DE L'AFFAIRE N° 2012V)	CHEMOFORM FRANCE	67006 STRASBOURG CEDEX	Sans minimum ni maximum
20130565	2061V DISTRIBUTION DE FRUITS DANS LES ÉCOLES DU PROJET " JE ME BOUGE DANS MON QUARTIER "	POMONA TERRE AZUR	67087 STRASBOURG CEDEX 2	78 000
20130517	DQ2003GC - "FOURNITURE, LIVRAISON ET POSE DE MOBILIER DE PROPRETÉ ET DE PIÈCES DE RECHANGE" SEAUX DE RECHANGE POUR BORNES DE PROPRETÉ ET BACS À DÉCHETS SUR MESUR POUR LES C	VIWAMETAL	67540 OSTWALD	224 000

* Marchés ordinaires

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20130496	3001V - TRAVAUX POUR LA RESTAURATION DE LA DYNAMIQUE DES HABITATS ALLUVIAUX RHÉNANS SUR L'ÎLE DU ROHRSCHOLLEN.	DEMATHIEU BARD/ TRANSROUTE	57950 MONTIGNY LES METZ	2 687 527,7
20130569	3011V TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT SUR LE SITE ARISTIDE BRIAND ECLAIRAGE PUBLIC	BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES	67720 HOERDT	178 688
20130570	3011V TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT SUR LE SITE ARISTIDE BRIAND MUR DE SOUTÈNEMENT DU PONT	RICHERT	68120 PFASTATT	75 415
20130568	3011V TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT SUR LE SITE ARISTIDE BRIAND VOIRIE - ASSAINISSEMENT EAUX PLUVIALES - MURS PRÉFABRIQUÉS - MÉTALLERIE	Sté COLAS EST	67541 OSTWALD CEDEX	716 872,5
20130547	DCP2035V TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DE L'ÉCOLE PRIMAIRE DU RHIN ET DE CONSTRUCTION D'UNE MAISON DE LA PETITE ENFANCE TRANSFRONTALIÈRE À STRASBOURG	KLEINHANS GMBH	A - 77694 KEHL	295 004,5
20130542	DCP2035V TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DE L'ÉCOLE PRIMAIRE DU RHIN ET DE CONSTRUCTION D'UNE MAISON DE LA PETITE ENFANCE TRANSFRONTALIÈRE À STRASBOURG ECHAFAUDAGES DE FAÇADE	Sté FREGONESE & FILS	67450 MUNDOLSHEIM	62 961

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	CP et Ville	Montant maximum € HT
20130533	DCP2046V MISE EN SÉCURITÉ, ACCESSIBILITÉ ET RÉNOVATION PATRIMONIALE DU PAVILLON JOSÉPHINE À STRASBOURG PEINTURE INTERIEURE	Sté HITTIER et FILS	67590 SCHWEIGHOUSE SUR MODER	21 125,46
20130508	DCP2059V TRAVAUX POUR LA CRÉATION DU " LIEU D'EUROPE " À STRASBOURG, PREMIÈRE PHASE (RÉNOVATION DE LA VILLA KAYSERGUET) ENDUIT EXTERIEUR - ECHAFAUDAGES	Sté DECOPEINT	67840 KILSTETT	31 431,88
2013/507	DCP2059V TRAVAUX POUR LA CRÉATION DU " LIEU D'EUROPE " À STRASBOURG, PREMIÈRE PHASE (RÉNOVATION DE LA VILLA KAYSERGUET) MENUISERIE INTERIEUR BOIS	Sté SIFFERLIN	67453 MUNDOLSHEIM CEDEX	111 351,09
20130550	DCP2061V RÉNOVATION, MISE EN SÉCURITÉ ET ACCESSIBILITÉ DU GYMNASE ERCKMANN CHATRIAN À STRASBOURG - MONTAGNE VERTE. ISOLATION THERMIQUE EXTÉRIEURE BARDAGE	COUVREST	67120 ALTORF	198 000
20130551	DCP2061V RÉNOVATION, MISE EN SÉCURITÉ ET ACCESSIBILITÉ DU GYMNASE ERCKMANN CHATRIAN À STRASBOURG - MONTAGNE VERTE. SANITAIRE	Ets BEYER	67170 BRUMATH	75 000
20130548	DCP2061V RÉNOVATION, MISE EN SÉCURITÉ ET ACCESSIBILITÉ DU GYMNASE ERCKMANN CHATRIAN À STRASBOURG - MONTAGNE VERTE. STRUCTURE / GROS OEUVRE	Sté SCHELL & CIE	67100 STRASBOURG	188 313
20130572	DPE3003V TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE LA PLACE DE L'HIPPODROME À STRASBOURG-PORT DU RHIN TRAVAUX DE SURFACE VOIRIE	LINGENHELD	67202 WOLFISHEIM	2 192 160
2010583	DPE3004V RÉAMÉNAGEMENT DU SQUARE DES RENARDS À STRASBOURG CRONENBOURG TRAVAUX D'AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS	THIERRY MULLER - espace vert	67118 GEISPOLSHEIM	136 268,55
20130584	DPE3004V RÉAMÉNAGEMENT DU SQUARE DES RENARDS À STRASBOURG CRONENBOURG TRAVAUX DE CLÔTURE	PRO GRILLAGE	67700 WOLSCHHEIM	14 751,46
20130577	DPE3005V TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DU SECTEUR FOULONS / CORROYEURS / COUDREUSE À STRASBOURG - MONTAGNE-VERTE TRAVAUX D'ÉCLAIRAGE PUBLIC	BILD SCHEER Marque CITEOS	67800 HOENHEIM	181 523
20130576	DPE3005V TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DU SECTEUR FOULONS / CORROYEURS / COUDREUSE À STRASBOURG - MONTAGNE-VERTE TRAVAUX D'ESPACES VERTS, DE POSE DE MOBILIERS URBAINS ET D'INSTALLATION DE GLORIETTES DE JARDIN	ISS Espaces Verts	67810 HOLTZHEIM	210 391,18

Marchés passés selon une procédure adaptée de niveaux 1 et 2

(Le montant en euro HT prend en compte la durée initiale du marché, périodes de reconductions non comprises)

Marchés ordinaires

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant maximum € HT	Date de notification
2013/573	FOURN. MATERIELS ET PRODUITS DE LUTTE ANTIVECTORIELLE	AEDES	95210 SAINT GRATIEN	10 000	21/05/2013
2013/574	FOURN. MATERIELS ET PRODUITS DE LUTTE ANTIVECTORIELLE	EDIALUX FRANCE	01750 REPLONGES	5 000	21/05/2013
2013/575	ETUDE GEOTECHNIQUE CONSTRUCTION EXTENSION,LOCAL DE RANGEMENT POUR LE CONCIERGE ET PREAU A L'ECOLE MAT. CANARDIERE	HYDRO GEOTECHNIQUE EST	90170 ANJOUTEY	7 305	13/05/2013
2013/578	FOURN. NETTOYEUR INTENSIF DE GAZONS SYNTHETIQUES A ATTELAGE 3 POINTS	JOST JEAN-PAUL	67120 MOLSHEIM	13 660	15/05/2013
2013/579	VALORISATION DE L'IMAGE DE LA VILLE DE STRASBOURG SUR LES INTERNATIONAUX DE TENNIS	QUARTERBACK	75016 PARIS	35 600	14/05/2013
2013/580	EXPO."L'ARCHEOLOGIE DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE EN ALSACE ET EN LORRAINE"	GOEPP JEAN CLAUDE	67800 BISCHHEIM	3 500	15/05/2013
2013/581	EXPO."L'ARCHEOLOGIE DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE EN ALSACE ET EN LORRAINE"	RENARD MICHEL GRAPHISTE	67000 STRASBOURG	6 245,22	15/05/2013
2013/582	TRAITEMENT MECANISE DE LA ZONE DE BAIGNADE DU PLAN D'EAU DU BAGGERSEE ET ENLEVEMENT MOLLUSQUES CONTRE LA DERMATITE	ELIA ET CO	42210 ST LAURENT LA CONCHE	14 500	15/05/2013
2013/586	FOURNITURE D'UN CELESTA AVEC HOUSSE DE PROTECTION ET SON FLIGHT CASE	RYTHMES & SONS	67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	29 933,11	16/05/2013
2013/587	TRAITEMENT DE LA CHARPENTE DE LA TOITURE DE LA MAISON OND	HADERER	57130 ANCY SUR MOSELLE	35 618,73	16/05/2013
2013/591	CONCEPTION GRAPHIQUE POUR LA MANIFESTION ESTIVALE ETE COUR ETE JARDIN 2013	BENTZ LAURENCE	67000 STRASBOURG	2 880	22/05/2013
2013/592	LOCATION MATERIEL DE SONORISATION POUR LE CONCERT DES ECOLES DE MUSIQUES 25/05/2013	LAGOONA STRASBOURG	67300 SCHILTIGHEIM	4 711,04	22/05/2013
2013/598	CAPTATION SON ET VIDEO DU CONCERT DE PRESENTATION DE SAISON DU 31 MAI 2013	VIA STORIA	67300 SCHILTIGHEIM	8 450	23/05/2013

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant maximum € HT	Date de notification
2013/599	REST. ET PREST. ORDINAIRES POUR LA CONSERVATION PREVENTIVE DE MOBILIERS, OEUVRES EN BOIS, CADRES, SUPPORTS-BOIS MUSEES	STROESSER ANTOINE	67300 SCHILTIGHEIM	8 000	24/05/2013
2013/600	REST. ET PREST. ORDINAIRES POUR LA CONSERVATION PREVENTIVE DE SCULPTURES, D'ELEMENTS PATRIMONIAUX EN PIERRE	GODINOT FLORENCE	54000 NANCY	8 000	24/05/2013
2013/601	REST. ET PREST. ORDINAIRES POUR LA CONSERVATION PREVENTIVE D'OEUVRES D'ART GRAPHIQUES ET DE LIVRES POUR LES MUSEES	LAPAGE MLLE POYAC	54000 NANCY	8 000	24/05/2013

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

3

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Adhésion de la Ville de Strasbourg au Club Décibel Villes.

Le Maire de Strasbourg a été sollicité par courrier par le président du Centre d'Information et de Documentation sur le Bruit (CIDB) en vue de l'adhésion de notre ville au Club Décibel Villes lancé en avril 2012 avec la participation de l'Association des Maires des Grandes Villes

Le CIDB, association Loi 1901 reconnue d'utilité publique, a été crée en 1978 avec le soutien des ministères chargés de l'environnement, des transports et de la santé. Il a pour principales missions d'informer, de sensibiliser et de documenter sur le thème de la protection de l'environnement sonore.

Le Club Décibel Villes, animé par le CIDB, a pour objectif d'accompagner les collectivités dans la mise en œuvre d'actions dans le domaine de l'environnement sonore notamment en mettant en commun les compétences des villes qui ont mené des actions locales allant dans le sens de la gestion du bruit et qui peuvent servir d'exemple et inciter d'autres collectivités à intégrer la qualité des ambiances sonores comme un élément fort de leur politique d'environnement et de santé .Ce club a par ailleurs vocation à s'étendre progressivement à d'autres pays européens sous l'égide de la Commission Européenne.

A ce jour, les collectivités adhérentes au Club Décibel Villes sont : Paris, Rennes Métropole, Saint Etienne Métropole, Amiens métropole, Communauté urbaine de Bordeaux, Aix les Bains, Dunkerque, Grand Nancy, Mulhouse. D'autres villes sont en cours d'adhésion : Nice, Nantes, Toulouse, Lyon, Angers, Metz.

Notre ville fait figure de modèle au plan national dans le domaine de la prévention et la lutte contre les nuisances sonores, depuis les années 1990. Dans ce contexte, il vous est proposé de réserver une suite favorable à cette demande d'adhésion, afin que notre collectivité puisse participer activement aux travaux du Club Décibel Villes.

Les agents du Service Hygiène et Santé Environnementale de la Direction de la Réglementation Urbaine ont acquis une haute technicité et une notoriété indéniable dans le domaine de l'acoustique et de la lutte contre le bruit :

- Décibel d'Or en 1994 décerné par le Conseil National du Bruit,
- recrutement en 2000 d'un ingénieur acousticien à temps plein,

- rapport national sur les bruits de voisinage dans les communes remis au ministre de l'environnement,
- application de la réglementation acoustique au sein de tous les établissements musicaux et des salles municipales,
- contrôles périodiques et vérification de tous les limiteurs des établissements de nuit et la capacité à procéder à des mesures acoustiques de qualité grâce au matériel performant acquis et la compétence des agents,
- sans oublier les interventions diurnes et nocturnes de la police municipale dans le domaine du bruit (agents formés puis assermentés, leur permettant de constater les infractions en matière de bruits de voisinage).

Enfin, les actions menées en partenariat avec une profession engagée à nos cotés dans la démarche de la Charte pour la Qualité de la Vie Nocturne renforcent la pertinence de notre politique en la matière, alliant vie nocturne et respect de la tranquillité urbaine.

Cette charte est animée par le service Débits de Boissons et Vie Nocturne, créé au sein de la Direction de la Réglementation Urbaine. Il agit conjointement avec le service de l'Hygiène et de la Santé Environnementale et en lien avec le service Prévention et la direction de la Police Municipale au sein du Pole Sécurité, Prévention et Réglementation. La cohérence et la pertinence des interventions de la collectivité sont ainsi renforcées.

Dans ce cadre, notre ville a été sollicitée pour intervenir dans des colloques, journées d'information et diverses sessions de formation afin de présenter aux différentes villes notre Charte. Nous avons en outre engagé un dialogue avec les maires des 35 villes de plus de 100 000 habitants en leur faisant part de notre action en la matière et en proposant un échange d'expériences. Cet échange s'est traduit et continuera de se traduire par l'accueil d'élus et d'agents d'autres collectivités.

L'exemplarité de Strasbourg et la capitalisation d'expériences et actions dans le domaine de la prévention et le lutte contre les bruits de voisinage, nous conduit naturellement à vous proposer l'adhésion à ce Club.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'adhésion pour l'année 2013 ainsi que le paiement d'une cotisation annuelle fixée à 0,01 euro par habitant avec un maximum de 2 000 euros ;

décide

l'imputation de ce montant de 2 000 € sur la ligne 020/6281/LO 01A dont le disponible avant le présent Conseil est de 4 050,62 euros.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

4

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Attribution de subventions aux établissements cultuels strasbourgeois et aux associations.

1. Allocation de subventions d'équipement aux paroisses et associations

Par délibération du 23/06/2008, le Conseil municipal a approuvé les taux des subventions susceptibles d'être attribuées aux établissements cultuels.

1.1. Rappel du barème

1.1.1. Lorsque la paroisse est propriétaire des bâtiments :

- intervention d'urgence pour mise hors d'eau *(gros œuvre, couverture, huisseries, vitrerie)*	50 %
- accessibilité handicapés *(rampes, dégagements, locaux sanitaires)*	50 %
- horloges extérieures présentant un intérêt pour la population	50 %
- conformités : électrique, gaz, fuel et autres mesures d'hygiène et de sécurité exigées par la commission de sécurité *(balisage, issues de secours)*	40 %
- remplacement chauffage église vétuste	30 %
- transformations pour économie d'énergie	20 %
- maintenance courante et réaménagement intérieur *(peintures, sols, sanitaires)*	20 %
- rénovation presbytère (intérieur, extérieur)	20 %
- constructions neuves, agrandissements, cloches et accessoires, abords, orgues, sonorisation, mobilier	10 %

1.1.2. Lorsque la Ville de Strasbourg est propriétaire des bâtiments :

Elle prend classiquement en charge les travaux incombant au propriétaire, dans la limite des crédits disponibles. Dans ce cas, la Ville assure la maîtrise d'ouvrage et la décision de lancer les travaux lui appartient, sauf dans le cas de travaux initiés par l'Etat et portant sur les Monuments Historiques.

En ce qui concerne les travaux locatifs sur les édifices appartenant à la Ville, il a été convenu qu'ils puissent également être subventionnés. Les taux sont alors les mêmes que

pour les édifices appartenant aux paroisses. Un dossier de demande de subvention doit être déposé avant tout début d'exécution des travaux.

1.1.3. Cas des édifices classés « Monuments Historiques »

Le plan de financement des travaux portant sur les Monuments Historiques, qu'ils appartiennent à la Ville ou à une paroisse, reste le suivant :
- Etat 40 %.
- Conseil Général 25 %.
- Ville 25 %.
- Propriétaire 10 %.

1.2. Subventions proposées

Conformément aux principes énoncés ci-dessus, il est proposé d'accorder des aides financières aux différentes paroisses suivantes, pour des travaux d'entretien des ensembles cultuels.

1.2.1. Bâtiments propriété de la paroisse

1.2.1.1. Paroisses catholiques

Saint Léon
15 023 € pour des travaux de remplacement des pompes à chaleur et de pose d'une porte coupe-feu réglementaire.

Très Sainte Trinité
5 192 € pour des travaux d'étanchéité de la toiture terrasse de la salle paroissiale et de la chapelle, ainsi que pour la remise en état et en conformité des éclairages extérieurs de la salle polyvalente des scouts située sous l'église.

1.2.1.2. Paroisses protestantes

Cité de l'Ill
1 352 € pour des travaux de tubage de la cheminée du presbytère.

Saint Paul Université
4 105 € pour des travaux d'installation d'un système de sécurité incendie pour l'ensemble foyer et église.

1.2.2. Bâtiments propriété de la Ville

1.2.2.1. Paroisses catholiques

Saint Jean
1 495 € pour des travaux de sonorisation de l'église.

Saint Louis – Robertsau
1 579 € pour des travaux de nettoyage du baptistère et du dallage en grès du chœur de l'église.

Saint Pierre le Vieux
1 884 € pour des travaux d'aménagement sono et vidéo, ainsi que la dépose, le nettoyage et la repose de la fresque Sainte Thérèse dans l'église.

2. Subvention pour des manifestations

Association culturelle du quartier des Quinze
La Ville de Strasbourg prend en charge les frais de location de la salle utilisée par l'association pour des activités exceptionnelles liées au ramadan. Il est proposé d'accorder la somme de 950 €.

Grande Mosquée de Strasbourg
Depuis son inauguration le 27 septembre 2012, l'association Grande Mosquée de Strasbourg a organisé diverses manifestations largement ouvertes au public (inauguration proprement dite, visites gratuites pour le public, participation aux « Sacrées Journées », etc.). Il est proposé d'attribuer 10 000 € en soutien de ces diverses manifestations.

Association « Semaines sociales de France »
L'association « Semaines Sociales de France » créée en 1904 œuvre dans le domaine de la formation et du dialogue sur les questions sociales en France (réflexions chrétiennes sur la société). La session 2013 qui aura lieu du 22 au 24 novembre 2013 se tiendra simultanément dans 3 villes de France : Paris, Lyon et Strasbourg et sera consacrée au thème du travail dans un contexte de globalisation.
Le projet est réalisé en partenariat avec l'université de Strasbourg, faculté de théologie catholique et le Centre Européen d'Enseignement et de Recherche en Ethique (CEERE) ainsi que l'Eglise protestante.
Le coût de la manifestation à Strasbourg est de 167 224 €. Le Conseil Régional d'Alsace est sollicité à hauteur de 15 000 € et le Conseil Général à hauteur de 5 000 €.
Il est proposé d'attribuer 15 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission
après en avoir délibéré
approuve

le versement de subventions aux organismes suivants :

1. Bâtiments propriété de la paroisse

Paroisses catholiques

Saint Léon	*15 023 €*
Très Sainte Trinité	*5 192 €*

Paroisses protestantes

Cité de l'Ill	*1 352 €*
Saint Paul Université	*4 105 €*

2. Bâtiments propriété de la Ville

Paroisses catholiques

Saint Jean	*1 495 €*
Saint Louis Robertsau	*1 579 €*
Saint Pierre le Vieux	*1 884 €*

3. Subventions pour des manifestations

Association culturelle du quartier des Quinze	*950 €*
Grande Mosquée de Strasbourg	*10 000 €*
Association « Semaines sociales de France »	*15 000 €*

décide

l'imputation de la dépense de 56 580 € sur le budget 2013 de la Ville de Strasbourg, activité AT 03, fonction 025, nature 2042 programme 7007 pour un montant de 30 630 € dont le disponible, avant le présent Conseil, est de 228 466 € et activité AT 03, fonction 025, nature 6574 pour un montant de 25 950 € dont le disponible, avant le présent Conseil, est de 50 052 € ;

autorise

le Maire ou son représentant à signer les conventions relatives à ces subventions.

Adopté le 30 septembre 2013

par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

Attribution de subventions aux établissements cultuels strasbourgeois et associations				
Association	**Montant alloué N-1**	**Montant demandé**	**Montant proposé**	**n° fiche**
Paroisse catholique Saint Léon	0 €	15 023 €	15 023 €	1
Paroisse catholique Très Sainte Trinité	12 186 €	5 192 €	5 192 €	2
Paroisse protestante de la Cité de l'Ill	0 €	1 352 €	1 352 €	3
Paroisse réformée Saint Paul Université	11 984 €	4 105 €	4 105 €	4
Paroisse catholique Saint Jean	0 €	1 495 €	1 495 €	5
Paroisse catholique Saint Louis Robertsau	0 €	1 579 €	1 579 €	6
Paroisse catholique Saint Pierre le Vieux	2 860 €	1 884 €	1 884 €	7
Association Culturelle du Quartier des Quinze	950 €	950 €	950 €	8
Grande Mosquée de Strasbourg	0 €	10 000 €	10 000 €	9
Semaines Sociales de France	0 €	15 000 €	15 000 €	10
TOTAL	**27 980 €**	**56 580 €**	**56 580 €**	

5

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Avis de la Ville de Strasbourg concernant la vente par la paroisse protestante de la Meinau du bâtiment paroissial 44 rue de la Canardière à Strasbourg.

Conformément à l'article L 2541-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Ville de Strasbourg est appelée par M. le Préfet à se prononcer sur la vente par la paroisse protestante de la Meinau du bien suivant :

- Bâtiment paroissial situé 44 rue de la Canardière à Strasbourg, cadastré section EX, parcelle n° 423 d'une superficie de 5,01 ares, pour un montant de 300 000 €,

à l'Association « Le Kachelofe » qui est une œuvre de la paroisse et qui gère une maison d'accueil pour personnes âgées.

La paroisse pourra ainsi financer la construction d'un nouveau bâtiment paroissial (au 39 avenue Christian Pfister) dont le permis a été accordé en date du 14 février 2013.

La Communauté Urbaine de Strasbourg n'a pas l'intention d'exercer son droit de préemption.

Il est, par conséquent, proposé d'émettre un avis favorable à la vente.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
Sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
émet

un avis favorable à la vente par la paroisse protestante de la Meinau à l'association « Le Kachelofe » du bien suivant :

- *Bâtiment paroissial situé 44 rue de la Canardière à Strasbourg, cadastré section EX, parcelle n° 423 d'une superficie de 5,01 ares, pour un montant de 300 000 €.*

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

6

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Avis de la Ville de Strasbourg concernant la désaffectation et la vente par la paroisse catholique Ste Jeanne d'Arc d'un presbytère ainsi que l'achat et l'affectation d'un nouveau presbytère.

La paroisse Sainte Jeanne d'Arc est propriétaire d'un presbytère sis 2 avenue du Pont de l'Europe, cadastré Section HX parcelle n° 93. La parcelle, avec le bâtiment, sera rachetée par Habitation Moderne dans le cadre de l'opération « Ilot Jeanne d'Arc ».

Le produit de la vente, 825 000 €, permettra, entre autres, de racheter à la société EDIFIPIERRE, partenaire de la société Habitation Moderne, un appartement de type F3 d'une surface d'environ 63 m² situé dans ledit îlot « Jeanne d'Arc ». La paroisse compte également ajouter une salle à l'église existante.

En date du 13 juin 2013, l'Archevêché de Strasbourg a accepté la désaffectation du presbytère, la vente du bien, l'achat d'un appartement vers lequel le titre de presbytère sera transféré.

Conformément à l'article L 2541-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Ville de Strasbourg est appelée par M. le Préfet à se prononcer sur la demande de désaffectation, la vente du terrain paroissial avec le presbytère, l'achat d'un appartement et l'affectation de ce dernier à la fonction de presbytère.

Il est proposé d'émettre un avis favorable à ces différentes opérations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
émet

un avis favorable à la désaffectation du presbytère de la paroisse Sainte Jeanne d'Arc sis 2 avenue du Pont du Rhin, à la vente dudit bien cadastré Section HX, parcelle n° 93,

à l'achat d'un appartement de type F3 dans l'îlot « Jeanne d'Arc » et à l'affectation de celui-ci en tant que presbytère.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

7

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Convention pour l'installation d'une sirène d'alerte aux populations.

Les sirènes d'alerte installées à Strasbourg ont pour but d'alerter les populations en cas de danger immédiat. Elles permettent, de jour comme de nuit, d'attirer rapidement l'attention des populations pour les appeler à réagir. Elles peuvent être activées à l'initiative du Premier Ministre, du Préfet du Bas-Rhin ou du Maire de Strasbourg.

La Ville de Strasbourg est chargée de l'installation, de l'entretien courant et du dépannage des sirènes d'alerte.

Pour assurer la diffusion homogène du signal d'alerte national sur le territoire relevant de sa compétence, la Ville de Strasbourg doit procéder à l'installation de sirènes d'alerte, de leurs supports, de circuits d'alimentation électrique et de systèmes de commande sur des bâtiments hauts.

La Région Alsace est propriétaire d'un tel immeuble dénommé "Bâtiment « F » - Internat du Lycée Kléber", situé au n°4, rue Fritz Kieffer à Strasbourg, qui serait susceptible de servir support à une sirène d'alerte dans ce secteur. L'immeuble dépend du domaine public de la Région Alsace.

La Ville de Strasbourg a procédé à la faisabilité technique en vue de l'exploitation du site. Elle a sollicité la région Alsace dans le cadre de son projet d'installation. Les parties se sont rapprochées sur les bases de la présente convention qui régit les rapports des parties entre elles et se fonde sur les dispositions du code général de la propriété des personnes publiques (voir notamment les articles L.2123-7 et suivants, et R.2123-8).

La présente délibération sollicite le conseil afin d'approuver la signature de la convention autorisant l'installation d'une sirène d'alerte aux populations sur le toit du lycée Kléber, propriété de la Région.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la convention de superposition d'affectation ci jointe entre la Région Alsace et la Ville de Strasbourg ;

autorise

le maire ou son représentant à signer la convention et tout autre document participant à son exécution.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

CONVENTION DE SUPERPOSITION D'AFFECTATION POUR L'INSTALLATION D'UNE SIRENE D'ALERTE AUX POPULATIONS SUR LE SITE DU LYCEE KLEBER A STRASBOURG

Entre les soussignés :

La VILLE DE STRASBOURG, sise 1, Parc de l'Etoile à 67076 STRASBOURG.
La VILLE DE STRASBOURG est représentée aux présentes par M. Roland RIES, Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 30 septembre 2013

ci-après dénommée **"LA VILLE DE STRASBOURG »**

d'une part,

La REGION ALSACE, sise 1, Place Adrien Zeller à 67070 STRASBOURG
La REGION ALSACE est représentée aux présentes par M. Philippe RICHERT, Président, agissant en vertu de la délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional n° 690-13 du 12 juillet 2013

ci-après dénommée **"LA REGION ALSACE"**

d'autre part.

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT

Les sirènes d'alerte installées à Strasbourg ont pour but d'alerter les populations en cas de danger immédiat. Les sirènes permettent, de jour comme de nuit, d'attirer rapidement l'attention des populations pour les appeler à réagir. Elles peuvent être activées à l'initiative du Premier Ministre, du Préfet du Bas-Rhin ou du Maire de Strasbourg.

LA VILLE DE STRASBOURG est chargée de l'installation, de l'entretien courant et du dépannage des sirènes d'alerte.

Pour assurer la diffusion homogène du signal d'alerte national sur le territoire relevant de sa compétence, LA VILLE DE STRASBOURG doit procéder notamment à l'installation de sirènes d'alerte, de leurs supports, de circuits d'alimentation électrique et de systèmes de commande, le tout étant ci-après dénommé "équipements techniques ".

Quant à elle, LA RÉGION ALSACE est propriétaire d'un immeuble dénommé "Bâtiment « F » - Internat du Lycée Kléber", situé au n°4, rue Fritz Kieffer à Strasbourg, susceptible de servir support à une sirène d'alerte. L'immeuble dépend du domaine public de LA RÉGION ALSACE.

LA VILLE DE STRASBOURG a procédé à la faisabilité technique en vue de l'exploitation du site. Elle a sollicité LA RÉGION ALSACE dans le cadre de son projet d'installation. Les parties se sont rapprochées sur les bases de la présente convention qui régit les rapports des parties entre elles et se fonde sur les dispositions du code général de la propriété des personnes publiques (voir notamment les articles L.2123-7 et suivants, et R.2123-8).

PROJET

Article 1. Objet du contrat

Le présent contrat a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles LA RÉGION ALSACE autorise la superposition d'affectation sur l'emplacement défini à l'article 2 de la présente convention, afin de permettre à LA VILLE DE STRASBOURG d'implanter les équipements techniques nécessaires au fonctionnement d'une sirène d'alerte.

Par implantation, il convient d'entendre l'installation, la mise en service et l'exploitation des équipements techniques désignés à l'article 2.

Article 2. Désignation du bien

2.1. Emplacement concerné

2.1.1. Désignation de l'immeuble

L'immeuble objet de la présente convention est le bâtiment « F » du Lycée Kléber –à usage d'internat- situé, 4, rue Fritz Kieffer, sur la commune de Strasbourg.

LA REGION ALSACE autorise la superposition d'affectation sur une emprise de 3,1416 m² destinée à l'accueil d'une sirène d'alerte, de ses accessoires et de son dispositif d'alimentation électrique.

2.1.2. Domanialité

L'immeuble décrit ci-dessus relève du domaine public de LA REGION ALSACE.

La superposition d'affectation est consentie sans indemnité, compte tenu du fait que l'installation du dispositif ne génèrera aucune charge pour LA REGION ALSACE, et n'entrainera pas de perte de revenu.

2.2. Principe de la superposition d'affectation

2.2.1. Superposition d'affectation acceptée par LA RÉGION ALSACE

LA RÉGION ALSACE, conformément aux croquis annexés au présent document, autorise LA VILLE DE STRASBOURG à implanter en toiture du bâtiment « F » du Lycée Kléber ci-dessus désigné une sirène d'alerte destinée à avertir la population de Strasbourg de l'existence d'un danger grave et imminent.

LA RÉGION ALSACE autorise également pour les besoins de cette nouvelle affectation (ci-après désignée « affectation secondaire »), LA VILLE DE STRASBOURG à faire cheminer des câbles sur l'emprise foncière, en vue d'assurer le raccordement des équipements aux réseaux d'énergie et de télécommunications conformément aux dispositions de l'article 2.2.4.

LA VILLE DE STRASBOURG est autorisée à protéger, si nécessaire, ses dispositifs par un paratonnerre. L'emplacement visé ci-dessus est strictement destiné à un usage technique et ne pourra être utilisé en bureau, stockage de matériel, ou accueil de public.

2.2.2. Caractéristiques techniques des installations de LA VILLE DE STRASBOURG

Pour les besoins des présentes, LA VILLE DE STRASBOURG déclare, à titre d'information, que la sirène d'alerte, comprendra dans son ensemble :

- Un coffret technique en pied d'immeuble
- Un dispositif de commande à distance (pouvant inclure un émetteur-récepteur radio)
- Un dispositif d'arrêt d'urgence
- Une sirène d'alerte

  Type : sirène à pavillons sur mât tubulaire de type AT3 marque AE&T
  Puissance électrique absorbée : 4KW
  Alimentation : courant triphasé 3 x 230V

PROJET

Quantité : 1 / Hauteur : 25 m, diamètre 2,00 m (pavillons compris)

Les équipements ainsi détaillés seront installés simultanément après signature des présentes. Si certaines installations devaient être différées, LA VILLE DE STRASBOURG s'engage à informer LA REGION ALSACE de toute modification.

Les équipements sont décrits plus précisément sous l'annexe n° 1 comprenant les croquis des installations et l'avant projet détaillé incluant le descriptif littéral du projet préalablement à sa mise en œuvre.

Des modifications mineures par rapport au projet initial pouvant s'avérer nécessaires lors de la mise en œuvre, LA VILLE DE STRASBOURG remettra, dans un délai de 1 mois après les travaux, une documentation des ouvrages exécutés.

2.2.3. Travaux d'installation

L'exécution des travaux sera à la charge et sous la responsabilité exclusive de LA VILLE DE STRASBOURG et sera effectuée conformément aux plans ci-joints en annexe n°1.

LA VILLE DE STRASBOURG devra procéder à l'installation de ses équipements techniques et des câbles de raccordement en respectant strictement les normes en vigueur et les règles de l'art. Elle exécutera les travaux elle-même ou fera appel pour cela à une ou plusieurs société(s) spécialisée (s) dûment qualifiée (s), le tout à ses frais exclusifs.

LA VILLE DE STRASBOURG fera procéder, à ses frais, avant l'installation des équipements et la réalisation des travaux, une étude technique par l'entreprise en charge des travaux. Cette étude portera notamment sur les points suivants:

- calculs de charges;
- la capacité du mât, à recevoir les équipements prévus ;
- la résistance à la charge et à la prise au vent ;
- le mode de fixation prévu pour le mât ;
- la capacité du bâti à supporter la charge supplémentaire et le raccordement de tout élément conducteur émergent de la toiture à un dispositif de protection de la foudre.

Une copie du compte rendu de cette étude sera communiquée à LA REGION ALSACE avant l'engagement des travaux d'installation sur le site.

LA VILLE DE STRASBOURG restera responsable de la conformité des travaux réalisés aux plans fournis (annexe n°1) et à l'étude technique sus-mentionnée.

2.2.4. Charges de fonctionnement- raccordements

Tout fluide nécessaire au fonctionnement des équipements techniques de LA VILLE DE STRASBOURG, notamment les branchements électriques, téléphoniques seront pris en charge par LA VILLE DE STRASBOURG, qui souscrira si nécessaire les abonnements auprès des concessionnaires ou prestataires concernés.

2.2.5. Entretien des lieux et installations

LA VILLE DE STRASBOURG entretiendra ses installations techniques dans les règles de l'art, à ses frais et sous sa responsabilité.

2.2.6. Modifications apportées au domaine public

La REGION ALSACE se réserve le droit d'apporter au domaine public toutes les modifications qui peuvent s'imposer dans l'intérêt de sa propre affectation sans que la VILLE DE STRASBOURG ne puisse s'y opposer, ni obtenir aucune indemnité.

PROJET

Article 3. Sauvegarde des activités des tiers

Dans l'hypothèse où des équipements techniques déjà installés sur le site, ou à proximité, venaient à être identifiés comme incompatibles avec l'installation d'une sirène d'alerte et ses équipements, LA VILLE DE STRASBOURG s'engage à ne pas procéder à l'installation.

Dans tous les cas, LA REGION ALSACE ne saurait être tenue pour responsable en cas de perturbations causées par les équipements de LA VILLE DE STRASBOURG, sur des équipements tiers situés à proximité.

Article 4. Accès à l'immeuble

4.1. Désignation du gestionnaire

Le bâtiment « F » à usage d'internat du Lycée Kléber, objet des présentes, est actuellement géré par LA REGION ALSACE

4.2. Modalités d'accès

La sirène d'alerte est entièrement autonome et fonctionne normalement sans personnel de LA VILLE DE STRASBOURG.

Néanmoins, les préposés de LA VILLE DE STRASBOURG auront accès aux installations en présence d'un agent de maintenance du Lycée Kléber, tant pour les besoins de l'installation de son matériel que pour ceux de la maintenance et de l'entretien aux conditions suivantes :

Les agents mandatés par LA VILLE DE STRASBOURG devront être munis d'une pièce d'identité officielle, et d'une carte professionnelle ou d'une lettre de mission dûment signée.

Article 5. Responsabilités de LA VILLE DE STRASBOURG

5.1. Responsabilités

LA VILLE DE STRASBOURG est seule responsable de tous les dommages, corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non à un dommage matériel ou corporel, qu'ils soient directs ou indirects, qui pourraient être occasionnés du fait de la mise en place, de l'existence ou du fonctionnement de ses installations et/ou des interventions de ses préposés.

LA VILLE DE STRASBOURG est en tout état de cause solidairement responsable des dommages de même nature causés le cas échéant par toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte.

5.2. Assurances

LA VILLE DE STRASBOURG est tenue de contracter aux fins de couvrir ces responsabilités une ou plusieurs polices d'assurance :

- une assurance de dommages en valeur à neuf, garantissant notamment, et sans que cette énumération soit exhaustive, les risques d'incendie et de dégâts des eaux ;
- une assurance de responsabilité civile en général, couvrant le risque corporel, et tous risques spéciaux liés à son activité.

PROJET

L'attestation d'assurance correspondante sera adressée annuellement à LA RÉGION ALSACE avant le 15 janvier de chaque année. L'attestation qui sera ainsi communiquée détaillera les plafonds des différentes garanties.

5.3. Contrôle de conformité

LA VILLE DE STRASBOURG s'engage à contrôler régulièrement la conformité de ses installations aux normes en vigueur et le cas échéant à les adapter immédiatement aux nouvelles normes.

Article 6. Fin de la superposition d'affectation

6.1. A l'initiative de LA RÉGION ALSACE

Il pourra être mis fin à la superposition d'affectation en cas d'évolution de l'affectation initiale du domaine public conduisant à une incompatibilité avec l'affectation secondaire consentie au bénéfice de LA VILLE DE STRASBOURG ;
En pareille hypothèse, LA REGION ALSACE notifiera par courrier recommandé avec accusé de réception à LA VILLE DE STRASBOURG les circonstances ayant conduit à cette incompatibilité. Les parties se rapprocheront pour convenir du délai raisonnable au terme duquel LA VILLE DE STRASBOURG devra avoir procédé au démontage de ses installations.

6.2. A l'initiative de LA VILLE DE STRASBOURG

LA VILLE DE STRASBOURG pourra résilier la présente convention, particulièrement en cas de cessation d'emploi des sirènes d'alerte validée par la Loi.
Cette résiliation sera notifiée à LA REGION ALSACE par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle prendra effet trois mois après la date de réception de la lettre recommandée par LA REGION ALSACE.

Article 7. Sort des installations en fin de convention

Au terme de la présente convention, quelles qu'en soient l'origine et la cause, LA VILLE DE STRASBOURG fera enlever à ses frais l'ensemble des installations qui lui appartiennent et remettra les emplacements occupés par elle, dans leur état antérieur.

Un état des lieux contradictoire en début et en fin de convention sera réalisé.

Article 8. Contribution aux travaux de mise aux normes électriques

LA VILLE DE STRASBOURG prendra à sa charge les travaux de maintenance et de mise aux normes électriques de la sirène d'alerte, de son support et de son alimentation.

PROJET

Article 9. Compétence judiciaire

Les litiges auxquels pourrait donner lieu la présente convention ressortissent à la compétence du tribunal administratif de Strasbourg.

Article 10. Annexes

Sont annexées à la présente convention les croquis réalisation des travaux (annexe n°1), la liste de coordonnées en vue de l'accès au site (annexe n°2), la fiche descriptive des caractéristiques techniques de la sirène d'alerte installée (annexe n° 3).

Fait à Strasbourg, le

Convention établie sur six pages,
En trois exemplaires originaux

Pour LA RÉGION ALSACE

Pour LA VILLE DE STRASBOURG

PROJET

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

8

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Avis sur les emplois Ville.

L'avis préalable du Conseil municipal est sollicité quant à la suppression, la création et la transformation d'emplois de la Ville par le prochain Conseil de Communauté.

1) des suppressions d'emplois permanents, après avis du CTP.

Suite au CTP du 23 juin 2011, les emplois pourvus par des agents titulaires de la CUS mis à disposition de la Haute Ecole des Arts du Rhin (HEAR) sont proposés à la suppression au fur et à mesure du départ de leur occupant. En l'occurrence, il s'agit d'un agent parti à la retraite et d'un autre ayant demandé sa mutation auprès de cet EPCC, dont les emplois occupés proposés à la suppression sont présentés en annexe 1.

2) des créations d'emplois présentés en annexe 2 :

- 4 emplois au sein de la Direction de l'Enfance et de l'éducation dans le cadre de l'ouverture de classes dans les écoles Langevin, Albert Le Grand, Schluthfeld et Musau ;
- 7 emplois au sein de la Direction de la Culture dans le cadre de la déprécarisation de vacataires ;
- 2 emplois au sein du Pôle Sécurité prévention réglementation dans le cadre de la déprécarisation de 2 médiateurs contractuels du service Prévention.
- 1 emploi à durée déterminée de 3 ans au sein de la Direction des Solidarités et de la santé dans le cadre du Contrat Local de Santé et financée par l'Agence Régionale de Santé d'Alsace.

3) des transformations d'emplois permanents présentées en annexe 3.

Les transformations d'emplois créés précédemment peuvent être rendues nécessaires lorsque les missions et/ou la configuration de l'emploi sont modifiées *(changement d'intitulé, de la nature des fonctions, de la fourchette de grades, et/ou du temps de travail)*. Il s'agit notamment ici des suites de la réorganisation du service Police du bâtiment présentée en CTP du 04 juillet 2013.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
vu l'article L5211-57 du Code général des collectivités territoriales,
vu la Convention du 3 mars 1972 entre la CUS et la Ville de Strasbourg,
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré,
approuve,

après avis du CTP, les suppressions, les créations et les transformations d'emplois présentées en annexe.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

Annexe 1 à la délibération du Conseil municipal du 30 septembre 2013 relative à la suppression d'emplois permanents

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction de la Culture	Ecole supérieure des arts décoratifs	1 professeur de l'atelier livre	Assurer l'enseignement dans son champ artistique dans le cadre du projet pédagogique de l'école.	Temps complet	Professeur d'enseignement artistique	Professeur d'enseignement artistique de classe normale à hors classe	Suppression d'emploi suite au CTP du 23/06/11.
Direction de la Culture	Ecole supérieure des arts décoratifs	1 régisseur-surveillant de travaux	Encadrer et animer l'équipe de concierges, des agents d'entretien et d'accueil. Coordonner les travaux. Gérer l'auditorium.	Temps complet	Agent de maîtrise	Agent de maîtrise à agent de maîtrise principal	Suppression d'emploi suite au CTP du 23/06/11.

Annexe 2 à la délibération du Conseil municipal du 30 septembre 2013 relative à la création d'emplois

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Créations d'emplois permanents							
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Périscolaire et éducatif	4 ASEM	Assister le personnel enseignant pour la réception, l'animation et l'hygiène des jeunes enfants. Préparer et mettre en état de propreté les locaux et le matériel servant directement aux enfants.	Temps complet	ASEM	ASEM de 1ère classe à ASEM principal de 1ère classe	Créations dans le cadre de l'ouverture de classes dans les écoles Langevin, Albert Le Grand, Schluthfeld et Musau
Direction de la Culture	Musées	5 agents d'accueil et de surveillance	Accueillir et orienter le public, l'informer à sa demande. Veiller à la sécurité des biens et des personnes. Surveiller les collections.	Temps complet	Adjoint du patrimoine	Adjoint du patrimoine de 2ème classe à adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	Créations dans le cadre de la déprécarisation de vacataires
Direction de la Culture	Musées	1 agent d'aide à la conservation des collections	Participer à la conservation préventive et à l'entretien des collections.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique de 2ème classe à adjoint technique principal de 1ère classe	Création dans le cadre de la déprécarisation de vacataires
Direction de la Culture	Musées	1 médiateur culturel	Concevoir, réaliser et assurer les actions éducatives pour les musées. Assurer l'accueil des publics (ateliers, visites découvertes, parcours ludiques).	Temps complet	Attaché de conservation du patrimoine	Attaché de conservation du patrimoine	Création dans le cadre de la déprécarisation de vacataires
Pôle Sécurité prévention réglementation	Prévention	2 médiateurs	Améliorer le cadre de vie au centre ville et dans les quartiers en luttant contre le sentiment d'insécurité. Prévenir les incivilités et les dégradations des équipements collectifs.	Temps complet	Adjoint d'animation	Adjoint d'animation de 2ème classe à adjoint d'animation principal de 1ère classe	Créations dans le cadre de la déprécarisation de contractuels
Créations d'emplois à durée déterminée							
Direction des Solidarités et de la santé	Santé publique et environnementale	1 infirmier référent	Participer au suivi de la mise en oeuvre et à l'évaluation du dispositif. Etablir des contacts réguliers avec l'ensemble des professionnels et les familles. Organiser et animer l'équipe projet et le comité de pilotage avec les instances participantes.	Temps complet	Infirmier en soins généraux	Infirmier en soins généraux de classe normale à classe supérieure	Création pour 3 ans dans le cadre du Contrat Local de Santé de la Ville co-financé par l'Agence Régionale de Santé d'Alsace.

Annexe 3 à la délibération du Conseil municipal du 30 septembre 2013 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction des Solidarités et de la santé	Santé publique et environnementale	1 secrétaire-assistante	Assurer le secrétariat (frappe, accueil, classement, gestion d'agenda). Suivre certains dossiers.	Temps complet	Adjoint administratif ou rédacteur	Adjoint administratif de 1ère classe à rédacteur	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant gestionnaire d'activités du secteur santé des jeunes et des adultes).
Direction des Solidarités et de la santé	Santé publique et environnementale	1 gestionnaire comptable	Participer à la préparation, à l'exécution et au suivi du budget. Appliquer la procédure comptable d'engagement et de mandatement. Participer au suivi des marchés.	Temps complet	Adjoint administratif ou rédacteur	Adjoint administratif de 1ère classe à rédacteur	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant secrétaire-assistante).
Direction des Solidarités et de la santé	Santé publique et environnementale	1 gestionnaire d'activités - référent PMI	Assurer le suivi administratif du secteur. Assurer le secrétariat. Intervenir en appui des professionnels du secteur. Gérer les stocks. Participer à l'organisation d'actions collectives.	Temps complet	Adjoint administratif ou rédacteur	Adjoint administratif de 1ère classe à rédacteur	Modification de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant calibré jusqu'à adjoint administratif principal de 1ère classe).
Direction de l'Urbanisme, de l'aménagement et de l'habitat	Police du bâtiment	1 chargé d'accueil référent	Accueillir et renseigner les personnes (réglementation en vigueur, composition des dossiers, autorisations délivrées, plans…). Réceptionner et pré-instruire les dossiers. Animer et encadrer la cellule en l'absence du responsable.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant chargé d'accueil ADS calibré jusqu'à rédacteur) suite au CTP du 04/07/13.
Direction de l'Urbanisme, de l'aménagement et de l'habitat	Police du bâtiment	1 chargé des nouvelles technologies et du courrier	Accompagner les utilisateurs des nouvelles technologies. Participer aux projets informatiques. Assurer la gestion et le suivi du courrier papier et électronique..	Temps complet	Adjoint administratif ou rédacteur	Adjoint administratif de 1ère classe à rédacteur	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant chargé du courrier calibré jusqu'à adjoint administratif principal de 1ère classe) suite au CTP du 04/07/13.
Direction de l'Urbanisme, de l'aménagement et de l'habitat	Police du bâtiment	2 gestionnaires ERP	Assurer le traitement et le suivi administratif des dossiers ERP, IGH et autres bâtiments.	Temps complet	Rédacteur ou technicien	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe Technicien principal de 2ème classe à 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant assistant administratif ERP et IMR) suite au CTP du 04/07/13.
Direction de l'Urbanisme, de l'aménagement et de l'habitat	Police du bâtiment	1 responsable du département enseignes et affichage publicitaire	Encadrer et animer le département. Piloter la procédure d'élaboration et de révision du règlement. Instruire et délivrer des demandes d'autorisations. Contrôler et relever sur le terrain le respect des autorisations délivrées. Veiller au recouvrement des recettes.	Temps complet	Ingénieur ou attaché	Ingénieur à ingénieur principal Attaché à attaché principal	Modification de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant calibré jusqu'à rédacteur principal de 1ère classe et technicien principal de 1ère classe) suite au CTP du 04/07/13.
Direction de l'Urbanisme, de l'aménagement et de l'habitat	Police du bâtiment	3 instructeurs-contrôleurs enseignes et affichage publicitaire	Assurer l'instruction et la délivrance des demandes d'autorisations de pose d'enseignes et d'affichage publicitaire. Contrôler et relever sur le terrain le respect des autorisations délivrées et des objets posés sans autorisation.	Temps complet	Rédacteur ou technicien	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe Technicien à technicien principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades pour l'un (avant secrétaire calibré jusqu'à adjoint administratif principal de 1ère classe), modification de l'intitulé et de la nature des fonctions pour deux autres (avant instructeur-contrôleur enseignes et gestionnaire de l'affichage publicitaire) suite au CTP du 04/07/13.

Annexe 3 à la délibération du Conseil municipal du 30 septembre 2013 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction de l'Urbanisme, de l'aménagement et de l'habitat	Police du bâtiment	3 secrétaires	Assurer le secrétariat (accueil physique et téléphonique, frappe, classement).	Temps complet	Adjoint administratif	Adjoint administratif de 2ème classe à adjoint administratif principal de 1ère classe	Modification de la nature des fonctions suite au CTP du 04/07/13.

9

Communication au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Communication des projets d'aménagement sur l'espace public.

Les Conseils de Quartier ont rendu un avis consultatif pour plusieurs projets sur l'espace public.

Sont ainsi concernés :
- le réaménagement de la rue Louis Braille,
- le réaménagement de la rue du Maire Kuss et du pont Kuss,
- les aménagements liés au réseau « Vélostras » (liaison entre le quai Louis Pasteur et la rue de Fouday),
- le réaménagement du square de Chalampé,
- la rénovation des jardins familiaux du Neufeld.

Ces avis sont tous favorables assortis de propositions.

Sont joints en annexe 1, une fiche descriptive, un plan de situation, un plan d'aménagement, une coupe de principe ainsi que l'avis intégral des Conseils de Quartier.

Est joint en annexe 2, un tableau qui reprend les propositions des Conseils de Quartier avec les réponses qui ont été apportées.

Communiqué le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

ANNEXE N° 1.1

REAMENAGEMENT DE LA RUE LOUIS BRAILLE A STRASBOURG-NEUHOF

Approbation du projet

- Conseil Municipal : 17 décembre 2012.
- Conseil CUS : 21 décembre 2012.

Objectifs du projet

- Réaménager la voirie en intégrant des dispositifs ralentisseurs.
- Améliorer les cheminements.
- Rénover l'éclairage public.
- Créer 4 places de stationnement au droit de l'entrée du collège Solignac.
- Classer le secteur Braille-Mâcon en « zone 30 ».
- Végétaliser l'espace public.

Description du projet

- Classement du secteur Braille-Mâcon en « zone 30 » et aménagement d'une « zone de rencontre » au niveau de l'entrée du parc et de l'école.
- Aménagement d'une voie de circulation à double sens.
- Réalisation d'un mail piétonnier côté collège (largeur minimum de 2m40).
- Création d'aménagements de sécurité aux carrefours Mâcon/Figeac et Braille/Mâcon.
- Rénovation de l'éclairage public.
- Organisation du stationnement sous forme de niches.
- Plantation d'arbres d'alignement et végétalisation le long du mur du quartier LIZE.
- Création de noues d'infiltration pour une gestion durable des eaux pluviales.

Coût du projet

- Budget CUS : 370 000 € TTC.
- Budget Ville : 120 000 € TTC.

Modalités de concertation du projet

- Présentation de premières esquisses au Conseil de Quartier : 8 avril 2013.
- Réunion publique de concertation : mardi 21 mai 2013.
- Présentation de la solution retenue au Conseil de Quartier : 03 juin 2013.

Planning

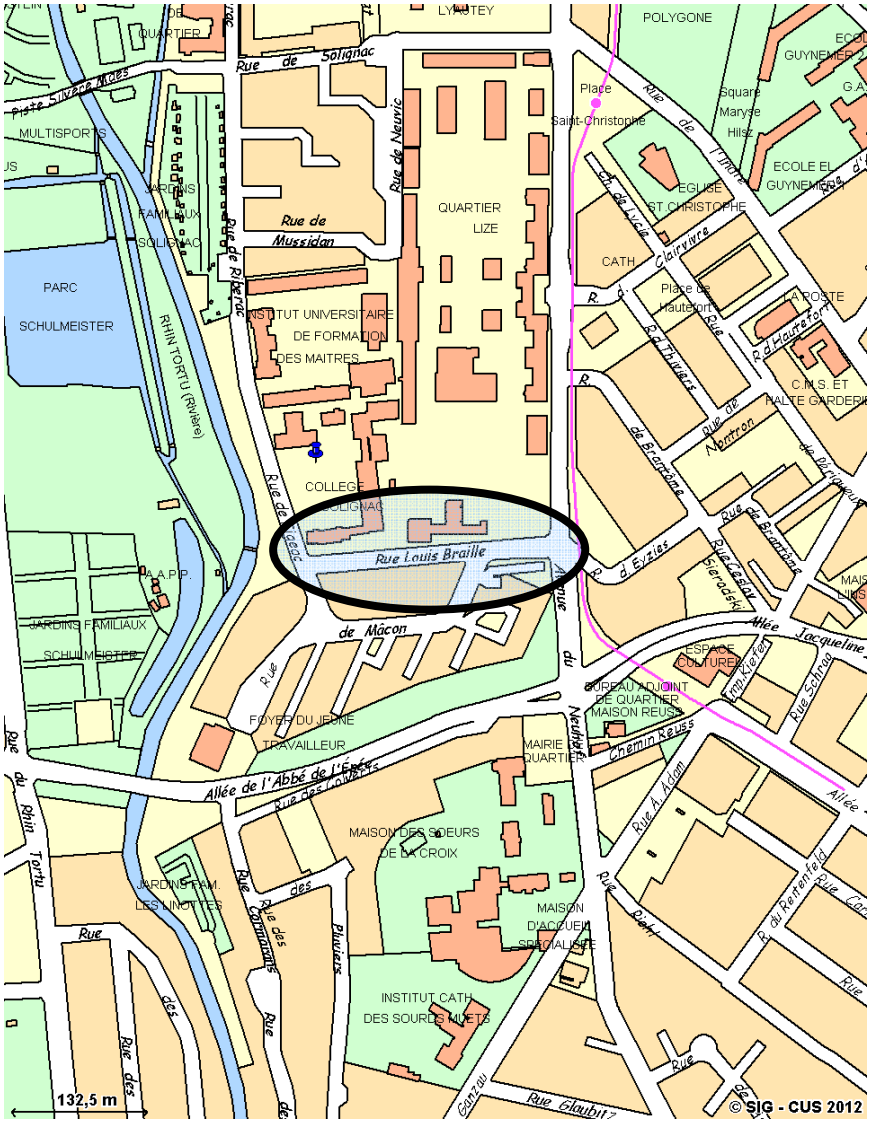
- Juin 2014 : réseaux.
- Juillet et août 2014 pour l'aménagement de surface.
- Fin 2014 : espaces verts.

ANNEXE N° 1.1

REAMENAGEMENT DE LA RUE LOUIS BRAILLE

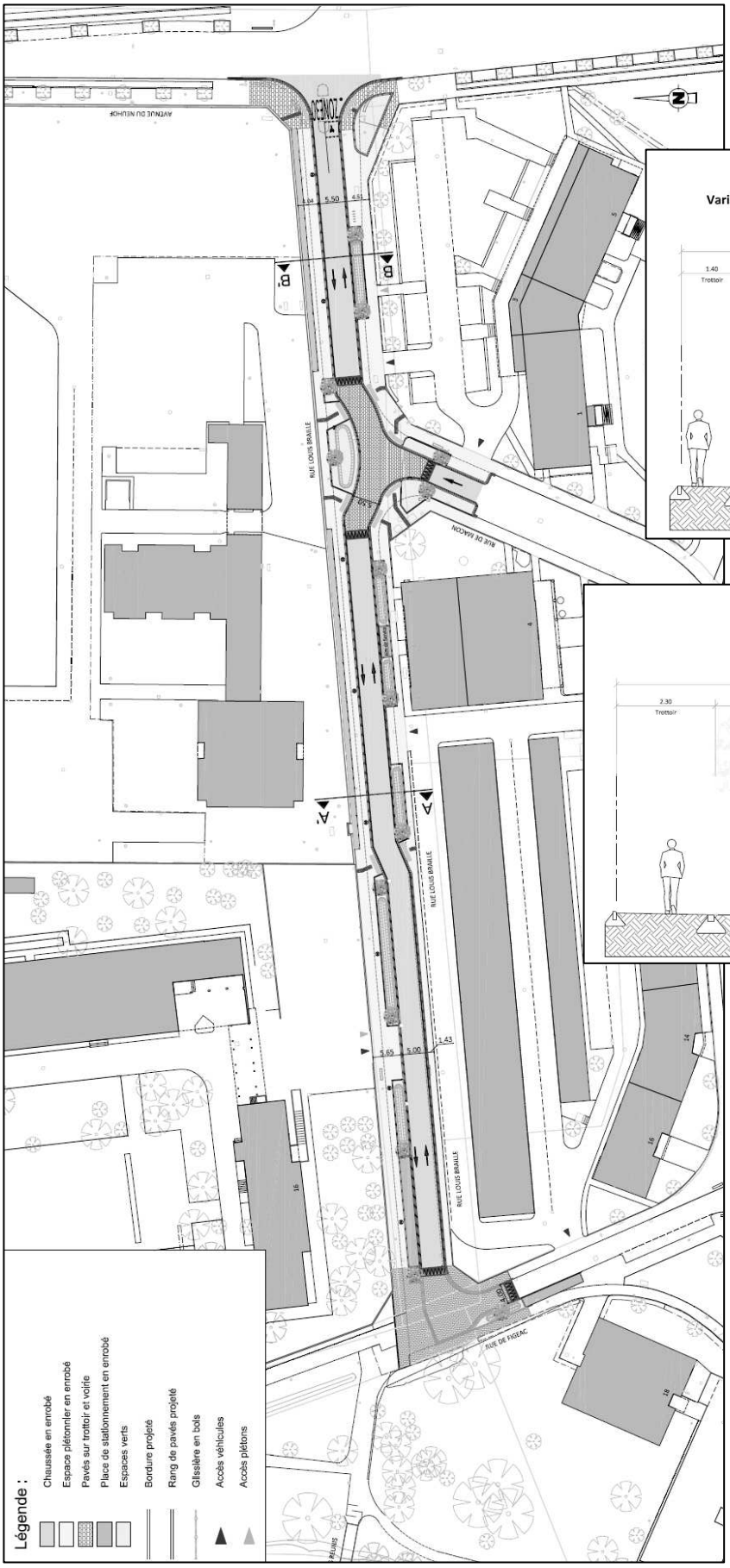
STRASBOURG-NEUHOF

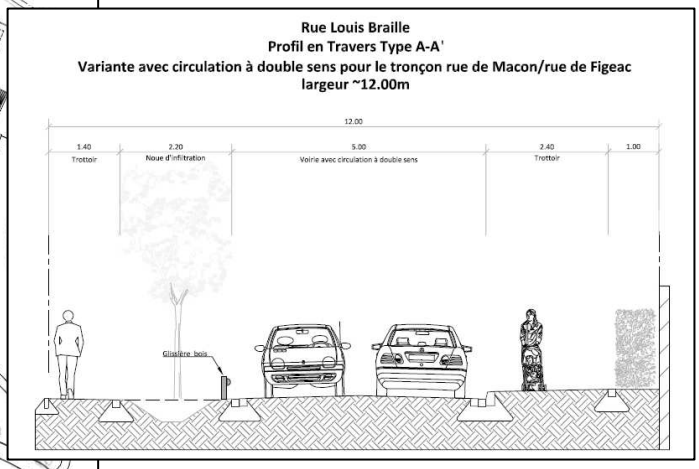
Plan de situation

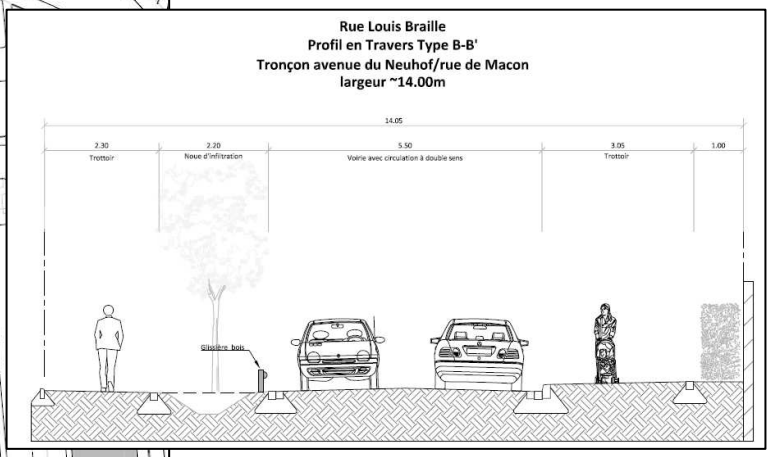


ANNEXE N° 1.1

Plan du projet








ZONE 30

ANNEXE N° 1.1

Conseil de Quartier
NEUHOF
Emission d'un avis consultatif

Séance plénière du Conseil de Quartier du 3 juin 2013

Projet concerné : Aménagements de la rue Louis Braille

Analyse du projet

Points forts du projet :
- Aspect visuel avec la végétalisation
- Amélioration du cadre de vie
- Limitation de la vitesse à 30km/h
- Amélioration des cheminements piétons
- Mise en double sens de circulation

Points faibles du projet :
- Absence d'une véritable piste cyclable

Avis consultatif :

Résultat du vote :
10 favorables
1 défavorable
3 abstentions

A Strasbourg, le 3 juin 2013

Signature du porte-parole



ANNEXE N° 1.2

REAMENAGEMENT DE LA RUE DU MAIRE KUSS ET DU PONT KUSS

A STRASBOURG

Approbation du projet

- Conseil municipal : 24/09/2012, 17/12/2012.
- Conseil communautaire : 15/12/2011, 05/10/2012, 21/12/2012.

Objectifs du Projet

Le projet s'inscrit dans le cadre des actions du plan piéton et fait partie de l'itinéraire test (PM : Gare centrale à place du marché au Neudorf). Les objectifs sont :

- élargir les espaces dédiés aux piétons,
- améliorer la sécurité et l'accessibilité des traversées piétonnes,
- désamorcer les conflits piétons-cyclistes,
- rénover les réseaux.

Description du projet

- Elargissement des trottoirs, amélioration du confort à l'usage et des conditions de franchissement.
- Régime de circulation en « zone 30 ».
- Une voie en sens unique de circulation avec contre sens cyclable, accessible le matin par bornes escamotables coté place de la Gare.
- Création d'un espace de vie avec plantation d'un arbre, coté Quai Saint-Jean.
- Reconfiguration du carrefour et réduction des traversées piétonnes du Quai Saint-Jean.
- Rénovation de l'éclairage public et des matériels de signalisation dynamique.
- Reprise des pierres de structure et de l'étanchéité du pont Kuss, rénovation des gardes corps.

Coût du projet

- Budget CUS : 850 000 € TTC.
- Budget Ville : 100 000 € TTC.

Modalités de concertation du projet

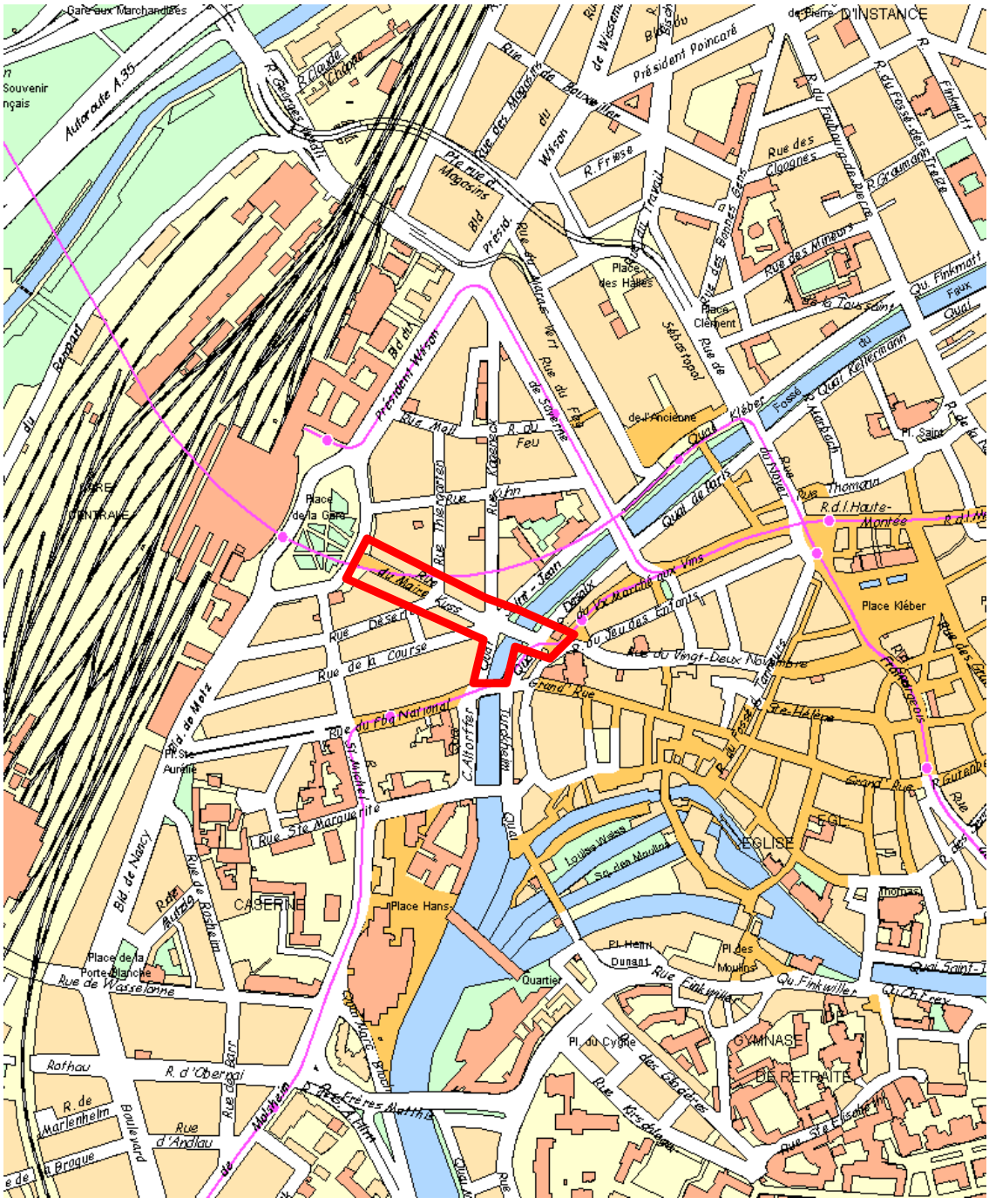
- Présentations au Conseil de Quartier : 19 novembre 2012, 7 janvier et 11 juin 2013.
- Réunion publique d'information: 21 mai et 15 juillet 2013.

Planning

- Rénovation des réseaux secs : de début août à fin octobre 2013.
- Renouvellement des branchements eau : août 2013.
- Rénovation du pont Kuss : de mi-août à mi-novembre 2013.
- Réaménagement de voirie : de début septembre à mi-novembre 2013.

ANNEXE N° 1.2

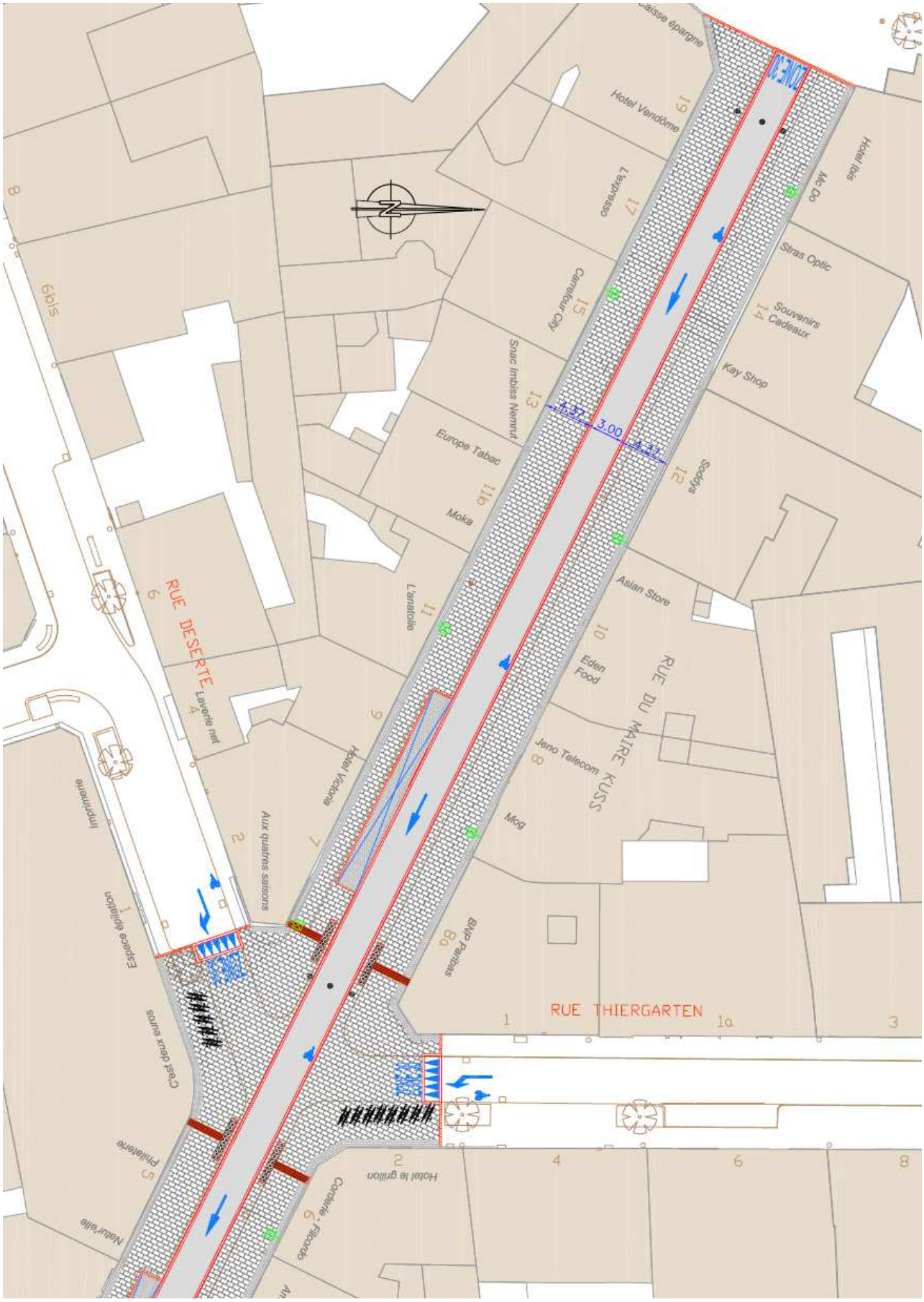
Plan de situation



Emprise du projet

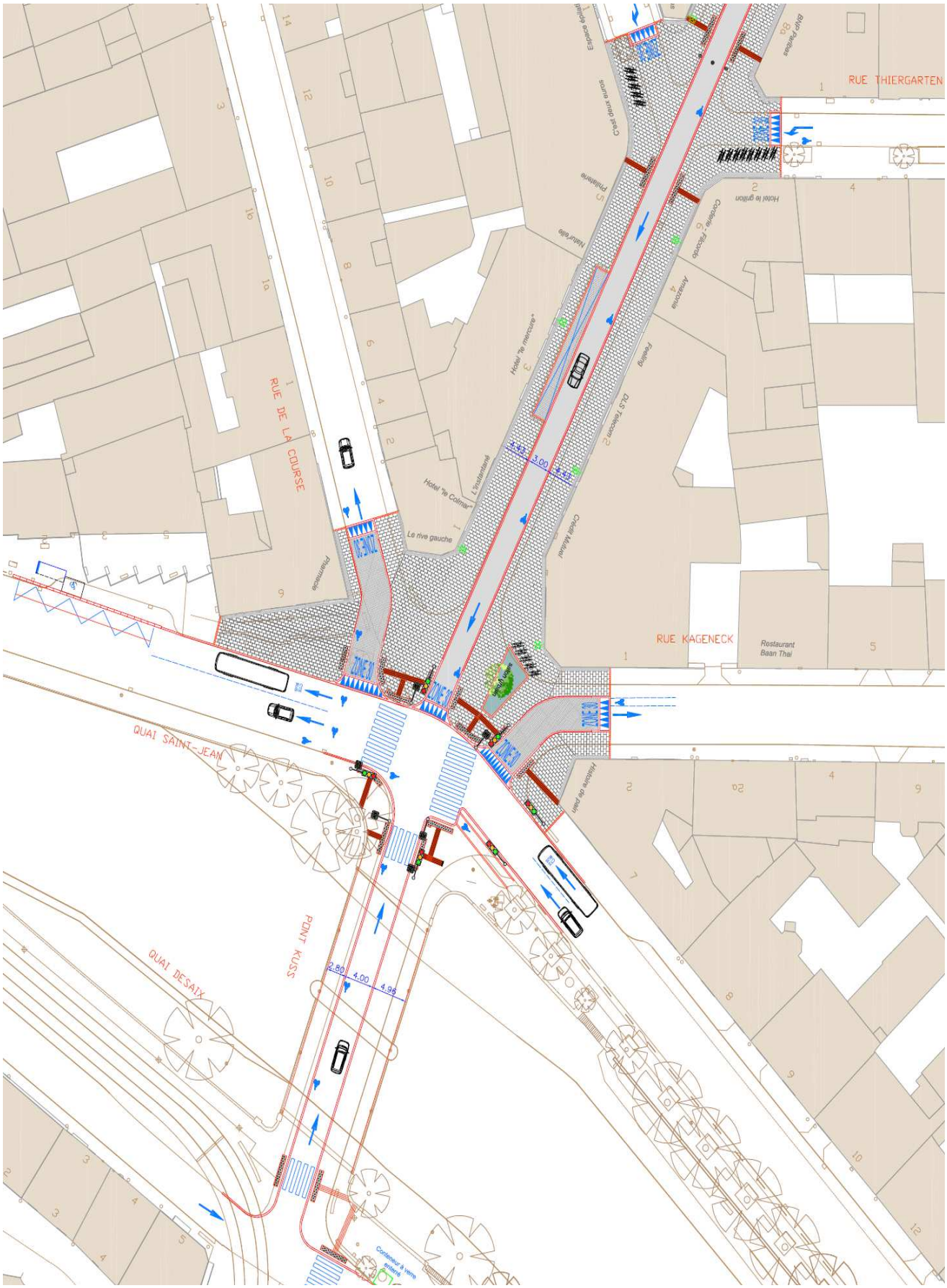
ANNEXE N° 1.2

Plan de masse (sans échelle)



ANNEXE N° 1.2

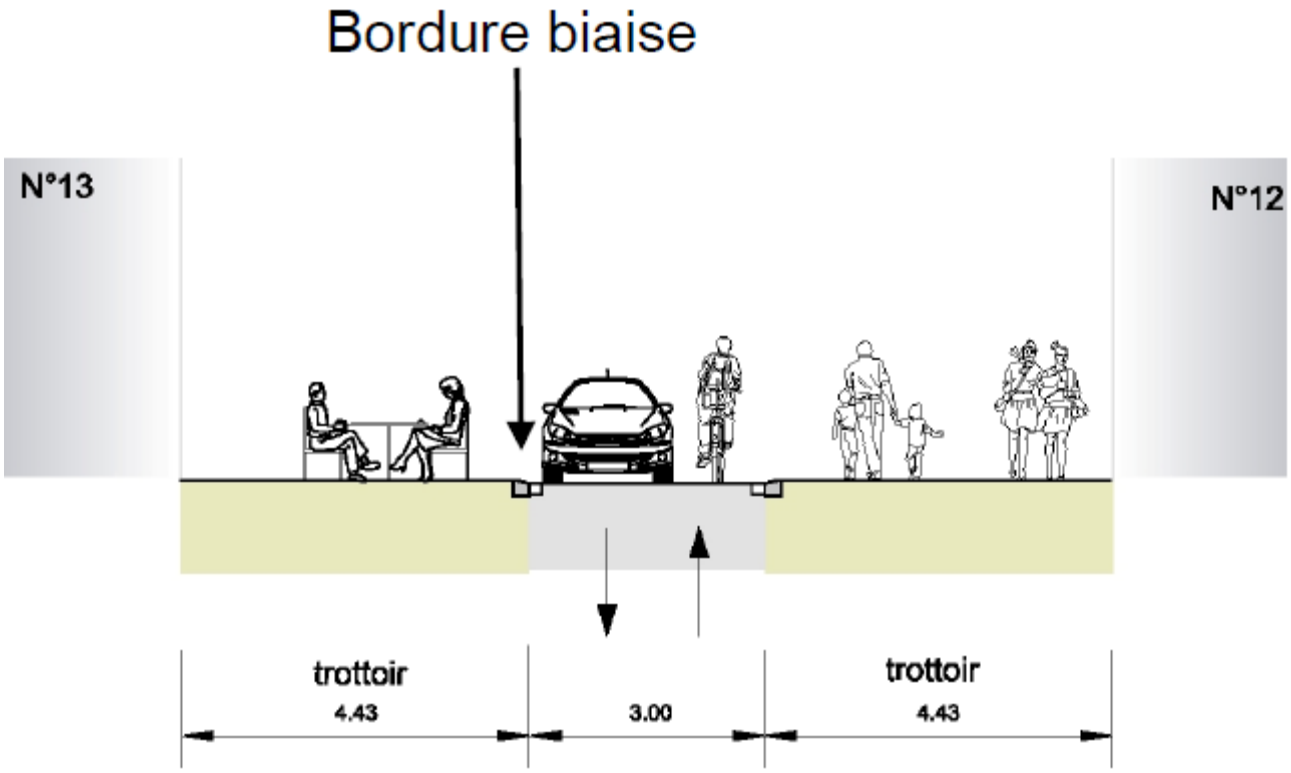
Plan de masse (sans échelle)

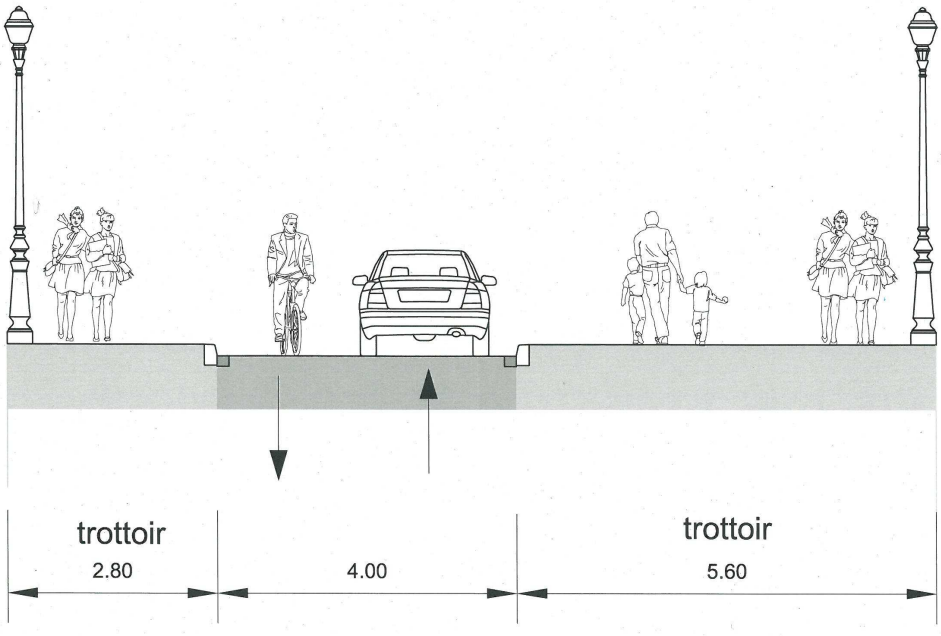


ANNEXE N° 1.2

Profils en travers

Rue du Maire KUSS





Pont Kuss

ANNEXE N° 1.2

Conseil de Quartier
GARE KLEBER
Emission d'un avis consultatif

Séance plénière du Conseil de Quartier du 11 juin 2013

Projet concerné : Aménagements de la rue et du pont du Maire Kuss

Analyse du projet

Points forts du projet :
- Piétonisation de l'espace (trottoirs larges, biaisés...)
- Mise en zone 30
- Harmonisation du paysage urbain de cet espace piétonnier

Points faibles du projet :
- Risque d'extension illicite des terrasses
- Projet minéral, manque de verdure
- Pas de bancs
- Risque de cohabitation difficile (cyclistes/ automobilistes)

Propositions

- Donner de l'audace au projet en élargissant la zone piétonne à l'ensemble de la rue du Maire Kuss
- Intégrer des bancs dans le paysage aux endroits où c'est possible
- Prévoir un couloir à double sens propre aux cyclistes si les problèmes de cohabitation se confirment
- Faire une campagne de pédagogie pour les cyclistes, automobilistes et piétons

Avis consultatif : l'avis est favorable

Résultat du vote :
11 favorables
0 non favorables
0 abstentions

A Strasbourg, le 13 juin 2013

Signature du coordinateur

E. Royer

ANNEXE N° 1.3

AMENAGEMENTS LIES AU RESEAU « VELOSTRAS »
LIAISON ENTRE LE QUAI LOUIS PASTEUR ET LA RUE DE FOUDAY
A STRASBOURG

Approbation du projet

- Conseil municipal : 24/09/2012, 17/12/2012.
- Conseil communautaire : 15/12/2011, 05/10/2012, 21/12/2012.

Objectifs du Projet

Le projet s'inscrit dans le cadre global du réseau « Vélostras » qui consiste à réaliser le bouclage de la petite rocade prévue au nouveau Schéma Directeur Vélo par l'aménagement en section des infrastructures du réseau. La première section concernée est la liaison entre le quai Louis Pasteur et la rue de Fouday.
Les objectifs sont :

- rééquilibrer l'espace public en faveur des modes actifs,
- optimiser les carrefours régulés par feux et améliorer les conditions de traversées,
- sécuriser les zones de conflits,
- valoriser l'entrée de ville qui s'effectue depuis la descente de l'A35,
- améliorer la lisibilité du réseau cyclable,
- compléter localement le dispositif d'éclairage public.

Description du projet

- Rééquilibrage de l'espace public en faveur des modes actifs et création d'une piste cyclable bidirectionnelle.
- Réduction des distances de traversée des carrefours et amélioration du confort d'attente.
- Dissociation des espaces dévolus aux différents modes de déplacements et séparation des mouvements tournants pour le franchissement des carrefours.
- Mise en valeur de l'entrée de Ville par le végétal et par un travail sur la lumière.
- Optimisation des conditions de circulation des transports en commun.
- Mise aux normes des équipements d'éclairage et de signalisation ainsi que de l'arrêt de bus « Lyon Pasteur ».

Coût du projet

- Budget CUS : 1 100 000 € TTC.
- Budget Ville : 200 000 € TTC.

Modalités de concertation du projet

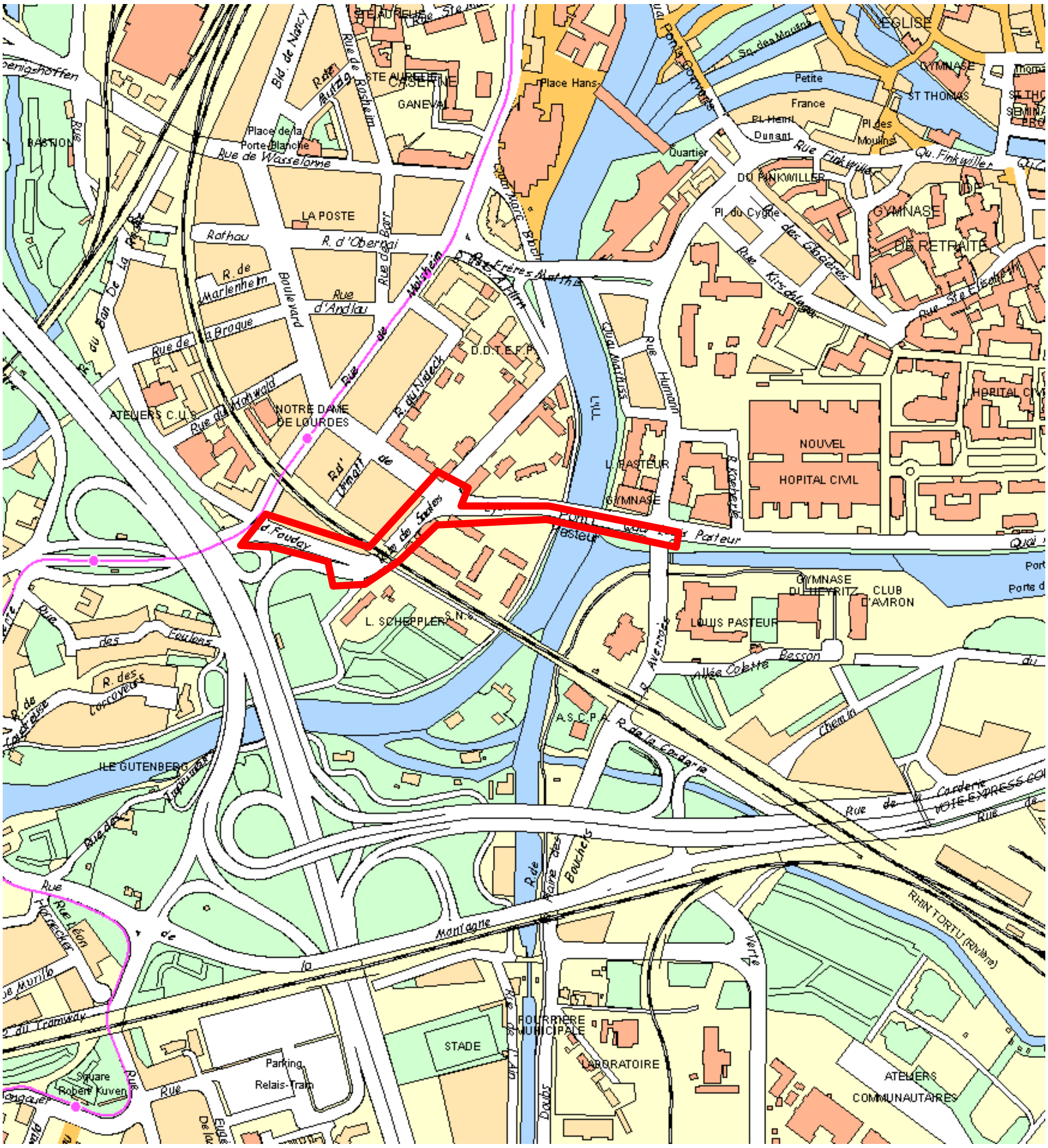
- Présentations au Conseil de Quartier : 2 mai 2013 et 28 mai 2013.
- Réunion publique d'information: 3 juin 2013.

Planning

- Rénovation des réseaux secs et réaménagement de voirie : de début août à fin novembre 2013.

ANNEXE N° 1.3

Plan de situation



(cadre rouge)	Emprise du projet

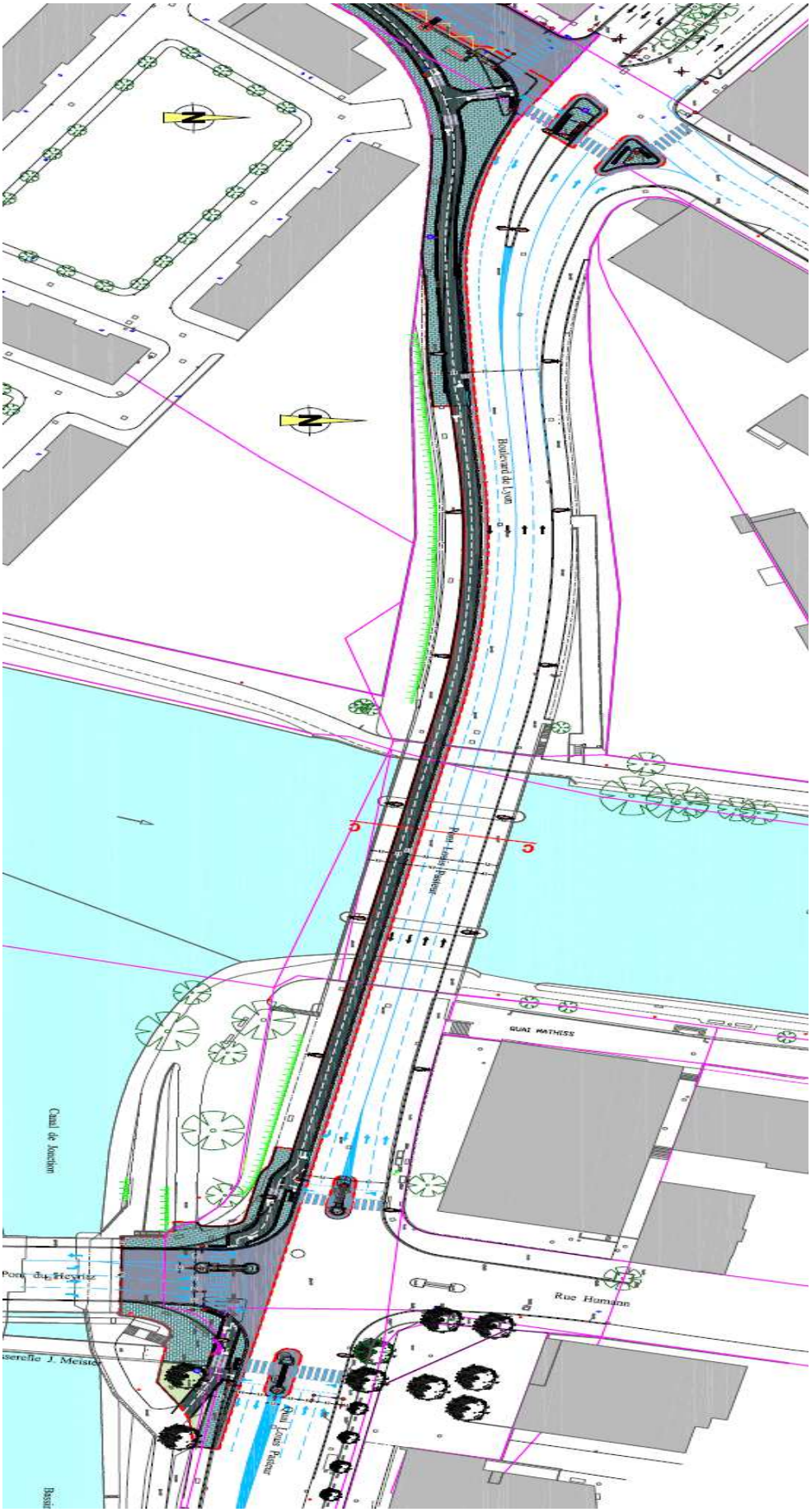
ANNEXE N° 1.3

Plan de masse (sans échelle)



ANNEXE N° 1.3

Plan de masse (sans échelle)



Photomontage Rue de Fouday



ANNEXE N° 1.3

Photomontage Pont Pasteur



ANNEXE N° 1.3

Conseil de Quartier
GARE KLEBER
Emission d'un avis consultatif

Séance plénière du Conseil de Quartier du 11 juin 2013

Projet concerné : Projet VéloStrass

Analyse du projet

Points forts du projet :
- Amélioration de l'environnement dans la zone de l'école Louise Scheppler
- Incitation à l'utilisation du vélo en toute sécurité et sérénité
- Balisage de la piste cyclable
- Renforcement de la sécurité aux abords de l'école

Points faibles du projet :
- Réduction de la sortie d'autoroute à une voie → risque d'embouteillages

Propositions

- Intégrer des aires de « gonflage » pour les vélos

Avis consultatif : l'avis est favorable

Résultat du vote :
7 favorables
0 non favorables
3 abstentions

A Strasbourg, le 13/6/13

Signature du coordinateur
E. ROYER

ANNEXE N° 1.4

REAMENAGEMENT DU SQUARE DE CHALAMPE A STRASBOURG - NEUDORF

Approbation du projet

- Conseil Municipal : 26 septembre 2011 et 08 décembre 2011.

Objectifs du Projet

- Donner une identité au site.
- Revaloriser l'image du square.
- Favoriser les échanges intergénérationnels.
- Créer un lieu de convivialité.
- Développer la présence de la nature en ville.

Description du projet

Le square de Chalampé est aujourd'hui traversant. La solution retenue lors de la réunion publique et confirmée par le Conseil de quartier propose une entrée unique et le remaniement du fonctionnement de cet espace :

- organisation autour d'un espace central comprenant une structure multi-jeux,
- éloignement de l'espace dédié aux jeux de ballon / cours mitoyennes afin d'éviter les intrusions suite aux balles perdues,
- amélioration de l'offre de bancs et installation des agrès de fitness existants dans une zone plus calme,
- renforcement des espaces verts : l'ensemble des massifs sera agrandi et enrichi par des arbustes et plantations basses,
- mise en place d'une nouvelle clôture qualitative dans l'objectif de fermer le square la nuit.

Coût prévisionnel

- Budget Ville : 530 000 € TTC.

Modalités de concertation du projet

- Réunion publique de présentation des études préliminaires : 14 mai 2013.
- Présentation au conseil de quartier : 13 juin 2013.

Planning

- Publication novembre 2013.
- Démarrage des travaux: mars 2014.

ANNEXE N° 1.4

REAMENAGEMENT DU SQUARE DE CHALAMPE A STRASBOURG - NEUDORF

Plan de situation



Contexte existant



ANNEXE N° 1.4

REAMENAGEMENT DU SQUARE DE CHALAMPE A STRASBOURG - NEUDORF

Plan du projet (études préliminaires)





ANNEXE N° 1.4

REAMENAGEMENT DU SQUARE DE CHALAMPE A STRASBOURG - NEUDORF

Perspective d'ambiance



ANNEXE N° 1.4

Conseil de quartier
Neudorf
Emission d'un avis consultatif

Séance plénière du conseil de quartier de Neudorf du 13 juin 2013.

Projet concerné : Le Square Chalampé

Analyse du projet

Points forts du projet :
- La conservation des arbres
- L'équilibre entre espace herbeux et espace central
- L'espace de convivialité fermé
- Les 12 bancs sont conservés (d'autres pourront être ajoutés)
- Les jeux et les espaces pour jouer au ballon.
- La conservation de l'usage intergénérationnel du square.

Points faibles du projet :
- Un square non éclairé fermé.

Propositions

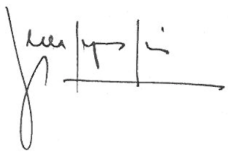
- Des chemins d'accès «arrondis»/ concaves afin d'éviter la stagnation de l'eau
- Une fontaine d'eau potable comme au centre ville.

Avis consultatif : l'avis est favorable

Résultat du vote :
16 favorables (unanimité des membres encore présents à cette heure)
0 non favorables
0 abstentions

A Strasbourg, le 13 juin 2013

Signature du porte-parole



ANNEXE N° 1.5

RENOVATION DE 12 JARDINS FAMILIAUX A STRASBOURG-NEUHOF

Approbation du projet

- Conseil municipal : 17 décembre 2012.

Objectifs du Projet

- Rénover les 12 jardins familiaux.
- Poursuivre le renouvellement urbain du secteur allée Reuss/chemin du Schulzenfeld.

Description du projet

- Plantation de 40 arbres fruitiers.
- Réalisation de clôtures périphériques et séparatives.
- Construction de 12 abris de jardins (6 gloriettes double).
- Mise en place de récupérateurs d'eaux pluviales et composteurs, en bois.
- Adduction d'eau par puits de captage.

Coût du projet

- Budget Ville : 300 000 € TTC.

Modalités de concertation du projet

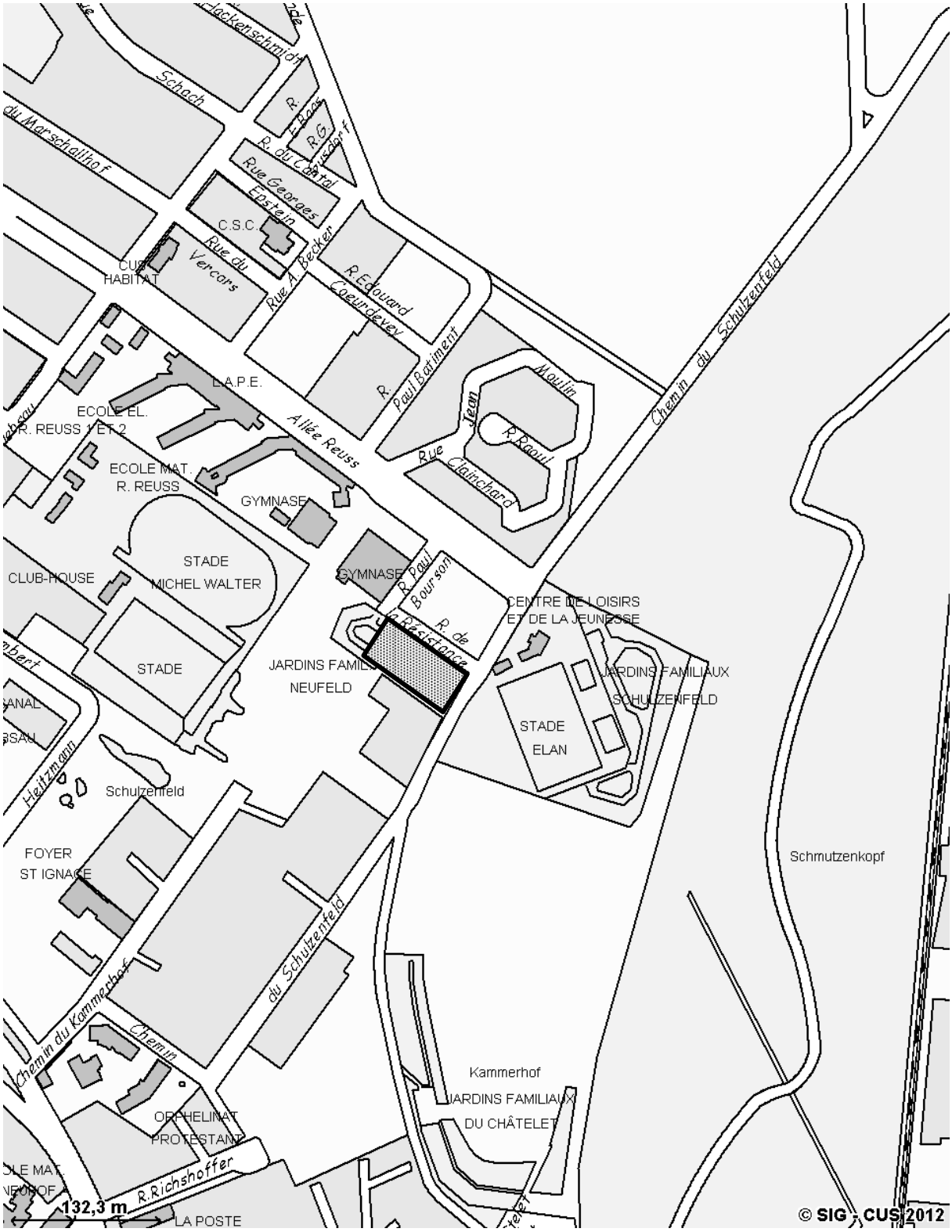
- Réunion plénière du Conseil de Quartier : lundi 3 décembre 2012.

Planning

- Démarrage des travaux : novembre 2013.
- Fin des travaux : printemps 2014.

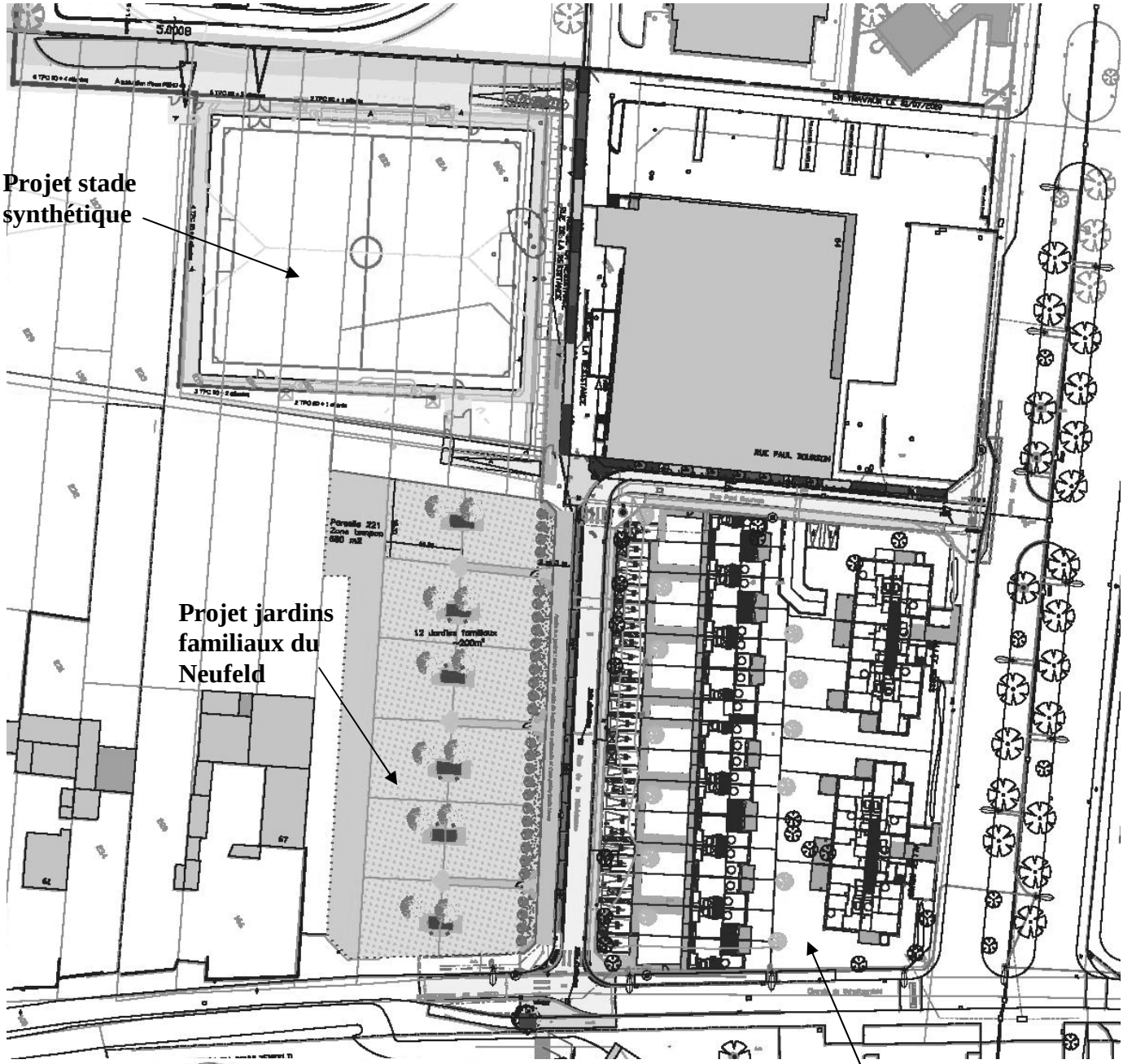
ANNEXE N° 1.5

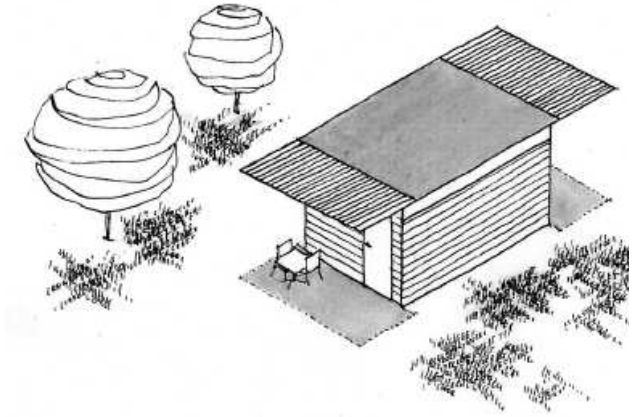
Plan de situation



ANNEXE N° 1.5

Plan de projet





Modèle de gloriette double avec auvent

ANNEXE N° 1.5

Conseil de Quartier
Neuhof
Emission d'un avis consultatif

Séance plénière du Conseil de Quartier du 3 décembre 2012

Projet concerné : Les jardins familiaux du Neufeld

Analyse du projet

Points forts du projet :
- espace structuré et fonctionnel
- organiser un site à l'abandon
- la configuration
- pérennise un espace vert et agrémente le cadre de vie
- c'est joli et agréable

Points faibles du projet :
- les gloriettes en bois: il y a risque d'incendie
- il est à craindre que la décharge persiste
- ça ne sert qu'à 12 familles alors qu'il y a une forte demande: beaucoup de jardins ont disparu
- uniformité des jardins

Propositions

- des gloriettes en fer ou en béton peintes
- aménager une limite entre les jardins et les champs (sachant que la décharge s'étend des deux côtés)
- matérialiser le cheminement piétonnier
- mettre des jardins familiaux à côté du stade Elan
- laisser plus de liberté dans l'aménagement des jardins

Question : comment sera traitée la décharge sauvage à l'avant des jardins ?

Avis consultatif : l'avis est favorable

Résultat du vote :
11 favorables
3 non favorables
2 abstentions

A Strasbourg, le 3 décembre 2012

Signature du coordinateur

B. SANNIER

ANNEXE N° 2

QUARTIER	PROJET	AVIS DU CQ	PROPOSITIONS DU CQ	REPONSES
NEUHOF	Réaménagement de la rue Louis Braille	Favorable 10 voix pour, 1 voix contre, 3 abstentions	Absence d'une véritable piste cyclable.	La mise en "zone 30" du secteur Braille/Mâcon sera accompagnée par la réalisation d'aménagements de sécurité afin de réduire la vitesse des automobilistes, ce qui permettra d'assurer une mixité entre les différents modes de déplacement, en toute sécurité.
GARE / KLEBER	Réaménagement de la rue du Maire Kuss et du Pont Kuss	Favorable 11 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention.	Elargissement de la zone piétonne à l'ensemble de la rue du Maire Kuss.	Cette solution nécessiterait l'installation de dispositifs d'accès et la mise en zone piétonne de l'ensemble du quartier. Une étude de circulation est actuellement menée par le Service Déplacements. L'aménagement actuel de la rue du Maire Kuss anticipe les perspectives évolutives du
			Intégration de bancs dans le paysage.	Un salon urbain avec des fauteuils est implanté sur l'espace de vie entre le pont Kuss et la rue du Maire Kuss.
			Aménagement éventuel d'un couloir à double sens propre aux cyclistes.	L'espace disponible dans la rue est insuffisant pour un couloir cyclable bidirectionnel. Un tel aménagement ne pourrait être réalisé qu'au détriment de la largeur des trottoirs, qui serait encore plus réduite qu'aujourd'hui ce qui est contraire au principe du plan piéton. La mise en "zone 30" de la rue permet d'autoriser les circulations cyclables dans les deux sens en toute sécurité.
			Organisation d'une campagne de pédagogie pour les différents modes de circulation.	Des réflexions sont actuellement menées en lien avec le SIRAC et la Police Municipale.
GARE / KLEBER	Aménagements liés au réseau "Vélostras" - Liaison entre le quai Louis Pasteur et la rue de Fouday.	Favorable 7 voix pour, 0 voix contre, 3 abstentions.	Intégration d'aires de "gonflages" pour les vélos.	Une étude de partenariat avec un professionnel du cycle est en cours pour l'installation et l'entretien de stations de gonflage. L'une d'entre elle est envisagée à coté de l'école Louise Scheppler.
NEUDORF	Réaménagement du square de Chalampé	Avis favorable 16 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention	Des chemins d'accès " arrondis" / concaves afin d'éviter la stagnation de l'eau.	Les allées seront aménagées en prenant en compte la gestion des eaux pluviales.
			Une fontaine d'eau potable comme au centre ville.	La mise en place d'une fontaine à boire va être chiffrée et intégrée à l'opération.
NEUHOF	Rénovation des jardins familiaux du Neufeld	Favorable 11 voix pour, 3 voix contre, 2 abstentions	Proposer des gloriettes en fer ou en béton.	Le bois est le matériau qui se rapproche le plus de l'esprit jardin. L'empreinte carbone d'une gloriette en bois est 65% inférieure à un modèle en béton. Le fer est un matériau conducteur (fortes chaleurs en été), et n'est pas retenu pour ce type de projet.
			Aménager une limite entre les jardins et les champs.	Une clôture périphérique de 1,80m sera réalisée et les abords proches seront traités.Les voiries adjacentes seront reprises dans les opérations d'aménagement des rues Paul Bourson, de la Résistance et du stade Walter.
			Matérialiser le cheminement piétonnier.	Les cheminements intérieurs seront réalisés en sablé. Le cheminement d'usage, entre la rue du Kammerhof et la rue Paul Bourson sera intégré à une réflexion sur le réaménagement global du quartier.
			Créer des jardins à côté du stade Elan.	Les jardins ont été maintenus sur le site existant pour conserver un "poumon" vert au milieu des habitations. Il s'agit de garder une mixité urbaine proposant plusieurs fonctionnalités sur un même centre d'îlot. Par ailleurs, le long du chemin du Schultzenfeld, l'offre actuelle est de 115 jardins.
			Laisser plus de liberté dans l'aménagement des jardins.	Le cahier des charges de la location d'un jardin stipule de mettre en culture les deux tiers de la surface, le troisième tiers restant libre d'aménagement. Ce cadre règlementaire est nécessaire. Il évite les dérives qui seraient préjudiciables à la perception et au bon fonctionnement des jardins familiaux.

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

10

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Projets sur l'espace public
Programme 2014 : Paysage et eclairage public
Autorisation de débuter les études - Désignation.

Le programme 2014 paysage et éclairage public été établi après une phase d'instruction avec les adjoints concernés de la Ville de Strasbourg.

Les opérations qui en font partie, pilotées par la Direction des espaces publics et naturels, nécessitent des délais d'études et de concertation importants.

C'est pourquoi, et comme les années précédentes, les différentes opérations sont approuvées en deux étapes :
- une première étape, objet de la présente délibération, autorise le lancement des études
- la deuxième étape, prévue en décembre, permettra la poursuite des études et la réalisation des travaux

Les opérations sont mentionnées dans les listes jointes en annexe qui détaillent les différents projets :
- annexe 1 : projets pour la Ville de Strasbourg,
- annexe 2 : projets « renouvellement urbain ANRU»

Les projets sont réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Ville de Strasbourg. La maîtrise d'œuvre est assurée soit en interne par les services communautaires avec éventuellement une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage, soit en externe par des bureaux d'études privés.

Les montants délibérés sont établis en référence aux indices valeur septembre 2013.
A noter que les reliquats de crédits études pourront, en cas de besoin, et pour une même opération, être affectés aux travaux.

Dans le cadre des études et pour des raisons opérationnelles, il est prévu, dans certains cas, des «groupements de commande » entre la Communauté urbaine et la Ville de Strasbourg. Les projets concernés sont mentionnés dans la convention jointe en annexe 3.

Conformément à l'article 74 du code des marchés publics, la présente délibération désigne les élus appelés à siéger aux jurys ou commissions d'appel d'offres composées en jury pour les projets dont les honoraires sont supérieurs à 200 000 € HT.

Les membres titulaires et suppléants désignés sont répartis en 3 secteurs pour la ville de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *le lancement des études des opérations prévues en 2014 telles que mentionnées :*
  - *en annexe 1 : projets Paysage et Eclairage public pour les secteurs Ville de Strasbourg,*
  - *en annexe 2 : projets renouvellement urbain - ANRU ;*

- *la constitution de « groupements de commande» entre la Communauté Urbaine et la Ville de Strasbourg pour les études des projets mentionnés dans la convention de groupement de commande jointe en annexe 3*

autorise

le Maire ou son représentant :

- *à mettre en concurrence les prestations de maîtrise d'œuvre, les missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage, les travaux, ainsi que les prestations de coordination "Santé-Sécurité" et à signer les marchés y afférents,*

- *à signer toutes les conventions ou documents d'urbanisme (demande de déclaration préalable, permis de construire, permis de démolir…) qui pourraient être nécessaires à la réalisation de ces projets,*

- *à organiser ou à solliciter l'organisation par les services de l'Etat des procédures nécessaires au déroulement des enquêtes préalables et à l'obtention des autorisations administratives ou d'utilité publique,*

- *à solliciter toute subvention et à signer les conventions correspondantes pour la réalisation de ces opérations (Europe, Etat, Région, Département, ou autres organismes publics ou privés),*

- *à signer la convention prévoyant les groupements de commande entre la « Communauté urbaine de Strasbourg » et la « Ville de Strasbourg » conformément à l'article 8 du Code des Marchés Publics (annexe 3) ;*

désigne

5 élus titulaires et 5 élus suppléants pour siéger aux jurys ou commissions d'appel d'offres composées en Jury, appelés à donner l'avis préalable au choix des maîtres d'œuvre dont les honoraires sont supérieurs à 200 000 € HT (article 74 du code des Marchés publics)

Ville de Strasbourg

Secteur Cronenbourg/Hautepierre/Poteries-Montagne-Verte/Koenigshoffen-Elsau-Robertsau

Membres titulaires	*Membres suppléants*
Serge OEHLER	*Françoise BUFFET*
Eric ELKOUBY	*Luc GILLMANN*
Nicole DREYER	*Michaël SCHMITT*
Mostafa EL HAMDANI	*Mina BEZZARI*
Jean-Emanuel ROBERT	*Marc MERGER*

Secteur Neudorf/Port du Rhin/Musau-Meinau-Neuhof/Stockfeld/Ganzau :

Membres titulaires	*Membres suppléants*
Annick NEFF	*Frédéric NITSCHKE*
Philippe BIES	*Françoise BUFFET*
Mathieu CAHN	*Christian SPIRY*
Derya TOPAL	*Alain JUND*
Geneviève WERLE	*Frédérique LOUTREL RADICE*

Secteur Centre Ville-Gare/Porte de Schirmeck/Halles-Tribunal-Orangerie/Conseil des Quinze-Esplanade/Bourse/Krutenau

Membres titulaires	*Membres suppléants*
Michèle SEILER	*Pernelle RICHARDOT*
Olivier BITZ	*Henry DREYFUS*
Robert HERRMANN	*Jean-Jacques GSELL*
Eric SCHULTZ	*Marie-Dominique DREYSSE*
Anne SCHUMANN	*Marc MERGER*

décide

d'imputer les dépenses sur les crédits d'investissement annuels et les crédits de paiement des autorisations de programme du budget général VDS inscrits sous CRB PE10.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral

et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

ANNEXE 1 : LISTE DES PROJETS PAYSAGE & ECLAIRAGE

BOURSE ESPLANADE KRUTENAU

Opération	2013BOU3970BE1	BOURSE ESPLANADE KRUTENAU		Etudes Globales			1
Site projet	RUES TARRADE / DE KEHL						
Tronçon/Tranche	1/2	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	240 000 €	MOE	Interne		AMO	non	
							TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Réseau & candélabre	Remplacement	Trx en profondeur	Type marché	/	12 000 €
					Total délibéré Ville :		12 000 €

Opération	2013BOU3957AET	BOURSE ESPLANADE KRUTENAU		Etudes			2
Site projet	PARC DE LA CITADELLE (réfection du plateau sportif)						
Tronçon/Tranche	1/1	Début	Parc	Fin	Parc		
Mt Total Prévisionnel	50 000 €	MOE	Interne		AMO	non	
							TTC
Paysage & Eclairage	Etat patrimoine	Parc	Réfection	Trx faible profondeur	Type marché	/	5 000 €
					Total délibéré Ville :		5 000 €

Opération	2011CUS3673BT3	BOURSE ESPLANADE KRUTENAU		Suite Etudes & Travaux			3
Site projet	ITINERAIRE STRUCTURANT PIETONS (Rue de la Brigade Alsace-Lorraine)						
Tronçon/Tranche	3/3	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	280 000 €	MOE	Externe		AMO	non	
							TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Réseau & candélabre	Remplacement	Trx en profondeur	Type marché	Mapa	80 000 €
					Total délibéré Ville :		80 000 €

CENTRE

Opération	2009CEN2976BE1	CENTRE		Etudes Globales			4
Site projet	PLACE SAINT-ETIENNE / RUES DE LA COURTINE / PIERRE LARGE / SAINT-ETIENNE						
Tronçon/Tranche	1/3	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	310 000 €	MOE	Externe		AMO	non	
							TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Réseau & candélabre	Remplacement	Trx en profondeur	Type marché	Mapa	15 000 €
					Total délibéré Ville :		15 000 €

Opération	2013CEN3972AET	CENTRE		Etudes			5
Site projet	PLACE SAINT PIERRE LE JEUNE						
Tronçon/Tranche	1/1	Début	Place	Fin	Place		
Mt Total Prévisionnel	100 000 €	MOE	Interne		AMO	non	
							TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Réseau & candélabre	Remplacement	Trx en profondeur	Type marché	/	5 000 €
					Total délibéré Ville :		5 000 €

Opération	2013CEN3950AET	CENTRE		Etudes			6
Site projet	PLACE DU MARCHE NEUF						
Tronçon/Tranche	1/1	Début	Place	Fin	Place		
Mt Total Prévisionnel	90 000 €	MOE	Interne		AMO	non	
							TTC
Paysage & Eclairage	Etat patrimoine	Fontaine	Réfection	Trx faible profondeur	Type marché	/	5 000 €
					Total délibéré Ville :		5 000 €

Opération	2011CEN3663AET	CENTRE		Suite Etudes & Travaux			7
Site projet	ILLUMINATION DE LA CATHEDRALE						
Tronçon/Tranche	1/1	Début	Cathédrale	Fin	Cathédrale		
Mt Total Prévisionnel	2 130 000 €	MOE	Externe		AMO	non	
							TTC
Paysage & Eclairage	Mise en valeur	Illumination	Pose	Trx en profondeur	Type marché	Mapa	390 000 €
					Total délibéré Ville :		390 000 €

CRONENBOURG HAUTEPIERRE POTERIE

Opération	2004CRO1490BE1	CRONENBOURG HAUTEPIERRE POTERIES		Etudes			8
Site projet	RUE SAINT FLORENT						
Tronçon/Tranche	1/2	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	250 000 €	MOE	Externe		AMO	non	
							TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Réseau & candélabre	Remplacement	Trx en profondeur	Type marché	Mapa	25 000 €
					Total délibéré Ville :		25 000 €

Opération	2013CRO3849AET	CRONENBOURG HAUTEPIERRE POTERIES		Etudes			9
Site projet	RUE JACOB / PARVIS EGLISE SAINT SAUVEUR / ECOQUARTIER						
Tronçon/Tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	220 000 €	MOE	Externe		AMO	non	
							TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Réseau & candélabre	Remplacement	Trx en profondeur	Type marché	Mapa	22 000 €
					Total délibéré Ville :		22 000 €

Opération	2013CRO3858BE1	CRONENBOURG HAUTEPIERRE POTERIES		Etudes Globales			10
Site projet	ACCOMPAGNEMENT ROTONDE						
Tronçon/Tranche	1/2	Début	Rotonde	Fin	Rotonde		
Mt Total Prévisionnel	175 000 €	MOE	Interne		AMO	non	
							TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Réseau & candélabre	Remplacement	Trx en faible Profondeur	Type marché	/	8 500 €
				Total délibéré Ville :			8 500 €

Opération	2013CRO3975AET	CRONENBOURG HAUTEPIERRE POTERIES		Etudes			11
Site projet	PARC SAINT FLORENT						
Tronçon/Tranche	1/1	Début	Parc	Fin	Parc		
Mt Total Prévisionnel	75 000 €	MOE	Interne		AMO	non	
							TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Réseau & candélabre	Remplacement	Trx en profondeur	Type marché	/	5 000 €
				Total délibéré Ville :			5 000 €

Opération	2013CRO3974BE1	CRONENBOURG HAUTEPIERRE POTERIES		Etudes Globales			12
Site projet	JARDINS FAMILIAUX OU JARDIN ZEN						
Tronçon/Tranche	1/2	Début	Rue Jacob Mayer	Fin	Mail Charles Pierre		
Mt Total Prévisionnel	530 000 €	MOE	Interne		AMO	non	
							TTC
Paysage & Eclairage	Nouvel équipement	Jardins Familiaux	Pose	Trx en profondeur	Type marché	/	5 000 €
				Total délibéré Ville :			5 000 €

GARE KLEBER

Opération	2009GAR3290AET	GARE KLEBER		Etudes			13
Site projet	RUE MARTIN LUTHER						
Tronçon/Tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	150 000 €	MOE	Externe		AMO	non	
							TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Réseau & candélabre	Remplacement	Trx en profondeur	Type marché	Mapa	15 000 €
				Total délibéré Ville :			15 000 €

Opération	2013GAR3953BE1	GARE KLEBER		Etudes Globales			14
Site projet	POLE ADMINISTRATIF PUBLIC DE STRASBOURG / PCPI						
Tronçon/Tranche	1/2	Début	Abords	Fin	Abords		
Mt Total Prévisionnel	400 000 €	MOE	Externe		AMO	non	
							TTC
Paysage & Eclairage	Création	Réseau & candélabre	Pose	Trx en profondeur	Type marché	Mapa	40 000 €
				Total délibéré Ville :			40 000 €

Opération	2013GAR3973AET	GARE KLEBER		Etudes			15
Site projet	RUE CLAUDE CHAPPE						
Tronçon/Tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	60 000 €	MOE	Interne		AMO	non	
							TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Réseau & candélabre	Remplacement	Trx en profondeur	Type marché	/	3 000 €
				Total délibéré Ville :			3 000 €

Opération	2009GAR3310BT3	GARE KLEBER		Suite Etudes & Travaux			16
Site projet	SQUARE DES MOULINS						
Tronçon/Tranche	3/3	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	520 000 €	MOE	Externe		AMO	non	
							TTC
Paysage & Eclairage	Etat patrimoine	Square	Réaménagement complet	Trx en profondeur	Type marché	Mapa	320 000 €
				Total délibéré Ville :			320 000 €

Opération	2011CUS3672BT3	PLUSIEURS SECTEURS		Suite Etudes & Travaux			17
Site projet	VELOSTRAS (rues de Saales / Fouday / Georges Wodli / Pont Pasteur / Boulevard de Lyon)						
Tronçon/Tranche	3/3	Début	Partiel	Fin	Partiel		
Mt Total Prévisionnel	290 000 €	MOE	Externe		AMO	non	
							TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Réseau & candélabre	Remplacement	Trx en profondeur	Type marché	Mapa	100 000 €
				Total délibéré Ville :			100 000 €

KOENIGSHOFFEN MONTAGNE VERTE ELSAU

Opération	2008KOE2823AET	KOENIGSHOFFEN MONTAGNE VERTE ELSAU		Etudes			18
Site projet	RUE DRUSUS						
Tronçon/Tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	110 000 €	MOE	Externe		AMO	non	
							TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Réseau & candélabre	Remplacement	Trx en profondeur	Type marché	Mapa	11 000 €
				Total délibéré Ville :			11 000 €

Opération	2013KOE3967AET	KOENIGSHOFFEN MONTAGNE VERTE ELSAU		Etudes			19
Site projet	RUE DE L'AUBERGE DE JEUNESSE						
Tronçon/Tranche	1/1 *Début*	Complet	*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	60 000 € *MOE*	Externe		*AMO*	non		
							TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Réseau & candélabre	Remplacement	Trx en profondeur	Type marché	Mapa	**6 000 €**
					Total délibéré Ville :		**6 000 €**

Opération	2007KOE2595AET	KOENIGSHOFFEN MONTAGNE VERTE ELSAU		Etudes			20
Site projet	RUES DU CHAMOINE SPEICH / PÈRE UMBRICHT						
Tronçon/Tranche	1/1 *Début*	Complet	*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	150 000 € *MOE*	Interne		*AMO*	non		
							TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Réseau & candélabre	Remplacement	Trx en profondeur	Type marché	/	**7 500 €**
					Total délibéré Ville :		**7 500 €**

Opération	2009KOE3277AET	KOENIGSHOFFEN MONTAGNE VERTE ELSAU		Etudes			21
Site projet	RUE DE LA MONTAGNE VERTE						
Tronçon/Tranche	1/1 *Début*	Complet	*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	220 000 € *MOE*	Externe		*AMO*	non		
							TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Réseau & candélabre	Remplacement	Trx en profondeur	Type marché	Mapa	**22 000 €**
					Total délibéré Ville :		**22 000 €**

MEINAU

Opération	2010MEI3553BE1	MEINAU		Etudes Globales			22
Site projet	RUE DU BAGGERSEE (accès cimetière musulman)						
Tronçon/Tranche	1/2 *Début*	Rue du Kritt	*Fin*	Centre de tir			
Mt Total Prévisionnel	260 000 € *MOE*	Externe		*AMO*	non		
							TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Réseau & candélabre	Remplacement	Trx en profondeur	Type marché	Mapa	**26 000 €**
					Total délibéré Ville :		**26 000 €**

Opération	2013MEI3888AET	MEINAU		Etudes			23
Site projet	SECTEUR LIVIO						
Tronçon/Tranche	1/1 *Début*	Complet	*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	160 000 € *MOE*	Interne		*AMO*	non		
							TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Réseau & candélabre	Remplacement	Trx en profondeur	Type marché	/	**8 000 €**
					Total délibéré Ville :		**8 000 €**

Opération	2013MEI4006AET	MEINAU		Etudes			24
Site projet	PASSERELLE DU RACING						
Tronçon/Tranche	1/1 *Début*	Complet	*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	90 000 € *MOE*	Externe		*AMO*	non		
							TTC
Paysage & Eclairage	Etat patrimoine	Passerelle	Réhabilitation	Trx en profondeur	Type marché	Mapa	**10 000 €**
					Total délibéré Ville :		**10 000 €**

Opération	2013MEI4007AET	MEINAU		Etudes			25
Site projet	PASSERELLE DU ZIEGELWASSER						
Tronçon/Tranche	1/1 *Début*	Complet	*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	40 000 € *MOE*	Externe		*AMO*	non		
							TTC
Paysage & Eclairage	Etat patrimoine	Passerelle	Réhabilitation	Trx en profondeur	Type marché	Mapa	**5 000 €**
					Total délibéré Ville :		**5 000 €**

NEUDORF PORT DU RHIN

Opération	2013NDF3979AET	NEUDORF PORT DU RHIN		Etudes			26
Site projet	JARDINS FAMILIAUX GUYNEMER						
Tronçon/Tranche	1/1 *Début*	Rue Guynemer	*Fin*	Rue Guynemer			
Mt Total Prévisionnel	500 000 € *MOE*	Interne		*AMO*	non		
							TTC
Paysage & Eclairage	Création	Jardins Familiaux	1° Aménagement	Trx en profondeur	Type marché	/	**25 000 €**
					Total délibéré Ville :		**25 000 €**

Opération	2013NDF3918AET	NEUDORF PORT DU RHIN		Etudes			27
Site projet	SECTEUR EPINAL						
Tronçon/Tranche	1/1 *Début*	Complet	*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	70 000 € *MOE*	Interne		*AMO*	non		
							TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Réseau & candélabre	Remplacement	Trx en profondeur	Type marché	/	**4 000 €**
					Total délibéré Ville :		**4 000 €**

Opération	2013NDF4008AET	NEUDORF PORT DU RHIN		Etudes			28
Site projet	PARVIS DEVANT LE CENTRE SOCIO CULTUREL LANDSBERG						
Tronçon/Tranche	1/1 *Début*	Complet	*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	250 000 € *MOE*	Externe		*AMO*	non		
							TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Place/Placette/Parvis	Réaménagement complet	Trx en profondeur	Type marché	Mapa	**25 000 €**
					Total délibéré Ville :		**25 000 €**

Opération	2012NDF3750AET	NEUDORF PORT DU RHIN		Etudes			29
Site projet	SECTEUR ALLEE DE L'ORPHELINAT						
Tronçon/Tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	230 000 €	MOE	Externe		AMO	non	
							TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Réseau & candélabre	Remplacement	Trx en profondeur	Type marché	Mapa	20 000 €
				Total délibéré Ville :			20 000 €

NEUHOF

Opération	2013NHF3968AET	NEUHOF		Etudes			27
Site projet	LIAISON PIETONNE CHEMIN DU SCHULZENFELD						
Tronçon/Tranche	1/2	Début	Rue de la Résistance	Fin	Impasse du Châtelet de la Forêt		
Mt Total Prévisionnel	110 000 €	MOE	Externe		AMO	non	
							TTC
Paysage & Eclairage	Création	Réseau & candélabre	1° Aménagement	Trx en profondeur	Type marché	Mapa	11 000 €
				Total délibéré Ville :			11 000 €

Opération	2013NHF3934BE1	NEUHOF		Etudes & Travaux			28
Site projet	SECTEUR HIRONDELLES / DALIS / GLAUBITZ : études de circulation						
Tronçon/Tranche	1/2	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	25 000 €	MOE	Externe		AMO	non	
							TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Réseau & candélabre	Remplacement	Trx en profondeur	Type marché	Mapa	25 000 €
				Total délibéré Ville :			25 000 €

Opération	2013NHF4016AET	NEUHOF		Etudes			29
Site projet	LIAISON JESUITES / GANZAU						
Tronçon/Tranche	1/1	Début	Rue des Jésuites	Fin	Rue de la Ganzau		
Mt Total Prévisionnel	20 000 €	MOE	Interne		AMO	non	
							TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Réseau & candélabre	Remplacement	Trx en profondeur	Type marché	/	2 000 €
				Total délibéré Ville :			2 000 €

Opération	2010NHF3572BE1	NEUHOF		Etudes			30
Site projet	LIAISON MARSCHALLHOF / SCHACH						
Tronçon/Tranche	1/2	Début	Rue du Marschallhof	Fin	Rue Schach		
Mt Total Prévisionnel	20 000 €	MOE	Externe		AMO	non	
							TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Réseau & candélabre	Remplacement	Trx en profondeur	Type marché	Mapa	2 000 €
				Total délibéré Ville :			2 000 €

Opération	2012NHF3724AET	NEUHOF		Etudes			31
Site projet	SECTEUR BREITLACH / COUCOU						
Tronçon/Tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	145 000 €	MOE	Interne		AMO	non	
							TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Réseau & candélabre	Remplacement	Trx en profondeur	Type marché	/	7 000 €
				Total délibéré Ville :			7 000 €

ORANGERIE CONSEIL DES XV

Opération	2004ORA1462AET	ORANGERIE CONSEIL DES XV		Etudes			32
Site projet	RUE DE BRUXELLES						
Tronçon/Tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	120 000 €	MOE	Externe		AMO	non	
							TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Réseau & candélabre	Remplacement	Trx en profondeur	Type marché	Mapa	12 000 €
				Total délibéré Ville :			12 000 €

Opération	2009ORA3286BE1	ORANGERIE CONSEIL DES XV		Etudes Globales			33
Site projet	AVENUE DE L'EUROPE						
Tronçon/Tranche	1/2	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	240 000 €	MOE	Externe		AMO	non	
							TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Réseau & candélabre	Remplacement	Trx en profondeur	Type marché	Mapa	24 000 €
				Total délibéré Ville :			24 000 €

Opération	2010ORA3573AET	ORANGERIE CONSEIL DES XV		Etudes			34
Site projet	RUES SCHUMANN / CHOPIN / VICTOR NESSLER						
Tronçon/Tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	160 000 €	MOE	Interne		AMO	non	
							TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Réseau & candélabre	Remplacement	Trx en profondeur	Type marché	/	8 000 €
				Total délibéré Ville :			8 000 €

Opération	2013ORA4013AET	ORANGERIE CONSEIL DES XV		Etudes			35
Site projet	ALLEE HEMICIRCULAIRE DU PARC DE L'ORANGERIE						
Tronçon/Tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	160 000 €	MOE	Interne		AMO	non	
							TTC
Paysage & Eclairage	Etat patrimoine	Parc	Refection	Trx en profondeur	Type marché	/	10 000 €
				Total délibéré Ville :			10 000 €

ROBERTSAU WACKEN

Opération	**2013ROB3930AET**	ROBERTSAU WACKEN			Etudes				**36**
Site projet	RUE DE REICHSTETT								
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Complet		*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	50 000 €	*MOE*	Externe			*AMO*	non		
									TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Réseau & candélabre		Remplacement	Trx en profondeur	Type marché	Mapa		**5 000 €**
					Total délibéré Ville :				**5 000 €**

Opération	**2013ROB3848BE1**	ROBERTSAU WACKEN			Etudes Globales				**37**
Site projet	ACCOMPAGNEMENT ECOLE EUROPEENNE : ROUTE DE LA WANTZENAU / RUE GROTIUS / ACCES SUD ECOLE / RUE SILBERRATH								
Tronçon/Tranche	1/2	*Début*	Complet		*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	1 750 000 €	*MOE*	Externe			*AMO*	non		
									TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Réseau & candélabre		Remplacement	Trx en profondeur	Type marché	Mapa		**175 000 €**
					Total délibéré Ville :				**175 000 €**

Opération	**2013ROB3978BE1**	ROBERTSAU WACKEN			Etudes Globales				**38**
Site projet	SECTEUR RUES DU ROMARIN / JACINTHES / DES CERISES ...								
Tronçon/Tranche	1/2	*Début*	Complet		*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	500 000 €	*MOE*	Externe			*AMO*	non		
									TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Réseau & candélabre		Remplacement	Trx en profondeur	Type marché	Mapa		**50 000 €**
					Total délibéré Ville :				**50 000 €**

PLUSIEURS SECTEURS

Opération	**2011CUS3657AET**	PLUSIEURS SECTEURS			Etudes				**39**
Site projet	RENFORCEMENT DE LA NATURE EN VILLE								
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Localisé		*Fin*	Localisé			
Mt Total Prévisionnel	70 000 €	*MOE*	Interne			*AMO*	non		
									TTC
Paysage & Eclairage	Création	Espaces verts&réseaux		1° Aménagement	Trx en profondeur	Type marché	/		**3 500 €**
					Total délibéré Ville :				**3 500 €**

ANNEXE 2 : LISTE DES PROJETS PAYSAGE & ECLAIRAGE RENOUVELLEMENT URBAIN

CRONENBOURG HAUTEPIERRE POTERIE

Opération	**2013CRO3857AET**	CRONENBOURG HAUTEPIERRE POTERIES			Etudes			**1**
Site projet	ACCOMPAGNEMENT MOSQUEE MAILLE BRIGITTE							
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Complet		*Fin*	Complet		
Mt Total Prévisionnel	75 000 €	*MOE*	Externe			*AMO*	non	
								TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Réseau & candélabre	Remplacement		Trx en profondeur	Type marché	Mapa	**7 500 €**
					Total délibéré Ville :			**7 500 €**

Opération	**2013CRO3863AET**	CRONENBOURG HAUTEPIERRE POTERIES			Etudes			**2**
Site projet	PLACE DU MAILLON (accompagnement LOCUSEM)							
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Place		*Fin*	Place		
Mt Total Prévisionnel	50 000 €	*MOE*	Externe			*AMO*	non	
								TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Réseau & candélabre	Remplacement		Trx en profondeur	Type marché	Mapa	**5 000 €**
					Total délibéré Ville :			**5 000 €**

MEINAU

Opération	**2008MEI3115BT3**	MEINAU			Suite Etudes & Travaux			**3**
Site projet	PLACE DE LA MEINAU							
Tronçon/Tranche	3/3	*Début*	Complet		*Fin*	Complet		
Mt Total Prévisionnel	1 150 000 €	*MOE*	Externe			*AMO*	non	
								TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Place/Placette/Parvis	1° Aménagement		Trx en profondeur	Type marché	Mapa	**50 000 €**
					Total délibéré Ville :			**50 000 €**

Opération	**2010MEI3469BE1**	MEINAU			Etudes Globales			**4**
Site projet	EXTENSION DU SQUARE DE LA PEUPLERAIE							
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Complet		*Fin*	Complet		
Mt Total Prévisionnel	450 000 €	*MOE*	Externe			*AMO*	non	
								TTC
Paysage & Eclairage	Création	Place/Placette/Parvis	1° Aménagement		Trx en profondeur	Type marché	Mapa	**45 000 €**
					Total délibéré Ville :			**45 000 €**

Opération	**2006MEI2468BT2**	MEINAU			Suites Etudes & Travaux			**5**
Site projet	PROLONGEMENT AVENUE DE LA NORMANDIE							
Tronçon/Tranche	2/2	*Début*	Complet		*Fin*	Complet		
Mt Total Prévisionnel	140 000 €	*MOE*	Externe			*AMO*	non	
								TTC
Paysage & Eclairage	Création	Réseau & candélabre	1° Aménagement		Trx en profondeur	Type marché	Mapa	**40 000 €**
					Total délibéré Ville :			**40 000 €**

NEUHOF

Opération	**2013NHF3850AET**	NEUHOF			Etudes			**6**
Site projet	AMENAGEMENT DES ESPACES PUBLICS CLAIRVIVRE / THIVIERS / BRANTOME							
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Rue des Thiviers		*Fin*	Rue de Brantome		
Mt Total Prévisionnel	60 000 €	*MOE*	Externe			*AMO*	non	
								TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Réseau & candélabre	Remplacement		Trx en profondeur	Type marché	Mapa	**6 000 €**
					Total délibéré Ville :			**6 000 €**

Opération	**2006NHF2313AET**	NEUHOF			Etudes			**7**
Site projet	RUE DE L'AEROPOSTALE							
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Rue Paul Dopf		*Fin*	Rue Roland Garros		
Mt Total Prévisionnel	90 000 €	*MOE*	Externe			*AMO*	non	
								TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Réseau & candélabre	Remplacement		Trx en profondeur	Type marché	Mapa	**9 000 €**
					Total délibéré Ville :			**9 000 €**

Opération	**2013NHF3898AET**	NEUHOF			Etudes			**8**
Site projet	PROLONGEMENT DE LA RUE D'AIGURANDE							
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Rue Marie Marvingt		*Fin*	Rue du Commandant François		
Mt Total Prévisionnel	100 000 €	*MOE*	Externe			*AMO*	non	
								TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Réseau & candélabre	Remplacement		Trx en profondeur	Type marché	Mapa	**10 000 €**
					Total délibéré Ville :			**10 000 €**

ANNEXE 3

GROUPEMENT DE COMMANDES

(titre II, chapitre III, article 8 du Code des marchés publics
relatif à la coordination et aux groupements de commande)

relatif à certaines opérations d'aménagement d'espace public engagées pendant l'année 2014 par la Ville de Strasbourg et la Communauté Urbaine de Strasbourg

Entre les soussignés suivants :

- la Communauté Urbaine de Strasbourg, représentée par Monsieur Jacques BIGOT son Président, agissant en vertu d'une délibération du Conseil de Communauté en date du 4 octobre 2013

- la Ville de Strasbourg, représentée par Monsieur Roland RIES, son Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 30 septembre 2013

Préambule

L'imbrication des compétences respectivement reconnues à la Ville de Strasbourg et à la Communauté Urbaine de Strasbourg (CUS), liées depuis 1972 par une convention où la première confie à la seconde la gestion administrative de ses compétences, a pris une dimension nouvelle avec la restructuration des services techniques intervenant sur l'espace public du ban communal de Strasbourg.

Cette imbrication est parfois source de difficultés dans la mise en œuvre opérationnelle des projets partagés par ces deux collectivités, puisqu'elle peut notamment contraindre, pour une même opération donnée, les deux collectivités concernées à désigner chacune de leur côté un maître d'œuvre pour la partie de mission relevant de leurs propres compétences (éclairage public, espaces verts, pour la Ville ; voirie, signalisation, pour la CUS), générant par ailleurs des doubles frais sans forcément offrir aux dispositifs de passation un formalisme plus transparent

La conduite d'opération sous-entend pourtant l'importance à s'entourer d'interlocuteurs ayant une vue globale sur les projets et à limiter les coûts d'intervention, et rend de ce fait préférable la désignation de prestataires uniques pour les compétences CUS et Ville de Strasbourg dans l'accomplissement des missions d'études et de suivi des chantiers (sont donc ici visés en particulier les marchés de maîtrise d'œuvre, mais plus généralement tous les marchés de prestations intellectuelles rendus nécessaires à l'aboutissement des opérations conduites à la fois par la Ville de Strasbourg et la Communauté Urbaine).

La désignation de tels prestataires est rendue possible par la constitution d'un groupement de commandes conformément à l'article 8 du Code des marchés publics, par convention qui doit préalablement être approuvée par les deux conseils.

IL EST DONC CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – objet et portée de la convention

Les cosignataires décident de créer un groupement de commandes au sens de l'article 8 du Code des Marchés Publics, en vue de procéder à la désignation de prestataires amenés à intervenir sur des opérations où les compétences sont partagées entre la CUS et la Ville de Strasbourg.

Le groupement de commandes a pour objet de permettre la seule conclusion de marchés publics de prestations intellectuelles, qui seront ensuite exécutés par chaque maître d'ouvrage (article 8.VII. 1 du Code des marchés publics).
La liste des opérations couvertes par le groupement de commandes pour l'année 2013 est jointe à la présente convention, et fait ainsi apparaître pour chacune d'entre elles, la part respectivement prise en charge par la Ville et par la CUS (montants prévisionnels d'honoraires).

Article 2 – désignation d'un coordonnateur du groupement de commandes

L'établissement coordonnateur est la Communauté Urbaine de Strasbourg.

Le coordonnateur est principalement chargé de la gestion des procédures de passation des marchés. A ce titre, le coordonnateur, en concertation avec la Ville de Strasbourg :
- définit la procédure de passation des marchés, conformément aux dispositions du code des marchés publics ;
- rédige les cahiers des charges (CCAP, CCTP, détail des prix, …), les avis d'appel public à la concurrence et les règlements particuliers de consultation ;
- gère les phases de consultation normalement dévolues au représentant du pouvoir adjudicateur (envoi aux publications, envoi des dossiers aux candidats, réception des plis de candidatures et d'offres, signature des contrats après choix des attributaires par les commissions désignées à cet effet, …) ;
- convoque les commissions prévues par le code des marchés publics (CAO, jurys de maîtrise d'œuvre, …) et en assure le secrétariat, par le biais de son service de la commande publique ;

- informe les candidats du sort de leurs candidatures et offres ;
- transmet et s'assure de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle ;
- et accomplit, d'une manière générale, tous actes nécessaires à l'exercice de la fonction de coordonnateur.

Le coordonnateur tient à la disposition de la Ville de Strasbourg les informations relatives à l'activité du groupement. Il mène à terme toute procédure de passation qu'il a engagée.

En application de l'article 8.VII. 1 du Code des Marchés Publics, le coordonnateur est chargé de signer et notifier les marchés, le représentant du pouvoir adjudicateur de chaque membre du groupement s'assurant -chacun pour ce qui le concerne- de la bonne exécution desdits marchés.

Article 3 – autorités compétentes pour attribuer les marchés

En application de l'article 8 du code des marchés publics, relatif à la constitution des groupements de commande, il s'avère nécessaire de convoquer une commission de groupement de commande pour toute attribution de marché, quelque soit le seuil de consultation, donc y compris pour les marchés sur procédure adaptée (MAPA).

Une distinction doit néanmoins préalablement être assurée entre les marchés de maîtrise d'œuvre conclus en application de la loi MOP du 12 juillet 1985 (relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée) et les marchés de prestations intellectuelles ne rentrant pas -par leur objet- dans le champ d'application de cette dernière (marchés d'études classiques).
Dans le premier cas, la mission du coordonnateur ne doit effectivement pas être incompatible avec l'article 3 de la loi qui prévoit que tout contrat conclu par le mandataire d'un maître d'ouvrage doit être approuvé par celui-ci. Dans un tel cas, le choix du titulaire du marché doit alors être effectué par la commission d'appel d'offres du groupement de commandes, et non par celle du coordonnateur.

Article 3.1 – attribution des marchés pour des missions ne relevant pas de la «loi MOP»

En application de l'article 8.VII du Code des marchés publics, la commission d'appel d'offres de la CUS, agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour choisir les attributaires des marchés.
Elle est composée des membres suivants :

Titulaires	***suppléants***
Chantal AUGE	*Denis MAURER*
Henri KRAUTH	*Annick NEFF*
Michèle SEILER	*Eric SCHULTZ*
Christian SPIRY	*Béatrice ZIEGELMEYER*
Philémon LEQUEUX	

Article 3.2 – attribution des marchés pour des missions relevant de la «loi MOP»

La commission d'appel d'offres du groupement est alors désignée conformément à l'article 8-III du code des marchés publics, et est ainsi composée d'un représentant de la CUS (président avec voix prépondérante) et d'un représentant de la Ville, et de leurs suppléants.

Membres Titulaires	***suppléants***
Norbert REINHARDT	*Henri KRAUTH*
Françoise BEY	*Christian SPIRY*

Cette commission sera le cas échéant élargie à des membres non élus pour toute attribution de marché nécessitant la mise en œuvre d'une procédure de consultation formalisée. En application des articles 8.III, 24 et 74 du Code des marchés publics, la composition des commissions spéciales de maîtrise d'œuvre (concours, appel d'offres, procédure négociée spécifique) est alors la suivante :

- les élus déjà désignés ci-dessus (2 membres titulaires et 2 membres suppléants).
- les autres membres de ces commissions élargies aux maîtres d'œuvres qualifiées et aux personnalités intéressées seront quant à eux désignés par arrêtés particuliers du représentant du pouvoir adjudicateur de l'établissement coordonnateur (à savoir le président de la communauté urbaine de Strasbourg, ou un de ses représentants bénéficiant d'une délégation en bonne et due forme).

Article 4 – durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à l'issue de sa signature par l'ensemble des parties et de sa transmission au contrôle de légalité ; elle s'achèvera à la notification du dernier marché rendu nécessaire à l'aboutissement des opérations couvertes par le groupement de commandes.

Article 5 – frais de fonctionnement

Les fonctions de coordonnateur sont exclusives de toute rémunération.
Le coordonnateur prend à sa charge les frais de fonctionnement.

Article 6 – litiges

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal administratif de Strasbourg

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux

P.J. : Liste des opérations

Fait à Strasbourg, le

Pour la Communauté Urbaine	Pour la Ville de Strasbourg
Le Président	Le Maire
Jacques BIGOT	Roland RIES

LISTE DES PROJETS

Définition de l'opération		Montant Total délibéré	Montant CUS délibéré (Budget général et budget annexe)	Montant VILLE délibéré
Référentiel	Site Projet			
2009CEN2976BE1	PLACE SAINT-ETIENNE / RUES DE LA COURTINE / PIERRE LARGE /	95 000 €	80 000 €	15 000 €
2004CRO1490BE1	RUE SAINT FLORENT	105 500 €	80 500 €	25 000 €
2013CRO3849AET	RUE JACOB / PARVIS EGLISE SAINT SAUVEUR / ECOQUARTIER	99 000 €	77 000 €	22 000 €
2013CRO3858BE1	ACCOMPAGNEMENT ROTONDE	28 500 €	20 000 €	8 500 €
2009GAR3290AET	RUE MARTIN LUTHER	45 000 €	30 000 €	15 000 €
2013GAR3953BE1	POLE ADMINISTRATIF PUBLIC DE STRASBOURG / PCPI	190 000 €	150 000 €	40 000 €
2008KOE2823AET	RUE DRUSUS	46 000 €	35 000 €	11 000 €
2013KOE3967AET	RUE DE L'AUBERGE DE JEUNESSE	21 500 €	15 500 €	6 000 €
2009KOE3277AET	RUE DE LA MONTAGNE VERTE	182 000 €	160 000 €	22 000 €
2010MEI3553BE1	RUE DU BAGGERSEE (accès cimetière musulman)	76 000 €	50 000 €	26 000 €
2012NDF3750AET	SECTEUR ALLEE DE L'ORPHELINAT	50 000 €	30 000 €	20 000 €
2013NHF3968AET	LIAISON PIETONNE CHEMIN DU SCHULZENFELD	28 000 €	17 000 €	11 000 €
2013NHF3934BE1	SECTEUR HIRONDELLES / DALIS / GLAUBITZ : études de circulation	55 000 €	30 000 €	25 000 €
2013NHF4016AET	LIAISON JESUITES / GANZAU	15 000 €	13 000 €	2 000 €
2004ORA1462AET	RUE DE BRUXELLES	66 000 €	54 000 €	12 000 €
2009ORA3286BE1	AVENUE DE L'EUROPE	238 500 €	214 500 €	24 000 €
2013ROB3930AET	RUE DE REICHSTETT	21 000 €	16 000 €	5 000 €
2013ROB3848BE1	ACCOMPAGNEMENT ECOLE EUROPEENNE : ROUTE DE LA WANTZENAU / RUE GROTIUS / ACCES SUD ECOLE / RUE	358 000 €	183 000 €	175 000 €
2013CRO3857AET	ACCOMPAGNEMENT MOSQUEE MAILLE BRIGITTE	27 500 €	20 000 €	7 500 €
2013CRO3863AET	PLACE DU MAILLON (accompagnement LOCUSEM)	20 000 €	15 000 €	5 000 €
2013NHF3850AET	AMENAGEMENT DES ESPACES PUBLICS CLAIRVIVRE / THIVIERS / BRANTOME	32 000 €	26 000 €	6 000 €
2006NHF2313AET	RUE DE L'AEROPOSTALE	50 000 €	41 000 €	9 000 €
2013NHF3898AET	PROLONGEMENT DE LA RUE D'AIGURANDE	65 000 €	55 000 €	10 000 €

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

11

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Projets sur l'espace public.
Programme 2014 Voirie , Signalisation statique et dynamique, ouvrages d'art, eau et assainissement
Autorisation de débuter les études (avis du conseil municipal - article L 5211-57 du CGCT).

Conformément à l'article L5211-57 du Code Général des Collectivités Territoriales (renforcement et simplification de la coopération intercommunale), il est proposé au Conseil Municipal d'émettre un avis favorable à la délibération communautaire concernant l'autorisation de débuter les études pour les projets sur l'espace public du programme 2014 à Strasbourg et relatif aux domaines de compétence : voirie et équipements (signalisation statique et dynamique), ouvrages d'art, eau et d'assainissement.

Les opérations qui en font partie, pilotées par la Direction des espaces publics et naturels, nécessitent des délais d'études et de concertation importants.

C'est pourquoi, comme les années précédentes, les différentes opérations sont approuvées en deux étapes :

- une première étape, objet de la présente délibération, permet de donner un avis sur le lancement des études.
- la deuxième étape, prévue en décembre prochain, permettra de délibérer la poursuite des études et la réalisation des travaux.

Les opérations sont mentionnées dans les listes jointes en annexe qui détaillent les différents projets :

- annexe 1 : projets pour la Ville de Strasbourg
- annexe 2 : projets « renouvellement urbain-ANRU »

Les projets sont réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté urbaine de Strasbourg et la maîtrise d'œuvre est soit assurée en interne par les services communautaires, avec éventuellement une assistance à maîtrise d'ouvrage, soit en externe par des bureaux d'études privés.

Les montants délibérés sont établis en référence aux indices valeur septembre 2013.

A noter que les reliquats de crédits études pourront, en cas de besoin, et pour une même opération, être affectés aux travaux.

Il est précisé que la présente délibération n'inclut pas les opérations d'entretien significatif (gros entretien) dont la programmation sera arrêtée début 2014, ni les travaux d'entretien courant ou les interventions d'urgence ponctuelles liées à la mise en sécurité qui sont réalisées tout au long de l'année.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
vu l'article L5211-57 du Code général des collectivités territoriales
et de la Commission plénière
après en avoir délibéré
émet un avis favorable

au lancement des études du programme 2014 des projets communautaires sur l'Espace Public pour la Ville de Strasbourg et concernant les domaines de compétence :

- *projets voirie et équipements (signalisation statique et dynamique),*
- *ouvrages d'art, eau et assainissement (annexe 1),*
- *et projets renouvellement urbain – ANRU (annexe 2).*

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

ANNEXE 1 : LISTE DES PROJETS STRASBOURG

BOURSE ESPLANADE KRUTENAU

Opération	**2013BOU4004AET**	BOURSE ESPLANADE KRUTENAU			Etudes					**1**
Site projet	PLACE DE L'ESPLANADE									
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Partiel		*Fin*	Partiel				
Mt Total Prévisionnel	190 000 €	*MOE*	Externe		*Tableau*	T1	*AMO*	non		
										TTC
voirie & équipements	Fonctionnement modifié	Place/Placette/Parvis	Réaménagement		Trx en faible profondeur		Type marché	Mapa		**20 000 €**
					Total délibéré CUS :					**20 000 €**

CENTRE

Opération	**2009CEN2976BE1**	CENTRE			Etudes Globales					**2**
Site projet	PLACE SAINT-ETIENNE / RUES DE LA COURTINE / PIERRE LARGE / SAINT-ETIENNE									
Tronçon/Tranche	1/3	*Début*	Complet		*Fin*	Complet				
Mt Total Prévisionnel	2 000 000 €	*MOE*	Externe		*Tableau*	T1	*AMO*	non		
										TTC
voirie & équipements	Etat d'entretien	Place/Placette/Parvis	Réaménagement complet		Trx en profondeur		Type marché	Mapa		**80 000 €**
					Total délibéré CUS :					**80 000 €**

Opération	**2009BOU3395AET**	CENTRE			Etudes					**3**
Site projet	PONT SAINT-GUILLAUME (y compris Encorbellement Bateliers)									
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Pont		*Fin*	Pont				
Mt Total Prévisionnel	520 000 €	*MOE*	Externe		*Tableau*	T1	*AMO*	non		
										TTC
voirie & équipements	Etat d'entretien	Pont	Réhabilitation		Trx en profondeur		Type marché	Mapa		**70 000 €**
					Total délibéré CUS :					**70 000 €**

Opération	**2013CEN4005AET**	CENTRE			Etudes					**4**
Site projet	PONT D'AUVERGNE									
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Complet		*Fin*	Complet				
Mt Total Prévisionnel	100 000 €	*MOE*	Interne		*Tableau*	T1	*AMO*	non		
										TTC
voirie & équipements	Réfection	Trottoirs	Réaménagement partiel		Trx en faible profondeur		Type marché	/		**5 000 €**
					Total délibéré CUS :					**5 000 €**

Opération	**2006CEN2275AET**	CENTRE			Etudes					**5**
Site projet	PONT DES VOSGES									
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Complet		*Fin*	Complet				
Mt Total Prévisionnel	200 000 €	*MOE*	Externe		*Tableau*	T1	*AMO*	non		
										TTC
voirie & équipements	Etat d'entretien	Pont	Réhabilitation		Trx en profondeur		Type marché	Mapa		**20 000 €**
					Total délibéré CUS :					**20 000 €**

Opération	**2012CEN3809ATR**	CENTRE			Suite Etudes & Travaux					**6**
Site projet	ABORDS DE L' ANCIEN GARAGE WOLLECK									
Tronçon/Tranche	2/2	*Début*	Complet		*Fin*	Complet				
Mt Total Prévisionnel	300 000 €	*MOE*	Externe				*AMO*	non		
										TTC
voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie desserte	Réaménagement		Trx en profondeur		Type marché	Mapa		**100 000 €**
					Total délibéré CUS :					**100 000 €**

CRONENBOURG HAUTEPIERRE POTERIE

Opération	**2004CRO1490BE1**	CRONENBOURG HAUTEPIERRE POTERIES			Etudes					**7**
Site projet	RUE SAINT FLORENT									
Tronçon/Tranche	1/2	*Début*	Complet		*Fin*	Complet				
Mt Total Prévisionnel	980 000 €	*MOE*	Externe		*Tableau*	T2	*AMO*	non		
										TTC
voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie desserte	Réaménagement complet		Trx en profondeur		Type marché	Mapa		**63 000 €**
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/Branchements	Remplacement		Trx tranchée ouverte		Type marché	Mapa		**17 500 €**
					Total délibéré CUS :					**80 500 €**

Opération	2013CRO3859AET	CRONENBOURG HAUTEPIERRE POTERIES		Etudes				8
Site projet	PISTE CYCLABLE							
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Route d'Oberhausbergen à Strasbourg	*Fin*	Rue Marcel Pagnol à Oberhausbergen			
Mt Total Prévisionnel	85 000 €	*MOE*	Interne	*Tableau*	T1	*AMO*	non	

							TTC
voirie & équipements	Création	Piste Cyclable	1° Aménagement	Trx en faible profondeur	Type marché	/	**4 000 €**
				Total délibéré CUS :			**4 000 €**

Opération	2013CRO3849AET	CRONENBOURG HAUTEPIERRE POTERIES		Etudes				9
Site projet	RUE JACOB / PARVIS EGLISE SAINT SAUVEUR / ECOQUARTIER							
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Complet	*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	770 000 €	*MOE*	Externe	*Tableau*	T1	*AMO*	non	

							TTC
voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie distribution	Aménagement	Trx en profondeur	Type marché	Mapa	**77 000 €**
				Total délibéré CUS :			**77 000 €**

Opération	2013CRO3858BE1	CRONENBOURG HAUTEPIERRE POTERIES		Etudes Globales				10
Site projet	ACCOMPAGNEMENT ROTONDE							
Tronçon/Tranche	1/2	*Début*	Rotonde	*Fin*	Rotonde			
Mt Total Prévisionnel	430 000 €	*MOE*	Interne			*AMO*	non	

							TTC
voirie & équipements	Fonctionnement modifié	Voie desserte	Réaménagement	Trx en faible profondeur	Type marché	/	**20 000 €**
				Total délibéré CUS :			**20 000 €**

Opération	2013CRO3999AET	CRONENBOURG HAUTEPIERRE POTERIES		Etudes				11
Site projet	ZA FORGES CARREFOUR CHARLES PEGUY							
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Carrefour	*Fin*	Carrefour			
Mt Total Prévisionnel	250 000 €	*MOE*	Interne			*AMO*	non	

							TTC
voirie & équipements	Fonctionnement modifié	Carrefour à feux	Réaménagement	Trx en profondeur	Type marché	/	**13 000 €**
				Total délibéré CUS :			**13 000 €**

Opération	2009CRO3373AET	CRONENBOURG HAUTEPIERRE POTERIES		Etudes				12
Site projet	PONT GIRAUDOUX							
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Complet	*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	150 000 €	*MOE*	Externe			*AMO*	non	

							TTC
voirie & équipements	Etat d'entretien	Pont	Réhabilitation	Trx en profondeur	Type marché	Mapa	**15 000 €**
				Total délibéré CUS :			**15 000 €**

Opération	2009CRO3371AET	CRONENBOURG HAUTEPIERRE POTERIES		Etudes				13
Site projet	PONT DES DUCS							
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Complet	*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	100 000 €	*MOE*	Externe	*Tableau*	T1	*AMO*	non	

							TTC
voirie & équipements	Etat d'entretien	Pont	Réhabilitation	Trx en profondeur	Type marché	Mapa	**10 000 €**
				Total délibéré CUS :			**10 000 €**

Opération	2005CRO2053AET	CRONENBOURG HAUTEPIERRE POTERIES		Etudes				14
Site projet	RUE DU RIETH ET ENTREE PARC DE LA BERGERIE							
Tronçon/Tranche	2/2	*Début*	Complet	*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	40 000 €	*MOE*	Externe			*AMO*	non	

							TTC
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/Branchements	Remplacement	Trx tranchée ouverte	Type marché	Mapa	**2 000 €**
				Total délibéré CUS :			**2 000 €**

Opération	2013CRO4041AET	CRONENBOURG HAUTEPIERRE POTERIES		Etudes				15
Site projet	ROUTE D'OBERHAUSBERGEN							
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Complet	*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	570 000 €	*MOE*	Interne			*AMO*	non	

							TTC
Assainissement	Etat entretien réseau	Collecteur/Branchement	Réhabilitation	Trx tranchée ouverte	Type marché	/	**28 500 €**
				Total délibéré CUS :			**28 500 €**

Opération	2013CRO4042AET	CRONENBOURG HAUTEPIERRE POTERIES		Etudes				16
Site projet	ROUTE D'OBERHAUSBERGEN							
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Complet	*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	370 000 €	*MOE*	Interne			*AMO*	non	

							TTC
Assainissement	Restructuration réseau	Collecteur/Branchement	Réhabilitation	Trx tranchée ouverte	Type marché	/	**18 500 €**
				Total délibéré CUS :			**18 500 €**

GARE KLEBER

Opération	**2009GAR3290AET**	GARE KLEBER		Etudes			**17**
Site projet	RUE MARTIN LUTHER						
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Complet	*Fin*	Complet		
Mt Total Prévisionnel	310 000 €	*MOE*	Externe	*Tableau*	T1	*AMO*	non

							TTC
voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie distribution	Réaménagement	Trx en profondeur	Type marché	Mapa	**30 000 €**
				Total délibéré CUS :			**30 000 €**

Opération	**2013GAR3953BE1**	GARE KLEBER		Etudes Globales			**18**
Site projet	POLE ADMINISTRATIF PUBLIC DE STRASBOURG / PCPI						
Tronçon/Tranche	1/2	*Début*	Abords	*Fin*	Abords		
Mt Total Prévisionnel	1 500 000 €	*MOE*	Externe			*AMO*	non

							TTC
voirie & équipements	Création	Voie desserte	1° Aménagement	Trx en profondeur	Type marché	Mapa	**150 000 €**
				Total délibéré CUS :			**150 000 €**

Opération	**2004GAR1410BT5**	GARE KLEBER		Suite Etudes & Travaux			**19**
Site projet	PLACE SAINT THOMAS (fouilles archéologiques)						
Tronçon/Tranche	5/5	*Début*	Complet	*Fin*	Complet		
Mt Total Prévisionnel	2 805 000 €	*MOE*	Externe	*Tableau*	T1	*AMO*	non

							TTC
voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie piétonne	Réaménagement complet	Trx en profondeur	Type marché	Mapa	**600 000 €**
				Total délibéré CUS :			**600 000 €**

Opération	**2011CUS3672BT3**	PLUSIEURS SECTEURS		Suite Etudes & Travaux			**20**
Site projet	VELOSTRAS (rues de Saales / Fouday / Georges Wodli / Pont Pasteur / Boulevard de Lyon)						
Tronçon/Tranche	3/3	*Début*	Partiel	*Fin*	Partiel		
Mt Total Prévisionnel	1 350 000 €	*MOE*	Externe	*Tableau*	T3	*AMO*	non

							TTC
voirie & équipements	Création	Voie liaison	Réaménagement	Trx en profondeur	Type marché	Mapa	**200 000 €**
				Total délibéré CUS :			**200 000 €**

Opération	**2013GAR4046AET**	GARE KLEBER		Etudes			**21**
Site projet	RUE SAINTE MARGUERITE						
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Complet	*Fin*	Complet		
Mt Total Prévisionnel	70 000 €	*MOE*	Interne			*AMO*	non

							TTC
Assainissement	Etat entretien réseau	Collecteur/Branchement	Réhabilitation	Trx tranchée ouverte	Type marché	Mapa	**3 500 €**
				Total délibéré CUS :			**3 500 €**

KOENIGSHOFFEN MONTAGNE VERTE ELSAU

Opération	**2008KOE2823AET**	KOENIGSHOFFEN MONTAGNE VERTE ELSAU		Etudes			**22**
Site projet	RUE DRUSUS						
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Complet	*Fin*	Complet		
Mt Total Prévisionnel	350 000 €	*MOE*	Externe	*Tableau*	T1	*AMO*	non

							TTC
voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie desserte	Réaménagement	Trx en profondeur	Type marché	Mapa	**35 000 €**
				Total délibéré CUS :			**35 000 €**

Opération	**2009KOE3277AET**	KOENIGSHOFFEN MONTAGNE VERTE ELSAU		Etudes			**23**
Site projet	RUE DE LA MONTAGNE VERTE						
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Complet	*Fin*	Complet		
Mt Total Prévisionnel	1 600 000 €	*MOE*	Externe	*Tableau*	T3	*AMO*	non

							TTC
voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie distribution	Réaménagement complet	Trx en faible profondeur	Type marché	Mapa	**160 000 €**
				Total délibéré CUS :			**160 000 €**

Opération	**2013KOE3967AET**	KOENIGSHOFFEN MONTAGNE VERTE ELSAU		Etudes			**24**
Site projet	RUE DE L'AUBERGE DE JEUNESSE						
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Complet	*Fin*	Complet		
Mt Total Prévisionnel	155 000 €	*MOE*	Externe	*Tableau*	T1	*AMO*	non

							TTC
voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie desserte	Réaménagement	Trx en profondeur	Type marché	Mapa	**12 500 €**
Assainissement	Etat entretien réseau	Collecteur/Branchement	Réhabilitation	Trx tranchée ouverte	Type marché	Mapa	**3 000 €**
				Total délibéré CUS :			**15 500 €**

Opération	2009KOE3354AET	KOENIGSHOFFEN MONTAGNE VERTE ELSAU		Etudes			25
Site projet	PASSERELLE KUPFERHAMMER						
Tronçon/Tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	280 000 €	MOE	Externe	Tableau	T1	AMO	non

							TTC
voirie & équipements	Etat d'entretien	Passerelle	Réhabilitation	Trx en profondeur	Type marché	Mapa	75 000 €
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/Branchements	Remplacement	Trx tranchée ouverte	Type marché	Mapa	4 000 €
				Total délibéré CUS :			**79 000 €**

Opération	2007KOE3122AET	KOENIGSHOFFEN MONTAGNE VERTE ELSAU		Etudes			26
Site projet	RUE DES MEROVINGIENS						
Tronçon/Tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	280 000 €	MOE	Externe			AMO	non

							TTC
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/Branchements	Remplacement	Trx tranchée ouverte	Type marché	Mapa	28 000 €
				Total délibéré CUS :			**28 000 €**

Opération	2013KOE4021AET	KOENIGSHOFFEN MONTAGNE VERTE ELSAU		Etudes			27
Site projet	RUES HANGENBIETEN / KOLBSHEIM / ROETHIG						
Tronçon/Tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	360 000 €	MOE	Interne			AMO	non

							TTC
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/Branchements	Remplacement	Trx tranchée ouverte	Type marché	/	18 000 €
				Total délibéré CUS :			**18 000 €**

MEINAU

Opération	2010MEI3553BE1	MEINAU		Etudes Globales			28
Site projet	RUE DU BAGGERSEE (accès cimetière musulman)						
Tronçon/Tranche	1/2	Début	Rue du Kritt	Fin	Centre de tir		
Mt Total Prévisionnel	500 000 €	MOE	Externe	Tableau	T1	AMO	non

							TTC
voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie desserte	Réaménagement	Trx en profondeur	Type marché	Mapa	50 000 €
				Total délibéré CUS :			**50 000 €**

Opération	2013MEI4001AET	MEINAU		Etudes			29
Site projet	CARREFOUR A FEUX ARRET TRAM COUFFIGNAL						
Tronçon/Tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	180 000 €	MOE	Interne	Tableau	T1	AMO	non

							TTC
voirie & équipements	Fonctionnement modifié	Carrefour	Réaménagement	Trx en profondeur	Type marché	/	9 000 €
				Total délibéré CUS :			**9 000 €**

Opération	2009MEI3329AET	MEINAU		Etudes			30
Site projet	PASSERELLE DES CIRIERS						
Tronçon/Tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	40 000 €	MOE	Externe			AMO	non

							TTC
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/Branchements	Remplacement	Trx tranchée ouverte	Type marché	Mapa	4 000 €
				Total délibéré CUS :			**4 000 €**

Opération	2013MEI4018AET	MEINAU		Etudes			31
Site projet	RUES SEBASTIEN ERARD / PERTOIS						
Tronçon/Tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	370 000 €	MOE	Interne			AMO	non

							TTC
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/Branchements	Remplacement	Trx tranchée ouverte	Type marché	Mapa	18 500 €
				Total délibéré CUS :			**18 500 €**

NEUDORF PORT DU RHIN

Opération	2013NDF3832AET	NEUDORF PORT DU RHIN		Etudes			32
Site projet	CARREFOUR RUES DE MULHOUSE / CARMES						
Tronçon/Tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	110 000 €	MOE	Interne	Tableau	T1	AMO	non

							TTC
voirie & équipements	fonctionnement modifié	Carrefour	Réaménagement	Trx en profondeur	Type marché	/	5 500 €
				Total délibéré CUS :			**5 500 €**

Opération	2008NDF2666BE1	NEUDORF PORT DU RHIN		Etudes Globales				33
Site projet	PONT D'ANVERS							
Tronçon/Tranche	1/3	*Début*	Complet	*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	3 300 000 €	*MOE*	Externe	*Tableau*	T1	*AMO*	non	
								TTC
voirie & équipements	Etat d'entretien	Pont	Réhabilitation	Trx en profondeur	Type marché	Mapa		**75 000 €**
				Total délibéré CUS :				**75 000 €**

Opération	2013NDF4002AET	NEUDORF PORT DU RHIN		Etudes				34
Site projet	PASSERELLE DES DEUX RIVES							
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Complet	*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	300 000 €	*MOE*	Externe	*Tableau*	T1	*AMO*	non	
								TTC
voirie & équipements	Etat d'entretien	Passerelle	Réhabilitation	Trx en profondeur	Type marché	Mapa		**30 000 €**
				Total délibéré CUS :				**30 000 €**

Opération	2012NDF3750AET	NEUDORF PORT DU RHIN		Etudes				35
Site projet	SECTEUR ALLEE DE L'ORPHELINAT							
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Complet	*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	300 000 €	*MOE*	Externe	*Tableau*	T1	*AMO*	non	
								TTC
voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie desserte	Réaménagement	Trx en profondeur	Type marché	Mapa		**30 000 €**
				Total délibéré CUS :				**30 000 €**

Opération	2013NDF4020AET	NEUDORF PORT DU RHIN		Etudes				36
Site projet	RUE D'ERSTEIN							
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Complet	*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	210 000 €	*MOE*	Externe			*AMO*	non	
								TTC
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/Branchements	Remplacement	Trx tranchée ouverte	Type marché	Mapa		**21 000 €**
				Total délibéré CUS :				**21 000 €**

Opération	2013NDF4040AET	NEUDORF PORT DU RHIN		Etudes				37
Site projet	ROUTE DU RHIN							
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Complet	*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	140 000 €	*MOE*	Interne			*AMO*	non	
								TTC
Assainissement	Etat entretien réseau	Collecteur/Branchement	Réhabilitation	Trx tranchée ouverte	Type marché	/		**7 000 €**
				Total délibéré CUS :				**7 000 €**

Opération	2011NDF3652BT3	NEUDORF PORT DU RHIN		Suite Etudes & Travaux				38
Site projet	ABORDS DU GYMNASE NEUDORF							
Tronçon/Tranche	3/3	*Début*	Abords	*Fin*	Abords			
Mt Total Prévisionnel	730 000 €	*MOE*	Externe			*AMO*	non	
								TTC
Assainissement	Nouvel équipement	Collecteur/Branchement	Pose	Trx tranchée ouverte	Type marché	Mapa		**70 000 €**
				Total délibéré CUS :				**70 000 €**

NEUHOF

Opération	2013NHF4016AET	NEUHOF		Etudes				39
Site projet	LIAISON JESUITES / GANZAU							
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Rue des Jésuites	*Fin*	Rue de la Ganzau			
Mt Total Prévisionnel	260 000 €	*MOE*	Interne	*Tableau*	T1	*AMO*	non	
								TTC
voirie & équipements	Création	Voie desserte	Aménagement	Trx en profondeur	Type marché	/		**4 500 €**
Eau	Nouvel Equipement	Conduite/Branchements	Pose	Trx tranchée ouverte	Type marché	/		**4 500 €**
Assainissement	Nouvel équipement	Collecteur/Branchement	Pose	Trx tranchée ouverte	Type marché	/		**4 000 €**
				Total délibéré CUS :				**13 000 €**

Opération	2010NHF3572BE1	NEUHOF		Etudes				40
Site projet	LIAISON MARSCHALLHOF / SCHACH							
Tronçon/Tranche	1/2	*Début*	Rue du Marschallhof	*Fin*	Rue Schach			
Mt Total Prévisionnel	150 000 €	*MOE*	Externe	*Tableau*	T1	*AMO*	non	
								TTC
voirie & équipements	Création	Voie desserte	Aménagement	Trx en profondeur	Type marché	Mapa		**15 000 €**
				Total délibéré CUS :				**15 000 €**

Opération	2013NHF3934BE1	NEUHOF		Etudes & Travaux				41
Site projet	SECTEUR HIRONDELLES / DALIS / GLAUBITZ : études de circulation							
Tronçon/Tranche	1/2	*Début*	Complet	*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	100 000 €	*MOE*	Externe	*Tableau*	T1	*AMO*	non	
								TTC
voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie desserte	Réaménagement	Trx en profondeur	Type marché	Mapa		**30 000 €**
				Total délibéré CUS :				**30 000 €**

Opération	**2013NHF3968AET**	NEUHOF		Etudes				**42**
Site projet	LIAISON PIETONNE CHEMIN DU SCHULZENFELD							
Tronçon/Tranche	1/2	*Début*	Rue de la Résistance	*Fin*	Impasse du Châtelet de la Forêt			
Mt Total Prévisionnel	170 000 €	*MOE*	Externe	*Tableau*	T1	*AMO*	non	
								TTC
voirie & équipements	Création	Voie piétonne	Aménagement	Trx en profondeur	Type marché	Mapa		**17 000 €**
				Total délibéré CUS :				**17 000 €**

Opération	**2004NHF1692BT3**	NEUHOF		Suite Etudes & Travaux				**43**
Site projet	RUE DE LA REDOUTE							
Tronçon/Tranche	3/3	*Début*	Complet	*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	630 000 €	*MOE*	Interne	*Tableau*	T1	*AMO*	non	
								TTC
voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie desserte	Réaménagement	Trx en profondeur	Type marché	/		**30 000 €**
				Total délibéré CUS :				**30 000 €**

Opération	**2013NHF4038AET**	NEUHOF		Etudes				**44**
Site projet	RUE DES CORPS DE GARDE							
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Complet	*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	150 000 €	*MOE*	Interne			*AMO*	non	
								TTC
Assainissement	Etat entretien réseau	Collecteur/Branchement	Réhabilitation	Trx tranchée ouverte	Type marché	/		**7 500 €**
				Total délibéré CUS :				**7 500 €**

ORANGERIE CONSEIL DES XV

Opération	**2004ORA1462AET**	ORANGERIE CONSEIL DES XV		Etudes				**45**
Site projet	RUE DE BRUXELLES							
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Complet	*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	720 000 €	*MOE*	Externe	*Tableau*	T1	*AMO*	non	
								TTC
voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie desserte	Réaménagement identique	Trx en profondeur	Type marché	Mapa		**36 000 €**
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/Branchements	Remplacement	Trx tranchée ouverte	Type marché	Mapa		**18 000 €**
				Total délibéré CUS :				**54 000 €**

Opération	**2009ORA3286BE1**	ORANGERIE CONSEIL DES XV		Etudes Globales				**46**
Site projet	AVENUE DE L'EUROPE							
Tronçon/Tranche	1/2	*Début*	Complet	*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	2 190 000 €	*MOE*	Externe	*Tableau*	T3	*AMO*	non	
								TTC
voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie distribution	Réaménagement	Trx en profondeur	Type marché	Mapa		**210 000 €**
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/Branchements	Remplacement	Trx tranchée ouverte	Type marché	Mapa		**4 500 €**
				Total délibéré CUS :				**214 500 €**

Opération	**2013ORA4019AET**	ORANGERIE CONSEIL DES XV		Etudes				**47**
Site projet	RUE DANIEL HIRTZ							
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Complet	*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	170 000 €	*MOE*	Externe			*AMO*	non	
								TTC
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/Branchements	Remplacement	Trx tranchée ouverte	Type marché	Mapa		**17 000 €**
				Total délibéré CUS :				**17 000 €**

Opération	**2004ORA1458BT2**	ORANGERIE CONSEIL DES XV		Suites Etudes & Travaux				**48**
Site projet	SECTEUR MOZART / GOUNOD / BEETHOVEN / WALDTEUFEL							
Tronçon/Tranche	2/2	*Début*	Complet	*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	770 000 €	*MOE*	Externe	*Tableau*	T1	*AMO*	non	
								TTC
voirie & équipements	Etat d'entretien	Chaussée voie distribution	Réaménagement identique	Trx en faible profondeur	Type marché	Mapa		**60 000 €**
				Total délibéré CUS :				**60 000 €**

ROBERTSAU WACKEN

Opération	**2013ROB3848BE1**	ROBERTSAU WACKEN		Etudes Globales				**48**
Site projet	ACCOMPAGNEMENT ECOLE EUROPEENNE : ROUTE DE LA WANTZENAU / RUE GROTIUS / ACCES SUD ECOLE / RUE SILBERRATH							
Tronçon/Tranche	1/2	*Début*	Complet	*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	1 910 000 €	*MOE*	Externe	*Tableau*	T3	*AMO*	non	
								TTC
voirie & équipements	Accompagnement autre projet	Voie desserte	Réaménagement	Trx en profondeur	Type marché	Mapa		**175 000 €**
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/Branchements	Remplacement	Trx tranchée ouverte	Type marché	Mapa		**8 000 €**
				Total délibéré CUS :				**183 000 €**

Opération	2013ROB3930AET	ROBERTSAU WACKEN		Etudes			49
Site projet	RUE DE REICHSTETT						
Tronçon/Tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	160 000 €	MOE	Externe	Tableau	T1	AMO	non

							TTC
voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie desserte	Réaménagement	Trx en profondeur	Type marché	Mapa	16 000 €
				Total délibéré CUS :			16 000 €

Opération	2013ROB4000AET	ROBERTSAU WACKEN		Etudes			50
Site projet	ACCES CENTRE TECHNIQUE QUAI JACOUTOT						
Tronçon/Tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	1 650 000 €	MOE	Externe			AMO	non

							TTC
voirie & équipements	Fonctionnement modifié	Acces	Réaménagement	Trx en profondeur	Type marché	Mapa	165 000 €
				Total délibéré CUS :			165 000 €

Opération	2012ROB3717AET	ROBERTSAU WACKEN		Etudes			51
Site projet	CHEMIN DU DOERNELBRUCK						
Tronçon/Tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	550 000 €	MOE	Externe			AMO	non

							TTC
voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie distribution	Réaménagement	Trx en profondeur	Type marché	Mapa	55 000 €
				Total délibéré CUS :			55 000 €

Opération	2013ROB4039AET	ROBERTSAU WACKEN		Etudes			52
Site projet	RUE DE L'ILE DE JARS						
Tronçon/Tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	70 000 €	MOE	Interne			AMO	non

							TTC
Assainissement	Etat entretien réseau	Collecteur/Branchement	Réhabilitation	Trx tranchée ouverte	Type marché	/	3 500 €
				Total délibéré CUS :			3 500 €

Opération	2007ROB3079AET	ROBERTSAU WACKEN		Etudes			53
Site projet	RUE DE LA DOLLER						
Tronçon/Tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	110 000 €	MOE	Externe			AMO	non

							TTC
Assainissement	Etat entretien réseau	Collecteur/Branchement	Réhabilitation	Trx tranchée ouverte	Type marché	Mapa	11 000 €
				Total délibéré CUS :			11 000 €

Opération	2007ROB2572AET	ROBERTSAU WACKEN		Etudes			54
Site projet	RUE DE LA THUR						
Tronçon/Tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	290 000 €	MOE	Externe			AMO	non

							TTC
Assainissement	Etat entretien réseau	Collecteur/Branchement	Réhabilitation	Trx tranchée ouverte	Type marché	Mapa	29 000 €
				Total délibéré CUS :			29 000 €

Opération	2013ROB4043AET	ROBERTSAU WACKEN		Etudes			55
Site projet	RUE DE LA FECHT						
Tronçon/Tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	120 000 €	MOE	Externe			AMO	non

							TTC
Assainissement	Etat entretien réseau	Collecteur/Branchement	Réhabilitation	Trx tranchée ouverte	Type marché	Mapa	12 000 €
				Total délibéré CUS :			12 000 €

PLUSIEURS SECTEURS

Opération	2004CUS1815AET	PLUSIEURS SECTEURS		Etudes			56
Site projet	MISE AUX NORMES DES ARRETS DE BUS						
Tronçon/Tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	500 000 €	MOE	Externe	Tableau	t4a	AMO	non

							TTC
voirie & équipements	Sécurité	Voie/Arrêt bus	1° Aménagement	Trx en faible profondeur	Type marché	Mapa	50 000 €
				Total délibéré CUS :			50 000 €

Opération	2013CUS4003be3	PLUSIEURS SECTEURS		Suites Etudes			57
Site projet	MISE EN ACCESSIBILITE DE LA VOIRIE						
Tronçon/Tranche	3/3	Début	Selon le plan de mise en accessibilité - Pave	Fin	Selon le plan de mise en accessibilité - Pave		
Mt Total Prévisionnel	500 000 €	MOE	Externe	Tableau	T1	AMO	non

							TTC
voirie & équipements	Sécurité	Trottoirs	Réaménagement	Trx en faible profondeur	Type marché	Mapa	50 000 €
				Total délibéré CUS :			50 000 €

Opération	**2013CUS3949ATR**	PLUSIEURS SECTEURS		Etudes & Travaux				**58**
Site projet	SECTEURS AVEC "ESPACES MIXTES PIETONS / CYCLES"							
Tronçon/Tranche	2/4	*Début*	Localisé	*Fin*	Localisé			
Mt Total Prévisionnel	700 000 €	*MOE*	Interne	*Tableau*	T1	*AMO*	non	
								TTC
voirie & équipements	Fonctionnement modifié	Piste cyclable	Réaménagement partiel	Trx en faible profondeur	Type marché	/		**10 000 €**
				Total délibéré CUS :				**10 000 €**

Opération	**2009CUS2997ATR**	PLUSIEURS SECTEURS		Suite Etudes & Travaux				**59**
Site projet	AMELIORATION DE LA VITESSE COMMERCIALE DES TRANSPORTS EN COMMUN							
Tronçon/Tranche	2/2	*Début*	Localisé	*Fin*	Localisé			
Mt Total Prévisionnel	250 000 €	*MOE*	Externe	*Tableau*	0	*AMO*	non	
								TTC
voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie/Arrêt bus	Réaménagement	Trx en faible profondeur	Type marché	Mapa		**100 000 €**
				Total délibéré CUS :				**100 000 €**

ANNEXE 2 : LISTE DES PROJETS RENOUVELLEMENT URBAIN

CRONENBOURG HAUTEPIERRE POTERIE

Opération	**2013CRO3863AET**	CRONENBOURG HAUTEPIERRE POTERIES			Etudes			**1**
Site projet	PLACE DU MAILLON (accompagnement LOCUSEM)							
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Place	*Fin*	Place			
Mt Total Prévisionnel	150 000 €	*MOE*	Externe			*AMO*	non	
								TTC
voirie & équipements	Fonctionnement modifié	Place/Placette/Parvis	Réaménagement	Trx en profondeur	Type marché	Mapa		**15 000 €**
				Total délibéré CUS :				**15 000 €**

Opération	**2013CRO3857AET**	CRONENBOURG HAUTEPIERRE POTERIES			Etudes			**2**
Site projet	ACCOMPAGNEMENT MOSQUEE MAILLE BRIGITTE							
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Complet	*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	200 000 €	*MOE*	Externe			*AMO*	non	
								TTC
voirie & équipements	Fonctionnement modifié	Voie desserte	Réaménagement	Trx en profondeur	Type marché	Mapa		**20 000 €**
				Total délibéré CUS :				**20 000 €**

MEINAU

Opération	**2008MEI3115BT3**	MEINAU			Suite Etudes & Travaux			**3**
Site projet	PLACE DE LA MEINAU							
Tronçon/Tranche	3/3	*Début*	Complet	*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	1 200 000 €	*MOE*	Externe			*AMO*	non	
								TTC
voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie desserte	Réaménagement	Trx en profondeur	Type marché	Mapa		**200 000 €**
				Total délibéré CUS :				**200 000 €**

Opération	**2006MEI2468BT2**	MEINAU			Suites Etudes & Travaux			**4**
Site projet	PROLONGEMENT AVENUE DE LA NORMANDIE							
Tronçon/Tranche	2/2	*Début*	Complet	*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	1 230 000 €	*MOE*	Externe			*AMO*	non	
								TTC
voirie & équipements	Coordination autre projet	Voie liaison	Réaménagement complet	Trx en profondeur	Type marché	Mapa		**700 000 €**
				Total délibéré CUS :				**700 000 €**

NEUHOF

Opération	**2013NHF3850AET**	NEUHOF			Etudes			**5**
Site projet	AMENAGEMENT DES ESPACES PUBLICS CLAIRVIVRE / THIVIERS / BRANTOME							
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Rue des Thiviers	*Fin*	Rue de Brantome			
Mt Total Prévisionnel	260 000 €	*MOE*	Externe			*AMO*	non	
								TTC
voirie & équipements	Création	Itinéraire piétion	1° Aménagement	Trx en faible profondeur	Type marché	Mapa		**26 000 €**
				Total délibéré CUS :				**26 000 €**

Opération	**2006NHF2313AET**	NEUHOF			Etudes			**6**
Site projet	RUE DE L'AEROPOSTALE							
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Rue Paul Dopf	*Fin*	Rue Roland Garros			
Mt Total Prévisionnel	410 000 €	*MOE*	Externe			*AMO*	non	
								TTC
voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie distribution	Réaménagement complet	Trx en profondeur	Type marché	Mapa		**41 000 €**
				Total délibéré CUS :				**41 000 €**

Opération	**2013NHF3898AET**	NEUHOF			Etudes			**7**
Site projet	PROLONGEMENT DE LA RUE D'AIGURANDE							
Tronçon/Tranche	1/1	*Début*	Rue Marie Marvingt	*Fin*	Rue du Commandant François			
Mt Total Prévisionnel	600 000 €	*MOE*	Externe			*AMO*	non	
								TTC
voirie & équipements	Création	Voie distribution	Aménagement	Trx en profondeur	Type marché	Mapa		**50 000 €**
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/Branchements	Remplacement	Trx tranchée ouverte	Type marché	Mapa		**5 000 €**
				Total délibéré CUS :				**55 000 €**

Opération	**2010NHF3465BT3**	NEUHOF			Suite Etudes & Travaux			**8**
Site projet	SECTEUR SOLIGNAC / LYAUTEY							
Tronçon/Tranche	3/3	*Début*	Complet	*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	1 365 000 €	*MOE*	Externe			*AMO*	non	
								TTC
voirie & équipements	Coordination autre projet	Voie desserte	Réaménagement	Trx en profondeur	Type marché	Mapa		**100 000 €**
				Total délibéré CUS :				**100 000 €**

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

12

Communication au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Rapports annuels 2012 sur :
- le prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement,
- le prix et la qualité des services publics d'élimination des déchets.

Conformément aux dispositions de l'article L 2224-5 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS) a pris acte, lors de sa séance du 12 juillet 2013, des rapports annuels 2012 :
- sur le prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement,
- sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets.

Le Maire de chaque commune de la structure intercommunale est également tenu de présenter à son Conseil municipal ces rapports annuels.

Les rapports annuels annexés à cette délibération présentent les missions et objectifs des services Eau, Assainissement, Collecte et Valorisation des déchets et détaillent les indicateurs techniques et financiers de l'exercice 2012.

Ce sont des documents à l'attention des usagers de ces services. Ils pourront être librement consultés dans les mairies des 28 communes de la CUS. Ils ont été préalablement soumis à l'avis de la Commission consultative des services publics locaux.

A. Rapport sur le prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement.

1.1 L'eau

L'eau est une compétence obligatoire d'une communauté urbaine.

La Communauté urbaine de Strasbourg mène en régie propre les missions de distribution d'eau sur 12 des 28 communes de son territoire : Bischheim, Eckbolsheim, Hoenheim, Illkirch-Graffenstaden, Lingolsheim, Oberhausbergen, Ostwald, Reichstett, Schiltigheim, Souffelweyersheim, Strasbourg et Wolfisheim, soit 90 % de la population de la CUS. Les réseaux d'eau des 16 autres communes de la CUS sont, quant à eux, alimentés par quatre syndicats des eaux dans lesquels la CUS est représentée en tant que membre (**Syndicat des eaux de La Wantzenau – Kilstett - Gambsheim, Syndicat des eaux de Strasbourg Nord, Syndicat des eaux de Strasbourg Sud, Syndicat des eaux d'Ill-Andlau).** Ces syndicats ont confié une partie de leurs missions au Syndicat des Eaux et de l'Assainissement du Bas-Rhin.

- **la production :**

La CUS dispose de 4 centres de production d'eau qui ont prélevé en 2012, 33 993 070 m^3 dans la nappe phréatique de la plaine d'Alsace afin d'alimenter 419 219 habitants.

- **la distribution :**

Le réseau de distribution d'eau compte 1 082 km de conduites et 36 460 branchements. Son âge moyen est de 46 ans. Le taux moyen de renouvellement du réseau est de 1,37 % (moyenne sur 5 ans) ce qui correspond à 16 km de réseau renouvelé en 2012.
Le rendement du réseau est de 83,45 %.

- **la qualité de l'eau :**

L'eau pompée dans la nappe entre 17 et 80 mètres n'a besoin d'aucun traitement pour être rendue potable. Elle a été jugée d'excellente qualité microbiologique et de très bonne qualité chimique par l'Agence régionale de la santé (ARS).

Pour 2012, le taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie est de 99,6 % et de 100 % pour ce qui concerne les paramètres physicochimiques. En moyenne 5 analyses ont été réalisées chaque jour sur les points de consommation du réseau d'eau (contrôle réglementaire et autocontrôle confondus).

1.2 L'assainissement

La CUS assure la maîtrise d'ouvrage sur l'ensemble des 28 communes :

Au titre de l'assainissement collectif :
Le contrôle, l'entretien et l'exploitation des réseaux d'assainissement sont assurés en régie :

- par la CUS pour les communes de Strasbourg, Oberhausbergen, Oberschaeffolsheim, Wolfisheim et Eckbolsheim,
- par le SDEA sur les 23 autres communes de la CUS.

La gestion des stations d'épuration de Fegersheim, Geispolsheim et Plobsheim est assurée en régie et celle de Strasbourg - La Wantzenau a été déléguée dans le cadre d'un contrat d'affermage à la société Valorhin en date du 1er octobre 2010.

Au titre de l'assainissement non collectif :
Le contrôle des installations neuves et le diagnostic technique des installations est assuré en régie sur tout le territoire de la CUS.

- **la collecte des eaux usées et pluviales**

Le système d'assainissement compte 1 692 km de conduites, 70 bassins d'orage, 312 déversoirs d'orage et 179 stations de relevage et de refoulement des eaux usées (dont 30 stations privées).

Afin d'améliorer la connaissance de l'état des ouvrages et en vue de déterminer les restructurations et réhabilitations à entreprendre, 117 km de réseau ont été inspectés

par caméra et près de 25 % du réseau a fait l'objet d'une analyse de ces inspections télévisuelles qui s'est ensuite déclinée en un programme de travaux priorisé.

Le service de l'assainissement a mis en place 21 nouveaux arrêtés de déversement des eaux usées non domestiques en 2012 et compte un total de 63 autorisations de ce type.
Ces arrêtés et conventions de déversement permettent de mieux connaître et maîtriser la qualité des effluents rejetés au réseau.

La CUS a délibéré en juillet 2012 les orientations stratégiques et les travaux à réaliser pour les 15 années à venir pour réduire l'impact du système d'assainissement sur les cours d'eau pour répondre aux objectifs de retour au bon état des cours d'eau (directive cadre européenne sur l'eau) et lutter contre les débordement du réseau. Cela correspond à un budget de 80 M€ HT d'investissement sur 15 ans. En parallèle, l'instrumentation des déversoirs d'orage se poursuit avec un objectif d'une cinquantaine d'ici fin 2014 représentant 70 % des volumes déversés aux milieux naturels.

- le traitement des eaux usées

Les stations d'épuration localisées à Strasbourg - La Wantzenau, Fegersheim, Geispolsheim et Plobsheim ont traité en 2012, 70 113 235 m^3 d'eaux usées soit plus de 192 091 m^3 par jour.
Les volumes traités sont indiqués dans le tableau ci-après où l'on peut noter le rôle prépondérant de la station de Strasbourg – la Wantzenau :

Strasbourg - La Wantzenau	**Fegersheim** Pré-traitement avant rejet vers station de Strasbourg- La Wantzenau	**Geispolsheim** Pré-traitement avant rejet vers station de Strasbourg- La Wantzenau	**Plobsheim**
69 748 382 m^3	2 151 887 m^3	750 625 m^3	364 853 m^3

La station d'épuration de Strasbourg - La Wantzenau a un rendement global d'épuration tous paramètres confondus de 91,9 % ce qui correspond à l'élimination de 13 621 tonnes de boues par an (en Matières Sèches).
Les performances du traitement des eaux sont excellentes, avec des rendements de 81 % en azote et de 92 % sur le phosphore.

Les rejets des stations d'épuration de Fegersheim, Geispolsheim et Plobsheim ont un rendement global d'épuration, tous paramètres confondus (MES, DBO_5 et DCO) de plus de 90 %, et ont ainsi produit plus de 370 tonnes de boues en matières sèches sur l'année 2012 et ceci malgré des surcharges hydrauliques et des surcharges en MES et DCO.

Les rejets des stations d'épuration de Geispolsheim et Fegersheim sont raccordés à la station de Strasbourg-La Wantzenau. Ces stations ont transféré vers la station d'épuration de Strasbourg respectivement 90 % et 73 % de leurs eaux traitées sur l'année 2012.

Outre ces performances de traitement des eaux, la station d'épuration de Strasbourg-La Wantzenau s'est dotée d'équipements de valorisation des ressources énergétiques (échangeurs complémentaires, raccordement de la cogénération, utilisation du biogaz dans

le four…) ce qui a permis de réduire l'empreinte carbone de la filière de traitement des boues de 30 % entre 2010 et 2012.

1.3 Indicateurs financiers

- **Prix moyen du m^3 :**

Au 1er janvier 2013 le prix moyen du m^3 d'eau s'établit à 3,00 € TTC contre 3,15 € TTC en 2012 soit une baisse de 4,8 %.

La facture se compose de la manière suivante :

Composantes de la facture d'eau (en euros)	Tarif fixé par	Tarifs au 01/01/2013	Tarifs au 01/01/2012
CUS m^3 eau	*Conseil CUS*	1,00	1,13
FNDAE	*Loi de finances*	-	-
AERM pollution	*Agence de l'Eau*	0,42	0,4320
AERM collecte	*Agence de l'Eau*	0,2740	0,2740
CUS collecte	*Conseil CUS*	0,51	0,51
CUS épuration	*Conseil CUS*	0,1520	0,1520
Fermier épuration	*Contrat d'affermage*	0,2990	0,2934
TVA sur consommation *			
* CUS assainissement assujetti		0,0990	0,1064
Abonnement	*Conseil CUS*	28,36	28,36
cptr 15 et 20 mm			
TVA sur abonnement		1,56	1,56
Prix unitaire TTC m^3 (hors abonnement)		2,75	2,90
Prix moyen du m^3 *		3,00	3,15
* TTC avec abonnement 120 m^3			

- **les ventes d'eau :**

En 2012, 26 629 305 m^3 ont été facturés, soit en moyenne 64 m^3 par an et par habitant.

- **les investissements :**

Les investissements réalisés en 2012 ont porté sur :

Pour le service de l'eau

Eau potable	CA 2012	BP 2013
Schéma directeur eau potable	507 766 €	5 091 000 €

Renouvellement et extension de conduites	6 393 532 €	5 582 332 €
Autosurveillance du réseau	610 534 €	1 000 000 €
Grands projets – rénovation urbaine	654 565 €	932 115 €
Grands projets – Déviation de réseaux - tramway	1 103 111 €	1 200 000 €
Maintenance du réseau et des équipements	1 783 570 €	4 345 000 €
TOTAL	**11 053 077 €**	**18 150 447 €**

Pour le service de l'assainissement :

Assainissement	CA 2012	BP 2013
Mise aux normes européennes station épuration	572 981 €	1 060 188 €
Schéma directeur assainissement	89 197 €	40 000 €
Grands Projets - rénovation urbaine	591 150 €	741 592 €
Grands projets - Déviation de réseaux - tramway	361 706 €	830 000 €
Renouvellements et extensions de conduites	5 777 625 €	6 710 000 €
Maintenance du réseau et des équipements	3 340 033 €	5 725 000 €
TOTAL	**10 732 719 €**	**15 106 780 €**

1.4 Indicateurs de performance des services

Indicateurs descriptifs du service eau potable	**2011**	**2012**
D101.0 Estimation du nombre d'habitants desservis	419 040	419 219
D102.0 Prix TTC du service au m3 pour 120 m3	1,90 €	1,75 €
D151.0 Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service	24 heures	24 heures
Indicateurs de performance		
P101.1 Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	100 %	99,67 %
P102.1 Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	99,49 %	100 %
P103.2 Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	80 points	80 points
P104.3 Rendement du réseau de distribution	82,842 %	83,45 %
P105.3 Indice linéaire des volumes non comptés	15,42 m3/km/ jour	16,11 m3/km/ jour
P106.3 Indice linéaire de pertes en réseau	18,31 m3/km/ jour	13,83 m3/km/ jour
P107.2 Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	1,391	1,370

P108.3 Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	100 points	100 points
P109.0 Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité	0 K€	0 K€
P151.1 Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	7,38	3,35
P152.1 Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100 %	100 %
P153.2 Durée d'extinction de la dette de la collectivité	néant	néant
P154.0 Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	3 %	2,1 %
P155.1 Taux de réclamations	0,38	1,12
Indicateurs descriptifs du service assainissement	**2011**	**2012**
D201.0 Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif	472 502	474 086
D202.0 Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées	63	63
D203.0 Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	**Stras : 13 530 tMS Feger : 208 tMS Geispo : 137 tMS Plobs : 63 tMS**	**Stras:13 621 tMS Feger: 165 tMS Geispo: 142 tMS Plobs:62 tMS**
D204.0 Prix TTC du service au m3 pour 120 m3	1,25 €	1.25 €
Indicateurs de performance		
P201.1 Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées	99	99
P202.2 Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	60	60
P203.3 Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies en application de l'arrêté du 22 juin 2007.	90 (évaluation)	90 (évaluation)
P204.3 Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions définies en application de l'arrêté du 22 juin 2007.	100 % pour les 4 stations	100 % pour les 4 stations
P205.3 Conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions définies en application de l'arrêté du 22 juin 2007.	100 % pour les 4 stations	100 % pour les 4 stations, sauf Ngl Plobsheim : 23 mg/l en moyenne

		annuelle pour une limite à 20 mg/l.
P206.3 Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation	Incinération site de Strasbourg : 95,6 % pour Stras, 100 % pour Feger. Geispo. et Plobs. Épandage : 0 % pour les 4 stations Compostage : 4,4 % pour Stras, 0 % pour les 3 autres step Coincinération : 0 % pour 4 sites Décharge : 0 %	Incinération site de Strasbourg : 96 % pour Stras, 100 % pour Feger. Geispo.et Plobs. Épandage : 0 %pour les 4 stations Compostage : 4 % pour Stras, 0 % pour les 3 autres step Coincinération : 0 % pour 4 sites
P207.0 Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité	0	0
P251.1 Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	0	0,00633
P252.2 Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau	5,3	6,64
P253.2 Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées	0,74	0,75
P254.3 Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau	100 % pour Strasbourg, absence d'acte individuel pour les 3 autres stations	100 % pour Strasbourg, absence d'acte individuel pour les 3 autres stations
P255.3 Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	60	60
P256.2 Durée d'extinction de la dette de la collectivité	< à 1 an	< à 1 an
P257.0 Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	3%	1,9 %
P258.1 Taux de réclamations	indicateur en cours de mise en place	0,42 pour 1 000 abonnés
Indicateurs descriptifs du service assainissement non collectif	**2011**	**2012**

D301.0 Évaluation du nombre d'habitants desservis par le service public de l'assainissement non collectif	1515	1554
D302.0 Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif	80	80
Indicateurs de performance		
P301.3 Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif	41,13 %	37,45 %

B. Rapport sur la qualité et le prix du service d'élimination des déchets.

2.1. Indicateurs techniques

Après une présentation des missions et des objectifs du service d'élimination des déchets, le rapport annuel annexé à cette délibération détaille les indicateurs techniques et financiers de la gestion des déchets pour l'année 2012 et donne une information élargie sur le service public d'élimination des déchets.

- **La collecte des déchets**

En 2012, le total des déchets ménagers et assimilés collectés par la collectivité et traités s'élève à 227 531 tonnes (nous avions retenu l'an dernier le tonnage collecté – hors apports directs et apports extérieurs). Globalement les tonnages pris en charge par la collectivité sont très légèrement en baisse (-2 %).

Le taux de valorisation matière des déchets ménagers et assimilés est stable, passant de 26 % en 2011 à 25,6 % en 2012. Quant au taux d'erreur de tri sur l'ensemble des collectes sélectives, il est en augmentation en 2012, passant de 17 % en 2011 à 20,8 % (attention il s'agit du taux moyen et non du taux en porte à porte comme cela était le cas l'an dernier).

Des actions ont été menées pour réduire le taux d'erreur de tri des collectes en porte à porte et augmenter la part de valorisation matière.
Ainsi, des expérimentations sont menées sur le secteur de Hautepierre avec le démarrage des collectes de conteneurs enterrés en juillet 2012 et sur le secteur du Port du Rhin en mars 2012 avec l'implantation de conteneurs de surface de proximité, placés au plus près des adresses concernées en substitution des bacs de collecte sélective.
Les premiers résultats sont encourageants tant quantitativement que qualitativement.

Par ailleurs, les déchèteries ont encore enregistré un très bon taux de recyclage à plus de 57 %. Pour répondre à l'objectif du Grenelle de l'environnement de 45 % de valorisation en 2015, l'évolution des prestations tendra vers une baisse des collectes en mélange et une augmentation des dépôts en déchèterie par l'usager.
Afin d'améliorer encore la valorisation, un test de contrôle des entrants a été mené de juin 2012 à décembre 2012 sur la déchèterie d'Ostwald La Vigie. Il permet également aux agents de réguler le nombre de véhicules et ainsi assurer une plus grande sécurité des personnes au sein du site.

Ce type de dispositif, qui nécessite des réaménagements plus ou moins importants en fonction des déchèteries, sera déployé sur l'ensemble des sites dans les années à venir.

- **Le traitement des déchets :**

Depuis juillet 2010, l'exploitation de l'UIOM (Usine d'Incinération des Ordures Ménagères) de Strasbourg est confiée au groupement SECHE TREDI BEKON (société dédiée SENERVAL) dans le cadre d'une nouvelle délégation de service public. Les dispositions de cette nouvelle délégation modifient le périmètre des missions de l'exploitant et d'importants travaux sont prévus, notamment le développement d'un réseau de chauffage urbain et l'implantation d'une unité de méthanisation dont le démarrage de la construction est prévu fin 2013 au plus tôt.

La construction du réseau de chaleur démarrée en juillet 2012 se poursuivra jusqu'à mi-2013. Ce réseau d'une longueur de 12 Km desservira 17 000 équivalents –logements à compter de l'automne 2013 avec une énergie issue des déchets.

Concernant l'activité de l'UIOM, 243 207 tonnes de déchets ont été livrées en 2012. 236 576 tonnes ont été incinérées, 6 631 tonnes ont été enfouies en raison de la rénovation successive de 3 fours-chaudières limitant de fait la capacité d'incinération.
Les travaux menés permettent de meilleures conditions de combustion et une production de vapeur accrue.

- **<u>Les perspectives d'évolution du service</u> :**

Une délibération relative aux nouvelles orientations de la politique de gestion des déchets a été présentée au conseil de communauté début 2012 suite à la finalisation des études et validations politiques tout au long de l'année 2011. Ces orientations visent à :

1/ Réduire les déchets au-delà des 7 % affichés pour 2014 par le Grenelle de l'environnement au travers des programmes locaux de prévention (PLP).
Ainsi, la CUS s'est engagée en 2010 auprès de l'ADEME à réduire de plus de 17 000 tonnes la quantité de déchets prise en charge.
29 actions concourant à cette baisse des tonnages ont été répertoriées et engagées depuis 2011 et se poursuivront encore jusqu'en 2014.
Les objectifs fixés pour la troisième année (avril 2012 à avril 2013) ont été globalement atteints avec une baisse des tonnages de plus de 3 200 tonnes et validés par le comité de pilotage.

2/ Améliorer les services de collecte : de nombreuses actions sont prévues pour améliorer l'efficience des prestations sur les 3 années à venir. Des travaux préparatoires ont eu lieu en 2012 pour des mises en œuvre en 2013 comme le changement de fréquence sur la commune de Reichstett ou la mise en place de la collecte des objets encombrants sur appel pour l'ensemble des communes de la CUS.

3/ Rechercher un financement et une tarification des « services déchets » plus clairs et incitatifs à la protection de l'environnement.

Le 27 janvier 2012, le Conseil communautaire a adopté le principe de mise en œuvre de la redevance spéciale pour les déchets professionnels issus des activités publiques et privées. Venant en remplacement de la TEOM et des abonnements commerciaux à terme, ce nouveau système de tarification permet à la collectivité d'évoluer vers un mode de financement de la gestion des déchets plus juste et plus équitable, chacun étant facturé à hauteur de sa production de déchets.
Dans une première phase 2013-2014, seules les personnes exerçant une activité à but non lucratif et ne payant pas de TEOM seront soumises à cette redevance. Il s'agit principalement des administrations, des établissements publics et des associations. Le dispositif sera ensuite élargi à l'ensemble des non-ménages à l'horizon 2015.

2.2 Indicateurs financiers :

La taxe d'enlèvement des ordures ménagères

Zones desservies	Taux de taxe 2012	2011
1ère zone	10,78 %	10,78 %
2ème zone	7,83 %	7,83 %
3ème zone	5,70 %	5,70 %

Alors que la Loi de Finances 2012 énonçait une revalorisation des valeurs locatives cadastrale de 1,8 %, la CUS a fait le choix de maintenir ses taux de TEOM entre 2011 et 2012.

- le bilan financier en 2012 :

DEPENSES D'INVESTISSEMENTS 2012 (en €)

COLLECTE	**4 078 147**
Porte à porte Ordures Ménagères Résiduelles	*2 148 440*
Tri & Valorisation collecte en porte à porte & apports volontaires	*1 244 276*
Déchèteries & Encombrants	*685 431*
TRAITEMENT	**37 984**
Valorisation des Déchets Verts	*37 916*
Usine d'Incinération Ordures Ménagères	*0*
Autres filières	*69*
TOTAL GENRAL	**4 116 131**

Le niveau de dépenses d'investissement en 2012 a été très soutenu en référence à l'exercice 2011. Avec une enveloppe totale chiffrée à 4 M€, il a été quasi doublé entre les deux périodes.

Le renouvellement du parc des véhicules et l'acquisition de conteneurs destinés à la collecte enterrée dans le cadre du Projet de Rénovation Urbaine de Hautepierre ont été les

deux axes majeurs dans la politique de développement du service Collecte et valorisation des déchets.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 2012 (en €)

COLLECTE	**32 094 348**
Porte à porte Ordures Ménagères Résiduelles	*17 701 796*
Tri & Valorisation collecte porte à porte & apports volontaires	*8 903 712*
Déchèteries & Encombrants	*5 488 841*
TRAITEMENT	**24 930 250**
Usine d'Incinération des Ordures Ménagères	*19 011 718*
Valorisation des Déchets Verts	*735 467*
Autres filières	*5 183 065*
TOTAL GENERAL	**57 024 598**

Globalement, les dépenses de fonctionnement en 2012 augmentent de 19 % par rapport à celles de 2011. Cette hausse est principalement due à l'intégration d'éléments nouveaux, tels que la provision pour le renouvellement de l'UIOM non identifiée dans les exercices précédents, le coût des prestations assurées par le Service de la Propreté pour le compte du Service de la Collecte et les dépenses liées à la nouvelle règlementation relative aux mâchefers d'incinération de déchets non dangereux.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2012 (en €)

Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères	52 191 560
Prestations à des tiers	1 728 760
Redevance versée par fermiers ou concessionnaire	323 890
Soutien Eco-Organismes	3 503 954
Vente de matière (HT)	1 358 062
Produits exceptionnels	1 597 403
TOTAL GENERAL	**60 703 629**

Les recettes progressent de 930 K€ entre les deux exercices (+ 1,56 %).

L'évolution dynamique de la TEOM (+1,4 M€) vient compenser les ventes de matières qui ont enregistré une régression de -744 K€ comparé à 2011, notamment en raison de la chute des prix de rachat de papiers-cartons et plastiques sur l'année 2012.

L'augmentation de 411 K€ des subventions versées par les éco-organismes est essentiellement liée à l'élargissement de l'assiette de contribution sur les papiers perçue par Eco-Folio.

La baisse de 244 K€ des recettes sur les prestations à des tiers est issue du reliquat de facturation par la CUS des apports extérieurs sur l'UIOM du mois de décembre 2010 titrés sur 2011, les EPCI étant directement facturés par l'exploitant délégataire Sénerval depuis le 1er janvier 2011 conformément à la convention de délégation de service public.

Communiqué le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

13

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Soutien financier aux associations à but non lucratif localisées à Strasbourg, pour la réduction des déchets.

Par délibération du 27 janvier 2012, le conseil de Communauté autorisait le principe de mise en œuvre de la redevance spéciale (RS), nouveau mode de financement du service public d'élimination des déchets, pour l'ensemble des non-ménages du territoire de la collectivité. Ce financement viendra se substituer à l'actuelle Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) pour les déchets non-ménagers.
En instaurant la redevance spéciale, la CUS souhaite ainsi mettre en place, comme d'autres grandes agglomérations, une tarification liée à la quantité de déchets produits par les professionnels publics ou privés.

Dès 2013, les personnes morales exerçant une activité sans but lucratif et non assujetties à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) seront amenées à payer l'élimination de leurs déchets. Il s'agit principalement des administrations, des établissements publics et des associations.
Les entreprises seront concernées dans une seconde étape, à partir de 2015 ; la redevance spéciale liée au service rendu sera ainsi progressivement généralisée à tous les non-ménages du territoire.

Le tissu associatif sur le territoire de la Communauté Urbaine de Strasbourg est très dense, et représente plus de 2 400 structures subventionnées. La plupart sont actuellement soumises à la TEOM. Les autres, soit près de 200 associations sont concernées par la mise en œuvre de la redevance spéciale déchets en 2013 Pour la Ville de Strasbourg, il s'agit d'environ 100 structures.

Dans un contexte difficile, le maintien du dynamisme associatif du territoire est conditionné par une préservation des possibilités d'action des établissements. Afin d'impacter au minimum ces dernières, il est envisagé que la Ville de Strasbourg accorde, pour les années 2013 et 2014, un soutien aux associations à but non lucratif situées sur son ban communal, pour le paiement de la redevance spéciale.

Le principe d'un accompagnement financier a donc été étudié, en tenant compte des éléments suivants :

- Conserver l'aspect incitatif à la réduction des déchets de ce nouveau mode de financement

- Encourager les associations à réduire leur production de déchets tout en apportant un soutien pendant les 2 premières années, et en récompensant les efforts réalisés.

La proposition présentée à l'approbation du Conseil Municipal est donc la suivante :

1. Optimiser les volumes : Grâce à un travail conjoint entre les associations et un chargé de clientèle du service Collecte et Valorisation des déchets, une réduction d'un tiers des volumes mis à disposition dans chaque structure est potentiellement réalisable.
2. Responsabiliser les structures : La totalité du montant de la redevance spéciale, calculé après optimisation, sera prise en charge par l'association sur son budget actuel.
3. Accompagner : Pour 2013 et 2014, une subvention sera accordée sur demande à la collectivité et correspondra à la moitié de la facture de la redevance après optimisation. Ce soutien sera toutefois limité à 1/3 du montant initial (volume mis à disposition constaté avant optimisation).

Sur cette base et selon le recensement des associations connues à ce jour, l'enjeu financier s'évalue à environ 32 000 € pour la Ville de Strasbourg, montant disponible sur les crédits 2013 de la Direction de l'Environnement et des Services Publics Urbains.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil Municipal
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré,
approuve,

- *le principe d'accompagnement à la réduction des déchets produits par les associations soumises à la redevance spéciale intermédiaire et situées sur son ban communal pour les années 2013 et 2014*

- *le soutien financier aux dites structures via une subvention à hauteur de 50 % du montant de leur facture de redevance spéciale d'enlèvement des déchets limité au tiers du montant initial avant optimisation*

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

14

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Raccordement du groupe scolaire Schwilgué au réseau de chaleur de la cité de l'Ill.

Contexte :

La cité de l'Ill est gérée par le bailleur social Habitation Moderne. Elle était alimentée jusqu'en septembre 2011 par la chaleur provenant de la raffinerie de Reichstett ; cette dernière ayant cessé son activité, le bailleur social a investi dans la construction d'une centrale biomasse avec un appoint au gaz pour alimenter en chaleur le quartier et a retenu la société IDEX comme exploitant du réseau.

Le groupe scolaire Schwilgué, situé à proximité de la chaufferie d'Habitation Moderne, est actuellement alimenté en chaleur par deux chaudières fioul obsolètes datant de 1993. La consommation annuelle moyenne des années 2009 à 2011 s'établit à 112 000 litres de fioul, représentant une facture énergétique de près de 74 000 € TTC et un impact carbone important, de plus de 325 tonnes de CO2.

Solution prévue :

Habitation Moderne et la Ville de Strasbourg ont élaboré conjointement un projet concernant le raccordement du groupe scolaire Schwilgué au réseau de chaleur de la Cité de l'Ill.

Habitation Moderne a ainsi proposé de créer une branche spécifique depuis la chaufferie pour alimenter en chaleur le groupe scolaire Schwilgué.

Cette synergie permet d'obtenir une solution optimisée tant pour le bailleur Habitation Moderne que pour la Ville de Strasbourg.

En effet, les habitants de la cité de l'Ill bénéficiaient d'une TVA réduite à 5.5 % par l'utilisation de la chaleur fatale provenant de la raffinerie de Reichstett. Ce bénéfice, prolongé à titre dérogatoire par accord de la Direction Générale des Finances Publiques, arrivera à échéance fin 2013.

La chaufferie biomasse d'Habitation Moderne, de par le raccordement d'un client - la Ville de Strasbourg - et son fonctionnement majoritaire aux énergies renouvelables, va

devenir un réseau de chaleur vertueux et bénéficiera également d'une TVA réduite à 5.5 % au profit de la Ville de Strasbourg et des locataires des résidences d'Habitation Moderne.

Le raccordement du groupement scolaire présente également d'autres avantages pour la Ville de Strasbourg, tant du point de vue de l'exploitation, par la fiabilisation de l'approvisionnement énergétique, que du point de vue de la sécurité avec une absence de stockage de combustible fioul sur le site, ainsi que le bénéfice environnemental dû à l'utilisation d'énergies renouvelables pour la production de chauffage et d'eau chaude sanitaire.

Au plan économique, le projet est très avantageux. En effet, le coût annuel de fonctionnement de la solution de raccordement au réseau de chaleur est de 41 436 € HT, comparé à un coût d'exploitation de 88 500 € HT pour une solution au fioul, soit une économie de près de 50 %.

Le coût prévisionnel du projet s'établit à 416 818 € HT correspondant :
- aux droits de raccordement couvrant les investissements consentis par le propriétaire du réseau pour réaliser le branchement, s'élevant à 247 200 € HT,
- aux travaux d'adaptation de la chaufferie du groupe scolaire, pour un montant de148 000 € HT,
- à la mise en place d'une solution de chauffage temporaire durant la réalisation des travaux pour un montant de 21 618 € HT.

Compte tenu des investissements qui seraient nécessaires pour la rénovation de la chaufferie fioul, estimés à 120 390 € HT, et de l'économie réalisée sur la facture énergétique, les investissements pour le projet de raccordement seront amortis en 6 ans.

Les conditions et caractéristiques du raccordement au réseau de la Cité de l'Ill sont définies dans la convention de raccordement jointe à la présente délibération.
Les conditions et caractéristiques de fourniture de chaleur sont quant à elles définies dans la police d'abonnement également jointe à la présente délibération.

Par ailleurs, afin d'alimenter en chaleur le groupe scolaire Schwilgué, le tracé du raccordement, d'une longueur de 230 mètres cheminera notamment dans trois jardins familiaux, le service des Espaces verts ayant émis un avis favorable au passage du réseau. Il convient donc de mettre en place une convention d'autorisation d'occupation domaniale et une servitude sur les parcelles concernées :
- Section CE parcelle 290 pour les jardins familiaux,
- Section CE parcelle 256 pour le groupe scolaire.

Le raccordement étant construit dans le seul but de fournir en chaleur le groupement scolaire Schwilgué, aucune redevance d'occupation domaniale ne sera appliquée.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil

sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le raccordement du groupe scolaire Schwilgué au réseau de chaleur vertueux de la Cité de l'Ill

autorise

- *le Maire ou son représentant à signer tout document concourant à l'exécution de la présente et notamment :*
  - *les contrats et conventions afférents au raccordement du groupe scolaire Schwilgué au réseau de chaleur de la Cité de l'Ill,*
  - *tous actes complémentaires ou rectificatifs nécessaires à cet effet ;*

- *la constitution des conventions d'autorisation d'occupation domaniale et servitudes nécessaires au passage du réseau de chaleur.*

décide

l'imputation des dépenses sur la ligne budgétaire DE03, Programme 511, libellé Travaux récurrents d'un montant de 416 818 € HT correspondant :
- *aux droits de raccordement à hauteur de 247 200 € HT ;*
- *aux travaux d'adaptation de la chaufferie à hauteur de 148 000 € HT ;*
- *à la mise en place d'une solution de chauffage temporaire durant la réalisation des travaux à hauteur de 21 618 € HT.*

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

VILLE DE STRASBOURG

RESEAU DE CHALEUR DE LA CITE DE L'ILL

Police d'abonnement

Entre le Titulaire,

- Nom ou raison sociale : IDEX ENERGIES société par actions simplifiée au capital de 5 624 000 euros, dont le siège est situé 72 avenue Jean-Baptiste Clément, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 315 871 640
- Adresse : Agence Strasbourg 12 rue Jean-Marie LEHN 67560 ROSHEIM
- Représentant : Monsieur le Directeur Régional, Serge GOUILLAUD

Et l'Abonné,

- Nom ou raison sociale : Ville de Strasbourg
- Adresse : 1 parc de l'Etoile – 67076 STRASBOURG CEDEX
- Représentant : Monsieur le Maire de Strasbourg, Roland RIES

Étant rappelé que :

La présente police constitue le contrat d'abonnement aux prestations de fourniture d'énergie calorifique via le réseau de chaleur de la Cité de l'Ill, dont HABITATION MODERNE est maitre d'ouvrage et dont l'exploitation a été confiée à IDEX ENERGIES par contrat en date du 21 juillet 2011.

Il a été convenu ce qui suit

I. Conditions particulières de l'abonnement

- Désignation, adresse et fonction des bâtiments à desservir

- Groupe Scolaire Schwilgué
- Surface SHON 6 633 m^2

- Désignation du poste de livraison

- Sous-station située au sous-sol de l'École Élémentaire 1

- Puissances souscrites sur le réseau (chauffage et eau chaude sanitaire) (en kW)

- 1 200 kW

- Compteur de chaleur : installé en chaufferie sur le départ primaire spécifique alimentant le Groupe Scolaire Schwilgué

- Caractéristiques du fluide primaire

- température maximale d'alimentation des postes de livraison : 90° C
- température minimale de retour en chaufferie : 70° C
- température maximale en sortie d'échangeur : 85° C
- température minimale de sortie d'échangeur : 65° C
- pression de service : 5 bars au primaire / 3,5 bars au secondaire

- Facturation (adresse) : Ville de Strasbourg
Service comptabilité
1 parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG CEDEX

II. Périmètre contractuel

La présente police a pour objet :

- la fourniture à l'Abonné d'énergie calorifique sous forme d'eau chaude selon les conditions techniques définies ci-dessus et selon les conditions tarifaires définies à l'article III ci-dessous ;

- la conduite et la maintenance des installations affectées à la fourniture d'énergie calorifique listées en annexe 1 de la présente police d'abonnement, selon le programme figurant en annexe 2 de la présente police d'abonnement ;
- le gros entretien/renouvellement des installations listées en annexe 1 de la présente police d'abonnement, selon le programme figurant en annexe 3 de la présente police d'abonnement.
- le Titulaire assurera les dépannages éventuels suivants les délais de réponse et les périodes d'astreinte suivantes, sur simple appel téléphonique de l'Abonné :
    - de 08h00 à 18h00 les jours ouvrables : délai de début d'intervention de 2 heures postérieures à la demande
    - le reste du temps, y compris nuits et jours fériés : délai de début d'intervention de 8 heures postérieures à la demande et après confirmation de la présence du personnel d'astreinte de la Ville de Strasbourg sur le site du dépannage
- l'énergie calorifique sera fournie toute l'année à l'Abonné. Toutefois, le Titulaire pourra interrompre cette fourniture pour travaux manuels d'entretien pendant une durée totale de cinq jours maximum, situées hors saison de chauffe et en principe en juillet et août et hors week-end. Le Titulaire doit en aviser l'Abonné une semaine au moins avant l'interruption pour accord.

III. Prix

III.1 Terme R1

Le terme R1 est un élément proportionnel représentant le coût des combustibles ou autres sources d'énergie réputés nécessaires pour assurer la fourniture d'un MWh destiné au chauffage des locaux ou au réchauffage d'un mètre cube d'eau chaude sanitaire ou s'il y a lieu, aux autres utilisations possibles de l'énergie.

III.2 Terme R2

Le terme R2 est un élément fixe représentant la somme des coûts annuels suivants :

R21 : coût des prestations de conduite, de petit entretien, des frais fixes administratifs nécessaires pour assurer le fonctionnement des installations primaires,
R22 : coût des prestations de gros entretien et de renouvellement des installations primaires,

III.3 Tarifs de base

R1 (prix unitaire à multiplier par le nombre de MWh relevé sur compteur)

R1
MONTANT H.T. .... 32.65 €/MWh
TVA 5.50 % .... 1.80 €
MONTANT T.T.C..... 34.45 €/MWh

R2 (prix unitaire à multiplier par le nombre de kW de puissance souscrite)

R2.1
MONTANT H.T. .... 1.23 €/kW
TVA 5.50 % ..... 0.07 €
MONTANT T.T.C..... 1.30 €/kW

R2.2

MONTANT H.T.....	**0.65 €/kW**
TVA 5.50 %	**0.04 €**
MONTANT T.T.C.....	**0.69 €/kW**

IV. Modalités de révision des prix

IV.1 ENERGIE

Le prix du MWh correspond au prix de base du contrat en valeur du 1er juin 2013.

Formule de révision du R1

R1 = R1o*((0.3*(0.3*I0/I0o + 0.7*I1/I1o)) + (0.7*(0.5*I2/I2o + 0.2*I3/I3o + 0.3*I4/I4o)))

Identification des indices

I0 = indice PPEI. Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Prix de marché - A10 BE - Ensemble de l'industrie - Base 2010 - (FM0ABE0000)

Identifiant INSEE : Identifiant : 001652106

http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/bsweb/serie.asp?idbank=001652106

I1 = indice PEGMI. Indice Powernext Gas Futures Monthly Index, disponible sous le lien http://www.powernext.com/ rubrique « Données de marché ».

I2 = indice CEEB plaquettes forestières catégorie C3 du site FN BOIS

I3 = indice ICHT-IME du site LE MONITEUR

I4 = indice régional 40T coût du transport (indice synthétique porteur) du site CNR

Valeur de référence des indices

I0 : avril 2013 (dernier indice définitif connu au 1er juillet 2013) : 109.4

I1 : juillet 2013 (dernier indice définitif connu au 1er juillet 2013) : 26.35 €/MWh PCS

I2 : T1/2013 : 110.5

I3 : janvier 2013 : 111.5

I4 : juin 2013 : 136.34

Périodicité de la mise en œuvre de la révision

La révision sera réalisée lors de chaque établissement de facture, en fonction des indices publiés au jour de la facture.
La périodicité de révision de l'indice I2 étant trimestrielle, une facture de décompte définitif sera réalisée au terme du trimestre échu.

IV.2 INTERESSEMENT SUR LA MIXITE REELLE

Le prix unitaire du MWh R1 est calculé en tenant compte d'une couverture biomasse minimum de 70%
Lors du bilan annuel, le Titulaire indiquera la mixité réelle de la saison écoulée :

- en dessous de 70% de couverture biomasse le prix unitaire du MWh reste inchangé
- au dessus de 70%, l'Abonné bénéficiera d'une remise directement proportionnelle à la mixité réelle lors de l'établissement de la facture de régularisation annuelle au 31 décembre de chaque année, ceci si l'incidence financière conduit à une diminution du prix unitaire

IV.3 ENTRETIEN ET GARANTIE TOTALE

Les prix R2.1 et R2.2 fixés à l'ARTICLE III.3 ci-dessus correspondent aux conditions économiques du 1er JUIN 2013.

Sauf à être limités par des dispositions réglementaires et légales qui s'appliqueront de droit, ce prix sera révisé au moyen de la formule ci-après.

Entretien courant :

$$R'2.1 = R2.1 \ (0{,}125 + 0{,}725 \frac{ICHT - IME'}{ICHT - IME} + 0{,}150 \ \frac{Fsd1'}{Fsd1})$$

Garantie Totale :

$$R'2.2 = R2.2 \ (0{,}125 + 0{,}875 \frac{Bt40'}{Bt40})$$

dans lesquelles :

ICHT-IME' représente la valeur pendant la période d'exploitation considérée de l'indice du coût horaire du travail, tous salariés, charges salariales comprises pour les industries mécaniques et électriques relevé dans le Bulletin Mensuel de Statistiques, publié par l'INSEE.

Paramètre dont la dernière valeur de base connue est :

ICHT-IME = 111.5 Mois de : JANVIER 2013

Fsd1' représente la valeur pendant la période d'exploitation considérée de l'indice des Produits et Services Divers "A" publié au BOCC.

Paramètre dont la dernière valeur de base connue est :

Fsd1 = 129.1 Mois de : MAI 2013

BT'40 représente la valeur de l'Index National du Bâtiment "Chauffage Central" publié au MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS.

Paramètre dont la dernière valeur de base connue est :

BT40 = 1 021.4 Mois de : MARS 2013

IV.4 CLAUSE DE SAUVEGARDE

Lorsque le contrat d'abonnement voit son équilibre affecté et/ou compromis, notamment par l'effet d'une variation importante des coûts de production et de livraison d'énergie calorifique, les parties conviennent de se rencontrer dans les meilleurs délais à l'initiative de la partie la plus diligente afin d'arrêter d'un commun accord les modalités de poursuite du contrat.

V. Modalités de facturation et de paiement

V.1 Facturation de l'élément R1

Une facture d'acompte sera émise le dernier jour de chaque mois en prenant en compte :

- la valeur R1 calculée avec les indices connus le dernier jour du mois de facturation considéré,
- les valeurs des consommations de chaleur de l'Abonné du mois de facturation considéré, relevées aux compteurs de chaleur ; les dates de relevés des compteurs seront indiquées.
- une facture de régularisation sera émise après la fin de l'exercice considéré, et dès la connaissance des indices nécessaires aux calculs, en prenant en compte :
  - le calcul définitif du R1,
  - les consommations de chaleur de l'Abonné pour l'ensemble de l'exercice,
  - des acomptes déjà facturés.

V.2 Facturation de l'élément R2

Une facture sera émise le dernier jour de chaque mois, en prenant en compte un douzième de la valeur R2 révisée avec les valeurs des indices connues le dernier jour du mois de facturation considéré.

V.3 Conditions de paiement

Sous réserve de dispositions réglementaires particulières, les factures sont payables dans les trente jours de leur présentation.

Un Abonné ne peut se prévaloir d'une réclamation sur le montant d'une facture pour justifier un retard au paiement de celle-ci.

A défaut de paiement dans le délai imparti qui suit la présentation des factures, le Titulaire peut interrompre, après un nouveau délai de trois mois, la fourniture de chaleur pour le chauffage et/ou pour le réchauffage de l'eau chaude sanitaire après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception à l'Abonné et avis collectif affiché à l'intention des Abonnés concernés.

Le Titulaire doit toutefois notifier à nouveau cette décision d'interruption à l'Abonné avec un préavis de un mois adressé dans les mêmes formes. Le Titulaire est dégagé de toute responsabilité par le seul fait d'avoir fait parvenir à l'Abonné, dans les délais prévus, les deux lettres recommandées précitées.

Au cas où la fourniture aurait été interrompue, les frais de cette opération ainsi que ceux de la remise en service ultérieure de l'installation, sont à la charge de l'Abonné.

Tout retard dans le règlement des factures donne lieu au paiement d'intérêts au taux d'intérêt légal.

Le Titulaire peut subordonner la reprise de la fourniture de chaleur au paiement des sommes dues ainsi que des frais de remise en service.

VI. Vérification des compteurs

La chaleur livrée à chaque Abonné doit être mesurée par un ou plusieurs compteurs d'énergie thermique d'un modèle agréé. Les compteurs et les sondes de température sont plombés par un organisme agréé à cet effet par le service des instruments de mesure.

Les compteurs sont entretenus annuellement et remplacés si nécessaires, aux frais du Titulaire, par une entreprise agréée par le service des instruments de mesure. L'exactitude des compteurs doit être vérifiée au moins tous les deux (2) ans par le service des instruments de mesure ou par un organisme agréé par ce dernier.

L'Abonné peut demander à tout moment la vérification d'un compteur au service des instruments de mesure ou à un organisme agréé par ce dernier. Les frais entraînés par cette vérification sont à la charge de l'Abonné si le compteur est conforme, du Titulaire dans le cas contraire.

Dans tous les cas, un compteur est considéré comme inexact lorsqu'il présente des erreurs de mesurage supérieures aux erreurs maximales tolérées fixées par la réglementation applicable, pour les compteurs d'énergie thermique. Tout compteur inexact est remplacé par un compteur vérifié et conforme.

Pour la période où un compteur a donné des indications erronées, le Titulaire remplace ces indications par le nombre théorique de kilowattheures calculé par comparaison avec la période qui suit la réparation du compteur, au prorata des degrés-jours :

$$Cc = Cm \times \frac{DJUc}{DJUm}$$

Avec :

Cc = Consommation corrigée pour la période où le compteur a donné des indications erronées.

Cm = Consommation mesurée au compteur durant une période de 15 jours suivant le remplacement du compteur.

DJUc = Nombre de degrés jours unifiés pour la période de consommation Cc.

DJUm = Nombre de degrés jours unifiés pour la période de consommation Cm.

Pour les usages autres que le chauffage, les indications erronées sont remplacées par une consommation théorique, calculée par comparaison avec la même période (ou jugée équivalente, compte tenu de ces autres usages thermiques) qui suit la réparation du compteur.

En attendant la facturation définitive, une facturation provisoire, égale à celle de la précédente période équivalente, est établie.

VII. Modification de la puissance souscrite

L'Abonné peut demander la modification (en plus ou en moins) de sa puissance souscrite en fonction de l'évolution de ses besoins, et notamment dans les cas suivants :

- agrandissement des locaux ;
- fermeture de bâtiments ;
- travaux ou mesures d'économie d'énergie.

Toute modification entraînera l'application de la nouvelle puissance souscrite pendant une durée minimale de deux (2) ans.

En cas d'agrandissement de locaux et de fermeture de bâtiments

L'Abonné communique dans les meilleurs délais les projets d'agrandissement et/ou de fermeture et/ou de démolition dont peuvent faire l'objet les bâtiments dont il est propriétaire - et en tout état de cause avant le début des travaux.

La nouvelle puissance souscrite est déterminée d'un commun accord entre l'Abonné et le Titulaire.

A défaut d'accord, la nouvelle puissance sera attestée par une étude réalisée par un bureau d'études spécialisé, désigné sur proposition du Titulaire et après accord de l'Abonné, et dont les calculs thermiques auront été réalisés par un logiciel agréé.

Le nouveau tarif est applicable immédiatement à compter de l'effectivité de la nouvelle puissance souscrite.

En cas de travaux d'économie d'énergie

En cas de travaux visant à économiser l'énergie et afin d'encourager la réalisation de tels investissements, le Titulaire est tenu de pratiquer un abattement plafonné à quarante (40) % de la puissance souscrite, lorsque l'Abonné fait réaliser des travaux d'isolation et d'amélioration de la performance thermique du bâtiment devant entraîner une baisse de consommation supérieure à vingt (20) % par rapport à la moyenne des trois années précédentes.

La baisse prévisionnelle des besoins de chauffage et/ou eau chaude sanitaire doit être attestée à l'appui de calculs thermiques réalisés par un logiciel agréé.

Une période probatoire d'une saison de chauffe, permettra de vérifier l'adéquation de la nouvelle puissance souscrite prévisionnelle aux besoins réels mesurés. À l'issue de la

période probatoire, le Titulaire prendra contact dans les trois (3) mois avec l'Abonné afin d'arrêter la puissance souscrite définitive. La minoration de charge liée à la baisse de puissance souscrite aura un effet rétroactif depuis la réception des travaux d'économies d'énergie attestée par un procès verbal de réception.

Pour bénéficier de ces dispositions, l'Abonné adresse une demande motivée au Titulaire précisant la nature des travaux réalisés et l'économie d'énergie devant en résulter.

VIII. Pénalités

a) En cas d'interruption de la fourniture de chaleur, le Titulaire verse à l'Abonné une pénalité dont le montant est égal à :
   1 / 200 x [R 2.1 x P s] x D h
   Avec les facteurs suivants :
   R2.1, redevance unitaire annuelle (valeur à la date de l'interruption) ;
   Ps, puissance souscrite de l'Abonné ayant subi l'interruption ;
   Dh, durée en heures de l'interruption.

b) Les pénalités pour interruption ou retard dans l'exécution des prestations commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, pour toute interruption ou période de retard de huit heures consécutives.
   La carence constatée par l'Abonné sera maintenue pour toute la période entre la date où elle aura été communiquée au Titulaire et la date où le Titulaire aura apportée la preuve de la fin de carence.

c) En cas d'insuffisance de la fourniture de chaleur pour le chauffage ou l'eau chaude sanitaire, pendant 12 heures et plus, la pénalité est égale à la moitié de celle prévue ci-dessus pour une interruption de même durée.
   L'insuffisance s'entend pour une livraison aux sorties de l'échangeur alimentant le réseau secondaire à une température inférieure de dix pour cent (10 %) à celle définie par les conditions normales de régulation de la température prévue aux conditions particulières, compte tenu des conditions climatiques du moment à moins que la cause n'en soit un dépassement de puissance souscrite.
   Toute insuffisance ne permettant pas de satisfaire cinquante pour cent (50 %) des besoins de l'Abonné sera assimilée à une interruption, et traitée comme telle.

d) Les pénalités ne sont pas applicables :
   - aux conséquences d'un défaut de fourniture d'énergie électrique, d'eau ou de combustible gaz sur le site objet de l'intervention
   - en cas de force majeure et notamment en cas de dépassement de la capacité totale des moyens de production de chaleur, à la suite de conditions climatiques extrêmes ; à condition toutefois que le Titulaire ait mis tout en œuvre pour assurer ses prestations dans les meilleures conditions possibles, compatibles avec les moyens et les matériels dont il dispose.

e) Les pénalités prévues sont plafonnées sur la durée du contrat à hauteur de 15% du montant annuel hors taxes R2.1xPs

IX. Durée

La présente police prend effet à compter du 1 novembre 2013 et arrivera à échéance le 31 août 2023.

Il est précisé qu'en cas de résiliation du Contrat d'exploitation liant HABITATION MODERNE, maitre d'ouvrage du réseau de la Cité de l'Ill et le Titulaire, HABITATION MODERNE se substituera de plein droit à ce dernier ou lui substituera l'exploitant de son choix.

X. Résiliation

En cas de manquement grave, répété et dûment caractérisé d'une partie aux obligations découlant de la présente police d'abonnement, l'autre partie peut, moyennant notification préalable d'une mise en demeure restée infructueuse au terme d'un délai d'un mois, notifier par courrier recommandé avec accusé de réception la résiliation de l'abonnement. La résiliation est effective dix jours suivant la date de réception de la mise en demeure. La résiliation de la convention de raccordement entre la ville et HABITATION MODERNE entraine de plein droit la résiliation de la police d'abonnement

XI. Règlement des litiges - attribution de juridiction

Les parties à la présente police s'efforceront de régler tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution du contrat d'abonnement par voie amiable.

A défaut de règlement amiable dans un délai d'un (1) mois suivant notification du litige par la partie la plus diligente, la juridiction compétente pourra être saisie.

Fait à Norroy-le-Veneur , le 2 Août 2013

Le Titulaire **L'Abonné**

Serge GOUILLAUD
Directeur de Région EST

idex
Direction Est
Bâtiment MELTEM
Rue Wangari Maathaï
57140 NORROY-LE-VENEUR
Tél. 03 87 40 18 03
Fax 03 87 70 31 25

ANNEXE I : liste des installations et équipements objet de l'abonnement

- **SOUS STATION DU GROUPE SCOLAIRE SCHWILGUE**

Comprenant les équipements suivants :

- 1 échangeur à plaques 1 500 kW avec jaquette calorifugée
- Ensemble de régulation
- Tuyauterie raccordement calorifugée depuis l'entrée de la Sous Station jusqu'à l'échangeur
- Soupapes de sécurité
- Robinetteries diverses
- Raccordements électriques
- Raccordement sur installation existante avec vannes de by-pass

- **RESEAU**

Comprenant les équipements suivants :

- 1 ensemble de conduites pré-isolées
- 1 ensemble de vannes

- **CHAUFFERIE CITE DE L'ILL**
  INSTALLATION SPÉCIFIQUE AU RÉSEAU DU GROUPE SCOLAIRE SCHWILGUE

Comprenant les équipements suivants :

- 1 Compteur de calories avec filtre
- 1 Compteur d'énergie électrique
- 2 Pompes avec variateur de vitesse
- Ensemble de régulation
- Tuyauterie raccordement calorifugée depuis le départ spécifique jusqu'au raccordement sur le réseau enterré
- Robinetteries diverses
- Raccordements électriques

L'exhaustivité des matériels pris en compte sera confirmée lors de la prise en charge qui sera réalisée dès l'achèvement des travaux d'installation.

Cette prise en charge sera réalisée en présence d'un représentant de l'Abonné et donnera lieu à la signature du Procès-verbal de prise en charge qui sera annexé au présent contrat.

ANNEXE II : Programme d'entretien maintenance

OPERATIONS D'ENTRETIEN	Hebdomadaire	Mensuel	Trimestriel	Semestriel	Annuel	Si besoin
Matériel en chaufferie						
Pompes						
Manœuvre des vannes, contrôle de la hauteur manométrique			X			
Remplacement des manomètres						X
Réglage du débit					X	
Essai et permutation des pompes			X			
Presse-étoupe						
. contrôle de l'écoulement du goutte à goutte			X			
. réglage					X	
. réfection des garnitures mécaniques						X
. nettoyage de l'écoulement d'eau					X	
Variateur de vitesse						
. fonctionnement du variateur			X			
Vannes :						
- vérification de l'étanchéité, des joints et presse-étoupe			X			
- manœuvre et graissage			X			
- resserrage ou remplacement des joints et presse-étoupe					X	
- élimination des dépôts éventuels					X	
Comptage d'énergie thermique						
- Contrôle de :						
. consommations d'énergie thermique	X					
. fonctionnement du poste de comptage			X			
. état d'huile dans les doigts de gant					X	
, relevé des compteurs		X				
- Contrôle annuel du compteur par organisme agréé					X	
- Remise en état ou remplacement de compteur défectueux						X
Comptage d'énergie électrique						
- Contrôle de :						
. consommations d'énergie électrique		X				
. fonctionnement du poste de comptage			X			
, relevé des compteurs		X				
- Remise en état ou remplacement de compteur défectueux						X

OPERATIONS D'ENTRETIEN	Hebdomadaire	Mensuel	Trimestriel	Semestriel	Annuel	Si besoin
Matériel en sous-station						
Généralités						
- Vérification d'étanchéité			X			
- Contrôle de la température entrée et sortie, primaire et secondaire échangeur			X			
- Remplacement des thermomètres						X
- Vérification et maintien de l'équilibrage sur le réseau primaire						X
Echangeur						
- Contrôle des pertes de charge			X			
- Resserrage des joints de tête					X	
- Contrôle de fonctionnement des soupapes				X		
Dispositifs de contrôle, de régulation et de sécurité						
Contrôle de fonctionnement			X			
Contrôle et réglage des points de consigne			X			
Contrôle de l'état des capteurs et des liaisons capteurs-organes de commande				X		
Contrôle de fonctionnement et réglage de fin de course des servomoteurs					X	
Réfection des presse-étoupe de vanne						X
Graissage tige vanne					X	
Graissage moteur					X	
Remplacement de thermostats, thermomètres						X
Matériel 'réseau'						
Canalisations						
. contrôle de l'étanchéité		X				
. mesure des appoints d'eau		X				
. surveillance du comportement des tuyauteries lors des dilatations					X	
Robinetterie						
. manœuvre périodique				X		
. resserrage des presse-étoupe, réfection des garnitures, contrôle d'étanchéité					X	
. graissage des tiges vanne					X	
. resserrage de joint, bride					X	
. contrôle et réglage des automatismes ou télécommandes			X			
- Filtre : surveillance de l'encrassement, purge et nettoyage		X				
- Purges d'air : surveillance de fonctionnement, nettoyage, vérification d'absence d'air dans les canalisations primaires		X				
Canalisations accessibles						
- Resserrage des brides et raccords					X	
- Réfection des joints						X
- Surveillance d'état de surface extérieur					X	

Annexe III : Programme de gros entretien renouvellement

PLANNING PREVISIONNEL SUR LA DUREE DE L'ABONNEMENT										
	ANNEE DU CONTRAT									
Opération	**1**	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**7**	**8**	**9**	**10**
Remplacement plaques échangeur de chaleur								X		
Soupapes de sécurité						X				
Sondes compteur de calories					X					X
servomoteur vanne de régulation								X		

CONVENTION DE RACCORDEMENT DE LA VILLE DE STRASBOURG AGISSANT POUR LE COMPTE DU GROUPE SCOLAIRE SCHWILGUE AU RESEAU DE CHALEUR DE LA CITE DE L'ILL

Conclue entre :

- Habitation Moderne, société d'économie mixte locale (objet social) , immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Strasbourg sous le numéro xxx, ayant son siège sociale 4, quai de Paris CS 40010, 67080 STRASBOURG, représentée par M. Jean-Bernard DAMBIER, Directeur général, dûment habilité

Et

- La Ville de Strasbourg, 1 Parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG CEDEX représentée par Monsieur le Maire de Strasbourg, dûment habilité

PREAMBULE

La Ville STRASBOURG est propriétaire du groupe scolaire SCHWILGUE qui est situé en bordure du périmètre et à proximité de la chaufferie centrale la Cité de l'Ill. Le chauffage de cette école était jusqu'à présent assuré par une chaufferie propre au groupe scolaire alimentée au fuel. Celle-ci doit être démontée et la Ville de Strasbourg a recherché pour les bâtiments de l'école une nouvelle solution de chauffage alimenté par des énergies renouvelables.

Habitation Moderne est propriétaire d'une chaufferie et d'un réseau de chaleur alimentant en chaleur 1761 logements et commerces lui appartenant dans la Cité de l'Ill.

En 2011, à l'issue d'une procédure de dialogue compétitif, Habitation Moderne a retenu la candidature de la société IDEX (ci-après l'Exploitant) pour l'exploitation du réseau de chaleur et de la nouvelle chaufferie de la Cité de l'Ill alimentée par des énergies renouvelables.

Habitation Moderne et la Ville de STRASBOURG se sont rapprochées afin d'étudier ensemble la possibilité et les modalités d'un raccordement du groupe scolaire SCHWILGUE au réseau de chaleur de la Cité de l'Ill.

Ceci étant exposé, les parties ont convenu de ce qui suit.

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de régir les modalités de raccordement du groupe scolaire SCHWILGUE, situé rue de la Lièpvrette à STRASBOURG, au réseau de chaleur et aux installations de chauffage de la Cité de l'Ill, propriétés d'Habitation Moderne, ainsi que les conditions de fourniture de chaleur et de réalisation des prestations de maintenance des installations.

CHAPITRE PREMIER : MODALITES DE RACCORDEMENT

ATravaux de raccordement

Article 2.1. : Autorisations délivrées par la Ville de Strasbourg à Habitation Moderne

Habitation Moderne fait son affaire de l'obtention des autorisations d'occupation domaniale ou de l'établissement des servitudes d'accès et de passage auprès des gestionnaires concernés.

Article 2.2. : Réalisation des travaux de réseau propre au groupe scolaire SCHWILGUE

Les travaux de réalisation de la canalisation de distribution de la chaleur allant des installations primaires (chaufferie de l'Ill) au raccordement au poste de livraison (sous-station du groupe scolaire) sont réalisés sous maîtrise d'ouvrage d'Habitation Moderne.

L'entreprise chargée de la réalisation des travaux de réseau est également chargée du branchement par lequel les installations de chauffage du groupe scolaire sont raccordées à la canalisation de distribution relevant des installations primaires.

Le branchement est délimité de la manière suivante : coté Ville de Strasbourg, à la bride aval de la première vanne secondaire d'isolement rencontrée par le fluide qui l'alimente et à la bride amont secondaire de la dernière vanne d'isolement rencontrée par le fluide renvoyé au réseau.

Le réseau ainsi que le branchement demeurent la propriété d'Habitation Moderne.

Article 2.3. : Installation des équipements spécifiques au réseau du groupe scolaire SCHWILGUE à la chaufferie de l'Ill

L'installation des équipements spécifiques nécessaires au raccordement du groupe scolaire SCHWILGUE à la chaufferie de la Cité de l'Ill est réalisée sous la maîtrise d'ouvrage d'Habitation Moderne.

Ces équipements demeurent la propriété d'habitation Moderne.

Article 2.4. : Réalisation des travaux relatifs à la sous-station du groupe scolaire SCHWILGUE

Habitation Moderne fait son affaire des travaux relatifs à la sous-station du groupe scolaire rendus nécessaires pour le raccordement au réseau de chaleur de la Cité de l'Ill.

Ces travaux sont réalisés sous sa maîtrise d'ouvrage et conformément aux règles qui lui sont habituellement applicables.

La sous-station du groupe scolaire SCHWILGUE est la propriété d'HABITATION MODERNE jusqu'aux brides d'entrée et sortie secondaires de l'échangeur.

Article 2.5. : Démantèlement des installations de chauffage existantes du groupe scolaire SCHWILGUE

La Ville de Strasbourg fait son affaire du démantèlement des installations de chauffage existantes et de la réorganisation de l'actuelle chaufferie, et ce avant l'intervention d'Habitation Moderne pour la réalisation des travaux relatifs à la sous-station.

Article 3 : Conditions financières

Article 3.1. : Travaux de réalisation de la canalisation de raccordement et de branchement

Les travaux de réalisation du raccordement du groupe scolaire au réseau de la chaufferie de la cité de l'Ill sont financés par Habitation Moderne.

Ces travaux comprennent :

- la réalisation du réseau enterré,
- la surpuissance thermique en chaufferie centrale nécessaire aux besoins du groupe scolaire,

- la panoplie hydraulique avec pompes primaire au niveau de la chaufferie centrale,
- la panoplie hydraulique avec échangeur à plaque au niveau de la sous-station du groupe scolaire.

En contrepartie de l'utilisation de ces équipements, la Ville de Strasbourg verse un droit de raccordement à Habitation Moderne.

Le cout du droit de raccordement au KW souscrit est de : 206 € HT/KW soit un montant de 247 200 € HT pour une puissance souscrite de 1200 KW.

La Ville de Strasbourg versera en une seule fois ce droit de raccordement à Habitation Moderne.

Une fois versé, ce droit de raccordement prévu à l'article 3.1 est considéré comme définitivement acquis par les parties.

Article 3.2. : Travaux relatifs au démantèlement de la chaufferie au fuel du groupe scolaire SCHWILGUE

Les travaux relatifs au démantèlement de la chaufferie au fuel du groupe scolaire SCHWILGUE ainsi qu'à la réorganisation de l'espace de l'actuelle chaufferie sont financés par la Ville de Strasbourg.

Article 3.3 : Energie électrique et autres charges

La fourniture de chaleur du groupe scolaire SCHWILGUE nécessite l'utilisation d'énergie électrique, à la fois pour le *process* biomasse/gaz (production de chaleur) et les auxiliaires (distribution et régulation). De même l'exploitation de la chaufferie peut donner lieu à d'autres charges nécessaires au bon fonctionnement de l'installation et exclus du contrat d'exploitation.

La méthodologie de répartition des coûts de ces charges est la suivante :

- A la fin de chaque année civile, Habitation Moderne fait le bilan total du coût des charges de l'année concernée ainsi que le bilan des consommations thermique (MWh) du groupe scolaire et des bâtiments de la cité de l'Ill.
- Après la détermination des éléments évoqués ci-dessus, la répartition financière des charges se fait proportionnellement selon les consommations thermiques de chacun.
- Le décompte sera donc envoyé par Habitation Moderne à la Ville de Strasbourg courant premier trimestre de l'année suivante avec en annexe le bilan de répartition. La Ville de Strasbourg est en droit de consulter les factures des fournisseurs,

Habitation Moderne les met donc à disposition sur simple demande de la Ville de Strasbourg.

L'adresse de facturation est la suivante :

Ville de Strasbourg

Service Comptabilité…….

Adresse 1 Parc de l'étoile, 67076 STRASBOURG Cedex……..

Article 3.4 : Valorisation des Certificats d'Economie d'Energie (CEE)

Les travaux de raccordement du groupe scolaire SCHWILGUE, sous la Maitrise d'Ouvrage Habitation Moderne, permettent d'obtenir des Certificats d'Economie d'Energie, ce qui engendre un volume de 8 171.856 MWh Cumac valorisable financièrement.

Habitation Moderne a d'ores et déjà valorisé ces CEE en minorant le droit de raccordement d'un montant de 26 149.94 euros HT.

Habitation Moderne a conclu une convention de valorisation des CEE avec la société CEELIUM annexée à la présente convention.

CHAPITRE DEUX : CONDITIONS DE FOURNITURE DES PRESTATIONS

Article 4 : Prestations des parties

Par la présente, Habitation Moderne s'engage à mettre à disposition sa chaufferie et son réseau de chaleur en vue de la fourniture de chaleur par l'exploitant du groupe scolaire SCHWILGUE.

En contrepartie, la Ville de Strasbourg s'engage à retirer la chaleur de ces réseaux, destinée au groupe scolaire SCHWILGUE, pendant toute la durée de la présente convention.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de dix (10) années à compter de la date de sa signature par les parties. Elle arrive en tout état de cause à échéance le 1er septembre 2023.

La présente convention est prolongée de plein droit d'une année dans l'éventualité où un nouvel exploitant n'aurait pas pu être désigné par Habitation Moderne au 1er septembre 2023.

Un an au moins avant l'expiration du contrat, la Ville de Strasbourg informe Habitation Moderne de son intention de renouveler le contrat, sous réserve de l'absence de modification

substantielle des conditions financières de la police d'abonnement et de maintenance dans sa version telle que reproduite en annexe 1 ainsi que de la présente convention.

Article 6 : Mise à disposition des équipements

Habitation Moderne autorise l'exploitant à utiliser les équipements visés par la présente convention afin de fournir en chaleur le groupe scolaire.

Article 7 : Modalités de livraison et de réalisation des prestations

Article 7.1. : Conditions de livraison et de réalisation des prestations objet de la convention

En cas de difficultés dans l'exécution de la police d'abonnement et de maintenance, et ce pour quelque motif que ce soit, la Ville de Strasbourg s'engage à en informer sans délai Habitation Moderne.

Habitation Moderne est responsable de la bonne exécution des prestations prévues aux présentes. En cas de défaillance de l'exploitant, - non au titre de l'exploitation, mais au titre de l'installation de production -, Habitation Moderne s'engage à mettre tout en œuvre pour pallier à cette défaillance.

Article 7.2. : Abonnement

Habitation Moderne a confié, à l'issue d'une procédure de dialogue compétitif, l'exploitation et la maintenance de son réseau de la Cité de l'Ill à la société IDEX pour une durée de douze années à compter du 1er septembre 2011.

Habitation Moderne transmet à la Ville de Strasbourg toutes les informations utiles sur les conditions d'exploitation par l'Exploitant des installations du réseau de la Cité de l'Ill.

La fourniture des prestations par l'Exploitant au groupe scolaire SCHWILGUE s'effectue aux conditions prévues par la police d'abonnement et de maintenance qui sera conclue entre la Ville de Strasbourg et l'Exploitant.

Cette police d'abonnement et de maintenance prévoit les prestations fournies, les modalités d'entretien et de maintenance, les conditions d'intervention « *hors garantie* », les conditions de responsabilité de l'Exploitant, les obligations de la Ville de Strasbourg et de l'Exploitant, les périodes de fournitures, les conditions techniques de livraison, les modalités d'établissement et de révision des prix, de facturation et de paiement des prestations ainsi que les modalités de résiliation du contrat de distribution.

La police d'abonnement et de maintenance est annexée à titre d'information à la présente convention. A cet égard, la Ville de Strasbourg s'engage à informer sans délai Habitation Moderne de toute modification de cette police.

En cas de résiliation de la présente convention, la police d'abonnement est automatiquement résiliée à la même date.

Article 7.3. : Changement d'Exploitant

En qualité de gestionnaire de la chaufferie et du réseau de chaleur de la Cité de l'Ill, Habitation Moderne est responsable du choix de déléguer l'exploitation des installations ainsi que du choix de l'Exploitant.

Le changement d'Exploitant, soit à l'expiration du contrat d'exploitation, soit de manière anticipée ne constitue pas en soi un motif de résiliation de la présente convention.

Article 8 : Responsabilité en cas de dommages corporels et matériels

Habitation Moderne ou son exploitant supporte la charge des dommages corporels et matériels qui leur sont imputables, causés à la Ville, à ses agents ou aux tiers ou usagers du service public concerné.

Article 9 : Paiement du prix

Le paiement du prix par la Ville de STRASBOURG des prestations d'exploitation, de maintenance et de fourniture de chaleur (R1 et R2) s'effectue directement auprès de l'Exploitant dans les conditions fixées par la police d'abonnement et de maintenance.

Article 10 : Résiliation de la convention

Article 10.1. : Résiliation pour faute

En cas de manquement d'une particulière gravité de l'une des parties à ses obligations résultant de la présente convention, l'autre partie peut décider de prononcer la résiliation de la présente convention.

La résiliation pour faute ne peut intervenir qu'à l'issue de la procédure suivante :

- Dans le cas où l'une des parties constate des manquements à ses obligations par l'autre, elle doit la mettre en demeure par courrier recommandé avec accusé de réception de prendre toutes les mesures utiles pour faire cesser le manquement dans un délai qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la réception du courrier.

  Le courrier de mise en demeure doit indiquer la nature des manquements reprochés ainsi que la sanction envisagée en cas d'infructuosité de la mise en demeure.

- Si la mise en demeure est, à l'expiration du délai imparti, restée sans effet ou que les mesures prises se sont avérées insuffisantes, la résiliation peut être prononcée sans délai ; elle est notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception.

  Le courrier de résiliation indique la date d'effet de la résiliation.

En cas de résiliation pour faute, la partie à l'encontre de laquelle la résiliation est prononcée, ne peut exiger aucune indemnité.

Un décompte des prestations restant dues est, le cas échéant, établi.

La partie qui prononce la résiliation peut, le cas échéant, demander l'indemnisation des préjudices qu'elle a subis du fait de la résiliation et des fautes commises par l'autre partie.

Article 10.2. : Résiliation pour motif d'intérêt général

La Ville de Strasbourg en qualité de personne publique a le droit de résilier de manière anticipée la convention pour motif d'intérêt général.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, la Ville de Strasbourg doit en informer Habitation Moderne par courrier recommandé avec accusé de réception au moins six mois avant la date d'effet de la résiliation à compter de la réception du courrier.

La Ville de Strasbourg s'engage également à indemniser à Habitation Moderne de tout préjudice subi du fait de la résiliation. La Ville de Strasbourg n'aura pas à supporter la perte fiscale subie par Habitation Moderne du fait de cette résiliation.

Article 10.3. : Résiliation en cas de résiliation de la police d'abonnement et de maintenance par la Ville de Strasbourg

La Ville de Strasbourg est tenue d'informer sans délai Habitation Moderne de la résiliation de la police d'abonnement et de maintenance conclue entre elle-même et la Société IDEX par un courrier recommandé avec accusé réception.

La résiliation de la police d'abonnement et de maintenance – quel qu'en soit le motif - entraine de plein droit la résiliation de la présente convention au terme du délai de trois mois à compter de la réception par Habitation Moderne du courrier mentionné à l'alinéa précédent. Durant ce délai, les parties peuvent cependant décider d'un commun accord de poursuivre l'exécution de la présente convention.

Ni la Ville de Strasbourg, ni Habitation Moderne ne peuvent réclamer d'indemnités à raison de cette résiliation.

Le droit de raccordement prévu à l'article 3.1 est considéré comme acquis et ne saurait faire l'objet d'une quelconque réclamation de la part de l'une ou l'autre des parties.

Article 10.4. : Résiliation en cas de résiliation de la police d'abonnement et de maintenance par la Société IDEX

La Ville de Strasbourg est tenue d'informer sans délai Habitation Moderne de la résiliation de la police d'abonnement et de maintenance conclue entre elle-même et la Société IDEX par un courrier recommandé avec accusé réception.

La résiliation de la police d'abonnement et de maintenance – quel qu'en soit le motif - entraine de plein droit la résiliation de la présente convention au terme du délai de trois mois à compter de la réception par Habitation Moderne du courrier mentionné à l'alinéa précédent. Durant ce délai, les parties peuvent cependant décider d'un commun accord de poursuivre l'exécution de la présente convention.

Article 11 : Modification de la convention

Toute modification de la présente convention ne peut résulter que de l'accord des parties et doit faire l'objet d'un avenant écrit.

Article 12 : Réunions de bilan

A la demande de l'une d'entre elles, les parties s'engagent à se réunir une fois par an afin de faire le point sur les conditions d'exécution de la présente convention.

Article 13 : Sort des biens au terme de la convention

Au terme de la présente convention, que ce terme soit anticipé ou non, la Ville de Strasbourg a la faculté d'exiger le rétablissement des lieux dans leur état primitif. Dans le cas où la Ville déciderait d'exercer cette faculté, Habitation Moderne s'engage à restituer les terrains dans leur état nu, libres de toute occupation, aménagements, encombrement, pollution ou déchets quelconques générés par Habitation Moderne ou son exploitant.

La Ville de Strasbourg et Habitation Moderne partagent à parts égales les frais résultant de cette remise en état.

Article 14 : Règlement des litiges

En cas de litige survenant à l'occasion de l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tout mettre en œuvre pour parvenir un règlement amiable.

En cas d'échec de la conciliation, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Strasbourg.

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

15

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Approbation d'une convention-type portant occupation temporaire de dépendances du domaine public pour l'installation de stations relais de téléphonie mobile.

Soucieuse d'assurer un déploiement harmonieux de la téléphonie mobile sur son territoire, la Ville de Strasbourg s'est engagée depuis plusieurs années dans un dialogue associant les opérateurs de téléphonie mobile, les bailleurs et les associations représentatives des habitants, au sein notamment d'un atelier de projet. Cette démarche a favorisé l'émergence d'un consensus sur le sujet et a abouti à la rédaction d'une charte sur les antennes, telle que prescrite par la Loi de programmation du 3 août 2009 portant engagement national pour l'environnement.

La municipalité fixe ainsi les orientations d'une politique publique responsable, prenant acte de l'importance des télécommunications et des technologies nomades dans la société actuelle, tout en répondant à la légitime exigence citoyenne d'information et de préservation du cadre de vie.

Principes de la charte

En l'absence de pouvoir de police conféré au Maire en matière d'implantation d'antennes, la charte constitue un cadre contractuel précisant les modalités de déploiement et d'exploitation des antennes de téléphonie mobile. Elle associe la Ville de Strasbourg et les organismes de logement social CUS-Habitat et Habitation Moderne (principaux gestionnaires du parc immobilier équipé d'antennes) aux 4 opérateurs de téléphonie mobile.

Les opérateurs s'y engagent à communiquer l'ensemble des informations relatives aux antennes existantes et en projet, afin d'assurer l'information du public et à mettre en œuvre les moyens d'identification et de résorption des points d'exposition atypiques.

La Ville de Strasbourg y prend acte de l'importance primordiale que ces technologies ont désormais acquise dans les vies privées comme dans l'économie et l'attractivité du territoire et l'obligation réglementaire faite aux opérateurs de se déployer sur son territoire. Afin de favoriser une couverture harmonieuse et à niveau d'émission maitrisé de son territoire par les opérateurs, elle accepte de mettre à disposition des points hauts de son patrimoine bâti, sous réserve de mutualisation des implantations entre opérateurs et du strict respect de la charte.

La Ville a de plus fait l'acquisition d'un logiciel permettant de simuler, à partir des données sur les antennes existantes ou à créer, les niveaux d'exposition en tout point du territoire, complétant ainsi les outils de dialogue avec les opérateurs.

Actuellement, seuls trois sites sont occupés (église St-Paul-Koenigshoffen par SFR, stade Tivoli et église St-Florent par Bouygues Télécom). Les baux actuels arriveront tous à échéance de renouvellement d'ici 2015 ; à l'occasion de leur reconduction, les opérateurs seront invités à mutualiser les lieux, en application des principes de la charte. Les opérateurs ont par ailleurs identifié plusieurs autres bâtiments susceptibles d'accueillir des antennes, pour lesquels ils ont sollicité l'accord de la Ville. Ces nouvelles demandes seront instruites dans le cadre des instances mises en place pour l'application de la charte.

Dans cette perspective, une convention-type portant occupation temporaire de dépendances du domaine public pour l'installation de stations relais de téléphonie mobile a été élaborée. Intégrant les acquis de la charte, au respect de laquelle les opérateurs s'engagent sous peine de résiliation, la nouvelle convention refonde et clarifie le cadre contractuel des baux.

Elle organise notamment la cohabitation entre opérateurs. La durée du bail est fixée à 10 ans. La redevance a été revue afin d'être proportionnelle au nombre d'équipements et à la surface occupée. Son montant est fixé annuellement par arrêté tarifaire.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré,
approuve

les termes de la convention-type portant occupation temporaire d'une dépendance du domaine public pour l'installation d'une station relais de téléphonie mobile annexée à la présente délibération ;

autorise

le Maire ou son représentant à signer tous les actes concourant à l'exécution de la présente, notamment les conventions particulières relatives aux différents sites d'implantation ;

décide,

l'inscription des recettes sur la ligne budgétaire : EN00G.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVICES PUBLICS URBAINS

Service Energie, réseaux et prospective
Référence dossier :
Répertoire :

CONVENTION PORTANT OCCUPATION TEMPORAIRE D'UNE DEPENDANCE DU DOMAINE PUBLIC POUR L'INSTALLATION D'UNE STATION RELAIS DE TELEPHONIE MOBILE

Entre les soussignés :

La Ville de Strasbourg, ayant ses locaux, 1, Parc de l'Etoile à 67000 STRASBOURG.
La Ville de Strasbourg est représentée aux présentes par M. Roland RIES, Maire,

ci-après dénommée **"la COLLECTIVITE"**

d'une part,

La SOCIETE xxxxxxxx

ci-après dénommée **"la SOCIETE"**

d'autre part.

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT

La SOCIETE a notamment pour objet social d'établir et d'exploiter des réseaux de communications électroniques.

Pour les besoins de l'exploitation desdits réseaux, la SOCIETE doit procéder à l'installation d'équipements techniques comprenant notamment des antennes et des faisceaux hertziens reliés à des armoires techniques par des câbles. Ces équipements, ci-après dénommés "équipements techniques " sont notamment destinés à émettre ou recevoir des ondes radioélectriques.

Quant à elle, la COLLECTIVITE est propriétaire d'un immeuble dénommé "XXXXX" susceptible de servir de terrain d'assise des mâts supports d'antennes d'émission réception. L'immeuble dépend du domaine public de la COLLECTIVITE.

La SOCIETE a procédé à la faisabilité technique en vue de l'exploitation du site. Elle a sollicité la COLLECTIVITE dans le cadre de son projet d'installation.
Les parties se sont rapprochées sur les bases de la présente convention qui régit les rapports des parties entre elles.

Article 1. Objet du contrat

Le présent contrat a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles la COLLECTIVITE autorise, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, la SOCIETE qui l'accepte, à occuper à titre précaire et révocable, les emplacements définis à l'article 2 afin de lui permettre d'implanter des équipements techniques.
Par implantation, il convient d'entendre l'installation, la mise en service et l'exploitation des équipements techniques désignés à l'article 2.

Article 2. Désignation des biens

2.1. Emplacement mis à la disposition de la SOCIETE par la COLLECTIVITE

2.1.1. Désignation de l'immeuble

L'immeuble objet de la présente convention est situé, XXXXXXXXX.
La COLLECTIVITE met à la disposition de la SOCIETE une emprise de X m² destinée à l'accueil d'équipements techniques.

2.1.2. Domanialité

L'immeuble décrit ci-dessus relève du domaine public de la COLLECTIVITE.

La SOCIETE déclare être pleinement informée qu'elle ne pourra bénéficier d'un droit au renouvellement de la présente convention, à son expiration, ni à aucune indemnité en fin de contrat, même survenue avant son terme normal, et qu'elle ne pourra invoquer un droit au maintient dans les lieux.

2.2. Occupation de l'immeuble par la SOCIETE

2.2.1. Occupations autorisées par la COLLECTIVITE

La COLLECTIVITE conformément aux plans annexés au présent document, autorise la SOCIETE à implanter en "xxxxxxxx" ci-dessus désigné, ses équipements techniques lui permettant d'exercer ses activités.

La COLLECTIVITE autorise enfin la SOCIETE à faire cheminer des câbles sur l'emprise foncière, en vue d'assurer le raccordement des équipements aux réseaux d'énergie et de télécommunications sous réserve des dispositions de l'article 2.2.6.
La SOCIETE est autorisée à protéger ses dispositifs d'antennes par paratonnerre.
Les emplacements visés ci-dessus sont strictement destinés à un usage technique et ne pourront être utilisés en bureau, stockage de marchandises ou réception de clientèle quelconque.

Il est rappelé que la présente convention n'entre pas dans le champ d'application du décret du 30 septembre 1953, codifié sous les articles L 145-1 à L 145-60 du Code de commerce en application de l'ordonnance 2000-912 du 18 septembre 2000. Elle se place hors du champ d'application des baux commerciaux et ne pourra donner lieu à la propriété commerciale pour la SOCIETE.

2.2.2. Autorisations

La SOCIETE fera son affaire personnelle de l'obtention des autorisations administratives nécessaires à l'installation des équipements techniques, notamment de la délivrance d'un permis de construire ou de l'obtention d'une déclaration préalable

La COLLECTIVITE autorise la société à effectuer les démarches liées à l'obtention des autorisations administratives qui pourraient être nécessaires.
Le projet a été instruit par l'autorité compétente sous le n° DP XXXX

2.2.3. Caractéristiques techniques des installations de la SOCIETE

Pour les besoins des présentes, la SOCIETE déclare, à titre d'information, que la station relais, comprendra dans son ensemble :

- un local technique de surface maximale 15 m²,
- des mats supportant des antennes,
- des câbles de raccordement,
- des faisceaux hertziens.

Les équipements ainsi détaillés seront installés simultanément après signature des présentes. Si certaines installations devaient être différées, la SOCIETE s'engage à informer la COLLECTIVITE de toute modification.
Les plans des installations seront soumis à la COLLECTIVITE pour validation.
Les équipements sont décrits plus précisément sous l'annexe n° 1 comprenant les plans et croquis des installations et l'avant projet détaillé incluant le descriptif littéral du projet préalablement à sa mise en œuvre.

Des modifications mineures par rapport au projet initial pouvant s'avérer nécessaires lors de la mise en œuvre, la SOCIETE remettra, dans un délai de 1 mois après les travaux, une documentation des ouvrages exécutés.

2.2.4. Conformité des installations-émissions

La SOCIETE déclare que les équipements implantés sur l'immeuble de XXXXX ont été dûment contrôlés et sont conformes aux normes en vigueur et qu'ils respectent les dispositions du 12° de l'article L.32 du Code des postes et télécommunications et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunications ou par les installations radioélectriques.

2.2.5. Travaux d'installation

L'exécution des travaux sera à la charge et sous la responsabilité exclusive de la SOCIETE et sera effectuée conformément aux plans ci-joints en annexe n° 1.
La SOCIETE devra procéder à l'installation de ses équipements techniques, de ses dispositifs d'antennes et des câbles de raccordement en respectant strictement les normes en vigueur et les règles de l'art. Elle exécutera les travaux elle-même ou fera appel pour cela à une ou plusieurs société(s) spécialisée(s) dûment qualifiée(s), le tout à ses frais exclusifs.

Un état des lieux contradictoire avant le début des travaux d'installation ainsi qu'à l'issue de l'occupation sera réalisé.

La SOCIETE fera procéder, à ses frais, avant l'installation des équipements et la réalisation des travaux, à une étude technique par un bureau spécialisé. Cette étude portera notamment sur les points suivants :
- calculs de charges ;

- la capacité des supports destinés à recevoir les équipements prévus ;
- la résistance à la charge et à la prise au vent ;
- le mode de fixation prévu pour les mats, ou les antennes
- la capacité du bâti à supporter la charge supplémentaire, l'examen de la couverture ou couche d'étanchéité, le raccordement de tout élément conducteur émergent de la toiture à un dispositif de protection de la foudre.

Une copie du compte-rendu de cette étude sera communiquée à la COLLECTIVITE avant l'engagement des travaux d'installation sur le site.

La SOCIETE restera responsable de la conformité des travaux réalisés aux plans fournis (annexe n° 1) et à l'étude technique susmentionnée.

2.2.6. Charges de fonctionnement- raccordements

Tout fluide nécessaire au fonctionnement des équipements techniques de la SOCIETE, notamment les branchements électriques, téléphoniques ou la protection anti-foudre, seront pris en charge par la SOCIETE qui souscrira, si nécessaire, les abonnements auprès des concessionnaires ou prestataires concernés. La COLLECTIVITE autorise la SOCIETE à effectuer toute pose de câble pour les branchements nécessaires. Le cheminement des câbles sur la parcelle devra être validé par écrit par la COLLECTIVITE.

Si les besoins en alimentation électrique des équipements projetés par la SOCIETE sur le site exigent une évolution du réseau électrique existant de la COLLECTIVITE, la COLLECTIVITE fera procéder aux adaptations nécessaires. La SOCIETE s'engage à effectuer ses raccordements en conformité avec les indications qui lui sont fournies par les services techniques de la COLLECTIVITE et à participer financièrement à la prise en charge des travaux d'adaptation du réseau électrique de la COLLECTIVITE. La prise en charge de ces adaptations par la SOCIETE sera liquidée proportionnellement à la puissance maximale exigée par ses infrastructures, rapportée à la puissance maximale totale disponible après adaptation du réseau électrique.

2.2.7. Entretien des lieux et installations

La SOCIETE s'engage à maintenir les lieux mis à disposition en bon état d'entretien pendant toute la durée des présentes.
Elle entretiendra ses installations techniques dans les règles de l'art, à ses frais et sous sa responsabilité.

Article 3. Sauvegarde des activités des tiers, cohabitation entre opérateurs

Dans l'hypothèse où des équipements techniques d'un autre opérateur radioélectrique ou d'une société d'exploitation et de location d'infrastructures seraient déjà installés sur le site, ou à proximité, la SOCIETE s'engage, avant d'installer ses équipements techniques, à réaliser, à sa charge financière, les études de compatibilité avec les équipements techniques de l'opérateur déjà en place, et leur éventuelle mise en compatibilité. Si la mise en compatibilité s'avère impossible à réaliser, la SOCIETE s'engage à ne pas installer ses équipements techniques.

Article 4. Accès à l'immeuble

4.1. Désignation du gestionnaire

L'immeuble XXXX , objet des présentes, est actuellement géré par le service XXXXX de la COLLECTIVITE.

4.2. Modalités d'accès

La station est entièrement autonome et fonctionne normalement sans personnel de la SOCIETE.
Néanmoins, les préposés de la SOCIETE auront en tout temps libre accès aux installations de la SOCIETE, tant pour les besoins de l'installation de son matériel que pour ceux de la maintenance et de l'entretien aux conditions suivantes : en-dehors des heures ouvrables, entre 19h30 et 6h00 et le week-end, à partir du vendredi soir 19h30 jusqu'au lundi matin 6h00. Les techniciens de la SOCIETE seront accompagnés par un agent de la COLLECTIVITE
Les agents mandatés par la SOCIETE devront être munis d'une pièce d'identité officielle et d'une carte professionnelle ou d'une lettre de mission dûment signée.

Article 5. Responsabilité de la SOCIETE

5.1. Caractère personnel

La présente occupation est consentie à titre personnel.
Toute forme de cessions de droits ou autres mises à disposition d'un tiers ne pourra intervenir qu'après l'accord express de la COLLECTIVITE et devra être autorisée, par voie d'avenant à la présente convention, préalablement à sa réalisation, y compris pour des filiales de la SOCIETE.
Toute modification substantielle de l'identité sociale de la SOCIETE, toute fusion, absorption seront constatées par voie d'avenant à la présente convention dans le mois suivant leur réalisation.

5.2. Responsabilités

La SOCIETE est seule responsable de tous les dommages, corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non à un dommage matériel ou corporel, qu'ils soient directs ou indirects, qui pourraient être occasionnés du fait de la mise en place, de l'existence ou du fonctionnement de ses installations et/ou des interventions de ses préposés.
La SOCIETE garantit la COLLECTIVITE contre tous les recours et/ou condamnations de ce chef.

5.3. Assurances

La SOCIETE est tenue de contracter aux fins de couvrir ses responsabilités une ou plusieurs polices d'assurance :

- une assurance de dommages en valeur à neuf garantissant, notamment, et sans que cette énumération soit exhaustive, les risques d'incendie et de dégâts des eaux ;
- une assurance de responsabilité civile en général couvrant le risque corporel et tous risques spéciaux liés à son activité.

L'attestation d'assurance correspondante sera adressée annuellement à la COLLECTIVITE avant le 15 janvier de chaque année. L'attestation qui sera ainsi communiquée détaillera les plafonds des différentes garanties.

5.4. Contrôle de conformité

La SOCIETE s'engage à contrôler régulièrement la conformité de ses installations aux normes en vigueur et, le cas échéant, à les adapter immédiatement aux nouvelles normes.

5.5. Travaux à proximité de équipements de la SOCIETE

La SOCIETE s'engage à détacher un technicien, lors des travaux de la COLLECTIVITE, à proximité de ses équipements afin d'assurer la sécurité du personnel.

Article 6. Durée de la convention.

La présente convention prend effet à la date des présentes pour une durée de dix ans.
Les parties se sont entendues pour se rencontrer un an avant la date d'échéance prévue de la présente convention afin d'examiner les souhaits de la SOCIETE en matière d'occupation du domaine public sur ce site.

Article 7. Résiliation

7.1. Résiliation par la COLLECTIVITE

Conformément aux dispositions de l'article L. 2122-3 du Code général de la propriété des personnes publiques, l'autorisation d'occuper le domaine public présente un caractère précaire et révocable. L'autorisation d'occupation peut donc toujours être révoquée, notamment pour des motifs d'intérêt général et non dans le seul intérêt du domaine occupé, quelle que soit la durée d'occupation qui a été fixée initialement, sans que la COLLECTIVITE soit contrainte de verser des indemnités au profit de la société.
La résiliation pourra notamment être prononcée en cas de dénonciation ou de non-respect par l'opérateur de la charte sur les antennes signée entre la COLLECTIVITE et les opérateurs.
En outre, la prise d'effet de la résiliation doit être immédiate à compter de sa notification par courrier recommandé ; les installations sont déposées dans un délai de 3 mois à compter de cette notification.
Au-delà de ce délai, la COLLECTIVITE fera procéder au démontage des installations aux frais de l'opérateur.

En cas de non-respect des obligations conventionnelles, la COLLECTIVITE, à moins que les manquements de la SOCIETE ne soient imputables à des circonstances de force majeure dûment établies et sans préjudice des stipulations de la présente convention, pourra prononcer la résiliation de plein droit sans formalité judiciaire du contrat, sous la seule réserve d'une mise en demeure dûment motivée notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception à la SOCIETE et restée sans effet à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification.

7.2 Résiliation à l'initiative de la SOCIETE

La SOCIETE pourra résilier la présente convention notamment dans les cas suivants :
- perturbations des émissions radioélectriques de la SOCIETE,
- changement de l'architecture du réseau exploité par la SOCIETE ou évolution technologique conduisant à une modification de ce réseau.

Cette résiliation sera notifiée à la COLLECTIVITE par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle prendra effet trois mois après la date de réception de la lettre recommandée par la COLLECTIVITE.

Article 8. Sort des installations en fin de convention

Au terme de la présente convention, quelle qu'en soit l'origine ou la cause, même s'il s'agit d'une résiliation à l'initiative de la COLLECTIVITE, la SOCIETE fera enlever à ses frais l'ensemble des installations qui lui appartient et remettra les emplacements occupés par elle dans leur état antérieur.
Un état des lieux contradictoire en début et en fin de convention sera réalisé.

Article 9. Conditions financières

9.1. Calcul de la redevance et des charges

L'opérateur versera au Receveur des finances le montant de la redevance due en application des tarifs fixés annuellement par délibération du Conseil municipal ainsi que les provisions pour charges de fonctionnement, celles-ci concernent notamment les consommations électriques.

9.2. Paiement de la redevance et des charges

Le paiement s'effectuera sur présentation d'une facture / d'un titre de mise en recette portant la référence « 01SB002Y » qui sera adressé à la SOCIETE.
Le paiement est effectué par virement bancaire au compte 20041 01015 05005 00 G 036 clé 84 ou par chèque libellé à l'ordre de Monsieur le Receveur des finances de Strasbourg et de la Communauté urbaine (CS 71022- 67070 Strasbourg cedex), accompagné des références du titre de mise en recette susvisé.

Le premier paiement interviendra pour la durée annuelle restant à courir, dans les deux mois suivant la présente convention, le délai de paiement est de un mois à compter de la réception de la facture.

Les paiements des années suivantes seront effectués d'avance pour l'année entière avant le 15 février de chaque année.
Le décompte des charges sera constaté contradictoirement en fin d'année civile.

9.3 Première et dernière année d'occupation

Pour la première échéance, la redevance sera calculée prorata temporis de l'occupation effective jusqu'au 31 décembre de l'année.
Pour la dernière année, la redevance sera calculée prorata temporis de l'occupation effective dans les cas suivants :
- à l'issue du terme normal de la convention ;
- en cas de résiliation sollicitée par la COLLECTIVITE
- dans le cas ou les autorisations administratives d'occuper le domaine public hertzien ont été retirées à la SOCIETE en /ou l'absence de déclaration effectuée à l'ARCEP.

Les sommes perçues d'avance à tort seront reversées à la SOCIETE.

La redevance payée d'avance sera conservée par la COLLECTIVITE à titre d'indemnités dans les cas suivants :
- en cas de résiliation constatée par la COLLECTIVITE sanctionnant le non-respect des obligations de la SOCIETE ;
- en cas de résiliation anticipée de la convention par la SOCIETE en-dehors du cas de retrait de l'autorisation administrative susvisée.

Tous les mois seront comptés pour 30 jours et pour les fractions de mois ; chaque jour sera compté pour 1/360 de l'année.

Article 10. Fiscalité

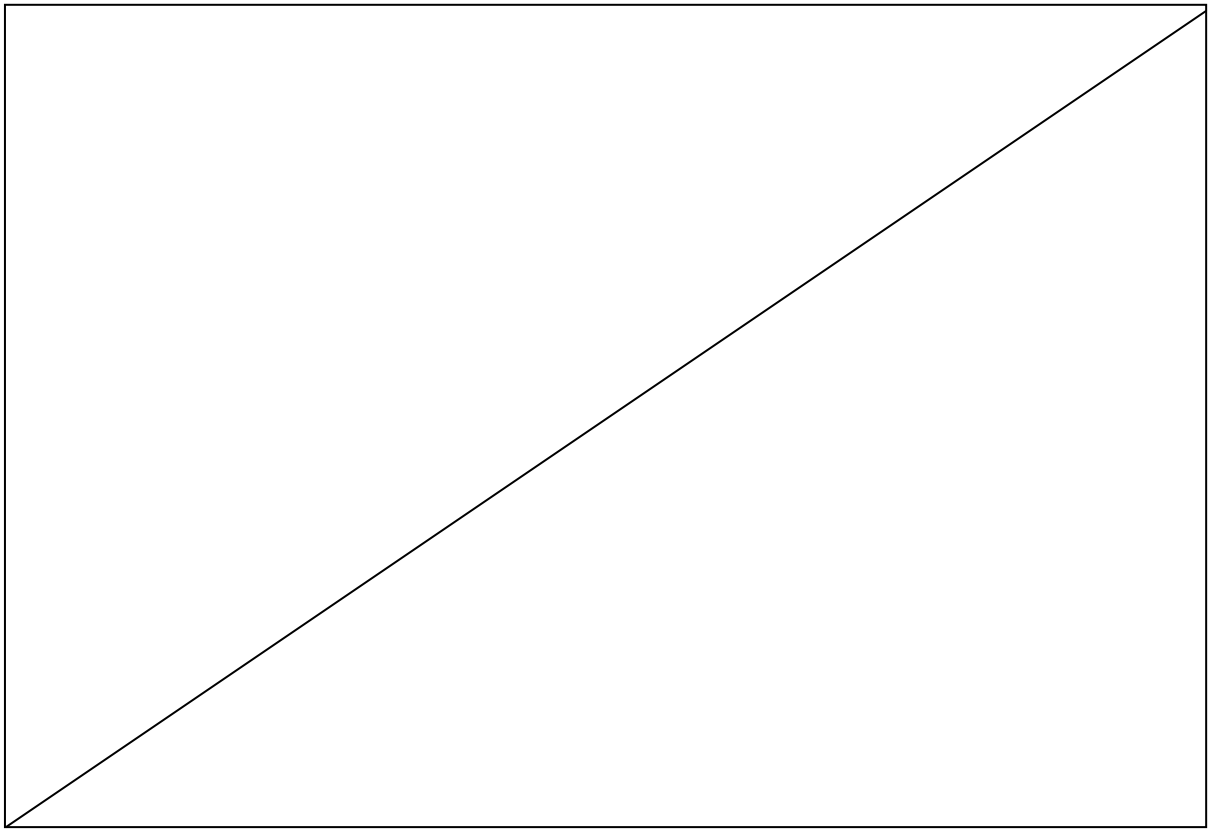
La SOCIETE acquittera tous les impôts et taxes habituellement à la charge des occupants.

Article 11. Compétence judiciaire

Les litiges auxquels pourrait donner lieu la présente convention ressortissent à la compétence du tribunal administratif de Strasbourg.

Article 12. Annexes

Sont annexées à la présente convention les plans de réalisation des travaux (annexe n° 1), la procuration au profit de XXXX (annexe n° 2), la liste de coordonnées et conditions d'accès au site (annexe n°) et les autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux (annexe n°).



Fait à Strasbourg, le

Convention établie sur huit pages et six annexes,
En trois exemplaires originaux

Pour la COLLECTIVITE

Pour la SOCIETE

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

16

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Soutien pour rénovation/extension dans les locaux de l'association Strasbourg Sud Handball au parc du Kurgarten.

L'association Strasbourg Sud Handball avec ses installations, dont un club-house, est implantée au cœur du Parc du Kurgarten dans le quartier de Neudorf.

Fréquemment, les usagers du parc du Kurgarten utilisent les toilettes du club-house dans la mesure où il n'existe pas de toilettes publiques dans le parc.

L'association Strasbourg Sud Handball étant amenée à rénover et à mettre aux normes ces toilettes, il est proposé de participer au financement de ces travaux à hauteur de 4 000 €, en contrepartie d'un libre accès aux visiteurs du parc.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement d'une subvention au profit de l'association de Strasbourg Sud Handball à hauteur de 4 000 €, correspondant à une participation à la rénovation et à la mise aux normes des toilettes du club-house, moyennant, en contrepartie, l'accès libre à ces installations pour les visiteurs du Parc du Kurgarten ;

approuve

l'imputation de la dépense sur les crédits disponibles, programme 7024, chapitre 204.21.

autorise

le Maire ou son représentant à signer la convention relative à cette subvention.

Adopté le 30 septembre 2013

par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

17

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Acquisition d'un terrain à Strasbourg-Robertsau.

La Ville de Strasbourg a récemment acquis un ensemble de terrains agricoles situé à Strasbourg-Robertsau, directement au nord et à l'est du Château de Pourtalès.
Cette acquisition a notamment été réalisée afin de favoriser l'implantation de jeunes agriculteurs.

A cet effet, ces derniers doivent pouvoir disposer d'une surface exploitable d'un seul tenant.

Dans cette optique, Mme Elisabeth FUCHS a accepté de vendre à la Ville une parcelle lui appartenant d'une surface de 19,58 ares formant une enclave dans les terrains municipaux précités.

Ce terrain est classé en zone NC1 agricole au Plan d'Occupation des Sols de Strasbourg.

Le prix de 533 € l'are, soit le montant total de 10 436,14 € hors taxes et frais, proposé par la Ville eu égard au susdit classement et pour des terrains de même nature, a été accepté par la venderesse.

Le montant de cette acquisition étant inférieur à 75 000 €, l'avis de France Domaines n'a pas été requis conformément à l'arrêté ministériel du 17 décembre 2001.

Aussi, il est proposé au Conseil municipal d'approuver cette acquisition.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'acquisition, afin de pouvoir disposer d'un ensemble immobilier d'un seul tenant en vue de favoriser l'implantation de jeunes agriculteurs, de la parcelle cadastrée :

banlieue de Strasbourg-Robertsau
lieudit : Glaserswoerth
section CX n° 33 de 19,58 ares,
appartenant à Mme Elisabeth FUCHS
pour le prix de 533 € l'are, soit pour le prix total de 10 436,14 € hors taxes et frais ;

décide

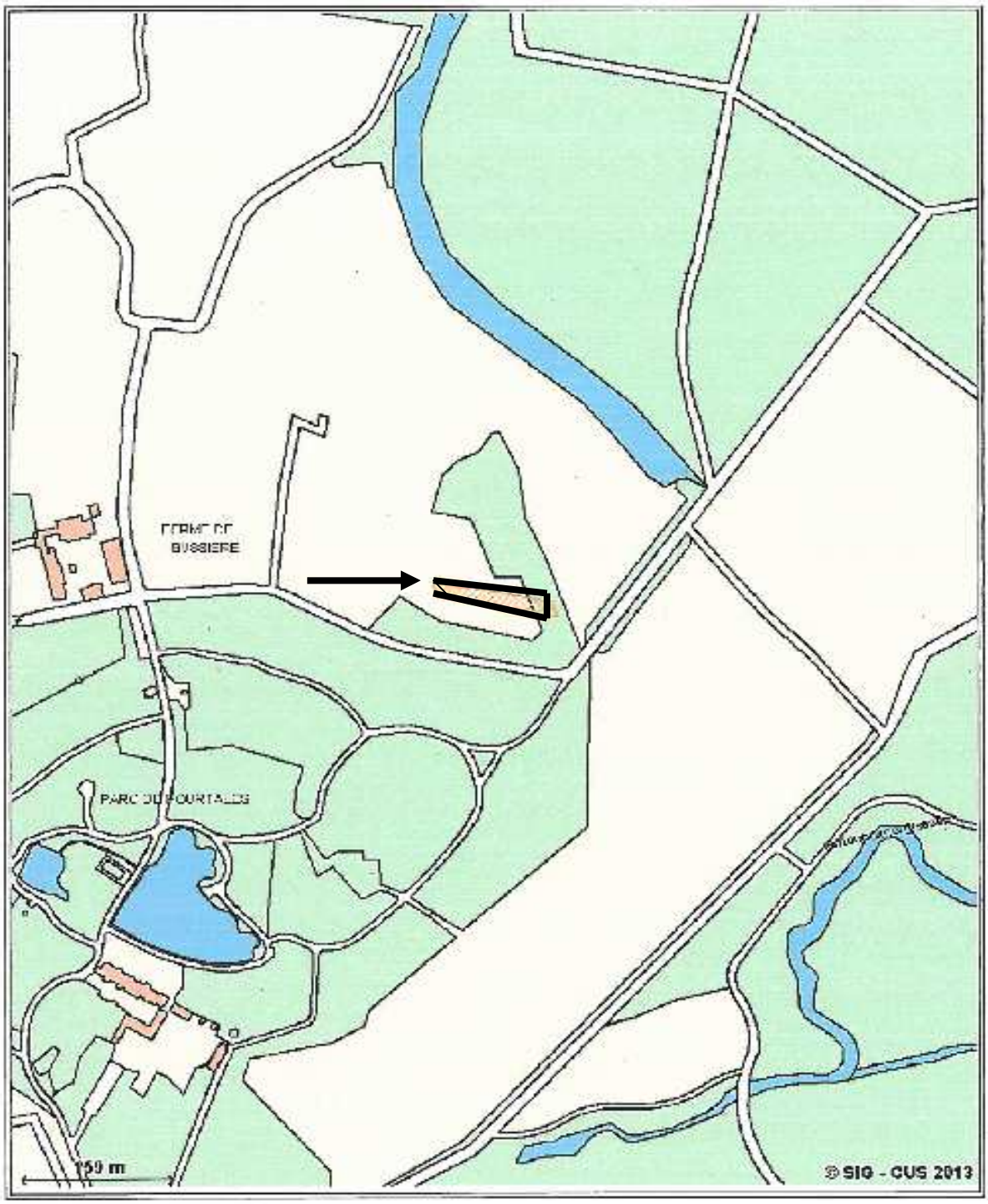
l'imputation de la dépense de 10 436,14 € au budget 2013 : AD03, fonction 824, nature 2111, programme 785 ;

autorise

le Maire ou son représentant à signer l'acte de vente à intervenir, ainsi que tout acte ou document concourant à la bonne exécution des présentes.

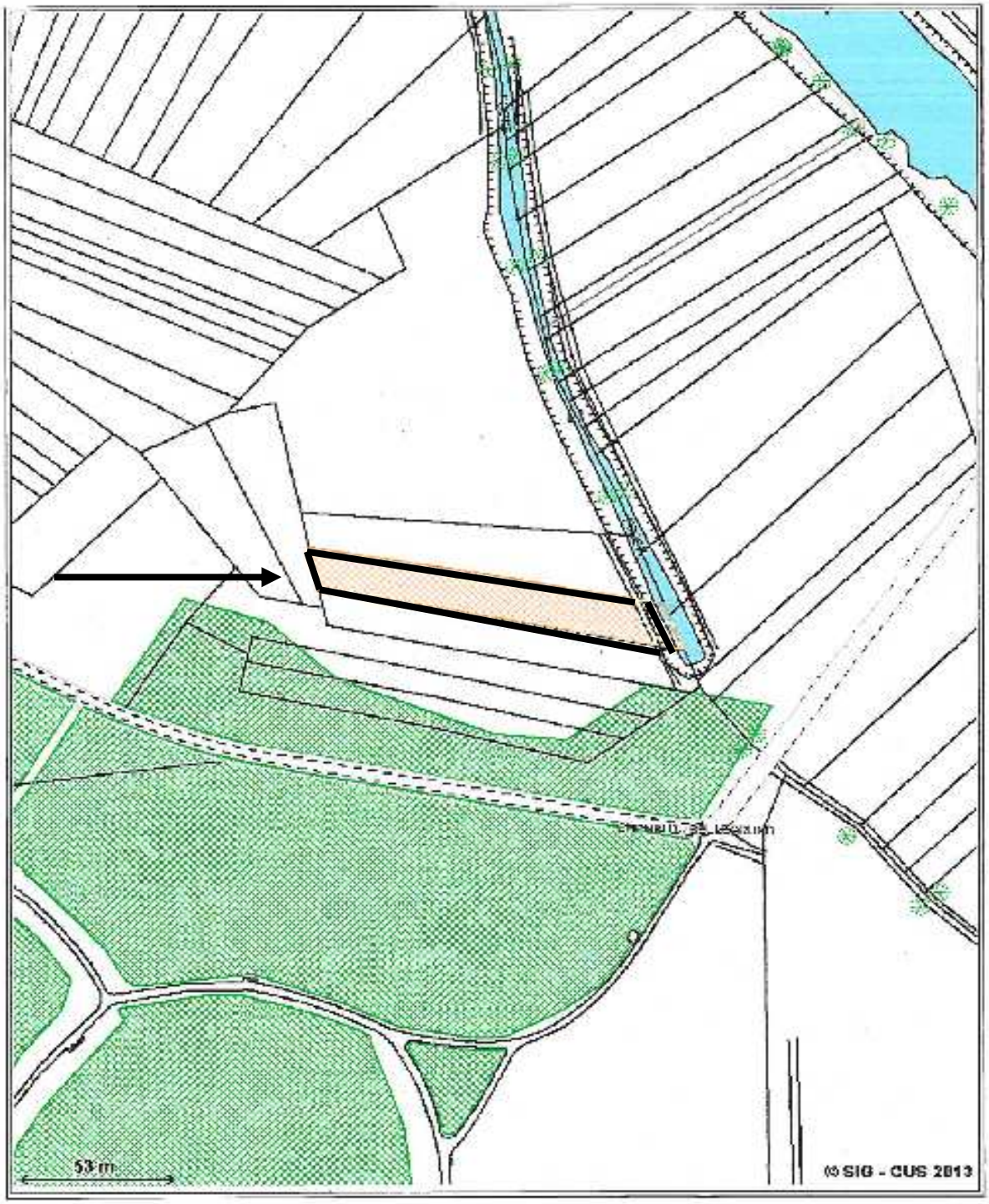
Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013



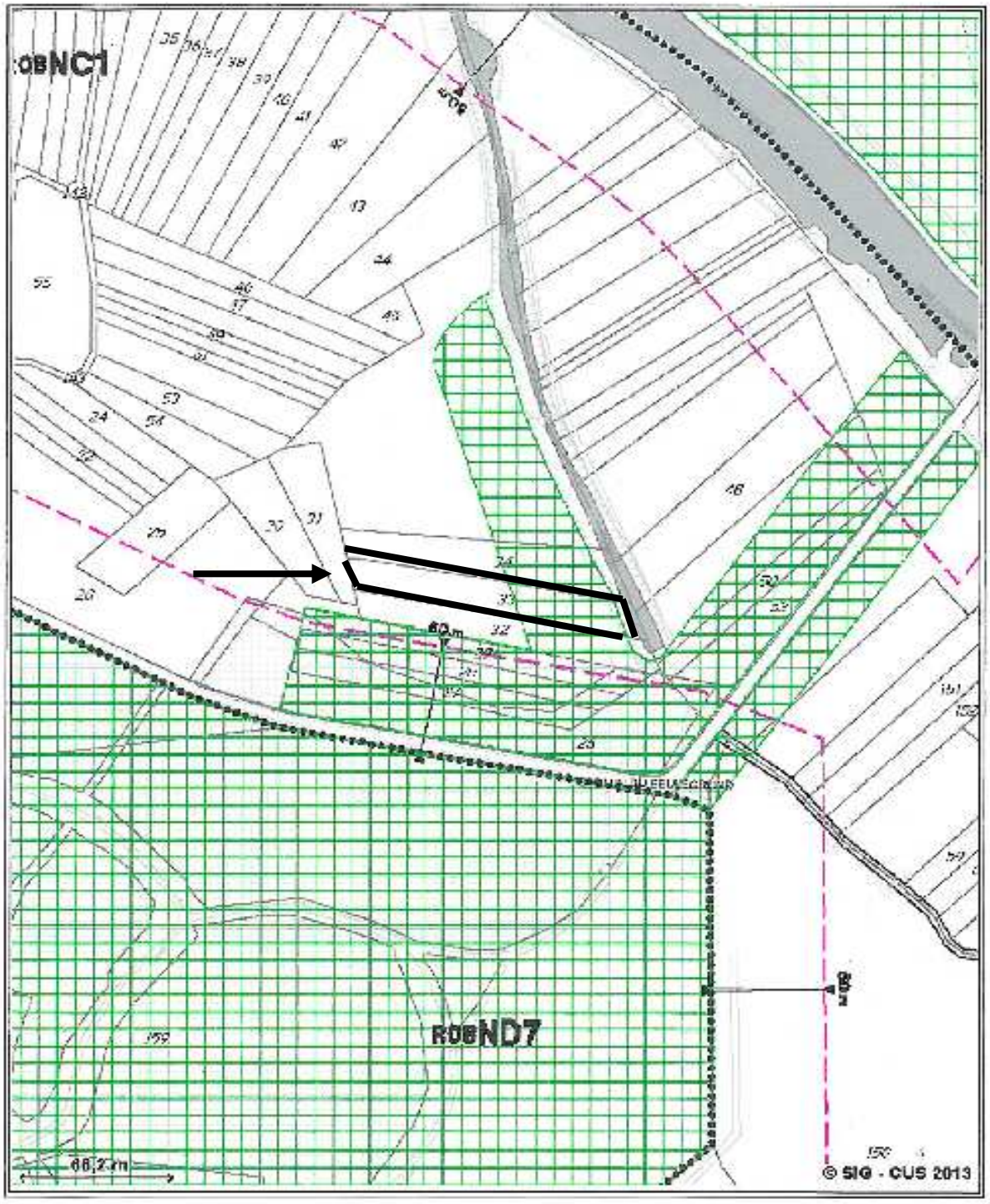
Acquisition par la Ville de Strasbourg auprès de Mme Elisabeth FUCHS d'un terrain agricole à Strasbourg-Robertsau.

Plan de localisation



Acquisition par la Ville de Strasbourg auprès de Mme Elisabeth FUCHS d'un terrain agricole à Strasbourg-Robertsau.

Plan parcellaire.



Acquisition par la Ville de Strasbourg auprès de Mme Elisabeth FUCHS d'un terrain agricole à Strasbourg-Robertsau.

Plan P.O.S.

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

18

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Ilot Jeanne d'Arc Nord au Port du Rhin à Strasbourg : vente d'un terrain à Habitation Moderne pour la réalisation d'une opération d'environ 150 logements - Délibération modificative de la délibération du 17 décembre 2012.

Par délibération du 17 décembre 2012, le Conseil Municipal a approuvé la vente à Habitation Moderne de terrains nécessaires à la réalisation d'une opération immobilière mixte composée de logements en accession privée et en locatif social. Habitation Moderne se chargera de réaliser le programme en locatif social et s'associera à des promoteurs pour la réalisation des immeubles destinés à la promotion privée.

Cette délibération prévoyait la prise en charge par la collectivité d'une partie des coûts de dépollution via la mise en œuvre d'un séquestre. La somme séquestrée correspondait à la part des coûts de dépollution estimés et pris en charge par la collectivité. Le montant de ce séquestre n'était cependant débloqué et versé à l'acquéreur qu'après production des justificatifs des coûts réels de dépollution c'est-à-dire après exécution des travaux.

Le problème du traitement comptable de ces cessions immobilières avec mise sous séquestre des sommes correspondant aux frais de dépollution a été soulevé par la recette des finances.

La présente délibération a donc pour but :
- de modifier les prix de vente des terrains, en les diminuant des montants liés à la dépollution, faisant ainsi apparaitre les sommes réellement encaissées par la Ville de Strasbourg,
- de donner un avis sur le projet de transaction de la Communauté urbaine de Strasbourg dans le cadre de cette même opération immobilière.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
vu la délibération du Conseil municipal du 17 décembre 2012
vu l'avis de France Domaine
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la vente au profit de la SAEML Habitation Moderne ou toute autre personne physique ou morale qu'il lui plaira de se substituer à titre gratuit, des parcelles propriété de la Ville de Strasbourg cadastrées ci-après :

Commune de Strasbourg-Port du Rhin
Lieu dit : Avenue de l'Europe
Section HX n° 265/9 de 7.08 ares
Section HX n° 267/9 de 13.56 ares

Lieu dit : 5, avenue du Pont de l'Europe
Section HX n° 270/8 de 17.05 ares
Section HX n° 271/8 de 0.01 are

Lieu dit : 2, avenue du Pont de l'Europe
Section HX n° 273/8 de 0.54 are

Lieu dit : Avenue du Pont de l'Europe
Section HX n° 277/9 de 0.09 are

Soit un total de 38.33 ares, moyennant le prix de 924 497 HT, TVA éventuelle en sus.

L'acquéreur prendra les biens en l'état, sans garantie de la Ville de Strasbourg, notamment au niveau de l'état du sol et du sous-sol, dans la mesure où, d'une part, Habitation Moderne a pu mener toutes les investigations qu'elle jugeait nécessaire et utile, et, d'autre part le prix de vente susvisé tient compte d'une réfaction à hauteur d'un montant forfaitaire de 428 798 € HT correspondant à 50 % du coût de décontamination, traitement et/ou évacuation des terres requis dans le cadre du projet envisagé par Habitation Moderne. L'acquéreur renonce à tout recours à ce titre ;

L'acte de vente précisera également les obligations de Habitation Moderne au titre de :

1. la pollution des sols :

Préalablement au démarrage des travaux, Habitation Moderne présentera à la Ville de Strasbourg sa stratégie de terrassement et de surveillance environnementale des travaux. Postérieurement aux travaux, Habitation Moderne transmettra à la collectivité :

1. *les rapports établissant la conformité des aménagements et constructions réalisées vis-à-vis des mesures de gestion de la pollution annoncées (attestation de conformité, constat de bonne mise en œuvre des éventuelles restrictions d'usage, bilan de la gestion des terres, analyse de risques résiduels…),*
2. *les contrôles et surveillances nécessaires à l'établissement d'un bilan quadriennal éventuellement nécessaire.*

La pérennité des différentes éventuelles restrictions d'usage devra être assurée par leur reprise littérale en temps que partie intégrante de l'acte de vente des terrains, ainsi que par l'obligation expresse de faire figurer dans tous les actes de revente les restrictions d'usage

et l'engagement des pétitionnaires, de leurs ayants droit ou ayants cause de s'y soumettre. Il est également nécessaire d'obtenir les garanties que ces restrictions seront littéralement reportées dans tous les règlements de copropriété à intervenir sur les immeubles édifiés sur les parcelles objet des présents permis de construire.

2. la certification et les labels des bâtiments

Habitation Moderne s'engage à obtenir ou faire obtenir les labels et certification suivants :

- *bâtiments destinés à la promotion privée : label BBC RT 2005 ;*
- *bâtiments destinés au locatif social : label BBC RT 2005 et Certification Habitat et Environnement Performance délivrés par CERQUAL.*

L'acte de vente à intervenir devra être assorti des conditions particulières suivantes :

1. *interdiction de revendre les terrains nus sans accord préalable de la Ville de Strasbourg pendant une durée de 5 ans à compter de la signature de l'acte authentique de vente ; garantie par une restriction au droit de disposer qui sera inscrite au Livre Foncier ;*
2. *conclusion d'une convention d'insertion professionnelle à intervenir de manière concomitante à la signature de l'acte de vente, dont le quota d'heures ne pourra pas être inférieur à 5 % des heures travaillées totale ;*
3. *obligation pour le groupement de fournir au plus tard à la signature de l'acte authentique de vente, les contrats de réservation portant sur les logements aidés ;*

autorise

Habitation Moderne ou toute autre personne physique ou morale qu'il leur plaira de se substituer :

- *à exécuter les travaux objets de la demande de permis de construire à intervenir dans le cadre du projet objet de la présente délibération,*
- *à effectuer tous sondages complémentaires sur les parcelles destinées à leur être cédées, permettant de vérifier la nature du sol,*
- *à implanter tous panneaux et/ou bureaux de vente sur les parcelles destinées à leur être cédées en vue de la commercialisation de l'opération immobilière ;*

décide

l'imputation de la recette de 924 497 € HT, TVA éventuelle en sus, sur la ligne 824 CRB AD07 / AP 0157 / Programme 968 ;

autorise

le Maire ou son représentant à signer tous protocoles et promesses de vente, les actes de vente à intervenir et tous actes complémentaires ou conventions concourant à la bonne exécution du projet ;

donne un avis favorable conformément à
l'article L 5211-57 du Code Général des Collectivités Territoriales

à la vente au profit de la SAEML Habitation Moderne ou toute autre personne physique ou morale qu'il lui plaira de se substituer à titre gratuit, des parcelles propriété de la Communauté urbaine de Strasbourg cadastrées ci-après :

Commune de Strasbourg-Port du Rhin
Lieu dit : Route du Rhin
Section HX n° 256/6 de 2.93 ares

Lieu dit : Avenue de l'Europe
Section HX n° 258/50 de 0.23 are
Section HX n° 259/50 de 0.09 are

Lieu dit : 1 avenue du pont de l'Europe
Section HX n° 261/50 de 0.46 are

Lieu dit : rue du Rhin Napoléon
Section HX n° 263/49 de 0.42 are

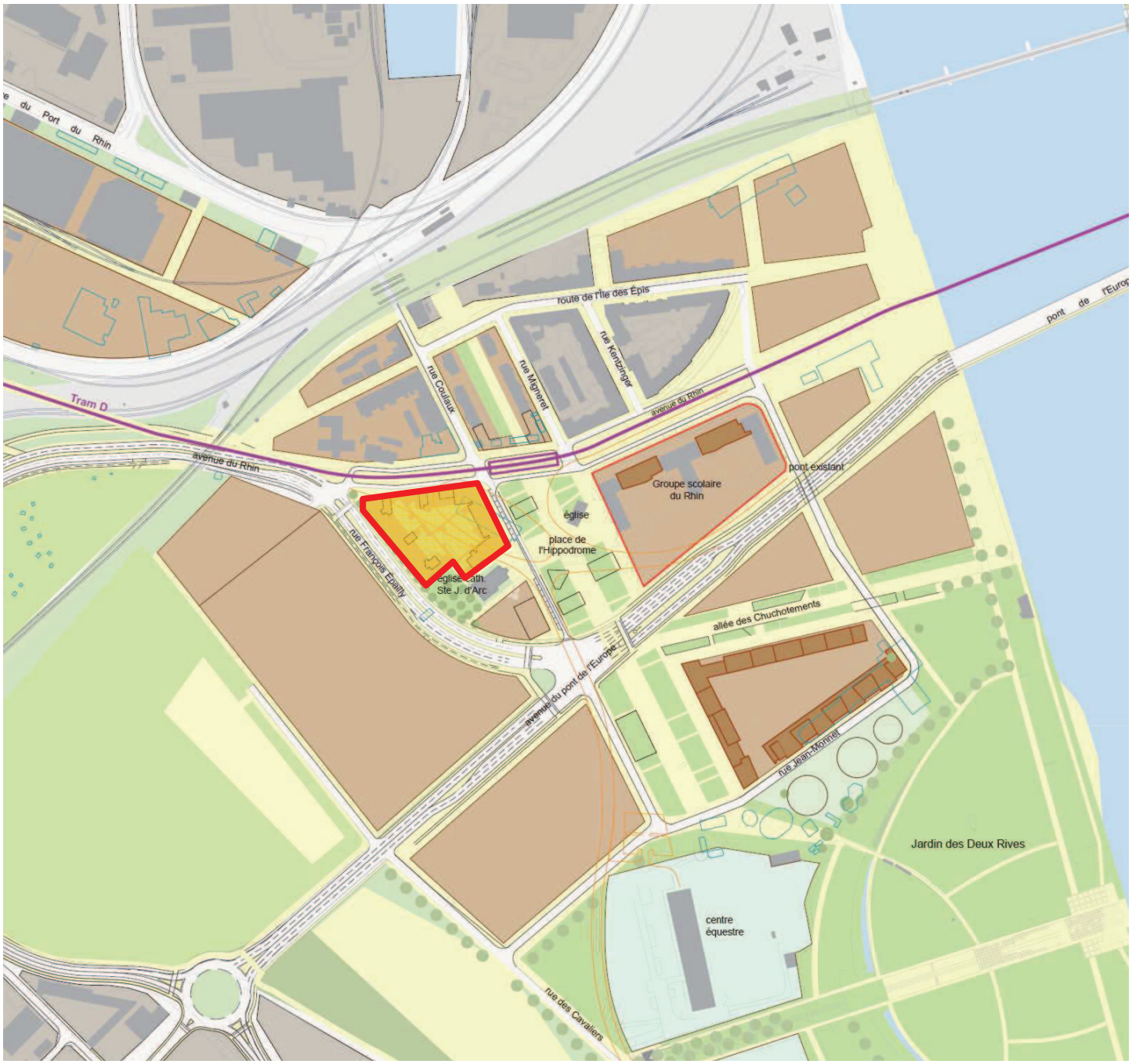
Soit un total de 4.13 ares, moyennant le prix de 99 613 HT, TVA éventuelle en sus.

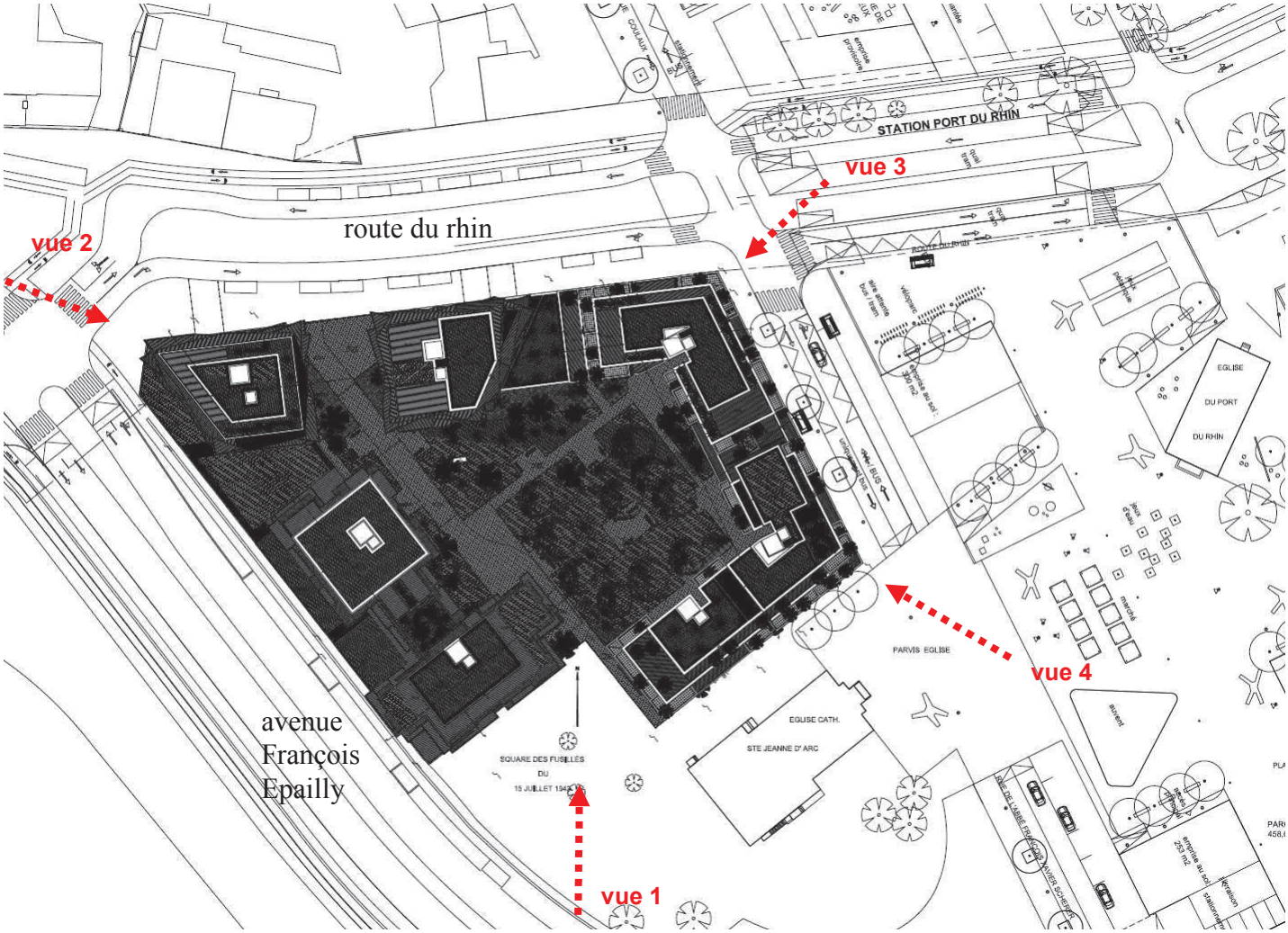
L'acquéreur prendra les biens en l'état, sans garantie de la Communauté urbaine de Strasbourg, notamment au niveau de l'état du sol et du sous-sol, dans la mesure où, d'une part, Habitation Moderne a pu mener toutes les investigations qu'elle jugeait nécessaire et utile, et, d'autre part le prix de vente susvisé tient compte d'une réfaction à hauteur d'un montant forfaitaire de 46 202 € HT correspondant à 50 % du coût de décontamination, traitement et/ou évacuation des terres requis dans le cadre du projet envisagé par Habitation Moderne. L'acquéreur renonce à tout recours à ce titre.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

ANNEXE N°1 : localisation et plan de masse
Projet de construction de 150 logements au Port du Rhin







vue 1



vue 2



vue 3



vue 4

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ville
STRASBOURG
21 SEP. 2012
Courrier - RK

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE ET DU DEPARTEMENT DU BAS RHIN

CONTRÔLE DES OPERATIONS IMMOBILIERES

France Domaine

Département du Domaine
10, avenue Pierre Mendès France
CS 10007
67305 SCHILTIGHEIM CEDEX

Pour nous joindre
Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 13
Télécopie : 03. 88. 10. 35. 01
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr

AVIS DU DOMAINE
(valeur vénale)

(code du Domaine de l'Etat, art R4 ou décret n° 86-455 du 14.03.86 modifié
Loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001)

N° **2012/1133**
Enquêteur : Patrick GOGUELY
Cession amiable

1. **Service consultant :** Ville de Strasbourg – Affaire suivie par **Mme Mélissande KRETZ.**
2. **Date de la consultation :** 26/07/2012 reçue le 01/08/2012. Délai de traitement reporté au 30/09/2012 sur demande du service formulée par mail du 13/08/2012.
3. **Opération soumise au contrôle :** cession au profit d'Habitation Moderne en vue de la réalisation d'un projet immobilier mixte.
4. **Propriétaire présumé :** Ville de Strasbourg
5. **Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :**

Commune de STRASBOURG – NEUDORF

Désignation cadastrale

Section	N°	Lieudit	Superficie (en are)	Superficie de l'ilot à évaluer
HX	**150**	Sporeninsel Nord	18,69	42,41
HX	**226**	avenue du Pont de l'Europe	34,5	
HX	**227**	2, avenue Pont de l'Europe	1,18	
HX	**239**	Sporeninsel Nord	18,07	
HX	**170**	Sporeninsel Nord	85,45	

Descriptif Sommaire

Ilot de 42,41 ares (d'après les documents fournis par le consultant) situé dans le quartier du Port du RHIN, constitué d'anciennes emprises de voirie et de leurs abords herbacées, déclassées du domaine public de la ville de Strasbourg par délibération du 02/07/2012.

VILLE et COMMUNAUTE URBAINE DE STRASBOURG
Service de la Politique Foncière et Immobilière
1, parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG cedex

6. Urbanisme - Situation au plan d'aménagement - Zone de plan - C.O.S. - Servitudes - Etat du sous-sol - Eléments particuliers de plus-value et de moins-value - Voies et réseaux divers :

Au POS en vigueur de STRASBOURG, les terrains sont situés en zone **UB1** (hauteur maximale des constructions : **20 mètres**).

Les terrains considérés reçoivent la qualification de TAB au sens de l'article L 13-15–II du code de l'expropriation.

La surface plancher (murs extérieurs non pris en compte) projetée sur cet îlot d'emprises publique serait de 8 366 m².

6. Etat locatif : /

DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE ACTUELLE :

Compte tenu des caractéristiques propres de l'îlot à évaluer, ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, sa valeur vénale actuelle est fixée à 2 460 000 € HT.

Nota :

La présente évaluation est donnée pour des terrains estimés nus, libres et dépollués.

12. Observations particulières

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Elle est donnée pour une durée maximale d'un an.

A Schiltigheim, le 13/09/2012

Pour le Directeur Régional des Finances Publiques d'Alsace et du département du Bas-Rhin.

Michel CERVANTÈS
Adjoint
Département du Domaine

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

19

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

MALRAUX - Déclassement d'emprises sur la Presqu'île et vente à la SERS des terrains nécessaires à la réalisation du projet dit des 'Black Swans' d'Anne Demians - Avis du Conseil municipal - Art. L 5211-57 du CGCT.

1. Déclassement d'emprises

Dans les années 1990 la Ville et la Communauté urbaine de Strasbourg ont développé un grand projet urbain visant à reconquérir près de 250 hectares de friches portuaires le long de la route du Rhin en vue d'une part de constituer une agglomération transfrontalière autour du Rhin et d'autre part de rapprocher le quartier du Neudorf du centre ville.

L'urbanisation de ce territoire s'est engagée en 1998 dans le secteur du Môle Austerlitz avec la construction du complexe cinématographique UGC Ciné-Cité. Elle s'est poursuivie à partir de 2004 avec la construction de la Cité de la Musique et de la Danse, de la Bibliothèque-médiathèque communautaire André Malraux et enfin de l'opération immobilière Rivétoile.

Ces projets ont été accompagnés d'une démarche de recomposition des espaces publics notamment par la réalisation de passerelles visant à en améliorer l'accès depuis les quartiers de la Bourse et du centre Ville.

Le secteur du bassin d'Austerlitz englobe la presqu'île André Malraux et ses espaces périphériques, la rue du Bassin d'Austerlitz, la place Winston Churchill et le quai Jeanne Helbling.

Les enjeux de ce secteur sont multiples. Sa forte identité et sa localisation au cœur de l'agglomération strasbourgeoise, à la jonction du campus universitaire et du quartier du Neudorf, le prédisposent à se positionner comme l'un des maillons de l'axe de développement Strasbourg-Kehl.

L'utilisation d'emprises relevant initialement du domaine public, pour répondre ainsi à un objectif public de transformation et de développement urbain du secteur, a rendu nécessaire le déclassement préalable de celles-ci.
Les projets de déclassement concernaient les emprises suivantes :
- une partie de la rue du Bassin d'Austerlitz,
- une partie de la place Winston Churchill,
- une partie de l'emprise située à l'extrémité du bassin d'Austerlitz.

Ces projets de déclassement ont été soumis à enquête publique du 22 mai au 8 juin 2013 inclus. Le commissaire-enquêteur a émis un avis favorable au projet soumis à enquête.

L'emprise correspondant à la phase 1 du plan d'enquête publique a été désaffectée et déclassée par délibération du Conseil communautaire du 12 juillet 2013.

A présent, au vu de l'avancement des projets, il y a lieu de déclasser l'emprise correspondant à la phase 2 du plan d'enquête publique.

Le Conseil est invité à donner un avis favorable à la désaffectation et au déclassement par la Conseil communautaire des emprises de la deuxième phase de l'aménagement urbain projeté sur le site de la Place Winston Churchill.

2. Vente à la SERS

Au cœur de l'axe Heyritz-Kehl, le site Malraux développe l'ambition d'un quartier mixte entre logements, bureaux, activités, résidences étudiantes, hôtel et espaces culturels.

En juillet 2009, la SERS (Société d'Equipement de la Région de Strasbourg) a lancé une consultation d'investisseurs / exploitants pour l'aménagement de la partie Est du bassin d'Austerlitz et de la presqu'île André Malraux. ICADE PROMOTION a été désigné lauréat de cette consultation en fin d'année 2010.

Plusieurs programmes en cours de réalisation poursuivent aujourd'hui les objectifs fixés :
- la reconversion de l'entrepôt Seegmuller (lot 2) par Icade est en cours de réalisation et accueillera à partir du printemps 2014 des commerces, du logement et un pôle culturel,
- les espaces publics feront quant à eux l'objet d'un réaménagement qui débutera dès la rentrée 2013,
- Enfin la délibération de juillet 2013 a entériné la désaffectation et le déclassement d'une partie des parcelles composant le lot 3, destiné à accueillir le nouveau siège de l'antenne du Bas-Rhin du CNFPT et de l'INET et le projet des 3 Black Swans dessiné par Anne Demians et porté par ICADE.

La SERS maitrisant d'ores et déjà une partie de l'emprise des trois tours, il est proposé au conseil d'entériner la vente à son profit de la partie des terrains propriété de la CUS nécessaire à la concrétisation du projet des trois Black Swans.

Projet architectural

Le projet architectural final comprendra la réalisation de trois tours, A, B et C, d'une hauteur maximale conforme au POS en vigueur. Selon les négociations arrêtées entre la SERS et ICADE, porteur final du projet, les tours A et B développeront une surface plancher globale d'environ 20 010 m², tandis que la tour C développera une surface plancher d'environ 7 350 m². La programmation envisagée sera mixte, composée de logements, de commerces, de bureaux, d'un hôtel,…
Un parking souterrain d'environ 180 places sera par ailleurs créé sous les tours A et B, devant répondre aux besoins réglementaires des trois tours.

Gestion raisonnée des terres

Les travaux sur la Presqu'île Malraux impliqueront une période de co-activité entre les chantiers de la collectivité et du sous-acquéreur de la SERS. Afin d'optimiser la gestion des terres sur site pendant cette période de co-activité, l'acquéreur final excavera des terres pour les besoins de la réalisation de son parking souterrain.

La part de ces terres compatibles avec le remblaiement du bassin, élément de programme de l'avant projet des espaces publics Malraux validé par délibération du Conseil de Communauté du 12 juillet 2013, sera directement réutilisée sur site par la CUS en comblement du bassin Austerlitz, en partie Est, pour accueillir la nouvelle place Winston Churchill.

Vente

Les terrains d'emprise des 3 tours, situés en zone UB 48 au POS de la Ville de Strasbourg, ont fait l'objet d'une évaluation par les services fiscaux rendue sous n° 2013 / 413 - 414 en date du 19 avril 2013 :

- le terrain d'emprise des tours A et B (cf emprise 1 de l'annexe 1), formant une unité foncière évaluée à environ 32.23 ares avant arpentage, a fait l'objet d'une évaluation au prix 3 385 000 HT,
- le terrain d'emprise de la tour C (cf emprise 2 de l'annexe 1), d'une surface totale évaluée à environ 14,77 ares avant arpentage, a quant à lui été évalué au prix de 1 550 000 € HT.

Ces valeurs sont données sans tenir compte des frais de dépollution des sols.

Au regard de cet avis, il est proposé de vendre à la SERS :

- pour la réalisation des projets de tours A et B une emprise arpentée de 35,42 ares (qui sera complétée pour les besoins de l'opération par le foncier déjà propriété de la SERS),
- pour la réalisation du projet de la tour C une emprise arpentée de 15.96 ares.

Ces emprises seront vendues au prix total de 4 942 000 € HT, TVA éventuelle en sus au taux légal en vigueur.

Cette vente se fera par ailleurs aux conditions suivantes :

- un acompte de 5% du prix de vente HT des terrains sera versé à la CUS à la signature de la promesse de vente. En cas de non réalisation de la vente définitive en raison d'une défaillance de la SERS, cet acompte restera acquis à la CUS. En cas de réalisation de la vente, il s'imputera purement et simplement à due concurrence sur le prix ;
- les frais de notaire seront à la charge du vendeur ;
- la Communauté urbaine de Strasbourg prendra en charge la gestion des terres sur les terrains objet de la présente délibération, hors travaux de terrassement réalisés par le sous-acquéreur de la SERS pour les besoins de son opération de construction ;
- la Communauté urbaine de Strasbourg réalisera le dévoiement des réseaux situés dans les emprises cédées.

La promesse de vente qui sera signée préalablement à la vente elle-même sera consentie pour une durée devant expirer :

- le 31 octobre 2015 à 18h pour l'emprise 1,

- le 30 juin 2017 à 18 h pour l'emprise 2.

Conformément aux dispositions de l'article L5211-57 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal est appelé à donner son avis, préalablement au Conseil de Communauté, à la désaffectation et au déclassement par la Communauté urbaine de Strasbourg des emprises nécessaires à la réalisation de la seconde phase de l'aménagement urbain projeté sur le site de la Place Winston Churchill d'une part, et d'autre part sur les projets de transactions immobilières prévus par la Communauté urbaine de Strasbourg sur le territoire de la Ville de Strasbourg, tels que détaillés ci-dessus.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
vu l'avis de France Domaine
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
émet un avis favorable

- *à la désaffectation par la Communauté urbaine de Strasbourg, d'une partie de la rue du Bassin d'Austerlitz et d'une partie de la place Winston Churchill, correspondant à l'emprise de la phase 2 telle que détaillée au plan d'enquête publique joint à la présente délibération,*

- *à l'approbation par la Communauté urbaine de Strasbourg du déclassement du domaine public d'une partie de la rue du Bassin d'Austerlitz et d'une partie de la place Winston Churchill, correspondant à l'emprise de la phase 2 telle que détaillée au plan d'enquête publique joint à la présente délibération,*

- *à la signature d'une promesse synallagmatique de vente ainsi que de la vente au profit de la Société d'Aménagement et d'Equipement de la Région de Strasbourg – S.E.R.S, des parcelles suivantes, déclassées et cadastrées :*

Ville de Strasbourg
Lieu-dit : BSN DUSUZEAU
Section DK n° (2)/3 de 26.32 ares issue de la parcelle n° 99/3
Section DK n° (7)/3 de 0.16 are issue de la parcelle n° 105/3
Section DK n° (26)/3 de 2.11 ares issue de la parcelle n° 185/3

Lieu-dit : RUE DU BASSIN D AUSTERLITZ
Section DK n° (21)/3 de 6.58 ares issue de la parcelle n° 152/3
Section DK n° (24)/3 de 0.25 are issue de la parcelle n° 179/3

composant l'emprise 1 (cf plan ci-joint), d'une surface totale de 35.42 ares,

Lieu-dit : BASSIN D AUSTERLITZ
Section DK n° (8)/3 de 3.29 ares issue de la parcelle n° 118/3

Lieu-dit : RUE DU BASSIN D AUSTERLITZ
Section DK n° (19)/3 de 2.90 ares issue de la parcelle n° 152/3
Section DL n° (5)/1 de 2.67 ares issue de la parcelle n° 71/1
Section DL n° (2)/1 de 6.57 ares issue de la parcelle n° 1
Section DL n° (8)/1 de 0.06 are issue de la parcelle n° 101/1
Section DL n° (10)/1 de 0.13 are issue de la parcelle n° 102/1

Lieu-dit : RTE DU RHIN
Section DL n° (14)/1 de 0.28 are issue de la parcelle n° 136/1

composant l'emprise 2 (cf plan ci-joint), d'une surface totale de 15,96 ares.

La vente de ces terrains interviendra au prix total de 4 942 000 € HT, TVA éventuelle en sus au taux légal en vigueur.

La promesse de vente ainsi que la vente seront par ailleurs assorties des conditions particulières suivantes :

- *un acompte de 5% du prix HT de vente des terrains sera versé à la CUS à la signature de la promesse de vente. En cas de non réalisation de la vente définitive en raison d'une défaillance de la SERS, cet acompte restera acquis à la CUS. En cas de réalisation de la vente, il s'imputera purement et simplement à due concurrence sur le prix ;*

- *les frais de notaire seront à la charge du vendeur ;*

- *la Communauté urbaine de Strasbourg prendra en charge la gestion des terres sur les terrains objet de la présente délibération, hors travaux de terrassement réalisés par le sous-acquéreur de la SERS pour les besoins de son opération de construction ;*

- *la Communauté urbaine de Strasbourg réalisera le dévoiement des réseaux situés dans les emprises cédées.*

La promesse de vente qui sera signée préalablement à la vente elle-même sera consentie pour une durée devant expirer :

- *le 31 octobre 2015 à 18h pour l'emprise 1,*
- *le 30 juin 2017 à 18 h pour l'emprise 2.*

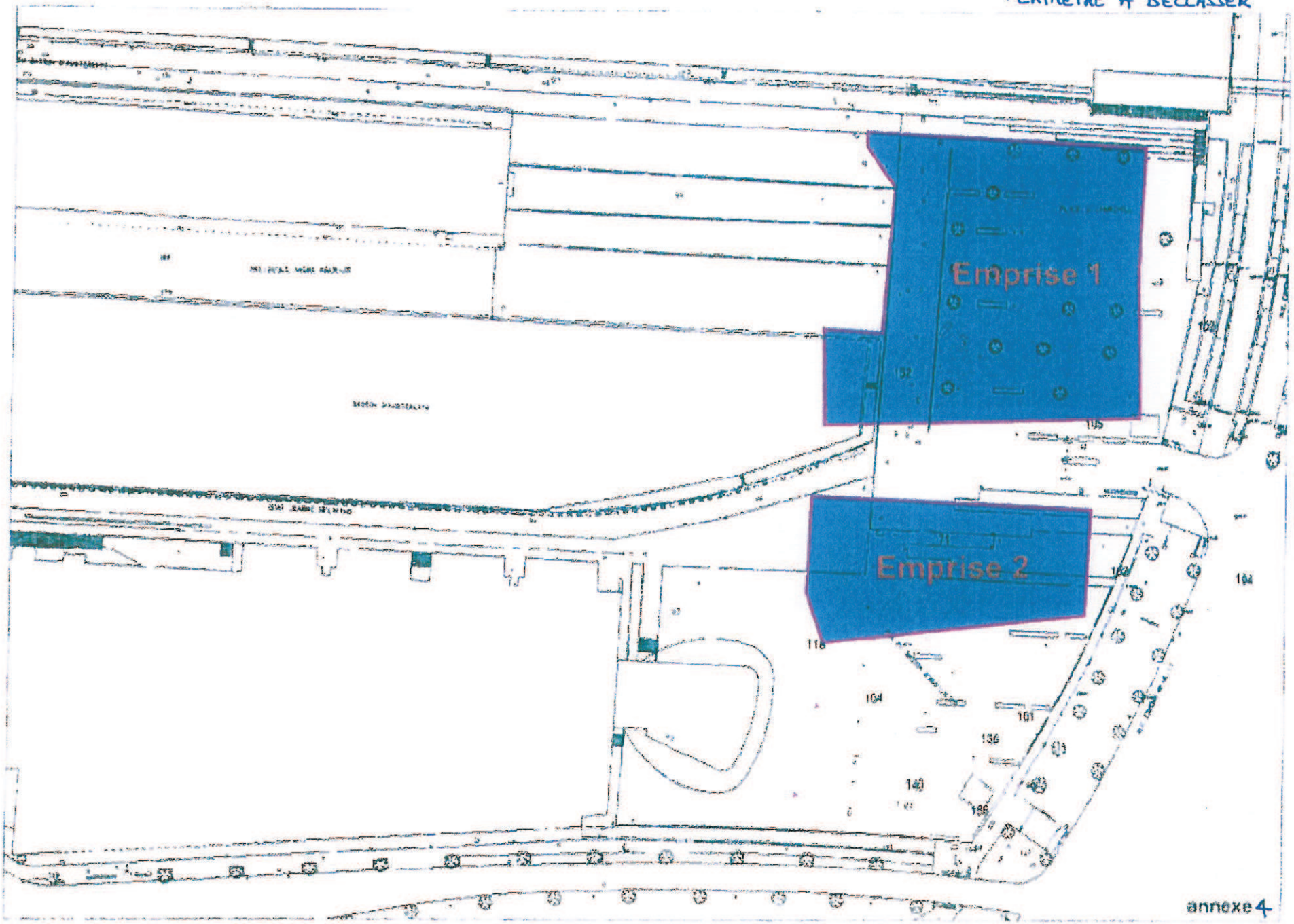
Cette promesse de vente fera l'objet le cas échéant d'une réitération par un premier acte de vente concernant l'emprise 1 puis un second acte de vente pour l'emprise 2.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

ANNEXE 4

PERIMETRE A DECLASSER



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE ET DU DEPARTEMENT DU BAS RHIN

CONTRÔLE DES OPERATIONS IMMOBILIERES

France Domaine

Département du Domaine
10, avenue Pierre Mendès France
CS 10007
67305 SCHILTIGHEIM CEDEX

AVIS DU DOMAINE
(valeur vénale)

(code du Domaine de l'Etat, art R4 ou décret n° 86-455 du 14.03.86 modifié
Loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001)

Pour nous joindre
Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 13
Télécopie : 03. 88. 10. 35. 01
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr

N°**2013/412-413-414**
Enquêteur : Patrick GOGUELY
Cession amiable

1. **Service consultant :** Communauté Urbaine de Strasbourg - Affaire suivie par **Mme Mélissande KRETZ.**
2. **Date de la consultation :** 18/03/2013 reçue le 21/03/2013. Renseignements complémentaires reçus par mail le 16/04/2013 (demande du service en date du 12/04/2013).
3. **Opération soumise au contrôle :** dans le cadre de l'aménagement du secteur Malraux, cession de trois emprises foncières.
4. **Propriétaire présumé :** Communauté Urbaine de Strasbourg.
5. **Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :**

Commune de STRASBOURG – NEUDORF

I. Terrain cédé à la SERS, revendu après aménagement à ICADE pour la réalisation des tours A et B (avis n° 2013/414).

Désignation cadastrale

Section	n°	Lieudit	Superficie de la parcelle (are)	Superficie cédée (are)
DK	179	Presqu'île Malraux	5,9	32,23
DK	185	Bassin d'Austerlitz	322,71	
DK	152	Place Winston Churchill	12,84	
DK	99	Place Winston Churchill	51,08	
DK	105	Place Winston Churchill	1,36	
TOTAL			**393,89**	**32,23**

Descriptif sommaire

Parcelles ou partie de parcelles formant une unité foncière d'environ 32.23 ares, de forme grossièrement rectangulaire, en nature d'espaces publics et voie de desserte privée goudronnée.

COMMUNAUTE URBAINE DE STRASBOURG
Service Politique immobilière et Foncière
1, parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG Cedex

II. Terrain cédé à ICADE en vue de la réalisation de la tour C : (avis n° 2013/413)

Désignation cadastrale

Section	n°	Lieudit	Superficie de la parcelle (are)	Superficie cédée (are)
DK	118	Bassin d'austerlitz	12,47	14,77
DK	152	Rue du Bassin d'Austerlitz	12,84	
DL	136	Route du Rhin	6,8	
DL	71	Rue du Bassin d'Austerlitz	2,96	
DL	1	Rue du Bassin d'Austerlitz	13,79	
DL	101	Rue du Bassin d'Austerlitz	0,7	
DL	102	Rue du Bassin d'Austerlitz	12,36	
TOTAL			**61,92**	**14,77**

Descriptif sommaire

Parcelles ou partie de parcelles formant une unité foncière d'environ 14.77 ares de forme trapézoïdale, en nature d'espaces publics végétalisés et de voie de desserte privée goudronnée.

III. Terrain cédé à INET (avis n° 2013/412)

Désignation cadastrale :

Section	n°	Lieudit	Superficie de la parcelle (are)	Superficie cédée (are)
DK	118	Bassin d'austerlitz	12,47	21,61
DK	119	Bassin d'austerlitz	36,26	
DK	104	Rue du Bassin d'Austerlitz	1,85	
DK	152	Rue du Bassin d'Austerlitz	12,84	
DK	141	Rte du Rhin	1,64	
DK	140	Route du Rhin	5,75	
DK	138	Route du Rhin	0,54	
DL	136	Route du Rhin	6,8	
DL	71	Rue du Bassin d'Austerlitz	2,96	
DL	1	Rue du Bassin d'Austerlitz	13,79	
DL	101	Rue du Bassin d'Austerlitz	0,7	
DL	102	Rue du Bassin d'Austerlitz	12,36	
TOTAL			**107,96**	**21,61**

Descriptif sommaire :

Parcelles ou parties de parcelles formant une unité foncière d'environ 21,61 ares en nature d'espaces publics partiellement végétalisés supportant les vestiges de l'escalier en pierres de l'ancien pont Winston Churchill.

6 . Urbanisme - Situation au plan d'aménagement - Zone de plan - C.O.S. - Servitudes - Etat du sous-sol - Eléments particuliers de plus-value et de moins-value - Voies et réseaux divers :

Au POS en vigueur de STRASBOURG, les parcelles sont situées en zone **NDF UB 48** autorisant « les constructions à usage d'habitation, de bureau, à caractère commercial, d'activités et de service ainsi que toutes les occupations et utilisations du sol qui ne sont pas expressément citées à l'article 2 ci dessous »
Hauteur maximale des constructions : **50 mètres**, emprise au sol maximale : **non réglementée.**
Aucun pourcentage minimum de terrain réservé à des aménagements paysagers.

Les terrains considérés reçoivent la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 13-15 § II du code l'expropriation (accès à une voie publique équipée des réseaux).

6. Etat locatif : /

DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE ACTUELLE :

Compte tenu de la situation, des caractéristiques physiques et urbanistiques des terrains à évaluer, ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale actuelle des emprises considérées peut être fixée comme suit :

- Terrain de 32.23 ares, cédé à la SERS (tours A et B) : 3 385 000 € HT
- Terrain de 14.77 ares, cédé à ICADE (tour C) : 1 550 000 € HT
- Terrain de 21,61 ares, cédé à INET : 2 270 000 € HT

Nota :

- Ces valeurs ont été déterminées à partir des superficies transmises par le consultant, sans tenir compte des frais éventuels liés à la dépollution des sols.

- Le prix de vente du terrain destiné à la réalisation des tours A et B pourra être minoré du coût des aménagements spécifiques pris en charge par la SERS. (socle réalisé pour l'assise des tours, rampe d'accès, rattrapage de voirie....).

- A titre purement indicatif, vous trouverez ci-dessous, le prix moyen ramené au m² SHON des programmes réalisés sur le secteur (SHON moyenne de 7 500 m²).

- Immeuble de bureaux : 200 € HT
- Immeubles mixtes : 300 € HT
- Immeubles collectifs d'habitation : 320 € HT

8. Observations particulières

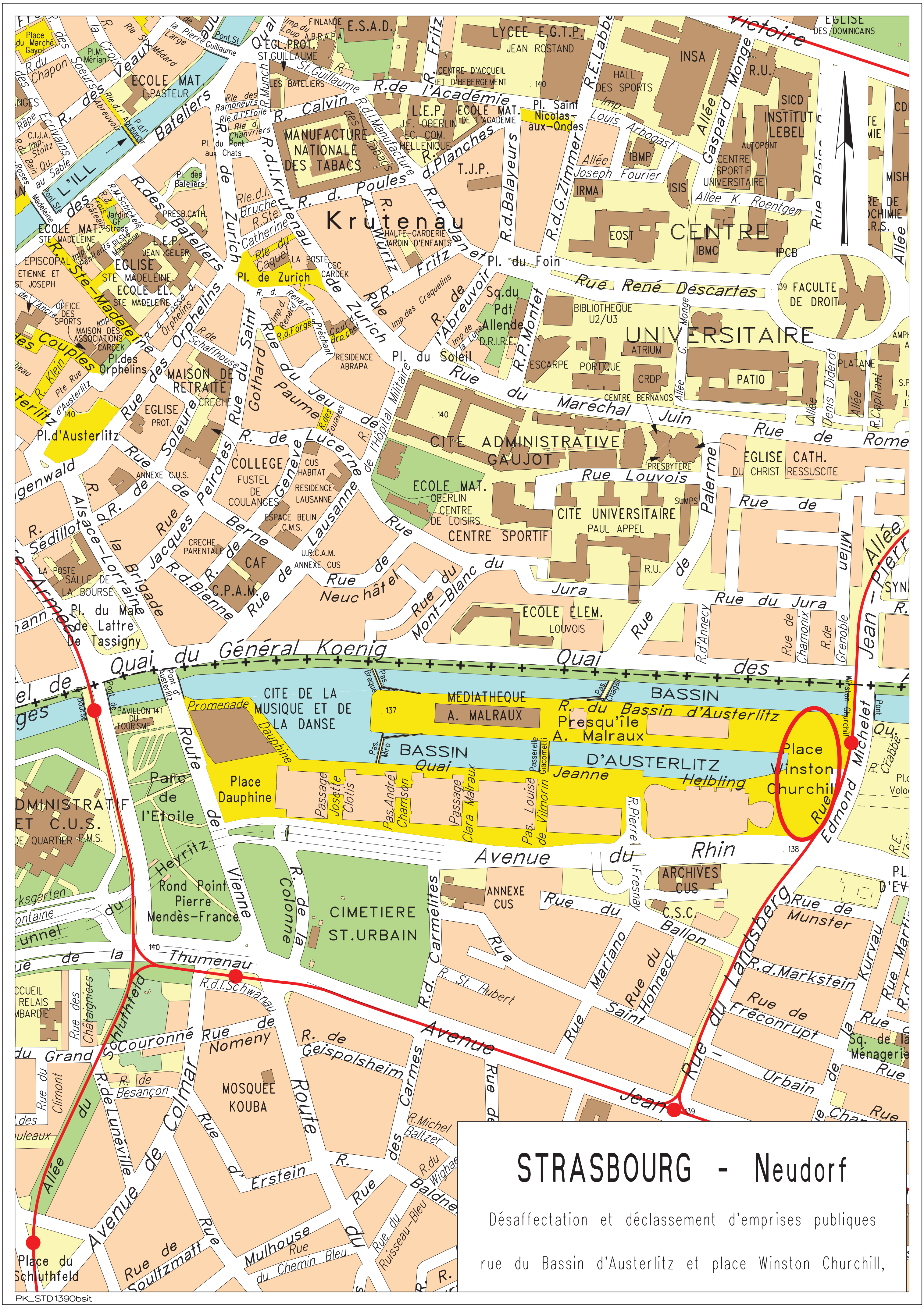
L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Elle est donnée pour une durée maximale d'un an.

A SCHILTIGHEIM, le 19/04/2013

Pour le Directeur Régional des Finances Publiques d'Alsace et du département du Bas-Rhin.

Pour le Directeur régional des Finances publiques,
par délégation,
L'Administratrice des Finances publiques adjointe
Responsable de la division Domaine

Thérèse LE GAL



STRASBOURG - Neudorf

Désaffectation et déclassement d'emprises publiques

rue du Bassin d'Austerlitz et place Winston Churchill,

PK_STD1390bsit

2ème PARTIE

CONCLUSION ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Comme indiqué dans la première partie du rapport le projet soumis à la présente enquête est la désaffection et le déclassement d'emprises publiques à STRASBOURG-NEUDORF dans le secteur de la rue du Bassin d'Austerlitz et de la place Winston Churchill.

Il s'agit :

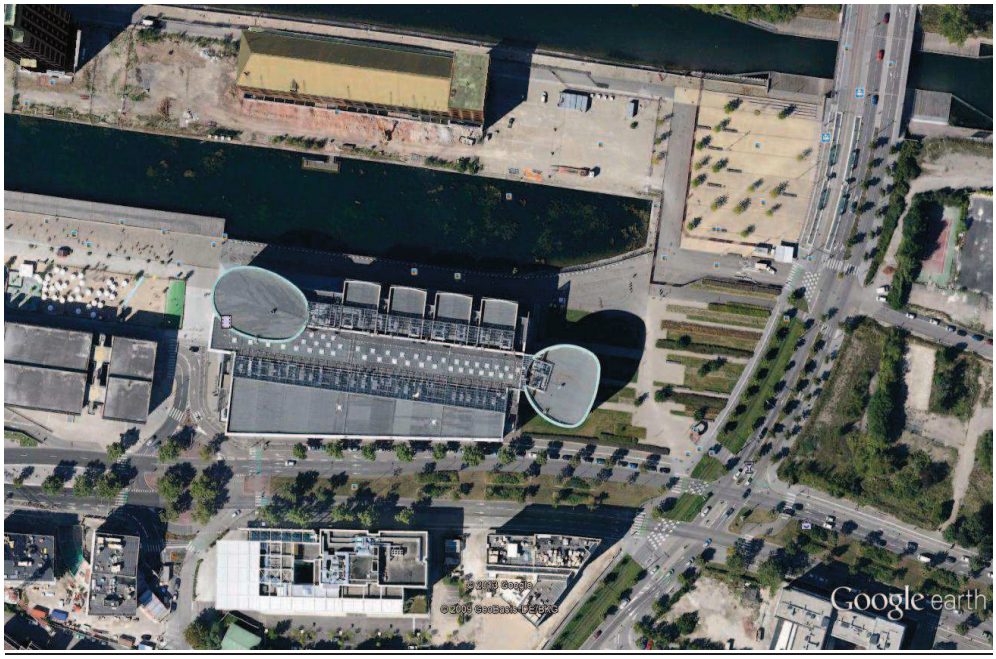
-d'une partie de la rue du Bassin d'Austerlitz,
-d'une partie de la place Winston Churchill,
-d'une partie de l'emprise située à l'extrémité du bassin d'Austerlitz.

Les dites emprises sont aujourd'hui affectées à un usage

-de rue (rue du Bassin d'Austerlitz),
-de parvis et/ou places publiques (place Winston Churchill),
-de bassin.

Il est relevé en outre, qu'une partie de la place Winston Churchill a été établie sur d'anciennes emprises de la rue du Bassin d'Austerlitz.

VUE AERIENNE DU SITE



Conclusion et avis du commissaire enquêteur

Etant donné que : le dossier du projet soumis à la présente enquête publique est élaboré avec un ensemble d'explications et d'orientations d'aménagement qui sont en grande partie mentionnées ci après. Dans un contexte de revalorisation et d'aménagement des emprises concernées elles reçoivent ma totale approbation.

- l'aménagement de cette friche urbaine portuaire était temporaire. Elle ne se justifie en effet plus à l'heure des réflexions sur la ville compacte (SCOTER), sur la limitation de l'étalement urbain (loi GRENELLE) et sur l'économie des déplacements. Accessible aux modes de transports doux, de part l'importance de sa zone piétonne, la présence immédiate des lignes C et E du tramway et un réseau de piste cyclable périphériques raccordées à la presqu'île André Malraux par trois passerelles piétons-cycle, le développement urbain de ce quartier s'inscrit au demeurant dans une perspective de développement durable.
- le projet de construction porté par des opérateurs privés concourt à l'objectif public de transformation et de développement urbain du secteur du bassin d'Austerlitz et de l'axe Strasbourg –Kehl, dénommé projet Deux Rives.
- la réalisation d'un nouvel ensemble immobilier dans ce secteur contribuera à l'émergence d'un nouveau centre d'agglomération et renforcera le pôle d'animation autour de Rivétoile.

- le projet permettra à ce territoire de devenir un lieu vivant, ouvert sur la Ville en renforçant le rayonnement métropolitain et économique de l'agglomération et créera l'opportunité de faire de ce quartier un pôle attractif, à destination de tous les habitants de l'agglomération et de l'Eurodistrict de part ses fonctions non seulement urbaines mais également sociale, de loisirs et d'animation.

- les emprises nécessaires au projet sont principalement affectées à la voirie publique et appartiennent au domaine public routier communautaire et pour certaines d'entre elles constituent une dépendance accessoire de la voirie (article L.2111-2 du Code Général des propriétés des personnes publiques).

- l'utilisation des emprises nécessaires à la réalisation de cette opération entraînera le déclassement ou la désaffectation préalable des espaces publics qui font actuellement partie du domaine public de la Communauté urbaine mais qui ne sont pas indispensables à l'exercice de ses missions.

- le phasage pour les opérations de déclassement est prévu afin de ne pas pénaliser le public qui a accès au domaine public.

- le maintien des accès sécurité-incendie ainsi qu'une desserte de la médiathèque André Malraux est garantie pendant la phase de travaux ainsi qu'à l'issue de ces derniers.

- d'une façon générale, la Communauté urbaine sollicitera le reversement à son domaine public des espaces en surface non bâtis dont la configuration permettrait la réalisation d'accès ou de voies de desserte supplémentaires de la presqu'île Malraux et notamment de la Médiathèque.

Et considérant par ailleurs que :

- les conditions de l'enquête ont respecté la législation et la réglementation en vigueur pour ce qui concerne les avis de publicité dans la presse et l'affichage en mairie et sur les panneaux officiels de la commune.

- l'affichage a été maintenu et vérifié tout au long de l'enquête.

- le dossier mis a l'enquête l'était dans de bonnes conditions de consultation et que sa composition tout comme son contenu étaient conformes aux textes en vigueur.

- les permanences se sont déroulées dans de bonnes conditions d'organisation.

J'émets en conséquence :

UN AVIS FAVORABLE

AU PROJET DE DESAFFECTION ET DE DECLASSEMENT D'EMPRISES PUBLIQUES DANS LE SECTEUR DE LA RUE DU BASSIN D'AUSTERLITZ ET DE LA PLACE WINSTON CHURCHILL A STRASBOURG-NEUDORF

A KRAUTERGERSHEIM, le 17 juin 2013



COMMUNAUTE URBAINE DE STRASBOURG

1, parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG cedex tel: 03.88.60.90.90

MISSION DOMANIALITE PUBLIQUE

PLAN D'ENQUETE

REFERENCE: SIG 11.11.1390bis

STRASBOURG - Neudorf

Désaffectation et déclassement d'emprises publiques : rue du Bassin d'Austerlitz, place Winston Churchill.

Strasbourg, le 13.05.2013

COMMUNAUTE URBAINE DE STRASBOURG

Myriam UNGER
Directeur de Projets

vu le 17/05/2013

Chantal SOLA
Commissaire enquêteur

Chantal SOLA
Commissaire-enquêteur

Echelle
0 10m 50m

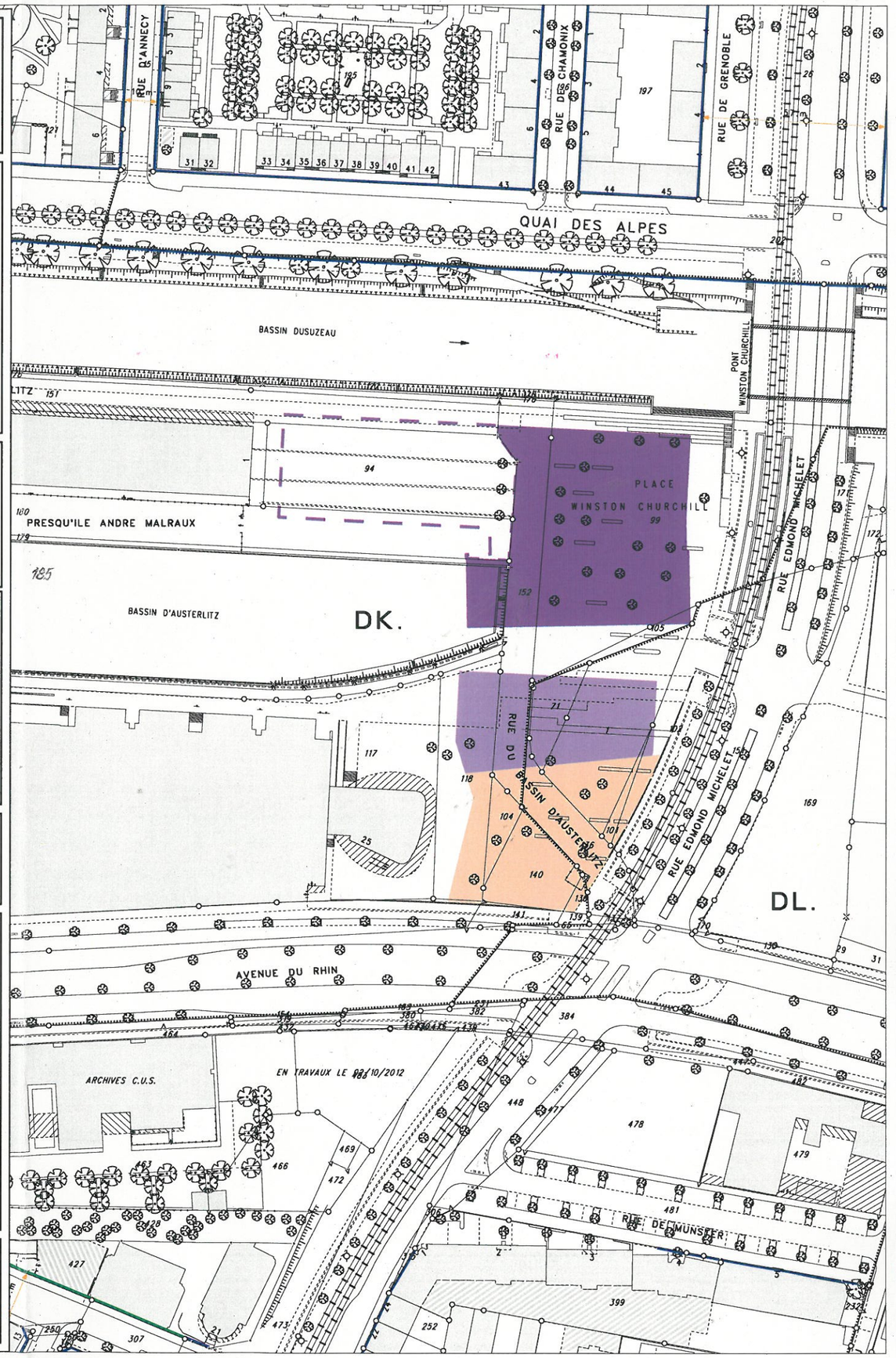
PROJET ETABLI LE: 13.05.2013
MODIFIE LE:
MODIFIE LE:
MODIFIE LE:

DESSINE PAR:
P. KRIEGER

LEGENDE

N

- alignement légal
- alignement proposé
- alignement à supprimer
- alignement route nationale et départementale
- limite de section cadastrale
- domaine public à désaffecter
- domaine public communautaire à déclasser PHASE 1
- domaine public communautaire à déclasser PHASE 2
- emprise projet sur foncier de l'aménageur



PK_STND_1390bisce — plan original à l'échelle du 1/1500, pour les copies se reporter à l'échelle graphique

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

20

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Mainlevée d'une servitude de passage au 15 rue des Linottes à Strasbourg-Neuhof.

Par délibération du 28 janvier 1963, la Ville de Strasbourg a vendu aux époux Francis HUSS un terrain à bâtir d'une surface de 5.71 ares situé 15 rue des Linottes à Strasbourg-Neuhof. Une conduite de chasse d'égout de la Ville de Strasbourg se trouvant dans le sous sol de la parcelle faisant l'objet de la vente, la délibération et l'acte de vente en résultant prévoyaient l'inscription au Livre Foncier, à la charge du terrain vendu, d'une servitude de passage au profit d'un terrain propriété de la Ville de Strasbourg.

La servitude en question concernait une canalisation alimentant un bassin d'orage et devait permettre le curage de l'ouvrage. Faisant suite à la démolition de ce bassin d'orage et à la réalisation d'une opération immobilière sur ce terrain, M. HUSS a sollicité la Ville à l'effet de supprimer cette servitude qui n'a plus de raison d'être.

En conséquence, il est proposé au Conseil d'approuver la suppression de ladite servitude en tant qu'elle grève la propriété des consorts HUSS située 15 rue des Linottes à Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la mainlevée pure et simple de l'inscription résultant de l'acte de vente du 05 septembre 1963 consistant en un droit de passage inscrit au Livre Foncier :

- *à charge de la parcelle, propriété des consorts HUSS, cadastrée :*

Commune de Strasbourg- Neuhof
Section IO n° 74/9 de 5.71 ares

- *au bénéfice de la parcelle, propriété de la Ville de Strasbourg, anciennement cadastrée :*

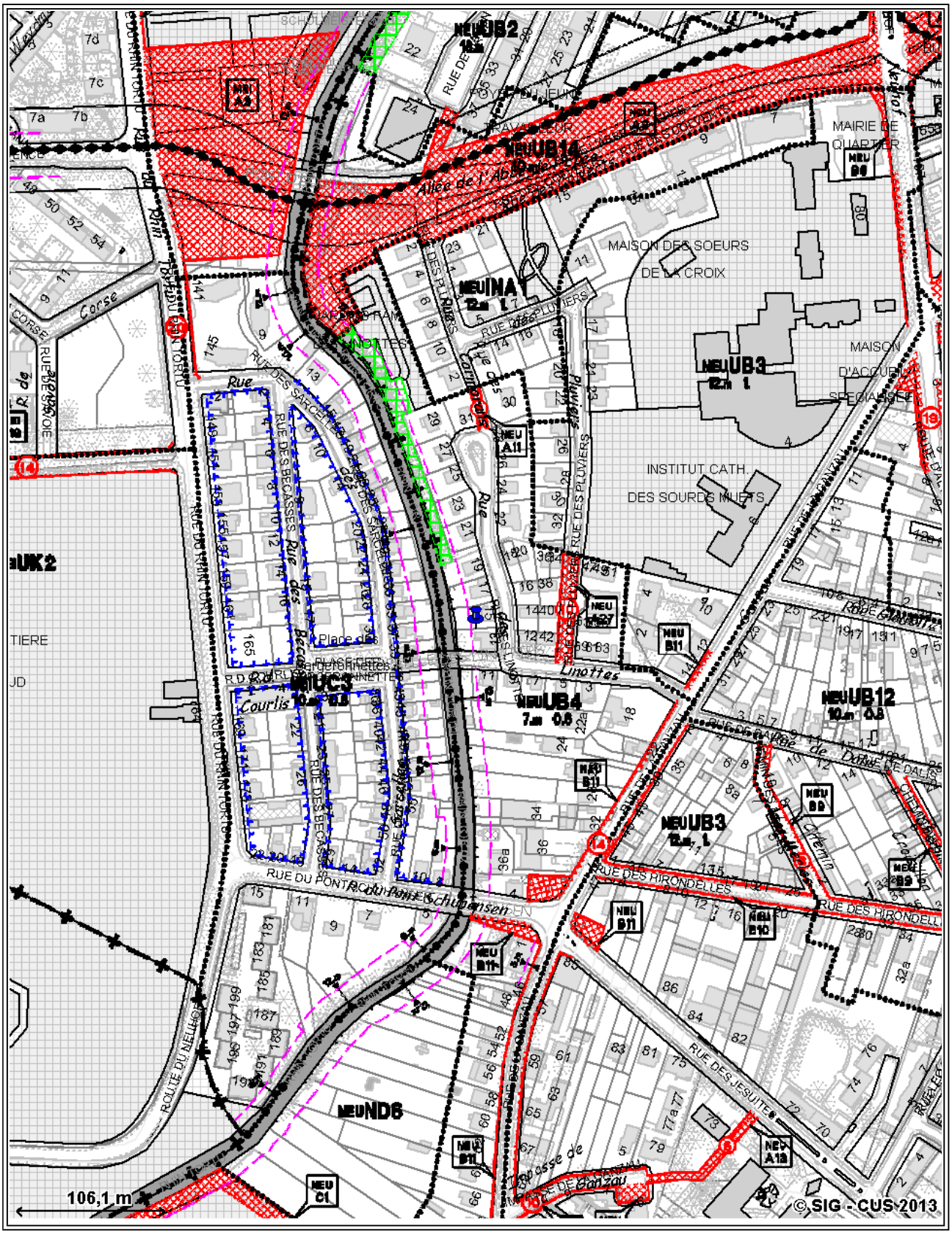
Commune de Strasbourg- Neuhof
Section 8 n° 9 de 66.87 ares

autorise

le Maire, ou son représentant, à signer tout acte nécessaire à l'exécution des présentes et à consentir la radiation au Livre Foncier de l'inscription précitée.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013



POS/PLU non disponible *(en cours de modification ou en attente de procédure)*

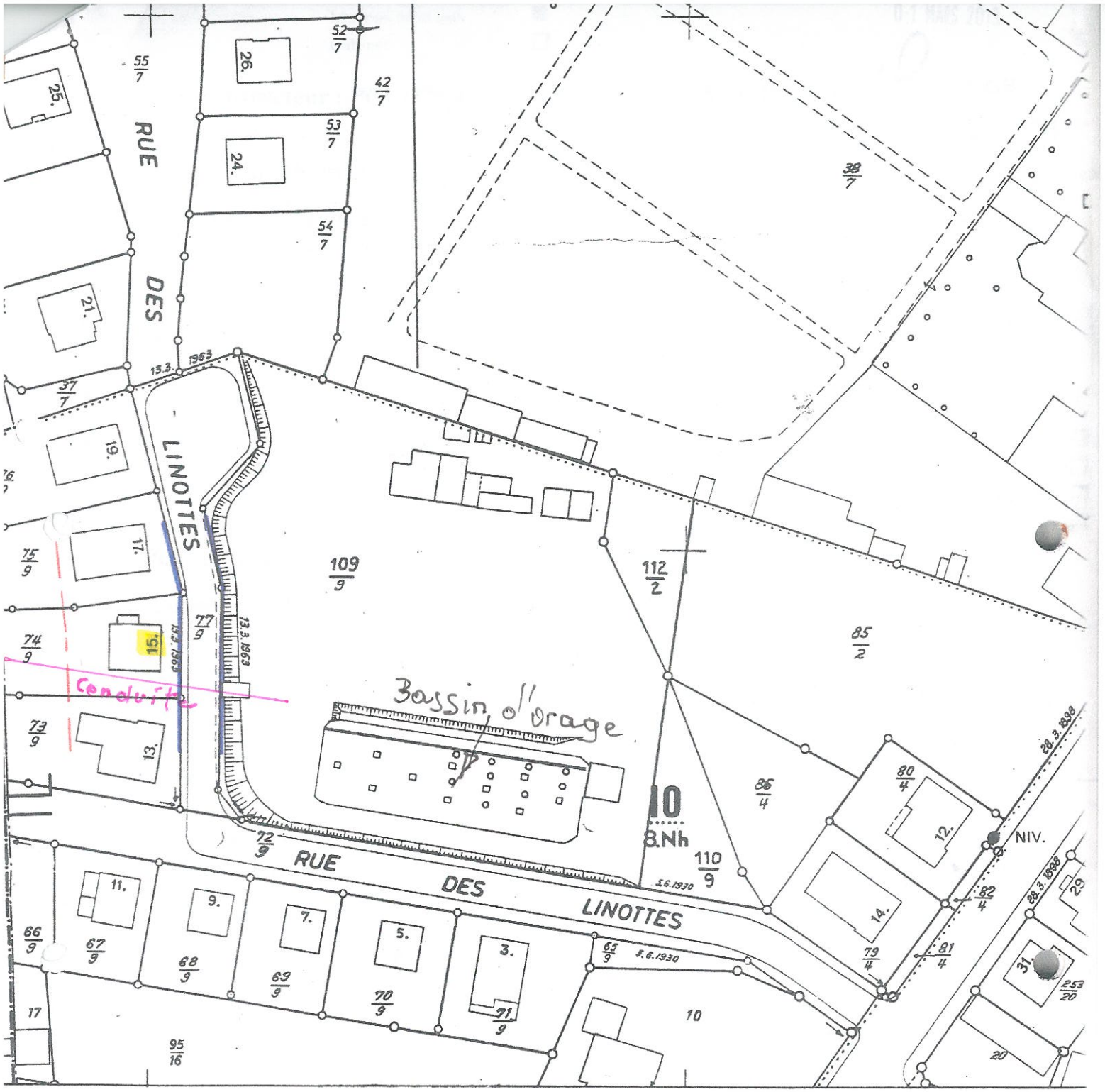
Les données POS/PLU ne s'affichent qu'aux échelles supérieures au 1/4000 et ne doivent par être interprétées au dela du 1/2000. Utilisez le bouton "i" pour visualiser le contour exact des zones.

POS de Strasbourg

Echelle : 1/ 4000

Commune : Strasbourg

Edité par le service Politique foncière et immobilière le 30/07/2013



LEGENDE

- Alignement légal
- Alignement proposé
- Marge de recul
- Ligne de construction
- Limite d'emplacement réservé au P.O.S.

..... Limite de section cadastrale

Numéro de la section cadastrale : ..... IO .....

Echelle : 1/1000

Planche N° : 7M4

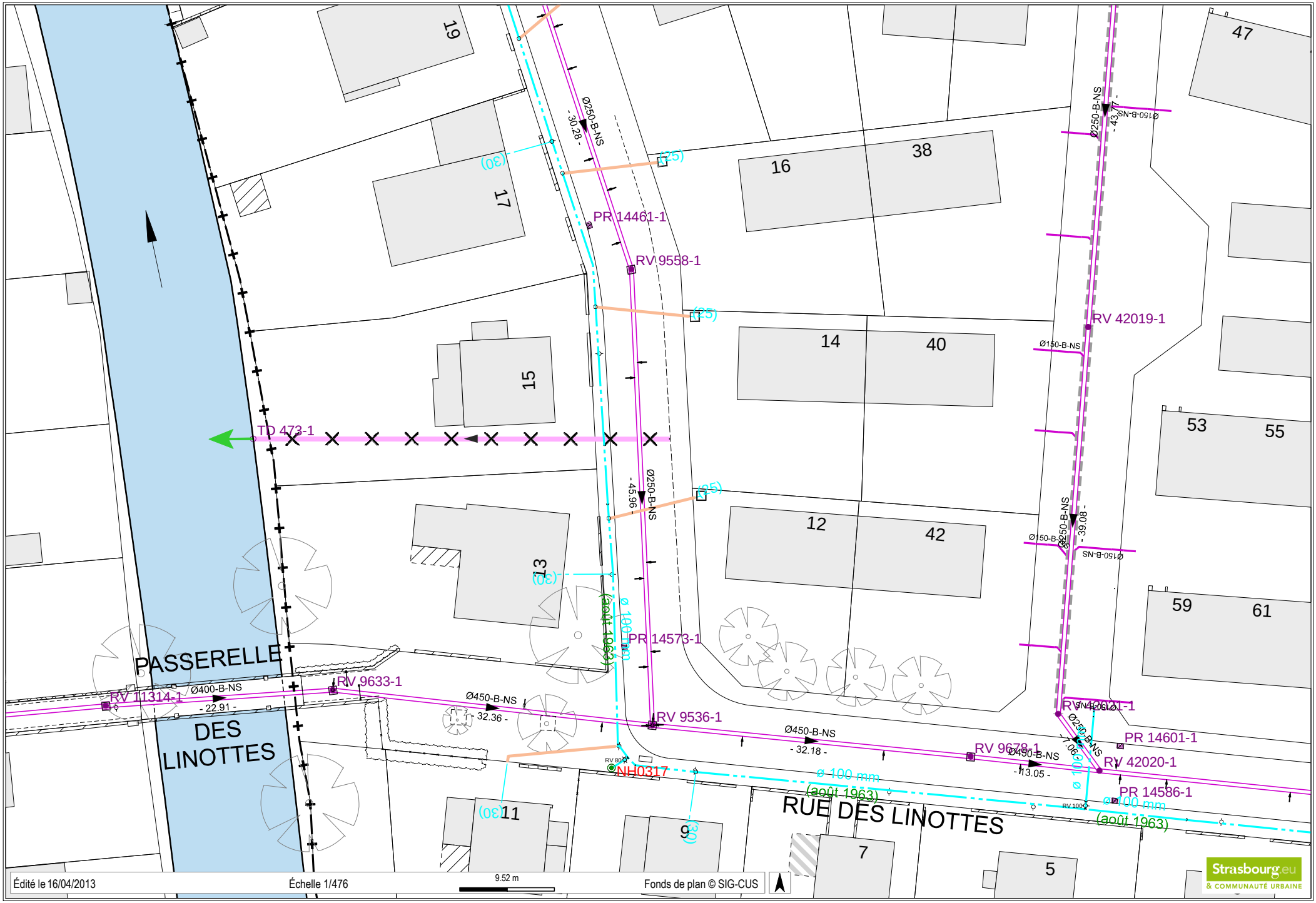
Strasbourg
Communauté Urbaine

RECONNU EXACT
QUANT AUX ALIGNEMENTS ET AUTRES RESTRICTIONS LEGALISES

Strasbourg, le 15 MAI 1995

SERVICE DE L'INFORMATION GEOGRAPHIQUE

p.o.


PASSERELLE
DES LINOTTES
RUE DES LINOTTES
PR 14461-1
RV 9558-1
TD 473-1
PR 14573-1
RV 9633-1
RV 11314-1
RV 9536-1
RV 9678-1
RV 42019-1
RV 42020-1
PR 14601-1
PR 14586-1
NH0317
Ø250-B-NS
Ø400-B-NS
Ø450-B-NS
Ø150-B-NS
ø 100 mm (août 1963)
Édité le 16/04/2013
Échelle 1/476
9.52 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

21

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Vente Ville de Strasbourg/Stradim.

La Société Civile Immobilière la « Garrigue », gérée par la Société Stradim, envisage la réalisation d'une opération de promotion immobilière qui se situera rue du Maquis et rue de Gerstheim à Strasbourg Neudorf. Cette opération porte sur un ensemble de terrains, encore privés, d'une part et sur une emprise foncière propriété de la Ville de Strasbourg d'autre part.

Deux permis de construire ont été déposés et sont en instruction auprès des services compétents.
Le premier permis porte sur la réalisation de 30 logements ceci en deux bâtiments et le second porte sur la construction de 80 logements sur 7 petits collectifs. Sur l'ensemble du programme deux immeubles, soit 22 logements, sont destinés à être vendus au bailleur social Nouveau Logis de l'Est.

Afin de pouvoir réaliser cette opération immobilière la SCI la Garrigue souhaite acquérir auprès de la Ville de Strasbourg trois parcelles d'une surface totale de 4,30 ares situées rue du Maquis.

Les parcelles en cause sont cadastrées :
Strasbourg Neudorf : section DN n° 186, 187 et 190.

La parcelle Section DN n° 190 de 3,69 ares était incluse dans l'ancien tracé de la rue du Maquis. Le tracé de la rue du Maquis avait été modifié conformément au plan d'alignement du quartier situé de part et d'autre de la rue de Soultz à Strasbourg-Neudorf, approuvé par le Conseil municipal de la Ville de Strasbourg le 19 octobre 1959 et par arrêté Préfectoral du 2 mai 1960. Ce plan exclu de l'emprise de la rue du Maquis les parcelles cadastrées section DN n° 186 et 187 et prononce le déclassement de la parcelle section DN n°190.
Depuis lors, ces trois parcelles sommairement engazonnées, sont gérées par la Ville de Strasbourg en attente d'une nouvelle affectation.

Le service de France Domaine a expertisé les biens en cause au prix de 151 000 € HT. Cette valeur a été proposée acceptée par S.C.I La Garrigue

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
vu l'avis de France Domaine en date du 01.07.2013
après en avoir délibéré
approuve

la vente au profit de la Société Civile Immobilière « La Garrigue » des parcelles cadastrées :
Section DN n° 186, 187 et 190 d'une surface totale de 4,30 ares, au prix de 151 000 € HT selon l'avis de France Domaine du 01.07.02013 ;

décide

l'imputation de la recette sur la ligne budgétaire 820 775 AD03B à venir sur le budget 2013.

autorise

le Maire ou son représentant à signe tous les actes et documents concourants à la bonne exécution de ce projet

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES D'ALSACE ET DU DEPARTEMENT DU BAS RHIN

CONTROLE DES OPERATIONS IMMOBILIERES

France Domaine

Département du Domaine
10, avenue Pierre Mendès France
CS 10007
67305 SCHILTIGHEIM CEDEX

AVIS DU DOMAINE
(valeur vénale)

(code du Domaine de l'Etat, art R4 ou décret n° 86-455 du 14.03.86 modifié Loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001)

Pour nous joindre
Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 00
Télécopie : 03. 88. 10. 35. 01
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr

N°**2013/ 771**
Enquêteur : Patrick GOGUELY
Cession amiable

1. **Service consultant :** Communauté Urbaine de Strasbourg. Affaire suivie par **Mme Yasmina NASSOUH.**
2. **Date de la consultation :** demande du 05/06/2013 reçue le 10/06/2013
3. **Opération soumise au contrôle:** dans le cadre d'un projet de cession, demande d'estimation de trois parcelles de terrain situées rue du Maquis à Strasbourg..
4. **Propriétaire présumé :** Communauté Urbaine de Strasbourg
5. **Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :**

Commune de STRASBOURG- NEUDORF

Références cadastrales :

Section	n°	Lieudit	Superficie (en are)
DN	190	rue de Gerstheim	3,69
DN	186	rue du Maquis	0,6
DN	187	rue du Maquis	0,01
		Total	**4,30**

Descriptif sommaire :

Trois parcelles formant une unité foncière de forme irrégulière en nature d'espaces verts longeant la rue du Maquis sur environ 50 mètres et présentant une profondeur maximale d'environ 10 mètres.

Communauté Urbaine de Strasbourg
Service Politique Foncière et Immobilière
1, parc de l'étoile
67076 STRASBOURG Cedex

6 **Urbanisme - Situation au plan d'aménagement - Zone de plan - C.O.S. - Servitudes - Etat du sous-sol - Eléments particuliers de plus-value et de moins-value - Voies et réseaux divers :**

Au POS en vigueur de STRASBOURG, les parcelles sont situées en zone **UB 38** (Hauteur maximale des constructions : **12 m** - Emprise au sol maximale de **40%**)

L'unité foncière reçoit la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 13–15-II du code de l'expropriation.

La constructibilité de cette unité foncière est toutefois limitée par sa configuration (terrain se terminant en pointe du coté de la voie de chemin de fer), sa faible profondeur (maximum 10 mètres) et par les marges de recul mentionnées au plan sur ses limites est et ouest.

7. **Etat locatif :** terrains estimés libres d'occupation.

DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE ACTUELLE :

Compte tenu des caractéristiques propres des biens à évaluer, ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché immobilier local, la valeur vénale actuelle de l'unité foncière considérée peut être fixée à 151 000 € HT.

Nota :

- Cette valeur est donnée pour des terrains estimés nus, libres et dépollués.
- En cas de cession à un propriétaire riverain, un prix de convenance supérieur, qu'il n'appartient pas au service du Domaine d'apprécier, pourra être retenu.

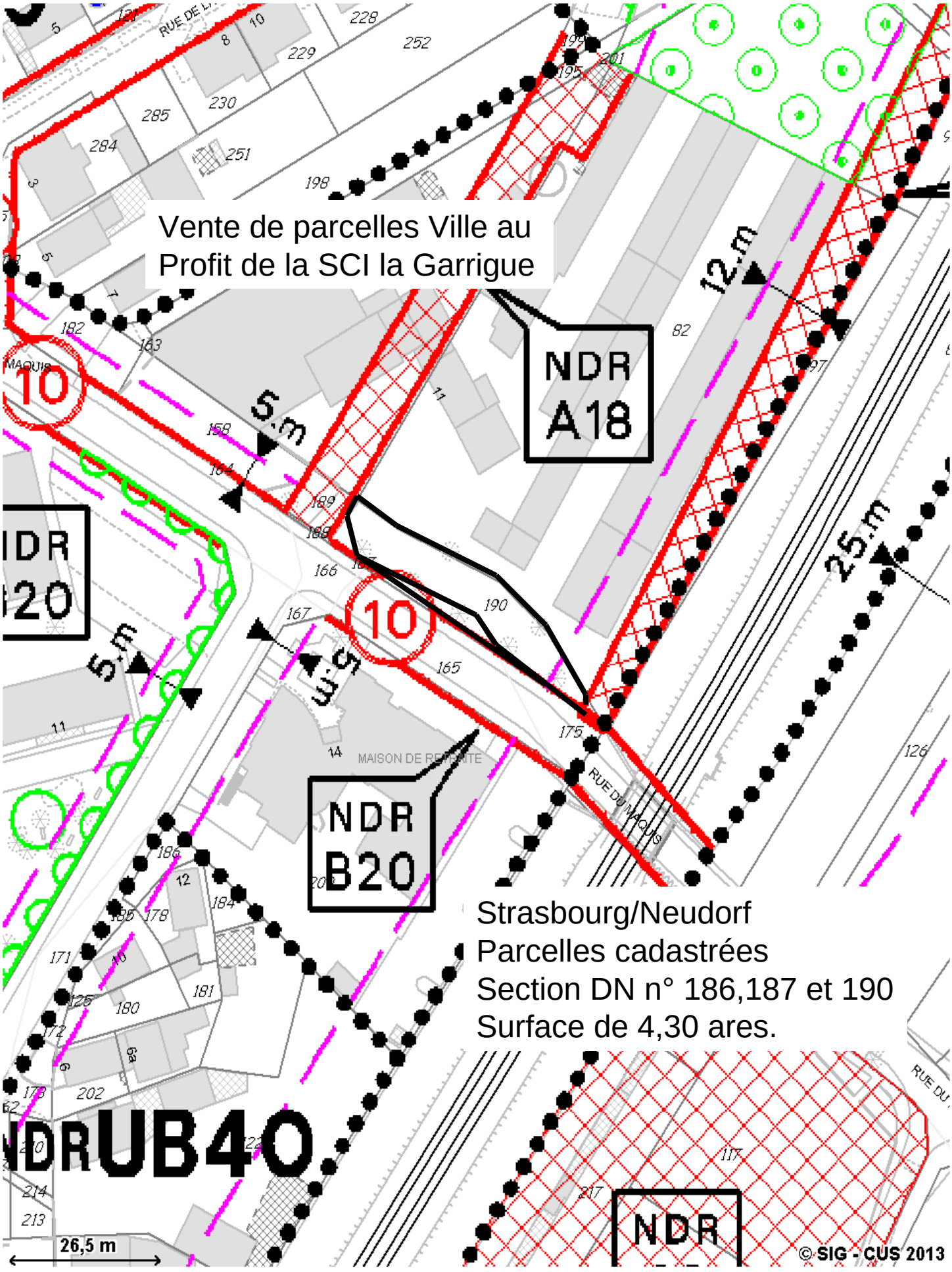
8. **Observations particulières**

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Elle est donnée pour une durée maximale d'un an.

A SCHILITIGHEIM, le 01/07/2013

Pour le Directeur Régional des Finances Publiques
d'Alsace et du département du Bas-Rhin.

L'inspecteur du Domaine
Patrick GOGUELY


Vente de parcelles Ville au
Profit de la SCI la Garrigue
NDR
A18
NDR
B20
12.m
25.m
5.m
10
RUE DU MAQUIS
MAISON DE RETRAITE
Strasbourg/Neudorf
Parcelles cadastrées
Section DN n° 186,187 et 190
Surface de 4,30 ares.
26,5 m
© SIG - CUS 2013

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

22

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Strasbourg - Koenigshoffen : vente à la Société Monomatic d'une parcelle située rue du Chemin de Fer.

La Ville de Strasbourg est propriétaire d'une parcelle située rue du Chemin de Fer à Strasbourg, en bordure du quartier de Koenigshoffen. Cette parcelle fait l'objet depuis les années 60 d'un bail au profit de la Société MONOMATIC, qui l'utilise en tant que parking pour l'accueil de sa clientèle. En vue d'améliorer l'accueil de sa clientèle, et afin de l'inclure dans l'emprise de son site d'exploitation, la Société MONOMATIC, qui possède les terrains attenants, souhaite aujourd'hui devenir propriétaire de ladite parcelle.

Il est proposé que la cession de cette parcelle soit effectuée à la valeur des Services Fiscaux, à savoir seize mille trois cents euros(16.300 €), les frais en sus à la charge de l'acquéreur.

Par ailleurs, le terrain objet de la présente délibération est actuellement grevé au Livre foncier en tant que fonds dominant de 3 servitudes : servitudes de non aedificandi et servitudes d'accès pour l'exécution de tous travaux, à la charge des parcelles cadastrées section LV n°295/105, n° 294/105 et n° 290/105 (toutes trois propriété de MONOMATIC), en raison du passage en sous-sol d'une importante canalisation d'assainissement. Suite à la cession de la parcelle, il convient de modifier la servitude existante, afin de maintenir un droit d'accès à la canalisation sur les trois parcelles fonds servant, en substituant au fonds dominant actuel (qui sera vendu à MONOMATIC) une autre parcelle propriété de la Ville.

En outre, en ce qui concerne la parcelle cédée, il convient que la société MONOMATIC concède à la Ville de Strasbourg une servitude de non aedificandi et une servitude d'accès pour l'exécution de tous travaux sur la canalisation d'assainissement qui traverse la parcelle vendue, au même titre que les servitudes évoquées ci-dessus. Cette servitude se traduira par un droit de passage pour les agents de la Ville ou de la Communauté urbaine de Strasbourg ou tous employés d'une entreprise mandatée par celles-ci à pied, à bicyclette et véhicules de jour comme de nuit, afin d'accéder aux installations et équipements situés sur le fonds dominant. La présente servitude sera constituée et consentie à titre gratuit et sans aucune stipulation d'indemnité par le propriétaire du fonds dominant au profit du propriétaire du fonds servant.

Il est proposé au Conseil municipal d'adopter le projet de délibération suivant :

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
vu l'avis de France Domaine en date du 12 octobre 2012
vu l'avis L 2122-4 du Code général de la propriété des personnes publiques
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- la cession par la Ville de Strasbourg au profit de la Société MONOMATIC de la parcelle située rue du Chemin de Fer à Strasbourg, cadastrée :

Commune de Strasbourg
Banlieue de Cronenbourg - Koenigshoffen
Section LV n°293/105, de 4,09 ares.

Moyennant le prix de vente de seize mille trois cents euros (16.300,00 €) hors taxes et frais, conforme à l'estimation de France domaine ;

- la constitution d'une servitude de passage de canalisation, d'une servitude non aedificandi et d'une servitude d'accès pour tous travaux d'entretien au profit de la parcelle cadastrée section LV n°381/124 de 1,70 ares, propriété de la Ville de Strasbourg en tant que fonds dominant, à la charge de la parcelle cadastrée section LV n° 293/105 de 4,09 ares, en tant que fonds servant. Cette servitude se traduira par un droit de passage pour les agents de la Ville ou de la Communauté urbaine de Strasbourg ou tous employés d'une entreprise mandatée par celles-ci à pied, à bicyclette et véhicules de jour comme de nuit, afin d'accéder aux installations et équipements situés sur le fonds dominant. Les présentes servitudes seront constituées et consenties à titre gratuit et sans aucune stipulation d'indemnité par le propriétaire du fonds dominant au profit du propriétaire du fonds servant.

- la modification de la servitude de non aedificandi et de droit d'accès pour l'exécution de tous travaux existante au profit de la Ville de Strasbourg et à la charge des parcelles cadastrées section LV n°295/105, n° 294/105 et n° 290/105, se traduisant par le remplacement du fonds dominant actuel, à savoir la parcelle cadastrée section LV n °293/105 de 4,09 ares présentement vendue, par la parcelle cadastrée section LV n °381/124 de 1,70 ares ;

décide

l'imputation de la recette de 16.300 € sur la ligne budgétaire fonction 820 – nature 775 – service AD03 du budget de 2013 ;

autorise

le Maire ou son représentant à signer l'acte de vente à intervenir, ainsi que tout acte ou document concourant à la bonne exécution des présentes, notamment tout acte ou document relatif aux servitudes à constituer, à radier ou à modifier.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

Ville CUS

STRASBOURG
18 OCT. 2012
Courrier - AM

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES
D'ALSACE ET DU DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

n° 7300

France Domaine

DIVISION DU DOMAINE DU BAS-RHIN

CS 10007
67305 SCHILTIGHEIM CEDEX

☎ : 03.88.10.35.00.
Fax. : 03.88.10.35.01.

CONTROLE DES OPERATIONS IMMOBILIERES

Mod. A.

AVIS DU DOMAINE

(Valeur vénale)
(Code du Domaine de l'Etat, art. R 4 ou décret n° 86-455 du 14.03.86 modifié.)
Loi n°2001-1168 du 11 décembre 2001

N° **12/1406**
Enquêteur : **Mme BEREAUX Sandrine**
☎ 03.88.10.35.12

CESSION AMIABLE

1. Service consultant : Ville et Communauté urbaine

2. Date de la consultation : 10/10/2012
Affaire suivie par : Mme KRZYSZOWSKI

3. Opération soumise au contrôle (objet et but) : cession d'une parcelle à un riverain

4. Propriétaire présumé : Ville de Strasbourg

5. Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :

Commune de STRASBOURG

a) DESIGNATION CADASTRALE :

Adresse : rue du chemin de fer

SECTION	N° PLAN	SURFACE
LV	293	4a 09ca

b) DESCRIPTION :
Parcelle de petite taille compte tenu de son zonage. Actuellement en nature de parking et de voie secondaire. La parcelle est grevée de nombreuses servitudes la rendant inconstructible.

Ville et communauté urbaine
Service Politique Foncière et Immobilière

1 Parc de l'étoile
67076 STRASBOURG CEDEX

5a.- Urbanisme - Situation au plan d'aménagement - Zone de plan - C.O.S. - Servitudes - Etat du sous-sol - Eléments particuliers de plus-value et de moins-value - Voies et réseaux divers :

Au POS de la ville le bien est en zone KOE INAX2

6. Origine de propriété :

7. Situation locative :.

9. DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE ACTUELLE :

Compte tenu de la nature des immeubles en cause, de leur situation, de leurs caractéristiques ainsi que du marché local, la valeur vénale est estimée à :

16.300 € H.T.

12. Observations particulières :

L'évaluation contenue dans le présent avis correspondant à la valeur vénale actuelle, une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai d'un an ou si elle intervenait après une modification de la réglementation de l'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

La présente estimation est donnée sous réserve des éventuels travaux relatifs à la présence d'amiante, de termites et aux risques relatif au saturnisme.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

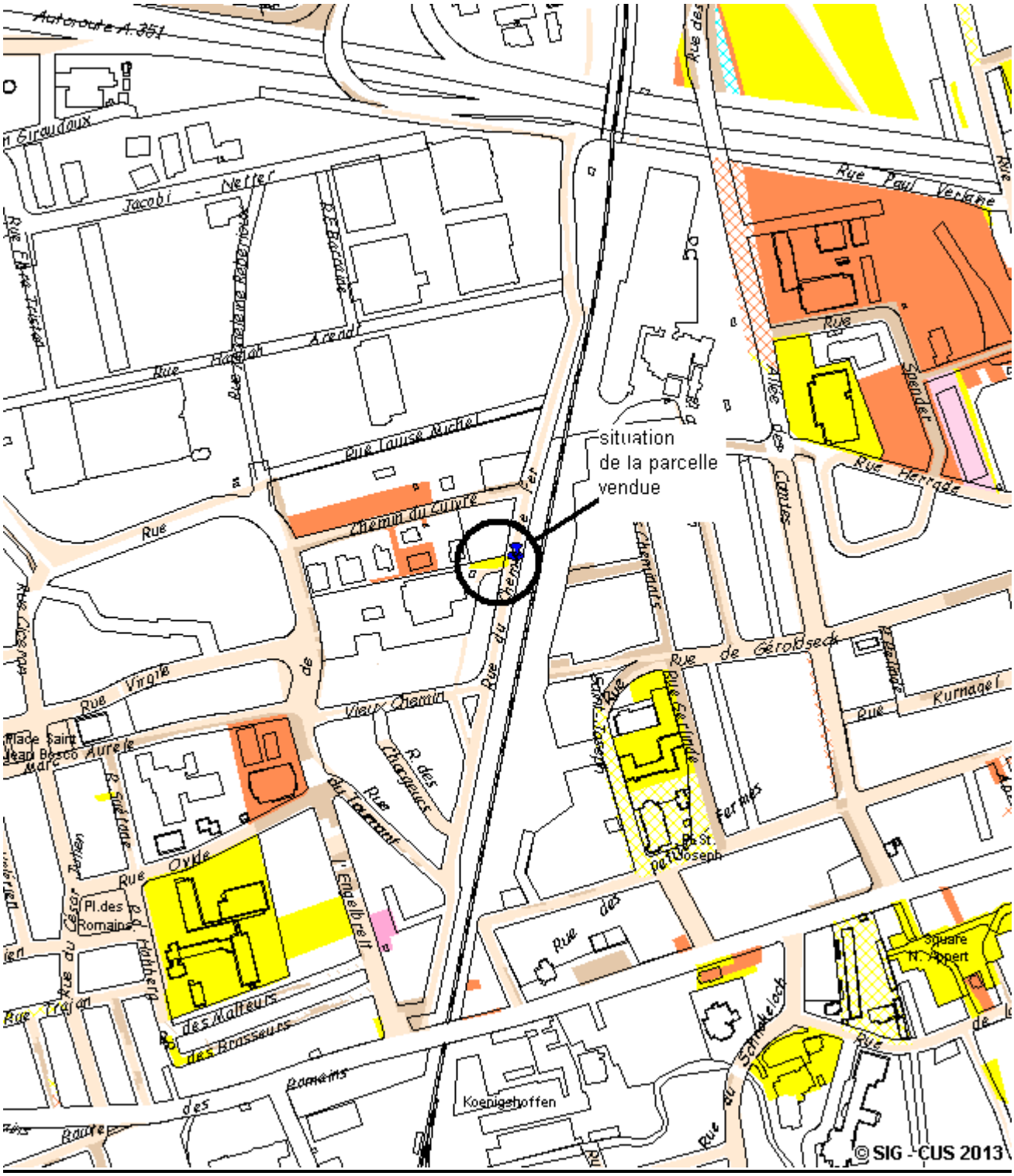
En outre, il vous appartient d'en informer le(s) propriétaire(s) concerné(s).

A Schiltigheim, le 12 octobre 2012

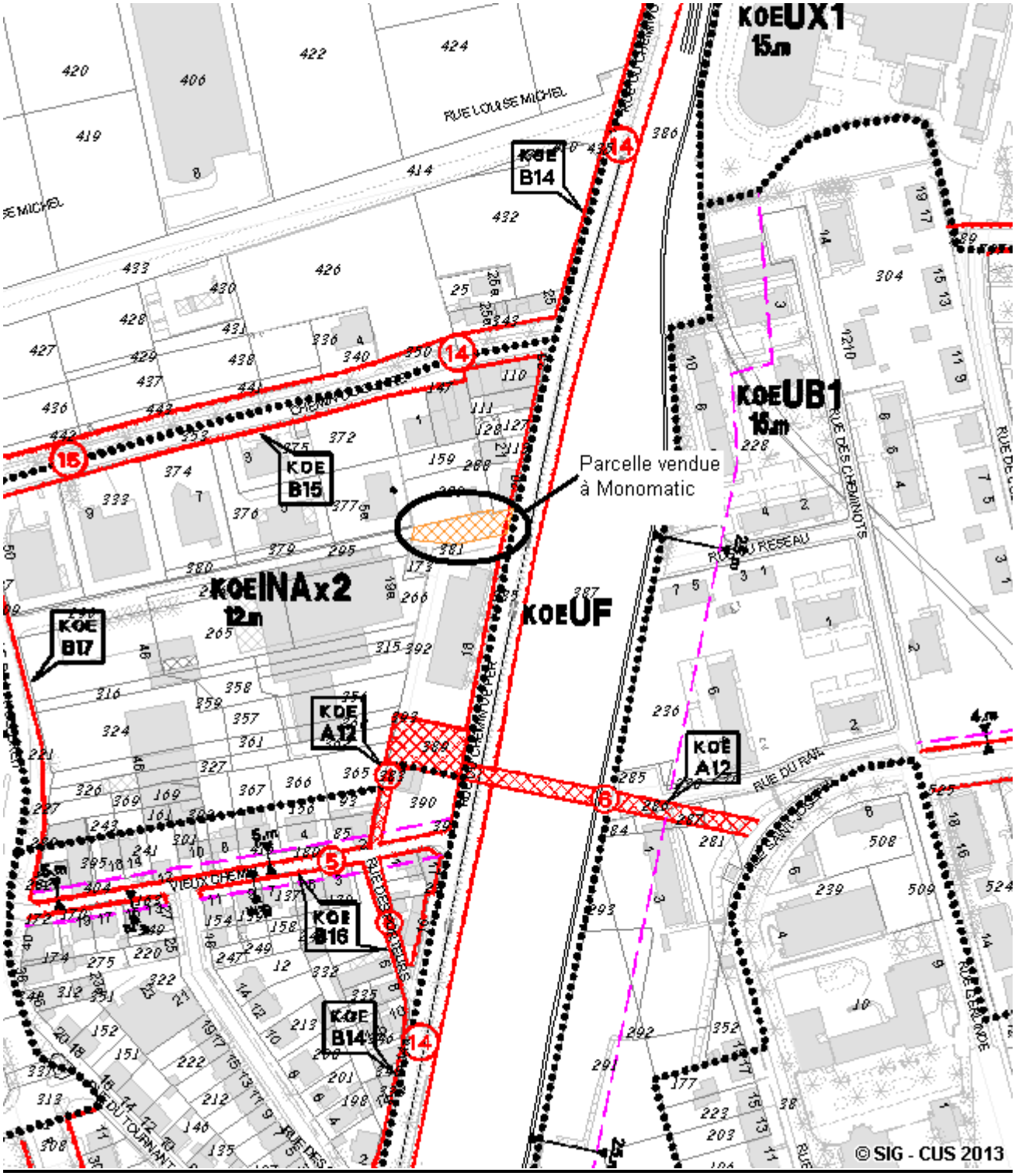
Pour Le Directeur Régional des Finances Publiques,

Sandrine BEREAUX
Inspecteur des Finances Publiques

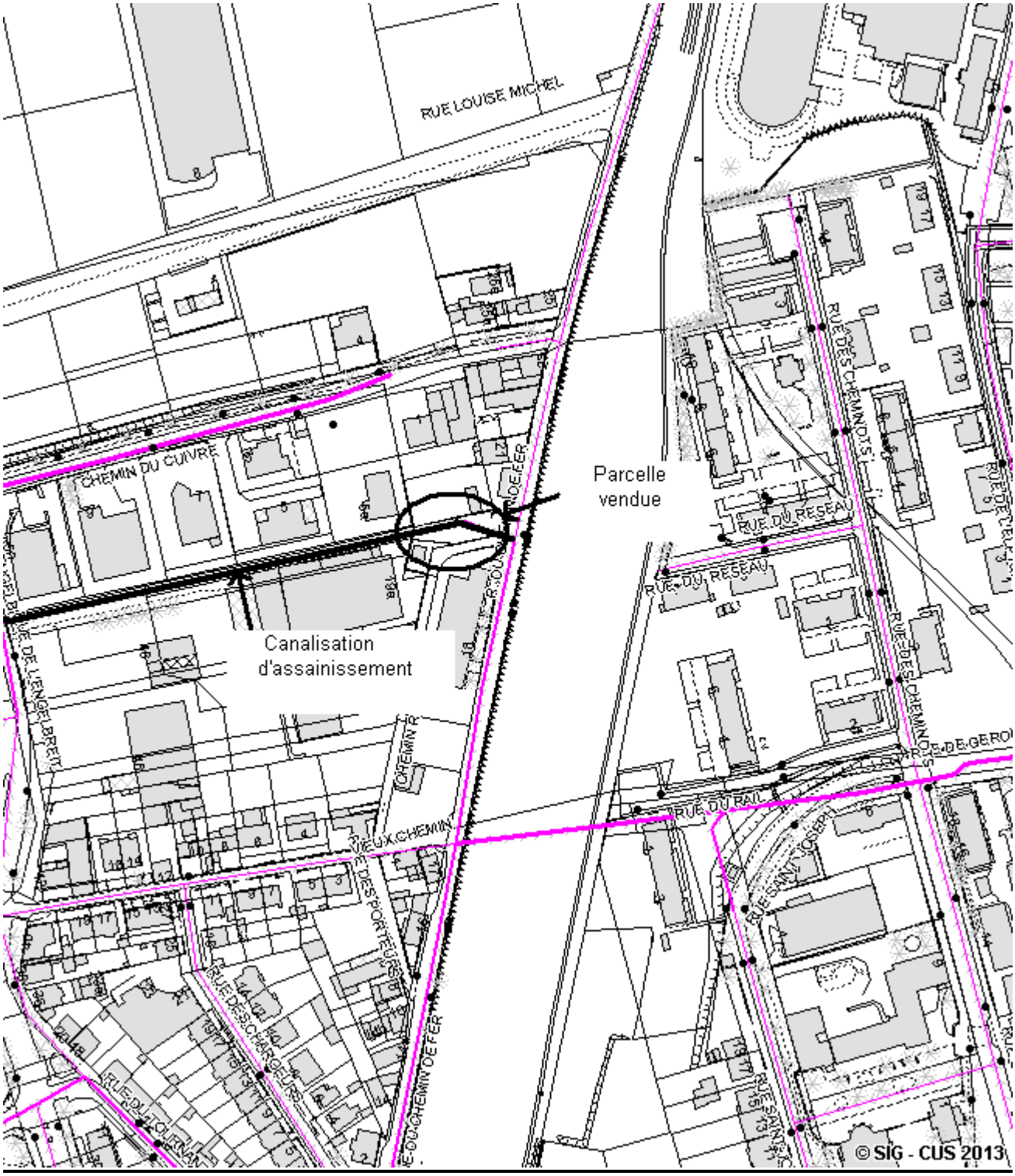
Plan de situation de la parcelle vendue
à la Société Monomatic



Vue du POS de la parcelle vendue à Monomatic



Plan de la canalisation nécessitant
la constitution de servitudes
Rue du Chemin de Fer



Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

23

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Acquisition de terrains à la Montagne-Verte (rue de Mollkirch) dans le cadre du parc naturel urbain Ill/Bruche.

La société SNC DU CENTRE est propriétaire de deux parcelles totalisant 15,15 ares situées à Strasbourg Montagne-Verte, à l'extrémité de la rue de Mollkirch et en bordure de la Bruche.

Ces deux parcelles comprises dans le périmètre du Parc naturel urbain Ill Bruche sont entièrement grevées par l'emplacement réservé EMV C10 prévu au plan d'occupation des sols de la Ville de Strasbourg au profit de la Ville de Strasbourg en vue de la réalisation de jardins familiaux et d'un passage piétons cycles permettant de relier la route de Schirmeck à la Communauté Emmaüs notamment.

Ces terrains sont situés en zone EMV UB 8 , COS : 1,6 au POS de Strasbourg.

La Ville, qui souhaite acquérir cette emprise en vue de la réalisation des objectifs de l'emplacement réservé dans le cadre du PNU Ill Bruche, a engagé avec le propriétaire des négociations amiables. Celles-ci ont abouti à un accord au prix de 12 000 € l'are hors taxe et frais soit une valeur de 181 800 € hors taxe et frais, à laquelle il convient de retrancher 4 000 € de frais d'études environnementales pris en charge par la société (le montant de ces frais s'élèvent à 8 000 € TTC dont une moitié prise en charge par la Ville et l'autre par la SNC) soit une valeur finale de 177 800 € hors taxe et frais.

Il est proposé au Conseil d'approuver l'acquisition de ces deux parcelles au prix de 177 800 € hors taxe et frais, TVA en sus à la charge de l'acquéreur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
vu l'avis de France Domaine
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'acquisition par la Ville de Strasbourg, dans le cadre du Parc naturel Ill Bruche et en vue de la réalisation des objectifs de l'emplacement réservé au POS de Strasbourg EMV C10, des parcelles cadastrées :

Commune de Strasbourg
Koenigshoffen Cronenbourg
Lieudit : 6 rue de Mollkirch
Section NY n° 287/6 de 13,61 ares, jardins
Lieudit : Chemin rural
Section NY n° 42 de 1,54 are, sol

Propriété de la SNC DU CENTRE, au prix de 177 800 € hors taxe et frais, TVA en sus à la charge de l'acquéreur ;

décide

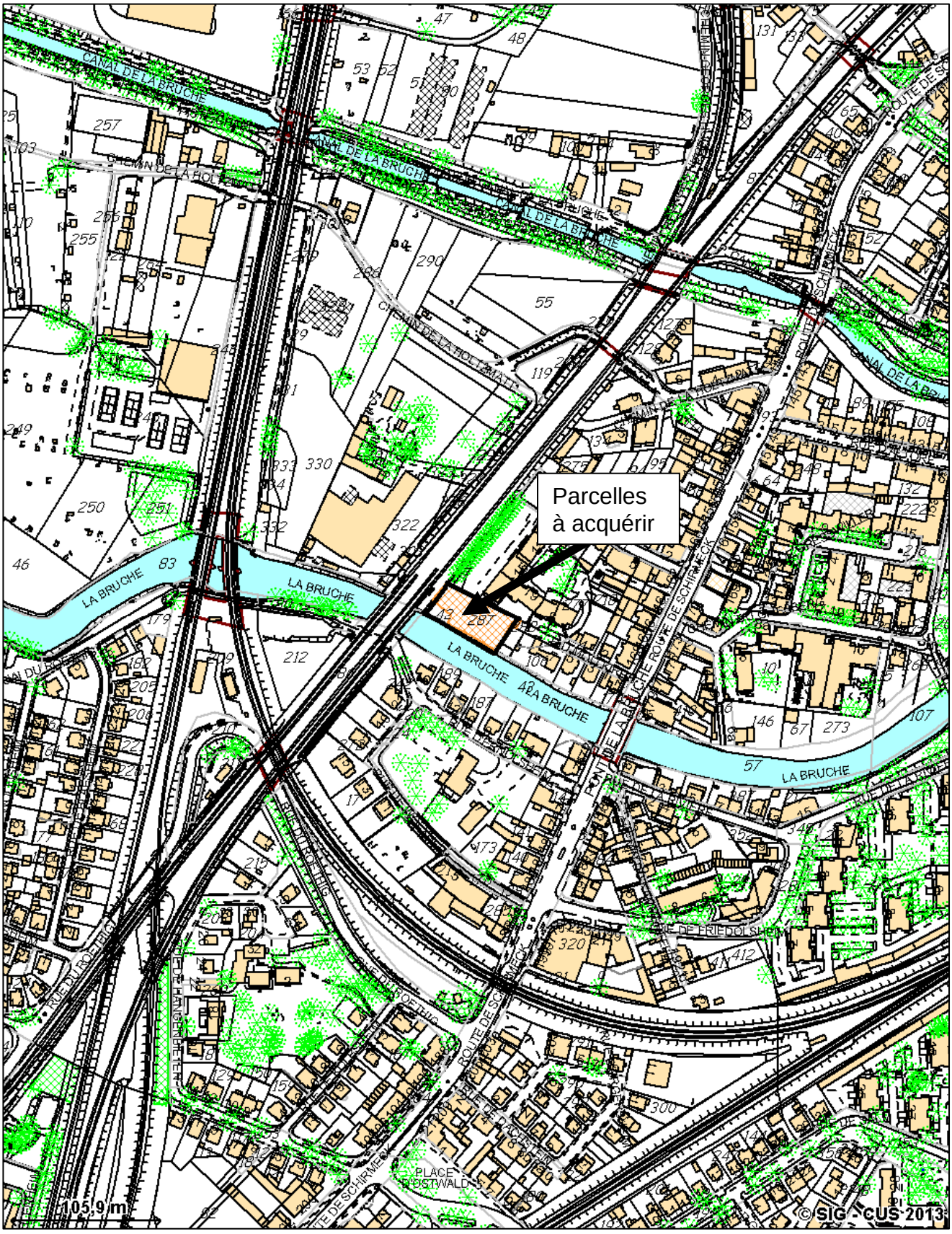
l'imputation de la dépense sur le budget 2013 de la ligne budgétaire suivante : fonction 824, nature 2111, service AD03, programme 2 ;

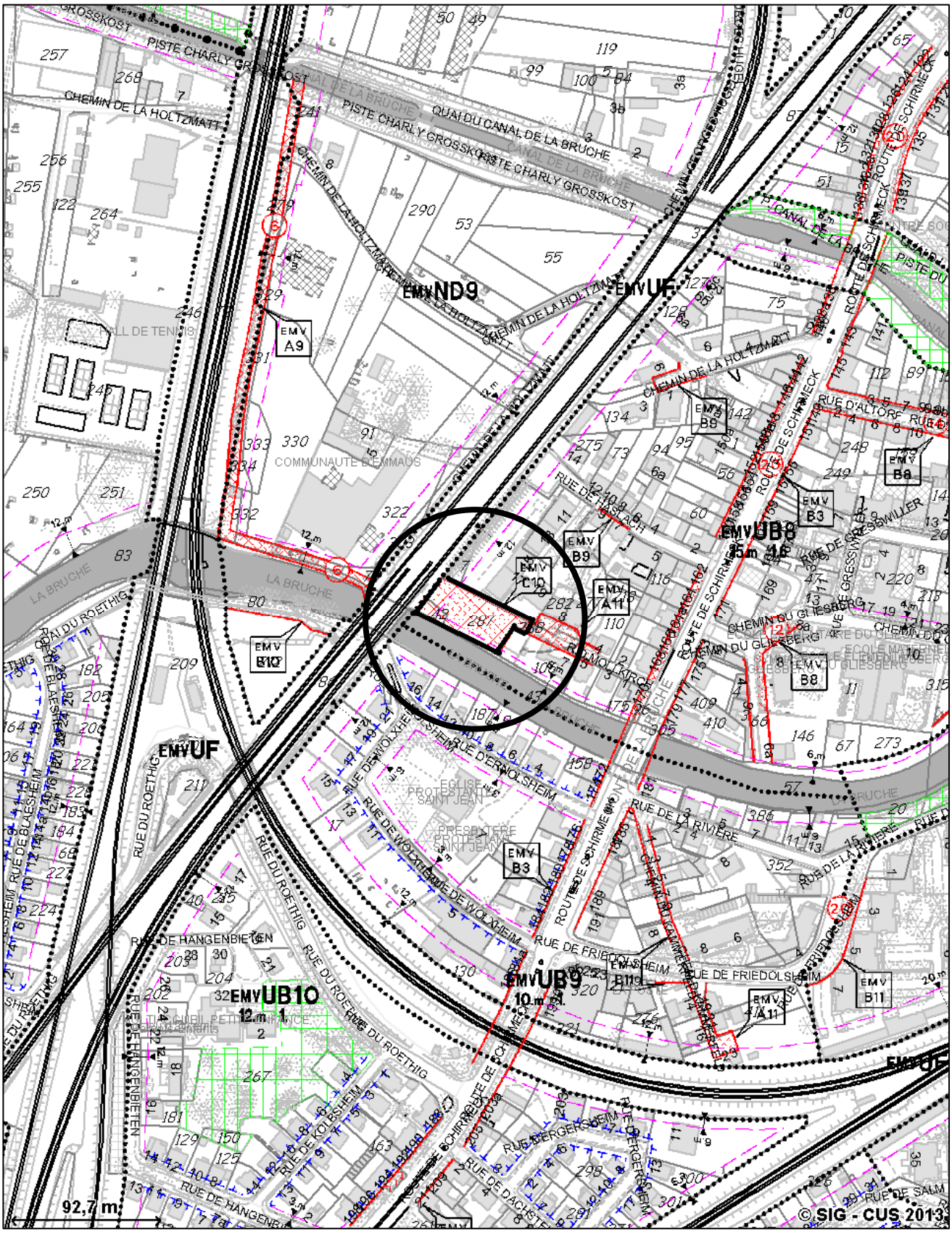
autorise

le Maire ou son représentant à signer l'acte de vente à intervenir et tous les actes concourant à l'exécution des présentes.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013


Parcelles
à acquérir
LA BRUCHE
CANAL DE LA BRUCHE
CHEMIN DE LA HOLTMATT
ROUTE DE SCHIRMECK
ROUTE DE FRIEDOLSHEIM
PLACE D'OSTWALD
105,9 m
© SIG - CUS 2013


EMV ND9
EMV UF
EMV A9
EMV B9
EMV C10
EMV A11
EMV B10
EMV UB8
EMV B3
EMV B8
EMV UB9
EMV B11
EMV UB10
EMV UF
CHEMIN DE LA HOLTZMATT
PISTE CHARLY GROSSKOST
QUAI DU CANAL DE LA BRUCHE
CANAL DE LA BRUCHE
LA BRUCHE
RUE DU ROETHIG
RUE DE HANGENBIETEN
RUE DE WOLXHEIM
RUE DE FRIEDOLSHEIM
RUE DE LA RIVIERE
ROUTE DE SCHIRMECK
RUE D'ALTORF
CHEMIN DU GLIESBERG
RUE DE GRESSWILLER
RUE DE BERGERSHEIM
RUE DE SALM
COMMUNAUTE D'EMMAUS
EGLISE PROTESTANTE SAINT JEAN
PRESBYTERE PROTESTANT SAINT JEAN
92,7 m
© SIG - CUS 2013

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES
D'ALSACE ET DU DEPARTEMENT DU BAS-RHIN

ville
courrier - CA

n° 7300

Mod. A.

France Domaine

DIVISION DU DOMAINE DU BAS-RHIN

CS 10007
67305 SCHILTIGHEIM CEDEX

☎ : 03.88.10.35.00.
Fax. : 03.88.10.35.01.

CONTROLE DES OPERATIONS IMMOBILIERES

AVIS DU DOMAINE

(Valeur vénale)
(Code du Domaine de l'Etat, art. R 4 ou décret n° 86-455 du 14.03.86 modifié.)
Loi n°2001-1168 du 11 décembre 2001

N° **12/1298**
Enquêteur : **Mme BEREAUX Sandrine**
☎ 03.88.10.35.12

ACQUISITION AMIABLE

1. Service consultant : CUS

2. Date de la consultation : 11 septembre 2012
Affaire suivie par : Mme LINCONTANG- BOUDJEMA

3. Opération soumise au contrôle (objet et but) : acquisition de deux parcelles

4. Propriétaire présumé : SNC du CENTRE

5. Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :

Commune de STRASBOURG

a) DESIGNATION CADASTRALE :

Adresse : rue de Mollkirch

SECTION	N° PLAN	SURFACE
NY	42	1a 52ca
NY	287	13a 61ca

b) DESCRIPTION :

Emprise rectangulaire d'environ 15 ares le long de la voie de chemin de fer et du cours d'eau La Bruche. Située à proximité de la rue de Schirmeck.

Ville et CUS
Direction de l'Urbanisme
1 parc de l'étoile
67076 STRASBOURG CEDEX

5a.- Urbanisme - Situation au plan d'aménagement - Zone de plan - C.O.S. - Servitudes - Etat du sous-sol - Eléments particuliers de plus-value et de moins-value - Voies et réseaux divers :
La parcelle a la qualification de TAB au sens de l'article L13-15§II du code de l'expropriation. Toutefois une marge de recul de 12m le long de la voie ferrée et une seconde de 6m le long du cours d'eau diminuent considérablement la constructibilité de l'emprise. Seule une surface d'environ 9 ares est constructible le reste est non aedificandi.

6. Origine de propriété :

7. Situation locative :.

9. DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE ACTUELLE :

Compte tenu de la nature des immeubles en cause, de leur situation, de leurs caractéristiques ainsi que du marché local, la valeur vénale est estimée à :

362.250€ H.T.

12. Observations particulières :
L'évaluation contenue dans le présent avis correspondant à la valeur vénale actuelle, une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai d'un an ou si elle intervenait après une modification de la réglementation de l'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.
La présente estimation est donnée sous réserve des éventuels travaux relatifs à la présence d'amiante, de termites et aux risques relatif au saturnisme.
Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.
L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.
En outre, il vous appartient d'en informer le(s) propriétaire(s) concerné(s).

A Schiltigheim, le 10 octobre 2012

Pour Le Directeur Régional des Finances Publiques,

Pour le Directeur régional des Finances publiques,
par délégation,
L'Inspecteur divisionnaire des Finances publiques
Adjoint à la responsable de la division Domaine

MICHEL CERVANTÈS

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

24

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Contrat triennal 'Strasbourg, capitale européenne' 2012-2014 : extension et restructuration de l'Ecole nationale supérieure d'architecture de Strasbourg / ENSAS, deuxième tranche. Avenant n°1 à la convention de financement.

Le projet d'extension et de restructuration de l'Ecole nationale supérieure d'architecture de Strasbourg / ENSAS s'inscrit dans la stratégie voulue par les collectivités alsaciennes en faveur du développement des formations d'ingénieurs. A ce titre, cette opération immobilière figurait au Contrat triennal « Strasbourg, capitale européenne » / CTSCE 2009-2011 et avait bénéficié dans ce cadre contractuel du financement de la première tranche de travaux. Elle s'est traduite par la construction d'un nouveau bâtiment dénommé « La Fabrique » qui a été mis en service au printemps et officiellement inauguré le 20 septembre dernier.

La signature du CTSCE 2012-2014 permet aujourd'hui de mettre en place le financement réservé à la deuxième tranche consistant à restructurer le bâtiment actuel en vue de sa mise en service à l'occasion de la rentrée universitaire 2014.

Cette tranche de travaux phasés était explicitement prévue dans la convention financière initiale qui portait déjà sur la globalité du plan de financement à hauteur de 29,90 M€ TTC associant l'Etat / Ministère de la culture et de la communication (70 %) et les collectivités : Région Alsace, Département du Bas-Rhin et Ville de Strasbourg (30 % par tiers chacune).

Dès lors, un simple avenant à ladite convention suffit pour formaliser ce financement complémentaire d'un montant total de 14,70 M€ pris en charge par l'Etat (10,56 M€) et les collectivités (1,38 M€ chacune).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
vu sa délibération en date du 8 novembre 2010
vu la convention de financement en date du 17 novembre 2010
vu le Contrat triennal « Strasbourg, capitale européenne » 2012-2014
en date du 27 décembre 2012

sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

- *d'approuver l'avenant n°1 à la convention de financement du 17 novembre 2010, organisant le cofinancement de la seconde tranche de travaux relatifs à l'opération de restructuration et d'extension de l'Ecole nationale supérieure d'architecture de Strasbourg / ENSAS,*

- *de confirmer sa participation financière à hauteur de 1,38 M€ en application du Contrat triennal en cours ;*

autorise

le Maire ou son représentant à signer l'avenant n°1 en question, document joint en annexe.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Programme : 224
Action : 01
Sous-action : 11

AVENANT N° 1 à la

CONVENTION DE FINANCEMENT

concernant l'extension et restructuration de l'École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg

entre

- l'État, Ministère de la Culture et de la Communication,
  représenté par Madame Aurélie FILIPPETTI, Ministre de la Culture et de la Communication
- le Conseil régional d'Alsace,
  représenté par Monsieur Philippe RICHERT, Président du Conseil régional,
- le Conseil général du Bas-Rhin,
  représenté par Monsieur Guy-Dominique KENNEL, Président du Conseil général du Bas-Rhin,
- la Ville de Strasbourg,
  représentée par Monsieur Roland RIES, Sénateur-maire de Strasbourg,

Vu la convention de financement concernant l'extension et restructuration de l'École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg en date du 17 novembre 2010

Vu le contrat triennal Strasbourg capitale européenne 2012-2014 en date du 21 décembre 2012

Article unique

En application des articles 6, 7 et 8 al 1, de la convention susvisée du 17 novembre 2010, et au vu des dispositions contenues au contrat triennal Strasbourg capitale européenne 2012-2014 (article 4.1.1) sus visé, la participation des collectivités à la deuxième tranche de l'opération d'extension-restructuration de l'ENSAS (4 140 000 €), ainsi répartie :

- Région Alsace : 1 380 000 €
- Département du Bas Rhin : 1 380 000 €
- Ville de Strasbourg : 1 380 000 €

sera versée, respectivement selon l'échéancier prévisionnel suivant :

Région Alsace

2013 : 700 000 €
2014 : 680 000 €

Département du Bas Rhin

2013 : 700 000 €
2014 : 680 000 €

Communauté urbaine de Strasbourg

2013 : 600 000 €
2014 : 80 000 €
la somme de 700 000 € ayant été versée en 2012.

Les autres articles sont inchangés.

Strasbourg, le

La Ministre de la Culture et de la Communication

Aurélie FILIPPETTI

Le Président du Conseil régional d'Alsace

Philippe RICHERT

Le Président du Conseil général du Bas-Rhin

Guy-Dominique KENNEL

Le Sénateur-Maire de la Ville de Strasbourg

Roland RIES

Visa du Contrôleur financier

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

25

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Attribution de subventions dans le cadre du Forum mondial de la démocratie à Strasbourg - novembre 2013.

Strasbourg, ville siège du Parlement européen, de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux d'Europe et de la Cour européenne des droits de l'Homme, ne cesse d'accueillir de plus en plus d'événements européens et internationaux qui renforcent son positionnement comme ville de débat où la confrontation des idées vise à construire un véritable « vivre ensemble » fondé sur les valeurs universelles de la démocratie et des droits de l'Homme.

La deuxième édition du Forum Mondial de la Démocratie organisée dans le cadre d'un partenariat étroit entre la Ville de Strasbourg et le Conseil de l'Europe ainsi qu'avec le soutien de l'Etat et de la Région Alsace participe pleinement de cette ambition, en vue du rayonnement européen et international de Strasbourg.

Le Forum Mondial de la Démocratie 2013, intitulé « Retisser la démocratie : connecter les institutions et les citoyens à l'ère du numérique », se tiendra du 23 au 29 novembre prochain et sera consacré aux enjeux liés à l'usage des techniques d'information et de communication en matière de participation citoyenne.

A l'instar de la première édition du Forum en 2012, la Ville de Strasbourg soutiendra les projets suivants afin d'enrichir la programmation de l'événement, avec des actions portées par les associations strasbourgeoises désireuses de partager des moments de débats et d'échanges culturels avec le grand public. Le montant total des subventions allouées est de 60 000 €.

Alliance Ciné **10 000 €**

Le 5ème Festival international du film des droits de l'Homme de Strasbourg aura lieu du 23 novembre au 6 décembre 2013 et vise, à l'instar des années précédentes, à sensibiliser le grand public, grâce au cinéma, à l'état des droits de l'Homme dans le monde. Autour d'une programmation très diversifiée, il a pour objectif d'encourager l'engagement des citoyens dans des actions locales et internationales en faveur du respect des droits humains et de créer un échange entre le public, les réalisateurs, les acteurs institutionnels ainsi que les associations locales engagées dans la promotion des droits de l'Homme et de l'éducation au développement.

La programmation prévoit une quinzaine de films documentaires pour la plupart inédits mais d'un niveau exigeant. Comme chaque année depuis sa création, une sélection de films produits en

Alsace sera également proposée. Le festival se déroulera en partie dans les salles de l'Odyssée mais également dans certains centres socioculturels, notamment à Cronenbourg et à Hautepierre. Des projections et animations spécifiques seront proposées aux collégiens et à leurs enseignants.

Association « EVENTS 4 LIVE » 30 000 €

L'association « Events 4 Live » organisera le 23 novembre 2013 un concert exceptionnel à la Cathédrale pour rendre hommage aux chanteurs engagés en faveur de la paix, des droits de l'Homme et de la démocratie. Ce concert, retransmis en direct via internet dans le cadre d'un partenariat avec ARTE WEB LIVE, réunira à la fois des artistes locaux et des chanteurs connus à l'échelle européenne ou internationale.

Association « PASSAGES » 8 000 €

L'association « Passages » a pour objet de créer des passerelles entre les différentes cultures du monde et de favoriser les regards croisés entre Orient et Occident, Nord et Sud, à travers de rencontres et des échanges interculturels. Dans le cadre du Forum Mondial de la Démocratie 2013, « Passages » propose de faire un travail pédagogique, créatif et artistique avec des jeunes sur les notions de démocratie et de paix.

Ce projet, qui vise à mettre l'art au service des valeurs universelles, consiste à faire réaliser une trentaine de kakémonos par des jeunes collégiens strasbourgeois et allemands grâce à plusieurs ateliers animés par Federica Matta, artiste plasticienne de renommée internationale.

Association « HORIZOME » 6 000 €

L'association « Horizome » fédère des artistes, des anthropologues, des architectes et urbanistes sur des projets communs autour de l'observation des sociétés. A l'occasion du renouvellement urbain de Hautepierre, l'association travaille sur la mémoire de ce quartier populaire pour mettre en valeur ses richesses et son potentiel humain, social et culturel.

En lien étroit avec le thème du Forum Mondial de la Démocratie en 2013, Horizome proposera aux Strasbourgeois une exposition intitulée « une place de la démocratie » qui mettra en avant les outils de la « e »-démocratie et intégrera des projections interactives sur le Théâtre de Hautepierre. Une liaison web avec d'autres places symboles des mouvements populaires en faveur de la démocratie sera établie et partagée avec le public.

Association « Rencontres Cinématographiques d'Alsace » 3 000 €

L'association « Rencontres Cinématographiques d'Alsace » qui exploite le cinéma « Odyssée » organisera à l'occasion du Forum mondial de la démocratie de Strasbourg une programmation spéciale intitulée « démocratie et politique au cinéma 2 » qui se déroulera du 20 novembre au 3 décembre 2013. Ce cycle présentera des fictions et des documentaires

traitant de cette question en complémentarité avec le Festival international du film des droits de l'Homme.

Association « Pour la démocratie européenne » **3 000 €**

Les associations « Pour la démocratie européenne », l'« Association Européenne des Jeunes Entrepreneurs », le « Cercle Daniel Riot » et « Strasbourg pour l'Europe » se sont regroupées pour organiser ensemble une journée de conférences, d'animations et de festivités dans la salle de l'Aubette le 26 novembre 2013 afin de promouvoir le statut de capitale européenne de Strasbourg. La journée sera ainsi rythmée par six débats avec six interludes musicaux en mettant en avant la diversité culturelle de l'Europe.

Intitulé « Strasbourg, l'Europe du cœur », ce projet vise à renforcer le sentiment d'appartenance des Strasbourgeois à l'Europe ainsi qu'à renouer l'affect entre les citoyens strasbourgeois et l'univers institutionnel de leur ville.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

Pour le Pôle Europe :

- *le versement d'une subvention de 10 000 € à l'association « Alliance Ciné »,*
- *le versement d'une subvention de 30 000 € à l'association « Events 4 Live»,*
- *le versement d'une subvention de 8 000 € à l'association « Passages »,*
- *le versement d'une subvention de 6 000 € à l'association « Horizome »,*
- *le versement d'une subvention de 3 000 € à l'association « Rencontres Cinématographiques d'Alsace »,*
- *le versement d'une subvention de 3 000 € à l'association « Pour la démocratie européenne » ;*

décide

d'imputer la dépense de 60 000 € du pôle Europe sur les crédits ouverts sous l'activité AD06B - fonction 041 – nature 6574 – programme 8051 dont le disponible avant le présent Conseil est de 139 062,95 € ;

autorise

le Maire ou son représentant à signer les arrêtés et conventions d'attribution y afférents.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

Attribution de subventions au titre du Forum mondial de la démocratie à Strasbourg
Conseil Municipal du 30 septembre 2013

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé au CM	Montant alloué pour l'année n-1
Association Alliance Ciné	5ème édition du Festival international du film des droits de l'Homme du 23 novembre au 6 décembre 2013	12 000 €	10 000 €	9 000 €
Association « Events 4 Live »	Grand concert en faveur de la démocratie à la Cathédrale	30 000 €	30 000 €	
Association « Passages »	Réalisation de kakémono sur la démocratie et la paix avec Frederica MATTA	15 000 €	8 000 €	-
Association « Horizome »	Exposition interactive et performances artistiques autour de l'e-démocratie	13 000 €	6 000 €	-
Association « Rencontres cinématographiques d'Alsace »	Programmation au cinéma « Odyssée » d'une Quinzaine intitulée « politique et démocratie au cinéma 2013 » en partenariat avec l'IEP de Strasbourg	5000 €	3 000 €	5 000 €
Association « Pour la démocratie européenne »	Conférences et animations festives sur le statut européen de Strasbourg	8 000 €	3 000 €	

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

26

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Attribution de subventions dans le cadre des relations européennes et internationales.

Cette délibération porte sur le soutien de la Ville aux associations strasbourgeoises qui œuvrent en faveur du rayonnement européen et international de Strasbourg. D'un montant total de 21 000 €, ces subventions visent notamment à conforter le positionnement de Strasbourg en tant que capitale européenne de la démocratie et siège du Parlement européen.

Pôle Europe

Association Européenne des Jeunes Entrepreneurs (AEJE) 6 000 €

L'association européenne des jeunes entrepreneurs développe depuis 2011 des activités en faveur de la promotion des institutions européennes et tout particulièrement du siège du Parlement européen à Strasbourg.

Sur la base du rapport rédigé en 2012, intitulé « Le siège dans tous ses états », l'association poursuivra ses actions en 2013 et 2014 pour mieux faire connaître l'étude approfondie qu'elle a menée sur le siège du Parlement européen à Strasbourg, notamment auprès des députés européens, leurs assistants et des journalistes mais également des Strasbourgeois.

La subvention accordée par la Ville de Strasbourg contribue au fonctionnement général de cette association.

Association pour la démocratie européenne 10 000 €

L'association « Pour la démocratie européenne » œuvre en faveur de la promotion du rayonnement européen de Strasbourg ainsi que du siège du Parlement européen à Strasbourg.

Ses principales activités en 2013 consistent à créer quatre antennes en Europe pour créer un véritable réseau européen, organiser des rencontres des professionnels à l'échelle européenne et développer le sentiment d'appartenance des Strasbourgeois à l'Union européenne.

La subvention accordée par la Ville de Strasbourg contribue au fonctionnement général de cette association.

Centre d'Informations des Institutions Européennes (CIIE) 5 000 €

Le Centre d'Information sur les Institutions Européennes organisera durant l'année scolaire 2013/2014 un concours de photos et de vidéos intitulé « je filme, tu participes, nous votons ! » à destination des jeunes collégiens et lycéens afin de promouvoir la participation des électeurs européens aux élections européennes qui se dérouleront en mai 2014.

Les différents projets seront mis en ligne sur le site officiel du concours et sur des sites de partage de vidéos pour sélectionner les lauréats et inviter les jeunes à une utilisation citoyenne des réseaux sociaux à cette occasion. Ce projet s'accompagne d'un travail de sensibilisation des jeunes à la citoyenneté européenne et aux enjeux européens débattus à l'occasion de cette élection.

Le clip vidéo et la photo qui auront remporté le concours seront projetés et exposés à l'occasion de la Fête de l'Europe 2014, notamment dans le cadre du partenariat en cours d'élaboration entre la Ville de Strasbourg et le Parlement européen pour les festivités du 9 mai 2014.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

pour le Pôle Europe :

- *le versement d'une subvention de 6 000 € à l'Association Européenne des Jeunes Entrepreneurs (AEJE),*

- *le versement d'une subvention de 10 000 € à l'Association pour la démocratie européenne,*

- *le versement d'une subvention de 5 000 € au Centre d'Information des Institutions Européennes (CIIE) ;*

décide

d'imputer la dépense de 21 000 € du pôle Europe sur les crédits ouverts sous la fonction 041, nature 6574, programme 8051, activité AD06B dont le disponible avant le présent conseil est de 139 062,95 €

autorise

le Maire ou son représentant à signer les arrêtés et conventions d'attribution y afférents.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

Attribution de subventions dans le cadre des relations européennes et internationales
Conseil Municipal du 30 septembre 2013

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Association européenne des jeunes entrepreneurs	Promotion et valorisation de « Strasbourg, capitale européenne ». Mobilisation des acteurs privés et publics autour de l'enjeu de la présence des institutions européennes à Strasbourg.	8 000 €	6 000 €	6 000 €
Association pour la démocratie européenne	Soutient le développement d'une Europe décentralisée et polycentrique et mène plus particulièrement une action lobbying en faveur du maintien du siège du Parlement européen à Strasbourg	40 000 €	10 000 €	-
Centre d'Information des Institutions Européennes (CIIE)	Organisation d'un concours de photos et de vidéos à destination des jeunes pour promouvoir leur participation aux élections européennes de mai 2014	5 000 €	5 000 €	-

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

27

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Avis du Conseil municipal relatif à la vente d'un terrain à LOCUSEM situé dans le parc d'activités de la Klebsau Strasbourg Neuhof (avis du Conseil municipal : article L 5211-57 du CGCT).

Dans le cadre de la commercialisation de terrains viabilisables la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS) a retenu la candidature de la société LOCUSEM, société d'économie mixte regroupant des actionnaires dans un partenariat public privé au service de missions d'intérêt général.

LOCUSEM a notamment pour mission de créer une offre immobilière adaptée aux besoins et aux capacités des TPE (très petite entreprise, moins de 10 salariés).

Elle s'intéresse au parc d'activités artisanales de la Klebsau pour y construire un ensemble d'environ 2 200 m² conçu de manière à proposer des surfaces locatives de 75 à 170 m². Les cellules locatives, modulables, permettront d'accueillir jusqu'à une quinzaine de TPE simultanément.

Le projet, qui se signale comme les réalisations précédentes du parc d'activités par une architecture de toits, s'inscrira en cohérence avec l'environnement du site. La réalisation d'une bande plantée de 10 m de profondeur à l'arrière du terrain, conformément au règlement de lotissement, permettra aussi d'assurer son intégration avec les habitations voisines.

Par conséquent, la Communauté urbaine de Strasbourg envisage de vendre à la société LOCUSEM un terrain viabilisable de 59,53 ares situé rue Antoine Heitzmann à Strasbourg-Neuhof au prix total de 293 920 € HT.

L'acte de vente intégrera un pacte de préférence au profit de la Communauté urbaine de Strasbourg, avec effet sur une durée de quinze ans à compter de l'achèvement de la construction.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière

après en avoir délibéré
approuve

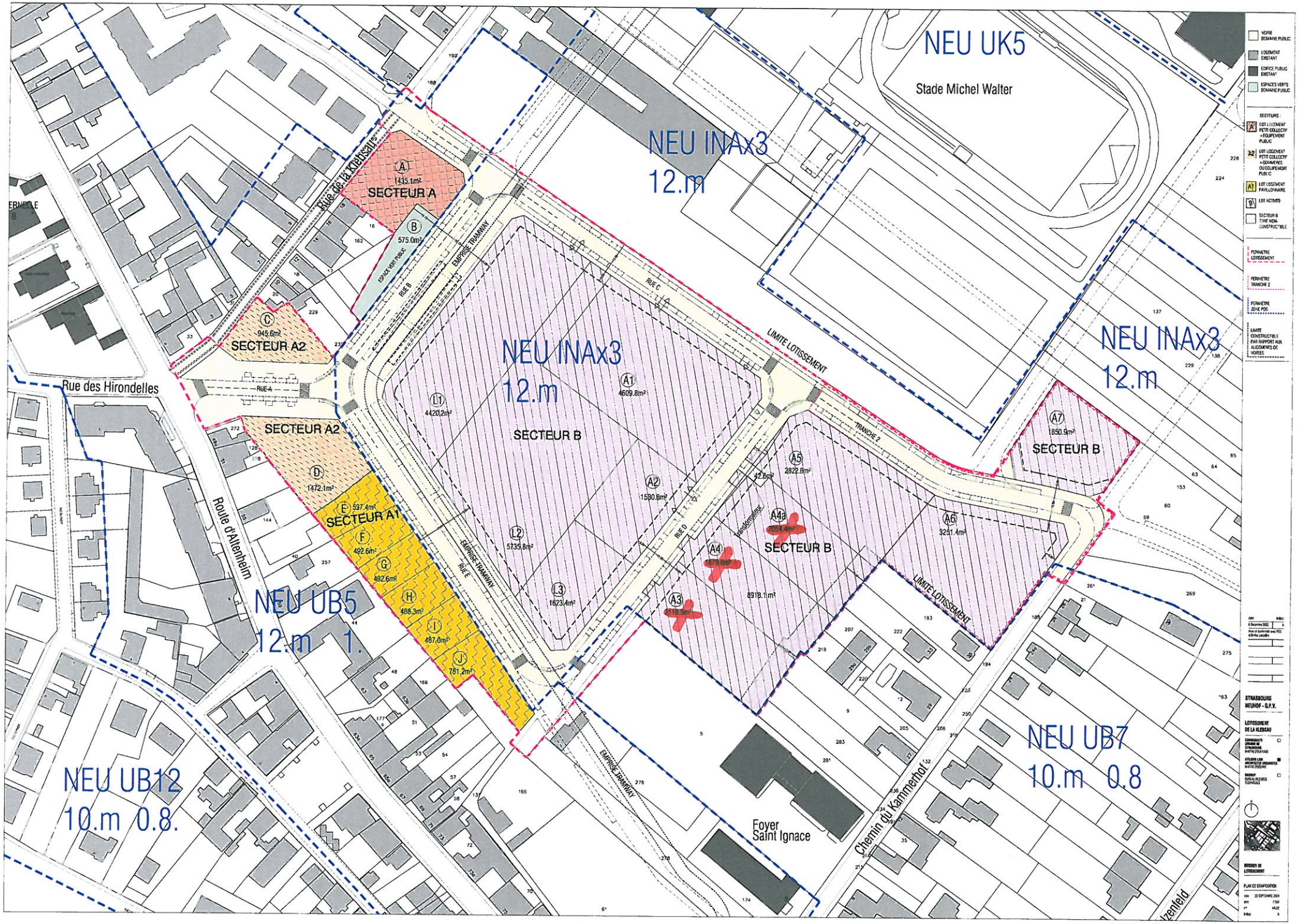
la vente par la Communauté urbaine de Strasbourg à la société LOCUSEM, 1 Parc de l'Etoile à Strasbourg, ou à toute personne morale constituée ou désignée à l'effet des présentes en ce compris à tout pool de crédit bailleur, d'un terrain viabilisable de 59,53 ares, situé dans le parc d'activités de la Klebsau à Strasbourg Neuhof, cadastré :

Commune de Strasbourg
Section IK - Parcelle n°303 de 20 a 14 ca
Section IK - Parcelle n°304 de 18 a 50 ca
Section IK - Parcelle n°305 de 20 a 89 ca

ledit terrain est cédé en vue de la construction d'un hôtel d'entreprises conformément aux dispositions du permis de construire. Le prix du terrain est de 293 920 € HT.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013


NEU UK5
Stade Michel Walter
NEU INAx3
12.m
NEU INAx3
12.m
NEU INAx3
12.m
SECTEUR B
NEU UB5
12.m 1.
NEU UB12
10.m 0.8.
NEU UB7
10.m 0.8
SECTEUR A
1435.1m²
SECTEUR A2
945.6m²
SECTEUR A2
1472.1m²
SECTEUR A1
537.4m²
492.6m²
492.6m²
486.3m²
487.0m²
781.2m²
4420.2m²
4609.8m²
1580.8m²
5735.8m²
1623.4m²
2118.5m²
8918.1m²
2822.8m²
3231.4m²
1850.9m²
575.0m²
Rue des Hirondelles
Route d'Altenheim
Rue de la Klebsau
RUE A
RUE B
RUE C
RUE D
RUE E
EMPRISE TRAMWAY
LIMITE LOTISSEMENT
TRANCHE 2
Foyer
Saint Ignace
Chemin du Kammerhof
Izenfeld
VOIRIE DOMAINE PUBLIC
LOGEMENT EXISTANT
EDIFICE PUBLIC EXISTANT
ESPACES VERTS DOMAINE PUBLIC
SECTEURS :
LOT LOGEMENT PETIT COLLECTIF + EQUIPEMENT PUBLIC
LOT LOGEMENT PETIT COLLECTIF + COMMERCE OU EQUIPEMENT PUBLIC
LOT LOGEMENT PAVILLONNAIRE
LOT ACTIVITE
SECTEUR B ZONE NON-CONSTRUCTIBLE
PERIMETRE LOTISSEMENT
PERIMETRE TRANCHE 2
PERIMETRE ZONE PDE
LIMITE CONSTRUCTIBLE PAR RAPPORT AUX ALIGNEMENTS DE VOIRIES
STRASBOURG
MEUNOF - G.P.V.
LOTISSEMENT DE LA KLEBSAU
PLAN DE COMPOSITION

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

28

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Attribution de subventions au titre de la prévention.

La présente délibération porte sur des propositions de soutien à diverses associations, soit à titre de solde de leur subvention annuelle de fonctionnement, soit pour le financement d'un projet spécifique, pour un montant total de **120 330 €.**

A. Solde de la subvention de fonctionnement 2013

Par délibération du Conseil municipal du 11 février 2013, les associations VIL.A.JE, ENTRAIDE et ETAGE, qui ont en commun une mission de prévention en direction des jeunes en rupture, se sont vu attribuer un acompte de subvention pour leur fonctionnement 2013, équivalent à 60 % du montant versé en 2012.

Il est proposé de verser le solde 2013 pour un montant total de **115 330 €.**

1. VIL.A.JE (Ville Action Jeunesse).

Créée en 1982 à l'occasion de l'ouverture du Centre Halles, l'association VIL.A.JE. est présente à travers un travail de rue, en particulier sur les quartiers Gare, Centre ville - Halles et Esplanade - Cité Spach.

Une partie du fonctionnement de l'association est financée par le Conseil général au titre de la prévention spécialisée. Son activité s'inscrit par ailleurs dans un travail social global et une démarche partenariale liée à la question de la tranquillité publique. La participation de la Ville est sollicitée pour le financement de ce second volet.

Il est proposé de verser le solde de la subvention de fonctionnement d'un montant de **26 450 €**, soit un total de 64 410 € pour 2013.

2. ENTRAIDE.

L'association ENTRAIDE développe plusieurs secteurs d'activités en faveur de publics fortement marginalisés, jeunes et adultes : centre d'hébergement et de réadaptation sociale, équipe de prévention spécialisée, atelier de redynamisation, dispositif de prévention et d'action sociale incluant accueil informel collectif et suivi social individualisé.

La subvention de fonctionnement sollicitée auprès de la Ville concerne plus précisément le dernier volet à savoir l'accueil de jour, animé par quatre travailleurs sociaux et une vingtaine de bénévoles, ouvert en matinée et en soirée au local 24, rue Saint Louis.

Il est proposé de verser le solde de la subvention de fonctionnement d'un montant de **38 200 €**, respectivement 25 200 € au titre de la prévention et 13 000 € au titre de l'action sociale, soit un total de 94 000 € pour 2013.

3. ETAGE.

Créée en 1980, l'association ETAGE, installée au 19 quai des Bateliers, est la principale structure implantée au centre ville qui accueille et accompagne un public spécifique en grande difficulté, composé de jeunes de moins de 25 ans qui vivent dans la rue.

L'ETAGE qui dispose des agréments Prévention spécialisée et C.H.R.S. développe plusieurs secteurs d'activités complémentaires permettant un accompagnement social global de ces jeunes : accueil collectif de jour, cuisine-restaurant social, service social polyvalent, domiciliation postale, actions autour de la parentalité et de la santé, actions liées à l'hébergement (C.H.R.S., places de stabilisation, logement d'insertion, dispositif d'intermédiation locative IOBEL).

La subvention de fonctionnement de la Ville concerne le soutien aux secteurs accueil collectif de jour et service social polyvalent.

Il est proposé de verser le solde de la subvention de fonctionnement, à hauteur de **50 680 €**, soit un total de 123 430 € pour 2013.

B. <u>Prise en charge éducative de mineurs exclus scolaires – association ACCORD</u>

L'association ACCORD, déjà habilitée par la protection judiciaire de la jeunesse pour les mesures de réparation pénale, vient d'obtenir un agrément de l'éducation nationale pour les mesures dites de responsabilisation. Elle propose ainsi un accompagnement éducatif renforcé à des jeunes exclus de leur établissement pour des infractions au règlement intérieur ou des délits, afin d'éviter leur sortie définitive du système scolaire.

ACCORD a signé à cet effet une convention avec les trois établissements concernés à ce jour, les collèges Lezay-Marnézia, Stockfeld et Solignac. Les jeunes sont accueillis dans le cadre de chantiers collectifs proposés au titre de partenariats développés avec la SNCF pour la remise en état de petites gares, avec le club vosgien pour l'entretien de chemins de randonnée ou encore avec de petites communes du Bas-Rhin.

Le projet est financé par l'Etat à hauteur de 10 000 € au titre du fonds interministériel de prévention de la délinquance. Pour 2013, il est proposé une participation de **5 000 €** de la Ville et 5 000 € de la C.U.S.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

l'allocation des subventions suivantes :

- *à titre de solde de subvention de fonctionnement 2013, pour leurs activités de prévention en direction des jeunes en rupture :*

- *association VIL.A.JE - Ville Action Jeunesse* *26 450 €*
- *association ENTRAIDE* *25 200 €*
- *association ETAGE* *50 680 €*

La dépense correspondante, soit 102 330 €, est à imputer sur l'activité AT02A – nature 6574 – fonction 110 – programme 8064 du BP 2013, dont le montant disponible est de 162 695 € ;

- *association ENTRAIDE* *13 000 €*

La dépense correspondante est à imputer sur l'activité AS00B – nature 6574 – fonction 520 du BP 2013, dont le montant disponible est de 216 111 €,

- *pour son projet de prise en charge éducative des mineurs exclus scolaires*

- *association ACCORD* *5 000 €*

La dépense correspondante est à imputer sur l'activité AT02A – nature 6574 – fonction 110 – programme 8064 du BP 2013, dont le montant disponible est de 162 695 € ;

autorise

le Maire ou son représentant à signer les conventions et arrêtés relatifs à ces subventions.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

Attribution de subventions au titre de la prévention

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Total sollicité	Montant N-1	Montant octroyé
VIL. A. JE	Subvention de fonctionnement 2013 - solde	66 000 €	63 270 €	Solde 26 450 € (total 2013 = 64 410 €)
ENTRAIDE	Subvention de fonctionnement 2013 - solde	94 000 €	93 000 €	Solde 38 200 € (total 2013 = 94 000 €)
ETAGE	Subvention de fonctionnement 2013 - solde	124 000 €	121 250 €	Solde 50 680 € (total 2013 = 123 430 €)
ACCORD	Projet spécifique	6 120 €	-	5 000 €

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

29

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Strasbourg 'Ville amie des aînés'.

« *Les personnes âgées sont une ressource vitale, souvent négligée, pour les familles et la société* », déclare le Dr John Beard, Directeur du Département Vieillissement et qualité de vie à l'OMS. « On ne pourra prendre pleinement conscience de cette contribution que si les personnes âgées conservent une bonne santé et si les obstacles qui les empêchent de participer à la vie familiale et communautaire sont surmontés. »

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a donc engagé en 2006 l'initiative « Villes-amies des aînés » de l'OMS par le recensement des caractéristiques essentielles de l'environnement urbain propice à un vieillissement actif et en bonne santé. Les travaux de recherche menés dans trente trois villes ont confirmé l'importance pour les personnes âgées d'un accès aux transports publics, aux espaces de plein air et aux bâtiments, ainsi que la nécessité de logements adaptés, d'un tissu social et de services médicaux.

Ils ont aussi mis en évidence la nécessité de favoriser les liens qui permettent aux personnes âgées d'être des participants actifs de la société, de lutter contre la discrimination fondée sur l'âge et d'offrir de plus grandes occasions de participation citoyenne et d'emploi.

Ces résultats ont conduit l'OMS à lancer en juin 2010 le Réseau mondial des villes amies des aînés. Celui-ci remplace l'ancien label « Bien vieillir - Vivre ensemble ». L'objectif de ce réseau est de soutenir les collectivités dans la création et le développement d'environnements urbains permettant aux personnes âgées de rester actives et de continuer à participer, en gardant une bonne santé, à la vie sociale. L'idée principale retenue est qu'en essayant d'offrir une ville accueillante à ses aînés, on offre une ville accueillante à toute sa population.

Ce réseau s'appuie sur un principe central, celui de donner la parole aux personnes âgées, mais va plus loin en demandant aux villes participantes d'entamer un processus de suivi d'évaluation et de mise en œuvre. Les membres du Réseau s'engagent à prendre activement des mesures pour créer un environnement plus favorable pour leurs résidents les plus âgés.

Dans le cadre de cette démarche, les Villes francophones « Amies des aînés » soucieuses de promouvoir la collaboration en langue française à travers les différents travaux et les échanges de bonnes pratiques, ont créé une association, Réseau francophone de « Ville amie des aînés ». Une première rencontre des villes membres s'est déroulée à Dijon le 1er juillet 2013 en présence de la ministre chargée des personnes âgées et à laquelle ont participé deux élus strasbourgeois.

Or, la politique en faveur des seniors menée par la Ville montre que Strasbourg s'inscrit de fait déjà dans la démarche décrite par l'OMS.

Il est par conséquent proposé aujourd'hui au Conseil municipal de rejoindre le réseau francophone de « Ville amie des aînés ». L'engagement proposé dans ce projet de délibération donnera lieu à la remise d'une certification à la Ville de Strasbourg par l'OMS.

Un contexte strasbourgeois pleinement en faveur des seniors

En effet, les politiques conduites par la Ville, le cas échéant avec l'appui de la Communauté urbaine, pour les solidarités et la réduction des inégalités et la démocratie locale, ont permis de développer un large programme d'actions en faveur des seniors.

Ces actions sont déclinées à partir de la délibération du 11 octobre 2010 qui fixe trois axes majeurs ayant pour objectif de permettre aux seniors de trouver leur place dans la cité à travers des actions favorisant le bien vieillir, la lutte contre l'isolement et un accès facilité à tous les domaines de la vie quotidienne.

L'engagement dans la démarche de certification « Ville amie des aînés » supposera de poursuivre constamment la réflexion sur la politique menée en faveur des seniors avec des phases de diagnostics, de mise en œuvre et d'évaluation. Ce processus déjà pleinement engagé par la collectivité sur le plan thématique et territorial intègre naturellement les acteurs locaux et les habitants.

La phase « diagnostic », actuellement concertée avec des seniors à partir de questionnaires et d'entretiens individuels, va permettre de formaliser un plan d'action.

Après adhésion au réseau francophone, un point régulier sur l'avancement des différents projets de la politique menée est présenté aux membres.

Les informations complètes explicitant l'esprit de la démarche figurent dans le projet de dossier d'intention joint. Les statuts de l'association sont également joints à la présente délibération.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil

sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'engagement en faveur des seniors de la Ville de Strasbourg dans le cadre de la démarche initiée par l'OMS ainsi que son adhésion à l'association du réseau francophone de « Ville amie des aînés » et l'acquittement de la cotisation annuelle établie en fonction du barème voté par l'assemblée générale, qui s'élève à 1 000 € à compter de 2014 ;

décide

d'imputer la somme de la cotisation sur la ligne 020 6281 LO 01A.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

RESEAU FRANCOPHONE

DES VILLES AMIES DES AINES

STATUTS

Préambule

Si l'urbanisation connaît une croissance exponentielle et qu'au même moment la part des plus de 65 ans dans les grandes zones urbaines ne cesse de croître, la diminution de la population dans les zones rurales renforce bien souvent aussi la part des aînés dans la population totale. Il appartient à nos villes, à nos municipalités et Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) de s'interroger sur le vieillissement de leur population, afin de répondre au mieux aux défis de la transition démographique en cours.

De ces constats est né le réseau mondial des *Villes amies des aînés*©, lancé en 2010 par l'Organisation Mondiale de la Santé, pour inciter les villes à mieux s'adapter aux besoins de leurs aînés, de façon à exploiter le potentiel que représentent les personnes âgées pour l'humanité.

Adapter nos villes, nos municipalités et EPCI à une population vieillissante pour permettre d'améliorer les conditions d'épanouissement de chacun, c'est à la fois adapter nos lieux de vie, prévoir des services et structures accessibles à tous, optimiser l'accès aux soins de santé, sécuriser l'espace public, tenir compte des différences et des besoins de chacun, à l'aune de la diversité qui caractérise nos sociétés. C'est aussi garantir les droits des personnes âgées, les considérer comme citoyens à part entière, concernés au même titre que les autres tranches d'âge par le vivre ensemble.

C'est cet ensemble de valeurs que les villes membres du réseau de l'OMS se sont engagées à défendre et promouvoir dans la *Déclaration des villes et collectivités amies des aînés,* signée à Dublin le 29 septembre 2011.

Favoriser les échanges de bonnes pratiques, confronter les expériences, partager les informations, sont les objectifs que veulent atteindre les villes, les municipalités et les EPCI francophones qui ont décidé de se regrouper sous l'égide de l'OMS pour faire vivre ensemble le « Réseau francophone des Villes amies des Aînés ».

Article Premier

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une Association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre : Réseau francophone des Villes amies des Aînés.

Article 2 – Objet social

Cette Association internationale, sans but lucratif, a pour but de développer au niveau francophone le réseau international *Villes amies des aînés*© de l'Organisation Mondiale de la Santé.

Elle s'attache également à :

- favoriser les échanges d'informations et de bonnes pratiques entre les villes, municipalités et EPCI adhérents afin de confronter des expériences,
- organiser des rencontres régulières, afin de développer de nouveaux liens et de débattre sur tout sujet s'inscrivant dans la démarche définie par l'OMS,
- être force de proposition auprès des pouvoirs publics pour créer les conditions d'une meilleure adaptation de la ville aux aînés.
- informer et conseiller les villes, municipalités et EPCI désireux d'entrer dans le réseau francophone *Villes amies des aînés*

Elle est habilitée à organiser et à participer à des conférences internationales.

Article 3 – Siège social

Le siège social de l'Association est normalement fixé dans la ville dont le Président est le représentant.

Actuellement, il est à Dijon. Adresse postale : Mairie de Dijon – B.P. 1510 – 21033 DIJON CEDEX

Il pourra être transféré par simple décision du Conseil d'administration à la suite de l'élection du Président. La ratification sera faite par l'Assemblée générale suivante.

Article 4 – Durée de l'Association

L'Association est constituée pour une durée indéterminée.

Article 5 – Membres de l'Association

Les membres peuvent être des personnes morales ou des personnes physiques.

L'Association se compose principalement de villes, municipalités, et EPCI adhérents.
Pour faire partie de l'Association ceux-ci doivent faire partie du réseau *Villes amies des aînés* de l'OMS, ou du programme "Municipalités amies des aînés" du Secrétariat aux aînés du Québec.

Ils doivent également adhérer aux présents statuts et s'acquitter de la cotisation dont le montant est approuvé par l'Assemblée générale.

Les membres fondateurs sont les villes à l'origine de la création de l'Association, (sous réserve d'adhésion) :

Besançon (France)
Dijon (France)
Lyon (France)
Limonest (France)
Rennes (France
Genève (Suisse)

Gatineau (Québec)
Montmagny (Québec)
Montréal (Québec)
Saguenay (Québec)
Sainte Julie (Québec)
Sherbrooke (Québec)
MRC Témiscamingue (Québec)
Varennes (Québec)

Les membres réguliers sont les autres **villes, municipalités et EPCI** membres du réseau menant une politique active dans le domaine du vieillissement. Ils ont les mêmes droits et le même montant de cotisation que les villes fondatrices.

Les membres associés sont des intervenants qualifiés (associations, universitaires...) dans au moins l'un des domaines d'activité de l'Association, qui versent également une cotisation à l'Association et constituent, en son sein, un collège spécifique.

Les membres d'honneur sont des anciens membres actifs ou des personnes qui ont rendu des services éminents à l'Association. Ils ne peuvent faire partie du comité exécutif et n'ont pas le droit de vote à l'Assemblée générale. Ils sont dispensés du paiement d'une cotisation.

Article 6 – Admission

Les représentants des **collectivités** ou les intervenants dans le domaine du vieillissement qui souhaitent devenir membres du réseau adressent au Président du Conseil d'administration une demande d'adhésion. Pour les **collectivités**, un acte officiel d'adhésion doit être joint **(délibération, résolution).**

Le Conseil d'administration, sur avis du bureau, statue lors de chacune de ses réunions sur les demandes d'admission présentées. Il peut refuser, sur avis motivé, des demandes d'adhésion.

Article 7 – Démission – Radiation

La qualité de membre se perd par la démission volontaire et par écrit ou par radiation prononcée par l'Assemblée générale ordinaire à la majorité des deux tiers des membres présents, pour non-paiement de la cotisation, perte du certificat *Ville amie des aînés*© ou *Municipalité amie des aînés*©, non respect des statuts ou motif grave.

Article 8 – Les organes de l'Association

Les organes de l'Association sont l'Assemblée générale, le Conseil d'administration, le Bureau et le cas échéant, les Commissions spécialisées.

Article 9 – L'Assemblée générale

L'Assemblée générale est composée de tous les membres de l'Association ou de leurs représentants. Seuls les membres fondateurs et réguliers, à jour de cotisation, participent au vote.

Elle se réunit tous les 2 ans en session ordinaire, au lieu fixé par le Bureau dans sa convocation, laquelle doit être adressée à chacun des membres au moins huit semaines avant la date fixée.
Tout membre de l'Association peut transmettre par écrit au Bureau, au plus tard 15 jours avant l'Assemblée, une question à inscrire à l'ordre du jour.
La date, le lieu et l'ordre du jour de la session sont arrêtés par le Conseil d'administration.

L'Assemblée générale sera considérée comme valablement constituée en première convocation si le quorum est constitué d'au minimum 2 régions de l'OMS et si la moitié au moins de ses membres est présente ou a donné procuration. Si le quart des membres élus et représentés est présent, l'Assemblée générale est constituée valablement en seconde convocation. La réunion en seconde convocation devra avoir lieu une demi-heure après la première, au même lieu et avoir été annoncée dans la convocation initiale.

Un membre peut être représenté à l'Assemblée générale ordinaire par un autre membre de l'Association, mais chaque membre ne peut représenter au plus que 2 autres membres. Le pouvoir d'un membre à un autre membre de l'Association pourra être transmis par télécopie ou scanner.

Les décisions de l'Assemblée générale sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés. Chaque membre dispose d'une voix pour voter. Dans le cas d'un vote partagé en deux nombres égaux de voix, le Président dispose d'une voix prépondérante.

Les statuts de l'Association sont approuvés lors de la première Assemblée générale.

L'Assemblée générale se prononce sur le rapport moral ou d'activité et sur les comptes de l'exercice financier. Elle délibère sur les orientations de l'Association ainsi que les grands principes de son action. Elle pourvoit à

la nomination ou au renouvellement des membres du Conseil d'Administration et approuve le montant de la cotisation annuelle.
Elle confère, sur présentation du Conseil d'administration, la qualité de membre d'honneur.
Elle invite, à titre consultatif, des experts, ainsi que des villes, municipalités ou EPCI qui souhaitent être informés et conseillés dans leur démarche d'intégration au sein du réseau de l'OMS.

Un procès-verbal de la séance est rédigé par le Secrétaire et diffusé dans un délai d'un mois à tous les adhérents.

Article 10 – Assemblée Générale extraordinaire

L'Assemblée générale extraordinaire a seule compétence pour modifier les dispositions statutaires et prononcer la dissolution de l'Association. Elle statue à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés pour les modifications, des trois quarts pour la dissolution.
Elle peut être convoquée soit sur décision du Conseil d'administration, soit à la demande des deux tiers des membres de l'Assemblée générale. Les conditions de convocation sont identiques à celles de l'Assemblée générale ordinaire. L'ordre du jour est la modification des statuts ou la dissolution.

Article 11 – Le Conseil d'administration

L'Association est dirigée par un Conseil d'administration élu par l'Assemblée générale, composé d'un minimum de 6 membres représentant les membres fondateurs ou réguliers. Ils exercent leurs fonctions pendant une durée de quatre ans et sont renouvelables par moitié tous les 2 ans.

Les membres du Conseil d'administration sont rééligibles. Ils exercent leurs fonctions sans contrepartie financière.
Les candidatures au Conseil d'administration doivent être déposées au moins 15 jours avant l'Assemblée générale.

Tous les membres du Conseil d'administration sont libres de démissionner de leurs fonctions. Cette démission prendra effet un mois après son acceptation par le Conseil d'administration.
Trois absences consécutives valent démission.

En cas de vacance de postes, le Conseil d'administration pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres. Il est procédé à leur remplacement définitif à la plus proche Assemblée générale. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'époque à laquelle devrait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

Le Conseil d'Administration choisit parmi ses membres, à bulletin secret, un bureau composé de personnes morales :

- un(e) Président(e)
- un(e) vice-Président(e) dans chacune des "régions OMS" n'ayant pas la Présidence, **le cas échéant**
- un(e) Secrétaire et s'il y a lieu, un(e) Secrétaire adjoint(e)
- un(e) Trésorier(e) et s'il y a lieu, un(e) Trésorier(e) adjoint(e)

Le Président représente l'Association en toutes circonstances. En cas d'empêchement, il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un membre du Bureau.
Le Conseil d'administration autorise le Président à ester en justice.

Le Conseil d'administration a la faculté, en fonction des moyens de l'Association, de mettre en place un organe de gestion quotidienne. Il propose le montant des cotisations, qui est progressif (en fonction du nombre d'habitants).
Il décide des lieux, ordres du jour et dates des Assemblées générales.

Le Conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an et toutes les fois qu'il est convoqué par le Président ou à la demande d'au moins un quart de ses membres.

En l'absence du Président, le Conseil sera présidé par un vice-Président ou, à défaut, par un membre désigné par le Président.

Les technologies modernes de réunion peuvent suppléer aux difficultés de déplacement. Cependant, chaque année, l'un d'entre eux au moins se fera en présence physique des administrateurs.

Un membre peut être représenté au Conseil d'administration par un autre membre de ce dernier. Chaque membre peut représenter au plus 2 autres membres. Le pouvoir d'un membre à un autre membre de l'Association pourra être transmis par télécopie ou scanner au Président.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des présents ou représentés. Dans le cas d'un vote partagé en deux nombres égaux de voix, le Président dispose d'une voix prépondérante.

Le Président peut procéder à la consultation des membres du Conseil d'administration par tout moyen de communication.

Le Conseil doit faire approuver par l'Assemblée générale ordinaire un rapport financier certifié par un commissaire aux comptes.

Article 12 – Les Commissions spécialisées

Des Commissions spécialisées peuvent être constituées lors de l'Assemblée générale ordinaire jusqu'à la suivante. Elles sont reconduites en tant que de besoin après approbation expresse de l'Assemblée générale ordinaire.

Elles ont pour but de faire avancer la réflexion et la mise en œuvre d'actions sur des thématiques. Ces thématiques sont fixées par l'Assemblée générale et peuvent être complétées sur initiative du Conseil d'administration.

Les Commissions spécialisées ont à leur initiative la possibilité d'intégrer des experts. Le cas échéant, elles en rendent compte à l'Assemblée générale.

Article 13 – Gestion administrative de l'Association

Pendant la durée du mandat du Président, la gestion administrative est assurée par la Ville dont il est le représentant.

Pour faciliter la coordination, dans les régions OMS n'ayant pas la Présidence, la gestion administrative est assurée par la collectivité Vice-Présidente, en lien avec la ville représentée par le Président.

Article 14 – Les ressources de l'Association

Les ressources de l'Association proviennent :

- des cotisations
- de la vente de produits, services ou prestations fournis par l'Association
- de dons ou toute autre ressource conforme à la réglementation en vigueur et aux buts poursuivis par l'Association.

En outre, l'Association a vocation à rechercher des financements de partenaires publics ou privés, locaux, régionaux, nationaux, transnationaux ou internationaux

Le montant des différentes cotisations est proposé par le Conseil d'administration et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire (ci-joint en annexe 1 le barème des cotisations).

La cotisation annuelle est due par l'ensemble des membres fondateurs et réguliers, par année civile au cours du premier semestre de l'année en cours.
Il en est de même pour la contribution financière des membres associés.
Le Conseil d'administration décide du mode de recouvrement.

Les ressources de l'Association sont destinées à couvrir les frais relatifs à la mise en œuvre de son objet.

Article 15 – Modification des statuts et dissolution

Les statuts de l'Association sont modifiés par l'Assemblée générale extraordinaire à la majorité des deux tiers de ses membres présents ou représentés lors du vote, réunie selon les dispositions de l'article 10.
La dissolution de l'Association ne peut résulter que d'une décision de l'Assemblée générale extraordinaire prise à la majorité des trois quarts de ses membres présents ou représentés lors du vote.
En cas de dissolution, l'Assemblée générale désigne un ou plusieurs liquidateurs et l'actif, s'il y a lieu, est dévolu conformément à l'article 9 de la Loi du 1er juillet 1901 et au décret du 16 août 1901.

Article 16 – Règlement intérieur

Le Conseil d'administration peut établir un règlement intérieur ayant pour objet de préciser et compléter les règles de fonctionnement de l'Association.

Article 17 – Litiges et conflits

En cas de litiges ou conflits, les tribunaux compétents sont ceux du siège de l'Association.

Fait à Dijon, le 26 janvier 2012.

Statuts adoptés par l'Assemblée générale constitutive du 26 janvier 2012 à Dijon.

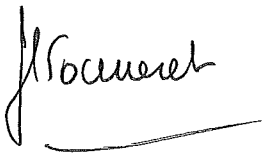
Le Président



Le Secrétaire



Le Trésorier



Annexe 1 : barème des cotisations

ANNEXE 1

Barème des cotisations

Tranches	Montant de la cotisation
1/ Communes ou Municipalités de moins de 5 000 habitants / membres associés / associations à vocation locale ou régionale	100,00 €
2/ Communes de 5 000 à 20 000 habitants	250,00 €
3/ Communes de 20 001 à 50 000 habitants	400,00 €
4/ Communes de 50 001 à 100 000 habitants	700,00 €
5/ Communes de 100 001 à 300 000 habitants	1 000,00 €
6/ Communes de 300 001 à 500 000 habitants	1 500,00 €
7/ Communes de plus de 500 000 habitants / organismes à vocation nationale	2 000,00 €

Pierre Hérisson

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

Capitale européenne

DOSSIER D'INTENTION DE LA VILLE DE STRASBOURG

INTEGRATION AU RESEAU DES « VILLES AMIES DES AINES »

Direction des Solidarités et de la santé
Service du Soutien à l'autonomie – version du 22 août 2013

Strasbourg, capitale européenne et future euro métropole dépose un dossier d'intention en vue d'intégrer le réseau de l'OMS des villes amies des aînés.
La municipalité s'est engagée dans une politique solidaire avec la volonté de réduire les inégalités sociales et de territoires et de favoriser une participation citoyenne aux projets strasbourgeois à travers des compétences spécifiques historiques.

Ayant développé de longue date une politique volontariste en faveur de ses ainés, elle a acté dans une délibération de 2010, trois axes de travail et un programme d'actions ayant pour objectifs de favoriser le « bien-vieillir », lutter contre l'isolement et faciliter l'accès de la cité dans toutes ses dimensions.
Grâce à un service dédié en lien constant avec tous les services de la Ville et de la communauté urbaine et un réseau partenarial institutionnel et associatif riche, de nombreuses actions sont développées à l'attention des seniors strasbourgeois.
Le travail mené par les collectivités, Ville et communauté urbaine, à travers différents plans, au regard de l'accessibilité dans les domaines du transport, de l'habitat et du logement, de la voierie et des aménagements des espaces publics confère à Strasbourg des qualités d'accueil et d'inclusion considérables. Cette politique concertée et attentive aux plus fragiles d'un point de vue social et économique, évolue en fonction des besoins et ne demande qu'à s'enrichir des expériences européennes ou internationales.

I - Présentation générale de la Ville de Strasbourg[1]

Capitale européenne et économique, métropole à dimension humaine, Strasbourg puise ses forces dans son histoire, sa culture et sa position géographique. Voici quelques unes de ses caractéristiques :

- **474 500 habitants au cœur de l'Europe**

- **Premier réseau de France de tramway**
  En vue de rendre la ville plus agréable, une alternative à la voiture devait être retenue dès 1989. Et ce fut le tram rendu très rapidement 100% accessible.

- **Première agglomération cyclable de France**
  Strasbourg est le 1er réseau cyclable de France avec 560 km d'itinéraires cyclables et 4400 Vélhop, les vélos partagés, ainsi que très récemment la mise en service de tandems pour personnes non voyantes.

- **Un port Autonome, deuxième port fluvial de France**

- **Une université d'excellence qui accueille plus de 43 000 étudiants dont 20% provenant de l'étranger**

- **Un accès privilégié à un marché où 75% du pouvoir d'achat de l'Union Européenne se concentre dans un rayon de 700km.**

- **Strasbourg est le siège d'institutions européennes majeures comme** :
  Le Parlement Européen, le Conseil de l'Europe, la Cour Européenne des Droits de l'Homme, le Médiateur Européen, la Pharmacopée (DEQM), le Centre Européen de la Jeunesse, le système d'information Schenghen, l'Eurocorps…

[1] www.strasbourg.eu

- **Strasbourg est la seconde ville diplomatique de France** :
  75 ambassades et représentations diplomatiques, une centaine d'Organisations Non Gouvernementales à caractère international et une communauté internationale de plus de 22 000 personnes.

- **L'Euro district, une spécificité transfrontalière**
  Assemblée constitutive du groupement européen de coopération territoriale (GECT) le 4 février 2010 (Allemagne), l'Eurodistrict regroupe 79 communes dont 28 communes sur la Communauté urbaine de Strasbourg et 51 communes sur l'Ortenaukreis. L'Eurodistrict réunit quelques 900 000 habitants, densité 230 habitants au km² pour l'Ortenau et 1 500 habitants au km² pour la Communauté Urbaine de Strasbourg (CUS) sur un territoire de 2 200km² (dont CUS 315km²) et compte 500 000 emplois et 60 000 étudiants.

- **Culture et qualité de vie**
  Une variété et une multiplicité d'évènements adossés à de nombreuses scènes culturelles à la programmation éclectique :

  - Un Zénith de 10 000 places, l'Opéra du Rhin, le Théâtre National de Strasbourg, la Cité de la Musique et de la Danse, l'Orchestre Philarmonique de Strasbourg, les Percussions de Strasbourg, les TAPS (Théâtre Actuel Production Strasbourgeoise)…
  - Plus de 10 musées et des expositions de niveau international attirent plus d'un demi-million de visiteurs.
  - 17 écoles de musique et un conservatoire forment les virtuoses de demain
  - De nombreux festivals à résonance internationale rythment la scène strasbourgeoise : le festival Musica, le festival International de Musique, Jazz d'Or, le festival des Nuits Européennes, l'Ososphère…

  Strasbourg, c'est aussi la deuxième bibliothèque Nationale Universitaire de France : la Médiathèque André Malraux, la plus grande médiathèque publique de l'Est de la France. Elle coordonne le réseau des 23 bibliothèques et médiathèques de l'agglomération.

- **Espaces verts, sports et loisirs**

  - 4 680 jardins familiaux
  - 344ha de parcs et de jardins
  - 3 771ha de forêts (dont deux forêts dans le tissu urbain dense)
  - de nombreux cours d'eau (Rhin et ses affluents) irriguent le territoire permettent maintes promenades sur berges aménagées

- **Plusieurs centaines d'équipements sportifs**
  Plus de 300 sites et équipements sportifs : piscines et plans d'eau, la plus grande patinoire de France, terrains de golf et de tennis, structures artificielles d'escalade, les sites de forme et de santé, stade d'athlétisme, 10 centres équestres, stands de tir, salles de combat, skate park & vélo freestyle, les sites aquatiques et nautiques (voile, aviron, canoë-kayak), salles multisports, stades de football, rugby…

II - Le contexte des solidarités à Strasbourg[2]

La Ville de Strasbourg et la Communauté urbaine s'engagent activement dans la lutte contre les inégalités sociales et territoriales et la promotion des solidarités et de la santé et ce, depuis de nombreuses années. A cet effet, La collectivité s'est dotée d'un Projet Strasbourgeois des Solidarités Territoriales. Elle a de longue date également la particularité d'exercer les compétences d'action sociale du Conseil Général par convention de délégation.

En effet, le Conseil Général a, par délibération du 5 novembre 1947 et trente-cinq ans avant la décentralisation, autorisé la Ville de Strasbourg à organiser la lutte contre les fléaux sociaux au sein de l'administration municipale. En 2005, une convention a été signée avec le Conseil général pour préciser les modalités de mise en œuvre et les champs de la délégation de compétences. Le renouvellement de la convention a été signé le 25/10/2010.

Le territoire de Strasbourg comprend 30% de la population du Bas-Rhin, mais compte plus de la moitié des bénéficiaires de minima sociaux et un parc locatif social le plus nombreux du département.. C'est dans ce contexte que la Ville souhaite favoriser le bien-vivre ensemble de ses habitants. Pour cela, elle s'est fixée deux grands objectifs :

- lutter contre les inégalités sociales et territoriales que subit une part grandissante de la population strasbourgeoise
- promouvoir les solidarités et la santé chez les habitants et au sein de l'ensemble des politiques publiques municipales.

Des compétences inédites et une organisation efficace au service des Strasbourgeoises et Strasbourgeois

La spécificité strasbourgeoise dans le cadre de la convention de délégation

Généralement, c'est au niveau des communes, notamment celles dotées d'un centre communal d'action sociale (CCAS) ou d'une mission locale, que les habitants bénéficient de services d'accueil, d'accès aux droits et de premier secours. , toutefois l'accompagnement professionnel, les interventions individuelles ou collectives, l'attribution des prestations et des mesures légales relèvent des services départementaux.

À Strasbourg, les habitants retrouvent tous ces services dans un lieu unique : le centre médico-social (CMS) au niveau de chaque quartier. La délégation de compétences départementales en matière d'action sociale et médico-sociale couvre les domaines de l'insertion, de la protection maternelle et infantile, du service social et de mesures de protection de l'enfance. Les compétences déléguées de l'État concernent la médecine scolaire, l'hygiène publique et les vaccinations. Elles permettent une continuité dans le traitement des demandes d'aides sociales.

Cette intégration des services rend plus efficaces la coordination des professionnels, l'observation sociale fine de chaque territoire et la collaboration avec les autres services de la ville (éducation, petite enfance, sport, culture, jeunesse, politique de la ville). Cela permet aussi de renforcer le partenariat avec les acteurs associatifs, sans lesquels la réactivité, la finesse et l'efficacité de l'action sociale et médico-sociale seraient moins efficientes.

À coté de ces compétences déléguées, la Ville a développé des politiques propres en faveur des personnes âgées, des personnes handicapées, de la petite enfance, de la santé et de l'égalité entre femmes et hommes. En outre, sur le territoire communautaire (28 communes dont Strasbourg), la

[2] www.strasbourg.eu

collectivité intervient dans le cadre de l'hébergement d'urgence, la veille 115 et en faveur des gens du voyage.

Le Conseil Général reste le chef de file sur la politique des personnes âgées, notamment dans le champ de la dépendance avec l'aide personnalisée à l'autonomie et les établissements pour personnes âgées dépendantes.

III - Pour assurer ces missions : La direction des Solidarités et de la Santé

Le vieillissement est l'un des grands défis sociaux de l'Europe de demain. Nos pays s'acheminent vers une situation démographique inédite marquée par une forte représentation des seniors, vers un nouvel équilibre des âges et des besoins sociaux reconfigurés. A Strasbourg comme ailleurs, la collectivité a la responsabilité d'en faire une chance pour le lien social, la transmission et la solidarité.

Le contexte strasbourgeois des seniors[3] :

- 47183 personnes de plus de 60 ans en 2009 soit 17% de la population (dont 18 833 personnes de 75 ans et plus)
- 2224 bénéficiaires des allocations minimum vieillesse en 2011 sur strasbourg
- 86 % des personnes âgées de 75 ans et plus vivent à domicile
- 51% des plus de 60 ans sont adhérents à une association dans les secteurs humanitaires, caritatifs et d'action sociale, mais surtout dans les secteurs des loisirs et de la culture.

Spécificité historique à Strasbourg, la ville a choisi de ne pas développer de services en gestion directe (portage de repas, gestion d'EHPAD ou de foyer logement, …) mais plutôt de soutenir les associations dont c'est le domaine d'expertise par le biais de subventions.

L'état des lieux de l'offre de services et d'équipements à Strasbourg:

- 8 services de soins infirmiers à domicile (SSIAD)sur la CUS en 2012 soit 428 places,
- 9 centres de soins infirmiers,
- 2109 lits en hébergement permanent répartis sur 27 établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) en 2011 à Strasbourg dont 127 en Unité de Vie Protégé,
- 72 places en hébergement temporaire,
- 37 places en accueil de jour en 2011,
- 11 résidences / foyers logement (soit 769 logements).

Plusieurs projets sont également en cours de réalisation sur le territoire :

- création d'un EHPAD sur le quartier du Neuhof,
- création de 15 places supplémentaires d'hébergement temporaire,
- création d'une résidence « bien être » dans le quartier des Poteries.

Les personnes de plus de 80 ans représenteront, d'ici à 2030, 7,5 % de la population totale contre 5,5 % en 1999. Par ailleurs, la montée croissante des personnes âgées soumises aux minimas sociaux devient préoccupante. Dans ce contexte, la délibération prise par le Conseil Municipal le 11 octobre 2010 a pour objet de préciser les **orientations stratégiques** de l'action municipale en faveur des personnes âgées dont voici un extrait :

[3] Extrait du DDOC Personnes âgées - 2013

« La Ville de Strasbourg a de tous temps développé en faveur de ses habitants âgés, une politique volontariste visant à contribuer à leur bien-être et à leur juste place dans la ville. Dans le prolongement de cette tradition, la Ville a aujourd'hui pour objectif de développer son action pour favoriser les conditions sociales d'une vie digne, pleine et entière dans la cité. Cette action touche tous les domaines d'intervention de la Ville, afin de décliner le plus largement possible dans les politiques publiques la prise en compte des spécificités des retraités et personnes âgées.

La Ville de Strasbourg développe une politique volontariste autour de trois axes majeurs :

1. **Renforcer la citoyenneté et rendre aux personnes âgées leur place dans la cité, à travers des actions favorisant :**

   - la promotion d'activités d'utilité sociale et collective (vie associative, bénévolat,…) et des liens intergénérationnels,
   - un changement de regard et une évolution des représentations du vieillissement et le respect de la diversité,
   - une vie sociale riche et choisie et l'accès au sport, à la culture et aux loisirs,
   - la redéfinition des Maisons des Ainés dans la ville en pôles de référence, de ressources et de dynamisation des territoires,
   - les réseaux seniors qui favorisent l'exercice de la démocratie et la parole des aînés.

2. **Favoriser le bien être des personnes âgées et permettre le vieillissement dans de bonnes conditions, grâce à :**

   - une mobilité possible par une offre de transport accessible et adaptée,
   - une offre de parcours résidentiel large, du logement à l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes), avec des propositions intermédiaires et innovantes : logements adaptés, hébergement solidaire, accueil familial, petites unités de vie…,
   - un soutien aux aidants familiaux qui participent au maintien à domicile des personnes,
   - une offre d'animation et d'activités adaptées.

3. **Lutter contre l'isolement et la précarité :**

   - en s'appuyant, dans l'esprit d'un réseau d'acteurs divers et complémentaires, sur les coordinatrices des Maisons des Ainés, sur les vacataires de l'Equip'âge estival et la démarche partenariale avec l'association Unis Cité sur les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes et les autres partenaires institutionnels,
   - en assurant une vigilance accrue et des mesures spécifiques pour prévenir ou atténuer les situations de précarisation.

Pour être en phase avec les évolutions de notre société, l'action de la Ville en faveur de ses aînés doit être envisagée de manière globale. Les enjeux liés au vieillissement de la population doivent être intégrés aux stratégies d'aménagement urbain.
Construire une ville pour tous les âges, c'est travailler sur l'adaptation du cadre urbain mais aussi sur l'organisation des services publics. Cette rencontre des cultures de l'urbanisme et de l'action sociale favorise la prise de conscience de l'impact du vieillissement sur les services publics, le transport, l'accès à l'espace public, le logement mais également une offre adaptée dans les domaines de la culture, du sport, des loisirs. »

Ces perspectives s'inscrivent donc directement en lien avec les différents domaines évoqués par le Protocole de Vancouver et le Guide Mondial des Villes amies des aînés.

Marie-Dominique DREYSSE, adjointe au Maire, déléguée aux solidarités et Henri DREYFUS, conseiller municipal délégué aux personnes âgées coordonnent ces grandes orientations avec le Service du Soutien à l'autonomie de la Direction des Solidarités et de la Santé et les différents services de la Direction des Solidarités et de la Santé, notamment le service de l'action sociale territoriale et ses 17 centres médico-sociaux répartis sur le territoire.

IV - De nombreux dispositifs au service des seniors avec les seniors

Le service du Soutien à l'autonomie

Composé de 9 agents permanents, il s'agit du service compétent en matière d'application des politiques de la collectivité à destination des seniors et des personnes handicapées.
Durant trois mois d'été, l'équipe est renforcée par six agents recrutés dans le cadre du plan canicule. Ils composent l'équipage estival.
Toute l'année, remplissant sa mission de formation, le service accueille apprenties et stagiaires.

Ses missions relèvent de la :

- coordination et animation des politiques en faveurs des séniors et des personnes en situation de handicap.
- coordination gérontologique, animation territoriale de réseaux, lutte contre l'isolement (en charge le plan canicule de la municipalité), soutien aux associations séniors et handicap, sensibilisation et information auprès du tout public.
- coordination des actions entre les services de la collectivité qui œuvrent dans le champ des solidarités, de l'accessibilité et du logement adapté et les besoins des associations.

Les partenaires associatifs:

- bénévolat solidaire
- services d'aide et des soins
- associations d'usagers
- associations de malades
- club seniors etc. …

Les partenaires institutionnels:

- Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail Alsace-Moselle(CARSAT)
- Caisses de retraite complémentaire,
- Conseil Général du Bas-Rhin, Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) etc. …

Les activités du service :

- **de nombreuses animations** sont proposées par la Ville sur les thèmes suivants: créer, bouger, apprendre, se cultiver, se divertir, jouer, danser, partager. Elles sont référencées dans le guide annuel des animations seniors édité par le service à hauteur de 10 000 exemplaires par an. L'objectif est double : lutter contre l'isolement et créer du lien social.
  Par ailleurs, en 2012 le service a mis en place une trentaine de manifestations (thés dansants, tournois, cabaret, théâtre, grande fête de Noel, etc.) au bénéfice d'environ 10 000 personnes âgées.

- **la « Semaine Bleue »** : Strasbourg est partie prenante de ce dispositif nationale depuis plus de 8 ans. Elle s'est déroulée en 2012 du 15 au 21 octobre : environ 2 300 personnes âgées ont

participé, 63 actions et animations organisées par 32 associations porteuses et coordonnées par les réseaux seniors. Environ 20 000 € de subventions sont accordées au titre de l'appel à projets chaque année. La Marche Bleue souhaitée par la Ministre des personnes âgées, madame Delaunay, sera organisée le dimanche 20 Octobre et marquera l'ouverture de semaine d'actions associatives.

- **le ciné-club du temps libre** : il s'agit d'un partenariat avec le cinéma Odyssée (cinéma de la Ville de Strasbourg gestion dans le cadre d'une délégation de service public) : une programmation spécifique seniors à un tarif attractif, un film par mois avec débat et verre de l'amitié à l'issue de la projection : 810 spectateurs au total pour l'année 2012. Les seniors ont la possibilité de faire des propositions de films à projeter pour la saison suivante

- **le « Rendez-vous des seniors » :** le service met en place des conférences sur différents thèmes en lien avec la prévention et le bien vieillir, par exemple en 2012 :
  - 4 conférences prévention « équilibre » et « mémoire », 10 conférences « Bien vieillir », soit 854 personnes (59 par action)
  - 6 ateliers « équilibre, mémoire et éducation santé », soit 80 personnes
  - 3 ateliers «sécurité des seniors » plus information bureau de poste, soit environ 200 personnes

- **le « Rendez-vous des aidants » :** 326 personnes ont participé aux 9 actions (soit une moyenne de 36 personnes par action) dont le but est de soutenir les aidants familiaux, de leur permettre de trouver des solutions à leurs préoccupations quotidiennes.

- **Les Seniors en vacances :** 2 séjours ont été organisés l'un en septembre (38 personnes), le second à Noël (22 personnes). Ce projet a pour but de faire bénéficier de séjours à tarif raisonnable pour des personnes âgées non-imposables ou imposables (tarif plus élevé) qui n'avaient plus l'habitude de partir en vacances. Ce projet est mené en partenariat avec l'Agence Nationale des Chèques-Vacances et l'AJA (Vacances Alsace, hébergement et séjour Alsace).

- **La Journée du vieillissement actif et de la solidarité intergénérationnelle :** « Tous acteurs Tous solidaires » : organisation d'une grande manifestation sur la place centrale de la ville, 31 structures présentes autour de stands et d'animations le 12 mai 2012 autour de plusieurs thématiques notamment la promotion du bénévolat, l'aide aux aidants, la prévention santé, etc. Cette journée à été réitérée le 04 mai 2013 avec pour intitulé « Les seniors dans la ville ».Cette manifestation permet pour les seniors une visibilité et une lisibilité des actions institutionnelles et associatives développées en leur faveur.

- **Le Point Info Seniors :**
  La ligne Info seniors est une ligne téléphonique que les personnes âgées et/ou leur famille peuvent contacter pour toute information ou conseil, du lundi au vendredi 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00. Le service soutien à l'autonomie accueille également du public pour des renseignements divers et travaille actuellement au développement d'un point info seniors et handicap prévoyant un accueil téléphonique et physique au sein même du centre administratif, lieu central et fréquenté.

- **les Maisons des aînés**
  Les 7 maisons des aînés, créées entre 1993 et 2001 (gérées par le service du Soutien à l'autonomie de la Ville de Strasbourg) sont des lieux d'accueil, d'information et d'orientation pour les personnes âgées et leurs familles. L'activité de ces lieux est coordonnée avec les centres médico-sociaux et bénéficient du label Centre Local d'Information et de Coordination (CLIC).Une subvention du Conseil Général contribue en partie au fonctionnement de ces lieux d'accueil.

Durant les heures de permanence (ou sur rendez-vous), les coordinatrices (travailleurs sociaux spécialisés dans les problèmes liés au vieillissement et à la dépendance) reçoivent les personnes âgées et leurs familles pour les aider dans leurs démarches administratives, la mise en place de services d'aide à domicile, la recherche d'un hébergement adapté, les loisirs… Elles peuvent également se rendre à domicile en cas de besoin. Les demandes d'interventions concernent essentiellement l'accès aux droits, le soutien à domicile et aux aidants.

En 2012 ont été réalisées, 1958 visites à domicile, 1400 personnes reçues et 963 familles rencontrées. Tous ces chiffres sont en augmentation depuis 2010.

- **le Plan Canicule :**

L'application du décret N°2004-926 du 1er septembre 2004

Le décret N°2004-926 du 1er septembre 2004 fixe les modalités de recueil, de transmission et d'utilisation des données nominatives relatives aux personnes âgées et aux personnes handicapées bénéficiaires du plan d'alerte et d'urgence départemental en cas de risques exceptionnels.
Les publics visés sont les **personnes de 65 ans et plus**, les **personnes de 60 ans et plus inaptes au travail** et **les personnes handicapées de 18 ans et plus**. Les informations qui figurent dans le registre canicule sont réactualisées chaque année au mois de mai et juin.

Depuis 2003, la Ville de Strasbourg se mobilise en faveur de ses aînés en prenant des mesures visant à mieux prévenir les risques liés à la chaleur. Elles résultent d'une démarche partenariale engagée au lendemain de la canicule en 2003.

Environ une centaine de sites rafraîchis ont été recensés, il s'agit principalement de Maisons de retraite et de commerces jouissant d'une grande surface d'accueil. Ces cartes sont consultables en mairie de quartier, et les centres médico-sociaux entre autres.

Un **dispositif interne de « prévention des risques liés à la chaleur »** est programmé: Les niveaux d'alerte sont activés par le Préfet au regard principalement des prévisions météorologiques à 3 jours (les seuils d'alerte définis pour Strasbourg sont les suivants : 19°C la nuit et 34°C le jour). Mais également une campagne d'information sur des gestes préventifs (auprès du public cible mais aussi des relais d'information) et enfin une cellule de veille active via des visites de convivialité durant l'été auprès des personnes les plus fragiles.

Le registre canicule à Strasbourg c'est :
- 2199 personnes inscrites au 07 mai 2013
- 367 personnes inscrites au registre émettent un sentiment d'isolement et ne reçoivent que très peu de visites,
- 107 personnes ont acceptés d'être reçu par « l'Equip'âge estival » pour une visite de convivialité, pour 197 visites durant l'été en 2012

- **la carte SAPHIR, dispositif de lutte contre l'isolement**

Un accès facilité aux loisirs et à la culture,

Le dispositif de la carte Saphir (Services et Avantages pour Personnes Handicapées Infirmes et Retraitées) a été mis en place en janvier 1974 suite à une décision prise communément par le Conseil Général et la Ville de Strasbourg.

Cette carte donne droit pour les bénéficiaires à des réductions tarifaires voir une gratuité d'accès à différents lieux culturels et sportifs (piscines, musées, opéras, concert de l'orchestre philarmonique, foires et salons etc.).

Les conditions d'attribution de cette carte sont les suivantes :
- être âgé de 65 ans et plus et être non imposable
- pour les personnes veuves, être âgé de plus de 60 ans et être non imposable
- quel que soit l'âge, pour les titulaires de la carte d'invalidité (minimum 80%) et non imposable
- résider sur le territoire Bas-rhinois

Au 1er juin 2013, 7470 personnes bénéficient de la carte SAPHIR.
Une réflexion est en cours autour d'une modernisation de cette carte, ainsi que sur l'évolution des conditions d'attribution liée plutôt au quotient familial qu'à l'impôt.

- **Le soutien au dispositif CAE Passerelle mis en place dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD)**[4]

Le Conseil municipal de la Ville de Strasbourg du 18 juin 2012, a reconduit pour la 3ème année consécutive l'action en faveur de l'emploi des jeunes dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (2012-2013) pour la période juillet 2012 à juin 2013, dans 13 établissements.

L'objectif de l'action est double : d'une part, faire découvrir à des jeunes, les métiers d'aide à la personne, leurs permettre d'acquérir une expérience et de préparer un parcours professionnel qualifiant, et d'autre part accroître le bien être des personnes âgées et inscrire les établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes dans la cité en les ouvrant sur leur environnement Le financement du dispositif est assuré par des contrats d'aide à l'emploi de l'Etat, le Fonds social européen (FSE) et la Ville de Strasbourg. Les établissements complètent ce financement à hauteur de 1 680 euros par an et par contrat.
La participation de la Ville au titre de l'action 2012 – 2013 s'élève à 24 700 €.
Le nombre de jeunes bénéficiaires en 2012-2013 s'élève à : 13 personnes.

- **les réseaux seniors**[5] **: à cheval entre le territoire et la thématique**

Les « réseaux seniors », créés en 2004, ont pour but de réunir des professionnels et des bénévoles pour réfléchir et proposer des actions en faveur des seniors dans chaque quartier strasbourgeois. Ils sont au nombre de 9 actuellement et se comptent parmi les Ateliers Territoriaux de Partenaires (ATP). Ils constituent un échelon de démocratie locale précieux et participe de l'insertion des seniors dans un processus consultatif des politiques qui les concernent.

L'atelier territorial de partenaires (ATP) est un outil qui permet la rencontre de partenaires identifiés sur un territoire entre habitants, acteurs de terrain, techniciens et élus. Les Ateliers territoriaux de partenaires ont la particularité de ne pas réunir des habitants à titre individuel mais des représentants, professionnels ou bénévoles, de structures associatives d'une part, d'institutions dont la Ville, d'autre part.

L'objectif principal des réseaux seniors est la lutte contre toutes les formes d'isolement :
- proposer des animations et actions en faveur des personnes âgées
- accroître la diversité de l'offre d'animation au regard de la diversité des publics
- renforcer les actions intergénérationnelles

[4] Extrait - Rapport d'activité du Service du Soutien à l'autonomie - 2012
[5] Le guide des ATP (www.strasbourg.eu)

- développer des actions de solidarité envers nos aînés les plus fragiles ceux qui résident à domicile mais aussi en établissement
- construire des réseaux de solidarité
- favoriser l'expression des personnes âgées

Pour 2012, 93 actions ont été menées dans les différents réseaux seniors de la ville (projets de visites à domicile, actions intergénérationnelles, ateliers prévention-santé, ateliers créatifs, etc.) et de nombreux autres projets sont d'ores et déjà en cours pour 2013.

Tous ces partenaires sont en contact direct avec les habitants, ils constituent des relais privilégiés. Les partenaires présents peuvent être à la fois : les clubs seniors, les paroisses, les responsables de résidences ou maisons de retraite, les services d'aide à domicile, certains autres services municipaux (sports, culture, représentants de la petite enfance, etc.…). Le projet de l'organisation d'une journée d'ateliers territoriaux de partenaires seniors inter-quartiers est en cours.

V - La promotion du sport : à la recherche du bien-être[6]

La Ville de Strasbourg souhaite également sensibiliser la population à l'importance de la santé et de ses enjeux. Son objectif est de promouvoir et initier ces nouvelles disciplines. Les « pratiques douces », portées par la direction des sports sont d'excellents moyens pour véhiculer une pratique de santé adaptée à chacun.

Elles s'adressent à tous les publics (à partir de 16 ans) aussi bien aux jeunes qu'aux adultes, seniors, personnes à mobilité réduite, handicapés, personnes atteintes de pathologies spécifiques ou sensibilisées par des problématiques de santé telles que l'obésité, les problèmes articulaires, respiratoires, le stress, la fatigue. Une programmation tous publics existe ainsi qu'une programmation spécifique seniors.

Dispensé par les associations, dans les gymnases et parcs publics de Strasbourg, le programme s'articule autour de pratiques d'origine asiatique comme le Taï Chi Chuan, le Qi Gong et le Mei Hua Zuang auxquels s'ajoutent la marche nordique et différentes gymnastiques.

Par cette dynamique, la Ville de Strasbourg souhaite également favoriser les liens intergénérationnels et lutter contre l'isolement de la population vieillissante. Les pratiques douces se caractérisent par des pratiques physiques et/ou morales, sans dispositifs compétitifs mais plutôt axées sur le bien-être et le plaisir afin de se maintenir en bonne santé.

Enfin, l'Aquagym 3ème âge, organisée dans les bains municipaux et grâce à ses exercices adaptés, permet aux seniors de poursuivre une activité sportive douce dans l'eau.

VI - Les déplacements à Strasbourg : une adaptation spécifique et une préoccupation centrale

Les transports en communs :

La Ville et la Communauté urbaine de Strasbourg ont instauré une politique tarifaire solidaire de ses services publics pour plus d'équité et de solidarité. Ce tarif est appliqué sur la base du quotient familial (égal ou inférieur à 750€). Pour les personnes qui ne peuvent pas bénéficier de cette tarification solidaire, elles peuvent accéder à un abonnement annuel spécifique aux plus de 65 ans quels que soient leurs revenus. Le montant mensuel appliqué est de 22€80 sur la base des 55€60 (tarif tout public).
La question de l'accessibilité des transports est largement développée sous le titre « les champs règlementaires de l'accessibilité » dans le chapitre VII.

[6] Guide des pratiques douces : www.strasbourg.eu

Le transport accompagné :

MobiStras a été mis en place le 1er juillet 2011 dans le cadre d'une délégation de service public par la Communauté Urbaine de Strasbourg. Ce service adapté et à la demande s'adresse aux personnes étant en incapacité d'utiliser le réseau urbain en raison de difficultés de mobilité. Le tarif d'utilisation du service pour la personne bénéficiaire est identique à celui des autres moyens transports en communs de la collectivité du réseau bus et tram.
A titre d'information, pour l'année 2012, le tarif est de 1€60 par personne, par trajet.
Le nombre de transports réalisés sur l'année 2012 s'élève à plus de 55 000 trajets.

Par ailleurs depuis 2007, la ville de Strasbourg soutien une initiative associative qui propose un service d'accompagnement véhiculé. Le but de ce projet est de rompre l'isolement des personnes âgées et de leur donner les moyens de maintenir une activité régulière hors de leur domicile. Il s'agit d'un accompagnement collectif, dans un véhicule pouvant accueillir des fauteuils roulants, sous forme de tournée en direction des commerces de proximité ou des marchés. A la période de la Toussaint des tournées sont organisées vers les cimetières. Outre une présence assurée lors du transport, un professionnel accompagne les personnes dans les activités prévues. Ce service est adaptable en fonction des demandes, il coûte 2.50€ par personne et par tournée. En 2012, 1155 passagers ont été transportés.

Enfin la ville de Strasbourg a mis en place un **code de la rue** énonçant les pratiques favorisant une cohabitation harmonieuse entre les différentes modes de déplacements (piétons, cyclistes, voitures). Il prend en compte les spécificités de chaque public, notamment les personnes âgées.

VII - L'accessibilité des lieux publics, une démarche engagée

Une Commission Communale d'Accessibilité aux personnes handicapées de la Ville de Strasbourg a été instaurée en 2011 .Cette commission s'inscrit dans la règlementation concernant le handicap et permet de prendre en compte l'accessibilité dans les domaines de la vie quotidienne.
L'accessibilité universelle profitant à tous, c'est tout naturellement que les actions engagées dans le champ du handicap prennent en compte les difficultés des seniors en perte d'autonomie.
La collectivité attache une importance particulière à l'accessibilité dans la chaîne des déplacements et prend en compte outre la règlementation les besoins exprimés par les habitants et les associations d'usagers dans le champ du handicap ou des personnes âgées.

La mission de cette commission consultative est de :

- dresser le constat de l'état d'accessibilité de la voirie, du cadre bâti, des espaces publics et du transport ;
- proposer des solutions visant à améliorer l'accessibilité de l'existant ;
- organiser un système de recensement de l'offre de logements accessibles
- établir un rapport annuel sur l'avancement de la démarche

1. La mise en accessibilité en quelques chiffres

Les champs règlementaires de l'accessibilité :

La loi engage la collectivité sur quatre champs :

- le diagnostic des ERP

Le décret du 17 mai 2006 instaure l'obligation de procéder à un "diagnostic d'accessibilité" pour les établissements recevant du public de catégorie 1 à 4. L'objectif de ce diagnostic d'accessibilité est d'évaluer les dysfonctionnements d'accessibilité et de proposer des solutions selon un programme de mesures à mettre en œuvre. »

Le diagnostic des établissements recevant du public a pour objet de définir la situation de l'établissement ou de l'installation au regard de l'accessibilité des différents types de handicap, de décrire les travaux nécessaires pour parvenir à l'accessibilité et d'établir une évaluation des coûts de ces travaux.

Réalisation de 326 diagnostics d'ERP,

290 ERP de la Ville de Strasbourg.
36 ERP de compétences CUS sur le territoire de la Ville de Strasbourg.

- l'accès à la voirie et aux espaces publics

La loi sur l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées porte sur tous les domaines de la vie citoyenne et concerne tous les types de handicap.
Néanmoins, elle différencie « à bon escient » la programmation entre la mise aux normes de la voirie et les autres domaines tels que les Etablissements Recevant du Public (ERP), le logement et les transports.
La loi exige effectivement une programmation pour la mise en conformité des espaces publics mais n'impose, en revanche, aucune date buttoir à cette programmation. L'échéance 2015 n'est donc pas applicable à la voirie et aux espaces publics.
La mise aux normes de la voirie au niveau de la ville de Strasbourg s'élève quant à elle à hauteur de 22 millions d'€.

Le Plan d'aménagement de la voirie et des espaces publics (PAVE) a ainsi chiffré les interventions nécessaires, sur les espaces qualifiés aujourd'hui d'inaccessibles, à hauteur de 15 millions d'€ sur Strasbourg.

Il est à noter que dès 1979, la Ville a développé un système de vocalisation des carrefours installé sur les feux tricolores. Ce dispositif est aujourd'hui actionné par une **télécommande remise gratuitement aux utilisateurs et près de 61 % des carrefours en sont équipés (60% pour le territoire de la Ville).**

Les services de la CUS ont développé et conçu le « pav'guide », bande de guidage et d'orientation au sol, qui est un dispositif ayant pour but principal de rendre l'espace plus sûr et le déplacement plus serein aux personnes souffrant d'une déficience visuelle partielle ou totale.

Enfin, il est nécessaire de rappeler que les services de la CUS opérationnels et en charge de la politique de handicap travaillent en permanence et en concertation avec les représentants du milieu associatif concerné. Cette approche permet d'aller au-delà du texte réglementaire en hissant ainsi les choix des aménagements au niveau d'un confort d'usage le mieux adapté aux utilisateurs.

- les transports

L'article 45 de la loi du 11 février 2005 indique que les services de transport collectif devront être accessibles aux personnes handicapées et à mobilité réduite dans un délai de dix ans à compter de la date de publication de cette loi, soit le 11 février 2015.
Selon les dispositions de la directive du 13 avril 2006 relative à l'accessibilité des transports publics terrestre, les autorités compétentes pour l'organisation du transport public devront élaborer un schéma directeur d'accessibilité des services dont ils sont responsables, dans les trois ans à compter de la publication de la loi, soit pour le 11 février 2008.

Ce schéma fixe la programmation de la mise en accessibilité des services de transport et définit les modalités de l'accessibilité des différents types de transport.
Le schéma directeur d'accessibilité des transports urbains (SDATU) adopté par le Conseil Communautaire en date du 18 décembre 2009.
Ce document, réalisé en partenariat par la CUS et la CTS, a permis la programmation des travaux en cohérence avec les secteurs prioritaires définis par la Ville.
La Communauté Urbaine de Strasbourg a prévu un programme de travaux à hauteur de 20 millions d'€ sur 5 ans.

Les avancées,

- Dans les bus, des emplacements sont aménagés pour accueillir un ou deux fauteuils roulants. Tous les véhicules sont progressivement aménagés pour accueillir 2 fauteuils roulants. **La décision de passer à deux emplacements, utilisateurs de fauteuils roulants (UFR) fin 2009 va au-delà de l'obligation légale fixée à un emplacement pour fauteuil roulant par bus.**

- L'accès des fauteuils roulant se fait par la 2ème porte grâce à la palette. Le fauteuil roulant doit être positionné dos à la route et les freins bloqués.

- Les personnes avec une poussette peuvent utiliser l'emplacement réservé aux UFR s'il est vide. Elles doivent céder la place en présence d'un UFR.

- Les personnes avec déambulateur ou rollator (déambulateur à 3 ou 4 roues muni d'un guidon, d'un panier et parfois d'une assise) peuvent également utiliser la 2ème porte pour monter à bord des bus.

- Dans le tramway, une place est aménagée à l'extrémité de chaque rame pour l'accueil des fauteuils roulants. La taille des rames de tramway permet d'accueillir plus de deux fauteuils roulant à bord. La réglementation ne fixe pas de limite maximum. Le réseau bus-tram de Strasbourg est très fréquenté. Afin de pouvoir assurer la sécurité de tous les usagers et la montée-descente des clients à chaque arrêt, le nombre d'UFR à bord des bus ne doit pas dépasser le nombre autorisé par le véhicule (un ou deux selon la configuration du bus). Les fauteuils roulant doivent être installés dans les emplacements prévus à cet effet.
- Si la ou les places UFR sont déjà occupées, le nouveau client en fauteuil roulant est orienté par le conducteur du bus vers le véhicule suivant. Après 21 h, un véhicule aménagé, mandaté par la CTS et au même tarif, peut venir chercher le client resté à quai dans un délai maximum de 30 minutes, accompagné de 5 personnes maximum (prestation assurée actuellement pas le prestataire Taxi bus).

Un travail en partenariat,

Une chargée de mission CTS en charge de la qualité et de l'accessibilité est en contact constant avec les services de la Ville et les associations. Dans le cadre d'un groupe de travail relevant de la commission intercommunale d'accessibilité pour les personnes handicapées (CIAPH), une réflexion conjointe est menée avec les associations sur la signalétique sonore des accès complexes des bus et tram (plusieurs directions sur la même plateforme).

- le logement.

VIII - Le Programme Local de l'Habitat (PLH) : une nécessaire évolution à effectuer pour les personnes âgées

Le 4ème Programme Local de l'Habitat (PLH) de la Communauté Urbaine de Strasbourg a été approuvé par son Conseil de Communauté le 29 novembre 2009, pour une durée de 6 ans. Il définit sur la base d'un diagnostic territorial les orientations de la Collectivité dans le domaine du logement, ainsi que les actions qu'elle se propose de mettre en œuvre. Un point d'étape en est réalisé annuellement, autour de ses 6 axes majeurs de travail.

Il est à noter que la communauté urbaine de Strasbourg qui travaille avec la Ville de Strasbourg autour du l'habitat et du logement en lien étroit avec l'Etat et le Département compétents dans le domaine du logement, a également cosigné le Plan Départemental d'actions pour le logement des Personnes Défavorisées (PDALPD 2010/2014).Attentive à la précarisation des situations notamment des seniors, la collectivité mène une réflexion de fond sur le sujet.

La Ville, en s'étant dotée d'une mission logement, contribue à la mise en œuvre du PDALPD et est régulièrement force de proposition.
Le territoire géographique de la Ville ainsi que l'organisation des solidarités en lien avec les autres politiques municipales font de Strasbourg un périmètre d'intervention et d'expérimentation de choix.

1) La prise en compte des personnes âgées

Bien que la population soit encore relativement jeune, la prise en compte des seniors dans la politique de l'habitat est une nécessité, compte tenu du vieillissement à venir de la population, entraînant ainsi une modification de la structure démographique.
Le PLH a donc également pour objectif de répondre à cette catégorie de population spécifique, particulièrement à destination des femmes seules et âgées, afin de développer une offre adaptée, tant privée que sociale, d'améliorer l'offre existante, de participer aux réponses d'hébergement spécifique, tout en veillant à la bonne intégration urbaine (transports, commerces, services, etc.) de cette offre.

2) Les objectifs sont les suivants :

- Permettre que le parcours résidentiel des personnes âgées dépendantes demeure un choix, à l'image du reste de la population
- Favoriser le maintien à domicile des personnes âgées en situation de perte d'autonomie, tout en veillant à ce que cela ne se traduise par de l'isolement (accessibilité au logement et aux services)
- Accompagner les bailleurs dans la connaissance et la gestion des personnes âgées dépendantes
- Accompagner l'augmentation de l'offre en institution et veiller à équilibrer l'offre par une territorialisation de proximité
- Développer les solutions alternatives

Les moyens mis en œuvre permettant de suivre ces objectifs :

- Encourager l'adaptabilité de 10 % des logements en construction neuve et en réhabilitation
- Articuler l'adaptation et l'accessibilité des logements ainsi que leur accessibilité aux espaces publics et aux services
- Informer sur la palette des possibilités de financement de l'adaptation des logements et constituer un référentiel sur l'adaptation/adaptabilité et des aides mobilisables
- Animer un réseau technique de bailleurs sociaux, en lien avec l'Association Régionale des organismes d'habitations à loyers modérés d'Alsace, afin d'optimiser la gestion locative des locataires vieillissants, et de partager les connaissances et expériences innovantes
- Définir une programmation d'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes dans la CUS et faire évoluer le concept vers des plates-formes de service intégrant les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes.
- Expérimenter de nouvelles formes d'hébergement des personnes âgées et diffuser les expériences innovantes auprès des acteurs publics et privés (ateliers, colloques, visites de terrain...)

4) Les actions mises en œuvre :

4.1) Le renforcement et la diversification de l'offre globale de logements :

- Le développement d'une offre complémentaire d'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes et de résidences destinées aux personnes âgées (PA) sur l'agglomération, et en particulier sur Strasbourg et sa 1ère couronne,
- L'identification pour ce faire de fonciers appartenant à la CUS ou à ses Communes, privilégiant l'accessibilité aux espaces publics, aux services et aux transports en commun,
- Le développement de nouveau concepts d'habitat alliant logements et unités médicalisées, pour permettre l'accueil de familles, de personnes âgées dépendantes ou non, de personnes handicapées autonomes tout en proposant des services ouverts sur le quartier (ex : Résidences Bien-être – Domial place de Haldenbourg à Cronenbourg).

4.2) Une offre à destination des personnes âgées aux revenus modestes :

- La cession par la CUS ou ses Communes de fonciers à prix réduit, l'octroi de subventions et de garanties d'emprunts en contrepartie de la réalisation d'une offre conventionnée (ex ancienne brasserie à Cronenbourg),
- La mise en relation de bailleurs sociaux avec des gestionnaires dans le cadre de consultations spécifiques permettant le montage de projet intégrant des espaces de vie communs, animés et ouverts sur le quartier (ex : projet de résidence Entrée Nord au Neuhof).

4.3) La mise en place d'actions en faveur du maintien à domicile :

- Des aides aux travaux de la CUS permettant le maintien à domicile des plus de 60 ans,
- La mise en place d'une coordination gérontologique (Ville de Strasbourg) : actions menées par les coordinatrices des Maisons des Aînées pour le soutien à domicile, l'accès au droit et le soutien aux aidants (ex spécifique : rôle de maîtresse de maison, assuré par la coordinatrice, pour un immeuble d'Habitation Moderne à la Cité de l'Ill) / animation du réseau des partenaires / mise en place d'une ligne Info-Seniors…
- Le soutien aux services d'aide à domicile (participation financière de la Ville au montage et au fonctionnement de structures gérées par des associations),
- Le développement des actions collectives de prévention et du bien-vieillir (Ville de Strasbourg) : ateliers « éducation et sécurité »…

- L'information sur les dispositifs d'aides à l'adaptation de son logement, via des fiches pratiques et le Point Infos Logement CUS.

4.4) L'organisation de plateformes « gérontologiques » ouvertes sur les quartiers :

- L'engagement de nouveaux projets intégrant le concept de « plateforme gérontologique » ouverte sur les quartiers en rénovation urbaine: ce nouveau concept permet le regroupement dans un périmètre proche d'une offre de logements adaptés (résidence pour personnes âgées), de soins (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) et de services d'aides à la personne (ex : Entrée Nord au Neuhof et Secteur Picardie à la Meinau),

4.5) L'accessibilité et l'adaptation des logements dans le cadre d'un axe dédié à la santé, afin de :

- Faciliter l'obtention d'un logement pour les personnes de santé précaire
- Développer un habitat favorable à la santé et anticiper les risques sanitaires
- Mettre les services de santé au cœur des quartiers d'habitation

5) Bilan :

Au total, depuis le lancement du PLH, les actions menées ont contribué à :

- Programmer entre 467 et 516 logements (dont plus de 150 conventionnés),
- Programmer 588 lits en EHPAD, dont 208 sont aujourd'hui livrés,
- Engager sur les deux dernières années l'adaptation de 63 logements (dont 1/3 l'ont été pour des plus de 80 ans).

La contribution de la CUS ou des Communes dans ces projets est multiple : programmation, maîtrise du foncier, décote lors des reventes pour permettre les équilibres d'opération, octroi de subvention et d'agréments et de garanties d'emprunts, aides à la personne et coordination gérontologique.

Une évaluation à mi-parcours du PLH en 2012 qui a fait ressortir des manques/besoins en termes :

- de connaissance et de caractérisation des besoins,
- de connaissance de l'offre de logements adaptés,
- de développement de l'offre de logements adaptés sur le territoire,
- d'amélioration de la mise en relation de l'offre de logements adaptés avec la demande,
- de contrôle à la livraison des logements de leur conformité à la réglementation handicap.

Afin d'améliorer cette connaissance des besoins, un travail est mené avec les territoires concernant l'offre. L'AREAL, association régionale regroupant les bailleurs sociaux ,effectue actuellement un recensement des logements adaptés.
Un dispositif départemental « Handilogis » met en lien bailleurs sociaux et candidats, dans le cadre d'une convention sur une offre de logements adaptés répertoriés. La Ville et la Communauté Urbaine souhaitent contribuer à l'amélioration et l'optimisation de ce dispositif en développement une collaboration déjà très étroite avec les bailleurs sociaux implantés sur le territoire de la Ville et de la CUS.

IX) Notre démarche d'intégration au réseau

Ces axes de travail nécessitent d'avoir une bonne connaissance du public senior et de ses besoins. Cette exigence est reprise dans le protocole de Vancouver qui décline les actions concrètes attendues de la part des villes souhaitant intégrer le réseau.

Notre démarche diagnostique répond en grande partie à ces critères :

- La finalisation pour cette année 2013, dans le cadre de notre compétence d'étude communautaire, d'un document de diagnostic et d'orientations communautaires (DDOC) relatif aux personnes âgées ;
- des analyses partagées, menées par le service de l'action sociale territoriale de la Direction des Solidarités et de la santé permettant de définir des actions à destination des plus publics les plus fragiles dont les seniors ;
- La réalisation d'une enquête de terrain « Bien vieillir » sur trois quartiers de Strasbourg, par le biais de questionnaires individuels relatif à l'isolement ;
- la mise en œuvre de questionnaires et d'entretiens en direction des habitants de plus de 60 ans en favorisant différents lieux afin de permettre une hétérogénéité des contributeurs. Ces questionnaires ont été élaborés spécifiquement sur les thématiques du guide mondial des villes amies des aînés et nous permettront de prioriser les axes de travail à venir.

Ainsi, au regard des orientations stratégiques prises en faveur des personnes âgées lors de la délibération au Conseil municipal du lundi 11 octobre 2010,du Programme Local de l'Habitat (P.L.H), du Document de Diagnostic et d'Orientations Communautaires – Personnes âgées (DDOC), du Plan santé de la Communauté Urbaine, mais aussi à travers les instances de démocratie locale à Strasbourg, il apparaît que Strasbourg se préoccupe de longue date de ses personnes âgées et souhaite ainsi encore améliorer son action et échanger sur ses pratiques. Ce qui explique la volonté de Strasbourg d'intégrer le réseau « ville amie des aînés » initié par l'OMS mais également l'association du réseau francophone créée il y a un an.
Cette volonté d'adhésion a d'ailleurs été annoncée dans le dernier document relatif à la politique des solidarités « Une ville pour tous » en janvier 2013.

Les enjeux d'intégration de ce réseau sont multiples pour la collectivité :

- D'une part, une valorisation des actions et des projets de la collectivité déjà entrepris à ce jour ainsi qu'une mise à l'honneur d'une politique globale de la collectivité en faveur des habitants.
- D'autre part, la mise en questionnement de nos actions dans tous les domaines afin de répondre au mieux aux besoins de ce public
- Enfin, l'adoption d'une réflexion commune, des échanges de bonnes pratiques et de projets dans une dimension européenne et internationale, notamment dans le cadre du réseau francophone.

Une intégration au réseau en vue d'aller plus loin ensemble,

L'obtention de la certification « ville-amie des aînés » ne constitue pas un aboutissement mais bien la première étape d'un projet de mieux vivre la ville à Strasbourg. En effet, la mise en œuvre d' actions visant l'amélioration de la vie des aînés, produira une amélioration de la qualité de vie de tous les strasbourgeois.

L'engagement de la ville de Strasbourg se concrétisera dans les trois étapes du projet « Ville amie des Aînés » ainsi que dan s son implication active dans le réseau.

I - Etape de diagnostic :

L'intégration de l'ensemble des éléments collectés au cours de la démarche-de diagnostic a permis une mise en évidence des nombreuses actions déjà mises en œuvre. Cet état des lieux sera prochainement complété par l'analyse des données recueillies lors d'enquêtes de terrain actuellement en cours ou finalisée pour l'une d'entre elles. L'enquête « Bien vieillir » menée en collaboration avec l'université a pour objectif de prendre en compte les attentes des personnes isolées et de proposer des pistes d'actions. L'autre enquête en cours menée par les services de la Ville répond aux critères du protocole de Vancouver. Elle viendra alimenter les axes d'amélioration identifiés et permettra d'établir des propositions d'actions à prioriser.

II - La mise en œuvre du plan d'actions

Une programmation des actions sera adoptée dans les champs déterminés dans le protocole de Vancouver. Les actions déjà réalisées alimenteront également le plan.

III - l'évaluation

Les projets et actions intégreront des indicateurs en amont afin de répondre au mieux aux besoins des habitants âgés de Strasbourg. Une évaluation continue permet également d'ajuster les interventions.

La Ville sera partie prenante du réseau, s'impliquant dans les travaux menés avec les villes partenaires. Une réflexion commune nourrie d'échanges autour des pratiques, des leviers mais aussi des freins est un gage de développement d'un bien vivre et d'un bien vieillir dans nos villes.

Voici notre calendrier prévisionnel :

Après la participation de la Ville à la première rencontre à Dijon du réseau francophone en présence de la Ministre, Michèle Delaunay, le 1er juillet 2013 :

- 30 septembre 2013, délibération au Conseil municipal
- Dimanche 20 Octobre : organisation de la marche bleue marquant l'ouverture de la semaine bleue.
- semaine du 21 au 27 octobre 2013, pendant la Semaine Bleue (actions des associations en faveur des seniors), possible remise du certificat à la Ville de Strasbourg en présence du Maire par le délégué de l'OMS pour la France, Pierre-Marie CHAPON, à compter du 23/10/2013.
- à l'issue : organisation d'un point presse et mise en valeur de l'évènement lors de la Semaine Bleue

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

30

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Attribution de subventions au titre des solidarités et de la santé.

Dans le cadre du soutien aux associations, il est proposé d'allouer les subventions suivantes dont le montant total s'élève 358 635 € :

1. Actions caritatives

Croix Rouge Française - Conseil Départemental du Bas-Rhin	**6 500 €**

« base logistique de Mundolsheim »
Elle a été implantée à Mundolsheim en 2002 (350 m² de stockage de véhicules et de matériaux et 80 m² de bureaux). Le financement proposé est réparti entre la Ville, la CUS, le Conseil Général et la Croix-Rouge.
Depuis 2006, la Croix Rouge a augmenté la surface de la Base logistique pour répondre à des besoins croissants de stockage de véhicules et de matériel d'intervention d'urgence, notamment dans le cadre de l'hébergement d'urgence et en période hivernale.

Fédération du secours populaire français du département du Bas-Rhin	**15 000 €**

« fonctionnement général »
L'association développe une action caritative auprès de familles démunies sous forme d'aide individuelle, développe des services de solidarité et mène plusieurs actions ponctuelles par an.

Fondation Vincent de Paul - Escale Saint Vincent	**12 300 €**

« Escale Saint Vincent »
Lieu d'accueil et de soins des personnes défavorisées de Strasbourg. Ce service constitue la seule structure adaptée pour les publics sans domicile entre l'hospitalisation et la rue. Elle permet ainsi une prise en charge médicale et soignante de courte durée pour les personnes en difficulté médicale mais ne relevant pas d'une hospitalisation ou sortant d'hospitalisation. La Fondation Vincent de Paul, gestionnaire de l'Escale a obtenu un accord de l'Etat pour labelliser son dispositif en lits halte-santé.

Horizon amitié	**800 €**

« organisation d'un séjour de vacances pour des résidents de la Maison relais Thomas Mann »

Le projet s'adresse à 12 résidents. Il a notamment comme objectif de permettre aux résidents d'acquérir ou de développer de l'autonomie dans les actes de la vie quotidienne.

Plate-forme de solidarité de Strasbourg Neudorf	**3 500 €**

« fonctionnement »
La subvention est destinée aux frais de location et charges locatives du local loué par l'association pour y assurer l'aide logistique aux distributions alimentaires et vestimentaires aux plus démunis : stockage des vêtements, conservation de denrées alimentaires…

Société Nationale du Chemin de Fer - SNCF	**12 000 €**

« Point d'accueil et de solidarité » (PAS)
Le Point d'accueil et de solidarité se présente comme un espace de médiation, d'accueil, d'écoute, d'information et d'orientation des populations en errance sur le site de la gare. La SNCF s'engage, à travers les actions du PAS, dans des actions de solidarité, en collaboration avec les partenaires associatifs et institutionnels de la Ville. Les travailleurs sociaux sont présents au quotidien dans la gare. Ils vont à la rencontre de populations fortement déstructurées, fragiles et solitaires qui sont quasi sédentarisées dans la gare, mais aussi vers des personnes de passage avec un véritable besoin d'assistance, ainsi que les nouveaux arrivés à la rue, le plus souvent en rupture ou en crise

2. Insertion

Association du foyer Notre-Dame	**2 500 €**

« anniversaire »
L'association fête cette année son 90ème anniversaire. Diverses manifestations sont organisées tout au long de l'année.

Comite d'action sociale en faveur des populations issues de l'immigration - CASTRAMI	**3 800 €**

« fonctionnement »
Le CASTRAMI a pour but de faciliter les relations entre les populations issues de l'immigration et les services publics pour favoriser leur insertion sociale et professionnelle. Pour cela elle assure un rôle d'accompagnateur, de conseiller et de médiateur.

Mission locale pour l'emploi	**15 000 €**

« accompagnement social des jeunes »
Face aux problématiques de plus en plus importantes en nombre et en intensité des jeunes strasbourgeois, de nouvelles réponses sociales sont à développer. La Mission locale pour l'emploi, développe, en partenariat avec la Ville, un pôle social dédié à ce public. Ce pôle mobilise les différents dispositifs existants (FAJ, Pass accompagnement…). Il apporte également des aides à la mobilité, la présentation, la prévention.

Par enchantement	**13 000 €**

« Soutenir les projets des habitants pour renforcer les liens familiaux » (CUCS n° 27) 5 000 €

L'action vise à soutenir les parents dans leur rôle et de favoriser la coéducation.

« Recherche action formation sur le thème de la coresponsabilité à Koenigshoffen » (CUCS n° 26) 8 000 €

L'association souhaite promouvoir une approche plus participative en s'appuyant sur une méthodologie attrayante.
Un acompte de 12 000 € a été alloué (CM du 21 janvier 2013). La participation annuelle de la collectivité à cette action est de 20 000 €.

Plurielles	**6 800 €**

« fonctionnement » 1 800 €

L'objectif de l'association Plurielles est de donner (ou redonner) confiance aux femmes du quartier gare, majoritairement d'origine étrangère, et leur fournir les outils appropriés afin de les rendre plus autonomes et actives dans leur vie privée et dans la vie du quartier, et pour celles qui sont prêtes à entreprendre une démarche vers l'emploi, les aider à construire un projet professionnel. Le montant proposé constitue le solde de la participation annuelle de la collectivité au fonctionnement de Plurielles, soit au total pour 2013, 4 500 €.

« insertion de proximité en direction des femmes du quartier gare » (CUCS n° 210) 5 000 €

Cette subvention inclut le parcours linguistique.

SOS amitié Strasbourg	**2 000 €**

« fonctionnement »
L'association assure une écoute téléphonique 24 h / 24, de soutien aux personnes en détresse et assure un rôle prépondérant dans la prévention des suicides.

Union départementale des associations familiales – UDAF	**3 000 €**

« Pass contre le surendettement »
Des associations familiales ont mis en commun leurs compétences afin de proposer une réponse aux familles qui les sollicitent de plus en plus pour des questions de précarité financière. Cette action, portée par l'UDAF, a 2 objectifs :

- développer, des actions visant à favoriser la prévention du surendettement
- offrir un service d'aide et d'accompagnement des familles ayant des difficultés dans la gestion de leur budget familial et /ou en situation de surendettement.

3. Promotion de la santé de la personne

Aides - Territoire Alsace	**20 500 €**

« fonctionnement »
L'association poursuit ses activités de prévention et de soutien en direction des personnes atteintes de pathologies graves comme le sida, les hépatites B et C :
- actions de soutien individuel (accueil physique ; action juridique),
- actions de soutien collectif (en direction des personnes d'origine étrangère),
- actions de prévention (actions spécifiques auprès des homosexuels ; information/ prévention auprès du grand public).

Amis de la santé du Bas-Rhin	**500 €**

« fonctionnement »
L'association néphaliste est structurée en secteurs géographiques en vertu des disponibilités des bénévoles. A Strasbourg, l'association intervient sur les quartiers de la Meinau et de Cronenbourg.

Association du centre social et culturel Victor Schœlcher	**3 000 €**

« atelier bien-être - action de redynamisation et de mobilisation des personnes souffrant de syndrome dépressif, d'angoisse, de maladies somatiques » (CUCS n° 66)
Le projet s'adresse à des personnes en situation de questionnement personnel, de fragilités psychiques et/ou sociales, de pertes de liens sociaux. Il vise à :
- une démarche de redynamisation ou de reconstruction de soi par une réflexion sur la santé et plus précisément la santé mentale ;

- l'accès à un état de bien être dont les effets se répercuteront sur leur santé et sur leur entourage.

Association de lutte contre la toxicomanie - ALT	**13 100 €**

La participation de la collectivité est destinée au financement de la Mission de réduction des risques de la salle d'accueil du Centre d'Accueil et de Soins et engagement du CSAPA (Centre de Soins d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie) dans l'équipe mobile d'intervenants en addictions en milieu festif.
L'action comporte deux volets :
- le fonctionnement du CSAPA, et plus particulièrement de l'une de ses missions dont l'objet est la réduction des risques liés aux consommations de produits psycho actifs,
- la participation de l'association aux actions de l'équipe mobile d'intervenants en milieu festif, dispositif piloté et financé par le service Prévention à hauteur de 3 100 €.

Centre d'information régional sur les drogues et les dépendances - CIRDD	**2 500 €**

« fonctionnement »
Les activités du CIRDD sont inscrites dans un cahier des charges spécifique établi notamment par la MILDT et sont financées à ce titre par l'Etat : information, documentation, conseil méthodologique et en formation, observation. Le déroulement normal des activités sont complétées par des projets spécifiques à l'initiative du CIRDD lui-même ou sur demande particulière de prestataires extérieurs

Ithaque	**68 500 €**

« fonctionnement »
L'association Ithaque résulte de la fusion des deux associations « Réseau des microstructures médicales (RMS) » et « Espace indépendance». Elle a pour objet :

- d'accueillir et de soigner les personnes présentant des addictions et leur entourage, dans leurs dimensions médicale, sociale, psychologique et environnementale,
- de développer des actions de prévention et de réduction des risques dans le champ des addictions,
- de développer un travail de réseau en médecine de ville, par la mise en œuvre de microstructures de soins de proximité,
- de mettre en œuvre et de publier des travaux de recherche et d'évaluation dans le domaine des addictions,
- d'organiser des actions de formation, d'information et de sensibilisation concernant les addictions.

Il est proposé de reconduire les financements alloués précédemment :

- au Réseau des microstructures médicales,

- à Espace indépendance au titre du fonctionnement du Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogue (CAARUD et du Centre de soins d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA).

Médecins du monde	**2 500 €**

« missions mobiles de soins de proximité »
Deux missions sont mises en place (hors structure de soins /dispensaire de médecins du monde rue du maréchal Foch). Elles concernent les populations en situation précaire et sont organisées de manière spécifique :

- pour les personnes à la rue : maraude faite la nuit dans un véhicule ambulance mis à disposition gratuite par les HUS,

- pour les Roms : contact direct en journée sur les lieux de vie des publics, par une tournée effectuée dans un camping-car mis à disposition par le siège national

Les professionnels des services de la Direction des solidarités et de la santé de la Ville sont des partenaires importants des actions mises en place.

Réseau des thérapies des troubles alimentaires - ARTTA	**2 000 €**

« groupes de paroles »
L'association organise des groupes de paroles à destination des parents d'adolescents et jeunes adultes atteints de troubles du comportement alimentaire. Elle assure par ailleurs la mise en place de rencontres d'information dans les établissements scolaires
ARTTA est la seule association à œuvrer dans ce domaine.

SOS hépatites Alsace	**2 500 €**

« aide et soutien aux patients atteints d'hépatites »

L'association propose un accueil, une information et une orientation des personnes atteintes d'une hépatite virale ; elle assure un soutien psychologique et une aide aux démarches. L'association fonctionne sur la base du bénévolat.

4. Protection des mineurs

Nadi Chaabi	**2 700 €**

« les papas en fête » (CUCS n°47) 1 200 €

L'association en collaboration avec d'autres partenaires, organise un temps festif familial dédié aux pères Elle s'est déroulée le 15 juin dernier au cœur du quartier de l'Elsau.

« Rencontres avec les parents de l'Elsau » (CUCS n° 48) 1 500 €

Afin de renforcer le soutien à la parentalité et accompagner la réussite éducative, l'association organise des rencontres thématiques avec les parents des groupes scolaires Léonard de Vinci, Schongauer et du Collège Hans Arp en partenariat avec les associations du quartier. Ces temps d'échanges ont lieu dans les établissements.

Recherches et études systémiques sur les communications institutionnelles et familiales - RESCIF	**20 000 €**

« Centre de consultation familiale »

L'approche du travail est globale afin d'aider les familles à mieux comprendre leur fonctionnement et chercher à éviter la transmission de comportements négatifs d'une génération à une autre.

5. Soutien à l'autonomie

Association de recherche et d'action sociale communautaire - ARASC	**22 000 €**

« Service d'accompagnement véhiculé »

Ce projet vise à rompre l'isolement de personnes âgées par la proposition d'un service d'accompagnement véhiculé de manière individuelle (24 €/h) ou collective.

Association des paralyses de France - délégation départementale du Bas-Rhin	**5 000 €**

« fonctionnement »

Association œuvrant au service des personnes handicapées adhérentes ou non dont les objectifs sont :

- l'information,

- la construction de dossiers administratifs,

- le maintien d'une vie sociale avec un service accompagnement aux loisirs et à la vie sociale.

Association pour la création et l'animation musicale - APCAM	**2 000 €**

« Chantons l'Europe, l'Europe en chanson »
Programme de chants d'Europe en partenariat avec l'école Saint-Jean (classe de CP bilingue). Les enfants ont chanté dans différents langues des chansons qu'ils ont présentées accompagnés par les musiciens de la Redingote dans 10 maisons de retraite.

Association pour l'intégration des enfants déficients auditifs - APIEDA	**1 500 €**

« fonctionnement »
L'APIEDA met à disposition d'enfants atteints de cette déficience, des aides humaines pour la traduction en L.P.C. (Langage parlé codé). Elle apporte un soutien et des conseils aux familles. Elle participe activement aux différentes manifestations organisées par notre collectivité.

Association régionale spécialisée d'action sociale d'éducation et d'animation - ARSEA	**2 000 €**

« Atelier théâtre »
Le projet consiste en la création d'une pièce de théâtre avec la participation de personnes handicapées mentales (profondes). Le projet comprend la création des costumes, des décors et du jeu sur scène. Avec ces personnes il faut étaler le projet dans le temps (1 an). La subvention servira à payer un professionnel pour la mise en scène (1h30 / semaine). Le service est favorable à ce genre de manifestation car il permet de faire participer un grand nombre de personnes handicapées mentale (faire et peindre les décors, faire et ajuster les costumes, jouer la comédie. Le spectacle sera joué devant les parents, éducateurs, personnel de la structure, amis et élus.

Centre régional pour l'étude et l'action en faveur de l'insertion - CREAI	**19 800 €**

« fonctionnement »
L'association assure un rôle d'animation, d'information et de promotion en matière de prévention, d'observation, de soins et d'éducation spécialisée, de réadaptation et d'insertion ou de réinsertion sociale concernant les personnes inadaptées de toutes catégories, lieu de repérage et d'analyse des besoins, d'études des réponses à y apporter.

CEP CICAT - conseil évaluation, exposition prévention	**35 000 €**

« fonctionnement »
Présent sur la place depuis 15 ans, le CEP est un centre de conseils, d'informations, de présentation d'aides techniques et d'expertise du bâtiment. Depuis la création de la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH), son rôle est non seulement confirmé mais également étendu à l'évaluation du handicap au terme d'une convention d'adhésion au GIP de la MDPH.

Handicap international	**1 000 €**

« Pyramide des chaussures »
A l'instar des années précédentes, Handicap International organise la 19me pyramide de chaussures place Gutenberg le samedi 28 septembre 2013. Cette manifestation vise à mobiliser les citoyens autour de l'interdiction des bombes à sous-munitions qui font chaque année plusieurs milliers de victimes et des milliers de personnes handicapées.

Jusqu'a la mort accompagner la vie	**1 500 €**

« formation de bénévoles »
L'association mène depuis sa création, des actions en direction des personnes en fin de vie ou endeuillées. Le projet soutenu vise à former les bénévoles.

Nadi Chaabi	**3 000 €**

« réalisation d'un film portant sur la solidarité intergénérationnelle »
Le projet de reportage vise à interroger des personnes sur leur perception de la solidarité intergénérationnelle. Le film sera présenté dans le cadre de la semaine bleue. Le financement proposé intègre une participation à ce titre à hauteur de 1 000 €.

Urilco Alsace Lorraine	**1 000 €**

« fonctionnement »
Les objectifs de l'association consistent à aider à l'amélioration de l'insertion des malades stomisés au domicile et dans la vie quotidienne ; apporter des connaissances aux visiteurs de stomisés appelés « stomisés contacts » et à œuvrer à éviter l'isolement des stomisés. La pathologie de ce handicap est particulièrement grave et entraîne du fait des soins nécessaires, un isolement de la personne atteinte. URILCO est la seule association à s'occuper et à faire du lien social avec ces personnes.

Université du temps libre	**13 720 €**

L'Université du Temps Libre propose à ses adhérents des activités culturelles sous forme de conférences, de cours, d'ateliers et de cercles de lecture en matinée. En outre, elle propose des activités physiques adaptées pour se maintenir en forme.

Pro domo 67	**1 000 €**

« investissement »
L'association souhaite faire l'acquisition d'un nouveau serveur, d'un poste informatique supplémentaire et remplacement du revêtement de sol pour la pièce d'accueil. Le montant proposé correspond à 10 % du coût prévisionnel de la dépense.

- **Politique séniors – La Semaine Bleue**

La Semaine Bleue se traduit par sept jours de manifestations locales, se déroulant partout en France pour rendre compte de la contribution des retraités à la vie économique et

sociale, des préoccupations et des difficultés rencontrées par ces derniers, ainsi que les réalisations et projets des associations et de leurs membres.

Cette année, la Semaine Bleue 2013 se déroulera du lundi 21 au dimanche 27 octobre 2013.

54 projets seront organisés dans le cadre de la Semaine Bleue.

- **Cronenbourg / Hautepierre / Poteries / Hohberg**

Association du centre social et culturel de Hautepierre Le Galet	**1 000 €**

- Concours de pétanque inter quartier
- Chorale à l'EHPAD Bethlehem
- Sortie Batorama

Association populaire Joie et Santé Koenigshoffen	**700 €**

- Loto inter quartier
- Après-midi intergénérationnel – jeux
- Atelier informatique intergénérationnel

Association du centre social et culturel Victor Schoelcher	**690 €**

- Petit déjeuner interculturel sur les chibanias
- Thé dansant
- Conférence
- Action « cœurs à prendre »
- Ateliers danses intergénérationnelles

- **Montagne-Verte / Koenigshoffen**

Initiatives de la Montagne Verte	**900 €**

- Repas intergénérationnel et exposition

Club des seniors de Koenigshoffen	**1 000 €**

- Exposition Art'séniors

Rencontres 3ème âge	**500 €**

- Sortie en bateau mouche
- Journée porte ouverte

- **Elsau**

Centre socio culturel de l'Elsau	**600 €**

- Jeux d'hier et d'aujourd'hui : échanges intergénérationnels sur la semaine

- **Neuhof**

Association des cultures méditerranéennes du Neuhof	**700 €**

- Atelier sur les nouvelles technologies
- Atelier culinaire
- Soirée conviviale et musicale

Centre social et culturel du Neuhof	**530 €**

- Après-midi chants
- Atelier cinéma
- Initiation à la sophrologie

- **<u>Meinau</u>**

Association du centre socioculturel de la Meinau	**350 €**

- Atelier internet
- Après-midi jeux d'antan (intergénérationnel
- Atelier cuisine intergénérationnel
- Après-midi WII

Unis vers le sport	**500 €**

- Deux demi-journées d'animation avec des jeunes

Association Eveil Meinau	**700 €**

- Echanges intergénérationnels autour des jeux de société, création de petites scénettes, repas

(en partenariat avec ADOMA)

- **<u>Neudorf / Musau / Port du Rhin</u>**

Association bas-rhinoise d'aide aux personnes âgées - ABRAPA	**1 000 €**

- Rassemblement de toutes les chorales des résidences pour une représentation au Centre culturel Marcel Marceau

Au delà des ponts	**900 €**

- Atelier cuisine intergénérationnel
- Sortie au musée Ungerer
- Thé dansant

- **<u>Bourse / Esplanade / Krutenau</u>**

Association des résidents de l'Esplanade de Strasbourg - ARES	**645 €**

- Après-midi animation pour tous
- Thé dansant

Eglise évangélique luthérienne - Paroisse de la Croix	**400 €**

- Semaine de visite guidée et temps convivial

La voix des rails	**200 €**

- Chants à l'EHPAD Saint-Gothard

- **<u>Gare / Kléber / Strasbourg Centre</u>**

Association de centre socio culturel du Fossé des Treize	**1 000 €**

- Repas au CIARUS pour les personnes âgées du quartier ayant participé à l'enquête, chorale, spectacle
- Atelier de création artistique intergénérationnel
- Ateliers divers animés par les séniors

Association pour la création et l'animation musicale - APCAM	**1 000 €**

- Animation musicale à Bethesda Arc-en-ciel et Bethesda Contades

- **<u>Robertsau</u>**

Association pour le soutien des personnes âgées de la Cité de l'Ill	**800 €**

- Thé dansant
- Atelier bien-être

- **<u>Orangerie / Conseil des XV</u>**

Centre culturel et social Rotterdam	**1 000 €**

- Grande journée intergénérationnelle : loto, repas, spectacle

Fondation Vincent de Paul	**1 000 €**

- Repas aux airs d'antan

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

- *d'allouer les subventions suivantes :*

1. *Croix Rouge Française - Conseil Départemental du Bas-Rhin* — *6 500 €*

   « base logistique de Mundolsheim »

1. *Fédération du secours populaire français du département du Bas-Rhin* — *15 000 €*

   « fonctionnement »

2. *Fondation Vincent de Paul* — *12 300 €*

   « Escale Saint Vincent »

4. *Horizon amitié* — *800 €*

   « séjour de vacances »

5. *Plate-forme de solidarité de Strasbourg Neudorf* — *3 500 €*

   « fonctionnement »

6. *SNCF* — *12 000 €*

   « point d'accueil et de solidarité »

7. *Association du foyer Notre-Dame* — *2 500 €*

   « anniversaire »

8. *CASTRAMI* — *3 800 €*

   « fonctionnement »

9. *Mission locale pour l'emploi* — *15 000 €*

   « accompagnement social des jeunes »

10. *Par enchantement* — *5 000 €*

    « Soutenir les projets des habitants pour renforcer les liens familiaux » - CUCS 27

11. *Par enchantement* — *8 000 €*

    « Recherche action formation sur le thème de la coresponsabilité à Koenigshoffen » CUCS 26

12. *Plurielles* — *1 800 €*

« fonctionnement »

13. *Plurielles*

5 000 €

« insertion de proximité en direction des femmes du quartier gare » CUCS 210

14. *SOS amitié Strasbourg*

2 000 €

« fonctionnement »

15. *UDAF*

3 000 €

« pass contre le surendettement »

16. *Aides - Territoire Alsace*

20 500 €

« fonctionnement »

17. *Amis de la santé du Bas-Rhin*

500 €

« fonctionnement »

18. *Association du centre social et culturel Victor Schœlcher*

3 000 €

« atelier bien-être - action de redynamisation » CUCS 66

19. *Association de lutte contre la toxicomanie*

10 000 €

« fonctionnement du CSAPA »

20. *Association de lutte contre la toxicomanie*

3 100 €

« Equipe mobile d'intervenants en milieu festif »

21. *Centre d'information régional sur les drogues et les dépendances – CIRDD*

2 500 €

« fonctionnement »

22. *Ithaque*

68 500 €

« fonctionnement »

23. *Médecins du monde*

2 500 €

« mission mobiles de soins de proximité »

24. ARTTA

2 000 €

« groupes de paroles »

25. SOS hépatites Alsace

2 500 €

« aide et soutien aux patients atteints d'hépatites »

26. Nadi Chaabi

1 200 €

« les papas en fête » CUCS 47

27. Nadi Chaabi

1 500 €

« Rencontres avec les parents de l'Elsau » CUCS 48

28. RESCIF

20 000 €

« centre de consultation familiale »

29. ARASC

22 000 €

« service d'accompagnement véhiculé »

30. Association des paralyses de France - délégation départementale du Bas-Rhin

5 000 €

« fonctionnement »

31. APCAM

2 000 €

« chantons l'Europe, l'Europe en chansons »

32. APIEDA

1 500 €

« fonctionnement »

33. ARSEA

2 000 €

« atelier théâtre »

34. CREAI

19 800 €

« fonctionnement »

35. CEP CICAT - conseil évaluation, exposition prévention *35 000 €*

« fonctionnement »

36. *Handicap international*

1 000 €

« pyramide des chaussures »

37. *Jusqu'a la mort accompagner la vie*

1 500 €

« formation de bénévoles »

38. *Nadi chaabi*

3 000 €

« réalisation d'un film portant sur la solidarité intergénérationnelle »

39. *Urilco Alsace Lorraine*

1 000 €

« fonctionnement »

40. *Université du temps libre*

13 720 €

« fonctionnement »

41. *Pro domo 67*

1 000 €

« investissement »

42. *Association du centre social et culturel de Hautepierre Le Galet*

1 000 €

« semaine bleue »

43. *Association populaire Joie et Santé Koenigshoffen*

700 €

« semaine bleue »

44. *Association du centre social et culturel Victor Schoelcher*

690 €

« semaine bleue »

45. *Initiatives de la Montagne Verte*

900 €

« semaine bleue »

46. *Club des seniors de Koenigshoffen*

1 000 €

« semaine bleue »

47. Rencontres 3ème âge

500 €

« semaine bleue »

48. Centre socio culturel de l'Elsau

600 €

« semaine bleue »

49. Association des cultures méditerranéennes du Neuhof

700 €

« semaine bleue »

50. Centre social et culturel du Neuhof

530 €

« semaine bleue »

51. Association du centre socioculturel de la Meinau

350 €

« semaine bleue »

52. Unis vers le sport

500 €

« semaine bleue »

53. Association Eveil Meinau

700 €

« semaine bleue »

54. ABRAPA

1 000 €

« semaine bleue »

55. Au delà des ponts

900 €

« semaine bleue »

56. Association des résidents de l'Esplanade de Strasbourg – ARES

645 €

« semaine bleue »

57. Eglise évangélique luthérienne - Paroisse de la Croix

400 €

« semaine bleue »

58. La voix des rails

200 €

« semaine bleue »

59. Association de centre socio culturel du Fossé des Treize *1 000 €*

« semaine bleue »

60. *Association pour la création et l'animation musicale – APCAM* — *1 000 €*

« semaine bleue »

61. *Association pour le soutien des personnes âgées de la Cité de l'Ill* — *800 €*

« semaine bleue »

62. *Centre culturel et social Rotterdam* — *1 000 €*

« semaine bleue »

63. *Fondation Vincent de Paul* — *1 000 €*

« semaine bleue »

Total — *358 635 €*

- *d'imputer les subventions 1 à 15 et 26 à 28 d'un montant de 118 900 € au compte AS00B – 6574 – 520 – prog. 8001 dont le disponible avant le présent Conseil est de 216 111 €,*
- *d'imputer les subventions 16 à 19 et 21 à 25 d'un montant de 112 000 € au compte AS05D – 6574 – 512 – prog. 8005 dont le disponible avant le présent Conseil est de 122 300 €,*
- *d'imputer la subvention 20 d'un montant de 3 100 € au compte AT02A – 6574 – 110 – prog. 8064 dont le disponible avant le présent Conseil est de 162 695 €,*
- *d'imputer les subventions 29 à 40 et 42 à 63 d'un montant de 123 635 € au compte AS08B – 6574 – 61 – prog. 8010 dont le disponible avant le présent Conseil est de 382 278 €,*
- *d'imputer la subvention 41 d'un montant de 1 000 € au compte AS08 – 20421 – 61 – prog. 7001 dont le disponible avant le présent Conseil est de 1 000 € ;*

autorise

le Maire ou son représentant à signer les conventions y afférentes.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral

et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

Attribution de subventions au titre des solidarités et de la santé

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
CROIX ROUGE FRANCAISE - CONSEIL DEPARTEMENTAL DU BAS-RHIN	la base logistique de Mundolsheim	8 000,00 €	6 500,00 €	6 500,00 €
FEDERATION DU SECOURS POPULAIRE FRANCAIS DU DEPARTEMENT DU BAS-RHIN	le fonctionnement général	25 000,00 €	15 000,00 €	15 000,00 €
FONDATION VINCENT DE PAUL - ESCALE SAINT VINCENT	le financement du fonctionnement de l'Escale Saint Vincent	15 000,00 €	12 300,00 €	12 300,00 €
HORIZON AMITIE	l'organisation d'un séjour de vacances pour des résidents de la Maison relais	1 984,00 €	800,00 €	800,00 €
PLATE-FORME DE SOLIDARITE DE STRASBOURG NEUDORF	le fonctionnement général	5 000,00 €	3 500,00 €	3 500,00 €
SOCIETE NATIONALE DU CHEMIN DE FER	le fonctionnement du Point d'accueil et de solidarité	15 000,00 €	12 000,00 €	12 000,00 €
ASSOCIATION DU FOYER NOTRE DAME	le quatre-vingt-dizième anniversaire de l'association	6 000,00 €	2 500,00 €	0,00 €
COMITE D'ACTION SOCIALE EN FAVEUR DES POPULATIONS ISSUES DE L'IMMIGRATION	le fonctionnement général	5 500,00 €	3 800,00 €	3 800,00 €
MISSION LOCALE POUR L'EMPLOI	l'accompagnement social des jeunes	15 000,00 €	15 000,00 €	10 000,00 €
PAR ENCHANTEMENT	l'action suivante : "Soutenir les projets des habitants pour renforcer les liens familiaux"	10 000,00 €	5 000,00 €	2 500,00 €
PAR ENCHANTEMENT	le projet suivant : "Recherche action formation sur le thème de la coresponsabilité à Koenigshoffen" Solde de la participation annuelle : montant total 2013 : 20 000 €	20 000,00 €	8 000,00 €	20 000,00 €
PLURIELLES	l'action suivante : "Insertion sociale et professionnelle en direction des femmes du quartier gare de Strasbourg" Solde de la participation annuelle : montant total 2013 : 4 500 €	6 000,00 €	1 800,00 €	4 500,00 €
PLURIELLES	l'insertion de proximité en direction des femmes du quartier gare. Solde de la participation annuelle : montant total 2013 : 12 500 €	15 000,00 €	5 000,00 €	12 500,00 €
SOS AMITIE STRASBOURG	le fonctionnement général	4 000,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €
UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES	le Pass contre le surendettement.	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €
AIDES - TERRITOIRE ALSACE	le fonctionnement général de l'association.	25 000,00 €	20 500,00 €	20 500,00 €
AMIS DE LA SANTE DU BAS-RHIN	le fonctionnement général	1 000,00 €	500,00 €	0,00 €
ASSOCIATION DU CENTRE SOCIAL ET CULTUREL VICTOR SCHOELCHER	l'atelier bien-être - action de redynamisation et de mobilisation des personnes souffrant de syndrome dépressif, d'angoisse, de maladies somatiques	6 000,00 €	3 000,00 €	0,00 €
ASSOCIATION DE LUTTE CONTRE LA TOXICOMANIE	mission de réduction des risques de la salle d'accueil du Centre d'accueil et de soins ; actions de l'équipe mobile d'intervenants en milieu festif	23 800,00 €	13 100,00 €	13 100,00 €
CENTRE D'INFORMATION REGIONAL SUR LES DROGUES ET LES DEPENDANCES	le fonctionnement général	12 000,00 €	2 500,00 €	2 500,00 €
ITHAQUE	le fonctionnement général	70 000,00 €	68 500,00 €	68 500,00 €

MEDECINS DU MONDE	les missions mobiles de soins de proximité	3 000,00 €	2 500,00 €	0,00 €
RESEAU DES THERAPIES DES TROUBLES ALIMENTAIRES - ARTTA	l'organisation de groupes de paroles à destination des parents d'adolescents et jeunes adultes atteints de troubles du comportement alimentaire, ainsi que la mise en place de rencontres d'information dans les établissements scolaires	2 500,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €
SOS HEPATITES ALSACE	l'aide et le soutien aux patients atteints d'hépatites	4 000,00 €	2 500,00 €	2 500,00 €
NADI CHAABI	"Papas en fête"	1 600,00 €	1 200,00 €	0,00 €
NADI CHAABI	"Rencontres avec les parents de l'Elsau"	1 500,00 €	1 500,00 €	0,00 €
RESCIF	le fonctionnement du Centre de consultation familiale	21 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €
ARASC	l'accompagnement véhiculé des personnes âgées	22 000,00 €	22 000,00 €	22 000,00 €
ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE	le fonctionnement général	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €
ASSOCIATION POUR LA CREATION ET L'ANIMATION MUSICALE	l'action suivante :"Chantons l'Europe, l'Europe en chanson"	8 500,00 €	2 000,00 €	0,00 €
ASSOCIATION POUR L'INTEGRATION DES ENFANTS DEFICIENTS AUDITIFS - APIEDA	le fonctionnement général	1 750,00 €	1 500,00 €	1 500,00 €
ASSOCIATION REGIONALE SPECIALISEE D'ACTION SOCIALE D'EDUCATION ET D'ANIMATION - ARSEA	"Atelier théatre"	2 000,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €
CENTRE REGIONAL POUR L'ETUDE ET L'ACTION EN FAVEUR DE L'INSERTION - CREAI	le fonctionnement général	19 800,00 €	19 800,00 €	19 800,00 €
CEP CICAT - CONSEIL EVALUATION, EXPOSITION PREVENTION	le fonctionnement général	35 000,00 €	35 000,00 €	35 000,00 €
HANDICAP INTERNATIONAL	la dix-neuvième Pyramide des chaussures qui se tiendra à Strasbourg le 28 septembre 2013	1 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €
JUSQU'A LA MORT ACCOMPAGNER LA VIE	la formation de bénévoles pour l'accompagnement de personnes en fin de vie	1 800,00 €	1 500,00 €	1 500,00 €
NADI CHAABI	Film portant sur la solidarité intergénérationnelle	3 000,00 €	3 000,00 €	0,00 €
URILCO ALSACE LORRAINE	le fonctionnement général	1 500,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €
UNIVERSITE DU TEMPS LIBRE	le fonctionnement général du club troisième âge		13 720,00 €	13 720,00 €
PRO DOMO 67	investissement : Acquisition d'un nouveau serveur, d'un poste informatique supplémentaire et remplacement du revêtement de sol pour la pièce d'accueil	4 000,00 €	1 000,00 €	0,00 €
ASSOCIATION BAS-RHINOISE D'AIDE AUX PERSONNES AGEES	Semaine bleue	1 000,00 €	1 000,00 €	
ASSOCIATION DES RESIDENTS DE L'ESPLANADE DE STRASBOURG	Semaine bleue	645,00 €	645,00 €	450,00 €
ASSOCIATION DU CENTRE SOCIAL ET CULTUREL VICTOR SCHOELCHER	Semaine bleue	690,00 €	690,00 €	2 000,00 €
ASSOCIATION DU CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE HAUTEPIERRE LE GALET	Semaine bleue	1 300,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €
ASSOCIATION DU CENTRE SOCIOCULTUREL DE LA MEINAU	Semaine bleue	350,00 €	350,00 €	500,00 €
ASSOCIATION EVEIL MEINAU	Semaine bleue	700,00 €	700,00 €	600,00 €
ASSOCIATION POPULAIRE JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN	Semaine bleue	900,00 €	700,00 €	900,00 €
ASSOCIATION POUR LA CREATION ET L'ANIMATION MUSICALE	Semaine bleue	3 000,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €
ASSOCIATION POUR LE SOUTIEN DES PERSONNES AGEES DE LA CITE DE L'ILL	Semaine bleue	800,00 €	800,00 €	550,00 €

AU DELA DES PONTS	Semaine bleue	900,00 €	900,00 €	900,00 €
CENTRE CULTUREL ET SOCIAL ROTTERDAM	Semaine bleue	1 000,00 €	1 000,00 €	700,00 €
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF	Semaine bleue	530,00 €	530,00 €	600,00 €
CENTRE SOCIO CULTUREL DE L'ELSAU	Semaine bleue	600,00 €	600,00 €	500,00 €
CLUB DES SENIORS DE KOENIGSHOFFEN	Semaine bleue	1 250,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €
RENCONTRES TROISIEME AGE	Semaine bleue	500,00 €	500,00 €	1 000,00 €
EGLISE EVANGELIQUE LUTHERIENNE PAROISSE DE LA CROIX	Semaine bleue	400,00 €	400,00 €	500,00 €
FONDATION VINCENT DE PAUL	Semaine bleue	2 300,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €
INITIATIVES DE LA MONTAGNE VERTE	Semaine bleue	900,00 €	900,00 €	600,00 €
UNIS VERS LE SPORT	Semaine bleue	500,00 €	500,00 €	0,00 €
LA VOIX DES RAILS	Semaine bleue	200,00 €	200,00 €	0,00 €
ASSOCIATION DES CULTURES MEDITERRANEENNES DU NEUHOF	Semaine bleue	1 500,00 €	700,00 €	0,00 €
ASSOCIATION DE CENTRE SOCIO CULTUREL DU FOSSE DES TREIZE	Semaine bleue	1 255,00 €	1 000,00 €	800,00 €

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

31

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Attribution de subventions à des associations socio-culturelles.

Le présent rapport porte sur l'attribution de subventions pour un montant total de 1 965 167 €.

I. Subventions d'équipement

Association Vie et vacances – CPA (Centre de Plein Air) les Genévriers **8 200 €**

La subvention vise à aider l'association à mettre en conformité son système d'assainissement non-collectif. En effet, l'équipement initial, datant de 1975, ne fonctionne plus correctement, et ne permet plus d'atteindre les rendements épuratoires règlementaires. De plus, il entraine à court terme un risque de pollution des eaux.
Le centre de plein air « Les genévriers » fonctionne toute l'année, principalement pour l'organisation et l'accueil de classes de découverte et de colonies de vacances. 40 % des enfants accueillis proviennent de Strasbourg.

II. Subventions de fonctionnement :

Une première tranche de subventions de fonctionnement a déjà été versée aux associations suivantes pour leur permettre d'organiser leurs activités et de payer leur personnel. Au vu des comptes clos 2012 (compte de résultat et bilan), du budget prévisionnel 2013 et sur la base de critères d'évolution du coût de la vie, d'effort d'entretien du bâtiment, d'effort de gestion financière, d'effort financier consacré aux activités et d'implantation territoriale (classement zones CUCS), il est proposé le versement d'une deuxième tranche.

Par ailleurs, et conformément à l'engagement pris dans le cadre des conventions pluriannuelles d'objectifs 2013-2016, des projets récurrents, dont l'intérêt local et l'utilité sociale ont été démontrés et qui faisaient jusqu'à présent l'objet de financements spécifiques, sont désormais intégrés à la subvention de fonctionnement.

A. Deuxième tranche des subventions de fonctionnement aux Centres socioculturels :

Association du centre socioculturel de Neudorf **99 050 €**

Compte tenu de la première tranche de 197 400 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 296 450 € et intègre, outre les critères mentionnés ci-dessus,

un montant de 9 425 € pour pérenniser les projets Terrasses d'été, Rentrée des associations et fêtes de quartier du Neufeld et de la Musau.

Association du centre socioculturel du Neuhof **160 500 €**
Compte tenu de la première tranche de 316 000 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 476 500 €, et intègre, outre les critères mentionnés ci-dessus, un montant de 18 000 € pour pérenniser le projet Rencontres du Neuhof. La subvention intègre également une somme de 66 000 €, qui correspond à la participation de la Caisse d'Allocations Familiales aux activités menées à Hautefort et qui sera remboursée à la Ville dans le cadre du Contrat Enfance.

Association du centre socioculturel de la Meinau **35 250 €**
Compte tenu de la première tranche de 72 200 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement (hors Contrat Enfance jeunesse) se montera à 107 450 € et intègre, outre les critères mentionnés ci-dessus, un montant de 1 500 € pour pérenniser le projet Carnaval.

Association du centre socioculturel Au-delà des Ponts **31 000 €**
Compte tenu de la première tranche de 52 000 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement (hors Contrat Enfance jeunesse) se montera à 83 000 € et intègre, outre les critères mentionnés ci-dessus, un montant de 3 500 € pour pérenniser le projet Fête de quartier.

Association du centre socioculturel de Cronenbourg **150 000 €**
Compte tenu de la première tranche de 312 500 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 462 500 € et intègre, outre les critères mentionnés ci-dessus, un montant de 8 000 € pour pérenniser les projets Fête d'été et Redynamisation par la musculation.

Association du centre socioculturel de Hautepierre **113 400 €**
Compte tenu de la première tranche de 225 500 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 338 900 € et intègre, outre les critères mentionnés ci-dessus, un montant de 13 900 € pour pérenniser les projets Carnaval, Hautepierre en fête, Local jeunes adultes studio Hautepierre et Action Jeunesse Hautepierre.

Association Joie et santé Koenigshoffen / CSC Camille Claus **120 100 €**
Compte tenu de la première tranche de 247 500 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 367 600 € et intègre, outre les critères mentionnés ci-dessus, un montant de 7 600 € pour pérenniser les projets Fête de quartier et Cabane expressions.

Association du centre socioculturel de la Montagne Verte **84 100 €**
Compte tenu de la première tranche de 168 000 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 252 100 € et intègre, outre les critères mentionnés ci-dessus, un montant de 2000 € pour pérenniser le projet Fête de quartier ainsi qu'un montant de 6 500 € pour aider l'association à assurer la maintenance et l'entretien des deux équipements mis à sa disposition.

Association du centre socioculturel de l'Elsau **111 200 €**

Compte tenu de la première tranche de 218 500 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 329 700 € et intègre, outre les critères mentionnés ci-dessus, un montant de 6 000 € pour pérenniser le projet Fête de quartier ainsi qu'un montant de 6 000 € pour soutenir l'association dans son développement d'accueil d'enfants de 4 – 5 ans.

Association du centre socioculturel de la Robertsau 110 100 €
Compte tenu de la première tranche de 221 200 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 331 300 € et intègre, outre les critères mentionnés ci-dessus, un montant de 10 000 € pour pérenniser le projet Fête de quartier.

Association du centre socioculturel du Fossé des Treize 144 800 €
Compte tenu de la première tranche de 303 200 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 448 000 € et intègre un montant de 7 635 € destiné à soutenir l'action de restauration collective pour les enfants et adolescents que propose l'association au sein de ses locaux ainsi qu'un montant de 7 000 € pour pérenniser le projet de festivités d'été.

Association des Résidents de l'Esplanade 106 900 €
Compte tenu de la première tranche de 241 900 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 348 800 €.

Compte tenu de la première tranche de 2 575 900 € déjà versée au cours de l'année, c'est donc une somme globale de 3 842 300 € qui sera affectée au fonctionnement de base de ces structures.

B. Deuxième tranche de subventions de fonctionnement aux associations socioculturelles :

AMSED - Association migration solidarité et échanges pour le développement 12 500 €
Compte tenu de la première tranche de 17 500 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 30 000 €

Association les Bateliers 31 800 €
Compte tenu de la première tranche de 74 200 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 106 000 €

Association de gestion de la Maison des Associations 77 477 €
Compte tenu de la première tranche de 180 900 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 258 377 €

Association Porte Ouverte 34 900 €
Compte tenu de la première tranche de 96 500 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 131 400 € et intègre un montant de 15 000 € pour permettre à l'association de prendre en charge la gestion du bâtiment « la Résidence des arts », dont notamment les frais de conciergerie, de nettoyage, d'entretien et de contrats de maintenance.

Centre culturel et Social Rotterdam **40 200 €**
Compte tenu de la première tranche de 93 800 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 134 000 €

Association d'Education populaire St Ignace **47 800 €**
Compte tenu de la première tranche de 108 000 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 155 800 €

OPAL - Organisation populaire des activités de loisirs **40 400 €**
Compte tenu de la première tranche de 89 000 € déjà attribuée pour la mise en place d'un accueil de loisirs à la Musau, la subvention globale de fonctionnement se montera à 129 400 €

Association Eveil Meinau **12 300 €**
Compte tenu de la première tranche de 27 200 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 39 500 €

Association Lupovino **27 000 €**
Compte tenu de la première tranche de 39 200 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 66 200 €

Maison des Potes **7 740 €**
Compte tenu de la première tranche de 15 400 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 23 140 €

Garderie Restaurant la Clé des Champs **50 000 €**
Compte tenu de la première tranche de 116 000 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 166 000 €

Association Les Disciples **9 600 €**
Compte tenu de la première tranche de 13 300 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 22 900 € et intègre un montant de 3 500 € pour pérenniser le projet Quinzaine festive à Cronenbourg

AMI – Animation Médiation Insertion **8 600 €**
Compte tenu de la première tranche de 18 900 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 27 500 €

Gospel Kids **11 500 €**
Compte tenu de la première tranche de 27 000 € déjà attribuée, la subvention globale de fonctionnement se montera à 38 500 €

C. Subventions de fonctionnement :

Paroisse Catholique St Arbogast **6 000 €**
La subvention est destinée à permettre au Conseil de Fabrique de la Paroisse Saint-Arbogast de prendre en charge le loyer des locaux CUS Habitat, situés au 32 rue Mathias

Grünewald dans le quartier de l'Elsau, pour y organiser les activités de l'Action Catholique des Enfants, du Vestiaire bébé et les mettre à disposition de la Confédération Syndicale des Familles pour ses permanences, réunions ou débats.

Association du centre socioculturel du Neuhof **124 000 €**

Le centre socioculturel propose aux côtés de la Fédération Départementale des CSC de participer à la dynamique qui devra permettre la redéfinition d'un projet de Centre Socioculturel sur le secteur de Neuhof Ouest. La subvention est destinée à permettre à l'association de développer des activités socioculturelles à destination des habitants du quartier du Ziegelwasser de Juillet à Décembre 2013 et intègre un montant de 4 000 € pour les activités proposées aux enfants et aux jeunes du secteur durant les vacances d'avril.

Association des Résidents de l'Esplanade **32 500 €**

L'Association des Résidents de l'Esplanade a développé des activités socioculturelles à destination des habitants du quartier du Ziegelwasser entre juin et décembre 2012.
Au regard des difficultés rencontrées et des circonstances particulières de la mise en œuvre de ce projet, le comité de pilotage inter-financeurs des CSC (CAF, Conseil Général, Ville) a estimé qu'un soutien supplémentaire était nécessaire. La participation de la ville de Strasbourg s'élève à 32 500 €.

III. Subventions pour projet :

Maison des Potes **1 000 €**

La subvention vise à permettre à l'association de mettre en œuvre son projet de lutte contre les discriminations (Permanences au Point Information Ecoute Discrimination, Campagne de sensibilisation et d'animations dans les collèges, Participation et animation dans divers évènements locaux.)

Association Les petits Débrouillards du grand Est **1 800 €**

Le projet proposé par l'APDGE vise à diffuser la culture scientifique et technique, au moyen d'expérimentations ludiques, en direction des enfants et jeunes de 3 à 16 ans issus des quartiers prioritaires de Strasbourg, et principalement du quartier de Hautepierre.
L'association souhaite s'appuyer sur la dynamique partenariale existante sur le quartier pour développer :

- Deux clubs scientifiques hebdomadaires respectivement mis en œuvre en lien avec le CSC et AMI ;
- 3 stages thématiques d'une semaine ;
- 3 semaines d'intervention pendant dans le cadre de la « tournée des mailles » sur Hautepierre.

Association Joie et santé Koenigshoffen / CSC Camille Claus **3 000 €**

Ce projet partenarial vise à favoriser la réinsertion sociale et professionnelle d'une quinzaine de jeunes issus de Koenigshoffen et des Poteries, par le biais d'un accompagnement collectif, d'une dynamique de groupe, la pluridisciplinarité, et la proximité.
Chaque stagiaire signera un contrat d'engagement et sera tutoré par un chef d'entreprise. Il sera tenu de participer aux différents modules prévus de septembre 2013 à mai 2014 (126 h d'enseignement, 42 h de sport, 70 h de stage entreprise, 40 h de sorties loisirs, ainsi

qu'un week-end de démarrage, et un séjour qui ponctuera le stage). L'accompagnement individuel se déclinera en fonction des besoins repérés.

IV. Subventions dans le cadre du contrat enfance jeunesse :

Le Contrat Enfance Jeunesse signé avec la Caisse d'Allocations Familiales du Bas-Rhin prévoit de soutenir le développement d'activités de loisirs nouvelles et/ou supplémentaires en faveur des enfants et adolescents entre 4 et 18 ans.

A l'instar des subventions de fonctionnement, une 1ère tranche a déjà été versée aux associations ci-dessous pour leur permettre d'organiser leurs activités. Au vu des comptes clos 2012 (compte de résultat et bilan) et du budget prévisionnel 2013, il est proposé le versement d'une deuxième tranche.

Dans ce cadre, il vous est proposé d'accorder une subvention à :

Association du centre socioculturel Au-delà des Ponts 15 600 €
La subvention est destinée à soutenir les activités quotidiennes à destination des enfants que propose le centre socioculturel Au-delà des Ponts. Compte tenu de la première tranche de 21 400 € déjà versée, l'aide totale se montera à 37 000 €.

Association d'Education Populaire Saint Ignace 10 500 €
Cette association organise toute l'année un accueil périscolaire pour les 6 – 12 ans et un accueil de loisirs sans hébergement pour les adolescents de 12 à 17 ans. Compte tenu de la première tranche de 24 500 € déjà attribuée, la subvention globale s'élèvera à 35 000 €.

Association du centre socioculturel du Neuhof 17 500 €
Le centre socioculturel coordonne depuis 2007 une animation de rue « La vie est sur les places » réalisée avec l'ensemble des partenaires du quartier pendant les vacances de printemps, d'été et d'automne, qui se déroule sur les différentes places du Neuhof. Compte-tenu de la première tranche de 24 000 € déjà attribuée, la subvention globale s'élèvera à 41 500 € et intègre un montant de 7 500 € auparavant versé par le PRU Neuhof.

Association du centre socioculturel de la Meinau 53 350 €
Le centre socioculturel propose quotidiennement un accueil de loisirs sans hébergement pour les enfants de 4 à 17 ans. Compte tenu de la première tranche de 119 700 € déjà versée, l'aide totale se montera à 173 050 €

Association la Croisée des Chemins – le croisillon 6 000 €
La subvention est destinée à soutenir la mise en œuvre d'un accueil de loisirs sans hébergement ainsi qu'un accueil périscolaire à l'école Lucie Berger pour les enfants de 4 à 6 ans et de 6 à 12 ans. Compte tenu de la première tranche de 14 000 € déjà versée, l'aide totale se montera à 20 000 €

Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques du Bas-Rhin 7 500 €

La subvention est destinée à permettre à l'association d'organiser un accueil de loisirs sans hébergement dans les locaux de l'école Marcelle CAHN, tous les mercredis et pendant les périodes de vacances scolaires. Le projet pédagogique de l'association vise entre autres à changer le regard porté sur les personnes en situation de handicap et permettre l'acception de la différence en favorisant la mixité, les rencontres et échanges entre enfants et parents. Pour répondre à cet objectif, l'ALSH est ouvert à une vingtaine d'enfants de 4 à 12 ans, dont 1/3 des places sont réservées à des enfants porteurs de handicaps physiques, mentaux ou sensoriels. Compte tenu de la première tranche de 17 500 € déjà versée, l'aide totale se montera à 25 000 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
approuve

1. l'allocation de subventions d'équipement :

Association Vie et vacances – CPA les Genévriers	*8 200 €*

Les crédits nécessaires, soit 8 200 €, sont ouverts sous Activités DL03 – Programme 7017 – Fonction 422 – Nature 20421 – dont le montant disponible avant le présent conseil est de 268 031 € ;

2. l'allocation de subventions de fonctionnement :

A. Allocation d'une deuxième tranche de subvention de fonctionnement aux Centres socioculturels :

Association du centre socioculturel de Neudorf	*99 050 €*
Association du centre socioculturel du Neuhof	*160 500 €*
Association du centre socioculturel de la Meinau	*35 250 €*
Association du centre socioculturel Au-delà des Ponts	*31 000 €*
Association du centre socioculturel de Cronenbourg	*150 000 €*
Association du centre socioculturel de Hautepierre	*113 400 €*
Association Joie et santé Koenigshoffen / CSC Camille Claus	*120 100 €*
Association du centre socioculturel de la Montagne Verte	*84 100 €*
Association du centre socioculturel de l'Elsau	*111 200 €*
Association du centre socioculturel de la Robertsau	*110 100 €*
Association du centre socioculturel du Fossé des Treize	*144 800 €*
Association des résidents de l'esplanade	*106 900 €*

dont 66 000 € correspondant à la participation de la Caisse d'Allocations Familiales aux activités menées rue de Hautefort et qui sera remboursée à la Ville dans le cadre du Contrat Enfance.

B. Allocation d'une deuxième tranche de subvention de fonctionnement aux associations socioculturelles :

AMSED - Association migration solidarité et échanges pour le développement	*12 500 €*
Association les Bateliers	*31 800 €*
Association de gestion de la Maison des Associations	*77 477 €*
Association Porte Ouverte	*34 900 €*
Centre Culturel et social Rotterdam	*40 200 €*
Association d'Education populaire Saint Ignace	*47 800 €*
OPAL – Organisation populaire des activités de loisirs	*40 400 €*
Association Eveil Meinau	*12 300 €*
Association Lupovino	*27 000 €*
Maison des Potes	*7 740 €*
Garderie restaurant la Clé des Champs	*50 000 €*
Association Les Disciples	*9 600 €*
AMI – Animation Médiation Insertion	*8 600 €*
Gospel Kids	*11 500 €*

C. Allocation d'une subvention de fonctionnement :

Paroisse Catholique Saint Arbogast	*6 000 €*
Association du centre socioculturel du Neuhof – Projet Ziegelwasser	*124 000 €*
Association des Résidents de l'Esplanade	*32 500 €*

3. l'allocation de subventions pour projets :

Maison des Potes	*1 000 €*
Association les Petits Débrouillards du Grand Est	*1 800 €*
Association Joie et santé Koenigshoffen / CSC Camille Claus	*3 000 €*

4. l'allocation de subventions dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse :

Association du centre socioculturel Au-delà des Ponts	*15 600 €*
Association d'Education Populaire Saint Ignace	*10 500 €*
Association du centre socioculturel du Neuhof	*17 500 €*
Association du centre socioculturel de la Meinau	*53 350 €*
Association la Croisée des Chemins – le Croisillon	*6 000 €*
Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques du Bas-Rhin	*7 500 €*

Les crédits nécessaires, soit 1 956 967 €, sont ouverts sous Activité DL03B – Nature 6574 - Fonction 422- Programme 8013 dont le disponible avant le présent Conseil est de 2 389 246 € ;

autorise

le Maire ou son représentant à signer les conventions et les décisions attributives relatives aux subventions et à solliciter la participation de la Caisse d'allocations familiales dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

association	Nature de la sollicitation	montant demandé	Proposé		Montant total de la subvention	Montant alloué pour l'année n-1
			1ère tranche (70% n-1)	2ème tranche		
1. Allocation de subvention d'équipement						
Association Vie et vacances - CPA Les genévriers	Investissement	8 203			8 200	
SOUS-TOTAL		**8 203**			**8 200**	
2. Allocation de subventions de fonctionnement						
A. Solde des subventions de fonctionnement des centres socioculturels (voir tableau)						
CSC de Neudorf	Fonctionnement	306 846	197 400	99 050	296 450	281 950
CSC du Neuhof	Fonctionnement	495 428	316 000	160 500	476 500	451 400
CSC de la Meinau	Fonctionnement	108 671	72 200	35 250	107 450	103 090
CSC Au-delà Des Ponts	Fonctionnement	83 500	52 000	31 000	83 000	74 300
CSC de Cronenbourg	Fonctionnement	462 500	312 500	150 000	462 500	446 450
CSC de Hautepierre	Fonctionnement	338 900	225 500	113 400	338 900	322 050
CSC de Koenigshoffen	Fonctionnement	396 838	247 500	120 100	367 600	353 600
CSC de la Montagne verte	Fonctionnement	252 100	168 000	84 100	252 100	240 000
CSC de l’Elsau	Fonctionnement	335 500	218 500	111 200	329 700	312 100

CSC de la Robertsau	Fonctionnement	341 623	221 200	110 100	331 300	315 900
CSC du Fossé des 13	Fonctionnement	448 190	303 200	144 800	448 000	433 200
CSC de l'Esplanade	Fonctionnement	354 137	241 900	106 900	348 800	345 500
SOUS-TOTAL	Fonctionnement	**3 924 233**	**2 575 900**	**1 266 400**	**3 842 300**	**3 679 540**

B. Solde des subventions de fonctionnement des associations socioculturelles

Association AMSED	Fonctionnement	30 000	17 500	12 500	30 000	25 000
Association Les Bateliers	Fonctionnement	109 180	74 200	31 800	106 000	106 000
Association de gestion de la maison des associations	Fonctionnement	258 377	180 900	77 477	258 377	258 377
Association Porte Ouverte	Fonctionnement	146 630	96 500	34 900	131 400	116 400
Centre culturel et social Rotterdam	Fonctionnement	191 000	93 800	40 200	134 000	134 000
Association d'éducation populaire Saint Ignace	Fonctionnement	155 840	108 000	47 800	155 800	154 230
Organisation populaire des activités de loisirs	Fonctionnement	132 870	89 000	40 400	129 400	127 100
Association Eveil Meinau	Fonctionnement	41 000	27 200	12 300	39 500	38 800
Association Lupovino	Fonctionnement	69 500	39 200	27 000	66 200	65 000
Maison des Potes	Fonctionnement	23 142	15 400	7 740	23 140	22 000
Restaurant garderie La clé des champs	Fonctionnement	166 000	116 000	50 000	166 000	165 750
Association Les Disciples	Fonctionnement	55 000	13 300	9 600	22 900	19 000

AMI - Animation Médiation Insertion	Fonctionnement	40 000	18 900	8 600	27 500	27 000
Gospel Kids	Fonctionnement	42 000	27 000	11 500	38 500	38 500
SOUS-TOTAL		**1 460 539**	**916 900**	**411 817**	**1 328 717**	**1 297 157**

C. Subvention de fonctionnement

Paroisse Catholique St Arbogast	Fonctionnement	6 000			6 000	6 910
CSC du Neuhof - Projet Ziegelwasser	Fonctionnement	138 732			124 000	
Association des Résidents de l'Esplanade - Projet Ziegelwasser	Subvention d'équilibre				32 500	
SOUS-TOTAL		**6 000**	**0**	**0**	**162 500**	**6 910**

3. Allocation de subventions pour projet

Maison des Potes	Projet	1 000			1 000	1 000
Association Les Petits Débrouillards	Projet	16 000			1 800	1 800
CSC de Koenigshoffen	Projet	5 300			3 000	-
SOUS-TOTAL		**22 300**	**0**	**0**	**5 800**	**2 800**

3. Allocation de subventions dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse

CEJ - CSC Au-delà des Ponts	Fonctionnement	37 340	21 400	15 600	37 000	30 550

CEJ - AEP St Ignace	Fonctionnement	35 000	24 500	10 500	35 000	35 000
CEJ - CSC Neuhof "La vie est sur les places"	Fonctionnement	43 793	24 000	17 500	41 500	34 000
CEJ – CSC Meinau	Fonctionnement	173 565	119 700	53 350	173 050	171 000
CEJ - La croisée des Chemins (ALSH le Croisillon)	Fonctionnement	20 000	14 000	6 000	20 000	20 000
CEJ - CDAFAL (ALSH Les Toupidecs)	Fonctionnement	32 000	17 500	7 500	25 000	25 000
SOUS-TOTAL		**341 698**	**221 100**	**110 450**	**331 550**	**315 550**

TOTAL INVESTISSEMENT				**8 200**		
TOTAL FONCTIONNEMENT				**1 956 967**		
TOTAL				**1 965 167**		

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

32

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Attribution de subventions à divers organisateurs de manifestations à Strasbourg.

Il est proposé d'attribuer pour un montant total de 24 750 € les subventions suivantes :

Action Catholique des Enfants	**500 €**

Actions de sensibilisation des jeunes à leur environnement naturel en leur faisant prendre conscience de leur lieu de vie, de ses atouts et de les faire contribuer à son amélioration.

Les Ateliers d'Eden	**1 200 €**

Organisation d'un bal populaire, le 13 juillet 2013, place du Conseil des XV.

Association VIVA Spach	**1 500 €**

Organisation d'un pique-nique, le 28 septembre 2013, avec des ateliers proposés par les associations du quartier à un public familial.

Association Baz'Art	**350 €**

Animations pour les adolescents dans le quartier de la Gare, d'octobre à décembre 2013.

Association NADI CHAABI	**1 500 €**

« Fêtons nos cultures » les 25 et 26 octobre 2013 : Créer des passerelles entre les cultures et les peuples. Valoriser l'apport de la diversité culturelle. Œuvrer pour le mieux vivre ensemble.

Comité des Peuples de la Meinau	**1 000 €**

Printemps des Peuples, le 15 juin 2013, place de l'Ile de France.

Association « Quartier Ouest, les Talents… »	**1 000 €**

9ème édition de « Jazz à Cro », le 30 juin 2013, square St Florent.

Association Culturelle Merveilles de la Montagne Verte	**9 500 €**

Organisation, en partenariat avec les associations et les commerçants de la 5ème édition de la fête d'automne sur la place d'Ostwald, le 22 septembre 2013.

Club Sportif de Hautepierre	**1 500 €**

11ème édition de la Fête de la Jeunesse, le 14 septembre 2013, autour du gymnase de la maille Brigitte.

Cronenbourg Animation	**3 000 €**

21ème édition de la Fête de la Bière à Cronenbourg, du 23 au 25 août 2013.

Centre Social et Culturel de la Meinau	**3 000 €**

Journée festive à la Meinau, le 1er septembre 2013, rue Christian Pfister.

Ferme Educative de la Ganzau	**700 €**

Automnales à la Ferme de la Ganzau en partenariat avec l'APAN, le 22 septembre 2013.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement des subventions suivantes par le service Evénements en faveur de :

Action Catholique des Enfants	*500 €*
Les Ateliers d'Eden	*1 200 €*
Association VIVA Spach	*1 500 €*
Association Baz'Art	*350 €*
Association NADI CHAABI	*1 500 €*
Comité des Peuples de la Meinau	*1 000 €*
Association « Quartier Ouest, les Talents… »	*1 000 €*
Association Culturelle Merveilles de la Montagne Verte	*9 500 €*
Club Sportif de Hautepierre	*1 500 €*
Cronenbourg Animation	*3 000 €*
Centre Social et Culturel de la Meinau	*3 000 €*
Ferme Educative de la Ganzau	*700 €*

le crédit nécessaire pour le mandatement de ces subventions, soit 24 750 € est disponible sur le compte : "fonction : 33, nature : 6574, programme 8038, activité : PC02B" dont le disponible avant le présent Conseil est de 258 008 € ;

autorise

le Maire ou son représentant à signer les arrêtés et conventions relatives à ces subventions.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après

transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant alloué pour l'année n-1
Action CathIloque des Enfants	*Actions de sensibilisation des jeunes à leur environnement naturel en leur faisant prendre conscience de leur lieu de vie, de ses atouts et de les faire contribuer à son amélioration.* *Début du projet en octobre 2013, un mercredi après-midi par mois dans les locaux de la Paroisse Ste Bernadette.*	*500 €*	*500 €*	
Les Ateliers d'Eden	*Organisation d'un bal populaire, le 13 juillet 2013, place du Conseil des XV.*	*1 500 €*	*1 200 €*	*1 200 €*
Association VIVA-Spach	*Organisation d'un pique-nique, le 28 septembre 2013, avec des ateliers proposés par les associations du quartier à un public familial.*	*1 500 €*	*1 500 €*	
Association Baz'Art	*Organisation d'animations pour les adolescents dans le quartier de la Gare, d'octobre à décembre 2013.*	*350 €*	*350 €*	
AssociationNADI CHAABI	*« Fêtons nos cultures » les 25 et 26 octobre 2013* *Créer des passerelles entre les cultures et les peuples. Valoriser l'apport de la diversité culturelle. Œuvrer pour le mieux vivre ensemble,*	*1 500 €*	*1 500 €*	*1 500 €*
Comité des Peuples de la Meinau	*Organisation du printemps des Peuples, le 15 juin 2013, place de l'Ile de France.*	*1 000 €*	*1 000 €*	
Association "Quartiers Ouest, Les Talents,.."	*Jazz à Cro, le 30 juin 2013,square St Florent.*	*1 000 €*	*1 000 €*	
Association Culturelle Merveilles de la Montagne Verte	*Organisation, en partenariat avec les associations et les commerçants de la 5ème édition de la Fête d'automne sur la place d'Ostwald, le 22 septembre 2013.*	*10 000 €*	*9 500 €*	*9 500 €*
Club Sportif de Hautepierre	*11ème édition de la Fête de la Jeunesse, le 14 septembre 2013, autour du gymnase de la maille Brigitte. Opération de sensibilisation au sport et à la culture.*	*3 300 €*	*1 500 €*	*1 000 €*
Cronenbourg Animation	*Organisation de la 21ème édition de la Fête de la Bière à Cronenbourg, du 23 au 25 août 2013.*	*4 000 €*	*3 000 €*	*4 000 €*
CSC de la Meinau	*Organisation d'une journée festive à la Meinau, le 1er septembre 2013, rue Christian Pfister.*	*3 000 €*	*3 000 €*	*2 950 €*
Ferme Educative de la Ganzau	*Organisation des Automnales à la Ferme de la Ganzau en partenariat avec l'APAN, le 22 septembre 2013.*	*700 €*	*700 €*	*700 €*

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

33

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Convention de partenariat entre la Fondation de l'Oeuvre Notre-Dame et l'Office de Tourisme de Strasbourg et sa Région.
'Strasbourg-pass'.

L'Office du Tourisme de Strasbourg et de sa Région (OTSR) propose aux visiteurs de Strasbourg un carnet à plusieurs coupons détachables permettant un accès à de nombreux sites à un tarif préférentiel ou gratuit, le "Strasbourg-Pass". Les détenteurs d'un "Strasbourg-Pass", version Adulte ou Junior, peuvent accéder gratuitement à la plate-forme de la cathédrale sur présentation du coupon correspondant.

La Fondation de l'Oeuvre Notre-Dame est partenaire de cette offre touristique depuis la création du "Strasbourg-Pass" par l'OTSR.

L'objet de la présente convention est de fixer les modalités du partenariat entre la Fondation de l'Oeuvre Notre-Dame et l'Office du Tourisme de Strasbourg et sa Région concernant la gestion du "Strasbourg-Pass" et d'arrêter les tarifs y afférents.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la convention fixant les modalités du partenariat entre la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame et l'Office du Tourisme de Strasbourg et sa Région concernant la gestion du "Strasbourg Pass", qui permet aux visiteurs de Strasbourg l'ayant acheté, d'accéder gratuitement à la plate forme de la cathédrale sur présentation du coupon correspondant ;

autorise

le Maire, Administrateur de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, à signer la convention de partenariat entre la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame et l'Office du Tourisme de Strasbourg et sa Région.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA FONDATION DEL'ŒUVRE NOTRE-DAME ET L'OFFICE DE TOURISME DE STRASBOURG ET SA REGION

Entre les soussignés,

La Fondation de l'Oeuvre Notre-Dame, ayant son siège 3 place du Château, 67000 STRASBOURG,
représentée par le Maire de la ville de Strasbourg, M. Roland RIES, lui-même autorisé à signer la présente convention, en application de la délibération du Conseil Municipal du 30 septembre 2013

et

L'Office de Tourisme de Strasbourg et de sa Région, ayant son siège 17 place de la Cathédrale, 67082 STRASBOURG Cedex
représenté par M. Patrice GENY, Directeur

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

L'Office du Tourisme de Strasbourg et de sa Région (OTSR) propose aux visiteurs de Strasbourg un carnet à plusieurs coupons détachables permettant un accès à de nombreux sites à un tarif préférentiel ou gratuit, le « Strasbourg-Pass ». Les détenteurs d'un « Strasbourg-Pass », version Adulte ou Junior, peuvent accéder gratuitement à la plate-forme de la cathédrale sur présentation du coupon correspondant.

ARTICLE 1 – Objet de la convention

La Fondation de l'Oeuvre Notre-Dame est partenaire de cette offre touristique depuis la création du « Strasbourg-Pass » par l'OTSR.

L'objet de la présente convention est de fixer les modalités du partenariat entre la Fondation de l'Oeuvre Notre-Dame et l'Office du Tourisme de Strasbourg et sa Région concernant la gestion du « Strasbourg-Pass » et d'arrêter les tarifs y afférents.

ARTICLE 2 – Flux financiers

2.1 – Le remboursement des coupons

Une facture mensuelle sera établie à l'intention de l'OTSR sur la base des coupons de Pass déposés par les bénéficiaires auprès des caissières de la loge-caisse de la plateforme placées sous la responsabilité du régisseur de recettes de la Fondation de l'Oeuvre Notre-Dame.

Sur les indications du régisseur, un titre de recettes sera émis par l'ordonnateur de la Fondation et envoyé au receveur des finances de la Ville et de la Communauté urbaine de Strasbourg pour recouvrement. La facture sera annexée au titre en deux exemplaires, dont un sera envoyé par le receveur des finances à l'OTSR.

2.2 – Tarifs

Les tarifs de l'accès à la plate-forme de la cathédrale est fixé chaque année par arrêté municipal.

Le remboursement des coupons de Pass sera effectué sur la base suivante :

- coupon Pass Adulte : 35% du tarif en vigueur fixé par l'arrêté visé à l'alinéa précédent
- coupon Pass Enfant : 35% du tarif en vigueur fixé par le même arrêté.

ARTICLE 3 – Durée de la convention et résiliation

La présente convention est fixée pour une durée d'un an à compter de la date de sa signature. Elle est reconduite tacitement, par période annuelle, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties.

Il pourra être mis fin à la convention par lettre recommandée avec AR envoyée au moins 6 mois avant l'échéance de la période en cours.

ARTICLE 4 – Partenariat

Pendant toute la durée de la convention, la Fondation accorde la gratuité au personnel de l'OTSR pour la montée à la plateforme dans le cadre de son plan de formation.

La Fondation autorise l'OTSR à communiquer sur son activité dans tous les supports de promotion et de communication qu'il sera amené à éditer, y compris sur les supports informatiques.

La Fondation s'engage à transmettre à l'OTSR tout document, visuel ou support nécessaire aux opérations de promotion et de communication.

Les deux parties s'engagent réciproquement à ne faire aucun autre usage que celui strictement prévu par la présente convention des graphismes qui leur sont confiés dans le cadre ce de partenariat. Elles s'engagent également à ne les céder à aucun tiers à cette convention sans l'autorisation expresse du cocontractant.

ARTICLE 5 – Litiges

Tous les litiges auxquels pourraient donner lieu l'interprétation et l'exécution de la présente convention seront de la compétence du tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le .....
en trois exemplaires,

Pour la Fondation	Pour l'Office du Tourisme
Le Maire Administrateur de l'Œuvre Notre-Dame Roland RIES	Le Directeur Patrice GENY

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

34

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Signature de convention concernant la vente de billets par la Boutique Culture pour le compte du Festival de Musique de Strasbourg. Renouvellement de signatures de conventions pour les associations 'Le Kafteur' et 'l'Accroche Note'.

Par la délibération concernant la mise en place d'un lieu de promotion de la vie culturelle de Strasbourg pourvu d'une billetterie centralisée, sise à l'emplacement de l'ancienne Pharmacie du Cerf, la Boutique Culture, le Conseil a autorisé le Maire à signer les conventions avec diverses structures culturelles, en fixant les modalités selon lesquelles elles pourraient bénéficier de ce service de promotion et de ventes de billets.

Depuis son ouverture, la Boutique Culture connaît un succès grandissant. La possibilité de se faire conseiller, de connaître de manière exhaustive la programmation culturelle de la ville et de pouvoir y acheter des billets de spectacles a rapidement séduit Strasbourgeois et touristes. Le public a représenté plus de 70 000 personnes en 2012.
Les partenaires actuels de la billetterie ont été intégrés progressivement en fonction du développement de la Boutique Culture et de l'attente du public ; ils étaient 10 au départ et sont aujourd'hui 29.

Une nouvelle demande de partenariat a été adressée à la collectivité par une association dont la pérennité et le professionnalisme ont pu être vérifiés.

Ainsi, l'association « Festival de Musique de Strasbourg » a sollicité son intégration à la Boutique Culture. Elle correspond aux critères requis : pérennité de leurs programmations, soutien de la Ville, fiabilité générale. Il est donc proposé au Conseil d'accepter sa demande.

Par ailleurs, il est utile de renouveler les signatures des conventions de 3 ans de deux associations, celles-ci venant à échéance: « Le Kafteur » et « l'Accroche Note ».

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

autorise

le Maire à signer une convention d'une durée de trois ans avec l'association culturelle Festival de Musique de Strasbourg, et deux autres pour le renouvellement des conventions avec les associations Le Kafteur et l'Accroche Note, visant à permettre la vente de billets à la Boutique Culture pour les spectacles organisés par ces associations.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

CONVENTION

Entre les soussignés :

Société des Amis de la Musique de Strasbourg, dont les bureaux se trouvent 184, Route du Polygone à 67100 Strasbourg, étant précisé qu'elle est une association sans but lucratif de droit local inscrite au Registre des Associations du Tribunal d'Instance de Strasbourg le 30 juin 1931 (Volume XI – N°52) et que son siège social est au 32, rue de la Mésange à 67000 Strasbourg,

Représentée par **Monsieur Richard BURGSTAHLER**, agissant en sa qualité de Président,

D'une part,

Et :

la **Ville de Strasbourg** représentée par **Monsieur Roland RIES, Maire,** autorisé à signer la présente convention selon délibération du Conseil Municipal de la Ville d Strasbourg,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La billetterie centralisée sise 10, place de la Cathédrale assure la promotion culturelle et la vente de billets de l'ensemble des manifestations organisées par les établissements publics et associatifs strasbourgeois, en particulier ceux de l'association visée.

L'association, de par sa qualité de programmation, contribue à la diversification de l'offre culturelle strasbourgeoise.

La billetterie vendra les places pour le FESTIVAL DE MUSIQUE DE STRASBOURG, organisé chaque année par la Société des Amis de la Musique de Strasbourg.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'association fournira les programmes, affiches, tracts, relatifs à la promotion de ses manifestations.

L'association informera en temps utile la collectivité de toute modification de tarif ou de tout changement de formule concernant la vente de ses billets.

L'association s'engage à informer la collectivité de tous les problèmes et difficultés pouvant survenir dans l'application de la convention.

L'association s'engage à informer la collectivité, sous un mois à compter de leur survenance, de tous les changements survenus dans son fonctionnement, dans son administration ou sa direction, et à lui transmettre ses statuts actualisés.

Selon leur nature, ces changements pourront donner lieu à une révision de la convention par voie d'avenant, voire à sa résiliation dans les conditions prévues à l'article 4 ci-après.

Les ventes sont faites au nom et pour le compte de l'association.

ARTICLE 3 : CONDITIONS FINANCIÈRES

La Ville émet des billets en recourant au logiciel de billetterie utilisé pour ses propres besoins.

Le prix de vente des billets sera reversé à l'association dans le cadre de la régie de recettes mise en place auprès du Trésorier de la Ville de Strasbourg.

La périodicité des reversements à l'association est mensuelle. Ces reversements seront effectués par virement au profit du compte suivant ouvert dans les livres du CIC Banque privée Strasbourg sous les références (RIB) suivantes :

30087 – 33090 – 000 201 30 702 35

La Ville prend en charge dans le cadre du service public de billetterie centralisée l'ensemble des frais de promotion et de vente des billets. Ces derniers seront valorisés en tant qu'avantages en nature et figureront annuellement dans l'annexe aux documents budgétaires prévue par la loi ATR du 6 février 1992.

ARTICLE 4 : VIE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée de trois ans à dater du jour de sa signature par les parties.

Il est expressément convenu entre les parties que la vente des billets pour le Festival de Musique de Strasbourg 2014 débutera le vendredi 4 octobre 2013.

Toutefois, les mêmes parties se réservent le droit de l'interrompre à tout moment par préavis de trois mois, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de 30 jours suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

La présente convention ne peut donner lieu à renouvellement tacite.

La rupture de la présente convention ne pourra en aucun cas donner lieu au versement d'une indemnité.

Toute modification du contenu de la convention ou adjonction à celle-ci fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 5 : LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le 8 juillet 2013 et en trois exemplaires

Pour la Société des Amis de la Musique de Strasbourg
Le Président

Richard BURGSTAHLER

Pour la Ville de Strasbourg
Le Maire

Roland RIES

CONVENTION

Entre les soussignés : **L'ACCROCHE -NOTE**

dont le siège est à Strasbourg, 6 rue des Cordonniers 67000 Strasbourg
déclarée sous le n° siret 337648422… représenté aux présentes par
Madame Isabelle Sainte-Marie
en sa qualité de présidente

d'une part,

et

la **Ville de Strasbourg** représentée par **Monsieur Roland RIES, Maire,**
autorisé par vote de la délibération du Conseil Municipal du
d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La billetterie centralisée sise 10, place de la Cathédrale assurera la promotion culturelle et la vente de billets de l'ensemble des manifestations organisées par les établissements publics et associatifs strasbourgeois, en particulier ceux de l'association visée.

L'association, de par sa qualité de programmation, contribuera à la diversification de l'offre culturelle strasbourgeoise.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'association fournira les programmes, affiches, tracts, relatifs à la promotion de ses manifestations.

L'association informe en temps utile la collectivité de toute modification de tarif ou de tout changement de formule concernant la vente de ses billets.

L'association s'engage à informer la collectivité de tous les problèmes pouvant survenir dans l'exercice de la convention.

L'association s'engage à informer la collectivité, sous un mois à compter de leur survenance, de tous les changements survenus dans son fonctionnement, dans son administration ou sa direction, et à lui transmettre ses statuts actualisés.

Selon leur nature, ces changements pourront donner lieu à une révision de la convention par voie d'avenant, voire à sa résiliation dans les conditions prévues ci-après.

Les ventes sont faites au nom et pour le compte de l'association.

ARTICLE 3 : CONDITIONS FINANCIERES

La Ville émet des billets en recourrant au logiciel de billetterie utilisé pour ses propres besoins.

Le prix de vente des billets sera reversé à l'association dans le cadre de la régie de recettes mise en place.

La périodicité des reversements à l'association est mensuelle.

La Ville prend en charge dans le cadre du service public de billetterie centralisée l'ensemble des frais de promotion et de vente des billets. Ces derniers seront valorisés en tant qu'avantages en nature et figureront annuellement dans l'annexe aux documents budgétaires prévue par la loi ATR du 6 février 1992.

ARTICLE 4 : VIE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée de trois ans. Toutefois, les parties se réservent le droit de l'interrompre à tout moment sur préavis de trois mois, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Elle ne peut donner lieu à renouvellement tacite.

La rupture de la présente convention ne pourra en aucun cas donner lieu au versement d'une indemnité.

Toute modification du contenu de la convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci.

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de 30 jours suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

ARTICLE 5 : LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le ..... en 3 exemplaires.

Pour l'association la Présidente :

Pour la Ville de Strasbourg
Le Maire:

CONVENTION

Entre les soussignés : **L'association KAFTEUR**

dont le siège est à Strasbourg, 3, rue THIERGARTEN
déclarée sous le n° 216/1999
représenté aux présentes par
Monsieur Patrick PETER
en sa qualité de président

d'une part,

et

la **Ville de Strasbourg** représentée par **Monsieur Roland RIES, Maire,**
autorisé par vote de la délibération du Conseil Municipal du
d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La billetterie centralisée sise 10, place de la Cathédrale assurera la promotion culturelle et la vente de billets de l'ensemble des manifestations organisées par les établissements publics et associatifs strasbourgeois, en particulier ceux de l'association visée.

L'association, de par sa qualité de programmation, contribuera à la diversification de l'offre culturelle strasbourgeoise.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'association fournira les programmes, affiches, tracts, relatifs à la promotion de ses manifestations.

L'association informe en temps utile la collectivité de toute modification de tarif ou de tout changement de formule concernant la vente de ses billets.

L'association s'engage à informer la collectivité de tous les problèmes pouvant survenir dans l'exercice de la convention.

L'association s'engage à informer la collectivité, sous un mois à compter de leur survenance, de tous les changements survenus dans son fonctionnement, dans son administration ou sa direction, et à lui transmettre ses statuts actualisés.

Selon leur nature, ces changements pourront donner lieu à une révision de la convention par voie d'avenant, voire à sa résiliation dans les conditions prévues ci-après.

Les ventes sont faites au nom et pour le compte de l'association.

ARTICLE 3 : CONDITIONS FINANCIERES

La Ville émet des billets en recourrant au logiciel de billetterie utilisé pour ses propres besoins.

Le prix de vente des billets sera reversé à l'association dans le cadre de la régie de recettes mise en place.

La périodicité des reversements à l'association est mensuelle.

La Ville prend en charge dans le cadre du service public de billetterie centralisée l'ensemble des frais de promotion et de vente des billets. Ces derniers seront valorisés en tant qu'avantages en nature et figureront annuellement dans l'annexe aux documents budgétaires prévue par la loi ATR du 6 février 1992.

ARTICLE 4 : VIE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée de trois ans. Toutefois, les parties se réservent le droit de l'interrompre à tout moment sur préavis de trois mois, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Elle ne peut donner lieu à renouvellement tacite.

La rupture de la présente convention ne pourra en aucun cas donner lieu au versement d'une indemnité.

Toute modification du contenu de la convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci.

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de 30 jours suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

ARTICLE 5 : LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le ..... en 3 exemplaires.

Pour l'association le président :

Pour la Ville de Strasbourg
Le Maire:

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

35

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Centre Européen d'Actions Artistiques Contemporaines (CEAAC) : convention pluriannuelle d'objectifs, 2013-2016.

Fondé en 1987 à Strasbourg, le Centre Européen d'Actions artistiques Contemporaines (CEAAC), de statut associatif, est actif dans le domaine des arts visuels. Apporter un soutien aux artistes travaillant dans la région et accroître la connaissance et l'expérience de l'art d'aujourd'hui d'un public le plus large possible sont les deux objectifs principaux que le CEAAC s'est donné dès l'origine.

La promotion de l'art a donné lieu à l'installation de nombreuses œuvres dans l'espace public. A Strasbourg, s'est ainsi constitué le Parc de sculptures contemporaines de Pourtalès. Ailleurs en Alsace, à travers le conseil aux collectivités locales les plus diverses, des œuvres ont aussi vu le jour. Elles forment aujourd'hui une véritable Route de l'art contemporain, action d'aménagement artistique du territoire.

En 1995, avec l'ouverture de son centre d'art, situé 7 rue de l'Abreuvoir, dans le quartier de la Krutenau à Strasbourg, le CEAAC s'est donné grâce à cette vitrine, les moyens de mieux présenter son action, de proposer très régulièrement des expositions et de développer une action pédagogique, auprès des publics, soutenue et diversifiée. Le CEAAC est, à travers ce lieu, un acteur très important de l'animation culturelle à Strasbourg.

Le CEAAC a également pris une dimension internationale. En partenariat, le plus souvent, avec les collectivités locales et des structures spécialisées dans le domaine des arts plastiques, il met en œuvre un programme d'échanges internationaux d'artistes et contribue fortement à celui de Strasbourg, intitulé les Résidences croisées.

Plus récemment, le CEAAC a souhaité renforcer son inscription dans les réseaux artistiques nationaux et internationaux et notamment sur la scène européenne. C'est dans ce sens qu'il accueille depuis 2009 une personnalité de l'art qui a carte blanche pour développer une programmation spécifique de deux à trois manifestations par an. Après la curatrice Bettina Klein (Berlin), c'est actuellement Vincent Romagny (Paris) qui est accueilli pour un cycle d'expositions.

Le CEAAC s'est doté d'une équipe pédagogique qui lui permet d'accueillir divers publics, scolaires et adultes pour leur faire découvrir de façon adaptée l'art contemporain à travers ses propositions que ce soit au Centre d'art ou en extérieur.

Le CEAAC édite régulièrement catalogues, livres d'art, monographies et actes de colloques. Ces éditions sont liées à une installation dans l'espace public, à une exposition ou une résidence artistique.

Après deux conventions réalisées, en 2005-2007 puis en 2008-2012, nous vous présentons aujourd'hui une nouvelle convention quadriennale, envisagée pour la période de 2013 à 2016. Celle-ci est proposée pour approbation en premier lieu au Conseil municipal de Strasbourg. Elle devra ensuite être successivement présentée à la validation des instances compétentes de la Région Alsace, du Département du Bas-Rhin et de l'Etat - Ministère de la Culture – DRAC Alsace.

Son objectif est d'accompagner le projet artistique et culturel du CEAAC et de confirmer et préciser le soutien financier que chacun des quatre partenaires principaux apporte pour sa réalisation.
L'approbation de cette convention quadriennale par les instances délibérantes de chacun des financeurs se fait bien entendu sous réserve, dans le cadre de l'annualité du budget, de l'approbation annuelle des montants cités.

La répartition de la charge financière proposée est la suivante :

Années	Ville de Strasbourg	Etat-DRAC Alsace	Région Alsace	Département du Bas-Rhin
2013	139 000 €	66 641 €	249 000 €	144 000 €
2014	141 500 €	66 641 €	249 000 €	144 000 €
2015	144 000 €	66 641 €	249 000 €	150 000 €
2016	144 000 €	66 641 €	249 000 €	150 000 €

L'approbation de cette convention quadriennale tient compte :
- du soutien régulier apporté par la Ville de Strasbourg au développement du CEAAC depuis des années,
- de la qualité des projets menés par cette structure, notamment à Strasbourg,
- de l'intérêt pour la collectivité de s'inscrire dans un partenariat aux objectifs partagés avec l'Etat - Ministère de la Culture - DRAC Alsace, la Région Alsace et le Département du Bas-Rhin.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la signature d'une convention de partenariat avec l'Etat - Ministère de la Culture - DRAC Alsace, la Région Alsace, le Département du Bas-Rhin, et le Centre Européen d'Actions Artistiques Contemporaines (CEAAC) ;

autorise

le Maire à signer cette convention.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

CENTRE EUROPEEN D'ACTIONS ARTISTIQUES CONTEMPORAINES

(CEAAC)

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS

ANNÉES 2013, 2014, 2015, 2016

Vu la décision 2005/842 CE de la Commission européenne du 28 novembre 2005 ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi organique n°2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances modifiées par la loi organique n°2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu la loi de finances pour 2013 n°2012-1509 du 29 décembre 2012 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le décret n° 2005-054 du 27 janvier 2005 modifié relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique;

Vu le décret n° 2012-1553 du 29 décembre 2012 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances pour 2013 n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 ;

Vu l'arrêté du 15 décembre 2008 modifié relatif au contrôle financier des programmes et missions du ministère de la culture et de la communication ;

Vu la circulaire n° 4899/SG du Premier ministre du 24 décembre 2002 relative aux subventions de l'État aux associations;

Vu la circulaire n°5193/SG du 16 janvier 2007 relative aux subventions de l'État aux associations et aux conventions pluriannuelles d'objectifs ;

Vu la circulaire du 18 janvier 2010 du premier ministre relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations : conventions d'objectifs et simplification des démarches relatives aux procédures d'agrément et la circulaire n°611/10 du 31 mai 2011 du secrétaire général du Ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la lettre de la Ministre de la Culture et de la Communication en date du 26 septembre 2012 concernant la Directive Nationale d'Orientation pour les années 2013-2014 et 2015 ;

Vu le Budget opérationnel de programme n°131 de la Mission Culture ;

Vu la circulaire du ministère de la Culture et de la Communication relative au conventionnement des centres

d'arts contemporain du 9 mars 2011 ;

Vu l'avis favorable définitif sur le budget opérationnel de programme n°131 « Création » du Contrôleur financier de la région en date du 17 janvier 2013 ;

Vu les statuts de l'association Centre Européen d'Actions Artistiques Contemporaines en date du 9 juin 2005, révisés le 20 février 2009 et la directive nationale d'orientation de la Ministre de la Culture et de la Communication pour 2013-2015,

Vu les orientations du Conseil Général du Bas-Rhin pour le Développement Culturel,

Vu la délibération du Conseil Général n°CG-2012-6-7-3 du 5 décembre 2012 relative au Budget Primitif 2013 en faveur du Développement Culturel,

Vu le règlement financier du Département du Bas Rhin,

Vu le règlement financier de la Région Alsace ,

Entre,

d'une part,

– *l'État* Ministère de la Culture et de la Communication – Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Alsace, représenté par M. le Préfet de la Région , M. Stéphane BOUILLON ; ci-après dénommé l'Etat

– *la Région Alsace ,* représentée par le Président du Conseil Régional, M. Philippe RICHERT, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du ; ci-après dénommée la Région,

– *Le Département du Bas-Rhin*, représenté par le Président du Conseil Général, M. Guy-Dominique KENNEL, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du 2 septembre 2013; ci-après dénommé le Département,

– *la Ville de Strasbourg,* représentée par son Maire, M. Roland RIES, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du ; ci-après dénommée la Ville,

et

d'autre part,

le Centre Européen d'Actions Artistiques Contemporaines (CEAAC) , représenté par son président, Monsieur Gérard TRABAND, ci-dessous dénommé le CEAAC ou l'association.

Statut : Association de droit local (Statuts révisés le 20 02 2009)

Siège Social : 7 rue de l'Abreuvoir, 67000

N° de SIRET : 34 494 279 200 021

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule

Les centres d'art sont nés au début des années 1980. Orientés vers la recherche, la prospection et l'expérimentation, leur mission est de faciliter les conditions de la création contemporaine et de permettre sa diffusion auprès des publics. Le soutien aux artistes, l'accueil d'artistes en résidence, la production d'œuvres, l'organisation d'expositions, l'édition et la recherche artistique, la sensibilisation des publics représentent les grands axes de leur action.

En application des dispositions du Cahier des missions et des charges des centres d'art contemporain annexé à la circulaire n°2011/003 du 9 mars 2011 relative au conventionnement avec des centres d'arts contemporain, il est décidé par la volonté commune des partenaires publics mentionnés ci-dessus, d'inscrire le partenariat liant le CEAAC et ses partenaires dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectifs.

Pour l'Etat, la présente convention s'inscrit dans le cadre du programme 131 Création, de la mission culture, mis en œuvre par le ministère de la culture et de la communication.

Pour la Région et la Ville, considérant que la présente convention poursuit un but d'intérêt public local ;

Pour le Département, considérant que la présente convention s'inscrit dans le cadre des orientations culturelles du Conseil Général, poursuivant le double objectif de territorialisation et d'élargissement des publics ;

Considérant le projet artistique et culturel initié et conçu par l'établissement pour la période 2013 à 2016 et ses orientations en matière de politique de soutien à la création et à la diffusion et de sensibilisation, conforme à son objet statutaire ;

Considérant les objectifs généraux de politique publique du ministère de la culture et de la communication visant à inciter à l'innovation et à la diversité de la création, à donner des bases économiques et professionnelles solides à la création, augmenter la fréquentation du public dans les lieux culturels sur l'ensemble du territoire, diffuser davantage les œuvres et les productions culturelles en France et à l'étranger ;

Considérant que le projet artistique et culturel présenté par le CEAAC participe de ces politiques et répond aux orientations culturelles des différents partenaires, l'État (DRAC), la Région , le Département du Bas-Rhin et la Ville, décident de renouveler leur partenariat contractuel avec l'association pour les années 2013-2016 dans les termes définis ci-dessous.

Article 1er
Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'approuver :

- le projet artistique et culturel du CEAAC sur la période 2013 - 2016 (annexe I)
- les modalités et les conditions d'octroi des aides des partenaires (Etat, Région, Département et Ville) pour sa mise en œuvre (annexe II)
- les modalités de suivi d'évaluation du partenariat (annexe III)

Article 2
Durée de la convention

La convention est conclue pour une durée de quatre ans du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2016.
Elle reste valable pendant toute la durée des obligations liées au versement des subventions.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention, ou d'un avenant prolongeant la présente convention, est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 9 de la présente convention et au contrôle prévu à son article 10.

Article 3
Projet artistique et culturel du CEAAC

Par la présente convention, le CEAAC s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations des politiques publiques mentionnées au préambule, le programme d'actions participant à la réalisation de missions culturelles d'intérêt général, développé dans le projet artistique et culturel joint en annexe I et dont les principales orientations sont :

– développer des actions de prospection, de recherche et d'expérimentation ;
– favoriser la production d'œuvres et de projets significatifs de la création contemporaine régionale et transfrontalière, nationale et internationale ; développer l'accueil des publics les plus larges et mener des actions de formation, de médiation et de sensibilisation ;
– rechercher des complémentarités avec les politiques culturelles de ses financeurs;
– rechercher des synergies et des collaborations au sein du réseau régional des arts plastiques ;
– participer à la formation professionnelle dans le domaine de la médiation artistique par l'accueil de stagiaires des écoles d'art et des établissements d'enseignement supérieur.

Pour la mise en œuvre de ce programme d'actions**,** le CEAAC est soumis aux obligations mentionnées à l'annexe I, laquelle fait partie intégrante de la convention.

Article 4
Conditions de détermination du coût du programme d'actions

4.1 Le coût total estimé éligible du programme d'actions sur la durée de la convention est évalué à 2 523 620 € (deux millions cinq cent vingt trois mille six cent vingt euros) conformément aux budgets prévisionnels figurant à l'annexe II.

4.2. Le besoin de financement public exprimé par le CEAAC est calculé en prenant en compte les coûts totaux retenus estimés du programme d'actions, ainsi que tous les produits qui y sont affectés. L'annexe II présente les budgets prévisionnels du programme d'actions en détaillant ces coûts éligibles à la contribution financière de l'État et l'ensemble des produits affectés, ainsi que les règles retenues pour leur estimation.

4.3. Lors de la mise en œuvre du programme d'actions**,** le bénéficiaire peut procéder à une adaptation de ses budgets prévisionnels par des transferts entre natures de charges éligibles. Cette adaptation des dépenses, réalisée dans le respect du montant total des coûts éligibles mentionné à l'article 4.1, ne doit pas affecter la réalisation du programme d'actions et ne doit pas être substantielle.
L'association notifie ces modifications à l'État, à la Région, au Département et à la Ville par écrit, dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours. En cas d'avance versée dans les conditions prévues à l'article 6, le versement du solde annuel ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par l'État de ces modifications éventuelles.

4.4. Les contributions financières de l'État, la Région, le Département et la Ville ne sont applicables que sous réserve des conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits en autorisation d'engagement et en crédits de paiement en loi de finances ;
- le respect par le CEAAC des obligations mentionnées aux articles 1er, 6, 7 et 8 de la présente convention ;
- le contrôle par l'État, la Région, le Département et la Ville, en fin d'exercice, conformément à l'article 10, que le montant annuel de la contribution n'excède pas le coût annuel de l'action.

Article 5
Engagements des partenaires

L'Etat, la Région, le Département et la Ville contribuent financièrement à la réalisation du programme d'actions du CEAAC. Ils n'attendent aucune contrepartie directe de leurs contributions.

5.1 Etat

Une subvention globale de 266 564 € (deux cent soixante-six mille cinq cent soixante-quatre euros) est prévue par l'État au titre de sa participation au projet artistique et culturel du CEAAC pour la période 2013-2016 sous réserve, d'une part de l'inscription des crédits correspondants en loi de finances et de la délégation des crédits correspondants en AE/CP, et d'autre part de la levée de la réserve de précaution appliquée conformément aux dispositifs de la Loi Organique relative aux Lois de Finance (LOLF).

Cette subvention est imputée sur les crédits ouverts au budget opérationnel de programme de la DRAC Alsace - Programme 131 (création) - Titre 6 fonctionnement :
- Domaine fonctionnel 0131-02-08 (Centres d'art conventionnés) : 45 417 €
- Domaine fonctionnel 0131-02-06 (Soutien à des résidences arts plastiques) : 21 224 €.

Pour l'année 2013, l'État (DRAC Alsace) contribue financièrement pour un montant de 66 641 € (soixante-six mille six cent quarante-et-un euros) répartis comme suit :

– Centre d'art : 45 417 €
– Rayonnement international : 21 224 €.

Pour les années 2014, 2015 et 2016, les montants prévisionnels des contributions financières de l'État (DRAC Alsace), hors application de la réserve de précaution, s'élèvent à :

- pour l'année 2014 : 66 641 € (soixante six mille six cent quarante-et-un euros)
- pour l'année 2015 : 66 641 € (soixante six mille six cent quarante-et-un euros)
- pour l'année 2016 : 66 641 € (soixante six mille six cent quarante-et-un euros).

La répartition est identique à celle de l'année 2013.

En application de la Loi Organique relative aux Lois de Finance (LOLF), ces sommes pourront faire l'objet d'un gel budgétaire de 6 % susceptible d'être levé en cours d'année.
Le montant total annuel de la subvention correspondant à la tranche ferme de 94 % imputée sur le programme 131 sera de 62 643 € (soixante-deux mille six cent quarante-trois euros). En cas de levée de la réserve de précaution de 6 %, la subvention annuelle de l'État (DRAC Alsace) pourra être augmentée d'un montant de 3 998 € (trois mille neuf cent quatre-vingt dix-huit euros) correspondant à la tranche conditionnelle de 6 % imputée sur le programme 131.

Modalités de versement de la contribution financière de l'État :

Pour l'année 2013, la contribution financière de l'État (DRAC Alsace) est engagée dans le cadre d'une convention financière bilatérale annuelle liant uniquement l'État et le CEAAC, qui vaut décision attributive de subvention pour la gestion 2013.

Pour les années 2014, 2015 et 2016, la contribution financière de l'État (DRAC Alsace) sera versée dans le cadre d'un avenant annuel à la présente convention, qui liera uniquement l'État et le CEAAC et vaudra engagement juridique de l'État, sur la base d'un dossier de demande de subvention - Formulaire Cerfa 12156*03 - présenté par l'association avant le 30 septembre de l'année N-1.

Les modalités de versement seront les suivantes :

- versement d'une avance, sur demande de l'association, avant le 31 mars de chaque année, sans préjudice du contrôle de l'État (DRAC Alsace), conformément à l'article 10, dans la limite de 50 % du montant prévisionnel annuel de la contribution mentionnée à l'article 5/1 pour cette même année ;
- versement du solde annuel, sous réserve du respect des conditions mentionnées à l'article 4.4, et notamment de la transmission à l'administration de l'ensemble des pièces mentionnées à l'article 6.

Les tranches conditionnelles de 6 % susceptibles d'être versées en 2014, 2015 et 2016 au CEAAC en cas de la levée de la réserve de précaution feront l'objet d'un avenant modificatif.

Les contributions financières de l'État (DRAC Alsace) seront crédités sur le compte de l'association mentionné en 5.6 selon les procédures comptables en vigueur.

Le comptable assignataire est le Directeur régional des finances publiques d'Alsace et du Bas-Rhin.

5.2 Région

Une subvention globale de 996 000 € (neuf cent quatre-vingt-seize mille euros) est accordée par la Région au titre de sa participation au projet artistique et culturel du CEAAC pour la période 2013-2016, sous réserve de l'inscription des crédits correspondants aux budgets 2014, 2015 et 2016.

La Région contribue financièrement pour un montant de :

- 249 000 € (deux cent quarante-neuf mille euros) au titre de l'année 2013,
- 249 000 € (deux cent quarante-neuf mille euros) au titre de l'année 2014,
- 249 000 € (deux cent quarante-neuf mille euros) au titre de l'année 2015,
- 249 000 € (deux cent quarante-neuf mille euros) au titre de l'année 2016,

Toute modification relative à ces subventions fera l'objet d'une convention bilatérale, qui liera uniquement la Région et le CEAAC. Une copie de la convention sera transmise pour information aux partenaires.

Modalités de versement de la contribution financière

Pour les exercices 2013, 2014, 2015 et 2016, le versement des subventions s'effectuera de la manière suivante, par dérogation à l'article 20d du règlement financier de la Région :
Dans l'idéal, l'ensemble des pièces nécessaires pour une même demande, sera transmis en un seul envoi.

- un acompte de 50 % en début d'exercice, après transmission :
  - d'une demande de versement signée par le représentant légal de l'association ;
  - d'un relevé d'identité bancaire ;
  - d'un programme prévisionnel d'activités ;
  - d'un budget prévisionnel équilibré.

- le solde après transmission :
  - d'une demande de versement signée par le représentant légal de l'association ;
  - des comptes annuels et de l'annexe comptable (comportant le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public) de l'exercice N-1 ;
  - du rapport du commissaire aux comptes ;
  - du procès verbal, signé par le représentant légal, de l'Assemblée Générale approuvant lesdits comptes ;

- du bilan financier de l'année N-1 présenté dans la même forme que le budget prévisionnel de l'année N-1 ;
- du bilan artistique et culturel de l'année N-1.

Le comptable assignataire de la dépense est le Payeur Régional d'Alsace

5/3 Département

Une subvention globale de 144 000€ (cent quarante-quatre mille euros) est accordée par le Département au titre de sa participation au projet artistique et culturel du CEAAC pour l'année 2013. Cette subvention sera reconduite, sous réserve de l'inscription des crédits correspondants aux budgets 2014, 2015 et 2016.

Toute modification relative à ces subventions fera l'objet d'une convention bilatérale, qui liera uniquement le Département et le CEAAC. Une copie de la convention sera transmise pour information aux partenaires.

Modalités de versement de la contribution financière

Sous réserve des dispositions de l'article4.4, le Département verse en 2013 la somme de 144 000 €, (cent quarante-quatre mille euros) en une fois, à réception de la présente convention signée.

Pour les exercices 2014, 2015 et 2016, le versement s'effectuera de la manière suivante:

Un acompte de 50%au début d'exercice sous réserve de la production d'un document précisant le déroulement des principales opérations de l'année antérieure, complété d'une présentation succincte de la situation financière de l'association et d'un programme prévisionnel d'activités.

Le versement du solde interviendra au cours du second semestre au vu de la présentation du bilan et du compte de résultat de l'exercice N-1.

Le comptable assignataire de la dépense est le Payeur Départemental du Bas-Rhin.

5.4 Ville

Une subvention globale de 556 000 € (Cinq cent cinquante six mille euros) est accordée par la Ville au titre de sa participation au projet artistique et culturel du CEAAC pour la période 2013-2016, sous réserve de l'inscription des crédits correspondants aux budgets 2014, 2015 et 2016, soit :

- 139 000 € (cent trente-neuf mille euros) au titre de l'année 2013,
- 141 500 € (cent quarante et un mille cinq cent euros) au titre de l'année 2014,
- 144 000 € (cent quarante quatre mille euros) au titre de l'année 2015,
- 144 000 € (cent quarante quatre mille euros) au titre de l'année 2016,

5.5. Les contributions financières de l'État, de la Région, du Département et de la Ville, mentionnées à l'article 5 ne sont applicables que sous réserve des conditions cumulatives suivantes :

- ✓ l'inscription des crédits en autorisation d'engagement et en crédits de paiement en loi de finances pour l'Etat et dans leurs budgets respectifs pour le Département, la Région et la Ville ;

- ✓ le respect par le CEAAC des obligations mentionnées dans la présente convention, et notamment celles figurant aux articles 1er, 3, 6, 7 et 8 ;

- ✓ le contrôle par l'État, la Région, le Département et la Ville, en fin d'exercice, conformément à l'article 10, que le montant annuel de la contribution n'excède pas le coût annuel de l'action.

5.6 Les contributions financières sont créditées sur le compte bancaire du CEAAC :

Domiciliation	Code établissement	Code guichet	N° compte	Clé RIB	Titulaire
CE ALSACE	16705	09017	08771451332	38	CENTRE EUROPEEN D'ACTIONS ARTISTIQUES CONTEMPORAINES

Article 6
Justificatifs

Dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice, le CEAAC s'engage à fournir :

- le compte rendu financier du programme d'actions, qui retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues à la présente convention, notamment à son article 1er. Ce compte rendu doit être conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les États. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du programme d'actions comprenant les éléments mentionnés à l'annexe III et définis d'un commun accord entre l'État, la Région, le Département, la Ville et le CEAAC. Ce compte rendu financier et ce compte rendu quantitatif et qualitatif sont signés par le président du CEACC ou toute personne habilitée ;

le rapport annuel d'activité du CEAAC ;
les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes ;

Article 7
Autres engagements

Si une modification intervient dans l'administration ou les statuts de l'association durant l'exécution de la présente convention, le CEAAC s'engage sans délai auprès de l'État, la Région , le Département et la Ville, soit à :

- ✓ leur communiquer la copie des déclarations faites à l'occasion de ces modifications ;
- ✓ les informer de toute nouvelle déclaration enregistrée dans le répertoire national des associations (RNA).

Dans les deux cas, le CEAAC fournit si nécessaire la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

Par ailleurs, le CEAAC s'engage à :

-faire figurer de manière lisible les logos du Ministère de la Culture et de la Communication, de la Région, du Département et de la Ville de Strasbourg, ainsi que la mention in extenso « avec le soutien du Ministère de la Culture et de la Communication, de la Région Alsace, du Département du Bas-Rhin et de la Ville de Strasbourg », dans tous les documents produits dans le cadre de la convention sur l'ensemble de ses supports de communication.

- présenter annuellement le programme des activités artistiques et culturelles, approuvé par le conseil d'administration prévu pour l'année suivante.

- renseigner annuellement l'enquête nationale d'activités des lieux de diffusion de l'art contemporain du Ministère de la Culture et de la Communication.

- informer, le cas échéant, l'Etat, la Région, le Département et la Ville de toutes les autres subventions publiques attribuées pour lui permettre de réaliser son programme d'actions, et ne figurant pas dans le budget prévisionnel (annexe II).

Article 8
Procédures et sanctions en cas de retard ou d'inexécution

En cas d'inexécution, de modification des conditions d'exécution, ou de retard pris dans l'exécution de la présente convention, quelle qu'en soit la raison, le CEAAC doit en informer l'État, la Région, le Département et la Ville sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas d'inexécution, partielle ou totale, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention, ou en cas de retard substantiel dans l'exécution par le CEAAC, sans l'accord écrit de l'État, de la Région, du Département et de la Ville, ceux-ci peuvent soit exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, soit diminuer ou suspendre le montant de leur subvention, après avoir examiné les justificatifs présentés par le CEAAC et avoir préalablement entendu ses représentants. L'État, la Région, le Département et la Ville en informent le CEAAC par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9
Comité de suivi / Évaluation

9/1Comité de suivi

Il est institué un comité de suivi, composé des partenaires financiers signataires de la présente convention et du CEAAC, pour la durée de la présente convention. Ce comité a pour vocation de suivre l'exécution de la présente convention, et éventuellement de proposer des réajustements ou des réorientations nécessaires. Le comité est informé de l'évolution du projet artistique et culturel, de l'état financier de l'association ainsi que de la situation de l'emploi. Il se réunit au moins une fois par an à l'initiative de l'un des partenaires de la présente convention.

9/2 Evaluation

Le CEAAC s'engage à fournir aux signataires de la convention, au moins six mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du programme d'actions réalisé de 2013 à 2016 dans les conditions précisées **en annexe III** de la présente convention, soit le 30 juin 2016 au plus tard.

Dans le cadre d'un comité de suivi, ce bilan d'ensemble, réalisé sous forme d'auto-évaluation, est porté à la connaissance des partenaires qui analysent notamment la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1er et l'impact du programme d'actions au regard de l'intérêt général et de leurs orientations politiques.

Ce bilan est établi comme suit :

Cette auto-évaluation remise sous forme écrite présente les éléments qualitatifs et quantitatifs permettant de mesurer les résultats atteints au regard des objectifs énoncés dans la présente convention :

Exemples :

– bilan des activités (production d'œuvres, expositions, expérimentation, partenariats, artistes invités, autres actions artistiques et culturelles) ;

– fréquentation (nature des actions pédagogiques, critères et modalités de mise en œuvre, typologie et effectif des publics) ;

– impact territorial (manifestations hors les murs, partenariats d'action artistique ou culturelle, rayonnement national, voire international ...) ;

– rôle du centre d'art dans le réseau de création et de diffusion ;

– organisation professionnelle et outils de travail.

L'auto-évaluation est accompagnée de nouveaux objectifs pour les quatre ans à venir. Elle est soumise aux signataires de la convention au cours du second semestre de l'année du terme de la convention. Les signataires de la convention, s'ils le jugent nécessaire, décideront de procéder à une évaluation globale des actions menées sur la durée de la convention et envisager son évolution pour les années à venir. En tant que de besoin, le service de l'inspection de la création artistique de la direction générale de la création artistique du ministère de la culture et de la communication pourra être sollicité pour mener une inspection de l'activité du centre d'art sur la période de la convention.

Pour le compte de l'État, en tant que de besoin et à la demande du directeur général de la création artistique, le service de l'inspection de la création artistique peut être saisi d'une demande d'évaluation. La direction régionale des affaires culturelles en est aussitôt informée. La procédure applicable est celle de la procédure contradictoire en vigueur.

La mise en œuvre d'une éventuelle nouvelle convention est subordonnée à la réalisation du contrôle prévu ci-dessus, à ses conclusions et à la décision des signataires de la convention ainsi qu'à la définition de nouveaux objectifs.

Article 10
Contrôle

L'État, la Région , le Département et la Ville contrôlent annuellement, ainsi qu'à l'issue de la convention, que leurs contributions financières n'excèdent pas le coût de la mise en œuvre du programme d'actions au titre duquel elles sont accordées.

L'État, la Région , le Département, la Ville peuvent exiger le remboursement de la quote-part excédentaire de leurs contributions financières respectives.

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'État, la Région, le Département, la Ville dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 9 ou dans le cadre du contrôle financier annuel. Le CEAAC s'engage à faciliter l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Durant la période de la convention, pour le compte de l'État, le directeur régional des affaires culturelles portera annuellement à la connaissance du Conseil d'administration ses observations sur la mise en place du projet.

Article 11
Modification

Toute modification de la présente convention interviendra par avenant signé par l'État, la Région, le Département, la Ville et le CEAAC. Les avenants éventuels feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention par

l'une ou l'autre partie prend la forme d'une demande écrite précisant son objet, sa cause et toutes les conséquences qu'elle induit. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, les autres parties peuvent y faire droit par courrier .

Article 12
Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à la demande de l'une des autres parties, sans préjudice de tout autre droit qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Cette lettre de mise en demeure, portée par la partie la plus diligente, devra également être adressée, pour information, à l'ensemble des autres signataires.

Article 13
Reconduction

Avant la fin du 1er semestre 2016, les signataires se concerteront afin de connaître leurs intentions respectives concernant la conclusion éventuelle d'une nouvelle convention.

Celle-ci est subordonnée à la réalisation du contrôle prévu à l'article 10 et du dépôt des conclusions de l'auto-évaluation prévue à l'article 9.

Article 14
Litige

Tout litige résultant de l'interprétation de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Strasbourg après épuisement des voies amiables.

Article 15
Dispositions finales

La présente convention est établie en cinq originaux signés par les parties intéressées. Un exemplaire sera remis à chaque signataire.

Fait à , le

Pour le CEAAC :
Le président de l'association

Pour l'État :
Le préfet de la Région Alsace, préfet du Bas-Rhin

Pour la Région :
Le président du Conseil Régional d'Alsace

Pour le Département :
Le président du Conseil Général du Bas-Rhin

Pour la Ville de Strasbourg :
Le maire

Visa du contrôleur financier

ANNEXE I

PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL

CENTRE EUROPEEN D'ACTIONS ARTISTIQUES CONTEMPORAINES

PRÉAMBULE

Titulaire depuis 2005 d'une convention triennale de partenariat avec les collectivités et l'État, le Centre Européen d'Actions Artistiques Contemporaines (CEAAC) met en œuvre une action culturelle élargie, au profit du public et en concertation avec ses partenaires.

Depuis 1995 la programmation artistique du CEAAC s'accompagne d'une valorisation pédagogique de qualité, conçue et réalisée par son service des publics.

Par son engagement dans la mise en œuvre d'un programme d'échanges artistiques internationaux, contribuant efficacement au rayonnement culturel de la région, le CEAAC développe un autre aspect important du soutien à la création contemporaine.

Par ailleurs, le CEAAC a joué dès son origine un rôle moteur dans l'installation d'œuvres d'art dans l'espace public (avec la création d'un Parc de sculpture contemporaine à Strasbourg et la constitution d'une Route de l'art contemporain en Alsace, riche de trente-six oeuvres).

L'expérience ainsi acquise dans l'accomplissement de ces missions a suscité auprès des collectivités locales et des artistes une dynamique qui justifie la poursuite de ces divers types d'activités dont la pluralité constitue d'ailleurs la spécificité du CEAAC par rapport à d'autres structures qui se sont créées dans le paysage culturel régional.

Conformément aux objectifs mentionnés dans ses statuts, à la charte des missions de service public pour les institutions d'art contemporain et aux réflexions consécutives à l'échéance de la précédente convention, les activités du CEAAC au cours des quatre années à venir seront centrées sur :

I. la sensibilisation du public à la création contemporaine par une programmation artistique de haut niveau;

II. une action pédagogique élaborée au bénéfice de publics diversifiés autour de la programmation du centre d'art, de la collection de sculptures du parc de Pourtalès et de la Route de l'art contemporain;

III. la contribution au rayonnement culturel de la région et le soutien international à la création, grâce à un programme d'échanges artistiques internationaux (résidences croisées d'artistes vivant en Alsace et d'artistes étrangers); des résidences dans des villes dynamiques dans le domaine des arts plastiques (Berlin) et le soutien à des projets individuels.

IV. l'aménagement artistique du territoire, par le conseil en installation d'œuvres d'art auprès des collectivités locales et de divers organismes régionaux, privés ou publics;

V. la recherche de complémentarités avec les politiques culturelles de ses financeurs;
VI. la recherche de synergies et de collaborations au sein du réseau régional des arts plastiques et des pratiques émergentes;

VII. la formation professionnelle dans le domaine de la médiation artistique, la régie d'exposition, la communication, la gestion de projet par l'accueil de stagiaires des écoles d'art et des établissements d'enseignement supérieur.

I. PRÉSENTATION AU PUBLIC DES DÉMARCHES ARTISTIQUES ACTUELLES DANS LEUR DIVERSITÉ

Dans le soutien qu'elles apportent aux activités des associations, les collectivités locales se sont montrées sensibles aux missions de service public qu'elles sont en mesure de proposer. Le domaine de la culture et plus spécialement celui des arts plastiques est l'un de ceux où une complémentarité avec l'activité des musées et des galeries privées se manifeste avec le plus d'évidence. Tout en offrant un niveau de professionnalisme satisfaisant aux exigences du milieu de l'art, une association peut développer une gamme d'activités autres que celles qui relèvent des fonctions - et aussi des moyens - des musées et galeries mais dont l'ouverture répond à la fois aux attentes du public et à la grande diversité actuelle des propositions artistiques.

I. 1. C'est dans le but d'intégrer le centre d'art du CEAAC aux réseaux professionnels et d'augmenter ainsi ses capacités de communication et sa visibilité que le CEAAC invitera régulièrement des commissaires pour des cycles de trois expositions. Un jury fort des trois premières expériences et choisit par le bureau de l'association veillera à la qualité des propositions, des parcours, et de l'inscription dans les réseaux professionnels nationaux et internationaux des candidats.

Sa responsabilité comprendra les choix artistiques, la conception des modalités concrètes de réalisation des expositions, l'élaboration d'une démarche critique et notamment éditoriale en relation avec son projet artistique, dans la perspective générale d'une mise en évidence des nouvelles problématiques de l'art en considérant comme une priorité l'organisation de partenariats transfrontaliers, nationaux, voire internationaux.

Le Centre d'art propose trois grandes expositions par an dont deux s'inscrivent dans les cycle des commissaires invités du CEAAC. La troisième s'inscrit dans une dynamique liée à des oportunités de coproductions avec d'autres partenaires qui peuvent être régionaux, nationaux ou internationaux.
Le CEAAC pourra ainsi apporter sa participation à un réseau régional de lieux d'exposition lors de certaines opérations. De telles expositions seront conçues en partenariat avec d'autres associations ou institutions culturelles de la région – opérant dans le domaine des arts plastiques mais aussi dans ceux de la musique ou du théâtre – et permettront ainsi une plus riche présentation d'œuvres, une plus large médiation culturelle et, grâce à une synergie entre les partenaires, une meilleure efficacité de la communication, de la mobilisation et du croisement des publics. Ce deuxième volet des expositions du CEAAC pourra aussi être consacré à l'accompagnement d'un projet d'installation d'œuvre dans l'espace public ou à une valorisation rétrospective exceptionnelle du travail mené par le CEAAC à l'international.

I. 2. Le programme d'échanges artistiques internationaux (résidences croisées d'artistes vivant en Alsace et d'artistes étrangers) est un aspect important des actions du CEAAC.

Lorsqu'ils sont accueillis par une institution étrangère et que la technique de leur travail s'y prête, il est possible qu'une exposition soit organisée à la fin du séjour dans la ville d'accueil. Mais dans ce cas, l'éloignement géographique s'oppose à sa visibilité par le public régional. Il peut aussi arriver que la réalisation technique des oeuvres inspirées par ce séjour ne puisse se faire sur place mais seulement au retour de résidence. Il va de soi que l'accueil de résidents étrangers donne aussi lieu à des créations d'œuvres justifiant que leur exposition à Strasbourg couronne les relations ainsi nouées pendant cette résidence.

Pour ces raisons, le CEAAC offre un espace d'expositions destinées à la restitution publique des séjours d'artistes en résidences au sein de son centre d'art. Six expositions et de nombreuses rencontres avec les artistes bénéficiant de ce programme sont ainsi organisées chaque année.

I. 3. Le nouveau site du CEAAC est doté de nouvelles fonctionnalités telles que la recherche par index, permettant l'accès à plus de 500 pages consacrées soit aux artistes, aux expositions, aux installations dans l'espace public et aux éditions.

Ces fonctionnalités permettent aux amateurs d'art, aux visiteurs mais également aux enseignants et à la presse un accès simplifié et direct aux informations les concernant.
Sous réserve de trouver les moyens de financement nécessaire, le CEAAC envisage une refonte complète de sa charte graphique qui n'a pas été modifiée en profondeur depuis plus de 10 ans.

II . SENSIBILISATION À L'ART CONTEMPORAIN DES PUBLICS SPÉCIFIQUES

Lors de ces dernières années, des recommandations ministérielles et des initiatives émanant des collectivités locales ont mis l'accent sur la nécessité d'un important développement de l'éducation artistique. En complémentarité avec les programmes académiques de l'éducation nationale et l'action originale du groupement d'intérêt public « Action culturelle en milieu scolaire d'Alsace » (ACMISA), les activités développées par le CEAAC apportent dans le domaine des arts plastiques un service apprécié par les enseignants. La démarche novatrice du CEAAC peut s'inscrire notamment dans la perspective d'une relecture et d'une réappropriation chaque fois singulière de l'art des siècles passés. Ainsi, l'efficacité reconnue aux associations dans le renforcement du lien social peut alors trouver dans la création artistique la plus contemporaine des objets et des circonstances susceptibles de contribuer aux diverses initiatives visant au progrès de l'intégration sociale.

II. 1. La programmation du centre d'art, la collection de sculpture du Parc de Pourtalès, et l'accompagnement pédagogique des oeuvres installées dans l'espace public apportent un complément «concret» aux programmes d'enseignement des arts plastiques et de la culture générale dispensés à tous les niveaux de la vie scolaire et périscolaire (Contrat Education Locale). La présentation approfondie des œuvres et de leurs implications culturelles est prise en charge par un personnel spécialisé du CEAAC lors de visites guidées des expositions et des œuvres en plein air, dans le cadre d'accompagnement de classes développant des projets à long terme en arts plastiques et dans le cadre d'ateliers pédagogiques donnant lieu à la rédaction de livrets mis à disposition des enseignants et des élèves. Nos efforts en direction de ces différents publics seront renforcés par une amélioration constante des interventions pédagogiques proposées, une meilleure communication et une prospection accrue.

II. 2. Des collaborations avec les Ecoles supérieures d'art d'Alsace et l'Institut d'arts plastiques (UFR Arts, Université de Strasbourg), sous la forme de conférences et de «workshops» organisés avec des artistes réalisant un projet ou une exposition avec le CEAAC, feront l'objet d'une contractualisation plus régulière.

II. 3. Une contribution aux activités d'éducation permanente, mises en œuvre auprès des adultes par des associations visant à l'intégration des personnes en difficulté ou par des groupes de personnel des administrations territoriales, sera apportée par le CEAAC lors de visites guidées des expositions et des œuvres en plein air proposées par son équipe pédagogique. Au-delà du commentaire esthétique, l'accent sera porté sur la mise en relation de la création artistique avec le domaine des sciences, des techniques, de la littérature et de l'histoire. La rédaction de documents accompagnera cette médiation culturelle. Des associations d'adultes (Amis du Musée d'Art Moderne et Contemporain de Strasbourg, Amicale des salariés de la Région Alsace ou encore des association de réinsertion comme l'ADAPEI ou les I.M.P.R.O.) seront régulièrement concernées par cette médiation.

III. CONTRIBUTION AU RAYONNEMENT ARTISTIQUE DE L'ALSACE ET SOUTIEN INTERNATIONAL À LA CRÉATION

La constitution progressive d'un espace européen a ouvert aux diverses institutions alsaciennes la possibilité de nouer des relations internationales de partenariats, d'échanges et de collaborations avec d'autres entités géographiques d'échelles comparables de pays étrangers, voisins ou lointains. À la dimension économique de telles relations, il a été reconnu indispensable d'y adjoindre une dimension culturelle. Celle-ci est en effet essentielle pour qu'aux impératifs et aux contraintes liées à un espace d'activité aussi soudainement élargi par rapport à celui qu'avaient connu les générations précédentes, la profondeur d'expériences personnelles suscitées par des échanges artistiques permette au niveau local l'émergence d'un état d'esprit mieux informé, plus ouvert et créatif à l'égard du monde actuel.

III. 1. Inscrite dans les statuts et présente dans le nom même du CEAAC, la promotion au niveau international de la vitalité de la création artistique en Alsace par des échanges artistiques internationaux a été fortement mise

en oeuvre grâce à un poste spécifiquement consacré à cette mission et à un important financement de la Région Alsace, rejointe par la Ville de Strasbourg et la DRAC. Le comité technique du CEAAC se réunit régulièrement pour l'examen des dossiers et la proposition d'actions. Lorsqu'une collaboration est instituée avec des partenaires internationaux se met en place un jury.

III. 1. 1. Ce programme d'échanges internationaux a été initié par l'apport de soutiens individuels à des projets d'artistes ayant pris d'eux-mêmes l'initiative d'un contact qui s'est révélé positif avec des institutions étrangères pour la présentation de leur travail. Dans ce cas, après examen du dossier, la participation du CEAAC prend la forme d'une contribution aux dépenses de déplacement, de production, de transport d'œuvres ou d'édition, de telle sorte que ce complément de financement permette la concrétisation de ce projet. A ce titre, trois à quatre artistes seront susceptibles d'être soutenus annuellement pour des projets individuels.

III. 1. 2. La dimension privilégiée de ce programme a consisté en la recherche de partenaires institutionnels étrangers pour des manifestations intégrant des artistes régionaux. Les contacts pris par les artistes soutenus à titre individuel peuvent se révéler utiles, mais ils devront être complétés par des déplacements de notre personnel à l'étranger pour des contacts avec les responsables locaux et la visite des lieux d'exposition envisagés.

III. 2. L'intégration d'un volet artistique aux relations internationales nouées par les assemblées locales avec des villes ou des régions étrangères a motivé le soutien financier apporté par la Région Alsace puis par l'État et la Ville de Strasbourg au CEAAC. Ce programme se concrétise par des envois d'artistes d'Alsace et des accueils d'artistes étrangers en résidence «croisées» qui concerneront les Länder de Bade-Wurtemberg et du Palatinat, la province du Québec et les villes du «Club de Strasbourg», appartenant aux pays récemment entrés dans l'Union Européenne. Ces résidences font l'objet d'une coordination avec les partenaires étrangers pour la conception des projets, la sélection des artistes et l'organisation générale de la résidence, accompagnée éventuellement d'une exposition et d'une édition. Des partenariats sont à l'étude avec la ville de Dresde à la demande de la Ville de Strasbourg et la Région de Gyeongsang à la demande de la Région Alsace.

III. 3. De ces initiatives et ces démarches a récemment résulté la création d'un réseau international d'échanges artistiques en vue d'accueils en résidence et d'expositions d'artistes avec l'ensemble des pays du monde. Des collaborations avec les centres culturels français à l'étranger et des institutions étrangères seront mises en place de manière régulière – et contractualisées – en vue de l'accueil et de l'organisation d'expositions, de workshops-rencontres et d'éditions afin que les communautés artistiques, dans leur ensemble, soient informées et stimulées par de telles initiatives dont le caractère éphémère et l'éloignement géographique imposent de conserver des traces. En retour, la possibilité sera chaque fois explorée d'une intégration des projets d'artistes étrangers accueillis en résidence aux manifestations artistiques régionales. Des échanges avec des structures d'une grande qualité professionnelle sont d'ores et déjà en place avec Francfort, Budapest et Séoul, les possibilités d'étendre ce réseau à Berlin et à des villes de Belgique et d'Autriche étant actuellement à l'étude.

IV. AMÉNAGEMENT ARTISTIQUE DU TERRITOIRE

La richesse architecturale et artistique de l'Alsace dans le domaine du patrimoine lui a depuis longtemps donné des atouts précieux dans le domaine du tourisme dont on sait qu'il constitue l'un de secteurs économiques ayant connu une très forte expansion au cours des dernières décennies. Conformément à une évolution plus récente des centres d'intérêts du public envers les manifestations ayant pour objet les formes artistiques actuelles, cette richesse patrimoniale s'est trouvée sensiblement accrue au cours des vingt dernières années par de nombreuses installations d'œuvres contemporaines dans l'espace public urbain ou rural. La poursuite de telles initiatives est de nature à contribuer à une répartition plus équilibrée de cette ressource touristique sur le territoire alsacien. Il est important de mentionner que, pour une large partie de la population, ces œuvres d'art sont les seules occasions de se familiariser avec la création contemporaine.

IV. 1. Aux initiatives pionnières du CEAAC en matière de sensibilisation des élus et du public par un colloque tenu en 1988 sur le thème d'Artistes dans la Ville puis, en 1990, l'exposition de maquettes conçues par des

artistes internationaux dans le cadre de *l'opération Dix projets pour l'Alsace* et concrétisés par les premières oeuvres de la Route de l'art contemporain en Alsace, firent suite d'autres initiatives émanant cette fois des collectivités locales devenues dès lors ouvertes à de telles expériences. La commande publique réalisée par la ville de Strasbourg et le ministère de la Culture le long des voies du tramway en est un exemple majeur, mais à une autre échelle, il est de plus en plus fréquent que des municipalités ou communautés de communes envisagent des projets artistiques à l'occasion, par exemple, de la création ou de la rénovation de nouveaux équipements collectifs.

Depuis les premières installations d'œuvres dans l'espace public, initiées par le CEAAC auprès des collectivités, la demande provient aujourd'hui des collectivités elles-mêmes, témoignant du succès du CEAAC dans sa démarche volontaire auprès des élus alsaciens.

Cette évolution entraînant un accroissement des demandes excédant les possibilités du CEAAC pour la prise en charge financière de la réalisation des oeuvres, son rôle sera désormais celui d'un conseil auprès des collectivités locales pour leurs projets d'aménagement artistique.

Cette fonction de conseil s'exercera en plusieurs étapes : la mise en place d'un groupe de travail et jury auquel sera associé le comité technique du CEAAC; l'explicitation des intentions des demandeurs et l'examen du site proposé donnera lieu à la rédaction d'un cahier des charges mentionnant les attentes d'ordre général exprimées par cette initiative, des données historiques et symboliques sur le site et les diverses contraintes techniques tant réglementaires que spécifiquement formulées par les responsables locaux. Le site est ensuite présenté aux artistes jugés par le jury susceptibles de concevoir des projets originaux et pertinents parmi lesquels il retiendra ceux qui seront soumis au choix des autorités locales en vue de la réalisation effective de l'un d'entre eux. Le CEAAC participera à l'élaboration d'un dossier de mécénat en vue d'obtenir les financements complémentaires aux ressources locales et se joindra aux démarches de la collectivité concernée auprès des organismes publics et privés sollicités. Après la mise au point du contrat entre l'artiste, la collectivité locale et le CEAAC, ce dernier assurera si nécessaire le suivi technique de la réalisation (coordination des relations entre l'artiste et les entreprises locales) et la communication générale de l'opération auprès du public et de la presse.

Afin d'éviter que la dimension financière ne soit un handicap de principe à la prise en compte de projets de qualité, le CEAAC pourra éventuellement participer au financement des honoraires de conception de trois projets proposés au choix des collectivités locales.
En fonction des ressources de la collectivité concernée, le CEAAC pourra prendre à sa charge tout ou partie des honoraires de l'artiste pour la réalisation de l'œuvre, les dépenses d'ordre technique ou matériel restant à la charge du bénéficiaire de cette réalisation. Une aide particulière aux communes de petites tailles et aux moyens financiers limités pourrait être accordée. Ces moyens financiers seraient mesurés en fonction de la mobilisation du potentiel fiscal de la commune et de son niveau d'endettement.

IV. 2. Le parc de sculptures contemporaines de Pourtalès, réunissant des œuvres dont la thématique commune développe les diverses relations de l'Art avec la Nature telles que les envisagent des artistes d'aujourd'hui constitue le domaine dans lequel le CEAAC conserve, en accord avec la Ville de Strasbourg, une pleine autonomie dans l'acquisition d'œuvres.

Ce parc de sculpture peut en effet être considéré comme un complément - original du fait de sa situation en plein air dans un espace librement ouvert au public – aux collections des musées de la ville de Strasbourg. Les dommages causés par les deux tempêtes de 1999 et de 2001 ont non seulement modifié l'aspect du parc et la localisation de certaines oeuvres mais réduit pour des raisons de sécurité l'espace accessible au public. Pour donner une nouvelle dynamique à cet ensemble original, il serait souhaitable d'y installer une œuvre tous les deux ans avec l'appui exceptionnel des collectivités ou de mécènes.

Choisis par le comité technique parmi les figures majeures de l'art international, des artistes sont invités à visiter le parc, à se familiariser avec sa topographie et son histoire, en vue de proposer le projet d'une œuvre soumise pour sa commande à l'agrément du conseil d'administration du CEAAC. Une fois l'accord obtenu, le personnel du CEAAC collaborera avec les artistes pour la réalisation de l'œuvre et assurera constamment le suivi de l'entretien et des restaurations éventuelles des oeuvres installées.

IV. 3. Ces projets d'installations d'œuvres à découvrir sous le mode d'un cheminement à travers un territoire, à l'image de ce qui existe déjà avec la Route des châteaux ou le Circuit des Églises romanes, répondent certes au dessein d'une sensibilisation du public à l'art par sa présence permanente dans l'environnement quotidien. Mais ils contribuent aussi au développement du potentiel touristique urbain et rural dans lequel l'art contemporain a cette fois un rôle moteur et, de ce fait, révélateur du dynamisme innovant des collectivités locales.

Aussi, parallèlement à ces opérations patrimoniales, le CEAAC pourra s'associer aux collectivités ou associations organisant des manifestations lors desquelles des expositions et des œuvres de plein air seront présentées temporairement, pendant la saison touristique, dans plusieurs communes voisines et partenaires. Le CEAAC pourra participer à leur conception et à leur organisation.
En partenariat avec les responsables culturels des communes concernées, le CEAAC pourra participer à la détermination du thème artistique de l'opération, pourra proposer les artistes susceptibles d'y participer, pourra exceptionnellement financer et accompagner techniquement la réalisation d'un projet et pourra contribuer à la rédaction des documents de promotion de l'opération, à la conception de sa signalétique ainsi qu'à sa présentation à la presse.

V. RECHERCHE DES COMPLÉMENTARITÉS AVEC LES POLITIQUES ARTISTIQUES DES FINANCEURS

Bien qu'elles en soient le volet le plus significatif et le plus original, les relations internationales ne sont pas le seul domaine dans lequel le CEAAC peut apporter, de manière cette fois plus ponctuelle, le concours de ses compétences aux initiatives d'ordre artistique émanant des institutions locales.

V. 1. Dans l'élaboration de son programme d'activités, notamment en ce qui concerne l'aménagement artistique du territoire, le soutien à la diffusion de la création et la sensibilisation du public, le CEAAC apportera sa participation sous réserve à des opérations mises en œuvre par les institutions qui assurent son financement, soit dans le cadre d'expositions dans son centre d'art, compte tenu des disponibilités de la programmation établie par son commissaire, soit dans le cadre d'installations temporaires d'œuvres en plein air.

V. 2. Le CEAAC sera informé de ces initiatives soit par des contacts directs pris par les responsables culturels de ces institutions, soit par leurs représentants élus siégeant dans son conseil d'administration en vue de leur présentation au comité technique et de l'approbation du programme d'activités lors de l'assemblée générale annuelle de l'association.

VI. RECHERCHE DES SYNERGIES ET DES COLLABORATIONS AVEC D'AUTRES ACTEURS CULTURELS

Dans l'accomplissement des missions qui lui sont propres tout en restant fidèle aux orientations esthétiques fixées par son conseil d'administration et dans la perspective de toucher de nouveaux publics, le CEAAC s'associera à des opérations dans lesquelles sont impliquées plusieurs institutions culturelles régionales dans la visée d'une manifestation d'ampleur exceptionnelle et / ou dans un souci d'optimisation budgétaire.

VI. 1. Comme c'est déjà le cas dans ses fonctions de conseil auprès des collectivités locales pour des installations permanentes d'œuvres, l'ensemble des activités du CEAAC entraînera une multiplication de contacts et d'interventions concrétisant sa participation à un réseau pour la mise en synergie des initiatives artistiques régionales. Le CEAAC apportera son conseil aux associations qui pourraient le solliciter pour la réalisation d'un projet conçu à leur initiative. Il pourra également s'associer à la conception et à la réalisation d'un projet mené conjointement avec d'autres associations et, dans ce cas, financer totalement ou partiellement, la partie de ce projet relevant de son initiative ou de sa compétence (participation d'un plasticien à un évènement musical ou théâtral).

VI. 2. Afin de s'inscrire durablement dans la vie culturelle régionale, le CEAAC s'associera de manière régulière à des manifestations comme les Journées Européennes du patrimoine, le Village culturel, le Week-end de l'art contemporain, la Nuit de l'art contemporain ainsi qu'à toute autre manifestation périodique de type « festival » ou à des cycles de conférences qui seront accueillies dans les locaux du CEAAC.

VI. 3. Le CEAAC pourra mettre ses locaux à disposition pour des plateaux de télévision, et pour la présentation de leurs programmes annuels par des associations culturelles qui ne disposent pas d'espaces spécifiques ou qui souhaite une forme de visibilité à Strasbourg. Il pourra aussi sous réserve de ne pas perturber sa programmation le mettre à disposition à des entreprises contre rémunération pour des manifestations de communication interne ou externe.

VII. FORMATION PROFESSIONNELLE

Le récent développement dans les universités des enseignements liés à la gestion culturelle et les modifications du cursus académique – complétant par des stages les cours théoriques – ont créé une demande d'accueil d'étudiants dans des organismes tels que le CEAAC. Il en va de même pour les Écoles d'art dont les étudiants en scénographie peuvent trouver - en plus de contacts précieux avec des artistes confirmés – l'occasion d'une expérience concrète de toutes les procédures du montage d'une exposition.

VII. 1. Le large éventail des activités du CEAAC et sa compétence professionnelle acquise au fil des années lui ont permis depuis longtemps de contribuer largement à l'accueil de stagiaires. Après une courte période d'observation, les étudiants - issus des Écoles d'art, de l'Université ou de structures formant à la médiation culturelle - choisissent une des activités qui les intéressent le plus directement (médiation pédagogique, communication, installation d'œuvres dans l'espace public, recherches pour le développement d'un réseau international). Ils se voient confier, en fonction des capacités d'autonomie dont ils font preuve, une mission particulière pour une période (2 mois en moyenne) sous la tutelle des membres de l'équipe.

VII. 2. En partenariat avec les enseignants de la Haute Ecole des Arts du Rhin et de l'Université seront mis en place des projets d'étude pour les étudiants sur la base des besoins du CEAAC en scénographie, communication, médiation, montage d'exposition. Des conférences et rencontres avec les artistes, y compris en anglais pour certains, sont organisées dans le cadre de leur cursus.

VII.3. Le développement croissant des activités du service pédagogique fondées sur un programme d'expositions d'une grande exigence de qualité met le CEAAC en position de jouer un rôle important dans la formation de personnels de médiation dans le domaine des arts plastiques. Les bénéfices de formation pour les personnes recrutées dans le cadre de CDD pourraient être étendus à des étudiants d'Écoles d'art dans des conditions à déterminer avec les directeurs d'établissements concernés.

ANNEXE II

COUTS ET RECETTES

Budget 2013									
Projets artistiques et culturels	**Région**	**CG67**	**Strasbourg**	**Drac**	**ASP**	**mécénat**	**Périsco**	**Autres**	**Couts des projets**
1. Centre d'art	65184	45446	56265	45417	3759	2000		3000	221071
2. Sensibilisation des publics	11535	80608	22052		14917		1136	900	131148
3. Rayonnement international	140401	2948	40000	21224	120	500			205193
4. Aménagement artistique	31880	14998	20683						67561
Totaux 1 à 4	**249000**	**144000**	**139000**	**66641**	**18796**	**2500**	**1136**	**3900**	**624973**

Budget 2014									
Projets artistiques et culturels	**Région**	**CG67**	**Strasbourg**	**Drac**	**ASP**	**mécénat**	**Périsco**	**Autres**	**Couts des projets**
1. Centre d'art	68498	51460	63765	45417	3759	2000		3000	237899
2. Sensibilisation des publics	13277	80608	22052		14917		1136	900	132889
3. Rayonnement international	140345	0	40000	21224	120	500			202189
4. Aménagement artistique	26880	11932	15683						54496
Totaux 1 à 4	**249000**	**144000**	**141500**	**66641**	**18796**	**2500**	**1136**	**3900**	**627473**

Budget 2015									
Projets artistiques et culturels	**Région**	**CG67**	**Strasbourg**	**Drac**	**ASP**	**mécénat**	**Périsco**	**Autres**	**Couts des projets**
1. Centre d'art	68498	54460	66265	45417	3759	2000		3000	243399
2. Sensibilisation des publics	13277	80608	22052		14917		1136	900	132889
3. Rayonnement international	140345	0	40000	21224	120	500			202189
4. Aménagement artistique	26880	14932	15683						57496
Totaux 1 à 4	**249000**	**150000**	**144000**	**66641**	**18796**	**2500**	**1136**	**3900**	**635972**

Budget 2016										TOTAL 2013 - 2016
Projets artistiques et culturels	**Région**	**CG67**	**Strasbourg**	**Drac**	**ASP**	**mécénat**	**Périsco**	**Autres**	**Couts des projets**	
1. Centre d'art	68498	54460	66265	45417	3759	2000		3000	243399	945768
2. Sensibilisation des publics	13277	80608	22052		14917		1136	900	132889	529816
3. Rayonnement international	140345	0	40000	21224	120	500			202189	811759
4. Aménagement artistique	26880	14932	15683						57496	237048
Totaux 1 à 4	**249000**	**150000**	**144000**	**66641**	**18796**	**2500**	**1136**	**3900**	**635972**	**2524390**

Convention 2013-2016	Région	CG67	Strasbourg	Drac	ASP	mécénat	Périsco	Autres	TOTAL
2013	249000	144000	139000	66641	18796	2500	1136	3900	624973
2014	249000	144000	141500	66641	18796	2500	1136	3900	627473
2015	249000	150000	144000	66641	18796	2500	1136	3900	635973
2016	249000	150000	144000	66641	18796	2500	1136	3900	635973
Totaux	**996000**	**587999**	**568500**	**266564**	**75184**	**10000**	**4544**	**15600**	**2524391**

Cette annexe présente les coûts et recettes affectées pris en compte pour le calcul de la contribution publique. Les coûts occasionnés par la mise en œuvre du programme d'actions conformément au dossier de demande de subvention présenté par l'association comprennent notamment :

– tous les coûts directement liés à la mise en œuvre de l'action :
  – liés à l'objet du programme d'actions ;
  – nécessaires à la réalisation du programme d'actions ;
  – raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
  – engendrés pendant le temps de la réalisation du programme d'actions ;
  – dépensés par l'association ;
  – identifiables et contrôlables

1. L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et qu'elles tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées

2. Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-0 l, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et la possibilité d'inscription en comptabilité mais en engagements « hors bilan» et « au pied » du compte de résultat.

ANNEXE III

INDICATEURS D'EVALUATION ET CONDITIONS DE L'EVALUATION

[Dans le cadre d'un programme d'actions, il sera présenté autant d'indicateurs différents que d'actions]

I. Indicateurs

1. Action n° 1 projet artistique

a.Indicateurs quantitatifs :

INDICATEURS	Objectifs chiffrés à atteindre			
	2013	2014	2015	2016
Nombre d'expositions et d'événements dans les murs	9 expos 10 événements	9 expos 10 événements	9 expos 10 événements	9 expos 10 événements
Nombre de visiteurs hors scolaires	5000	5200	5300	5400
Part du budget réservé à l'activité artistique et culturelle / part du budget total	100%	100%	100%	100%
Soutien à la création : Part du budget consacré à la Production des œuvres	4,7 %	4,7%	4,7%	4,7%
Soutien à la création : part du budget de production consacrée à la rémunération des artistes (honoraires et cession de droits d'auteur)	16,6%	16,6%	16,6%	16,6%
Politique éditoriale : Part des financements des coéditeurs dans le cadre des éditions coproduites Part des éditions coproduites dans l'activité globale d'édition (= nbre total de coéditions /nbre total d'éditions)	25% 80%	25% 80%	25% 80%	25% 80%

b.Indicateurs qualitatifs :

« L'association mènera une enquête de satisfaction auprès de 3 publics. Les questionnaires sur la qualité du service informatif et formatif donné seront bâtis sur la base de l'échelle de satisfaction suivante : très satisfaisant – plutôt satisfaisant – plutôt insatisfaisant – très insatisfaisant – sans opinion. »

2. Action n°2 Action pédagogique

INDICATEURS	Objectifs chiffrés à atteindre			
	2013	2014	2015	2016
Fréquentation scolaire (nombre total d'élèves accueillis) de la maternelle au lycée. + enseignement supérieur	6387	6400	6450	6500
Nombre de classes et niveaux, de la maternelle au lycée.	Niveaux : Lycées = 29 Collèges = 26 Élémentaires = 45 Maternelles = 57	Niveaux : Lycées = 30 Collèges = 26 Élémentaires = 45 Maternelles = 57	Niveaux : Lycées = 30 Collèges = 27 Élémentaires = 45 Maternelles = 57	Niveaux : Lycées = 30 Collèges = 28 Élémentaires = 45 Maternelles = 57
Nombre d'étudiants de l'enseignement supérieur	691	720	740	760
Nombre d'élèves de Strasbourg	3265	3290	3320	3350
Nombre d'élèves du Bas-Rhin, Dont collégiens :	4660	4690	4720	4750
Nombre d'élèves d'Alsace	4660	4690	4720	4750
Autres	Nombre de particuliers reçus dans le cadre d'une visite commentée = 676 Nombre de personnes souffrant d'un handicap = 225 Nombre de personnes socialement fragilisées = 186	Nombre de particuliers reçus dans le cadre d'une visite commentée = 700 Nombre de personnes souffrant d'un handicap = 235 Nombre de personnes socialement fragilisées = 196	Nombre de particuliers reçus dans le cadre d'une visite commentée = 725 Nombre de personnes souffrant d'un handicap = 245 Nombre de personnes socialement fragilisées = 206	Nombre de particuliers reçus dans le cadre d'une visite commentée = 750 Nombre de personnes souffrant d'un handicap = 255 Nombre de personnes socialement fragilisées = 216

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

36

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Attribution des prix Pflimlin et Ritleng aux étudiants diplômés, promotion 2013 de la Haute Ecole des Arts du Rhin (HEAR).

En application d'une délibération du Conseil municipal du 17 décembre 1973, les prix Pflimlin et Ritleng, d'un montant maximum de 630 € chacun, étaient attribués annuellement aux étudiants diplômés de l'Ecole Supérieure des Arts Décoratifs (ESAD).

Depuis le 1er janvier 2011, l'Ecole supérieure des arts décoratifs de Strasbourg, conjointement avec l'Ecole supérieure d'art de Mulhouse, Le Quai, et l'Académie supérieure de musique de Strasbourg, forment La Haute Ecole des Arts du Rhin (HEAR) établissement public de coopération culturelle dédié à l'enseignement supérieur des arts plastiques et de la musique.

Le prix Pflimlin récompense, par tradition, les étudiants s'étant particulièrement distingués par leur ouverture sur la culture générale ; le prix Ritleng, est attribué, par tradition, aux meilleurs étudiants diplômés de leur promotion. C'est la qualité plastique de leurs travaux qui est distinguée.

C'est ainsi que pour l'année scolaire 2012/2013, le 28 juin 2013,

- les membres du jury : M. Daniel Payot, Adjoint au Maire de Strasbourg et Président de La Haute Ecole des Arts du Rhin (HEAR) , Mme Janig Begoc, maître de conférences en histoire et théorie des arts visuels à l'Unistra, Mme Estelle Pagès, directrice adjointe et directrice des études de La Haute Ecole des Arts du Rhin (HEAR) ont proposé de décerner le prix Pflimlin à :
- Nina Ferrer-Gleize.

- les membres du jury : Mme Souad El Maysour, Vice Présidente de la CUS, en charge de la culture et de la lecture publique, M. David Cascaro, directeur de La Haute Ecole des Arts du Rhin (HEAR) et Mme Gabrielle Kwiatkowski, Responsable du Département des Arts visuels à la direction de la Culture de la Ville de Strasbourg ont proposé de décerner le prix Ritleng à :
- Anna Lejemmentel.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *l'attribution du prix Ritleng 2013 pour un montant de 630 € à l'étudiante diplômée : Anna Lejemmentel,*

- *l'attribution du prix Pflimlin 2013 pour un montant de 630 € à l'étudiante diplômée : Nina Ferrer-Gleize ;*

autorise

le Maire à procéder au versement des prix Ritleng et Pflimlin 2013.

Les crédits sont disponibles au CRB AU10 – Activité budgétaire AU10 F – fonction 312 – nature 6714 du budget 2012 de la Ville de Strasbourg.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

37

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Convention pluriannuelle Association Jazzdor et préfiguration SMAC Jazz.

Labellisée Scène de Musiques Actuelles pour le jazz à vocation internationale, Jazzdor développera son projet sur quatre années en proposant une programmation régulière de concerts à Pôle Sud, l'organisation du festival Jazzdor en novembre à Strasbourg, du festival Jazzdor Strasbourg-Berlin en juin et des actions pédagogiques et d'accompagnement des publics toute l'année.

En sa qualité de SMAC pour le jazz, l'association poursuivra les objectifs suivants tendant à valoriser le jazz actuel et européen, privilégier les œuvres de création et les projets inédits, soutenir l'émergence et la prise de risque artistique, accompagner des artistes en particulier régionaux, diversifier les publics, veiller à la transmission des pratiques, développer une dynamique de diffusion partenariale et territoriale et amplifier une coopération internationale.

Enfin, Jazzdor s'attachera à rechercher un nouveau lieu spécifiquement dédié aux activités de la SMAC pour une concrétisation à l'horizon 2016.

A cette occasion et dans le cadre de sa politique de soutien aux activités de Jazzdor, la Ville de Strasbourg souhaite intensifier son partenariat en signant avec l'ensemble des collectivités : la Drac, la Région, le Conseil Général et l'association, une convention quadriennale couvrant la période 2013-2016.

La répartition de la charge est la suivante :

Années	Drac	Région Alsace	Conseil Général du Bas-Rhin	Ville de Strasbourg
2013	102 000 €	55 000 €	38 400 €	149 000 €
2014	125 000 €	60 000 €	selon décision de la Commission Permanente du Département	180 000 €
2015	135 000 €	65 000 €	-	180 000 €
2016	145 000 €	70 000 €	-	180 000 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la signature d'une convention de partenariat entre l'Etat, la Région Alsace, le Département du Bas-Rhin, la Ville de Strasbourg,, l'association Jazzdor pour la période 2013/2016 ;

autorise

le Maire à signer cette convention.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS de la Scène de Musiques Actuelles JAZZDOR 2013 - 2016

Entre

L'État (Ministère de la culture et de la communication – Direction régionale des affaires culturelles d'Alsace), représenté par M. Stéphane BOUILLON, Préfet de la Région Alsace, Préfet du Bas-Rhin, ci-après désigné sous le terme « l'État »,

La Région Alsace, ci-après désignée « la Région », représentée par son Président, Monsieur Philippe RICHERT, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du 11 octobre 2013 ;

Le Département du Bas-Rhin, ci-après dénommé « le Département », représenté par son Président, Monsieur Guy-Dominique KENNEL, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du 04 novembre 2013 ;

La Ville de Strasbourg, représentée par son Sénateur-Maire, Monsieur Roland RIES, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 30 septembre 2013 ;

d'une part,

Et

l'association Jazzdor Festival,
représentée par son Président Daniel CLESSE
et son directeur Philippe OCHEM
ayant son siège social 25 rue des Frères à STRASBOURG
Licence d'entrepreneur de spectacles : 2-128354 et 3-128355
N° SIRET : 343 351 243 000 54 APE : 9001 Z
désignée ci- après sous le terme « l'association »

d'autre part,

VU la décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2 du traité sur le fonctionnement de l'UE aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances modifiée par la loi organique n°2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2012-1553 du 29 décembre 2012 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 ;

VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU l'arrêté du 29 décembre 2005 relatif au contrôle financier des programmes et des services du ministère de la culture et de la communication ;

VU l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 susvisée ;

VU la circulaire du Premier ministre du 24 décembre 2002 relative aux subventions de l'État aux associations ;

VU la circulaire n° 5193/SG du 16 janvier 2007 relative aux subventions de l'État aux associations et aux conventions pluriannuelles d'objectifs ;

VU la circulaire n° 2007-6 du 5 mars 2007 relative au financement public et à l'emploi dans le spectacle vivant ;

VU la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations : conventions d'objectifs et simplification des démarches relatives aux procédures d'agrément et la circulaire n° 611/10 du 31 mai 2011 du secrétariat général du Ministère de la Culture et de la Communication ;

VU la circulaire du 31 août 2010 sur les labels et réseaux nationaux du spectacle vivant, modifiée par la note circulaire du 22 février 2013 ;

VU la Charte des missions de service public pour le spectacle vivant élaborée par le Ministère de la culture et de la communication en 1998 ;

VU les avis favorables définitifs sur les budgets opérationnels de programme n° 131 – Création – et le programme n° 224 – Transmission des Savoirs - de la Mission Culture du contrôleur financier en région du 17 janvier 2013 ;

VU la directive nationale d'orientation 2013-2015 du Ministère de la Culture et de la Communication du 26 septembre 2012 ;

VU le projet artistique de l'association Jazzdor, placé sous la responsabilité artistique de Philippe OCHEM ;

VU les statuts de l'association Jazzdor en date du 16 octobre 1987 ;

VU la convention de mise à disposition d'équipements entre la Ville de Strasbourg et l'association Pôle Sud signée le 5 juin 2013 ;

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Général du Bas-Rhin du 04 novembre 2013 ;

VU la délibération du Conseil Municipal de Strasbourg du 30 septembre 2013 ;

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Considérant le projet initié et conçu par l'association Jazzdor (diffusion de productions musicales, résidences et accompagnements d'artistes, développement territorial et en direction des publics) conforme à son objet statutaire et répondant à une finalité d'intérêt général en faveur de la création et de la diffusion du spectacle vivant ;

Considérant la politique culturelle de l'État

Pour l'État (Drac Alsace), le projet artistique et culturel de l'association Jazzdor devra, dans le respect de la charte des missions de service public, s'engager à :

- apporter son soutien à la création musicale jazz et des musiques improvisées via la production et la diffusion,
- assurer une offre de concerts et spectacles diversifiée et promouvoir la diffusion des œuvres musicales de jazz et des musiques improvisées,
- encourager la présence d'artistes en résidence de création et de recherche,
- développer des partenariats territoriaux et de proximité,
- développer des partenariats nationaux et européens,
- poursuivre l'effort d'aménagement culturel du territoire et proposer aux publics les plus larges et les plus variés une diffusion d'œuvres musicales de qualité,
- contribuer à l'accompagnement et à la structuration professionnelle du secteur jazz et des musiques improvisées,
- développer des programmes d'éducation artistique dans le domaine du jazz et des musiques improvisées.

Au vu du respect de ces missions, **l'État** (Drac Alsace) accorde son soutien à l'association Jazzdor qui pourra se prévaloir dès la signature de la présente convention **du label national de « SMAC - Scènes de musiques actuelles »** considérant qu'une confirmation écrite sera donnée après une année de préfiguration, permettant aux services compétents du ministère de la Culture et de la Communication de valider le respect de ces engagements.

Considérant la politique culturelle de la Ville de Strasbourg,

Le rayonnement de la création artistique à Strasbourg passe par le développement de filières culturelles de dimension internationale et par l'accueil et la mobilité des créateurs.

Les orientations stratégiques de la politique culturelle de la Ville de Strasbourg se déclinent en axes forts portant notamment sur l'innovation, le rayonnement et l'attractivité du territoire, la diversité des cultures qui la constitue, l'éducation culturelle et artistique et la sensibilisation des publics.

Pour répondre à la mise en œuvre de ces orientations, le projet culturel et artistique de Jazzdor devra répondre aux engagements suivants :

- promouvoir les créations innovantes dans le jazz et d'autres esthétiques qui y seraient associées, dans le cadre d'une programmation de saison et de festival
- développer l'offre musicale du jazz et des musiques improvisées à Strasbourg, préfigurant, dès la première année de la convention, le fonctionnement répondant au label de scène de musiques actuelles pour le jazz
- contribuer au rayonnement et à l'attractivité de Strasbourg par l'adhésion à des réseaux internationaux œuvrant pour la diffusion du jazz et des musiques improvisées
- être à l'initiative de programme de sensibilisation des publics, notamment en direction du jeune public en âge scolaire
- développer des partenariats avec les établissements d'enseignement artistique (Université, Conservatoire, écoles de musique, …) pour la mise en œuvre de programmes de représentations, de rencontres avec les artistes, de pratiques, …
- favoriser l'accessibilité des publics par le développement de partenariats avec d'autres équipements culturels, sociaux culturels, et d'éducation populaire de la ville.
- accompagner les musiciens dans le développement de leur structuration et de leurs projets.
- favoriser la mobilité des artistes, ainsi que la circulation des œuvres pour garantir l'inscription des équipes et des projets dans les réseaux professionnels nationaux et internationaux.

Considérant la politique culturelle du Département du Bas-Rhin,

Le projet culturel et artistique de Jazzdor s'inscrit dans les orientations des politiques en faveur de la culture, du patrimoine et de la mémoire adoptées par le Conseil Général du Bas-Rhin pour les années 2011-2014. Dans le cadre de ces orientations, les interventions du Département s'inscrivent dorénavant dans une « charte de développement culturel » qui recouvre notamment le développement des enseignements artistiques, le soutien à la création et à la diffusion artistiques et qui prévoit de renforcer la territorialisation et de favoriser l'accès de tous les publics à l'offre culturelle.

Dans le champ des enseignements artistiques, le Département réaffirme son double objectif d'amélioration de la qualité de l'enseignement et d'accessibilité au plus grand nombre et ce à travers trois niveaux d'intervention : l'enseignement spécialisé, les pratiques amateurs et les actions de sensibilisation et de médiation.

Le Département sera particulièrement attentif aux actions que Jazzdor s'engage à réaliser durant la période 2013-2015 :

- la promotion et la diffusion du Jazz et des musiques improvisées ;
- la diffusion et la promotion d'artistes du département ;
- l'irrigation du territoire Bas-rhinois dans l'offre de diffusion et les actions de transmission dans le domaine du jazz et des musiques improvisées.
- l'organisation de rencontres avec des artistes pour les élèves des écoles de musiques, de master class, etc… ;

- les actions de sensibilisation auprès de différents publics (collégiens, amateurs, publics fragiles socialement,…) ;
- l'organisation de formations dans le domaine du jazz ;
- l'accompagnement des différents acteurs de la filière jazz ;
- l'accueil d'artistes en résidence, notamment des artistes du Bas-Rhin ;
- le développement de partenariats autour de projets artistiques avec d'autres structures du département, notamment la Bibliothèque Départementale du Bas-Rhin et les relais culturels
- la création d'une base des données des différents acteurs de la filière jazz dans le Bas-Rhin

Considérant la politique culturelle de la Région Alsace,

Dans le cadre du projet artistique et culturel développé par Jazzdor, la Région Alsace portera un intérêt particulier à :

- la diffusion du jazz et des musiques improvisées sur l'ensemble du territoire alsacien ;
- la production et la diffusion des musiciens et des groupes musicaux installés en Alsace ;
- l'accompagnement des jeunes musiciens et des ensembles professionnels régionaux en devenir ;
- le développement d'un réseau de diffusion et de partenaires sur l'ensemble de l'Alsace, sur le Grand Est et sur le territoire national ;
- le renforcement de la coopération transfrontalière.

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté par l'association et faisant partie intégrante de son projet global participe de ces politiques, l'État (DRAC Alsace), la Région Alsace, le Département du Bas-Rhin et la Ville de Strasbourg décident de s'associer dans un partenariat contractuel pour la période 2013-2016 dans les termes définis ci-dessous.

* * *

Article 1 - Objet de la convention

Par la présente convention, l'association s'engage -à son initiative et sous sa responsabilité propre- à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations des politiques publiques et dans le cadre de son projet global mentionné au préambule, le programme d'actions participant à la réalisation de missions culturelles d'intérêt général s'articulant autour des axes suivants :

- la diffusion,
- la création,
- l'accompagnement d'artistes et la structuration professionnelle,
- la mise en œuvre d'actions culturelles et éducatives,
- la sensibilisation des publics,
- le développement de projets en partenariat et de coopérations au niveau européen.

L'association s'engage à respecter le cahier des charges national d'une « SMAC - Scènes de musiques actuelles », label dont la confirmation sera donnée par la Ministre de la Culture et de la Communication.

Pour la mise en œuvre de ce programme d'actions, l'association se conformera aux actions mentionnées à l'annexe I, laquelle fait partie intégrante de la convention.

Dans ce cadre, l'État (DRAC Alsace), la Région, le Département et la Ville de Strasbourg contribuent financièrement à la réalisation de ce programme d'actions.

Ils n'attendent aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 - **Durée de la convention**

La convention est conclue pour une durée de quatre ans, à compter du 1er janvier 2013 et jusqu'au 31 décembre 2016.
Le renouvellement de la convention ou la conclusion d'un avenant prolongeant la présente convention est subordonné à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 11 de la présente convention et au contrôle prévu à son article 12.

Article 3 – Lieu d'implantation

L'association est implantée à Strasbourg, dans des bureaux locatifs. Les modalités de la mise à disposition de locaux dans les murs de Pôle Sud pour certains concerts de saison fait l'objet d'une convention spécifique entre l'association et la Ville de Strasbourg.

Article 4 – Responsabilité artistique

L'attribution du label **« SMAC - Scènes de musiques actuelles »** est étroitement lié au projet artistique développé par le directeur de Jazzdor : Monsieur Philippe OCHEM.
En cas de départ du directeur, avant son terme, la convention serait automatiquement caduque. Dans cette situation, les partenaires financiers conviendraient de se réunir afin d'envisager les conditions du recrutement d'un nouveau directeur/directrice.

En fonction du projet artistique qui serait développé par son successeur, les conditions d'un nouveau conventionnement seraient réexaminées.

Article 5 - Conditions de détermination du coût de l'action

5.1. Le coût total estimé éligible du programme d'actions sur la durée de la convention est évalué à 2 843 700 € (deux millions huit cent quarante trois mille sept cent euros), conformément aux budgets prévisionnels figurant à l'annexe II.

5.2. Le besoin de financement public exprimé par les associations est calculé en prenant en compte les coûts totaux retenus estimés du programme d'actions, ainsi que tous les produits qui y sont affectés. L'annexe II présente les budgets prévisionnels du programme d'actions en détaillant ces coûts éligibles à la contribution financière de chacun des partenaires financiers (l'État /DRAC Alsace, la Région, le Département, la Ville de Strasbourg) et l'ensemble des produits affectés, ainsi que les règles retenues par l'association pour leur estimation.

5.3. Lors de la mise en œuvre du programme d'actions, l'association peut procéder à une adaptation de son budget prévisionnel par des transferts entre natures de charges éligibles. Cette adaptation des dépenses, réalisée dans le respect du montant total des coûts éligibles mentionné au 5.1 ne doit pas affecter la réalisation du programme d'actions et ne doit pas être substantielle.
Lors de la mise en œuvre du programme d'actions, l'association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du programme d'actions et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé au 5.1.
L'association notifie ces modifications par écrit à chacun des partenaires financiers (l'État/DRAC Alsace, la Région, le Département, la Ville de Strasbourg) dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours. Une copie sera transmise aux partenaires financiers.
En cas d'avance versée dans les conditions prévues à l'article 6, le versement du solde annuel ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse de l'État (DRAC Alsace) et des partenaires signataires de ces modifications éventuelles.

Article 6 - Conditions de détermination de la contribution financière

a) Pour l'État :

6.1. Pour **l'année 2013,** L'État (DRAC Alsace) contribue financièrement pour un montant prévisionnel de 102 000 € (cent deux mille euros), équivalent à 15,37 % du montant total annuel estimé des coûts éligibles.
La subvention de l'Etat se répartit comme suit :

- 98 000 € pour le fonctionnement de la scène de musiques actuelles,
- 4 000 € pour le projet Aquapops Songs.

6.2. Pour les années **2014, 2015, 2016,** les montants prévisionnels des contributions financières de l'État (DRAC Alsace) s'élèvent à :

Pour l'année 2014 : 123 000 € (cent vingt trois mille euros), soit 17,41 % du montant total annuel estimé des coûts éligibles, répartis comme suit :

- 118 000 € pour le fonctionnement de la scène de musiques actuelles,
- 5 000 € pour l'action culturelle et résidence.

Pour l'année 2015 : 140 000 € (cent trente cinq mille euros), soit 19,49 % du montant total annuel estimé des coûts éligibles ;

- 135 000 € pour le fonctionnement de la scène de musiques actuelles,
- 5 000 € pour l'action culturelle et résidence.

Pour l'année 2016 : 150 000 € (cent quarante cinq mille euros), soit 19,84 % du montant total annuel estimé des coûts éligibles

- 145 000 € pour le fonctionnement de la scène de musiques actuelles,
- 5 000 € pour l'action culturelle et résidence.

Les montants 2014 et 2015 sont mentionnés à titre indicatif et pourront atteindre la somme maximale de 145 000 € au titre du budget opérationnel de programme 131 "Création".

6.3. Ces montants prévisionnels de subventions de l'État n'excluent pas la possibilité pour l'association d'adresser des demandes de subventions spécifiques, liées à des projets nouveaux développés par l'association et n'entrant pas dans le cadre du champ d'application de la présente convention.

6.4. Les contributions financières de l'État (DRAC Alsace) mentionnées aux paragraphes 6.1 et 6.2 ne sont applicables que sous réserve des conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits en AE et en CP en loi de finances, la délégation des crédits correspondants et la levée de la réserve de précaution appliquée conformément aux dispositions de la Lolf ;
- le respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 1er, 8, 9 et 10 de la présente convention, sans préjudice de l'application de l'article 14 ;
- le contrôle par l'État (DRAC Alsace) en fin d'exercice, conformément à l'article 12, que le montant annuel de la contribution n'excède pas le coût annuel de l'action.

b) Pour la Région

6.5 Une subvention globale prévisionnelle de 250 000 € (deux cent cinquante mille euros) est accordée par la Région Alsace au titre de sa participation au financement du projet artistique et culturel de Jazzdor pour la période 2013-2016, sous réserve de l'inscription des crédits correspondants aux budgets 2014, 2015 et 2016.

Cette somme est répartie comme suit :

- pour l'année 2013, un montant de 55 000 € (cinquante-cinq mille euros),
- pour l'année 2014, un montant de 60 000 € (soixante mille euros),
- pour l'année 2015, un montant de 65 000 € (soixante-cinq mille euros),
- pour l'année 2016, un montant de 70 000 € (soixante-dix mille euros).

Toute modification relative à ces subventions fera l'objet d'une convention bilatérale, qui liera uniquement la Région Alsace et Jazzdor. Une copie de la convention sera transmise pour information aux partenaires.

c) Pour le Département

6.6 Le montant de la participation financière du Département aux activités de Jazzdor est défini au regard du projet culturel et artistique présenté ainsi que de son coût total estimé.

Pour l'année 2013, cette participation s'élève à 38 400 € (trente huit mille quatre cent euros). Pour les exercices 2014 et 2015, la participation départementale sera définie selon les mêmes critères après le vote du budget en fonction des crédits qui y seront inscrits sous réserve du respect par l'association de ses engagements inscrits dans la présente convention.

d) Pour la Ville de Strasbourg

6.7 Une subvention globale de 689 000 € (six cent quatre vingt neuf mille euros) est accordée par la Ville de Strasbourg au titre de sa participation au financement du projet artistique et culturel de Jazzdor pour la période 2013-2016, sous réserve de l'inscription des crédits aux budgets primitifs correspondants de la Ville.

Cette somme est répartie comme suit :

- pour l'année 2013, un montant de 149 000 € (cent quarante neuf mille euros),
- pour l'année 2014, un montant de 180 000 € (cent quatre vingt mille euros),
- pour l'année 2015, un montant de 180 000 € (cent quatre vingt mille euros),
- pour l'année 2016, un montant de 180 000 € (cent quatre vingt mille euros).

Cette participation est susceptible d'évoluer selon l'avancée du projet de salle et de son fonctionnement.
Dans cette hypothèse, l'aide de la Ville et les objectifs pourront être modifiés.

Article 7 - Modalités de versement de la contribution financière

Les montants des soutiens financiers seront crédités au compte des associations selon les procédures comptables en vigueur :

Tiers titulaire du compte : *Jazz d'Or Festival*
Établissement bancaire : *Caisse d'Epargne d'Alsace*
Code établissement : 16705 Code guichet :09017
Numéro de compte : 04734065719 Clé RIB : 65

a) Pour l'État

7.1. Sous réserve des dispositions de l'article 6.4, l'État (Drac Alsace) a versé en 2013 la somme de 102 000 € (cent deux mille euros).

7.2. Pour les deuxième, troisième et quatrième années d'exécution de la présente convention, la contribution financière annuelle, sous réserve des dispositions de l'article 6.4, sera versée sur la base du dossier de demande de subvention – Formulaire Cerfa n° 12156*03 – présenté par l'association, et selon les modalités suivantes :

- sur demande de l'association, une avance est faite avant le 31 mars de chaque année, sans préjudice du contrôle de l'État (DRAC Alsace) conformément à l'article 10, dans la limite de 50 % du montant prévisionnel annuel de la contribution mentionnée aux articles 6.1 et 6.2 ; le solde annuel est versé sous réserve du respect des conditions susmentionnées à l'article 6.4 et, le cas échéant, l'acceptation de la notification prévue aux articles 6.1 et 6.2.

Les montants des subventions seront imputées sur les crédits ouverts aux budgets opérationnels de programme de l'État (DRAC Alsace) :
- le fonctionnement de la scène de musique actuelle : programme 131 « Création », action 01 « Soutien à la création, à la production et à la diffusion du spectacle vivant », sous-action « Scènes de musiques actuelles » »
- l'action de politique de la ville : programme 224 « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture », action 02 « Soutien à la démocratisation et à l'éducation artistiques et culturelles », sous-action 16 « Actions politique de la ville».

L'ordonnateur secondaire délégué de la dépense est le Directeur Régional des Affaires Culturelles d'Alsace.

Le comptable assignataire est le Directeur régional des finances publiques d'Alsace et du département du Bas-Rhin.

b) Pour la Région

7.3 Pour les exercices 2013, 2014, 2015 et 2016, le versement des subventions s'effectuera de la manière suivante, par dérogation à l'article 20d du règlement financier de la Région Alsace :
Dans l'idéal, l'ensemble des pièces nécessaires pour une même demande, sera transmis en un seul envoi.

- un acompte de 50% en début d'exercice, - et pour 2013, après notification de la présente convention, après transmission :
  - d'une demande de versement signée par le représentant légal de l'association ;
  - d'un relevé d'identité bancaire ;
  - d'un programme prévisionnel d'activités ;
  - d'un budget prévisionnel équilibré.
- le solde après transmission :

- d'une demande de versement signée par le représentant légal de l'association ;
- des comptes annuels et de l'annexe comptable (comportant le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public) de l'exercice N-1 ;
- du rapport du commissaire aux comptes ;
- du procès verbal signé par le représentant légal, de l'Assemblée Générale approuvant lesdits comptes ;
- du bilan financier de l'année N-1 présenté dans la même forme que le budget prévisionnel de l'année N-1 ;
- du bilan artistique et culturel de l'année N-1.

Le comptable assignataire de la dépense est le Payeur Régional d'Alsace.

c) Pour le Département

7.4 Le versement de la subvention interviendra sur présentation des éléments d'évaluation de l'année précédente puis après la signature d'une convention financière bilatérale annuelle entre le Département et l'Association.

d) Pour la Ville de Strasbourg

7.5 La subvention annuelle sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Pour la Ville de Strasbourg le comptable assignataire de la dépense est le Receveur des Finances de Strasbourg Municipal et de la Communauté Urbaine.

Article 8 - Justificatifs

Dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice, l'association s'engage à fournir :

- le compte rendu financier des actions qui retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues à la présente convention, notamment à son article 1er. Ce compte rendu doit être conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec leurs administrations. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du programme d'actions ou de l'action comprenant les éléments mentionnés à l'annexe III et définis d'un commun accord entre l'ensemble des partenaires financiers (Etat/DRAC Alsace, Région, Département, Ville de Strasbourg) et l'association. Ce compte rendu financier et ce compte rendu quantitatif et qualitatif sont signés par le président de l'association ou toute personne habilitée ;

- le rapport annuel d'activité d'association ;

- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par les articles L612-4 et D612-5 du code du commerce, lorsque l'association reçoit des financements de la part des autorités administratives pour un montant annuel cumulé supérieur ou égal à 153 000 €.

Article 9 - Autres engagements

Si une modification intervient dans l'administration ou les statuts de l'association durant l'exécution de la présente convention, ou si l'association est dissoute, celle-ci s'engage sans délai après des partenaires signataires :

- soit à leur communiquer la copie des déclarations faites à l'occasion de ces modifications,

- soit à les informer de toute nouvelle déclaration enregistrée dans le répertoire national des associations (RNA).

Dans les deux cas, elle fournit si nécessaire la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

L'association s'engage à faire figurer de manière lisible la mention in extenso « avec le soutien du Ministère de la culture et de la communication – DRAC Alsace, de la Région Alsace, du Département du Bas-Rhin et de la Ville de Strasbourg », ainsi que les logos de la Préfecture de Région Alsace, la Région Alsace, le Département du Bas-Rhin et de la Ville de Strasbourg sur l'ensemble des supports de communication établis dans le cadre de la convention.

Le recours à des emplois non permanents, fonctionnellement et artistiquement justifiés, s'inscrit dans le respect rigoureux de la législation du travail et des contrôles qui peuvent s'exercer dans ce cadre. L'association s'engage au strict respect de cette législation, notamment s'agissant de la prise en charge des temps de répétitions.

Article 10 – Procédures et sanctions en cas de retard, d'inexécution

En cas d'inexécution, de modification des conditions d'exécution, ou de retard pris dans l'exécution de la présente convention, quelle qu'en soit la raison, l'association doit en informer les partenaires financiers (État /DRAC Alsace, Région, Département, Ville de Strasbourg) sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas d'inexécution, partielle ou totale, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention, ou en cas de retard substantiel dans l'exécution par l'association, sans l'accord écrit des partenaires financiers, ceux-ci peuvent soit exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, soit diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après avoir examiné les justificatifs présentés par les associations et avoir préalablement entendu ses représentants. L'ensemble des partenaires financiers en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 11 – Évaluation et comité de suivi

11.1 L'association s'engage à fournir, au moins six mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du programme d'actions, dans les conditions précitées en annexe III de la présente convention.

Au cours du dernier semestre de la dernière année de convention, les partenaires financiers (État / DRAC Alsace, Région, Département, Ville de Strasbourg) procèdent, conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions auquel ils ont apporté leur concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1er, sur l'impact du programme d'actions au regard de l'intérêt général.

Pour l'État, elle se compose :
- d'un bilan dressé par l'association en auto-évaluation ;
- d'un rapport d'évaluation de fin de convention effectué par les services de l'État (DRAC Alsace) ou par le Service de l'inspection de la Direction Générale de la Création Artistique.

Pour la Ville de Strasbourg, elle se compose :
- d'une grille d'évaluation annuelle déterminant les objectifs de la Ville avec des indicateurs.

11.2 Il est crée **un comité de suivi**, composé des partenaires signataires de la présente convention.

Le comité de suivi est une instance technique qui a pour vocation de suivre l'exécution de la présente convention. Il permet de mener des débats contradictoires et éventuellement de proposer des réajustements ou des orientations nécessaires.

Le comité de suivi est informé de l'évolution du projet artistique et culturel, de l'état financier de l'association ainsi que de la situation de l'emploi. Il se réunit au moins une fois par an à l'initiative de l'association ou de l'un des partenaires signataires de la présente convention. Il pourra en tant que de besoin, et sous réserve de l'accord de tous les partenaires, associer des personnalités extérieures.

Article 12 – Contrôle des partenaires financiers

Les partenaires financiers contrôlent annuellement, ainsi qu'à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du programme d'actions au titre duquel cette contribution est accordée.

Ils peuvent exiger le remboursement de la quote-part excédentaire de la contribution financière.

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par les partenaires financiers, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 11 ou dans le cadre du contrôle financier annuel. L'association s'engage à faciliter l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Article 13 – Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les partenaires financiers et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception. Un avenant est alors conclu par les parties pour formaliser cet accord.

Article 14 - Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tout autre droit qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 15 – Litige - recours

En cas de litige portant sur l'interprétation de l'exécution de la présente convention, les parties conviennent, après épuisement des voies amiables, de régler le différend selon les modalités suivantes :

- pour l'Etat (DRAC Alsace) en cas de désaccord persistant, le tribunal administratif de Strasbourg est seul compétent ;
- pour les autres signataires de la convention, ils conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux compétents.

Fait à Strasbourg, le .....
(en cinq exemplaires originaux)

Pour l'association Jazzdor,
Le Président

Daniel CLESSE

Pour l'État
Le Préfet de Région,

Stéphane BOUILLON

Pour le Département du Bas-Rhin,
Le Président

Guy-Dominique KENNEL

Pour la Région Alsace,
Le Président

Philippe RICHERT

Pour la Ville de Strasbourg,
Le Maire

Roland RIES

ANNEXES

ANNEXE I

Projet artistique et culturel 2013-2016

- - - - - -

ANNEXE II

Budgets prévisionnels 2013-2016

- - - - - -

ANNEXE III

Indicateurs d'évaluation et conditions de l'évaluation

ANNEXE 1

PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL

2013-2016

PRÉAMBULE

L'association Jazzd'or festival porte depuis bientôt 30 ans un projet singulier, centré sur la diffusion et la promotion du jazz contemporain et des musiques improvisées par le biais de l'organisation de concerts et d'une action culturelle et pédagogique originale.

En trois décennies, ses champs et ses modalités d'intervention se sont élargis : offrir un espace de création et de passerelles, découvrir et promouvoir de jeunes talents, encourager la circulation des artistes, des pratiques, fédérer, former et informer, dans le souci constant de défendre les formes les plus novatrices du jazz, de transmettre son enthousiasme à les entendre et d'agir en faveur des artistes qui les font vivre.

Jazzdor inscrit son action dans un territoire en s'associant au plus grand nombre de lieux dédiés ou non au spectacle vivant et au jazz, localement mais aussi de l'autre côté du Rhin.
L'attention portée au dialogue franco-allemand dès les premières éditions du festival doit moins à la situation géographique de Jazzdor qu'à son volontarisme. D'abord à Kehl puis Karlsruhe, à Offenburg et Berlin surtout, Jazzdor s'est appliqué à inventer de véritables modèles de collaborations transfrontalières.
C'est cette implication dans la constitution d'un maillage culturel local autant qu'au sein d'un vaste réseau international qui est aujourd'hui reconnue.

Labellisée SMAC JAZZ à vocation internationale en 2013, JAZZDOR développera son projet sur 4 années. 2013 en sera l'année de préfiguration.

L'activité annuelle de JAZZDOR s'articulera autour des points forts suivants :
- une programmation régulière à Pôle Sud, salle de trois cents places à Strasbourg dans l'attente de la création d'un lieu spécifique pour Jazzdor.
- Le festival Jazzdor en novembre
- Le festival Jazzdor Strasbourg-Berlin en juin
- Des actions pédagogiques et d'accompagnement des publics

Liés les uns aux autres, ces temps forts s'articuleront de manière cohérente et répondront à un certain nombre d'enjeux :

- Valoriser le jazz actuel et européen en particulier
- Privilégier les œuvres de création et les projets inédits
- Soutenir l'émergence et la prise de risque artistique
- Accompagner des artistes en particulier régionaux
- Diversifier les publics et permettre la transmission des pratiques
- Développer une dynamique de diffusion partenariale et territoriale
- Amplifier une coopération internationale.

Afin de mener à bien ces différents objectifs, JAZZDOR - SMAC JAZZ devra se doter de nouveaux moyens et en premier lieu, à l'horizon de l'automne 2016, **d'un espace de diffusion et d'accueil de résidences, spécifique et autonome.**
La création d'un lieu clairement identifié JAZZDOR au plus proche de la population devra permettre de développer la présence du jazz dans la Ville et la Région et de toucher de nouveaux publics.

A sa tête, son équipe de permanents devra s'élargir et être consolidée. Elle s'appuiera sur un maillage étendu de partenaires désireux de s'impliquer dans la construction d'un réseau de diffusion

SOMMAIRE

I. Les missions de JAZZDOR

1. Projet artistique de création et de diffusion
les projets de diffusion
les résidences de créations
transversalités

2. l'Accompagnement des musiciens
Musiciens amateurs ou en voie de professionnalisation
Soutien aux artistes émergents
Accompagnement au long cours

3. Diversification et accompagnement des publics
jeune public et public étudiant
faciliter l'accessibilité de tous les publics

II. Les moyens matériels et humains

1. Le cadre de la diffusion et de la création
La saison / les festivals

2. Un lieu pour Jazzdor

3. développement des réseaux

4. fonctionnement de la structure

I. LES MISSIONS DE JAZZDOR SMAC A VOCATION INTERNATIONALE

1. au cœur du projet artistique : création et diffusion

L'orientation artistique de la programmation de Jazzdor restera celle que nous défendons depuis près de 30 ans: le jazz d'aujourd'hui ou la recherche des points actifs de convergence entre héritages divers et libertés inventives.
Si une attention toute particulière est portée aux propositions de musiciens européens, nous n'excluons nullement les voix les plus significatives de la scène d'outre-Atlantique ou de quelque autre partie du monde

Nous encourageons l'émergence des musiciens que nous jugeons prometteurs autant que nous accompagnons dans la durée les projets les plus novateurs de musiciens aux carrières déjà établies.

La SMAC JAZZDOR consacrera une place importante à la découverte et à la prise de risque, qu'il s'agisse de répertoires écrits ou de musiques improvisées et à des projets interrogeant d'autres champs artistiques, littérature, arts visuels, plastiques ou chorégraphiques.

1. Les projets de diffusion

Si la diffusion de la pluralité des courants musicaux du jazz d'aujourd'hui est au cœur de notre programmation, nous insisterons sur **la place dévolue aux projets inédits, aux 'premières'** et en particulier lors de Jazzdor Berlin, plate-forme inédite de projets français et franco-allemands. (en 2013 : Antoine Berjeaut, Joëlle Léandre/Vincent Courtois, Portal/Peirani, Actuum, H3B…)

✓ Les grandes lignes de la saison 2013/2014

La régularité des concerts de cette première saison permettra de découvrir et de suivre bon nombre de musiciens français, européens, américains au gré de leurs tournées. La jauge de Pôle Sud (300 places) nous poussera souvent à programmer des musiciens de large réputation internationale même si **la prise de risque artistique reste notre priorité :**

Nous accueillerons aussi bien **les scènes confirmées américaines** (Ellery Eskelin New York trio, le duo Dave Douglas/Uri Caine, l'Ethnik Heritage Ensemble…) ou françaises (Louis Sclavis, Print and Friends, le quatuor IXI…).que des projets **franco-allemands et européens** (Bojan Z/Nils Wogram, Michael Wollny/Vincent Peirani/Michel Benita, Rubatong, Elina Duni, Joachim Kühn,…)

✓ Perspectives 2014- 2016

Les saisons successives 2014/2015 puis 2015/2016 permettront d'élargir notre réseau régional afin d'accompagner la diffusion de musiciens que nous souhaitons défendre : Hélène Labarrière, le trio Das Kapital, Franck Vaillant, Stéphane Payen, Sylvain Rifflet, Alexandra Grimal, Joëlle Léandre, Benoit Delbecq, Andy Emler, Surnatural Orchetra…)

Se doter d'un nouveau lieu de diffusion de 170-200 places en 2016 nous permettra, en réseau avec nos partenaires français et européens – de ce point de vue notre situation géographique est unique en France- d'être le lieu d'accueil de tournées de musiciens ne pouvant être accueillis à Pôle Sud.
Nous renonçons en effet très souvent à programmer des groupes phares américains mais peu connus du grand public tels que Tony Malaby, Ellery Eskelin, Mary Halvorson ou Ken Vendemark, ainsi que des groupes français et européens plus habitués au clubs et qui ont difficilement accès aux festivals et aux grandes scènes.
Une jauge plus basse, donc plus adaptée, ainsi qu'une fréquence accrue du nombre de concerts mensuels nous permettra une meilleure visibilité auprès des publics de chaque côté du Rhin.

Ce travail de diffusion sera mené en partenariat avec notre réseau régional en cours de construction (Relai culturel de Wissembourg, MAC de Bischwiller, l'Athic à Obernai, le musée Wurth à Erstein, Salmen à Offenbourg…) et notre réseau national (les festivals et saisons d'AJC et les principaux clubs français : Pannonica à Nantes, le Vauban à Brest, le Petit Faucheux à Tours, l'Ajmi à Avignon…)

2. Résidences de créations

Il s'agira dans le cadre de cette convention de développer ces résidences de création, de la répétition à la scène, de la production à la diffusion.

Parallèlement, entre 2014 et 2016, nous travaillerons sur le principe de r**ésidence annuelle.** L'invitation d'un musicien en particulier (Christophe Monniot, Robin Fincker…) sur une très longue durée s'inscrira tout autant dans une démarche de création que de formation et d'action culturelle en lien avec nos partenaires culturels ou pédagogiques.

A Strasbourg, 4 résidences de création sont d'ores et déjà annoncées pour 2013/2014.
Toutes s'inscrivent dans l'accompagnement des carrières de jeunes musiciens dont plusieurs strasbourgeois. Les 2 premières s'inscrivent aussi dans l'accompagnement à la structuration d'ensembles :

- Le projet franco-belge « THE BIG NOWHERE», grand ensemble de 15 musiciens

Franck Beele, Pauline Leblond, Marco Llano, Dominique Della-Nave, Edouard Wallyn, Timothée Lemaire, Jan Rzewski ,Laurent Barbier, Arthur Hirtz, Thomas Frand, Jean Louis Marchand, Francesco Rees, Jérémy Lirola, Christophe Imbs, Elie Finberg .

Les répétitions seront réparties entre Bruxelles et Strasbourg.

- ALEXANDRA GRIMAL NONET « NAGA »

Nelson Veras, Marc Ducret, Jozef Dumoulin, Benoît Delbecq, Stéphane Galland, Gilbert Nouno, Lynn Cassiers, Alexandra Grimal, Magic Malik.
Création de l'ensemble et montage de la co-production avec d'autres lieux.
La résidence de création aura lieu à Paris et à Strasbourg.

- La rencontre de DONKEY MONKEY et de JOURNAL INTIME

Eve Risser, Yuko Oshima , Frédéric Gastard, Mathias Mahler, Sylvain Bardiau
Coproduction en cours de montage

- EMILE PARISIEN QUARTET + PETER EVANS.

Emile Parisien/ Sylvain Darrifourcq/Julien Touery/Yvan Gélugne
Ce projet fera l'objet d'un dossier de demande d'aide au FAJE (french american jazz exchange).
Répétitions à New-York et Strasbourg.

3. Transversalités

Seront interrogés les points de passage entre différentes pratiques artistiques :
la littérature, l'image, la danse, la peinture ou les arts plastiques .

- **Jazz et danse :**

Notre collaboration avec Pôle Sud nous conduira à porter une attention particulière à ce champ d'exploration. Les chemins ouverts par Joseph Nadj et Akosh S., les futurs projets de Joëlle Léandre et Cécile Loyer sont des exemples de projets que nous avons diffusé ou diffuserons…

- **Jazz et Littérature, poésie, voix chantées ou parlées :**

Nous proposerons en 2013 plusieurs projets mêlant le jazz et le texte chanté/parlé , ainsi l'évocation de Léo Ferré dans le projet de Marcel Kanche et du I Overdrive trio se fera l'écho du slammeur Elie Finberg d'après The Big Nowhere de James Ellroy.
Nous serons à l'avenir particulièrement attentifs à des projets transversaux de ce type, aux lectures musicales (Vincent Courtois, Pierre Baux…)

- **Jazz, multimédias et cinéma**

Redécouverte de grands classiques par le biais de ciné concerts, de projections de films, documentaires, biopics mais aussi projets multimédias (web, vidéo, photographie…)
Nous nous appuierons sur nos partenaires naturels et qualifiés comme le cinéma Star, le département audiovisuel de l'Université, la salle du cercle à Bischheim

- **Jazz, peinture et arts plastiques**

En partenariat avec le Musée Würth à Erstein, le Centre européen d'actions artistiques Contemporaines, Stimultania,

2. L'accompagnement des musiciens

Le jazz se nourri de sa propre histoire. Les notions de transmission et d'échange sont fondamentales et indispensables au renouvellement des formes et à l'épanouissement des expressions individuelles sans préjugés. Le rôle d'une structure comme la nôtre est essentiel et se situe à plusieurs niveaux :
- Par une contribution à l'enseignement du jazz dans un cadre institutionnel (conservatoires, écoles de musique, université)
- Par la défense du principe de transmission non formalisée. En rapprochant musiciens chevronnées et émergents, musiciens aux parcours ou aux horizons différents, nous contribuons à tisser des liens intergénérationnels et inter culturels.
- Par un accompagnement dans la durée, en permettant aux musiciens d'explorer de nouvelles directions sans discrimination esthétique. Seront particulièrement concernés, les musiciens et collectifs régionaux aidés par les collectivités publiques et cela par tout moyen à notre disposition afin de renforcer la qualité de leur travail, de leur développement et de leur réseau (régional, interrégional, pays transfrontaliers).

1. Musiciens amateurs ou en voie de professionnalisation

L'accompagnement des étudiants en DEM et l'organisation de master-classes resteront nos priorités pour les années futures et le travail se fera en parfaite cohésion avec le projet pédagogique du département des musiques à improviser du CRR.

En outre, le nouveau lieu dédié aux activités de la Smac Jazzdor permettra de faire entendre le résultat de leurs travaux au public dans des conditions professionnelles.

Projets en cours, en partenariat avec le Conservatoire de Strasbourg :

- Concerts d'ensembles d'élèves au terme de leur cursus (Diplôme d'Etudes Musicales) intégrés dans la programmation des festivals de Strasbourg et Berlin.
- Création d'un orchestre d'élèves franco-allemands en partenariat avec le Jazz Institut de Berlin.
- Organisation de master classes au sein du conservatoire

- Le principe d'orchestre binational (à l'image de l'orchestre franco-allemand créé en 2012) est également à retenir pour l'avenir. Nous travaillons à la constitution d'un orchestre d'étudiants franco-autrichien avec l'académie de musique de Graz : sessions de répétition

dans les deux villes et concert en 2014. **Nous développerons ce principe entre 2014 et 2016.**

2. - Soutien aux artistes émergents

A l'instar des 4 résidences qui inaugureront le nouveau projet Jazzdor, les résidences de création des années suivantes concerneront prioritairement de jeunes musiciens prometteurs.
Une place conséquente dans la programmation leur sera d'autre part réservée.
En 2013, Jazzdor proposera de découvrir Papanosh, marcel et Solange, groupes élus dans le cadre du dispositif jazz migration porté par l'AJC, mais aussi Emilie Lesbros, Donkey Monkey, Journal Intime…

Au delà, la SMAC Jazzdor amorcera un travail de fond concernant l'accompagnement de musiciens et d'ensembles professionnels en construction.

Jusqu'ici informel, le soutien apporté par Jazzdor à des musiciens -en particulier régionaux- sous la forme de conseils et d'expertise, se formalisera dans les années à venir.

3. Un accompagnement au long cours

En 30 années d'existence, Jazzdor a tissé de véritables liens de compagnonnage avec de nombreux musiciens. Nous suivons ainsi de près les nouveaux projets, les nouveaux groupes de Hasse Poulsen, François Corneloup, Hamid Drake, Luc Ex, Louis Sclavis, Daniel Erdmann, Christophe Marguet…
Au delà, suivre l'évolution du travail de certains artistes permet aussi au public de comprendre le cheminement d'un musicien, de l'accompagner dans son parcours.

3. La diversification et l'accompagnement des publics

Multiplier les portes d'entrée, désacraliser en s'approchant de l'acte de création, modifier un certain nombre de préjugés entourant le jazz, ses formes contemporaines en particulier, et contribuer ainsi à l'élargissement et au renouvellement des publics. Tels sont les objectifs de ces actions d'accompagnement.

De l'identification des besoins à la mise œuvre de ces actions, à chaque étape seront associées des structures de proximité, associatives, culturelles ou des collectivités selon un principe de complémentarité des rôles.
Sur ce terrain, un travail de fond sera entrepris au cours des quatre années se rapportant à la présente convention.

1. Des actions d'accompagnement spécifiques pour le jeune public et le public étudiant

En fonction des bénéficiaires, les enjeux pourront être tout à la fois culturels (découverte d'une œuvre ou d'une pratique musicale) et éducatifs (pratique collective, travail d'écoute et d'échange).

✓ Public scolaire

Résidence pédagogique AQUAPOP
'Aquapopsongs (sept 2012-juin 2013), aquapopmovies (sept 2013- juin 2014)

En partenariat avec Le Réseau de Réussite Scolaire de l'Elsau et de Montagne Verte.

Les musiciens Christine Clément et Pascal Gully, poursuivront un travail engagé 2 ans plus tôt dans le quartier de l'Elsau/Montagne Verte.
Ce nouveau projet ne concernera cette fois qu'1 seule classe de CM2 et quelques élèves de l'école de musique du CSC de l'Elsau mais se déroulera sur la durée exceptionnelle de 2 années scolaires, permettant un véritable travail en profondeur.

- La 1ère étape de cette résidence a débuté en septembre 2012.

Lors de cette 1ère année, à raison d'une séance hebdomadaire, les musiciens proposeront aux élèves de découvrir un répertoire stylistiquement varié et d'apprendre à se réapproprier ce matériel musical.
Un concert de restitution en juin 2013 concluera cette 1ère étape.

- 2ème étape, 'aquapop movies'

Durant l'année scolaire 2013/2014, le projet sera prolongé avec les mêmes élèves désormais en classe de 6e . L'objectif sera de composer avec les élèves une musique originale sur les images de films de Jean Painlevé par le biais d'ateliers d'écriture et de séances d'improvisation.
En juin, un grand concert final mêlant musique et images clôturera cette résidence au long cours.

Des perspectives :

A la demande de la ZEP un projet de jumelage Jazzdor/ZEP Elsau-Montagne Verte sera à l'étude pour la période 2014-2016.

Action pédagogique franco-allemande
En partenariat avec le Kulturbüro d'Offenburg

Initié en 2012 dans le cadre du 10ème anniversaire de jazzpassage, ce projet sera maintenu les années suivantes. Il s'adresse à des élèves issus d'un collège français et d'un collège allemand et traite de l'histoire du jazz en évoquant ses plus grands courants de manière vivante et ludique.
Après trois séances d'initiation les élèves sont conviés à un concert qui leur est spécialement destiné. Un moment d'échange avec les musiciens et entre les élèves français et allemands.
Nous développerons ce type d'action pédagogique franco-allemande entre 2013 et 2016.

✓ *Jeune public*

Le nouveau lieu destiné à l'activité de Jazzdor permettra d'accueillir des représentations de spectacles à destination du jeune public (spectacles en matinée, propositions transversales mêlant jazz et théâtre de marionnettes, jazz et cirque…).en partenariat avec les structures accueillant des spectacles jeune public (TJP, Pôle Sud…)
Nous développerons également un programme de propositions hors les murs (écoles, centres-socio-culturels…) afin d'aller à la rencontre du public de demain par le biais de rencontres avec des musiciens, de travaux d'écoute et d'initiation, de mini-concerts dans les murs de ces établissements.

✓ *Public étudiant*

A l'adresse des étudiants du département de musicologie de l'Université de Strasbourg mais surtout d'étudiants non musiciens, par le biais d'ateliers, de rencontres avec les artistes et en relation avec la littérature, l'image, l'histoire, la géographie…
Des concerts gratuits pourront également être proposés sur le campus universitaire.

Dans le cadre de cette convention nous multiplierons progressivement les initiatives par tous moyens adéquats : **un partenariat à long terme avec l'action culturelle de l'Université de Strasbourg est en chantier, nous étudierons également les possibilités de projets communs avec la Haute école des Arts du Rhin.**

2. Faciliter l'accessibilité de tous les publics

Afin d'améliorer l'accessibilité physique, financière, culturelle et sociale, il s'agira de poursuivre des actions déjà engagées et d'en expérimenter de nouvelles.
Plusieurs directions seront privilégiées :

- **S'approcher au plus près des populations éloignées d'une offre culturelle diversifiée** par le développement du réseau en région (relais culturels, Centres socio culturels…) . (Cf chapitre 3)

Pistes envisagées : s'appuyer en partie sur le réseau des médiathèques régionales, écoles de musique et proposer à leur public des moments de rencontres. Envisager la possibilité de mini-concerts en entreprises. Travail à l'élargissement du répertoire des harmonies municipales…

- **Participer à la circulation des publics,** par exemple par des liaisons en bus les soirs de concert.

- **Créer des opportunités de découverte**

en proposant des concerts, des rencontres, des ateliers dans des lieux non dédiés au jazz voir à la musique, des actions transversales à la musique , des propositions thématiques ou des « parcours » originaux, musicaux ou ouverts à d'autres champs artistiques. En organisant des concerts à destination de publics spécifiques et restreints complétés par une rencontre avec les artistes.

- **Maintenir une politique tarifaire raisonnée et attractive :**

Tarifs adaptés aux étudiants, aux chômeurs, aux séniors, formules d'abonnement modulaires et incitatifs
Tarif unique de 3€ via l'association de réinsertion sociale Tôt ou t'Art.
En outre nous préserverons un nombre conséquent de concerts gratuits, pour un public très mélangé, jeune ou familial, dans une ambiance-club.

- **Communiquer plus largement**

- En aidant en amont les spectateurs à se repérer dans une programmation foisonnante : plusieurs types de présentation de la programmation seront expérimentées (présentations conviviales dans les locaux de jazzdor, mise à contribution de spectateurs 'relais'…)
- En poursuivant le travail engagé avec les comités d'entreprise.
- En utilisant de nouveaux outils de diffusion en particulier les médias internet culturels tels que Szenic ou Arte live web

II. LES MOYENS MATERIELS ET HUMAINS

1. Le cadre de la diffusion : 1 saison, 2 festivals

1. JAZZDOR/Pole Sud : une saison de concerts.

Etat des lieux et perspectives.

Le programme jazz de Pôle Sud s'est développé depuis 1989 -vingt quatre saisons- sous la direction artistique du directeur de Jazzdor, Philippe Ochem.
Une moyenne de douze concerts par saison dont quatre pendant Jazzdor ces dernières années a permis de fidéliser le public strasbourgeois autour d'une programmation exigeante mais à portée de tous.

Ce programme de saison sera porté désormais par JAZZDOR-SMAC JAZZ et abrité dans les murs de Pôle Sud pour les quatre années à venir en attendant la création d'un lieu spécifiquement dédié à Jazzdor dont le projet est à l'étude.

Pour autant, la saison de concerts se développera au fur et à mesure des années dans d'autres lieux de la CUS, du département, de la région.
D'ores et déjà, un projet de réseau de diffusion régionale est en cours de réflexion avec le Relai Culturel de Wissembourg, la MAC de Bischwiller, le Kulturbüro d'Offenburg…
Ce réseau pourra s'ouvrir à d'autres régions dans le cadre de la nouvelle plate-forme inter-régionale : SOLIMA JAZZ Grand Est.

Le programme de la saison proprement dite devra pouvoir s'étoffer au fur et à mesure des années. Véritable trait d'union entre les deux temps forts que sont Jazzdor Strasbourg et Jazzdor Strasbourg-Berlin elle se donnera les moyens d'accompagner la création au gré des outils à sa disposition (voir «'Jazzdor- le lieu)

2. JAZZDOR STRASBOURG - LE FESTIVAL

Dans cette période de mutation, le festival strasbourgeois restera le moment fort de la saison. Il continuera à jouer son rôle de défricheur et s'appliquera à demeurer un rendez-vous incontournable pour les professionnels européens et fédérateur d'un grand nombre d'acteurs culturels locaux.

À l'automne 2013 s'ouvrira la 28ème édition du festival. Son format s'est progressivement développé : 15 jours de programmation chaque année en novembre, entre 35 et 40 concerts proposés dans une quinzaine de lieux aux identités diverses, à Strasbourg et sa périphérie, en Région Alsace et à Offenburg en Allemagne.

Sa direction artistique privilégie les projets innovants, français et européens, sans exclure des figures significatives du jazz outre Atlantique. (Dave Holland, Antoine Berjeaut, Mike Ladd, Elina Duni, Marcel Canche et IOverdrive, Louis Sclavis, Papanosh, Joachim Kühn, Ethnik Heritage Ensemble, Emilz Parisien, Gunter Baby Sommer, Bojan Z, Vincent Peirani…)

Elle consacre une place importante à des œuvres nouvelles , à de jeunes artistes professionnels ou sur le point de l'être.

La thématique franco-allemande est un élément fondamental de l'identité du festival
Outre sa communication bilingue, quatre soirées lui sont dédiées. Partagées entre Strasbourg et Offenburg et regroupées sous l'intitulé **JAZZPASSAGE** elles créent un véritable événement au sein du festival.

Durant les 4 années de la présente convention nous poursuivrons dans cette voie. Notre effort sera dirigé prioritairement dans 2 directions :
- le renforcement de notre réseau de partenaires diffuseurs en particulier en région ainsi qu'en Allemagne, en Suisse…
- la multiplication des actions périphériques et pédagogiques prolongeant ou complétant la programmation du festival.

3. JAZZDOR STRASBOURG-BERLIN

À Berlin, résonne depuis 2006 le meilleur écho à l'effervescence de la scène jazz européenne.
Du 05 au 08 juin 2013 se déroulera la 7ème édition du festival Jazzdor Strasbourg-Berlin, événement unique Outre-Rhin.
Installé à Kesselhaus dans la Kulturbrauerei, au cœur du quartier de Prenzlauer Berg, il a trouvé sa place dans le paysage culturel berlinois et a gagné sa légitimité auprès des médias et des professionnels européens.

Afin de favoriser la diffusion internationale de nos artistes, l'invitation de journalistes et de professionnels de la scène jazz européenne est lancée très largement.
Certains de ces représentants de festivals allemands, belges, néerlandais, britanniques et bien sûr français sont devenus des fidèles du festival et nous les retrouvons généralement en novembre à Strasbourg. Des festivals comme Jazz Am Rhein, Jazzmeile Thüringen ou le club Unterfahrt à Münich sont devenus des partenaires réguliers, accueillant chaque année plusieurs des groupes français découverts à Berlin.

Le festival joue pleinement son rôle d'intermédiaire entre les artistes, les agents et les diffuseurs, permettant de concrétiser certains projets que jazzdor accompagne en aval et dans la durée.
Jazzdor a coproduit la création du trio Ducret / Blaser / Bruun à Copenhague avec les danois de PG special. Cette création sera reprise à Berlin en juin 2013.
D 'autres projets de mini tournées européennes sont en cours pour 2013 et les années suivantes : Vincent Courtois, Joëlle Léandre, Pierrick Pédron, Vincent Peirani…
Nous travaillons à la constitution de double plateaux français ou franco-européens et le Bimhuis à Amsterdam, Radio Bremen, NDR à Hamburg, l'Interfahrt à Munich ont manifesté leur intérêt. (Cf chapitre 3.3)

En fonction des calendriers des projets et des labels, Jazzdor accompagnera également la sortie de disques de plusieurs des formations programmées, contribuant en cela à davantage de cohérence entre production discographique et diffusion.

Pour la période 2014/2016, nous travaillerons avec nos partenaires à une évolution du modèle de Jazzdor à Berlin. En effet, notre action franco-allemande n'est pas figée et d'autres modes d'interventions sont à l'étude.

2. UN LIEU POUR JAZZDOR

En 2013, nous travaillerons à l'étude d'un projet de lieu spécifiquement dédié aux activités de Jazzdor pour une concrétisation à l'horizon 2016.

Celui- ci devrait idéalement être doté d'une salle de spectacle de 170 à 200 places assises avec son équipement associée à un studio son et vidéo pour la captation audio-visuelle des concerts. Ce studio fera également office de salle de répétition.
Un bar directement attenant mais isolé phoniquement permettra au public et aux artistes de se rencontrer et d'échanger.

Véritable outil au service des nouvelles missions de l'association Jazzdor, ce lieu ouvert sera dévolu à la diffusion, à la création et aux rencontres entre musiciens, publics et l'équipe de Jazzdor.
Programmation de concerts, ateliers et résidences rythmeront son activité annuelle.
De nouveaux moyens humains, en particulier technique et relation publique, seront nécessaires au bon fonctionnement de ce lieu. (Cf chapitre 4)

Diffusion :
Si le rythme mensuel des concerts reste à définir avec nos partenaires, il s'agira de proposer une programmation internationale de premier plan.

Captations et enregistrements :
Les concerts seront filmés et enregistrés systématiquement à destination des artistes et des médias. A terme, il s'agira de créer une banque numérique d'images et de sons permettant l'édition éventuelle de nos captations à destination de supports physiques et/ou numériques.

Lieu de résidence, lieu de création :
Véritable laboratoire de création, ce nouvel espace permettra d'accueillir des projets en construction issus en particulier de la scène régionale et nationale.
Idéalement, il s'agira d'accueillir sur trois ou quatre jours et en réelles conditions de jeu, les répétitions de nouveaux projets, auxquelles succèderont une ou plusieurs soirées de concerts de création.

Au gré du planning annuel, cet espace pourra aussi accueillir des ateliers, workshops, des concerts d'étudiants en partenariat avec nos relais pédagogiques : conservatoire à rayonnement régional, écoles associatives, collectifs de musiciens.

3. JAZZDOR en réseaux

Mutualiser les moyens, favoriser la mobilité des artistes et l'itinérance de projets artistiques par la construction de circuits de diffusion, contribuer par l'action collective à la défense d'une proposition artistique exigeante et non standardisée, permettre aux publics éloignés d'en bénéficier. Tels sont les enjeux de ce travail en réseau sur 3 niveaux, local, national et international.

1. Au niveau local et régional

- ✓ **un réseau de partenaires hétérogène**

Un réseau de diffusion : Nous travaillons d'ores et déjà de manière régulière avec une quinzaine de partenaires coréalisateurs. Dans ces lieux, aux capacités et identités très diverses, la programmation jazz peut y être prépondérante ou exceptionnelle . Le concert produit dans le cadre du festival étant parfois la seule date en saison consacrée au jazz.
A Strasbourg : Le Maillon-Théâtre de Strasbourg, Pôle Sud, Auditorium des Musées de la Ville de Strasbourg, Médiathèque Olympe de Gouges, galerie Stimultania, cinéma Star , Salle d'Évolution du Portique (Campus Universitaire de Strasbourg),
A Schiltigheim : Salle des Fêtes, Cheval Blanc
A Illkirch-Graffenstaden : L'Illiade
A Lingolsheim : la Maison des Arts
A Bischheim : la Salle du Cercle
A Bischwiller : la M.A.C. Robert Lieb

A Haguenau : le théâtre
A Offenburg : La Reithalle
A Erstein : le Musée Würth

Ce réseau de coréalisateurs s'élargira dès 2013 avec l'arrivée de nouveaux partenaires :
le Relais Culturel de Wissembourg, le CEAAC à Strasbourg.
Des partenariats sont en discussion avec le festival Météo et la Filature à Mulhouse.

Partenaires culturels et associatifs
L'ensemble des actions d'accompagnement des publics résultent d'un travail conjoint et complémentaire avec des structures « relais » à vocation d'enseignement artistique (Conservatoire de Strasbourg, écoles de musique), éducatives et sociales (centres socio-culturels) ou culturelles (bibliothèques, médiathèques).

✓ **Projet de développement au niveau régional et inter-régional**

La présente convention permettra à Jazzdor de mener ce travail en profondeur.
A l'écoute des besoins et des envies des partenaires potentiels en région Alsace (lieux de diffusion, écoles de musique, médiathèques…) Jazzdor proposera d'accompagner des projets dans la durée. Par des moyens humains (conseil, expertise) et éventuellement par des moyens financiers dans la mesure où cette nouvelle mission puisse être accompagnée par les Collectivités Territoriales concernées (CG 67, Région Alsace, Communautés de communes…)

Au niveau inter-régional Jazzdor participera activement aux travaux en cours d'un réseau inter-régional actuellement en construction -SOLIMA JAZZ Grand Est- associant les acteurs artistiques et culturels des régions Alsace, Lorraine et Franche Comté.

2. Au niveau national : Une action collective au sein de l'AJC

Jazzdor est membre de l'AJC (Association Jazzé Croisé , ex AFIJMA) qui regroupe à ce jour une quarantaine de festivals en France et en Europe. Philippe Ochem, son directeur en est le secrétaire depuis 2002.
Jazzdor est soutenu par AJC sur ses programmes franco-allemands : JAZZPASSAGE et JAZZDOR STRASBOURG BERLIN et participe activement à ses programmes d'échange :
- "Jazz Migration" : permet d'encourager et d'accompagner des groupes émergents sélectionnés en leur proposant l'opportunité de tournées dans les festivals français membres d'AJC. 2 à 3 groupes seront accueillis dans le cadre de ce programme à Strasbourg et à Berlin.
- JAZZSHUTTLE : dispositif d'échanges franco-britannique.
- NLF Jazz Action : dispositif d'échange franco-hollandais.

La participation intensive aux travaux du nouveau réseau élargi sera bien sur inscrite dans l'agenda de nos activités.

3. JAZZDOR et son réseau en Allemagne

S'appuyant sur son expérience de sept ans à Berlin et de dix ans dans le projet transfrontalier JAZZPASSAGE, Jazzdor a tissé un réseau informel mais concret du nord au sud de l'Allemagne (NDR Hamburg, Jazzmeile Thüringen, Vive le jazz à Cologne, le club Unterfahrt à Munich…).
Dans les années de la présente convention, Jazzdor se donnera les moyens d'élargir ce réseau et de s'appuyer sur celui-ci à travers deux nouveaux dispositifs :

- la création d'un réseau franco-allemand de diffusion transfrontalier dans l'espace du Rhin Supérieur (Offenburg, Lahr, Wissembourg, Bischwiller…)

- la création de moments forts et ponctuels de plateaux de jazz français ou franco-allemands labellisés JAZZDOR. Des contacts sont d'ores et déjà pris répondant à la demande de certaines villes et radios allemandes (NDR Hamburg, Radio Bremen…)

4. JAZZDOR et l'Europe

De la Grande-Bretagne à la Finlande, de la Norvège à l'Italie, JAZZDOR travaille, échange depuis une quinzaine d'années avec ses collègues et partenaires européens.
Présent à la plupart des plates-formes de rencontres, JAZZDOR continuera d'être aux avant-postes de la création européenne et à l'écoute de projets d'échanges privilégiant la mobilité artistique.

4. Fonctionnement de la structure jazzdor

Les activités de la structure Jazzd'or festival sont conduites par une équipe salariée soutenue et contrôlée par une association et son conseil d'administration

✓ **EQUIPE SALARIÉE AU 1ER JANVIER 2013**

L'équipe salariée permanente est composée de :

Un directeur (CDI / 1 ETP)
une chargée de production-administration (CDI / 1 ETP)
un chargé de communication (CDI/ 1 ETP)*
une nouvelle chargée de production (CDI/Temps plein) *qui a rejoint l'équipe permanente en janvier 2013 afin de mener à bien les nouvelles missions qu'impliquent la labellisation.*

2 personnels intermittents complètent cette équipe de manière régulière :
1 administrateur adjoint (0,2 ETP)
1 régisseur général (0,3 ETP)

Personnel spécifiquement engagé pour le festival Jazzdor :
4 techniciens (0,16 ETP)
3 chauffeurs / 1 chargée d'accueil des musiciens / 3 à 4 personnels chargé de la billetterie de la diffusion des programmes, du service loges (total 0,35ETP)

✓ PERSONNEL « LIEU JAZZDOR » ÀPARTIR DE SEPTEMBRE 2016

5 postes supplémentaires devront être créés :
4 CDI/ETP + 1 CDD/ETP pour
1 régisseur général/spécialisé son
1 comptable/adjoint d'administration
1 Relations publiques/chargé du développement culturel
1 accueil/billetterie *(poste mutualisable selon le lieu d'implantation)*
+ personnel technique « intermittents » (1 régisseur lumière, 1 régisseur plateau/retours)
= 1 ETP

✓ L'ASSOCIATION ET LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'association jazzd'or festival a été fondée en 1987. La plupart des membres fondateurs sont toujours actifs.
Son bureau actuel est constitué :
D'un président : **Daniel Clesse,** biochimiste au CNRS
D'un trésorier : **Christophe Bonomi ,** animateur
D'une secrétaire : **Valérie Jager,** monteuse audiovisuelle

Sont membres du CA :
Hélène Natt, architecte, Sylvie Gossel médecin, Anita Rietsch vacataire au Parlement Européen, Brigitte Fleury responsable de communication.

Dans un souci de pluralité de la représentation de la société civile et culturelle au sein de ses instances, l'association JAZZDOR accueillera de nouveaux membres respectant les principes de diversité et de parité, dont la candidature devra être validée lors de l'assemblée générale de juin 2013.

ANNEXE 2
BUDGET PRÉVISIONNEL JAZZDOR 2013-2016

CHARGES HT	2013	2014	2015	2016
ARTISTIQUE	**188700**	**237700**	**242000**	**252900**
Salaires artistes-achats de spectacles				
Concerts en saison	2500	35000	35000	38000
Festivals	115000	118000	119000	121500
Action culturelle	13000	13500	14300	15000
Résidences	2500	6000	7000	10000
Conception/réal. Label + CD audio	3000			
Voyages/hebergements/ Défraiements	44100	53400	54000	55400
Droits d'auteurs	8600	11800	12700	13000
TECHNIQUE- LOGISTIQUE	**56200**	**57500**	**61050**	**74400**
Location Materiel - instruments	19300	19850	20100	28600
Véhicules	6900	7050	7300	7700
Personnel exterieur (techniciens facturés)	1000	1000	3500	5000
Loges	1200	1200	1250	1800
Maintenance	500	500	600	2600
Location salle Berlin	16500	16500	16500	16600
Déplacements-frais équipe festivals	10800	11400	11800	12100
COMMUNICATION	**60700**	**62600**	**67400**	**70500**
annonces -insertions	15100	16300	18500	20200
diffusion	3500	3600	3700	3800
supports conception-impression	28600	29600	32100	33100
attachée de presse Berlin	5200	5300	5300	5400
captations	1600	2600	2600	2700
traductions	1900	1900	1900	1900
réceptions	3300	3300	3300	3400
création nvelle identité visuelle	1500			
CHARGES DE CORÉALISATION	**26000**	**23000**	**24250**	**25000**
RÉSEAU	**18700**	**18800**	**18900**	**19600**

TOTAL CHARGES HT	**648500**	**687600**	**706600**	**742100**

PRODUITS HT	2013	2014	2015	2016
SUBVENTIONS	**373000**	**429000**	**437900**	**454400**
DRAC Alsace - Fonctionnement	98000	118000	135000	145000
DRAC Alsace - Actionculturelle et résidences	4000	5000	5000	5000
Ville de Strasbourg	149000	180000	180000	180000
Ville de Strasbourg (Cucs)	9000	9000	9000	9000
Région Alsace	55000	60000	65000	70000
Conseil Général du Bas-Rhin	38400	38400	38400	38400
ACSè (Cucs)	3000	3000	3000	3000
Aide régionale à l'emploi	3000	1500		
Provisions sub. CUCS année précédente	13600	11600		
ONDA		2500	2500	4000
SOCIÉTÉS CIVILES	**84000**	**66400**	**65400**	**65400**
SACEM	45000	30000	30000	30000
SPEDIDAM	15000	14000	14000	14000
CNV	10000	10000	10000	10000
ADAMI	8000	6400	6400	6400
FCM	6000	6000	5000	5000
PARTENAIRES PROFESSIONNELS	**47200**	**47700**	**48200**	**48700**
AFIJMA	21500	21500	21500	21500
Pro helvetia / goethe Institut…	2000	2000	2000	2000
Bureau export de la musique française	9000	9000	9000	9000
Conservatoire -médiathèques	2000	2500	3000	3500
Partenaires médias-radios	12700	12700	12700	12700
MECENAT	**18000**	**18000**	**22500**	**24000**
PARTENAIRES CORÉALISATEURS	**68000**	**54500**	**56700**	**58700**
BILLETTERIE	**49000**	**62500**	**66400**	**79400**
PUBLICITÉ/ RECETTES DE BAR	**1800**	**2000**	**2000**	**4000**
PRODUITS FINANCIERS	**7500**	**7500**	**7500**	**7500**
TOTAL DES PRODUITS HT	**648500**	**687600**	**706600**	**742100**

Annexe III

Indicateurs d'évaluation et conditions de l'évaluation
Jazzdor
2013-2016

Sur la base de l'article 11 de la présente convention, l'évaluation visera à confronter les objectifs et les résultats, selon une procédure et des dispositions conjointement arrêtées par les partenaires, notamment selon les modalités précisées ci-après.

Les éléments chiffrés sont de nature indicative. Ils constituent des repères, et pourront le cas échéant être réaménagés en concertation avec les partenaires, en fonction de l'évolution du projet de l'association.

I - Diffusion

Objectifs :

Diffusion en particulier des formes et des créations du répertoire contemporain les plus reconnues, en France et à l'étranger, dans le jazz et le cas échéant d'autres esthétiques qui y seraient associées.

Indicateurs d'évaluation

- Nombre de concerts proposés (festival et saison) : minimum de 35 concerts
- Offre minimale de fauteuils : maintien de la fréquentation comparable aux précédentes saisons
- Objectif de taux minimum de fréquentation sur jauge offerte : 80 %
- Objectif de taux minimum de spectateurs payants : 70 % du total des entrées.

II - Action culturelle et pédagogique
Actions avec le milieu scolaire, universitaire et écoles de musique

Objectifs :

Jumelages avec des établissements scolaires : partenariat permettant de nouer une relation privilégiée avec des groupes scolaires (dont au moins 1 jumelage avec un groupe scolaire situé en zone d'éducation prioritaire), impliquant une ou plusieurs classes et engageant un travail approfondi sur les trois aspects de l'éducation artistique :

- le rapport aux œuvres et à la création,
- la pratique,
- la culture et l'histoire des esthétiques.

Développer des partenariats avec les **établissements Universitaires de Strasbourg, les écoles de musique et le conservatoire de Strasbourg** pour la mise en œuvre de programmes de représentations, de rencontres avec les artistes, de pratiques.

III - Accompagnement des publics

Objectifs :

Favoriser l'accessibilité des publics par le développement de partenariats avec d'autres équipements culturels, socio-culturels et d'éducation populaire de la ville.

Indicateurs

- Accueil des concerts dans un minimum de 2 lieux « non dédiés » au jazz (médiathèques, cinémas, musées…),
- proposer un minimum de 2 actions transversales à la musique durant le festival (films/arts numériques…),
- proposer un minimum de 5 rencontres avec les artistes.

IV - Accompagnement professionnel

Objectifs

Accompagner les musiciens dans le développement de leurs structures et de leurs projets.

Indicateurs

- Accompagner 1 artiste/1 groupe au minimum, dans un compagnonnage de longue durée, portant sur les aspects de structuration, d'accompagnement du projet artistique et culturel, de production et de diffusion.
- Coproduire au minimum 1 projet de création par an avec des compagnies ou équipes de création implantées localement.

VI - Objectifs de gestion

- **Frais structurels**
  - Personnel Permanent (direction, production, administration, communication) : masse salariale chargée contenue à 35 % du coût de la structure,
  - Frais de fonctionnement (loyers/fournitures/frais administratifs…) contenus à 10 % du budget global.

- Part du financement **hors subventions de collectivités publiques :** minimum de 35 % du financement total.

V - Conditions de l'évaluation

- **Évaluation au cours de la convention**

  Le compte rendu financier annuel visé à l'article 8 de la présente convention sera accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions.

- **Évaluation au terme de la convention**

  Au moins six mois avant le terme de la convention, l'évaluation de la convention s'effectuera à partir des éléments suivants :

  - le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif établi par l'association,
  - le rapport d'évaluation établi par les services de l'Etat (Drac Alsace ou le service de l'inspection de la DGCA).

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

38

Délibération au Conseil Municipal
du lundi 30 septembre 2013

Convention triennale 2013-2015 pour le Pöle National des Arts du Cirque avec les Migrateurs

CE POINT EST RETIRE

Retiré de l'ordre du jour le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

39

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Convention de partenariat entre l'Université et la Ville de Strasbourg - Service des Musées.

La Ville de Strasbourg et l'Université sont engagées de longue date dans la gestion du Musée zoologique qui est installé dans le bâtiment de zoologie appartenant à l'Université. La convention précisant les modalités de collaboration entre la Ville et l'Université est aujourd'hui obsolète. De plus, ce Musée est appelé à connaître d'importantes évolutions dans le cadre de l'opération Campus. Il sera un élément essentiel du Pôle Sciences, Culture et Société qui se déploiera sur les actuels instituts dits de zoologie et de géologie et verra la construction d'un nouveau planétarium.

L'Université, à côté de ses missions de recherche, d'enseignement et de formation remplit une mission de transfert des connaissances et de diffusion de la culture scientifique et technique vers les publics les plus larges. Cette activité est principalement portée par une structure spécifique à l'Université, le Jardin des Sciences.

La Ville, l'Université et le Jardin des sciences s'engagent aujourd'hui à élaborer un projet scientifique et culturel unique et commun dans le cadre du projet « mise en valeur des collections et planétarium » inscrit au Plan Campus.

L'objectif de la présente convention est d'apporter un cadre général aux parties afin de développer cette politique commune et d'en définir les modes de gouvernance. Elle permet également de clarifier les modalités de gestion du Musée zoologique et son évolution dans le cadre du développement de ce nouveau pôle.

Les collections de la Ville et une partie de celles de l'Université y seront intégrées selon les axes thématiques et chronologiques précisés dans le projet scientifique et culturel porté par le comité d'orientation stratégique et le comité de pilotage définis dans la convention ci-jointe.

L'Université s'engage à considérer le nouveau Musée comme un grand instrument de recherche et à encourager la communauté scientifique et des étudiants à s'engager dans la recherche liée aux collections patrimoniales et d'étude.

Les instances de gouvernance se réuniront au moins deux fois par an et seront chargées des actions mises en œuvre par le Musée et le Jardin des sciences, elles suivront l'avancement

du projet et un conseil scientifique sera associé à chaque étape du développement du projet scientifique et culturel de l'établissement.

Un avenant annuel précisera les engagements réciproques et les actions communes qui pourront être développées en commun (service des publics, communication et développement, …).

Par ailleurs, le personnel affecté aux deux structures restera rattaché à sa structure d'origine. Le bâtiment du musée appartient à l'Etat et à ce titre, l'Université continuera à en assurer les charges et les devoirs en tant que propriétaire ; la répartition des frais et fluides ainsi que des charges sera répartie selon le tableau (annexe 2).

Les recettes (entrées, vente de catalogues, de produits dérivés et autres prestations) seront attribuées à la Ville de Strasbourg qui reversera une subvention au Jardin des Sciences pour l'exploitation du musée et l'entretien et la conservation des collections.

Une subvention d'un montant prévisionnel de 30 000 € sera versée à l'Université, Jardin des Sciences, au vu des frais réels sur justificatifs de factures présentés par l'Université pour l'exploitation du musée, l'entretien et la conservation des collections.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur avis de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la convention de partenariat avec l'Université de Strasbourg concernant la gouvernance du musée zoologique ;

décide

- *l'affectation des recettes sur les lignes budgétaires AU12 J 322 – 7062 « redevances et droits des services à caractère culturel » et AU12 J 322 – 7088 « autres produits d'activités annexes »*
- *le versement d'une subvention de 30 000 €, à partir de l'exercice 2014, à l'Université, Jardin des Sciences, au titre des frais engagés pour l'exploitation du musée et l'entretien et conservation des collections sous AU12 J 322 – 65738 « autres organismes publics » ;*

autorise

le Maire ou son représentant à signer la convention jointe.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

CONVENTION TRIENNALE CADRE

RELATIVE A UN PARTENARIAT ENTRE

L'UNIVERSITE DE STRASBOURG

ET

LA VILLE DE STRASBOURG- LES MUSEES DE LA VILLE DE STRASBOURG

Entre d'une part :

LA VILLE DE STRASBOURG- MUSEES DE LA VILLE DE STRASBOURG
Adresse : 2, place du château
67076 STRASBOURG CEDEX
Ci-après désigné « La Ville de Strasbourg »

Représenté par Roland RIES, Maire de Strasbourg

et

L'UNIVERSITÉ DE STRASBOURG
Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
Sise 4, rue Blaise Pascal, B.P 1032/F, 67070 STRASBOURG Cedex,
Ci-après désigné « UNISTRA »

Représentée par Alain Beretz, Président

d'autre part,

PREAMBULE

La ville de Strasbourg possède un réseau de 11 Musées regroupés en une direction unique celle-ci a pour mission de conserver, étudier et mettre à disposition des publics par les moyens diversifiés un ensemble de 2 millions d'œuvres, d'objets, spécimens.

L'Université, à côté de ses missions de recherche, d'enseignement et de formation remplit une mission de transfert des connaissances et de diffusion de la culture scientifique et technique vers les publics les plus larges. Cette activité est principalement portée par une structure spécifique à l'Université, le Jardin des Sciences.

Ces deux instances partagent la même attention portée au développement de la démocratie et des enjeux du service public culturel.

La Ville de Strasbourg et l'Université sont engagées de longue date dans la gestion du Musée zoologique qui est installé dans le bâtiment de zoologie, propriété de l'Etat et affecté à l'Université pour sa gestion. Une convention précisant les modalités de collaboration entre la Ville et l'Université datée de 1946 est aujourd'hui largement obsolète. De plus ce Musée est appelé à connaître d'importantes évolutions dans le cadre de l'opération Campus. Il sera un élément essentiel du Pôle Sciences, Culture et Société qui est appelé à se déployer sur des espaces plus vastes, afin de former un ensemble fonctionnel et cohérent (annexe projet scientifique et culturel).
Ce nouvel ensemble muséal, contribue à renforcer la synergie existant entre Ville et l'Université ; il est pensé sur les bases d'une mutualisation de contenu et de fonctions imposant la mise en place d'un mode de gestion à la hauteur des ambitions des parties.
La présente convention a pour objet de préciser le rôle et les engagements de chaque partie pendant la période de préfiguration du nouveau Musée qui s'achèvera à l'ouverture du Musée rénové.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet de la présente convention

L'objectif de la présente convention est d'apporter un cadre général aux parties afin de développer une politique commune d'évolution de la gestion de l'actuel Musée zoologique en vue de sa refondation dans le cadre d'un Pôle Science, Culture et Société. Les éléments scientifiques, techniques et financiers seront précisés par voie d'avenant entre les deux parties en fonction du programme annuel défini en commun.

Article 2 – Transition vers le Musée rénové

La Ville et l'Université s'engagent à élaborer un projet scientifique et culturel unique et commun dans le cadre du projet « mise en valeur des collections et planétarium » inscrit au Plan Campus dans la convention de site signée entre l'Etat, le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la recherche, tutelle de l'université, et les collectivités territoriales en septembre 2010.

Les collections de la Ville et une partie de celles de l'Université y seront intégrées selon les axes thématiques et chronologiques prédéterminés dans la feuille de route validée par les deux parties le 9 mars 2012. Ces axes devront être précisés dans le projet scientifique et culturel porté par le comité d'orientation stratégique et le comité de pilotage définis ci après et placé en annexe de la présente convention dans l'année qui suit sa signature.

Article 3 - Préservation et valorisation des collections

Les deux parties s'engagent à gérer les collections mises en commun selon la loi relative aux Musées de France du 4 janvier 2002.

Il est rappelé l'inaliénabilité des collections dans le respect du principe de la domanialité publique.

L'Université s'engage à considérer le nouveau Musée comme un grand instrument de recherche et à encourager la communauté scientifique et des étudiants à s'engager dans la recherche liée aux collections patrimoniales et d'étude.

Article 4- Gouvernance

a- comité d'orientation et gouvernance du Musée

Ce comité est chargé de fixer et de suivre le cadre d'activités du Musée, permettant ainsi une réelle gestion commune du Musée par la ville et l'Université. Ce comité est consulté sur les actions mises en œuvre par le Musée et le Jardin des Sciences dans le cadre des actions de préfiguration du nouveau Musée. Il est également associé aux choix concernant la mise en œuvre du nouveau Musée. Il se réunit au moins deux fois par an.

Le comité d'orientation est composé de :

Maire de Strasbourg ou son représentant
Président de l'Université ou son représentant
Président CUS ou son représentant
Le Vice-président Patrimoine de l'Université
Directeur général des services de la Ville de Strasbourg
Directeur général des services de l'Université ou son représentant
Directeur général adjoint du pôle Culture Ville de Strasbourg ou son représentant
Directeur des Musées de la Ville de Strasbourg
Conservateur du Musée zoologique
Responsable du service éducatif des Musées
Directeur du Jardin des Sciences
Directeur adjoint du Jardin des Sciences en charge des collections
Directrice adjointe du Jardin des Sciences en charge de la coordination

b – groupe de pilotage

Le groupe de pilotage met en œuvre les décisions et rend compte de l'avancement des projets auprès du comité d'orientation. Il se réunit autant que de besoin et au moins quinze jours avant les réunions du comité d'orientation.

Il est composé de :

Directeur des Musées de la Ville de Strasbourg
Conservateur du Musée zoologique
Responsable du service éducatif des Musées
Directeur du Jardin des Sciences
Directeur adjoint du Jardin des Sciences en charge des collections
Directrice adjointe du Jardin des Sciences en charge de de la coordination

Le groupe de pilotage se réserve le droit de convier toute personne pouvant apporter son expertise en fonction des problématiques abordées.

Article 5 - conseil scientifique

Un conseil scientifique est associé à chaque étape du développement du projet scientifique et culturel de l'établissement. Son avis est consultatif. Sa composition sera proposée par le groupe de pilotage et validée par le comité d'orientation.

Article 6 - dispositions relatives à la gestion des personnels affectés au Musée Zoologique

L'Université et la ville affectent des personnels au Musée. Ces personnels restent rattachés à leur structure d'origine et sont placés sous l'autorité du/de la Conservateur/Conservatrice du Musée zoologique et du/de la directeur/directrice des Musées de la Ville de Strasbourg.

Article 7 - Fonctionnement du Musée et du bâtiment de zoologie, dispositions foncières et financières

a) Direction

Le conservateur de la ville de Strasbourg affecté au Musée zoologique continuera de diriger le Musée.

Le conservateur du Musée zoologique sera membre du comité directeur du Jardin des Sciences. Un représentant du Jardin des Sciences sera régulièrement invité aux réunions internes du Musée zoologique.

a) Dispositions foncières :

Le foncier et le Bâtiment de zoologie est un bâtiment appartenant à l'Etat et géré par l'Université de Strasbourg. A ce titre, l'Université de Strasbourg assure les charges et devoirs du propriétaire.

Les surfaces utilisées par le Musée dans le bâtiment de Zoologie sont indiquées sur une liste et des plans joints à l'annexe 3.
Les autres surfaces sont affectées à la Faculté des Sciences de la Vie ou à l'Université et au Jardin des Sciences dans le cadre des missions de formations de l'Université de Strasbourg.

Le Musée devra suivre les dispositions internes de l'Université concernant les déclarations de travaux qu'il doit engager et fera sienne des obligations d'hygiène et de sécurité sur les parties du bâtiment qu'il occupe.

Un règlement intérieur sera établi entre la Faculté des Sciences de la Vie, gestionnaire du bâtiment pour l'Université, et le Musée. Ce règlement sera soumis aux instances dirigeantes.

b) Répartitions des recettes et des charges :

Les recettes d'entrées du Musée, des ventes de catalogue, de produits dérivés et autres prestations sont encaissées par le Musée et attribuées à la Ville de Strasbourg.

La répartition des frais de fluides et des charges relevant du propriétaire ou du Musée Zoologique considéré comme exploitant sont répartis selon le tableau de l'annexe 2.

La ville de Strasbourg s'engage à reverser sous forme de subvention les frais sus-mentionnés, engagés par le Jardin des Sciences de l'Université de Strasbourg pour l'exploitation du musée et l'entretien et conservation des collections.

Cette subvention est calculée au réel selon les dépenses et versée sur justificatif en deux fois à l'Université de Strasbourg sur le compte de recette du Jardin des Sciences, en juillet et décembre de l'année N, avec une régularisation de l'année N-1 lors du versement de juillet de l'année N. Un bilan financier annuel est communiqué au Comité d'Orientation.

L'une des parties peut apporter des contributions financières supplémentaires sans obligation de réciprocité de la part de l'autre partie. Tout versement de contribution supplémentaire sera présentée au comité d'orientation.

Article 8 - Préfiguration du Museum

La Ville et l'Université s'engagent à mener un travail commun sur le projet scientifique et culturel du nouveau Museum, pendant la phase de préfiguration de celui-ci. La rédaction conjointe du projet scientifique et culturel avec le conseil d'un comité scientifique sera enrichie d'une programmation culturelle commune durant la préfiguration. Les actions qui pourront être développées en commun et concourant aux objectifs généraux seront de différentes natures, par exemple de façon non hiérarchique ou limitative :

- coproduction d'une exposition préfigurant le nouveau Musée.
- exposition itinérante annuelle à destination d'un public scolaire conçue en commun et circulant dans les établissements scolaires, bibliothèques et mairies de la Ville, de la CUS et de l'Eurodistrict.

- veille commune et travail en synergie sur les bases de données en vue de la création d'une base commune.

- coédition de publications thématiques ou monographiques.

- création d'actions pédagogiques et de médiation en commun.

- réalisation d'un programme culturel commun et coproduction de rencontres de type : débat- conférence- colloque- projection.

- mutualisation et utilisation croisée des compétences (mise à disposition de certaines compétences des Musées et du Jardin des sciences dans le cadre des actions communes. Ex. service des publics, de la communication et du développement).

Ces projets devront être validés par le comité d'orientation avant engagement des parties.

Article 9 - Communication

Dans la communication relative au Musée, l'identité de chaque entité est clairement affichée à travers les 4 logos respectifs : ville et CUS, Université, Musées de la ville et Jardin des Sciences.

La Ville et l'Université s'engagent à se valoriser mutuellement dans le cadre des actions communes mises en place.

Article 10 - Durée, résiliation, modification

La présente convention prend effet à sa signature pour une durée de trois ans. Elle peut être reconduite une seule fois par tacite reconduction.

Les parties s'accordent sur le fait, qu'à la réception des projets de construction ou de rénovation prévus dans l'opération campus, la présente convention sera réactualisée.

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention les parties s'engagent à la résoudre par la voie de la conciliation.

Toutefois, elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre partie avec un préavis de quatre mois, les engagements financiers devant être tenus jusqu'à la fin de l'exercice en cours.

Toute modification substantielle, matérielle ou financière, de quelque nature que ce soit de la présente convention fait l'objet d'un avenant à la présente.

Fait à Strasbourg, le

Pour la Ville de Strasbourg,	Pour l'Université,
Le Maire, Roland RIES	Le Président, Alain BERETZ

Printemps 12

Feuille de route pour une rénovation du musée zoologique dans le cadre du pôle science, culture et société de l'opération campus

Groupe de travail

Camille Giertler
Anne-Catherine Hauglustaine-Robert
Joëlle Pijaudier-Cabot
Sébastien Soubiran
Marie-Dominique Wandhammer

Auteurs du document :
Anne-Catherine Hauglustaine-Robert
Sébastien Soubiran
Marie-Dominique Wandhammer

PRÉAMBULE

UN PROJET GLOBAL

Suite aux réunions engagées par le groupe de travail chargé de rédiger une feuille de route pour la rénovation du musée zoologique, il a été convenu que cette rénovation devait s'intégrer dans le projet de *pôle science, culture et société* inscrit dans l'opération campus de l'Université de Strasbourg qui se décline en quatre tranches :

1/ la construction d'un bâtiment « Pavillon des arts et des sciences » qui comprendra un planétarium avec un dôme de 15 m, et une salle d'exposition temporaire ainsi que les espaces d'accueil, de régie, de quarantaine, les vestiaires et la salle hors sacs.

2/ l'aménagement du bâtiment de zoologie avec une assistance pour la rénovation des espaces du musée zoologique.

3/ l'aménagement du bâtiment de minéralogie en espace d'exposition permanente et/ou semi-permanente, de réserves « visitables », de laboratoires et d'ateliers.

4/ l'intégration d'une nouvelle signalétique directionnelle pour assurer la cohésion spatiale de cet ensemble «Jardin des Sciences »

La réflexion menée sur le musée zoologique privilégie alors une approche pluridisciplinaire (en intégrant des collections d'autres disciplines). Il s'agit d'un véritable défi pour à la fois enrichir les espaces muséaux existants tout en préservant des espaces dévolus aux collections d'histoire naturelle. Nous travaillons à la construction d'un musée qui articule un *musée d'histoire naturelle* et *un musée science et société* s'appuyant sur la richesse des collections de la Ville et de l'Université. Au cœur de la ville de Strasbourg et du campus central de l'Université nous souhaitons mettre l'accent sur le rôle du musée comme passerelle des savoirs vers les citoyens, comme vecteur de culture scientifique et bien sur gardien de ce patrimoine.

UN PROJET ORIGINAL ET INNOVANT A L'ECHELLE EUROPEENNE

A ce jour aucune structure muséale, pouvant servir d'exemple, n'a fait l'objet d'une telle approche en Europe. Ce sont donc plusieurs types de structures qu'il faut mobiliser pour construire les fondements scientifiques qui porteront le *pôle science, culture et société* dans lequel s'inscrit le projet de rénovation du musée zoologique. En France, on peut citer le musée

des confluences à Lyon, pour l'approche science et société, le musée d'ethnographie de l'Université Bordeaux Segalen, pour l'environnement universitaire. Au niveau européen le musée de l'Institut Royal des sciences naturelles de Belgique est certainement par son dynamisme sur la scène internationale un modèle à considérer de très près, mais aussi le musée Leonardo da Vinci de Milan, pour sa salle dédiée aux chercheurs avec un partenariat fort avec les universités milanaises. Le développement du projet de musée des sciences de l'Université de Coimbra peut également servir nos réflexions et les premières réalisations sont un cas d'école intéressant. Le Musée des sciences de Lisbonne a développé un concept de réserve visitable innovant qui pourra être adapté au cas strasbourgeois. Enfin les musées universitaires d'Utrecht (salle laboratoire, public scolaire), de Manchester (valorisation du patrimoine universitaire et le lien avec la recherche) figurent parmi d'autres exemples remarquables dans le panorama européen qui doivent inspirer notre démarche. L'exposition temporaire consacrée aux 100 ans de l'Université Humboldt de Berlin ainsi que l'intégration du patrimoine et collections de cette université dans le projet de « Humboldt Forum », (développement à l'échelle de 20 ans au-delà du projet de l'île des musées de Berlin (réorganisation des collections dans différents lieux) sont d'autres cas intéressants pour ce projet strasbourgeois.

QUELS ESPACES D'EXPOSITION ?

Trois formes d'espace d'exposition accompagneront le projet : un espace d'exposition temporaire de 600 m2 qui pourra accueillir des expositions de thématiques et de formes variées en lien avec le développement et les modes de productions de savoirs ; un espace d'exposition permanente (environ 1800m2, sur 2 étages) qui s'appuiera sur les collections de la ville et de l'Université dans les domaines des sciences de la vie et de la terre (zoologie, paléontologie, botanique, minéralogie, …/…) mais également d'autres collections (par exemple, ethnologie, instruments scientifiques (sciences physiques, chimie, biologie…) qui pourront s'intégrer dans les thématiques qui seront définies ; un espace d'exposition semi-permanent dédié aux collections d'études de la ville et de l'université permettant leur accessibilité à la fois pour l'enseignement, la recherche et la délectation (notamment, moulage, égyptologie, ethnologie, zoologie…./…). A ces trois espaces s'ajoutent d'autres lieux satellites, tels que le jardin de l'université, le jardin botanique et ses serres, la station de sismologie, l'observatoire astronomique et son jardin, la gypsothèque au Palais universitaire, et les hospices civils (ancienne pharmacie, amphithéâtre d'anatomie, salle d'autopsie, morgue, collections d'anatomie, collections d'instruments médicaux).

L'utilisation des bâtiments doit prendre en compte à la fois la complémentarité des besoins et la mise en cohérence des espaces. L'hypothèse la plus judicieuse serait donc de développer un espace d'exposition permanente, des ateliers pédagogiques et un auditorium dans le bâtiment de zoologie. Les réserves communes, l'atelier de restauration, les espaces d'études et d'exposition pour collections d'études, d'enseignement, de formation et de recherche, seraient concentrés dans le bâtiment de minéralogie. La salle d'exposition temporaire sera située dans le nouveau bâtiment construit entre le bâtiment de zoologie et le bâtiment de minéralogie. Ce bâtiment abritera également le planétarium ainsi que la billetterie commune aux trois bâtiments.

CALENDRIER OPÉRATION CAMPUS

AMO 1 : assistance et suivi pour la réalisation d'un pavillon des arts et des sciences (et planétarium) et d'un *pôle science, culture et société*

AMO démarrée attribuée à la société Polyprogramme, juillet 2011-février 2012 (tranche ferme 8 mois),

AMO 2 : étude muséographique dans le cadre du *pôle science, culture et société*
AMO démarrée attribuée à Studio J. Saladin / Studio K, 8 mois tranche ferme.

Construction de la Maison des arts et des sciences : 2015

A. *Planétarium* 15 m dôme, digital, 3D, écran sans couture, 165 places et 12 % d'inclinaison
B. *Accueil* : service de réservation / visites/ ensemble de l'offre culturelle
C. *Espace d'exposition permanente*, entre accueil et entrée du Planétarium

Réhabilitation du musée d'histoire naturelle/ zoologie : 2017

A. Chantier des collections
B. Ensemble du bâtiment de zoologie, révision des espaces d'accueil du public
C. *Réserves*
D. PSC sur le contenu qui sera la partie de l'exposition permanente, parcours, thématiques, collections
E. Espaces pédagogiques et d'enseignement

Réhabilitation du bâtiment de minéralogie : 2020

A. Salle d'exposition temporaire : 600 m2
B. Espaces pédagogiques, d'enseignement et de recherche
C. A l'étude : aménagement de réserves, atelier de restauration, salle de consultation.

ORIENTATIONS SCIENTIFIQUES POUR UN ESPACE D'EXPOSITION PERMANENTE PLURIDISCIPLINAIRE

HOMMES, SAVOIRS ET SOCIETES

Les sciences comme appropriation du monde

LE FIL CONDUCTEUR

La mise en relation de ces trois mots pose le socle commun de la thématique qui sera traitée dans le musée. A travers leur mise en relation il s'agit d'expliciter, d'explorer et de questionner les pratiques scientifiques, la production et la transmission des savoirs du XVIIIe siècle à nos jours. Si l'ensemble des champs scientifiques peut être concerné, nous nous concentrerons toutefois sur les domaines des sciences dites de la nature, de la vie, de la terre et de l'univers.

Il s'agit de rendre compte à la fois des sciences comme productions culturelles, en soulignant leur insertion dans un moment historique déterminé, ainsi que dans un espace régional, national et international, avec ses enjeux sociaux et intellectuels, ses débats et ses dimensions conflictuels ; mais également des conditions concrètes de l'activité scientifique en incluant les cadres matériels de fonctionnement sur le plan de l'instrumentation, les lieux de production de savoir, les procédures de l'expérimentation, les formes de la diffusion et de l'évaluation des connaissances, les relations de la science avec l'industrie, l'économie, la politique et la guerre.

A travers cette approche, l'ambition est de fournir les clefs et les connaissances pour mieux comprendre la démarche de la recherche en science, les communautés qui participent au développement de ce savoir et in fine mieux appréhender les savoirs qu'elles produisent. En redonnant aux savoirs scientifiques une histoire focalisée non pas seulement sur la production intellectuelle mais sur les hommes, les pratiques et l'environnement social dans lequel ils évoluent, on augmente les possibilités pour un large public de mieux appréhender ces savoirs et comprendre les enjeux contemporains qu'ils sous-tendent.

LES APPROCHES

La muséographie doit mêler plusieurs approches permettant :
- La délectation, qui valorise l'objet et/ou sa présentation pour son intérêt esthétique.
- Le questionnement, qui s'appuie sur plusieurs ressorts : l'étrangeté, la curiosité, l'émerveillement …/…
- La transmission d'un savoir en assumant une fonction pédagogique qui participe à l'apprentissage d'un savoir scientifique.

LES PUBLICS

Un programme d'évaluation des publics en amont et en aval des projets doit être engagé, pour accompagner au mieux les choix thématiques, muséographique et architecturaux qui porteront le projet et répondre aux attentes du public.

Le public cible reste toutefois dans la ligne de celui de l'actuel musée zoologique : famille, scolaire, touristes. Il s'agit également de mettre l'accent sur plusieurs publics spécifiques. En outre, une attention particulière devra être portée à la dimension intergénérationnelle et interculturelle du public, le musée apparaissant comme lieu d'échange entre des publics de différentes générations et de différentes cultures. Outre les aménagements réglementaires, il s'agira autant que faire se peut de permettre l'accessibilité aux collections et aux outils de médiations aux publics souffrant de handicap et empêchés.
Il nous faudra également de mener des actions ciblées vis-à-vis des jeunes adultes dont les pratiques culturelles intègrent peu les musées. Notre action pourra porter en outre sur les jeunes adultes « contraints » que sont les lycéens et étudiants de l'université en travaillant avec les professeurs du second degré et les enseignants-chercheurs pour intégrer les structures muséales de l'Université dans la formation. Les actions menées en direction de ce public depuis de nombreuses années par le Jardin des Sciences nous ont permises de développer une bonne connaissance et des collaborations structurées. En outre, il existe une convention entre le Rectorat et le Jardin des Sciences de l'Université de Strasbourg relative tant aux actions menées vis-à-vis des scolaires, qu'à la conception de formation continue pour les enseignants et le travail de professeurs détachés dans la structure (dont un est dédié au musée zoologique). Au cœur du campus universitaire, le corps enseignant du 1er et 2nd degré et bien sûr du supérieur sera également une cible privilégiée, de même que le personnel de nos institutions de tutelle

dans son ensemble. Ce public nous paraît d'autant plus important qu'il apparaît à la fois comme visiteur et comme médiateur voire encore comme prescripteur. Il s'agira aussi de conforter notre action en faveur des plus jeunes, un des publics très présents au musée zoologique.

Nous souhaitons également rappeler qu'il existe une convention cadre entre l'Université de Strasbourg et le Vaisseau qu'il s'agira de faire évoluer avec les offres proposées par le Pôle science, culture et société.

Dans tous les cas il s'agira de porter nos efforts sur la fidélisation des publics, afin de le faire revenir, en proposant une offre culturelle riche et variée, notamment vers le public étranger et en particulier allemand. La nouvelle structure devra ainsi figurer parmi les musées accessibles par le Pass musée du Rhin supérieur.

DES FORMES DE MEDIATION TRADITIONNELLES ET INNOVANTES

Grâce à la richesse des collections et des savoir-faire en matière de médiation conjugués entre l'équipe du musée de zoologie et celle du Jardin des Sciences, le dialogue engagé avec le public pourra s'appuyer sur des supports variés et adaptés. Du diorama, en passant par les bornes multimédia, ou des supports plus ludiques destinés à un jeune public il s'agira avec l'appui des objets des collections de construire une muséographie qui donnera les outils aux publics pour s'approprier les informations et le contenu.

La médiation humaine :

Des ateliers d'éveil scientifique aux thématiques variées (histoire des sciences, systématique, environnement…), visites guidées (déclinées sous différentes formes), conférences, viendront compléter les outils de médiations développés dans les espaces muséaux. Une attention particulière sera également portée sur l'organisation d'open-lab. D'une demi-journée ou sur trois jours, ces ateliers ont pour objectifs de familiariser le public avec la démarche d'investigation et les pratiques de laboratoires. Pour les plus jeunes des ateliers pédagogiques mettront l'accent sur l'initiation au raisonnement et à la méthode scientifique en favorisant au maximum la manipulation et l'accès à d'autres collections. Seront aussi développés des ateliers basés essentiellement sur le toucher, l'odorat ou l'audition permettant une approche sensitive accessible à des plus jeunes, mais aussi à des personnes en situation de handicap. Par ailleurs, en collaboration avec les associations locales et sociétés savantes, des ateliers ou sorties de terrains pourront être organisées dans le domaine des sciences naturelles et de la terre. Une attention particulière sera également portée à la découverte des métiers de la recherche et des musées : taxidermiste, souffleur de verre, sismologue, paléontologue, géologue, archéozoologue…. Cette approche pourra se faire sous forme d'ateliers d'expérimentation pour les scolaires, mais aussi sous forme d'ateliers de démonstration pour un public plus large. Une ouverture sur d'autres partenaires culturels doit également permettre d'enrichir et de varier les supports de médiation par exemple, le TJP et le TNS, mais aussi sur d'autres services de la Communauté Urbaine de Strasbourg tels les espaces verts ou l'écologie urbaine.

Les NTIC :

Il n'est pas envisageable aujourd'hui de restructurer un espace muséal sans imaginer en même temps les espaces virtuels qu'offrent aujourd'hui les nouvelles technologies d'information. Afin de ne pas entrer dans une course en avant à grand frais nous souhaitons davantage porter notre réflexion sur les possibilités offertes par ces nouveaux média pour à la fois mener des actions hors les murs mais également impliquer l'internaute tant à la vie du musée qu'à

l'enrichissement des ressources offertes au musées. On peut ainsi envisager le développement d'une plate-forme numérique qui formera une base d'informations détaillée sur l'histoire des sciences, ainsi qu'une véritable plateforme sociale d'engagement sur le thème de l'histoire des sciences et de leur place dans la société.
La mise à disposition de ces informations se fera par l'intermédiaire d'un site web modulable et évolutif et des réseaux sociaux. Regroupant un contenu rigoureux, ce site devra être d'usage ludique, visuel et interactif afin de s'adresser à différents publics. Il doit en outre permettre à chacun la construction individualisée de son propre parcours culturel dans les espaces muséaux, le retour d'expérience et le partage de connaissance. Cet outil permettrait également de faire le lien avec des parcours de visites dans la ville, et proposer ainsi des parcours culturel autour du « Strasbourg scientifique ».

DES ESPACES CHRONOTHEMATIQUES POUR COMPRENDRE LES SAVOIRS ET LEUR MODE DE PRODUCTION

Afin de permettre la compréhension complexe des sciences, alliant l'apprentissage des savoirs, de leur histoire et des pratiques associées, pour des âges et des capacités cognitives différents, nous pensons qu'il faut développer des espaces chronothématiques. Ces espaces s'articulent autour de trois grandes périodes associées à des modes de production de savoirs qui se sont succédés sans forcément disparaître et ceci depuis la fin du 18e siècle.

Ces trois périodes sont :

1760-1870 : Naissance du système scientifique moderne

1870-1970 : Naissance des laboratoires et professionnalisation de la recherche

1970- demain : Science, innovation et expertise

Pour chaque période sont privilégiés quatre grands champs de recherche :

Vie, Terre, Univers et Structure de la matière

Pour chaque grand champ de recherche sont explicités :

les personnes,
les objets,
les méthodes,
les lieux,
les modes de diffusion

DES ESPACES SATELLITES POUR COMPLETER ET ENRICHIR LES THEMATIQUES

Archéologie, gypsothèque et égyptologie, histoire des mondes antiques

Ethnologie

Sismologie, risques sismiques et naturels

Observatoire astronomique, astronomie et sciences de l'espace

Jardin botanique et serres, laboratoire vivant de la biodiversité

Hospices civils (Institut d'anatomie et ancienne pharmacie), médecine et santé

Parcours sur l'histoire de la chimie

PREMIERE PERIODE : 1760-1870 : Naissance du système scientifique moderne

Notions clefs : philosophe des lumières ; encyclopédie ; raison ; révolution ; émancipation par l'instruction et le savoir ; liberté et autorité : deux faces de la science ; reconfiguration de l'espace et du temps (mesures étalons).

Personnes : « savants » : philosophes de la nature, médecins, naturalistes

Objets : collections d'histoire naturelle (zool., minéralogie, herbier), instruments scientifiques (physique, astronomie, chimie), cartes, livres

Méthodes : observer, expérimenter, explorer, classer, reproduire, représenter

Les lieux : cabinets de curiosité et cabinets scientifiques, salon particulier, Académie des sciences, jardin botanique, puis musées.

Mode de diffusion : correspondance écrite, publication, démonstration publique.

Exemples :

- ***le cabinet d'histoire naturelle d'Hermann (1750-1800):*** lieu d'enseignement pour enseigner les « choses de la nature », pour les étudiants. Particularité, Hermann ouvrait son cabinet à tous les strasbourgeois. (archives : registre des entrées). Travail de description, de dénomination, d'observation. Classification de Linné, binominale. Volonté d'exhaustivité dans l'inventaire des espèces vivantes pour avancer sur leur classification. Mode d'acquisition des collections : réseaux de collecteurs, savants, anciens étudiants (Hermann n'a jamais voyagé et il a pourtant des choses du monde entier). Collections : zool., minéralogie, herbier ; archives d'Hermann, échanges épistolaires, correspondances avec Cuvier, Linné, Buffon. Dessins de Buffon. Dynamique des grandes explorations. Institutions savantes : académie des sciences (Paris) : A Strasbourg, Université, facultés, écoles.

- l***'Académie (1800-1870)*** : lieu d'enseignement et de démonstration publique, cabinet de physique, d'anatomie, de chimie et observatoire astronomique ; l'instrumentation pour mettre en évidence et observer des phénomènes de la nature, démarche expérimentale ; impact de la Révolution française. (collection d'instruments scientifiques). Travaux de Louis Pasteur.

- ***la galerie des oiseaux*** : démarche de collecte et étude ; Transition 1ère et 2ème période, darwinisme. Collection de paléontologie de l'Université, collection d'ethnologie.

DEUXIEME PERIODE : 1870-1970 Naissance des laboratoires et professionnalisation de la recherche

Notions clef : objectivité ; scientisme ; construction des Etats nations, révolution industrielle, laboratoire, recherche fondamentale ; obsession de la mesure (statistique, métrologie) ; brevets ; sciences coloniales ; guerre totale ; complexe militaro-technico scientifique ; big science ; culture scientifique et technique ; prix-récompenses ; professionnalisation de la recherche

Personnes : « scientifique », « chercheur », approche disciplinaire de la science (physicien, chimiste, biologiste, etc…).

Objets : collections d'histoire naturelle (zool., minéralogie, herbier, paléontologie), instruments scientifiques (astronomie, minéralogie, physique, chimie, sismologie, médecine, physiologie, calculateur), cartes, livres, modèles et planches pédagogiques (botanique, zool., minéralogie, géologie, anatomie), diapositives (plaques de verre).

Méthodes : observer, mesurer, expérimenter, classer, reproduire, représenter, modéliser

Les lieux : Universités, Académies, organismes de recherche, jardin botanique, musées, laboratoires, observatoires.

Mode de diffusion : correspondance écrite, publication, démonstration publique, presse, revues scientifiques, livres savants et de vulgarisation ; puis cinéma et radio (à partir des années vingt/trente) et télévision (à partir des années cinquante).

Exemples :

- ***L'Université impériale allemande 1870-1919*** : conception moderne de l'Université mêlant enseignement et recherche, équipement moderne, collections pédagogique et de recherche, renvoie à la nouvelle ville allemande (classement au patrimoine mondial de l'UNESCO)

- ***Les collections Döderlein*** : expéditions maritimes allemandes. Etude des fonds marins. On tire le fil du développement des sciences océanographiques sur le 20e siècle, les grands fonds, faille océanographique, les courants marins. Nouvelles technologies :

câbles transatlantiques, sous-marins ; collection complémentaire ; modèles en verre de Blaschka.

- ***L'écosystème des régions polaires*** : Notion d'environnement complexe : représentation des écosystèmes. Expéditions polaires, années polaires internationales. Idem on extrapole sur le 20e siècle. Les pôles, enjeux géo-politiques, sciences aux extrêmes. Lien avec sciences de la terre, sismologie, magnétisme, (Schlich). Eco-physiologie. Ethnologie. Géographie.

- ***Le Laboratoire*** : (approche disciplinaire, la mesure, métrologie), laboratoire de magnétisme (Ferdinand Braun (Prix nobel) et Pierre Weiss), pétrologie, physique des matériaux, (Stanislas Goldsztaub), géophysique ; le labo de physiologie humaine et animale (1870-1940), (modèle Auzoux), collection de vaches ; naissance de la big science, physique et chimie nucléaire (Marguerite Perey, Gorodetzky), le laboratoire de biologie moléculaire, 1950-1980 , ADN

A la fin de la période 2, on croise l'approche en laboratoire avec celle des explorations et études des écosystèmes. On peut ainsi s'appuyer sur la naissance de l'écologie comme exemple

TROISIEME PERIODE : 1970- demain : mondialisation, innovation et expertise, vers une économie de la connaissance

---

Notions clef : économie de la connaissance ; mondialisation ; gouvernance ; mode projet ; innovation ; bio-technologie ; éthique ; principe de précaution ; développement durable ; réchauffement climatique; biodiversité ; techno-sciences ; modélisation ; communication ; néo-libéralisme ; expertise ; révolution numérique et internet.

Personnes : « think tank», « scientifique », « ingénieur », « chercheur », « expert », « société civile», « actionnaire », « ONG »

Objets : collections d'histoire naturelle (zool., minéralogie, herbier, paléontologie), instruments scientifiques (calculateur, ordinateur, séquençage d'ADN), échantillon d'ADN, livres, photo, photos numériques, images satellites, .../…

Méthodes : observer, mesurer, expérimenter, classer, reproduire, représenter, modéliser

Les lieux : Universités, organismes de recherche, jardin botanique, laboratoires, observatoires, industries, banques.

Mode de diffusion : correspondance électronique, publication, presse, revues scientifiques, livres savants et de vulgarisation ; radio ; télévision ; internet ; réseaux sociaux

Exemples :

La société civile : montée en puissance du rôle de la société civile dans la construction et la régulation des savoirs, ONG, associations de malades, associations d'amateurs, groupes militants.

La biologie moléculaire : Lien période 2 et 3, avec les grands programmes de séquençage ADN, mobilisation des grands calculateurs, la biologie entre dans la « big science » ; travail sur les drosophiles, travaux d'Hoffmann, prix Nobel de médecine en 2011.

bio-technologie, bio-génétique, bio-médecine, bio-éthique : nouveaux matériaux, santé, nanotechnologie, supramolécules (JM, Lehn, prix Nobel) ; bio-business :

marchandisation des savoirs, brevétisation du vivant ; questionnement sur la question de « l'humanité » : possibilité de redéfinir, remodeler le corps : clonage, OGM.

Réchauffement climatique : modélisation du système terre, mathématiques appliqués, enjeux politiques, controverse scientifique ; débat citoyen.

Développement durable : abordé par l'aspect régional (biodiversité urbaine et rurale en Alsace). Collections de zoologie, botanique et paléontologie (collection Grauvogel), minéralogie, géographie (laboratoire image et ville).

COMITE DE PILOTAGE DU PROJET

Ville/CUS :

Camille Giertler

Marc Hoffsess

Philippe Olivier

Joëlle Pijaudier-Cabot

Marie-Dominique Wandhammer

Université de Strasbourg :

Hugues Dreyssé

Yves Larmet

Anne-Catherine Hauglustaine-Robert

Sébastien Soubiran

COMITÉ SCIENTIFIQUE : propositions à discuter, aucune personne proposée n'a encore été informée

---

- Représentant du Service des musées au ministère de la Culture

- Représentant de la DRAC

Ville/CUS :

Président de la CUS

Le Maire de Strasbourg

Robert Hermann

Catherine Trautmann

Daniel Payot

Université :

Le président

Le doyen de la faculté des sciences de la vie

Le directeur de l'EOST

Jules Hoffmann

Soraya Boudia

<u>Personnalités Extérieures :</u>

Camille Pisani (Belgique)

Prof Dr. Hans Ottomayer (Allemagne)

Johanne Landry (Québec)

Michel Van Praet (France)

Dominique Pestre (Suisse)

Françis Duranthon (France)

Joëlle Le Marec (France)

Annexe 1
Liste des personnels affectés au Musée Zoologique

Par le CNRS
Collections 1 ETP

Par la CUS
Agents d'accueil et de surveillance 9 ETP
Attaché de conservation 1 ETP
Bibliothécaire 1 ETP
Chef d'établissement, 1 ETP
Médiateurs (sur vacations)
Secrétaire, 1 ETP
Technicien, 1 ETP

Par l'Université de Strasbourg
Technicien, 1 ETP

Tableau de répartition des frais, fluides, charges

Annexe 2

Prestations (*)	Détail	Prise en charge par l'Université de Strasbourg	Prise en charge par le Musée
Fluides	Electricité	x	
	Chauffage	x	
	Gaz	x	
	Eau et assainissement	x	
Contrôles périodiques	Electricité	x	
	Equipements spécifiques du Musée		x
	Ascenseurs	x	
	SSI (type A et B)	x	
	Colonnes sèches	x	
	Désenfumage par ouvrants	x	
Contrats de maintenance	Ascenseurs et monte personnes	x	
	Poste de transformateur	x	
	Groupe électrogène		
	Chauffage	x	
	Climatisation		x
	Entretien SSI	x	
	Extincteurs	x	
	Télésurveillance incendie et chauffage	x	
	Ramonage	x	
	Eau chaude solaire	pm	
	Compteur d'eau	x	
	Portes automatiques		x
	Portes sectionnelles	x	
Equipements spécifiques du Musée	Vitrines et diorama (y compris électricité)		x
	Compactus et étagères de stockage		x
	Equipements muséographiques fixes		x
Travaux de maintenance	Maintenance propriétaire (clos couvert bâti)	x	
	Maintenance locataire (partie Musée)		x
Nettoyage	Locaux Musée		x
	Vitres Musée		x
Extérieurs	Espaces verts limitrophes	x	
Logistique de fonctionnement des espaces Musée	Assurances propriétaire (immeubles Etat)	*sans objet*	
	Assurances locataires		Obligatoire
	Equipement anti-intrusion, contrôle d'accès		x
	Gestion du contrôle d'acces		x
	Téléphonie (consommations)		x
	Téléphonie (câblage)		x
	Réseaux informatiques (câblage)		x
	Equipements réseaux informatique (baies etc..)		x
	Téléphone (frais de fonctionnement)		x

Annexe 3
Surfaces affectées au Musée Zoologique dans le bâtiment de Zoologie
exprimées en m² utiles

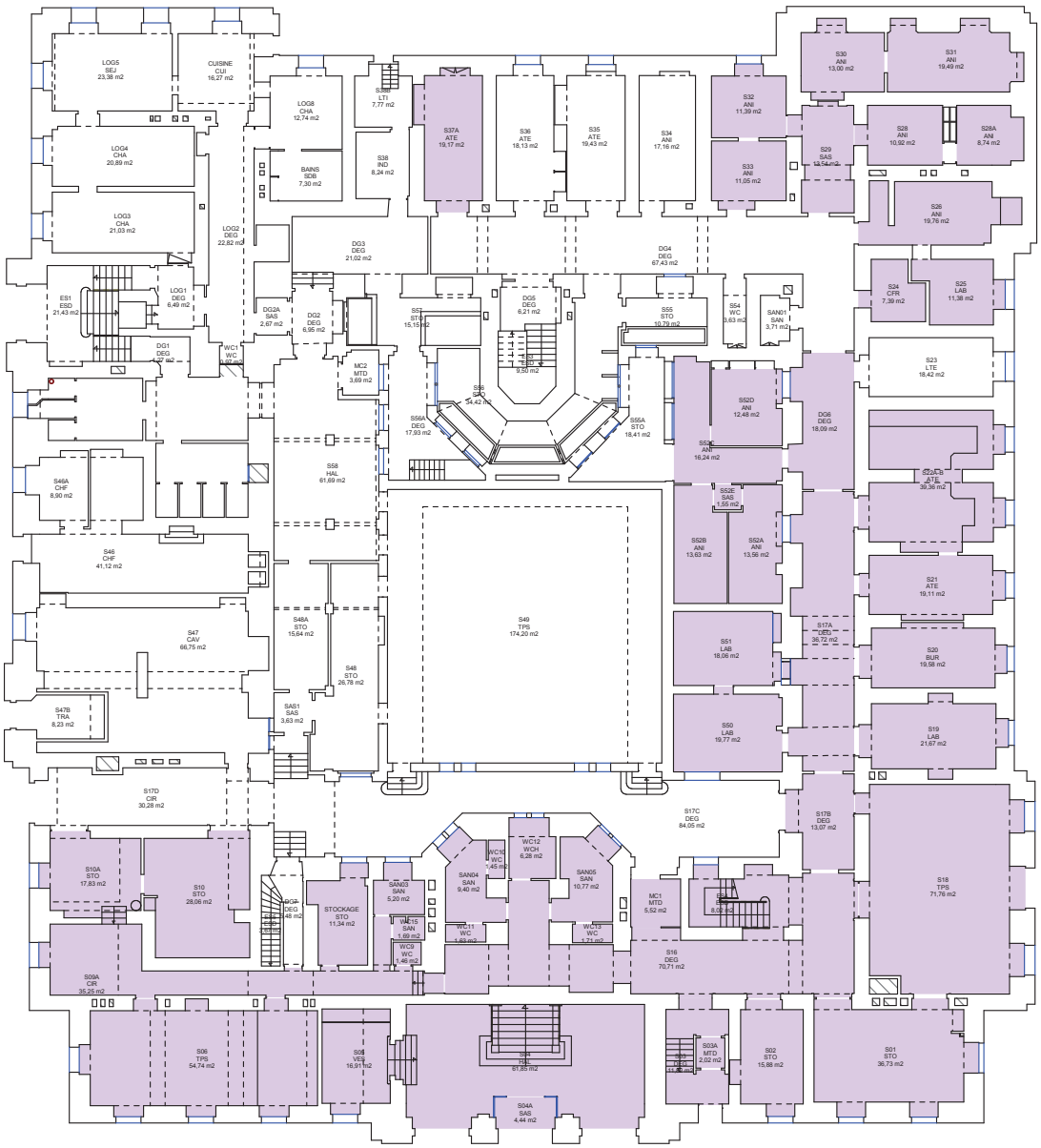
Sous-sol :	893 m²
Rez-de-chaussée :	154 m²
Etage 1 :	1 000 m²
Etage 2 :	1 541 m²
Etage 3 :	1 546 m²

Soit un total de 5 134 m²

INSTITUT DE ZOOLOGIE

Plan d'occupation

UNIVERSITE DE STRASBOURG
Base en exploitation
au 04/02/2013



MUSEE VILLE **901,19 m2**

Total Affecté : 901,19 m2

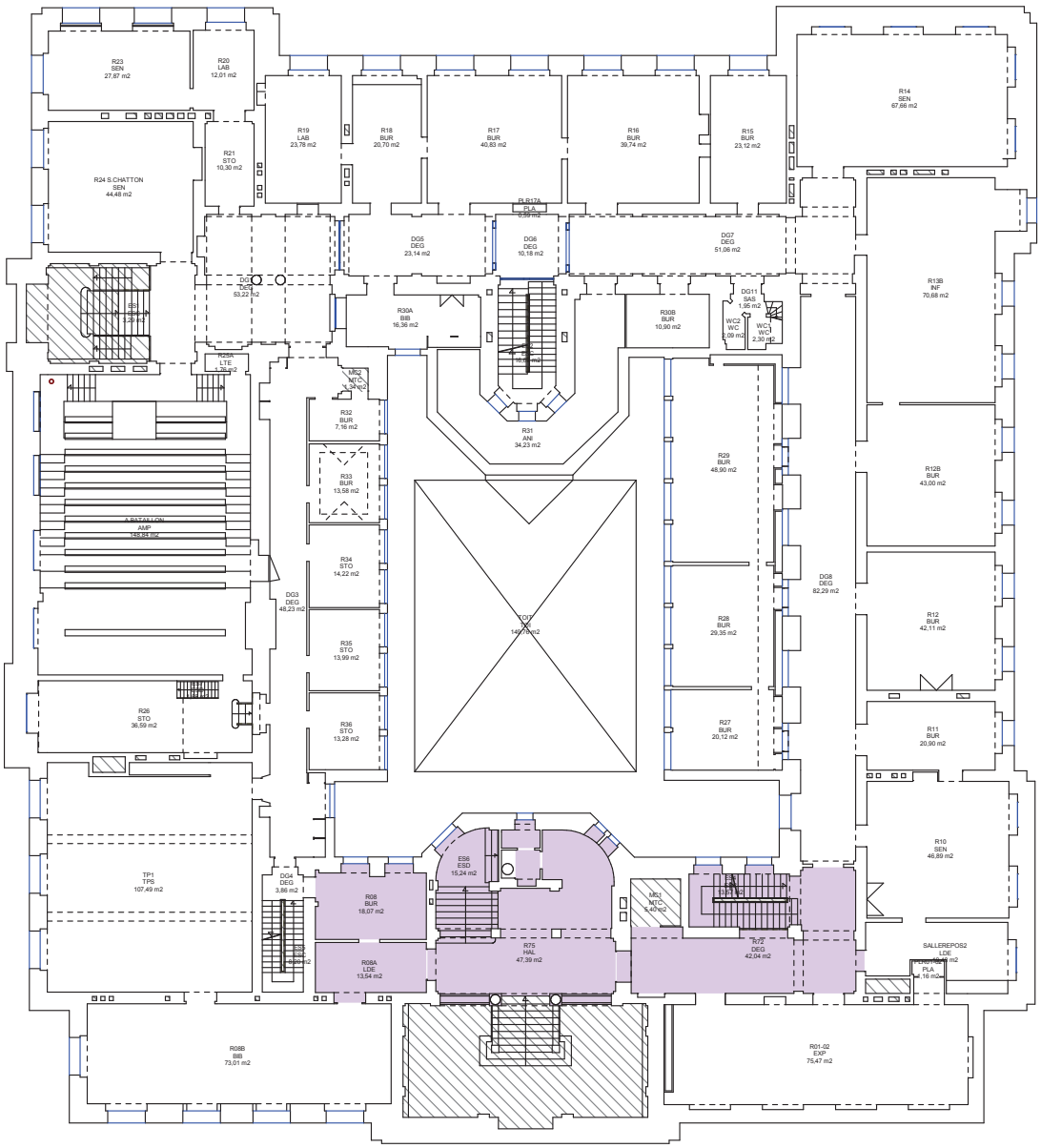
Bâtiment: 005001 - Etage: SOUS-SOL 01 - Surface: 1 940,60 m2

5.00 m

INSTITUT DE ZOOLOGIE

Plan d'occupation

UNIVERSITE DE STRASBOURG
Base en exploitation
au 04/02/2013



MUSEE VILLE **153,87 m2**

Total Affecté : 153,87 m2

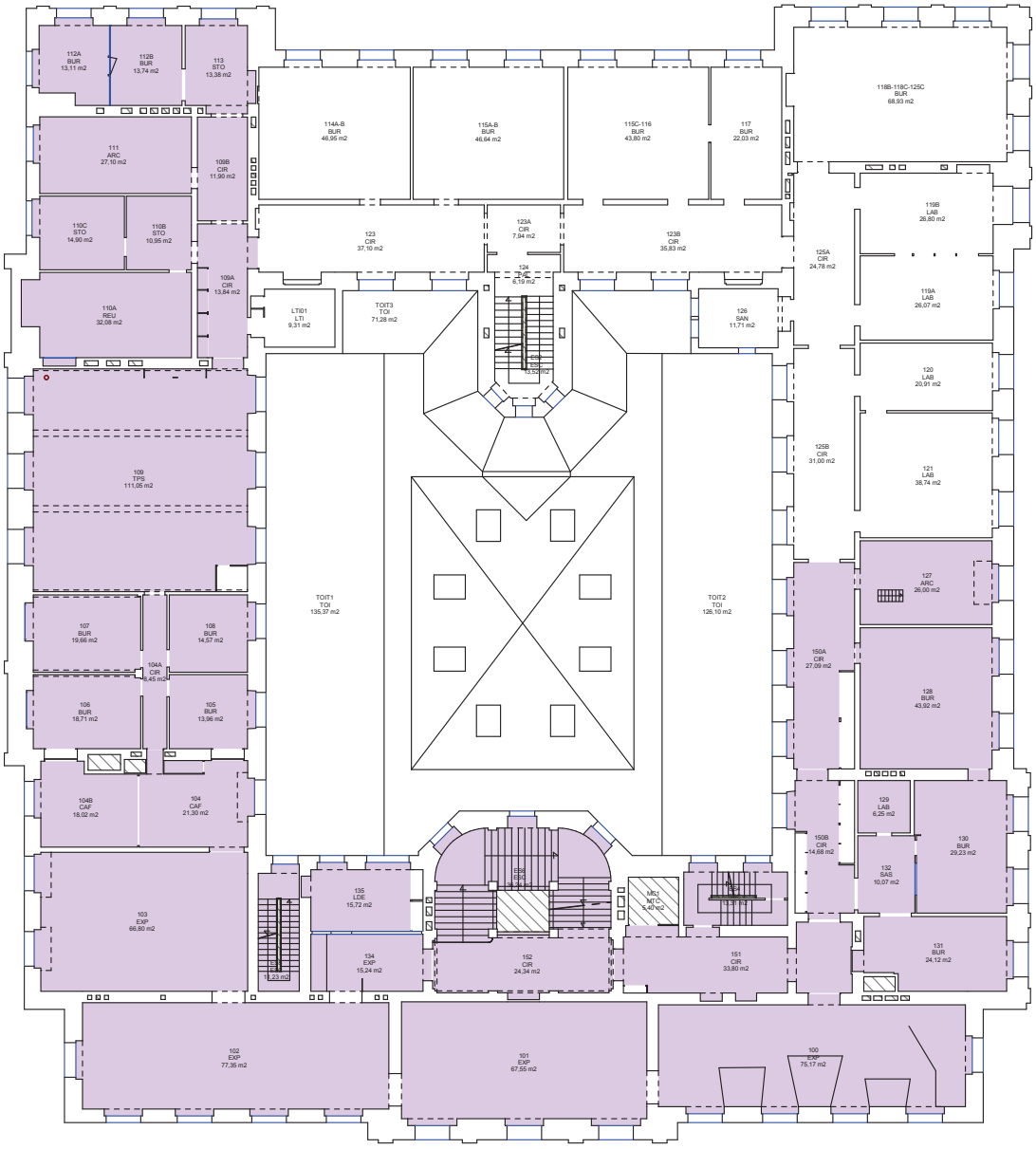
Bâtiment: 005001 - Etage: REZ DE CHAUSSEE - Surface: 1 847,04 m2

5.00 m

INSTITUT DE ZOOLOGIE

Plan d'occupation

UNIVERSITE DE STRASBOURG
Base en exploitation
au 04/02/2013



MUSEE VILLE	**999,22 m2**
Total Affecté :	**999,22 m2**

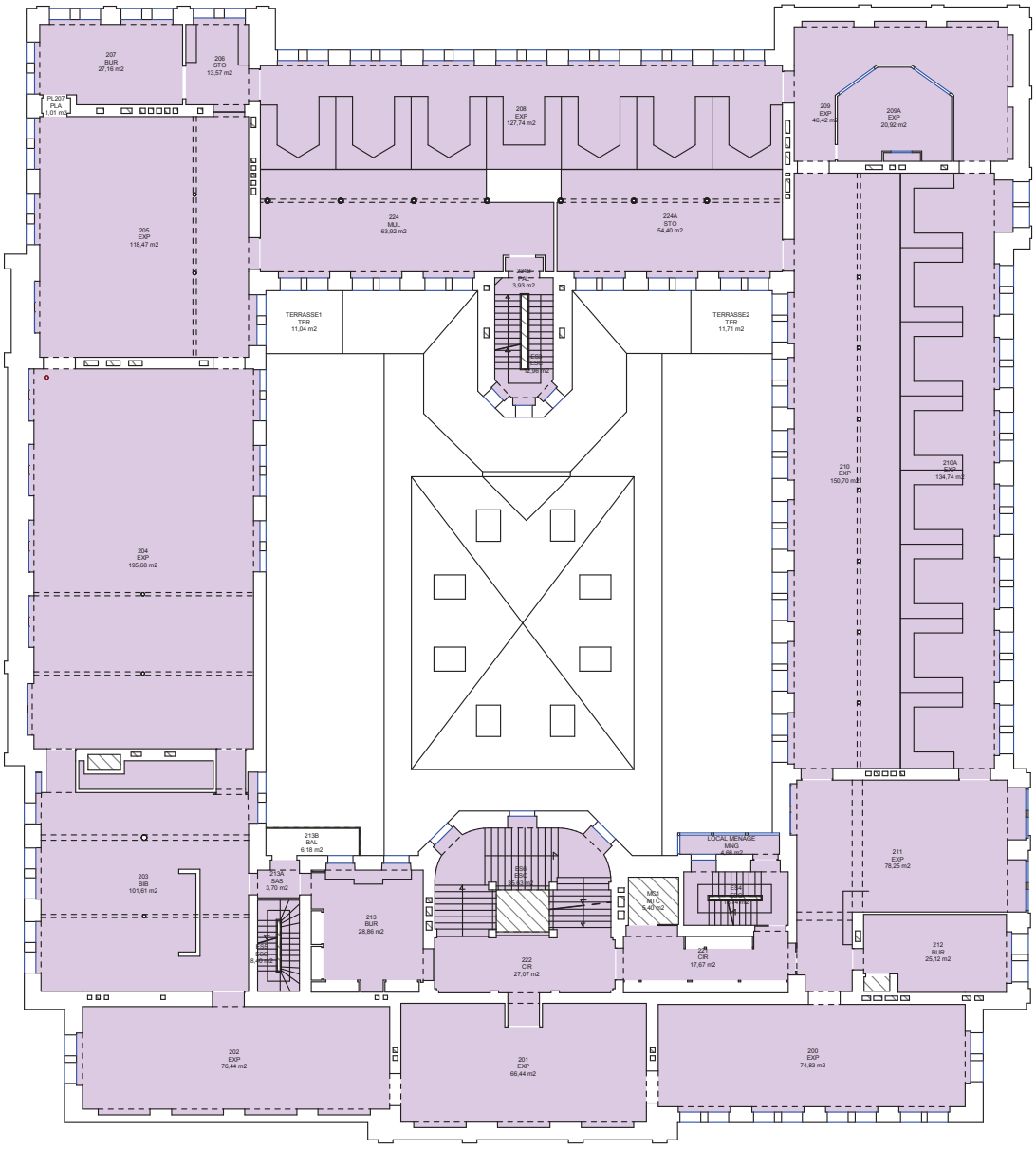
Bâtiment: 005001 - Etage: ETAGE 01 - Surface: 1 864,90 m2

5.00 m

INSTITUT DE ZOOLOGIE

Plan d'occupation

UNIVERSITE DE STRASBOURG
Base en exploitation
au 04/02/2013



	MUSEE VILLE	1 541,36 m2

Total Affecté : **1 541,36 m2**

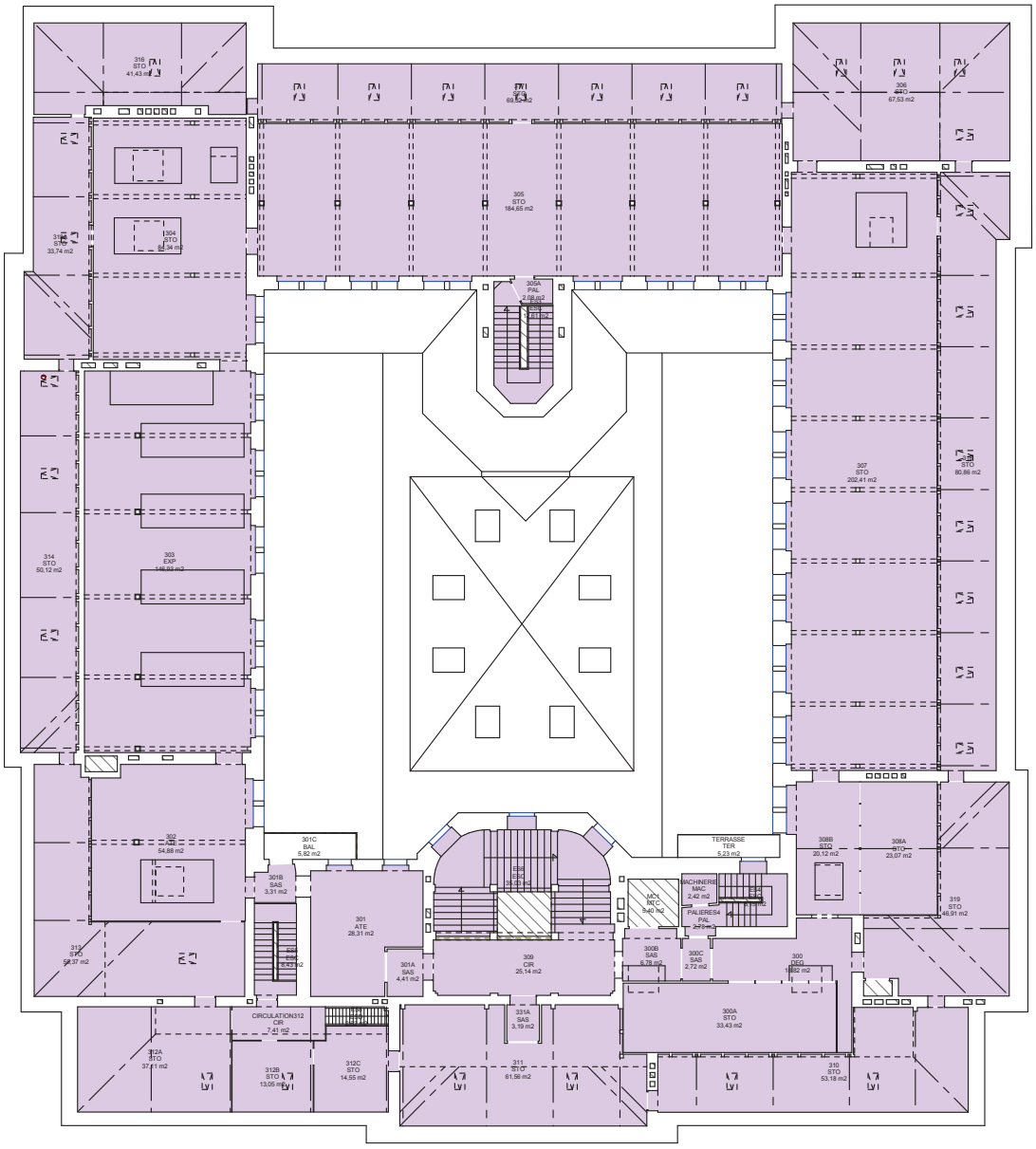
Bâtiment: 005001 - Etage: ETAGE 02 - Surface: 1 580,64 m2

5.00 m

INSTITUT DE ZOOLOGIE

Plan d'occupation

UNIVERSITE DE STRASBOURG
Base en exploitation
au 04/02/2013



	MUSEE VILLE	1 546,15 m2

Total Affecté : **1 546,15 m2**

Bâtiment: 005001 - Etage: ETAGE 03 - Surface: 1 559,87 m2

5.00 m

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

40

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Migration du système de Gestion Technique Centralisée du Musée d'Art Moderne et Contemporain de Strasbourg.

Les équipements techniques du MAMCS se composent de 3 chaudières, de 23 centrales de traitement d'air, de 3 groupes froids, de 2 pompes radiateurs, d'un plancher chauffant ou rafraichissant, ainsi que de tableaux divisionnaires qui ont pour rôles de réguler l'ensemble des critères nécessaires à la conservation préventive des œuvres.

Ces différents équipements sont gérés par un système électronique central nommé « Gestion Technique Centralisée (GTC) ».

La GTC a pour but d'automatiser la conduite des équipements techniques du musée tels que le chauffage, la climatisation, la température, l'hygrométrie, l'éclairage ainsi que l'éclairage de sécurité. Celui-ci permet de même, la détection et la gestion des alarmes ainsi que la mesure, la collecte et le conditionnement des données.

La conservation préventive des œuvres gérée 24h/24h, en prenant en compte les organes concernant la sécurité des personnes dans le cadre d'un ERP, nécessite ainsi un système opérationnel et aux normes sachant que l'existant (1995) est en bout de course.

Le but de ce projet est donc de remplacer progressivement tous les éléments de la GTC. Ainsi la migration de l'ancien système vers le nouveau sera effectuée en différentes phases.

La présente délibération propose donc le programme de travaux suivant :

1ère tranche :
Remplacement du poste de supervision et remplacement du bus 3 (système de communication) et automates de 5 centrales de traitement d'air.

2ème tranche :
Remplacement des automates de 7 centrales de traitement d'air, des groupes froids et du circuit de distribution d'eau.

3ème tranche :
Remplacement bus 2 et automates des 11 centrales de traitement d'air et chaudière.

4ème tranche :
Remplacement bus 1 et passerelle avec liaison en série des 9 unités locales gérant l'éclairage.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil,
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la passation, après mise en concurrence, d'un marché pour une durée de 4 ans, comportant une tranche ferme et trois tranches conditionnelles, portant sur la Migration du système de Gestion Technique Centralisée du Musée d'Art Moderne et Contemporain pour une dépense globale estimée à 213 000 € HT :

Tranche 1 : remplacement supervision
montant estimé 50 600 € HT ;

Tranche 2 : remplacement automates groupes froids
montant estimé 55 000 € HT ;

Tranche 3 : remplacement bus 2 et automates
montant estimé 72 400 € HT ;

Tranche 4 : remplacement bus 1 + passerelle
montant estimé 35 000 € HT ;

les crédits pluriannuels pour la réalisation des travaux figurent en AU12 programme 80 fonction 322 article 2135 du budget du Service des musées ;

autorise

le Maire ou son représentant à lancer, signer et exécuter le marché et tout document y relatif.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

41

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Enrichissement des collections.

Pour poursuivre l'enrichissement des collections des musées, le Conseil est appelé à approuver une nouvelle série d'acquisitions, de dons et un dépôt d'œuvres d'art pour les différents musées de la Ville.

ACQUISITIONS

Pour le MAMCS

Acquisition d'un dessin de Tristan Tzara, *Bain de soleil pour muses dada* S.d. [vers 1930]
Dessin original titré et signé, Mine de plomb et encre noire originale sur papier, 28,3 x 21,8 cm
Prix : 5 000 €
Achat auprès de M. Jean-Yves Lacroix, libraire spécialisé.

Dans le cadre de l'exposition Tristan Tzara que le Musée d'art moderne et contemporain de Strasbourg présentera du 20 mars au 5 juillet 2015, est proposée l'acquisition de ce dessin du fondateur du mouvement Dada.
Egalement proche du Surréalisme dès la fin des années 20, Tzara sera le co-auteur de nombreux cadavres exquis avec d'autres membres du groupe. Mais contrairement à ces dessins automatiques, *Bain de soleil pour muses dada,* qui représente une course de muses étêtées, se réfugiant sous un chapiteau phallique pour mieux échapper à des mains monstrueuses, se distingue par un sens aigu de la composition et par le motif des femmes acéphales, récurrent dans de nombreuses créations surréalistes. Seul dessin de Tristan Tzara connu à ce jour à porter un titre, celui-ci apparaît également comme un cas précoce de détournement puisqu'il reprend des éléments de l'œuvre d'Artur Harfaux *La vieille plaisanterie* parue dans la revue *Le Grand Jeu*, N°II au printemps 1929.

Robert FILLIOU (1926-1987) et Daniel SPOERRI (né en 1930)
***Raser les Murs/ Université Populaire (An der Wand entlangschleichen / Volksuniversität)*, 1964**
55,9 x 87,5 x 9 cm
Divers matériaux (ficelle, rasoir électrique, panneau de carton,…) assemblés sur panneau de bois
Achat auprès de la galerie Barbara Wien pour un montant négocié de 60 000 €

Œuvre réalisée à deux mains par Robert Filliou et Daniel Spoerri, *Raser les Murs* fait partie de la série des « pièges à mots », tels que « Ça crève les yeux » ou « Tondre un œuf » que les artistes développent ensemble durant l'année 1964.
Ces compositions bricolées se présentent comme des collages mettant en scène des matériaux de récupération dont la simplicité apparente vient en réalité interroger profondément le langage, jouant de la littéralité (la présente œuvre montre un rasoir électrique en train de « raser un mur ») pour mieux mettre à distance le signifié.
Daniel Spoerri n'en est pas à sa première œuvre-piège puisqu'il réalise depuis 1959 des tableaux-pièges dans lequel il collecte des objets trouvés et ne tarde pas à fixer des restes de repas sur des toiles qu'il redresse ensuite au mur, de façon, d'une part, à revaloriser l'objet de rebus ou le déchet et, d'autre part, à figer le temps par un procédé plastique non photographique. Rangé du côté des Nouveaux Réalistes, son œuvre est également à la frontière des pratiques Fluxus, du fait de son parcours qui embrasse aussi la danse et la mise en scène soit la création collective. Robert Filliou, quant à lui, est déjà identifié comme un protagoniste du mouvement Fluxus (il a déjà rencontré George Maciunas, Nam June Paik, Emmett Williams, Arthur Köpcke, Josef Beuys) dont la pratique plastique et poétique d'inspiration néo-dadaïste sont déjà fortement marquées par le rejet des catégories artistiques traditionnelles. Filliou défend une conception selon laquelle l'art et la société ne sont pas deux directions distinctes mais se prolongent en permanence de l'un vers l'autre (on lui doit la célèbre formule « L'art est ce qui rend la vie plus intéressante que l'art »). Filliou comme Spoerri s'intéressent, non pas à l'art comme artefact mais comme proposition pour un projet de société : la réflexion, l'idée, le concept l'emportant sur la réalisation de « l'objet d'art ».
L'œuvre proposée ici est intéressante à double titre par rapport à la collection du MAMCS : d'une part, elle vient compléter le fonds déjà conséquent consacré à Fluxus (Filliou, Brecht, Vostell, Beuys, Nam June Paik,…) et identifié comme axe fort de la collection et, d'autre part, elle vient en outre apporter un éclairage différent sur ce temps fort de l'histoire de l'art des années 1960-1970 en proposant une création collective avec un autre artiste également conservé dans le fonds du musée, Daniel Spoerri. Les œuvres de cette période étant rares sur le marché, c'est une belle opportunité qui s'offre au MAMCS de pouvoir compléter ce volet de la collection qui sera mis à l'honneur dans le cadre du prochain réaccrochage des collections.

Pour le Cabinet des Estampes

Johann Wilhelm Baur (Strasbourg 1607- Vienne 1642).
***La victoire sur les Madianites*, gouache sur vélin, H. 11,1 cm x 15,3 cm**
Prix: 20 000 € plus les frais (25 501,60 € TTC)
Achat auprès de la société de ventes Tajan, le 26.06.2013

Johann Wilhelm Baur est un illustre miniaturiste et graveur né à Strasbourg qui, après une formation strasbourgeoise, entreprend vers 1630 le voyage en Italie et rencontre à Rome le futur Cardinal Mazarin, qui devient son premier commanditaire.
Le paysage acquis, au-delà de ses réelles qualités plastiques, subtilité des coloris, représentation vertigineuse d'une fantaisie architecturale, a un pédigrée prodigieux. En effet, la miniature a pour commencer fait partie de la collection du Cardinal Mazarin. De

là, elle intègre les collections de Louis XIV, avant d'incorporer la préfiguration de ce qui est aujourd'hui le Musée du Louvre.
Les miniatures de Baur pouvaient parfois être associées en pendant, et le Cabinet des Estampes et des Dessins conserve une vue de port de mer qui était vraisemblablement associée à l'origine à celle mise en vente.
Grâce à l'album Reiber, l'un de ses albums de voyage comptant soixante-et-une feuilles dont cinquante quatre de la main de Baur, ainsi qu'aux cinq miniatures et onze dessins qu'il conserve, sans compter les nombreuses épreuves de ses cycles gravés, le Cabinet des Estampes des Musées de Strasbourg est déjà une collection de référence en ce qui concerne cet artiste, à qui il a consacré une exposition monographique en 1998.

Pour le Musée historique

3 assiettes en faïence fine de Sarreguemines, vers 1900, forme lentille, décor imprimé. Marque au dos du revendeur: Ch. et G. Siegfried fils Strasbourg - Diamètre: 21,5 cm
Prix : 220 €

Achat auprès de Jacques BASTIAN - ANTIQUITÉS CH. BASTIAN & FILS

Ces trois assiettes de Sarreguemines montrent le pont du chemin de fer sur le Rhin, la tour de croisée néo-romane et le portail sud de la cathédrale ainsi que la place Kléber réaménagée. Ces vues-souvenirs complètent une collection de chopes, boîtes, vases, panneaux etc. représentant des bâtiments phares ou des réalisations techniques de la ville de Strasbourg. Cette collection en cours de constitution depuis quelques années, permet de voir l'évolution des points de vue à travers le temps sur des bâtiments ou des réalisations techniques appréciées et reconnues à un moment donné par les Strasbourgeois.

Pour le Musée alsacien

***Affiche du film « L'Alsace attendait »*, Lesbounit (affichiste), Louchet (impr.), 1907, entoilée, 160x120 cm.**
Prix : 1 100 €
Achat en vente publique aux enchères (Maison Néret-Minet&Tessier)

Ce film a été produit par la Section Cinématographique de l'Armée, qui se lança pendant la grande guerre dans la réalisation de films de fiction pour la propagande. Elle fonda une société prête-nom, les « Films Patrie », qui produisit ce film sur la délivrance et le retour à la France des provinces perdues en 1870.

Une collection d'affiches existe au Musée Alsacien, mais elle comporte majoritairement des documents publicitaires. Cette acquisition permettrait d'aborder la question de l'identité culturelle alsacienne au XXe siècle et de ses représentations. Outre la qualité esthétique, les aspects symboliques sont traités de manière très explicites dans ce document, ce qui en fait un objet d'exposition particulièrement adapté.

DONS

Pour le Musée Ungerer- Centre international de l'illustration

Cabu (Jean Cabut, dit) (né en 1938)
Sans titre (On dit que vos ancêtres coupaient les mains des petits enfants…), 2013
Encre de Chine sur papier, 31 × 25 cm
Valeur : 500 €
Don de l'artiste
Dans l'exposition « Du duel au duo. Images satiriques du couple franco-allemand de 1870 à nos jours » (12 avril-14 juillet), a été présenté un dessin de Cabu, qui illustre la rencontre de François Mitterrand et de Helmut Kohl en 1984 pour la 70ème commémoration de la bataille de Verdun, parodiant la célèbre photo montrant les deux dirigeants main dans la main.

R. O. Blechman (né en 1930)
« Mom's Apple Pie », 1994, Illustration pour *House Beautiful*, février 1994
Encre sur papier, 6,5 x 21,9 cm
Valeur : 1 000 €
Don de l'artiste

R. O. Blechman (né en 1930)
« Dieter », 2008, Illustration pour *House Beautiful*, 2008
Encre sur papier, 10,3 x 19,8 cm
Valeur : 1 000 €
Don de l'artiste
Diplômé d'Oberlin College, où il officie comme dessinateur éditorialiste pour le journal de l'université, R.O Blechman, publie dans la foulée son premier livre, *Le jongleur de Notre-Dame*, édité par Gallimard dans sa version française. R.O. Blechman a notamment ouvert un studio graphique (1960), a travaillé comme directeur artistique dans une agence de publicité (1968) et lancé son studio d'animation (1977-2004). Il est aussi dessinateur de presse et auteur de nombreuses couvertures du New Yorker. Son travail lui a valu de nombreuses récompenses, et une rétrospective de ses films d'animation au MoMA en 2003.
Ce don vient enrichir l'acquisition récente par le Musée Tomi Ungerer-Centre international de l'Illustration d'un ensemble de ses œuvres.

<u>Pour le Musée historique</u>

L'ensemble des dons détaillés ci-dessous portent sur les 19e et 20e siècles et complètent les collections du Musée historique liées aux deux guerres mondiales.

6 fioles de médicaments
Valeur : 100 €
Pharmacopée européenne, 7e édition en 2 volumes, en français
Valeur : 700 €
Don de la direction Européenne de la Qualité du Médicament & Soins de Santé (DEQM) - Conseil de l'Europe - 7 Allée Kastner – CS 30026 - 67081 STRASBOURG

Ces objets donnés par la Pharmacopée européenne seront exposés pour illustrer le rôle de cette institution européenne dont le siège est à Strasbourg.

Ensemble de vêtements religieux de feu son oncle, Jean Fuchs (16.5.1911- 27.2.2012) prêtre, et ensemble de vêtements de feu son père Joseph Fuchs (7.2.21-4.9.2012)
Don d'une valeur globale de 483 €, don de Monique FUCHS

Le Musée historique dispose d'une importante collection de textiles civils et militaires et cet ensemble vient compléter celles du 20e siècle avec un ensemble de tenues portées par un curé qui a fait ses études au grand séminaire de Strasbourg avant la Seconde guerre mondiale et par un ensemble porté par l'archiviste de la ville dans les années 1970-1980. Elles pourront servir à l'occasion d'une exposition temporaire.

Fusil de chasse à broche avec canon en damas signé GRETZ à Strasbourg
Valeur : 300 euros
Carabine Flobert
Valeur : 100 €
Don d'une valeur globale de 400 €, don de la Maison du Kochersberg

La Maison du Kochersberg a souhaité faire don de deux fusils dont l'un, le fusil de chasse strasbourgeois, complète fort heureusement la collection du Musée historique, tandis que l'autre est un modèle de carabine que le musée n'avait pas encore.

Ouvrages et documents en rapport avec la 2ème Guerre mondiale
Valeur : 1 565 €
Don de Denis Matter
Ces papiers, décorations et livres du 20e siècle pourront être utilisés dans le cadre d'expositions temporaires en rapport avec les guerres mondiales ou la vie entre les deux guerres.

Couverture du dossier contenant les pièces d'archives sur la vie de M. Victor Nessmann Carton rigide, H. 30 x l. 24 x Ep. 1 - Etiquette mentionnant les références manuscrites des pièces du dossier.
Don d'une valeur de 10 €, don de Jean Daniel NESSMANN

Cette couverture de dossier servira à évoquer la destinée de la mère du donateur, veuve de résistant et mère de 6 enfants dans le cadre de la présentation audiovisuelle permanente du musée.

Objets-souvenirs de l'entre deux-guerres et albums 33 tours de Germain Muller
Don d'une valeur globale de 180 €, don de Bernadette Schnitzler

Ces dons divers enrichissent les collections du musée dans le domaine 1914-1918, dans le domaine des ouvrages scolaires utilisés dans l'entre deux-guerres et enfin complètent les ouvrages sur Germain Muller, grande figure strasbourgeoise.

Ensemble de papiers en rapport avec les deux guerres.
Don d'une valeur globale de 992 €, don de Janine Van Rekom

Cet ensemble de papiers très intéressants est rare et permet de retracer l'itinéraire d'un habitant de Schiltigheim depuis sa jeunesse avant 1918, ses années d'apprentissage, puis d'armée française, son évacuation, son retour à Strasbourg, ses fonctions pendant la guerre, jusqu'à son décès en 1948. Cette documentation sera utilisée dans le cadre de la deuxième tranche du Musée historique.

Caricature représentant le père de Mme Wolfermann, M. Paul Nicodème en soldat en 1939
Valeur : 10 €

Cahier de dessins d'enfants de M. Paul Nicodème, daté de 1909/1910
Valeur : 10 €
Don de Colette Wolfermann
Ce don complète une ancienne donation faite par Mme Wolfermann de dessins et souvenirs liés à son père et à la Seconde guerre mondiale.

Ensemble d'ouvrages de cartes postales de vues de Strasbourg
Don d'une valeur globale de 855 €, don de Reinhild et Eberhard Zerres

Ce don complète notre collection de cartes postales sur Strasbourg et notre documentation sur les guerres.

(Une liste détaillée des dons et dépôts figure en annexe à la présente délibération).

<u>Pour le Musée alsacien</u>

Eléments de costume alsacien
Fin du 19e siècle, Stosswihr
Fibres textiles, éléments métalliques
Don de Mme Marie-Claire SIMON, Lingolsheim (67)
Valeur estimée : 500 €

Cet ensemble assorti et en bon état : jupe bleue, tablier, chemise, collerette et plastron, complète les collections de costume du musée, peu fournies sur le territoire de Stosswihr.

Ensemble d'objets ayant appartenu à M. et Mme Paul Singer, Illkirch
2e moitié du 20e siècle
Valeur totale estimée : 400 €
Dons de M. Bernard SINGER, Orsay (94).

Cet ensemble comporte des objets domestiques collectionnés entre 1970 et 1975 par M. Paul SINGER (1922-2010, Strasbourg) et Mme Simone SINGER née SPRAUELL (1930-2013, Strasbourg) pour leur aspect esthétique. Les objets retenus complètent les collections du musée sur différents points.

- horloge murale décorée, complète et en état de fonctionnement : celle conservée par le musée est parcellaire,

- 5 moules à gâteaux en céramique (poisson, grappe de raisins, étoile, enfant Jésus, agneau) : variantes de formes conservées au musée,
- 5 assiettes en faïence à décor floral : déclinaisons de motifs différents de ceux conservés au musée.

Ensemble d'objets ayant appartenu à Mme Régine JOST née KOPP (1882-1956) de Wissembourg
1ere moitié 20e siècle
Don de Mme Rose-Marie IVATTS, Horsham (GB).
Valeur estimée : 560 €

Il s'agit de
- 2 couvre-lits brodés, de très belle facture et en très bon état de conservation, le musée n'en possède pas de tels,
- 5 ouvrages : 4 livres de piété, 1 exemplaire de l'*Histoire d'un paysan* d'Erckmann-Chatrian, reçu comme prix scolaire. D'une propriétaire identifiée, ils permettent d'évoquer l'environnement intellectuel et spirituel des femmes en Alsace au début du siècle,
- 1 scie et un chalumeau : provenant de l'atelier de l'époux de Mme Jost, outils qui complètent ceux présents au musée.

Ensemble d'objets ayant appartenu à Mme Maria OHNEMUS (1919-2012), de Strasbourg
20e siècle
Don de Mme Marguerite HUCK, Strasbourg (67).
Valeur estimée : 50 €

- 2 classeurs, 1 ouvrage inachevé de broderie, 6 livres didactiques et 1 cahier : Mme Ohnemus était couturière, enseignante à la Umschulung de Karlsruhe, puis employée à l'orphelinat Charles Frey. Cet ensemble permet d'illustrer la pédagogie des métiers d'aiguille, dont le musée conserve de nombreux « produits finis », et sera donc très utile en termes de médiation.
- 1 album de poésie : cahier personnel de Mme Ohnemus, il livre un témoignage touchant sur la vie affective, amicale et familiale d'une jeune alsacienne dans la première moitié du 20e siècle.

Coiffe et châle assortis
Début du 20e siècle
Soie, laine, coton, velours, broderie
Don de Mme Brigitte MOTSCH, Schiltigheim (67)
Valeur estimée : 250 €
Coiffe composée d'un bonnet noir orné de broderies dorées et d'un ruban rayé noir et violet, avec châle assorti, noir avec et motifs brodés violet et doré.
Ont appartenu à Mme Marie KRESS, de Wolxheim (67), décédée en 1962 et grand-mère du mari de la donatrice.

D’un motif inédit dans les collections du musée et en excellent état de conservation ces accessoires de costume complètent utilement le fonds du musée.

Plumon
Fibres textiles, plumes
1940-1945
Don de Mme Christine SPERONI, Illkirch (67)
Valeur estimée : 100 €
Plumon / édredon rempli de plumes pouvant servir de couvre-lit ayant appartenu à la grand-mère de la donatrice habitant Wiwersheim (Kochersberg). Il viendra compléter la collection textile du musée, permettant notamment des rotations dans les couvre-lits exposés.

Deux taies d’oreiller
Coton
Don de Mme Elisabeth SCHLESSMANN, Offenburg (All).
Valeur estimée : 50 €
Ces deux taies d'oreiller pour lit d'enfant en coton blanc damassé sont garnies d'un ruban de dentelle blanche sur trois côtés. Elles portent également une étiquette en coton imprimé cousue au dos "J.L. ERLENBACH/ HOHER STEG / STRASSBURG"
Ce don permettra d’enrichir le fonds « Vie domestique » du Musée Alsacien, les éléments de literie enfantine n’étant pas très nombreux.

« HOCHZEITSCHIESSEN » Pays de Bade . XIX eme.
Don de Lionel Van der Gucht
Valeur: 750 €
Cible peinte. Bois . Diametre: 44,5 cm. A décor narratif en quatre épisodes commentés par le texte distribué en quartiers sur la thématique du mariage et du désespoir des vieux garçons. 16 impacts dénombrés. Munie de son clou.

Pour le MAMCS

Ronan Barrot (Carpentras, 1973), *Crâne*, 2008, Huile sur toile, 27 x 22 cm
Don de Olivier Scherberich
Valeur : 1 600 €

Né en 1973, Ronan Barrot a étudié à l’Ecole Nationale Supérieure des Beaux-Arts de Paris, suivant notamment les enseignements de Vincent Bioulès et Jean-Michel Alberola. Il développe depuis les années 1990 une peinture à la fois savante et organique, dans laquelle sont interprétés, prolongés ou dégradés des sujets et des motifs appartenant à la tradition picturale.

Son œuvre s’inscrit en effet dans un souhait d’accomplissement de la peinture, ne désavouant pas la référence aux grands maîtres, dont Rembrandt, Van Gogh, Cézanne, régulièrement sollicités, ou, plus récemment, Baselitz, ou Paul Rebeyrolle. De la même manière, il traite des genres attachés à l’histoire de la peinture : scènes mythologiques, natures mortes, paysages, vanités… Ronan Barrot a notamment développé une importante

série de crânes, à laquelle appartient l'œuvre proposée en don, réalisés avec d'épaisses couches de peinture évoquant des paysages par leur aspect géologique. Les couleurs semblent migrer, se transformer, pour suggérer son objet.

Cette œuvre significative compléterait opportunément plusieurs acquisitions récentes du musée dans le domaine de la peinture contemporaine, représentée par Stéphane Pencréac'h ou Marc Desgrandchamps et s'inscrivant dans le prolongement des recherches d'artistes de la génération précédente, comme Gérard Garouste ou Eugène Leroy.

Dons de M. Lionel Van der Gucht :

Emmanuel BENNER (Mulhouse, 1836-Nantes, 1896)
***Le Christ en croix*, Huile sur toile marouflée sur panneau. 72 x 44 cm**

Originaire d'Alsace, Emmanuel Benner débute comme dessinateur dans une fabrique de toiles peintes à Mulhouse avant d'étudier à Paris dans l'atelier de son compatriote Jean-Jacques Henner. Pratiquant tous les genres, du portrait au paysage, en passant par des scènes mythologiques ou religieuses, il resta toujours à l'écart des courants novateurs de son époque et demeure, avec ses compatriotes Henner et Joseph Wencker, l'un des trois grands représentants de la peinture académique originaires d'Alsace.
Le Christ en croix a été peint d'après un grand tableau de Prud'hon, réalisé initialement pour la cathédrale de Strasbourg et conservé au Louvre. Avec son léger « sfumato », il est encore très proche de la manière de J-J Henner et laisse supposer que le tableau date des années d'apprentissage de Benner à Paris, vers 1870. L'œuvre peut aussi être rapprochée du grand tableau de l'Eglise d'Altkirch peint par Henner et qui reproduit également le tableau de Prud'hon.
Valeur : 4 800 €.

Marc CHAGALL (Vitebsk, 1887-Saint-Paul-de-Vence, 1985)
***Le chat et les deux moineaux*, 1927-1930, Eau forte sur japon nacré. 28,5 x 38,5 cm**
Planche n° 97 de la suite sur japon nacré éditée à quarante exemplaires pour l'illustration des *Fables de La Fontaine*, Tériade, 1952.

Né dans une modeste famille juive de Russie, Chagall fut imprégné toute sa vie par l'atmosphère de merveilleux populaire qui baigna son enfance. Il s'installe en 1910 à Paris, se liant avec les peintres et les poètes d'avant-garde, qu'enthousiasment sa vision poétique du monde. A partir de 1923, il entreprend de vastes cycles d'illustrations à l'eau-forte, commandés par l'éditeur Vollard, dont les *Fables* de La Fontaine, qui manifestent toute la puissance et la richesse d'inspiration de l'artiste.
Le Cabinet d'art graphique conserve actuellement un petit ensemble de quatre œuvres sur papier de Chagall, une gouache et trois estampes, dont une eau-forte des *Fables* de La Fontaine (*Les Deux Pigeons*), provenant de l'édition courante sur vélin de Rives. *Le Chat et les deus moineaux* fait partie de la suite accompagnant l'édition de luxe de l'ouvrage, tirée à un petit nombre d'exemplaires sur japon nacré et de ce fait très rare. Cette très belle gravure viendrait ainsi enrichir le fonds déjà constitué par un somptueux exemple du talent d'aquafortiste de Chagall.
Valeur : 1 200 €

Jean Emile LABOUREUR (Nantes, 1877 – Pénestin [Morbihan], 1943)
***La Procession*, 1899, Bois gravé sur vélin. 23 x 30 cmN° 4 d'un tirage à 60 exemplaires**

Doué de talents précoces pour le dessin, Emile Laboureur - il n'adoptera le prénom de " Jean-Emile " qu'en 1904 - part pour Paris en 1895. Officiellement inscrit en licence de droit, il s'intéresse essentiellement au monde de l'art. Présenté au graveur Auguste Lepère, un des plus importants graveurs sur bois de la fin du XIXe siècle, par l'industriel et mécène nantais Alphonse Lotz-Brissoneau, il rencontre également Toulouse-Lautrec, et réalise ses premières gravures en xylographie, utilisant le canif ou la gouge permettant de créer des aplats de couleurs à la manière de ce dernier, mais il se révèle surtout proche de Félix Vallotton, jouant des contrastes violents des noirs profonds et des blancs, dans des scènes très proches du synthétisme des Nabis.
La Procession date de cette première période - très recherchée des collectionneurs - précédant les gravures au burin, d'influence cubiste. Le Cabinet d'art graphique ne conserve qu'une gravure plus tardive, au burin, de Laboureur. *La Procession* constituerait un apport précieux à un fond, assez exceptionnel en France, témoignant du renouveau européen de la gravure sur bois au tournant du siècle.
Valeur : 480 €

Pierre BONNARD (Fontenay-aux-Roses, 1867-Le Cannet, 1847)
***- La Toilette,* 1927**
Eau-forte. 21,7 x 15,5, épreuve sur vélin pour illustrer le livre de Charles Terrasse sur Bonnard édité en 1927 par Floury

***- Trottins*, 1927**
Eau-forte imprimée en sanguine 17,8 x 11,7 cm, épreuve hors tirage sur papier vergé

Pierre Bonnard effectue des études de droit tout en suivant les cours de l'Académie Julian. En 1889, il est reçu à l'École des beaux-arts de Paris, où il se lie d'amitié avec Vuillard et découvre les peintures de Gauguin, Degas, Monet, Cézanne. Homme des XIXe et XXe siècles, la personnalité de l'artiste s'est façonnée entre la fin de l'impressionnisme, le mouvement nabi dont il est un des principaux artisans (il est surnommé le « Nabi très japonard »), pour s'affranchir ensuite de tout courant artistique et de toute convention, développant une vision très personnelle, sensible et lumineuse, du monde qui stimulera les plus grands artistes, de Matisse à Balthus en passant par la jeune génération de l'abstraction française et américaine d'après-guerre.
Les deux eaux-fortes destinées à l'ouvrage consacré à l'artiste par son neveu Charles Terrasse sont caractéristiques d'un des sujets de prédilection de Bonnard : la figure féminine, saisie avec instantanéité et tendresse dans le cadre intime de *La Toilette*, ou déambulant dans les rues de Paris (*Les Trottins*). Le Cabinet d'art graphique conserve plusieurs lithographies représentatives du mouvement nabi qui privilégiait cette technique (Bonnard, Vuillard, Maurice Denis…). Ces deux gravures viendraient enrichir cet ensemble en reflétant l'évolution très personnelle de Bonnard.
Val. : 520 € les 2 gravures

Pol BURY (La Louvière [Belgique], 1922 – Paris, 2005)
Cinq traits II. 1970Lithographie en couleurs. 42 x 75 cm
Epreuve sur vélin signée, numérotée 43/75. Maeght Ed., 1970
Huit traits. 1970
Lithographie en couleurs. 79 x 58 cm

Epreuve sur vélin signée, numérotée 41/75. Maeght Ed, 1970.
Deux traits I. 1970
Lithographie en couleurs. 73 x 55 cm
Epreuve sur vélin signée, numérotée 44/75. Maeght Ed., 1970

En 1938, alors âgé de 16 ans, Pol Bury entre à l'Académie des Beaux-arts de Mons. Il fait une première rencontre importante en la personne du poète Achille Chavée, un maître à penser du surréalisme en Wallonie. Membre du groupe surréaliste « Rupture », influencé par Yves Tanguy et Magritte, il participe à l'exposition internationale du surréalisme en 1945. En 1947, sa peinture prend une nouvelle orientation, celle de l'abstraction. Il prend part au mouvement CoBra avant de devenir, en 1952, l'un des fondateurs du groupe Art Abstrait. En 1953, il découvre les œuvres de Calder et réalise ses premiers plans mobiles. Pol Bury est, depuis lors, considéré comme un des pères du cinétisme, il réalise des œuvres en mouvement, le mouvement étant un « symbole de précision et de calme d'une méditation en action »
Pol Bury est maître du mouvement lent ; il maîtrise le temps dans ses réalisations mobiles qui surprennent à tout moment le visiteur. De la même façon, ses œuvres sur papier déconcertent l'œil en créant par le jeu des fins tracés multiples et des contrastes de couleur des effets d'optique chatoyants et troublants.
Les collections du MAMCS comprennent quelques sculptures d'art cinétique qui complètent un beau fonds d'art abstrait, mais aucune œuvre sur papier relevant de cet important mouvement. Le don de ces trois grandes estampes d'un des plus intéressants représentants du cinétisme représente donc un enrichissement significatif pour le Cabinet d'art graphique.
Valeur : 1140 € l'ensemble.

Georges GROSZ (Berlin, 1893 – 1957)
***Ecce Homo*. 1923Malik-Verlag, Berlin, 192384 lithographies offset en noir et 16 planches en couleurs, Petit in-folio broché, couverture illustrée**

Au sein du club dada de Berlin, George Grosz s'est largement employé à dresser le portrait de la fragile République de Weimar, dénonçant de son trait mordant les survivances de l'Empire, les ordres militaires et religieux, l'activité des milices réactionnaires et la montée du fascisme. Convaincu du pouvoir de propagation de l'édition et de la presse, il fonde avec les frères Herzfeld les éditions Malik en 1916, dont le but était initialement de diffuser largement ses dessins, et d'assurer une certaine audience aux œuvres d'écrivains et d'artistes liés au spartakisme.
Le recueil *Ecce Homo*, publié en 1923 est certainement l'ouvrage le plus complet et le plus véhément qu'il lui ait été donné de publier. Sa violente satire de la société allemande et en particulier de la bourgeoisie , de l'armée et du clergé valut à Grosz une condamnation pour « outrages aux bonnes mœurs » Il reproduit quelques uns de ses dessins les plus célèbres et a connu de nombreuses rééditions. C'est l'édition originale de 1923, comportant 84 planches en noir et 16 en couleurs, qui est proposée en don. Cette acquisition viendrait opportunément compléter le fonds graphique allemand de l'entre-deux-guerres, qui ne comportait pas d'œuvres de Grosz à ce jour.
Valeur : 5 200 €

Albert AYME (Saint-Geniès- des Mourgues,1920 – Paris, 1912), SAILLARD, MARTINE (texte), *Soleil Ton Ombre* Paris, 1965.
Livre faisant soufflet se dépliant verticalement. 28 feuillets comprenant dans le texte ou hors texte 17 sérigraphies en couleurs jaune, blanc et noir à plat ou en relief par A. Ayme.

Né en 1920, Albert Ayme est le premier artiste à avoir exposé, en France, des toiles libres non montées sur châssis. Dans les années 60, Il accompagne ainsi les recherches de Simon Hantai et ses pliages de toile ou bien encore Claude Viallat qui fera de la toile libre son support d'expression. Dans l'œuvre de l'artiste, les frises murales suivent de très près son passage à l'abstraction, opéré en 1960. Dans le contexte de l'après-guerre, où domine en France la seconde école de Paris, cette évolution rapide vers des techniques radicales et de très grands formats dénote une liberté inhabituelle, qui va bien au-delà d'une « tradition française » bien établie. Ce travail trouve une résonance immédiate chez certains écrivains qui vont suivre le parcours d'Albert Ayme avec une grande attention : Francis Ponge, Philippe Sollers, Catherine Millet ou Jacques Henric. La toile libre va rester l'un de ses modes d'expression favori, en particulier pour la longue série de « Paradigmes du Bleu, Jaune, Rouge ». Albert Ayme illustrera de nombreux ouvrages, dont le livre de Martine Saillard *Soleil ton Ombre* constitue un bel exemple de ce travail. Il compose 17 sérigraphies abstraites en couleur, proposant une interprétation solaire à travers un jeu de formes et de tons. Le livre s'articule en soufflets se dépliant verticalement, liberté qui n'est pas sans faire écho aux toiles libres et aux frises. Cet ouvrage complétera au sein des collections de la bibliothèque des musées l'ensemble significatif de livres d'artistes et plus particulièrement le très beau *Soleil Recerclé* de Hans Arp révélant aussi une vision solaire. Valeur : 650 €.

Pour le Cabinet des Estampes et des Dessins

Michel François DANDRE BARDON (1700 -1783) (attribué à)**, Moise sur le Mont Sinai montrant au peuple le serpent d'airin.**
Plume et encre brune, larges plages de lavis gris, vert et de sanguine. Numéroté 6 en haut à droite.
Probablement après 1748. Dim: 29 X 52,3 cm.
Valeur: 12 300 euros.
Don de Lionel Van der Gucht

Dandre Bardon affectionne surtout le lavis. Ses compositions plus décoratives que construites, les visages sans ossature et les corps dégingandés de ses personnages, sa manière originale de de laver la feuille par larges plages de lavis seront les principes caractéristiques de son style et l'apparenteront souvent à celui des plus grands maîtres vénitiens tel que Guardi et Tiepolo.

4 Gravures d'après Jean Baptiste Greuze (Tournus 1725 – Paris 1805) par Jean-Jacques FLIPART (Paris 1719-Paris, 1782) et Jean Massard (1740-1822) :

- L'accordée du village, 1770.

Eau forte, burin, papier.
Gravure en contre partie sur papier. Dimensions 59,5 X 70 cm (à vue).

- Le paralytique servi par ses enfants, 1767
Eau forte, burin, papier.
Gravure en contre partie sur papier. Dimensions 59 X 70,8 cm (à vue).

- La mère bien aimée, 1775
Eau forte, burin, papier.
Gravure en contre partie sur papier. Dimensions 59 X 70,5 cm (à vue).

- La dame bienfaisante, 1778.
Eau forte, burin, papier.
Gravure en contre partie sur papier. Dimensions 59 X 70 cm (à vue).

Valeur du lot : 6400 €
Don de Lionel Van der Gucht

Cette suite de drames familiaux illustre les quatre âges de vie, « la mère bien aimée » représentant le premier âge, le second étant désigné par « L'accordée de village » suivi de la maturité par « La dame bienfaisante » et enfin de la vieillesse et des infirmités au travers du « paralytique servi par ses enfants ».

Flipart, Gaillard, Levasseur et Massard (le plus jeune des associés) sont les premiers graveurs de Greuze. Ingouf, élève de Flipart vient après.
Flipart est considéré comme le meilleur dans la restitution du travail de Greuze grâce au moelleux rendu par sa technique.

DEPOTS

Pour le MAMCS

Renouvellement de la convention de dépôt de deux œuvres de Hans Hartung au Musée d'art moderne et contemporain de Strasbourg pour une durée de 5 ans.

Le Musée d'art moderne et contemporain de Strasbourg bénéficiait depuis cinq ans d'un dépôt de la Fondation Hartung d'Antibes. La convention étant arrivée à son terme, il convient donc de la renouveler pour les deux peintures suivantes : ***T1989-E11,*** 1989 et ***T1989-H35,*** 1989.
Comptant parmi les principaux représentants de l'abstraction lyrique en France après la seconde guerre mondiale, le peintre français d'origine allemande, Hans Hartung a contribué à l'essor d'une nouvelle proposition picturale opposée à la géométrisation des formes dans l'art et marquée par l'omniprésence du geste de l'artiste, la réflexion sur la couleur et la matérialité même de l'œuvre. Le musée d'art moderne qui conserve déjà dans ses collections une *Composition* sur papier datée de 1947, pourra, grâce à ces deux toiles

réalisées au moyen de peinture en aérosol l'année même de la mort de l'artiste, montrer la permanence des recherches de Hartung pour concilier expressivité et abstraction.

Jean-Luc MOULÈNE (né en 1955)
***40 objets de grève*,**
Ensemble de 40 photographies, journaux, 2000-2003
Dépôt de M. Ph. Dolfi
Valeur: 180 000 euros

Utilisant les codes de la photographie publicitaire, Jean-Luc Moulène se propose avec les *Objets de grève* de donner la parole aux objets, entreprise qui n'est pas sans rappeler la démarche de Francis Ponge. Paquet de cigarette, chaussure, poêle, timbre, les objets de Moulène ne sont pas silencieux : bardés de mentions qui sonnent comme des slogans ou revêtus de couleurs vives, ils sont porteurs de messages et semblent en train de se révolter contre leur condition d'objet. Ces artefacts sont en réalité des produits fabriqués en petite série par des ouvriers à l'occasion de conflits du travail. Ils revêtent des formes et fonctions multiples : ne répondant pas aux standards de fabrication, ils servent notamment à populariser et financer la grève. A partir des années 1980, ces objets ont été collectés et photographiés par Jean-Luc Moulène, le Musée National d'Art Moderne conserve 24 photographies de ces objets.
Avec humour et efficacité, Moulène revalorise l'objet quotidien, lui offrant, dans un cadrage serré et une vision frontale, l'occasion de s'exprimer à travers ces « portraits » engagés.
L'œuvre proposée ici en dépôt permettrait de renforcer par une œuvre d'une nature différente (une grande installation d'envergure muséale) l'ensemble monographique consacré à cet artiste dont dix œuvres sont conservées dans la collection du MAMCS et à qui une exposition avait consacrée au MAMCS en 2001.

Pour le Musée historique

Une série d'objets est déposée au Musée historique suite aux fouilles archéologiques menées à Strasbourg. La seconde série d'objets déposés s'intégrera dans la seconde tranche du Musée historique qui ouvrira en novembre 2013.

Strasbourg ENA - Fouille de sauvetage urgent (1993) 1 rue Sainte-Marguerite (ancienne commanderie Saint-Jean) Création de l'École nationale d'administration (ENA)
Strasbourg rue des Hallebardes (1997)
Strasbourg rue du Donon - Fouille préventive (1998)

Dépôt du Service régional de l'archéologie - Direction régionale des affaires culturelles d'Alsace - Palais du Rhin - 2 place de la République - 67082 STRASBOURG

Ces dépôts proviennent de fouilles strasbourgeoises. Dans la mesure où elles portent sur les périodes médiévales à modernes elles sont déposées au Musée historique. Les collections entrées par ce biais renseignent sur la vie quotidienne et les objets provenant de

l'ENA ou de la rue des Hallebardes comportent de très beaux éléments en verre, mais aussi d'importantes céramiques de poêle. Elles permettront une fois restaurées de renouveler la présentation des collections archéologiques au Musée historique.

Radio allemande « Volksempfänger VE 301 DYN » 1940/1945
Dépôt d'une valeur de 300 €, dépôt du Musée Electropolis de Mulhouse
Dépôt pour 5 ans renouvelable par tacite reconduction

Le dépôt aimablement consenti par Electropolis d'une radio allemande de la Seconde guerre mondiale sera exposé. Ce type de radio faisait partie des outils de propagande utilisés par le régime national-socialiste. Elles étaient peu coûteuses et permettaient d'entendre les discours du Führer entre autres, sans pouvoir capter les ondes étrangères.

Ensemble d'objets universitaires
Dépôt d'une valeur de 63 800 €, dépôt du Jardin des Sciences de l'Université de Strasbourg
Dépôt pour 10 ans à partir du 1er août 2013 renouvelable par tacite reconduction

Le dépôt demandé auprès de différents instituts universitaires (Institut de minéralogie, de botanique, de physique, de géophysique, d'archéologie, d'astronomie, d'anatomie) permettra de montrer aux visiteurs une toute petite partie du matériel scientifique et pédagogique acquis par l'université aux 19e et 20e siècles. L'ensemble du dépôt sera exposé dans la tranche qui ouvrira à l'automne.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

les acquisitions suivantes :

pour le MAMCS
- un dessin de Tristan Tzara, Bain de soleil pour muses dada
Prix : 5 000 €

- Robert FILLIOU (1926-1987) et Daniel SPOERRI (né en 1930)
Raser les Murs/ Université Populaire (An der Wand entlangschleichen / Volksuniversität), 1964
Prix : 60 000 €

pour le Cabinet des Estampes
Johann Wilhelm Baur (Strasbourg 1607- Vienne 1642).
La victoire sur les Madianites, gouache sur vélin,
Prix : 20 000 € plus les frais (25 501,60 € TTC)

pour le Musée Historique

3 assiettes en faïence fine de Sarreguemines, vers 1900, forme lentille, décor imprimé.
Prix : 220 €

pour le Musée alsacien

affiche du film « L'Alsace attendait », Lesbounit (affichiste),
Prix : 1 100 €

accepte

les dons pour les musées :

Musée Tomi Ungerer - Centre international de l'illustration

Cabu (Jean Cabut, dit) (né en 1938)
Sans titre (On dit que vos ancêtres coupaient les mains des petits enfants…), 2013
Valeur : 500 €

R. O. Blechman (né en 1930)
« Mom's Apple Pie », 1994, Illustration pour House Beautiful, février 1994Encre sur papier,
Valeur : 1 000 €

R. O. Blechman (né en 1930) « Dieter », 2008, Illustration pour House Beautiful, 2008
Valeur : 1 000 €

Musée historique

L'ensemble des dons détaillés ci-dessous portent sur les 19^{e} et 20^{e} siècles et complètent les collections du Musée historique liées aux deux guerres mondiales.

6 fioles de médicaments
Valeur : 100 €
Pharmacopée européenne, 7^{e} édition en 2 volumes, en français
Valeur : 700 €

Ensemble de vêtements religieux
Don d'une valeur globale de 483 €,

Fusil de chasse à broche avec canon en damas
Valeur : 300 €
Carabine Flobert
Valeur : 100 €

Ouvrages et documents en rapport avec la 2ème Guerre mondiale
Valeur : 1 565 €,

Couverture du dossier contenant les pièces d'archives sur la vie de M. Victor Nessmann
Valeur de 10 €,

Objets-souvenirs de l'entre deux-guerres et albums 33 tours de Germain Muller
Valeur globale de 180 €,

Ensemble de papiers en rapport avec les deux guerres.
Valeur globale de 992 €,

Caricature représentant le père de Mme Wolfermann, M. Paul Nicodème en soldat en 1939
Valeur : 10 €

Cahier de dessins d'enfants de M. Paul Nicodème, daté de 1909/1910
Valeur : 10 €

Ensemble d'ouvrages de cartes postales de vues de Strasbourg
Valeur globale de 855 €,

Musée alsacien

Eléments de costume alsacien
Valeur estimée : 500 €

Ensemble d'objets ayant appartenu à M. et Mme Paul Singer, Illkirch
2e moitié du 20^{e} siècle
Valeur totale estimée : 400 €

Ensemble d'objets ayant appartenu à Mme Régine JOST née KOPP (1882-1956) de Wissembourg
Valeur : 560 €

Ensemble d'objets ayant appartenu à Mme Maria OHNEMUS (1919-2012), de Strasbourg
20^{e} siècle
Valeur : 50 €

Coiffe et châle assortis, Début du 20^{e} siècle, Soie, laine, coton, velours, broderie
Valeur : 250 €

Plumon, Fibres textiles, plumes, 1940-1945
Valeur : 100 €

Deux taies d'oreiller, Coton
Valeur : 50 €

« HOCHZEITSCHIESSEN » Pays de Bade . XIX eme.
Valeur : 750 €

Musée d'Art Moderne et Contemporain (MAMCS)

Ronan Barrot (Carpentras, 1973), Crâne, 2008,
Valeur : 1 600 €

Emmanuel BENNER, Le Christ en Croix
Valeur : 4 800 €

Marc CHAGALL (1887 -1985)
Le chat et les deux moineaux. 1927-1930, Eau-forte
Valeur : 1 200 € dans l'état.

Jean Emile LABOUREUR (1877 – 1943), La procession, 1899
Valeur : 480 €

Pierre BONNARD (1867 -1847,
- Toilette, 1927
- Trottins (Bouvet 108 bis)
Valeur : 520 €

Pol BURY (La Louvière [Belgique], 1922 – Paris, 2005)
- Cinq traits II. 1970, Lithographie en couleurs.
- Huit traits. 1970, Lithographie en couleurs. 79 x 58 cm
- Deux traits I. 1970, Lithographie en couleurs. 73 x 55 cm
Valeur de l'ensemble: 1 140 € l'ensemble.

Georges GROSZ (1893 – 1957), Ecce Homo. 1923, litographies offset en noir et 16 planches en couleur
Valeur : 5 200 €

Albert AYME 1920 -1912). SAILLARD, MARTINE, Soleil Ton Ombre, livre.
Valeur : 650 €

Cabinet des Estampes

Michel François DANDRE BARDON (1700 -1783) (attribué à), Moise sur le Mont Sinai montrant au peuple le serpent d'airin.
Valeur : 12 300 €

4 Gravures d'après Jean Baptiste Greuze :
- *L'accordée du village, 1770.*
- *Le paralytique servi par ses enfants, 1767*
- *La mère bien aimée, 1775*
- *La dame bienfaisante, 1778.*

Valeur du lot : 6 400 €

accepte

les dépôts suivants :

pour le MAMCS

- *le renouvellement de la convention de dépôt de deux œuvres de Hans Hartung au Musée d'art moderne et contemporain de Strasbourg pour une durée de 5 ans.*

- *le dépôt de M. Ph. Dolfi d'oeuvres de Jean-Luc MOULÈNE (né en 1955)*
  40 objets de grève, ensemble de 40 photographies, journaux, 2000-2003

Valeur : 180 000 €

pour le Musée historique

- un dépôt du Service régional de l'archéologie d'objets de fouilles strasbourgeoises provenant de l'ENA ou de la rue des Hallebardes

- une radio allemande « Volksempfänger VE 301 DYN » 1940/1945
dépôt d'une valeur de 300 €, dépôt du Musée Electropolis de Mulhouse
dépôt pour 5 ans renouvelable par tacite reconduction

- un ensemble d'objets universitaires
dépôt d'une valeur de 63 800 €, dépôt du Jardin des Sciences de l'Université de Strasbourg
dépôt pour 10 ans à partir du 1er août 2013 renouvelable par tacite reconduction

décide

l'imputation de la dépense pour les acquisitions, d'un montant total de 91 821,60 € sur les crédits disponibles sous AU12 programme 82 / investissement / nature 2161 « acquisitions et restaurations des collections pour les musées » du budget primitif 2013 ;

charge

le Maire ou son représentant d'effectuer toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de ces décisions et l'autorise à signer tous documents y relatifs.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

Acquis.	Coordonnées	Description	VA	Justification de l'acquisition
ACHAT	**BASTIAN** Jacques BASTIAN ANTIQUITÉS CH. BASTIAN & FILS Place de la Cathédrale 67000 STRASBOURG TÉL : 03 88 32 45 93 FAX : 03 88 75 97 92 bastian.jacques@wanadoo.fr	– 3 assiettes en faïence fine de Sarreguemines, vers 1900, forme lentille, décor imprimé. Marque au dos du revendeur: Ch. et G. Siegfried fils Strasbourg. Diamètre: 21,5 cm.	*220 €*	Ces trois assiettes de Sarreguemines montrent : le pont du chemin de fer sur le Rhin, la tour de croisée néo-romane et le portail sud de la cathédrale ainsi que la place Kléber réaménagée. Ces vues-souvenirs complètent une collection de chopes, boîtes, vases, panneaux etc. représentant des bâtiments phares ou des réalisations techniques de la ville de Strasbourg. Cette collection en cours de constitution depuis quelques années, permet de voir l'évolution des points de vue à travers le temps sur des bâtiments ou des réalisations techniques appréciées et reconnues à un moment donné par les Strasbourgeois.
DON	**CONSEIL DE L'EUROPE** Direction Européenne de la Qualité du Médicament & Soins de Santé (DEQM) Conseil de l'Europe 7 Allée Kastner – CS 30026 67081 STRASBOURG	- 6 fioles de médicaments V.A. 100€ - Pharmacopée européenne, 7e édition en 2 volumes, en français, V.A. 700€ -	*800 €*	Ces objets donnés par la Pharmacopée européenne seront exposés pour illustrer le rôle de cette institution européenne dont le siège est à Strasbourg.
DEPOT	**ETAT FRANÇAIS/DRAC** État français (Ministère de la Culture, Direction régionale des affaires culturelles d'Alsace) représenté par M. le Préfet de la Région d'Alsace Juliette REMY Conservateur du patrimoine Ministère de la Culture et de la Communication	**ENA** Nature de l'opération archéologique dont les objets sont issus : Fouille de sauvetage urgent (Marie-Dominique WATON / Ministère de la Culture, 1993), autorisation en date du 1er novembre 1992. STRASBOURG, 1 rue Sainte-Marguerite (ancienne commanderie Saint-Jean) Création de l'École nationale d'administration (ENA) **Strasbourg rue du Donon** Fouille préventive (Christine ETRICH (AFAN) – 1998 **Strasbourg rue des Hallebardes** (Maxime WERLE) - 1997 **Dépôt pour 5 ans renouvelable par tacite reconduction**		Ces dépôts proviennent de fouilles strasbourgeoises. Dans la mesure où elles portent sur les périodes médiévales à modernes elles sont déposées au Musée historique. Les collections entrées par ce biais renseignent sur la vie quotidienne et les objets provenant de l'ENA ou de la rue des Hallebardes comportent de très beaux éléments en verre, mais aussi d'importantes céramiques de poêle. Elles permettront une fois restaurées de renouveler la présentation des collections archéologiques au Musée historique.

Acquis.	Coordonnées	Description	VA	Justification de l'acquisition
	Service régional de l'archéologie Direction régionale des affaires culturelles d'Alsace Palais du Rhin 2 place de la République 67082 STRASBOURG Tél. 03 88 15 56 87 juliette.remy@culture.gouv.fr			
DEPÔT	**ELECTROPOLIS** Musée Electropolis, 55, rue du Pâturage, 68200 Mulhouse, représenté par Mme Catherine FUCHS, conservateur	Radio allemande « Volksempfänger VE 301 DYN » 1940/1945	*300 €*	Le dépôt aimablement consenti par Electropolis d'une radio allemande de la Seconde guerre mondiale sera exposé. Ce type de radio faisait partie des outils de propagande utilisés par le régime national-socialiste. Elles étaient peu coûteuses et permettaient d'entendre les discours du Führer entre autres, sans pouvoir capter les ondes étrangères.
DON	**FUCHS Monique** Monique FUCHS 15 rue Oberlin 67000 STRASBOURG	Ensemble de vêtements religieux de feu son oncle, Jean Fuchs (16.5.1911- 27.2.2012) prêtre, et ensemble de vêtements de feu son père Joseph Fuchs (7.2.21-4.9.2012) – Chasuble : Chape large en tissu synthétique écru, Orné de bandes (orfrois) tissées en satin vert, à motifs en fil d'or. Dans le dos un panneau vert quadrilobe avec des symboles brodés au fil d'or (A, O, PX). L'ourlet est muni de poids. Porté pour célébrer la messe. 20e siècle (années 1960?) - L.118 x la.150 ; V.A. 40 € – Etole : Côté rouge brodé de chaque coté de trois croix marrons entourées de flammes vertes et jaunes, côté vert à trois croix noirs à flammes rouges et jaunes - l.148 x la.15,5 ; V.A. 20 € – Chasuble : tissu de fond écru orné de bandes en satin synthétique rouge à motifs tissés en jaune. Rapporté sur le dos: un médaillon en velours rouge orné d'un ancre et de 2 poissons en fil d'or (travail d'application). Etat: taches, auréoles, traces d'usure - L.113 x la.136; bande rouge: la.8,5 ; diamètre du médaillon : 15,5 ; V.A. 50 € – Etole : Col blanc rapporté; tissu synthétique de couleur écrue, doublure rouge, franges rouges et jaunes. Etat: taches, auréoles, dégorgement de la couleur rouge de la doublure - L.224 x la.10 ; V.A. 10 € – Aube : Long, en toile de coton blanc à bordures vertes brodées de croix en fil blanc - L.145 x la.50 ; V.A. 15 € – Drap : Monogramme brodée J F - L.270 x la.175 ; V.A. 10 € – Manteau long noir de curé : Manches larges à revers; sans ceinture; 3	*483 €*	Le Musée historique dispose d'une importante collection de textiles civils et militaires et cet ensemble vient compléter celles du 20e siècle avec un ensemble de tenues portées par un curé qui a fait ses études au grand séminaire de Strasbourg avant la Seconde guerre mondiale et par un ensemble porté par l'archiviste aux archives municipales dans les années 1970-1980. Elles pourront servir à l'occasion d'une exposition temporaire.

Acquis.	Coordonnées	Description	VA	Justification de l'acquisition
		paires de boutons par devant; doublé de satin de coton. Etiquette: ' Doller Tailleur - Mulhouse' - L.155 x la.50 ; V.A. 40 € – Ceinture en tissu noir, à franges : En forme de "T", muni d'agrafes. Les 2 panneaux latéraux à franges - L.124 x la.216; bandes: la.22 ; V.A. 15 € – Ceinture noire : bande longue à nouer. Quelques moisissures - L.272 x la.13,5 ; V.A. 15€ – Béret noir : Tour de tête en toile marron enduite à petite ganse verte. Doublure en satin synthétique noir avec étiquette de fabricant : "Béret basque - imperméable - SPLENDIOR - grand luxe" - L.29 x la.25 ; V.A. 5 € – Chapeau de curé : Noir. Ruban à nœud et à 4 galons de passementerie fixés à des anneaux. Doublé en satin violet avec des symboles de l'église catholique imprimés en or: le tiare à 2 clés. Sur le tour de tête, nom du fabricant: FLECHET – 1ère marque - H.9 x L.37 x la.34 ; V.A. 20 € – Chapeau de curé : Noir. Rebord gansé (décousue), ruban à nœud, intérieur non doublée aux symboles de l'église catholique imprimés : la tiare à 2 clés. Initiales du propriétaire 'J F ' en métal fixées au tour de tête, marqué: 'Fléchet - fabriqué spécialement pour KALLER - Mulhouse' - H.10 x L.34,5 x la.28 ; V.A. 20 € – 9 Pales de calice (plus une autre à y rajouter) : Tissu blanc bordé de dentelles sauf 3, 4, 6), et brodé (ou peint sur le tissu (n°9). N°1)croix et épis de blé; 2) motifs ajourés et brodés du lys et des raisins; au dos, petite croix rouge; 3) agneau pascal, A & O; 4) Abel agenouillé portant l'agneau; 5) croix, épis, vigne; 6) croix, vigne vierge(?); 7) les lettres A, O, PX entourées de 4 couronnes; au dos, petite croix rouge; 8) croix et couronne d'épines; 9) peinture polychrome : croix, pélican pieux, rinceaux. N° à déchirure latérale, carton visible. 20e siècle. – L x la.: 1) 7,5x7,5; 2) 20,5x20,5 ; 3) 17x17; 4) 18x18; 5) 16,5x16,5; 6) 13,5x14; 7) 16,5x16,5; 8) 17x17; 9) 18x18 ; V.A. 50 € – Col : col blanc avec le chiffre 2 en ms, et une étiquette de nettoyage à sec - L.47 x la.4 ; V.A. 1 € – Tailleur homme : Veste, pantalon en laine grise à rayures fines. Etiquette du tailleur, couturier Bernard Goepp, 36 rue des Juifs, Strasbourg. Etiquette: Tissu Dormeuil. 2e moitié du 20e siècle. Porté par J. Fuchs, Directeur AVCUS ; V.A. 80 € – Paire de chaussures : Portées par J. Fuchs, Directeur AVCUS ; V.A. 20 € – 4 chemises homme : Portées par J. Fuchs, Directeur AVCUS ; V.A. 20 € – 4 cravates homme : Portées par J. Fuchs, Directeur AVCUS ; V.A. 15 € – Ceinture homme : Portée par J. Fuchs, Directeur AVCUS ; V.A. 10 € – Paire de chaussettes homme : Portées par J. Fuchs, Directeur AVCUS ; V.A. 2 € – Blouson de travail : Porté par J. Fuchs aux Archives de Strasbourg, jusqu'aux années 1980 ; V.A. 15 € – Caleçon porté au camp de prisonnier en Amérique : Blanc chiné,		

Acquis.	Coordonnées	Description	VA	Justification de l'acquisition
		ceinture renforcée d'un satin de coton blanc. Raccommodages. Porté par J. Fuchs - L.98 x la.47 (à plat) ; V.A. 5 €		
DON	**MAISON DU KOCHERSBERG** Représentée par son Président Albert LORENTZ 5 rue des Rosiers 67370 OFFENHEIM	- Fusil de chasse à broche avec canon en damas signé GRETZ à Strasbourg, V.A. 300 € - Carabine Flobert, V.A. 100 €	*400 €*	La Maison du Kochersberg a souhaité faire don de deux fusils dont l'un, le fusil de chasse strasbourgeois, complète fort heureusement notre collection, tandis que l'autre est un modèle de carabine que nous n'avions pars encore.
		-		
DON 2012	**MATTER** Denis MATTER 11 rue George Sand 67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	**OBJETS ET PAPIERS OFFICIELS :** -Croix de fer 2e classe (corrodée) ; Allemagne; 1939-1945 ; 4,5 x 4,5 ; 88.2012.31.1 ; **25,00 €** -Médaille "Treudienst-Ehrenzeichendes" 25 ans de service ; Allemagne ; 1939-1945 ; 4,1 x 4,1 ; 88.2012.31.2 ; **25,00 €** -Médaille du front de l'Est ("Ostmedal") "Winterschlacht im Osten 1941/42" ; Allemagne ; Krause Ernst ; D. 3,7 ; 88.2012.31.3 ; **25,00 €** -Médaille de la SS, 4 ans de service ; Allemagne ; D. 3,8 - 2012 ; 88.2012.31.4 ; **25,00 €** -Broche nazie ; Allemagne ; 1942 ; 2,6 x 3 - 2012 ; 88.2012.31.5 ; **20,00 €** -Broche NSDAP ; Allemagne ; D. 2,3 - 2012 ; 88.2012.31.6 ; **20,00 €** -Insigne de combat au corps-à-corps, signé "FEC W.E. PEEKHAUS BERLIN / FLL" ; Allemagne ; Wilhelm Ernst Peekhaus ; Friedrich Linden of Lüdenscheid (FLL) ; 1942 (à partir de) ; 2,5 x 9,7 - 2012 ; 88.2012.31.7 ; **20,00 €** -Insigne de képi NSDAP à l'aigle, marqué au verso "RZM M1/21" ; Allemagne ; 3,4 x 6,8 ; 88.2012.31.8 ; **20,00 €** -Insigne du Winterhilfswerk : svastika ; Allemagne ; 1941 ; D. 3,2 ; 88.2012.31.9 ; **20,00 €** -Insigne d'Assaut de l'Infanterie ("Infanterie-Sturmabzeichen"), épinglette ; Allemagne ; 4,3 x 1,2; 88.2012.31.10 ; **20,00 €** -Insigne Panzer, épinglette (l'épingle manque) ; Allemagne ; 1,2 x 1,7 ; 88.2012.31.11 ; **20,00 €** -Francisque, insigne de boutonnière, marqué "OA2" (objet autorisé n° 2) ; Augis A. (Lyon) ; 2 x 1,6 ; 88.2012.31.12 ; **20,00 €** -Insigne U.S. ; Etats-Unis ; D. 2,5; 88.2012.31.13 ; **20,00 €** -Brassard RLB ; Allemagne; 88.2012.31.14 ; R.12589 ; **30,00 €** -Insigne sportif nazi en tissu ; Allemagne; 88.2012.31.15 ; **20,00 €**	*1300 €*	Ces papiers, décorations et livres du 20e siècle pourront être utilisés dans le cadre d'expositions temporaires en rapport avec les guerres mondiales ou la vie entre les deux guerres.

Acquis.	Coordonnées	Description	VA	Justification de l'acquisition
		-Insigne en tissu; 88.2012.31.16 ; **20,00 €** -Insigne américain en tissu ; Etats-Unis; 88.2012.31.17 ; **20,00 €** -Montage de billets de banque et de timbres allemands ; 1919-1939 ; 27 x 21; 88.2012.31.18 ; **10,00 €** -Wehrmacht-Führerschein au nom de Franz Posselt ; 1943; 88.2012.31.19 ; **5,00 €** -Kennkarte, vierge ; 88.2012.31.20 ; **5,00 €** -Billet de 50 francs de 1941 avec 5 timbres nazis de quête pour les invalides ; 1941-1942; 88.2012.31.21 ; **5,00 €** -Carte postale du 25e anniversaire de la Libération de Strasbourg ; 1964 ; 88.2012.31.22 ; **5,00 €** -Dessin de jeune femme en uniforme nazi ; 1939-45; 88.2012.31.23 ; **10,00 €** -Dessin de jeune femme en uniforme nazi ; 1939-45; 88.2012.31.24 ; **10,00 €** -Photo d'un couple sculpté. Au verso, tampon nazi ; a.c. 34 x 27,5; 88.2012.31.25 ; **10,00 €** -Portrait du président de Gaulle, photo; 88.2012.31.26 ; **5,00 €** -Portrait du président Pompidou, photo; 88.2012.31.27 ; **5,00 €** **Valeur d'assurance totale : 440,00 €** - -**LIVRES** - GREGOR, Joseph - Meister deutscher Schauspielkunst - Krauss / Klöpfer / Jannings / George - 1939 - Bremen/Wien - Carl Schünemann Verlag - **10,00 €** -Ministère des Affaires étrangères - Le livre jaune français - Documents diplomatiques 1938-1939 - Pièces relatives aux événements et aux négociations qui ont précédé l'ouverture des hostilités entre l'Allemagne d'une part, la Pologne, la Grande-Bretagne et la France d'autre part - 1939 - Paris - Imprimerie Nationale - **5,00 €** -Kartenwerk zu Oberstleutnant Dr. Hesse über Schlachtfelder Vorwärtz ! - 46 zweifarbige karten mit den Frontlinien jedes Tages des siegreichen Kampfes im Westen - Berlin SW 68 - Wilhelm Limpert-Verlag - **5,00 €** -Maison Bumsel - Hiver 1924 - Catalogue de vente de mode et divers (tout pour la maison) - 1924 - Belfort / Audincourt / Thann - Maison Bumsel - **5,00 €** -Almanach du pèlerin - 1918 - Se trouve aux bureaux de la maison de la Bonne Presse et dans les principales librairies catholiques - 1918 - Paris - Maison de la Bonne Presse - **5,00 €** -Statistisches Amt für das Elsass - Verzeichnis der Gemeinden und Kreise im Elsass - mit Angaben über Gebiet, Alters- und Berufsgliederung der		

Acquis.	Coordonnées	Description	VA	Justification de l'acquisition
		Bevölkerung, landwirschaftliche Betriebe, Bodenbenutzung, Industrie und Gewerbe, Realsteuern usw. - 1944 - Strasbourg - Strassburger Druckerei u. Verlagsanstalt A.-G. - **5,00 €** -KOCH, Heinrich; BRAUNE, HEINRICH - Von deutscher Filmkunst - Gehalt und Gestalt - 1943 - Berlin SW 68 - Verlag Hermann Scherping - **15,00 €** -Profile Publications Ltd - The Consolidated B-24J Liberator - Number 19 (Two shillings) - Petit bulletin technique sur les avions de guerre - Leatherhead (Surrey, England) - Profile Publications Ltd - **5,00 €** -Profile Publications Ltd - The Junkers Ju 88A - Number 29 (Two shillings) - Petit bulletin technique sur les avions de guerre - Leatherhead (Surrey, England) - Profile Publications Ltd - **5,00 €** -Profile Publications Ltd - The North American B-25A to G Mitchell - Number 59 (Two shillings) - Petit bulletin technique sur les avions de guerre - Leatherhead (Surrey, England) - Profile Publications Ltd - **5,00 €** -Profile Publications Ltd - The Hawker Typhoon - Number 81 (Two shillings) - Petit bulletin technique sur les avions de guerre - Leatherhead (Surrey, England) - Profile Publications Ltd - **5,00 €** -Profile Publications Ltd - The North American P-51B & C Mustang - Number 100 (Two shillings) - Petit bulletin technique sur les avions de guerre - Leatherhead (Surrey, England) - Profile Publications Ltd - **5,00 €** -SCHMID, Adolf ; RAPP, Alfred ; Co-auteurs - Das Elsass. Herzland und Schildmauer des Reiches - 2000 Jahre deutscher Kampf am Oberrhein - 1940 - Strasbourg - Strassburger Neueste Nachrichten/DNA - **15,00 €** -HOFFMANN, Heinrich (Professor) - Reichsbildberichterstatter der NSDAP; SCHIRACH, Baldur von - Hitler in seinen Bergen - 86 Bilddokumente aus der Umgebung des Führers - 1938 - Berlin W35 - Zeitgeschichte-Verlag Wilhelm Andermann - **15,00 €** -FISCHER, E.K. (Dr.) - Sendeleiter Reichsrundfunkgesellschaft Berlin - Tante Käthe erzählt Märchen - 1943 - Saarbrücken - Buchgewerbehaus G.m.b.H. - **10,00 €** -HÜNGER, Heinz; STRASSL, Ernst Erich - Kampf und Intrige um Griechenland - 1942 - München - Zentralverlag der NSDAP - **10,00 €** -RINGEISEN, Martin - Im Eilmarsch in den Zusammenbruch - Frontberichte elässischer Soldaten - 1940 - Colmar - Verlag Alsatia A.G. - **10,00 €** -ANHEISSER, Roland - Das deutsche Elsass - Kunst und Landschaft in ihrer malerischen Schönheit - Strassburg / Unter-Elsass / Mittlerez Elsass / Das Elsass der "Drei Städt' in einem Tal / Das südliche Elsass mit dem Sundgau / Orts- und Namenverzeichnis - 1941 - Darmstadt - Ludwig Kichler Verlag - **30,00 €** -FAURE, Edgar - Procureur Général adjoint au Tribunal Militaire International - Le procès de Nuremberg - L'Accusation française - 4. La condition humaine sous la domination nazie (Europe Occidentale) - 1946		

Acquis.	Coordonnées	Description	VA	Justification de l'acquisition
		- Paris - Office français d'Edition - **20,00 €** -Chef der Zivilverwaltung im Elsass / Abteilung Erziehung, Unterricht und Volksbildung - Sprachbuch für die Erzieherschaft im Elsass 1940 - 1940 - Karlsruhe - Verlag J. Voltze - **5,00 €** -KRUEGER, Richard (Dr. Med.) - SS-Standartenf¨hrer, Oberfeldarzt d.R. - Amtliches Unterrichtsbuch über erste Hilfe - 1942 - Berlin W.8 - Verlag des deutschen Roten Kreuzes G.m.b.H. - **5,00 €** -PAULUS, Paul - Der Hofnarr vom Hohlandsberg - Ein Epos aus dem elsässischen Wein- und Burgenlande - 1933 - Strasbourg - Paul Paulus - **20,00 €** -PASE, Martin - Churchills Reden und Taten - Im Scheinwerfer der Presse und Karikatur - Leipzig / Berlin - Lühe Verlag - **5,00 €** -MEERKATZ, Albert - Erläuterungen zu "Macbeth" von Shakespeare - Leipzig - Hermann Beyer Verlag - **5,00 €** -Reichs- und Preussischer Minister für Wissenschaft, Erziehung und Volksbilding - Kernlieder für die Volksschule - 1938 - Leipzig - Henry Litolff's Verlag - **5,00 €** -REYSS, Carl; SPIESER, Fritz - Frau Nachtigall - Volkslieder vom 12. Jahrhundert bis zur Gegenwart - Strasbourg - Verlag Buchhandlung J. Lami - **5,00 €** -ROMEYER, Jean; DETROYAT, Michel - L'Aviation Civile Française (Collection "La France vivante") - Paris - J. De Gigord, Editeur - **5,00 €** -Soldat du siège - Siège de Lyon - Histoire de Commune-Affranchie - 1789-1796. Recueillie dans les conversations d'un soldat du Siège. Extrait du Journal La Province - 1843 - Lyon - Claude Rey Jeune et Cie - **15,00 €** -GROSDIDIER DE MATONS; BRULEY, Edouard; LEYRITZ, A. - Géographie. Classe de sixième (classique et moderne) - Géographie Physique. La vie à la surface du globe. Grandes étapes de la découverte de la terre (Nouveau Cours Jean Brunhes) - Programme du 21 septembre 1944 - 1945 - Paris - A. Hatier - **5,00 €** -MABIRE, J.; LANDEMER, H.; BEUNAT, M. KLOSE, W.; BRISSAUD, A.; HÖHNE, H.; ANNEVILLE, H.; MOUNIER, M.; WORMSER-MIGOT, O.; POLIAKOV, L.; JULLIEN (Gal); DESTREM, M.; VOIRON, B.; SAUREL, L. - LES SS - 2. L'enfer organisé - Hors série de la revue Historia - LES COMBATTANTS : Combattants de la Waffen SS / La division Charlemange / "Das Reich" en France / Des SS de 16 ans / Deux bandes de tueurs / La criminalité dans la Waffen SS ; LES BOURREAUX : Les commandos de la mort / Le génocide organisé / Le ghetto de Varsovie / La vie dans les camps / Ceux qui étaient sous le joug / Auschwitz, les chambres de la mort / De l'or pour la SS / Médecins maudits ; LA FIN : La fin d'Heydrich / La SS meurt avec Himmler / Comment ont-ils pu ? / Que sont-ils devenus ? / Chronologie des principaux événements - 1971 - Paris - Historia - **5,00 €**		

Acquis.	Coordonnées	Description	VA	Justification de l'acquisition
		-DOUROUZE, Jean; TRACY, G.-M.; GAUCHER, Roland; BOURDREL, Anne; BROCHE, François; GACHE, Paul; PASTEUR, Claude; RICHTER, Stéphane; DELORME, Roger; VIDAL, Robert; FONTBRUNE, Marc; DEVISMES, F. - Miroir de l'Histoire - Août 1968 - N° 224 - Courrier des Chercheurs et des Curieux / Les livres d'Histoire / Le journal de la seconde guerre mondiale (Août des années 1940, 41, 42, 43, 44 et 45) / Le drapeau noir : des canuts aux enragés / Les grèves et les accords Matignon / Le secret des enfants sauvages / 1229 : la police à l'Université / Les chemins de Compostelle / Un faciste en marge, Italo Balbo / L'homme est-il né à Olduwaï / Debraux, empereur de la goguette / Lazare Hoche / L'étiquette, grand spectacle de la monarchie / Les Hébreux - 1968 - Paris - Nouvelle Librairie de France S.A. - **5,00 €** -MASSON, S; RAT, M.; LAMASE, M.P. de; ERLANGER, P.; BOURDIER, F.; VULLIEZ, A. BRAIVE, M.; CARR, W.; HUGONNOT, J.; DINFREVILLE, J.; LABAT, G.V.; BRION, M.; GAILLARD, R.; COUALLIER, R.; ENGEL, C. E.; DOLLEME, M.; NOGUERES, H.; DOUROUZE, J.; TRACY, G.M - Miroir de l'Histoire - Août 1967 - N° 212 - Il y a 400 ans, le 21 août 1567 : Naissance de saint François de Sales / Jules Vernes / Il y a 20 ans, le 15 août 1947 : L'Inde devient indépendante / Il y a 35 ans, le 17 août 1932 : la grande ascension stratosphérique du Pr. Piccard / Les Bourbons de Henri IV à Louis XVI / Sophie au jardin de Clio / Les juges du point d'honneur / Prise du pouvoir par Richelieu / Le mystère des Basques /La mutinerie d'Odessa / Nadar et les premières photographies / Ces étonnants du Pont de Nemours / Les arbres de la liberté / L'indépendance de la Grèce / Le dernier jour de Pompéi / La fin de Pompéi / La campgne de Tunisie / La Duchesse de Bourbon / Les corsaires de Malte / La guerre secrète / - 1967 - Paris - Nouvelle Librairie de France S.A. - **5,00 €** -MABIRE, J.; ALLEAU, R.; JULIEN (Gal); SERANT, P.; BRISSAUD, A.; Höhne, H.; GALLO, M.; MASSON, Ph.; IMANN-GIGANDET, G.; SAUREL, L.; ANNEVILLE, H.; CHANTELOU, P.; DELARUE, J.; DECAUX, A.; PIERRE, A.; GOYELLE, J. - LES SS - 1. L'ordre noir - Hors série n° 20 de la revue Historia - Les multiples visages de la SS / L'Ordre noir / Les Messies ne meurent pas / Au commencement était Hitler... / Rosenberg, philosophe du nazisme / Himmler, Heydrich / L'ascension de la SS / La Nuit des longs couteaux / Himmler, chef de toutes les polices / Les premiers camps / Eichmann entre en scène / Un colossal maquillage : l'affaire Toukhatschevsky / Contre l'armée par le scandale / A l'assaut de l'Europe / La provocation de Gleiwitz / Commandos SS en Pologne / En France, la Gestapo s'installe clandestinement / Naissance et premiers combats de la Waffen SS / Organigramme de la SS / Chronologie des principaux événements / - 1971 - Paris - Historia - **5,00 €** -CASTELOT, A.; COLLIER, R.; LEPROHON, P.; CHASTENET, J.; DE LA CROIX, R.; JUIN (Mal); PIETRI, F.; BLOND, G. & G.; ACHARD, M.; IMANN-GIGANDET, G.; HEYDECKER, J.J.; LEEB, J.; GORCEIX, S.; VALERI, O.; BRILLET, J.; D'YDEWALLE, Ch.; DE LA FORCE, (Duc) -		

Acquis.	Coordonnées	Description	VA	Justification de l'acquisition
		Historia n° 174 (mai 1961) - La fin tragique des Concini / La nuit où Londres brûla / Les amours tourmentées de Fabre d'Eglantine et de Marie Joly / La vie de château en Angleterre / Les pirates du "Souirah" / Les premiers jours de la Libération à Paris / La favorite de Pierre le Cruel / Plaisirs des repas en Grèce / Tristan Bernard, auteur comique et moraliste / Il leur annonce leur avenir : le souper de Cazotte / Il y a vingt ans : Rudolf Hess saute en parachute au-dessus de l'Ecosse / Le premier ambassadeur de Russie chez les Chinois / Le jour de l'inauguration, Garnier, architecte de l'Opéra, dut payer sa place / Fabiola de Belgique / Aristocrates et sans-culotte / - 1961 - Paris - Historia - **5,00 €** -CASTELOT, A.; GALANTE, P;; MORAND, P.; GAXOTTE, P.; DUPLAY, M.; LE CORBEILLER, A.; MISTLER, J.; DE GORSSE, P.; HENRIOT, E.; BEKKER, C.; BEAUSEJOUR, S.; - Historia n° 238 (septembre 1966) - Le procès de Marguerite Delamarre / la vraie Héloïse / La Luftwaffe craque à Stalingrad / Les aventures d'Arabelle Stuart - 1966 - Paris - Historia - **5,00 €** -CASTELOT, A.; MAYRAN, J.; MAUROIS, A.; DANIEL-ROPS; BLATIN, S.; TROYAT, H.; GAXOTTE, P.; DOMINIQUE, P.; MISTLER, J.; ADAM, G.; AUBRY, O.; MELCHIOR-BONNET, Chr. - Historia n° 175 (juin 1961) - Adrienne de Lafayette, héroïne de l'amour conjugal / Pour la première fois, un sous-marin, le "Skate", fait surface au pôle / Le roman de Balzac et de l'Etrangère / Un couple d'amour et de poésie : Nefertiti et Aménophis IV / Eric Erickson, espion amateur / Splendeurs de la cour du dernier tsar / Notre- dix-huitième siècle / Les grands procès : les cinq coups de revolver de Mme Caillaux / Les Image d'Epinal / Le scandale des Ballets russes / Napoléon pendant les Cent-Jours - 1961 - Paris - Historia - **5,00 €** -CASTELOT, A.; SHIRER, W.L.; FISHMANN, J.; HUTTON, B.; MAUROIS, A.; TROYAT, H.; PERRAULT, G.; HENRIOT, E.; MASSIS? H.; RAT, M.; BERNASCONI, M.; MAZE, J.; MELCHIOR-BONNET, B.; CHARROUX, R.; EYDOUX, H.-P.; MELCHIOR-BONNET, Chr. - Historia n° 217 (décembre 1964) - Préhistoire du commerce / Il y a vingty ans, à Bastogne, le sort du monde a failli être remis en cause / Dans l'intimité de Staline / une héroïne : Mme de Lafayette / Il y a cent ans, Tolstoï commençait la publication de "Guerre et Paix" / Lily valait plusieurs armées / Les péchés duprince de Ligne / Dans la boue des tranchées / Le difficile destin d'Anne Boleyn, épouse du roi Barbe bleue / Nos ancêtres aimaient les énigmes / Les prisons de la Terreur / L'évasion du général Exelmans / Les trésors de Paris / L'archéologie est une aventure : Tin-Hinan, la reine légendaire des Touaregs - 1964 - Paris - Historia - **5,00 €** -CASTELOT, A.; VALLOTTON, H.; MAURY-LAGUIONIE, G.; DE LA FORCE (Duc); DE ROINCE, J.; GEORGES-ROUX; DE GORSSE, P.; GIUGLARIS, M.; DUPUY, M.; MADELIN, L.; DE LA CROIX, R.; DUTRIEU, J.; MELCHIOR-BONNET, Chr. - Historia n° 173 (avril 1961) - Il y a un siècle : le drame de l'esclavage projette ses ombres noires et déclenche la guerre de Sécession / Alphonse XIII part pour l'exil / Le prince de Vitanval, altesse		

Acquis.	Coordonnées	Description	VA	Justification de l'acquisition
		d'imposture / Un tricentenaire. Fils de roi, père de roi et jamais roi : le Grand Dauphin / Royalistes et Bleus : la châtelaine du Vaudeguip a-t-elle trahi son mari ? / Le Grand Conseil renverse Mussolini / La mystérieuse Occitanienne de chateaubriand / L'homme qui permit le guet-apens de Pearl Harbourg / La duchesse de Berry, captive à Blaye, réserve une surpsrise à Louis-Philippe / Les dernières tergiversations de M. de Talleyrand / Des hommes se disputent l'épave de l' "Atlantique" / Les mots ont aussi leur histoire - 1961 - Paris - Historia - **5,00 €** -LEISER, Erwin - Mein Kampf - Bilddokumentation nach Erwin Leisers Film - 1961 - Frankfurt- am Main / Hamburg - Fischer Bücherei - **10,00 €** -DAVID, Claude - Hitler et le nazisme - "Que sais-je ?" - Le point des connaissances actuelles n° 624 - 5e édition (1ère édition : 1954) - 1967 - Paris - Presses Universitaires de France - **10,00 €** -OCHS, Eugène ; WAGNER, Louis (illustrations) - Pardon sans oubli - 1969 - Strasbourg - Dernières Nouvelles - **15,00 €** -AMSLER, Jean - Hitler - "Le temps qui court" - 1960 - Paris - Editions du Seuil - **10,00 €** -GRANIER, Jacques - Schirmeck - Histoire d'un camp de concentration (Sicherungslager Vorbruck b/ Schirmeck i. Elsass) - 1960 - Strasbourg - Editions des Dernières Nouvelles - **20,00 €** -HENNIGE Fr. E. - L'Alsace - Géographie locale et régionale à l'usage des écoles primaires et des classes primaires des Lycées et des Collèges avec modèle d'une Monographie géographique du lieu de domicile, carte en couleurs, plans et croquis - 1920 - Colmar - Société Alsacienne d'Edition "Alsatia" S.A. - **5,00 €** -BELMONT, Ferdinand (Capitaine); BORDEAUX, Henri (Préface) - Lettres d'un officier de Chasseurs Alpins (2 août 1914-28 décembre 1915) - Exemplaire n° 41 - 1916 - Paris - PLON-NOURRIT et Cie - **10,00 €** -HITLER, Adolf - Mein Kampf - Zwei Bände in einem Band - Ungekürzte Ausgabe - Erster Band : Eine Abrechnung / Zweiter Band : Die nationalsozialistische Bewegung - 1935 - München - Zentralverlag der N.S.D.A.P. "Frz. Eher Nachf." - **10,00 €** -BECK, C.A.; STÜRMER, P. - Liederheft für katholische Männergesangvereine - 175 kirchliche und weltliche Gazänge für katholische Männergesangvereine - 1935 - Köln a. Rh. - TONGER, P.J. - **5,00 €** -BASCHET, René; BASCHET, Louis; SORBETS, Gaston; BEAUMONT, J. de; SCHREIBER, Emile; MAILLART, Ella - L'ILLUSTRATION N° 4982 - 25 août 1938 - Journal hebdomadaire universel - Les fêtes napoléoniennes d'Ajaccio / Le général Vuillemin en Allemagne / Les actualités d'Espagne et de Chine / L'Empire français, réalité vivante / Le redressement portugais / Un reportage exclusif sur des régions inconnues du Tibet / - 1938 - Paris - L'Illustration - **5,00 €**		

Acquis.	Coordonnées	Description	VA	Justification de l'acquisition
		-BASCHET, René; BASCHET, Louis; SORBETS, Gaston; - L'ILLUSTRATION N° 4973 - 25 juin 1935 - Journal hebdomadaire universel - Avant la visite des souverains britanniques : la suite royale ; les visites des souverains anglais depuis un siècle / Le jubilé du roi de Suède / La guerre en Espagne / Le tremblement de terre dans le Nord de la France / Aux Indes de Kipling / Quatre pages en couleurs sur l'évolution du décor de théâtre - 1935 - Paris - L'Illustration - **5,00 €** -HENRIOT, Emile; BROSSE (Gal); - DELIVRANCE - Metz Novembre 1944, Mulhouse Novembre 1944, Strasbourg Novembre 1944, Colmar Février 1945 - Numéro spécial sur la délivrance de l'Alsace et de la Lorraine - Au coeur de l'Alsace / La libération de la Lorraine et de l'Alsace / La bataille de Belfort et de Mulhouse - La victoire du Sundgau - La délivrance de Strasbourg / La libération de l'Alsace par la 1ère armée française - Paris - Direction des Services de presse du Ministère de la guerre - **5,00 €** -PIK - La Libération de Mulhouse - Reportage photographie réalisé par PIK, Correspondant du Service des Nouvelles de la 1ère Armée française - Mulhouse-Dornach / Paris - Les Editions Braun & Cie - **10,00 €** -SCHERL-Bilderdiesnt et Divers - Ensemble de cartes et de photos diverses (calendriers et autres) - Kolmarer Kurier - Der Kiregsschauplatz im Osten - Carte / Carte de France (recto) et d'Europe (verso) "Utilisez les lignes aériennes Françaises / Photo N/B du Général de Gaulle (extrait de presse) / Photo N/B du Général de Lattre de Tassigny / Photo N/B de P.H. Clostermann - 12/5/1946 / 2 exemplaires d'un calendrier N/B des Dernières Nouvelles d'Alsace de 1945 avec portrait du Général de Gaulle (recto) et du Général Leclerc, libérateur de Strasbourg (verso) / Carte postale N/B: Nürnberg. Stadtmauerpartie am Neutor / Der Balkan - Carte 1:2 millionen / Zone Française d'Occupation en Allemagne Carte n°18- Services Français d'Information / Paris soir: carte Europe en guerre 1939-40 / Carte: Vorderasien mit seinen Erdölgebieten - Berlin SW / Leipzig - Scherl-Bilderdiesnt / Velhagen & Klafing - **5,00 €** -VOGEL, L.; BRUNHOFF, M.; DUCROT, J.A.; BISCARRE, P.P.C.; GALLOTTI, J.; MICHELET; LANGEVIN, P.; BAYET, A.; MAURIAC, F.; BURE, E.; JACOB, M. / CHABOT/ WEISMANN (Grand), H.P. / ODIC, C.J.; ARMORIN, F.J.; MONNERVILLE, G.; D'ASTIER, E.; OBERLE, J.; BRUN, M.J. - Le 14 juillet - Cet album est dédié à tous ceux, Héros ou Martyrs, qui ont contribué dans la Guerre et la Résistance par le Sacrifice de leur Vie à nous préparer un avenir de Justice, de Paix, de Liberté - Paris le 14 juillet 1945 / Messages de nos alliés / Récit mémorable de la prise de la Bastille - Extrait du Journal d'un Bourgeois de Paris / Théophile et Félicité F.F.I. de l'an I / Les Fêtes de la Première Libéation-Histoire de la Révolution Française / Liberté... Egalité... Fraternité / 1880 le 14 juillet devient fête nationale / Les 14 juillet de la Troisième République / Les 14 juillet pendant l'occupation - A Paris - A la Santé - A Montluc - A Buchenwald - Dans le Maquis / Le 14 juillet de l'Empire / Combattants d'Outre-mer / Cinq 14 juillet / A Londres et à New-York / A Berlin ou l'Heure que nous		

Acquis.	Coordonnées	Description	VA	Justification de l'acquisition
		attendions depuis trente ans - Paris - Office français d'Edition - **10,00 €** -PREMIERE ARMEE FRANCAISE - Service de l'Information - Bulletin d'information de la Première Armée française "Rhin et Danube" - P.C. 12-13 mai 1945 - N° 166 - Ordre du Jour du Général de Gaulle / Ordre du jour du Général Eisenhower / Télégramme adressé au Général de Lattre par M. P. Villon, Président de la Commission de la Défense Nationale de l'Assemblée Consultative / Félicitation du Général Commandant en Chef la 1ère Armée Française au 1er Corps Aérien Français - 1945 - Paris - Première Armée française - **5,00 €** -PREMIERE ARMEE FRANCAISE - Service de l'Information - Bulletin d'information de la Première Armée française "Rhin et Danube" - P.C. Jeudi 10 mai 1945 - N° 164 - A Berlin, Jour de la Victoire / La Joie de Paris / Atrocités nazies - Le témoignage de Geneviève de Gaulle / Opinions et commentaires - Découverte de l'Allemagne - 1945 - Paris - Première Armée française - **5,00 €** -PREMIERE ARMEE FRANCAISE - Service de l'Information - Bulletin d'information de la Première Armée française "Rhin et Danube" - P.C. Vendredi 11 mai 1945 - N° 165 - Ordre du Jour N° 9 / Allocution radiodiffusée prononcée par Général de Lattre de Tassigny, Commandant en Chef la 1ère Armée Française à l'occasion du "Jour de la Victoire" / Message de M. Diethelm, Ministre de la Guerre, à la Première Armée Française / Message du Président de l'Assemblée Consultative au Général de Lattre de Tassigny / Message du Maire de Colmar au Général de Lattre de Tassigny, Commandant en Chef la 1ère Armée Française / Message du Préfet du Haut-Rnhin au Général de Lattre de Tassigny, Commandant en Chef la 1ère Armée Française / Adresse du Comité Patriotique Français du camp de Dachau - 1945 - Paris - Première Armée française - **5,00 €** -BÖSE, Georg; ROTH, Willy; SCHERL, August (Nachfolger); SCHMALFUSS, Wolf; DAUSCHER, Karl; - Der Adler - N° 17 / Berlin 25 août 1942 - Edition française - Publié avec la collaboration du Ministère de l'Air Allemand - Décollage, descente en piqué, décollage... Une escadrille de stukas effectue des raids contre les Soviets à une cadence déconcertante / Me 109 lance des bombes / Un sauvetage deux fois miraculeux - Dans l'immensité de l'océan, un sous-marin trouve des aviateurs naufragés / Projets noirs sur le Continent noir - L'Afrique occidentale dans la stratégie anglo-américaine / Malgré tout, ils sont arrivés à bon port / Un géant d'acier, le 100eme "gibier" d'une formation de D.C.A. / Tout doit briller Grand astiquage dans une batterie de projecteurs / Visite ministérielle en Ukraine / Irina Burnaia, une femme qui dirige le service des postes aériens en Transnistrie / ... / Portraits d'aviateurs: Erich Cleff un peintre de guerre de l'aviation - 1942 - Berlin - Ministère de l'Air Allemand - **5,00 €** -MATCH - MATCH - L'hebdomadaire de l'actualité mondiale - 14 décembre 1939 N° 76 - Couverture : Mannerheim, Maréchal de Finlande / Quinzième semaine de la guerre... / En mer du Nord, la marine anglaise a		

Acquis.	Coordonnées	Description	VA	Justification de l'acquisition
		capturé un sous-marin et son équipage / Helsinki était la capitale d'un peuple heureux / A petsamo on se bat dans la nuit... / En 3 mois la guerre a fait le tour du monde / Le reporter Indiscret. Dans les coulisses des prix littéraires / Philippe Hériat, censeur, est fêté par ses chefs / Ces dames du prix "Femina-vie heureuse" / Pudgy voulait simplement maigrir. Elle est devenue la 1ère gymnaste du monde / Ils étaient au gala du 23 décembre. Aujourd'hui tous sont tués ou exilés sauf un : le secrétaire d'Etat Meissner / La patrouille de l'aube, chaque jour s'envole vers l'Allemagne / Retour au crépuscule : un blessé, une victoire, - 1939 - Paris - Match - **5,00 €** -MATCH - MATCH - L'hebdomadaire de l'actualité mondiale - 10 août 1939 - N° 58 - Nouvelles diverses de la guerre / Une petite princesse est née en Hollande / Le Japon en guerre / Le miracle de l'aviation française / Mobilisation générale au Luxembourg / Le livre qu'Adolf Hitler a fait interdire : L'Allemagne ne peut pas gagner la guerre / Les exilés autrichiens à Paris / Ils berçaient toute l'Europe avec leurs valses / Aujourd'hui, ils ne peuvent que pleurer leurs morts... Et se souvenir du passé - 1939 - Paris - Match - **5,00 €** -MATCH - MATCH - L'hebdomadaire de l'actualité mondiale - 6 juin 1940 - N° 97 - Mensonge de la propagande nazie / Norvège / 1500 soldats ont fait ces affiches / Mussolini il y a 25 ans, entrainait l'Italie à nos côtés / Ce soir Mrs Mac Leod fait danser son clan / Gargantua (gorille) / Ils vont bombarder en Norvège / J'ai été femme de chambre chez Monsieur Hitler / Une bombe nait / Le drapeau le plus décoré avec sa garde de Héros (celui du régiment d'infanterie coloniale du Maroc "premier régiment de France") et le drapeau des fusiliers marins - 1940 - Paris - Match - **5,00 €** -MATCH - MATCH - L'hebdomadaire de l'actualité mondiale - 28 mars 1940 - N° 91 - Couverture : Paul Reynaud / Le match de la guerre : Trente heures de crise ministérielle / Promotion de guerre à St Cyr / La R.A.F. bombarde à Sylt le nid des mines magnétiques / La Mecque / Giraudoux revient à la poésie / Les députés communistes déchus devant le tribunal militaire / Cette paux est un deuil / Les Russes : ayant à choisir entre la misère et la liberté, ils abandonnent leurs biens / Et la Finlande se replie sur son malheur / Après l'entrevue du Brenner (Hitler et Mussolini) / 1er anniversaire du couronnement du pape Pie XII : les ambassadeurs sont obligés de subir les règles du protocoles (Pétain et Von Stohrer assis côte à côte) - 1940 - Paris - Match - **5,00 €** -MATCH - MATCH - L'hebdomadaire de l'actualité mondiale - 7 mars 1940 - N° 88 - Le match de la guerre : Depuis trois mois la Finlande résiste à un contre soixante / Du quartier général à l'avant-poste / L'expiation de Ferdonnet commence / Une vieille femme innocente offre sa douleur contre les fautes de son fils / Le tambour a battu pour la honte du traitre / Un combat aérien vécu au poste dupilote / Mae Murray : celle qui fut star a dû coucher sur un banc / Match accompagne Sumner Welles /		

Acquis.	Coordonnées	Description	VA	Justification de l'acquisition
		Churchill, l'homme que hait Hitler / Croix rouge / A Saumur, Saint-Cyr a monté la garde devant le Burnous rouge de Bournazel / Après six ans, Français et Anglais ont joué de nouveau au rugby - 1940 - Paris - Match - **5,00 €** -MATCH - MATCH - L'hebdomadaire de l'actualité mondiale - 15 février 1940 - N° 85 - Le match de la guerre / Au front / Photos au 100.000eme de seconde / Du plus petit au plus gros, quelques obus anglais / Chemin de fer du Yunnan : le drame du kilomètre 83 / Nos reporters indiscrets à Belgrade / Sur les quais de New-York, pour la France / Varsovie - 1940 - Paris - Match - **5,00 €** -MATCH - MATCH - L'hebdomadaire de l'actualité mondiale - 18 janvier 1940 - N° 81 - Le match de la guerre / Déblacle rouge en Finlande / Le très honorable Olivier Stanley, nouveau ministre de la guerre / Les Balkans et la guerre - 1940 - Paris - Match - **5,00 €** -MATCH - MATCH - L'hebdomadaire de l'actualité mondiale - 11 janvier 1940 - N° 80 - Le match de la guerre / L'archevêque de New-York a dû descendre par l'échelle d'incendie / Piste impériale de Dakar à Casablanca (3500 km). Les "goums" veillent sur les caravanes d'acier / Le soldat Emile Allais a conservé ses skis de champion du monde / Le règlement secret des camps de concentration allemands / Il neige sur le front / A Perigueux naît chaque jour un petit Strasbourgeois / Ils ont retrouvé L'Isle et le foie gras / Heligoland. Au-dessus de ce rocher cent avions se sont battus - 1940 - Paris - Match - **5,00 €** -MATCH - MATCH - L'hebdomadaire de l'actualité mondiale - 30 novembre 1939 - N° 74 - Le Match de la guerre : treizième semaine de la guerre / Suisse. La plus vieille démocratie du monde a juré de défendre sa liberté / Mines en mer / Le général de brigade de Grancourt pendant la guerre druse - 1939 - Paris - Match - **5,00 €** -MATCH - MATCH - L'hebdomadaire de l'actualité mondiale - 25 avril 1940 - N° 95 - Couverture : Le roi Haakon de Norvège / Le Match de la guerre / Photos de la guerre en Scandinavie / Ribbentrop annonce aux journalistes le nouveau crime de Hitler / Mardi 9 avril : les Danois se sont réveillés asservis / ... / La môme Piaf chanteuse des rues est devenue vedette / J'ai été femme de chambre chez Monsieur Hitler (par pauline Kohler) / Sur le front français - 1940 - Paris - Match - **5,00 €** -MATCH - MATCH - L'hebdomadaire de l'actualité mondiale - 22 février 1940 - N° 86 - Couverture : Le général finlandais Valenius chef de l'armée du centre / Le match de la guerre / Une journée du Cardinal Verdier / Verdun : il y a vingt-quatre ans, ici, l'Allemagne perdait la guerre / Les soixante enfants de Madeleine Carroll / Roosevelt tâte le pouls de l'Europe avant d'ausculter l'Amérique / L'empire britannique est là : les Anzacs viennent des mers du sud - 1940 - Paris - Match - **5,00 €** -MATCH - MATCH - L'hebdomadaire de l'actualité mondiale - 23 mars 1939 - N° 38 - Tanger / La Légion d'honneur / L'Europe en armes. En		

Acquis.	Coordonnées	Description	VA	Justification de l'acquisition
		attendant la conscription, l'Angleterre fait un gigantesque effort de réarmement / Ces deux hommes (Charlie Chaplin et Adolf Hitler) fêtent leurs 50 ans / Alcatraz / Ces petites filles sont mortes parce Qu'elles avaient choisi un métier qui n'est pas un métier de femme : Lena Bernstein, Helene Boucvher, Amelia Erhardt, Edmée Jarlaud / La merveilleuse histoire de Manosque - 1939 - Paris - Match - **5,00 €** -MATCH - MATCH - L'hebdomadaire de l'actualité mondiale - 16 mars 1939 - N° 37 - Le match de la vie : La cité de Londres - 1939 - Paris - Match - **5,00 €** -MATCH - MATCH - L'hebdomadaire de l'actualité mondiale - 18 mai 1939 - N° 46 - Couverture : Le maréchal Rydz-Smigly, généralissime des armées polonaises / Le match de la vie / Pologne URSS, deux armées qui ne veulent pas se connaître et qui peut-être, un jour, combattront côte à côte / Au vote secret les chroniqueurs de Hollywood disent ce qu'ils pensent des vedettes / Liechtenstein / Comment naît, vit et meurt une chanson / Rudi Hiden un petit patissier autrichien est devenu vedette de la coupe de France - 1939 - Paris - Match - **5,00 €** -MATCH - MATCH - L'hebdomadaire de l'actualité mondiale - 17 août 1939 - N° 59 - Le match de la vie : les derniers jours d'un condamné (Mannheimer) / Ironside devient généralissime / La Pologne sera-t-elle demain le champ de bataille de l'Europe ? / Les missionnaires / Norma Shearer cherche à Trianon l'ombre de Marie-Antoinette / Pour la première fois une fillette de 14 ans, Jacqueline Gey, va piloter un avion toute seule / Le livre qu'Adolf Hitler a fait interdire : L'Allemagne ne peut pas gagner la guerre (2) - 1939 - Paris - Match - **5,00 €** -MATCH - MATCH - L'hebdomadaire de l'actualité mondiale - 3 août 1939 - N° 57 - Le match de la vie : Train de famille, train de campagne / Franco à la croisée des chemins / Il y a déjà un quart de siècle (août-septembre 1914 / Le reporter indiscret à Vichy / Le Dalaï Lama est mort - Le Dalaï Lama est né - 1939 - Paris - Match - **5,00 €** -MATCH - MATCH - L'hebdomadaire de l'actualité mondiale - ? - N° ? - La famille Curie / Calvi, le Biribi de la Marine / Blériot. Ce jour-là à l'aube commence la légende de l'aviation - 1939 - Paris - Match - **5,00 €** -MATCH - MATCH - L'hebdomadaire de l'actualité mondiale - 19 octobre 1939 - N° 68 - Le premier reportage sur le front français / Finlande / La Vénus de Milo rejoint son abri / Ici le front / Un camp de prisonniers en Allemagne / Le premier théâtre aux Armées - 1939 - Paris - Match - **5,00 €** -MATCH - MATCH - L'hebdomadaire de l'actualité mondiale - 2 novembre 1939 - N° 70 - Turquie / Le théâtre rouvre à Paris / Les Anglais sont là / Le secret de Branly / Les crimes d'Hitler - 1939 - Paris - Match - **5,00 €** -MATCH - MATCH - L'hebdomadaire de l'actualité mondiale - 24 août 1939 - N° 60 - Le match de la vie : le complot de Berchtesgaden / Saison d'Intrigues à Salzbourg / La loterie a fait 50 millionnaires / Tannenberg :		

Acquis.	Coordonnées	Description	VA	Justification de l'acquisition
		ici l'Allemagne oublie qu'elle a perdu la guerre / Le tragique destin des écumeurs d'Argent (Mannheimer et autres) / Le livre qu'Adolf Hitler a fait interdire : L'Allemagne ne peut pas gagner la guerre (3) / Comètes : La fin du monde n'a pas eu lieu - 1939 - Paris - Match - **5,00 €** -GRILLPARZER, Franz - Der arme Spielmann. Livret de la collection "Die bunten Hefte für unsere Soldaten" n° 73 - Stuttgart/Berlin - Verlag W. Kohlhammer - **5,00 €** -La 43e division pendant la campagne de 1918 - 1922 - Mayence - Grande Imprimerie moderne - **5,00 €** -Zentralverlag der N.S.D.A.P. - Der deutsche Sieg im Westen - München - Zentralverlag der N.S.D.A.P. - **5,00 €** -DIERCKE - Schulatlas für höhere Lehranstalten - Grosze Ausgabe - Einundfünfzigste Auflage - Ausgeführt in der Kartographischen Anstalt von George Westermann in Braunschweig - 1914 - Braunsschweig / Berlin - George Westermann - **5,00 €** -DECAUX, Alain; LA CROIX, Robert de; BURIN DES ROZIERS, Isabel; BELLANGER, Claude; ROBICHON, Jacques; - L'Epopée de l'aviation. Les suffragettes - Historia magazine 20e siècle n° 103 - Et les hommes volèrent... / La femme à l'assaut du nouveau siècle / Les gros tirages forgent l'opinion / France-Russie : l'alliance / Calendrier : La catastrophe de Courrières / Tableau de correspondance des grades - 1969 - Paris - Librairie Jules Tallandier - **5,00 €** -DECAUX, Alain; ROBICHON, Jacques; PICKLES, Dorothy; CAZALIS, Anne-Marie; PRYCE, Roy; LLOYD, Trevor; MARWICK, Arthur - L'Allemagne occupée - Historia magazine 20e siècle n° 182 - L'Allemagne occupée et divisée / La France convalescente / Notre après-guerre / Italie : une nouvelle république / L'Angleterre travailliste / Le rapport Beveridge : Calendrier : l'exécution des Rosenberg - 1971 - Paris - Librairie Jules Tallandier - **5,00 €** -La Presse - VOUS SAUREZ TOUT - Histoire - Littérature - Sciences - Art - Voyage. Toutes les connaissances humaines. Revue trimestrielle n° 3 - Les volcans / L'importance de l'Arctique / Vitesse de la lumière / vitesse du temps / Classification périodique des éléments / La formation de la Terre / Le Palais de Minos / Tsushima / La Grande Muraille de Chine / Cervantès / Delacroix / Les Symbolistes/ Mozart / Verrochio / Le Jazz / L'Hémoglobine / Marylin Monroe / Eschyle / L'Enfer / Le Q.I. / Motivations et variations du fantastique - 1967 - Paris - La Presse - **5,00 €** -NSDAP - Das Elsass in der grossdeutschen Freiheitsfront - Photos - 1941 - Strassburg - Strassburger Neueste Nachrichten / NSDAP - **10,00 €** -PIK - Correspondant du Service des Nouvelles de la 1ère Armée Française - La 1ère Armée Française victorieuse - Photos - 1945 - MULHOUSE-DORNACH - Editions Braun & Cie - **10,00 €** -ROUBIER, Jean; BETZ, Maurice - L'art français dans la guerre - L'Alsace -		

Acquis.	Coordonnées	Description	VA	Justification de l'acquisition
		Photos - 1947 - PARIS - Librairie Arthème Fayard - **10,00 €** -PIK - Correspondant du Service des Nouvelles de la 1ère Armée Française - 1ère Armée Française Rhin et Danube 19 mars 1945 - N° 1 - Reportage photographie réalisé par PIK, Correspondant du Service des Nouvelles de la 1ère Armée française - 1945 - MULHOUSE-DORNACH - Editions Braun & Cie - **10,00 €** -PIK - Correspondant du Service des Nouvelles de la 1ère Armée Française - 1ère Armée Française Rhin et Danube 16 avril 1945 - N° 2 - Reportage photographie réalisé par PIK, Correspondant du Service des Nouvelles de la 1ère Armée française - 1945 - MULHOUSE-DORNACH - Editions Braun & Cie - **10,00 €** -Société d'Edition de la Basse-Alsace / Buchdruckerei "Der Elsässer" - Almanach St-Joseph - Josephs-Kalender. Ein Hausfreund für Elsass und Lothringen auf das Jahr 1939 - 59. Jahrgang - 1939 - Strasbourg - Société d'Edition de la Basse-Alsace/Buchdruckerei "Der Elsässer" - **5,00 €** -Armistice 1918 - Armistice 1940 - La situation militaire / Les demandes d'armistice / Négociations préliminaires / Compiègne / Texte des deux conventions d'armistice - Bruxelles - Maison internationale d'Edition - **5,00 €** -Reichsministerium für Volksaufklärung und Propaganda - Unser aller Hitler - Wie man euch den Führer zeigte und wie er wirklich ist - 1940 - Berlin - Nibelungen-Verlag - **5,00 €** -NSDAP - Beamtentum im grossdeutschen Reich. Ce livre comporte un insert : Gauamtsleiter Mauch an die Beamten im Elsass : Auszüge aus einer in Strassburg am 23. Februar 1941 gehaltenen Rede - Worte des Führers / Die Parole des Gauleiters / Worte Friedrichs des Grossen / Worte des Reichsmarschalls Hermann Göring / Worte des Reichsinnenministers Dr. Wilhelm Frick / Worte des Reichsbeamtenführers Hermann Neef / Beamter und Volk – eine Einheit / Aus dem Deutschen Beamtengesetz / Beamte - Soldaten des Führers / Starker Wille und starkes Herz / Vom Fürstendiener zum Voksdiener / Hauptamt für Beamte - Gauamt für Beamte / Aufbau einer Kreisamtsleitung der NSDAP - Amt für Beamte / Gauschule Hornberg - Gauschule Karspach / Sozialarbeit des RDB - 1941 - Berlin - Nibelungen-Verlag - **5,00 €** -La Documentation Française (Secrétariat Général du Gouvernement); L'Institut pédagogique national (Ministère de l'Education Nationale) - La Seconde Guerre Mondiale - Documentation Photographique - n° 5-228 à 5-230 - octobre/novembre/décembre 1962 - 1962 - Paris - La Documentation Française / L'Institut pédagogique national - **10,00 €** -ROBERT, P. Leo; TÜMMERS, Wilhelm - Stadt Gottes - Heft 1 - Okt. 1938 - 62. Jahrgang 1938/39 - 1938 - Steyl (NL) - Drukkerij van het Missiehuis - **5,00 €**		

Acquis.	Coordonnées	Description	VA	Justification de l'acquisition
		-ROBERT, P. Leo; TÜMMERS, Wilhelm - Stadt Gottes - Heft 7 - April 1939 - 62. Jahrgang 1938/39 - 1939 - Steyl (NL) - Missionsdruckerei - **5,00 €** -ROBERT, P. Leo; TÜMMERS, Wilhelm - Stadt Gottes - Heft 8 - Mai 1939 - 62. Jahrgang 1938/39 - 1939 - Steyl (NL) - Missionsdruckerei - **5,00 €** -ROBERT, P. Leo; TÜMMERS, Wilhelm - Stadt Gottes - Heft 9 - Juni 1939 - 62. Jahrgang 1938/39 - 1939 - Steyl (NL) - Missionsdruckerei - **5,00 €** -ROBERT, P. Leo; TÜMMERS, Wilhelm - Stadt Gottes - Heft 10 - Juli 1939 - 62. Jahrgang 1938/39 - 1939 - Steyl (NL) - Missionsdruckerei - **5,00 €** -ROBERT, P. Leo; TÜMMERS, Wilhelm - Stadt Gottes - Heft 11 - Aug. 1939 - 62. Jahrgang 1938/39 - 1939 - Steyl (NL) - Missionsdruckerei - **5,00 €** -ROBERT, P. Leo; TÜMMERS, Wilhelm - Stadt Gottes - Heft 12 - Sept. 1939 - 62. Jahrgang 1938/39 - 1939 - Steyl (NL) - Missionsdruckerei - **5,00 €** **Valeur d'assurance totale : 710,00 €** **DOCUMENTATION** -1972 - Affiche illustrée d'armes à feu avec légendes : Evolution portative des Armes à feu - Supplément à Spirou 1779 du 18.5.1972 - Editions J. Dupuis, Fils et Cie - Militaria - **5,00 €** -Margaretenwalzer für Diatonische Handharmonika von A. Holzschuh. Partition de Musique Nr 21 - Musikverlag Alfons Holzschuh / Ravensburg - Société - **5,00 €** -Tiré à part d'articles issus de diverses presses - 1914 : "Le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage" Jaurès / 1919 : La chambre "bleu horizon" est contrainte de satisfaire enfin la vieille revendication des 8 heures / 1934 : La menace fasciste. Le mouvement ouvrier retrouve son unité dans une riposte commune / 1936 : Du Front Populaire jaillit une grande espérance - Tirés à part - Société - **5,00 €** -1942 - Drauf und durch ! Zu Richthofens 50. Geburtstag - Strassburg 2. Mai - Am 2. Mai 1942 wäre Manfred von Richthofen 50 Jahre alt geworden - Presse allemande - Guerres Mondiales - **5,00 €** -4 photos tirées de la presse allemande - Admiral v. Trotha, der Präsident des Reichsbundes Deutscher Seegeltrung / Oberleutnant Marseille / 3.? / Rittmeister Frhr. Von Richthofen - Presse allemande - Guerres Mondiales - **10,00 €** -1946 - Article du 6 juin 1946 : Das Ende der Monarchie in Italien / Churchills Unterhausrede am zweiten Tag der aussenpolitischen Debatte / London von der rumänischen Antwortnote nicht befriedigt / 14 Todesurteile im Prozess von Rastatt - National-Zeitung - Guerres Mondiales - **5,00 €** -Des Exkaisers Schwager als Cabaretnummer - Das Illustrierte - Société - **5,00 €**		

Acquis.	Coordonnées	Description	VA	Justification de l'acquisition
		-1943 - 18.12.1943 - Articles concernant les animaux de ferme - Feld u. Wald-Land u. Garten Heft - Société - **5,00 €** -Oberleutnant Immelmanns lester Brief - Presse allemande - Guerres Mondiales - **5,00 €** -Ehret Eure deutschen Meister... - Festliche "Meistersinger"- Aufführung zur Eröffnung des Strassburger Theaters - Presse allemande - Guerres Mondiales - **5,00 €** -1969 - Il y a vingt-cinq ans : La Libération de l'Alsace - Une rétrospective de Jean-Louis English et Jacques Granier - Un quart de siècle après - Edition du mardi 18 novembre 1969 - Photo avec légende "Devant l'ancienne gare à Strasbourg, les chefs du parti défilent derrière une pancarte "Nie wieder ein 9. November 1918!" (Plus jamais de 9 novembre 1918. Trop tard… Dans quelques semaines, le 23 novembre 1944 prendre la relève du 22 novembre 1918 / Un climat d'angoisse et d'espoir (I) - DNA - Guerres Mondiales - **5,00 €** -1969 - Il y a vingt-cinq ans : La Libération de l'Alsace - Une rétrospective de Jean-Louis English et Jacques Granier - Un climat d'angoisse et d'espoir (II) - Edition du mercredi 19 novembre 1969 - DNA - Guerres Mondiales - **5,00 €** -1969 - Il y a vingt-cinq ans : La Libération de l'Alsace - Une rétrospective de Jean-Louis English et Jacques Granier - Le plan secret de De Lattre - Edition du jeudi 20 novembre 1969 - Le 13 novembre 1944, il faut un temps de chien, se ce quai de la gare de Besançon. Le soleil n'est pas encore levé et le général de Lattre pense que ce n'est pas de sitôt qu'il se lèvera. Entouré de ses deux généraux de corps d'armée, Béthouart et de Monsabert, il attend un train spécial en provenance de Paris. Deux illustres personnages en descendent : Winston Churchill et Charles de Gaulle. Le vieux lutteur britannique est venu se recuillir, le 11 novembre, sous la voûte de l'Arc de Triomphe. Paris a été sensible à ce geste. Churchill a reçu un accueil comme seul le Paris libéré peut en réserve au lors de l'Amirauté - DNA - Guerres Mondiales - **5,00 €** -1969 - Il y a vingt-cinq ans : La Libération de l'Alsace - Une rétrospective de Jean-Louis English et Jacques Granier - Seppois, premier village d'Alsace - Edition du vendredi 21 novembre 1969 - Tandis que de Lattre raccroche son téléphone, en ce 14 nov. 0 h, ravi de la petite surprise qu'il vient de faire à "son cher du Vigier", un autre général s'endort, l'esprit tranquille. Sa tunique repose sur une chaise. Aux épaulettes, les marques de son rang. Il commande depuis peu la 338e division. Le général Oschmann, c'est son nom, vient de prendre connaissance des derniers rapports de ses unités: "Rien à signaler". Sa "Volksgrenadieredivision" tient les lignes sur 30 km de la frontière à la Nationale 83. A son QG de Vieux-Charmont où il est installé dans une luxueuse villa, tous ses officiers pensent comme lui : il faut se préparer à prendre tranquillement ses quartiers d'hiver. En face, c'est le grand branle-bas. Mais discret... -		

Acquis.	Coordonnées	Description	VA	Justification de l'acquisition
		DNA - Guerres Mondiales - **5,00 €** -1969 - Il y a vingt-cinq ans : La Libération de l'Alsace - Une rétrospective de Jean-Louis English et Jacques Granier - "Poussez, poussez comme des brutes... - Edition du vendredi 21 novembre 1969 - Le général Leclerc prend ses désirs pour des réalités. Ce qui, pour lui, est à peu près synonyme, car il les réalisera comme il l'a imaginé. "La division appartien à un système (américain) qui, s'il a atteint la perfection dans tout ce qui touche à la logistique comme à l'emploi des moyens pour atteindre les objectifs qui lui sont assignés, néglige totalement l'aspect sentimental que nous, Français, attachons aux missions que nous recevons au fur et à mesure que nous libérons le sol national." - DNA - Guerres Mondiales - **5,00 €** -1969 - Il y a vingt-cinq ans : La Libération de l'Alsace - Une rétrospective de Jean-Louis English et Jacques Granier - Caldairou rentre dans Mulhouse - Edition du samedi 22 novembre 1969 - Jacqueline Goutte travaille à la Gestapo de Mulhouse comme dactylo. Son travail consiste à taper les rapports des interrogatoires… et à les communiquer à la Résistance par une filière bien au point. Car cette jeune femme qui, tapie dans son coin, se fait "oublier" de ses employeurs et passe dans son quartier pour une "collabo" notoire, est en fait l'un des maillons essentiels des "forces de l'intérieur" ht-rhinoises. C'est ainsi que le jeudi 16 nov. elle apprend que la Gestapo a identifié le Cdt Daniel, chef des FFI du Ht-Rhin. C'est le travail d'un sinistre et pseudo capitaine Lenoir, Français, à la solde de l'ennemi, qui s'était fait passer pour un agent gaulliste. Le SS-Hauptsturmführer Scheuring décide d'arrêter Daniel et de le "liquider". - DNA - Guerres Mondiales - **5,00 €** -1969 - Il y a vingt-cinq ans : La Libération de l'Alsace - Une rétrospective de Jean-Louis English et Jacques Granier - Edition du samedi 22 novembre 1969 - Au cours d'un dîner-conférence du Rotary : Le général Mass et son épouqe ont évoqué la "charge de Strasbourg" / Le camp La Horie a été baptisé hier après-midi à Phalsbourg-Bourscheid / En présence du préfet de l'Orne, une plaque sera inaugurée demain à Strasbourg en souvenir de deux morts de la 2e DB - DNA - Guerres Mondiales - **5,00 €** -1969 - Il y a vingt-cinq ans : La Libération de l'Alsace - Une rétrospective de Jean-Louis English et Jacques Granier - Les "Loups" foncent sur Masevaux / A Saverne, Bruhn joue... Et perd - Edition du Dimanche 23/Lundi 24 novembre 1969 - Tandis que Béhouart, avec son 1er corps d'armée, libère Belfort au centre du déploiement de la 1ère armée française et Mulhouse, en débordant par la droite l'Allemand, le 2e corps du Gal de Monsabert ne se tourne pas les pouces. Il a fort à faire. Le Gal de Lattre, qui veut "enfermer" l'ennemi, a donné ordre à "Mont Sabre" comme l'appellent ses hommes, de faire l'impossible "pour pénétrer en Alsace par les vallées vosgiennes". La "bataille des sapins qui s'est déroulée avant l'offensive du 14, s'était avérée très difficile. Mais du fait		

Acquis.	Coordonnées	Description	VA	Justification de l'acquisition
		de cette attaque par le sud, les Allemands on quelque peu dégarni leurs défenses des Vosges, pour renforcer leur dispositif, dans la trouvée de Belfort notamment. / - DNA - Guerres Mondiales - **5,00 €** -1969 - Il y a vingt-cinq ans : La Libération de l'Alsace - Une rétrospective de Jean-Louis English et Jacques Granier - Leclerc : "Et maintenant, Strasbourg - Edition du vendredi 28 novembre 1969 - Une pluie fine et glacée tombe sur Strasbourg en ce matin du 23 novembre 1944. Depuis des jours et des jours il n'arrête pas de pleuvoir. Et pas seulement à Strasbourg. […]. La crue menace de tourner à la catastrophe et les riverains commencent à s'inquiéter. Les Strasbourgeois aussi s'inquiètent mais pour d'autres motifs. Le canon tonne de plus en plus près et de plus en plus fort. Des "Mosquitos" isolés de l'aviation alliée passent presque sans arrêt et en rase-mottes tout autour de la ville. Ils mitraillent sur leur passage tout ce qui bouge, transformant en écumoires les locomotives sur les voies ferrées et sèment la panique parmi la population civile requise pour creuser des tranchées antichars au niveau des forts de ceinture. - DNA - Guerres Mondiales - **5,00 €** -1969 - Il y a vingt-cinq ans : La Libération de l'Alsace - Une rétrospective de Jean-Louis English et Jacques Granier - Le drame de la caserne Lefèvre - Edition du samedi 29 novembre 1969 - Arriver à Mulhouse, c'est bien. Encore faut-il tenir. En de 21 novembre 194, c'est la grande préoccupation du colonel Caldairou. Le commandant du CC3 installe son QG à la Pouponnière. Il sait déjà que l'offensive va devoir s'arrêter à Mulhouse, car l'essence commence à manquer. Et puis, et surtout, il manque de fantassins. Certes, les blindés ont réussi à s'emparer des grands centres. Mais il reste les casernes. Dès 8h du matin, on lance l'opération caserne. Il y en a deux importantes. Dans chacune d'elles, les Allemands se sont retranchés. Il faut les en déloger. Ce n'est pas une mince affaire, pour ces cavaliers de la 1ère DB qui ne son guère nombreux, ce que les occupants ignorent en partie. - DNA - Guerres Mondiales - **5,00 €** -1969 - Il y a vingt-cinq ans : La Libération de l'Alsace - Une rétrospective de Jean-Louis English et Jacques Granier - Burnhaupt : la tenaille se referme - Edition du vendredi 5 décembre 1969 - De Lattre, au soir du 22 novembre, regarde attentivement la carte de l'Alsace et les positions de son armée. Une fois de plus, la manœuvre lui apparaît lumineuse. Le lendemain après-midi, il reçoit ses deux commandants de corps d'armée, Béthouart et de Montsabert. Il leur explique. Il les convainc. Le 24, à midi, le général de Lattre diffuse son ordre général d'opération "qui précise et de façon complète le but et les modalités de cette nouvelle manœuvre d'armée". Elle va se développer comme prévu, ou presque, malgré une défense souvent acharnée de l'ennemi. Mais inexorablement, le pièce se referme. - DNA - Guerres Mondiales - **5,00 €** -1969 - Il y a vingt-cinq ans : La Libération de l'Alsace - Une rétrospective de Jean-Louis English et Jacques Granier - Rouvillois : "Tissu est dans		

Acquis.	Coordonnées	Description	VA	Justification de l'acquisition
		iode" - Edition du samedi 6 décembre 1969 - A Dettwille, où les instructions du colonel de Langlade viennent de lui parvenir, Rouvillois s'interroge. C'est bien d'avoir à lancer ses hommes sur Strasbourg mais par où et comment? Hochfelden et Mommenheim sont-ils gardés? Les ponts de Brumath et ceux de Vendenheim, vont-ils sauter? Le fort Desaix va-t-il se défendre? L'effectif de son sous-groupement n'atteint pas 800 hommes. C'est peu. Il est équipé d'un escadron de chars Sherman moyens, de trois chars lourds (canon de 105) dont le "Cherbourg" que commande le maréchal des logis-chef Albert Zimmer et de quelques "Lights" pour les nettoyages, soit en tout moins de 25 chars. S'y ajoutent un peloton de "tanks destroyers" (un canon de 76) servi par les fusiliers marins, deux compagnies d'infanterie… - DNA - Guerres Mondiales - **5,00 €** -1969 - Il y a vingt-cinq ans : La Libération de l'Alsace - Une rétrospective de Jean-Louis English et Jacques Granier - Le serment de Koufra est tenu! - Edition du mercredi 10 décembre 1969 - Strasbourg libre? Est-ce si sûr! On s'y bat encore partout. Chaque caserne est un bastion et les 16000 Allemands de la ville font de chaque cave un nid de résistance. Depuis qu'il a transmis son message de victoire, Rouvillois n'a pas perdu son temps. Il pousse lui-même ses éléments de pointe, car il faut exploiter au maximum l'effet de surprise. En tête, l'Evreux fonc toujours par la rue de la Nuée Bleue et la rue du Dôme. Devant la cathédrale, le char, toujours dirigé par Fleig, qui le suit comme son ombre sur le half-track de Navarra, tire ses derniers obus sur des voitures de la Wehrmacht. Désormais il faudra bluffer à la mitrailleuse ou bien céder sa glorieuse place en tête de la colonne… - DNA - Guerres Mondiales - **5,00 €** -1970 - Il y a vingt-cinq ans : La Libération de l'Alsace - Une rétrospective de Jean-Louis English et Jacques Granier - Quand 70 anciens de Tambov reviennent libérer leur province. Cernay: la nuit sanglante des Commandos d'Afrique - Edition du 11.1. 1970 - Le 21 janvier, sur les coups de 11 heures, les habitants de Burnhaupt voient arriver une étrange troupe. Pourtant, depuis quatre mois, ils en ont vu éfiler de toutes sortes, des soldats. Les Allemands d'abord, allant mourir pour Belfort, revenant mourir pour Colmar. Les Français ensuite, juchés sur les chars portant l'estampille de la 5e DB. Mais en ce jour de la Sainte-Agnès, ils n'en croisent pas leurs oreilles : ces hommes qui arrivent, mêlés avec des Nord-Africains, ce sont des gars de chez eux qui s'interpellent en dialecte. - DNA - Guerres Mondiales - **5,00 €** -1970 - Il y a vingt-cinq ans : La Libération de l'Alsace - Une rétrospective de Jean-Louis English et Jacques Granier - Obenheim est en ruines, mais le BM 24 tient toujours - Edition du Dimanche 25/Lundi 26 janvier 1970 - "Il ne vous reste plus qu'à mourir ou à vous rendre". En ce mois de janvier 1945 le froid fait osciller le thermomètre entre -15° et -20° et la situation militaire se dégrade en basse Alsace. Le Gal Guillaume et sa 3e		

Acquis.	Coordonnées	Description	VA	Justification de l'acquisition
		Division d'Infanterie Algérienne sont arrivés à la rescousse pour défendre Strasbourg. Mais les 16200 hommes de l'unité on tbeaucoup de peinte à contenir les infiltrations de l'ennemi qui débarque en force dans la poche de Gambsheim. Au sud de la ville, la brigade "Alsace-Lorraine", arrivée dans le Bas-Rhin depuis le 6 décembre, tient un secteur qui dépasse les possibilités de ses effectifs et de son matériel. Elle s'y bat cependant avec courage, mais la situation n'est pas très brillante... - DNA - Guerres Mondiales - **5,00 €** -1970 - Il y a vingt-cinq ans : La Libération de l'Alsace - Une rétrospective de Jean-Louis English et Jacques Granier - A l'assaut de la poche de Colmar - Edition du mardi 27 janvier 1970 - Le Gal de Lattre sait qu'il peut compter sur le commandement américain pour vider enfin l'abcès de Colmar. Au cours d'une réunion qui s'est tenue à Vittel le Gal Devers lui a promis que "dès que la crise actuelle sera passée, priorité sera donnée à la réduction de la poche de Colmar". A la mi-janvier la crise appartient au passé. L'offensive allemande des Ardennes est jugulée. Celle de Strasbourg s'épuise. Toutes les conditions sont désormais remplis aux yeux du "roi Jean" et de Devers pour se lancer à l'assaut de Colmar. Autant les rapports entre la 1ère Armée française et le commandement américain ont été difficiles au moment de la "défense de Strasbourg" autant, le problème réglé - et bien réglé! -, soldats français et américains vont combattre... - DNA - Guerres Mondiales - **5,00 €** -1970 - Il y a vingt-cinq ans : La Libération de l'Alsace - Une rétrospective de Jean-Louis English et Jacques Granier - 2 février 1945: "Kolmar" redevient "Colmar-=en-France" - Edition du vendredi 30 janvier 1970 - Cependant que les combats tissent un rideau de feu autour de leur ville, les Colmariens, après des semaines particulièrement sombres, entrevoient la fin de leur calvaire. Depuis les derniers mois de 1944, l'occupant a intensifié son oppression : arrestations croissantes d'otages, enrôlement de force des tout-jeunes à destination du Sundgau tout d'abord, puis dans les équipes de terrassement dans la périphérie colmarienne, proclamation (en décembre) du couvre-feu entre 18 h et 7 h, perquisitions systématiques... - DNA - Guerres Mondiales - **5,00 €** -1974 - Il y a trente ans, la Libération - I) Dès le début de l'occupation, la résistance se structure - Edition du vendredi 22 novembre 1974 - Strasbourg célèbre le trentième anniversaire de sa libération. Dimanche ses "libérateurs", ceux qui, venus des confins du désert ou sortis de l'ombre sur place, ont réalisé le serment de Koufra, se retrouveront à la cathédrale. Comme il y a trente ans. Avec eux Strasbourg se souviendra de ce que furent les quatre années d'angoisses, de deuils et d'espoirs vécues en attendant sa libération. Pour les Strasbourgeois demeurés dans leur ville sous l'occupation, pour ceux qui en avaient été éloignés et pour ceux qui s'y sont établis depuis, pour les jeunes enfin dont beaucoup ignorent ce qui s'est passé ici même… hier, le professeur Eugène Mey (capitaine Firmin sous l'occupation nazie) a accepté de		

Acquis.	Coordonnées	Description	VA	Justification de l'acquisition
		rappeler quelques-uns de ses souvenirs de guerre - DNA - Guerres Mondiales - **5,00 €** -1961 - Comment l'Allemagne est devenue folle - Le chemin du pouvoir - Edition du 21 décembre 1961 - Goebbels intervient: "je demande que ce petit bourgeois d'Adolf Hitler soit expulsé du Parti" / Une nouvelle tactique : la légalité / Le Parti : un état dans l'Etat / Une garde privée : les SS / Un rival : Gregor Strasser / A la conquête de Berlin / L'étrange petit docteur Goebbels / Pas d'ennemi à gauche / Hitler fulmine: et l'argent! / Horst Wessel, ce héros… / Goebbels retourne sa veste / Un apatride traqué par le fisc / Hitler se fait bien payer / Goering amène les gens du monde / Cinq hommes qui se haïssent / Un cénacle ridicule mais un chef décide - L'EXPRESS - Guerres Mondiales - **5,00 €** **Valeur d'assurance totale : 150,00 €**		
DON 2013	**MATTER** Denis MATTER 11 rue George Sand 67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	- LARIVE & FLEURI, La première année d'analyse et de composition française - Cours moyen - 9 à 11 ans - 1918-Paris-Librairie Armand Colin ; V.A. 10,00 € - Le Général De Gaulle - Recueil / Porte folio, 1945 - Paris-Librairie Hachette ; V.A. 10,00 € - 1944, 29 novembre : 23 novembre 1944 - Une journée historique. La libération de Strasbourg par les troupes françaises du Général Leclerc-Le drapeau tricolore flotte joyeusement sur la flèche de notre cathédrale - L'Alsace libérée - Bulletin départemental d'informations du Bas-Rhin ; V.A. 5,00 € - 1994, Mai : L'Alsace de l'Occupation à la libération !-Lycéens et collégiens racontent notre histoire-DNA – Supplément ; V.A. 5,00 € - 2004, Novembre : L'épopée de la 2e DB de Koufra à Strasbourg-Cérémonies du 60e anniversaire de la Libération de Strasbourg-DNA – Supplément ; V.A. 5,00 € - 1962 : Jetz awer nüss !-Hinaus mit dem welschen Plunder - La grande balayeuse anglo franco américaine-Affichette dessin de Hansi - Dossier 5-228 à 5-230 - La Seconde Guerre Mondiale; V.A. 10,00 € - 1990, 29 décembre : "Strasbourg et ses ponts " - L'art de l'ouvrage…-"Le franchissement d'un pont aussi mystérieux que le passage d'un portail escite toujours la curiosité", écrit Théodore Rieger dans la préface d'un superbe ouvrage que l'éditeur "Le Verger" vient de faire paraître-DNA ; V.A. 5,00 € - 1990, 11 septembre : Histoire : Automne 40 : l'Alsace nazifiée-Il y a cinquante ans, les nazis annexèrent l'Alsace, qui fut rattachée administrativement au pays de Bade et placée sous l'autorité du Gauleiter (chef de l'administration civile) Robert Wagner.-DNA ; V.A. 5,00 € - 1990, 14 au 21 juin : L'année De Gaulle - 1890 - 1940 - 1970 - 1990-Le mythe, la légende, le héros et l'avenir-DNA ; V.A. 10,00 € - 1990, 18 juin : A Schirmeck et à Thann. Les flammes de la Résistance-	*265 €*	Ces ouvrages et documents sont un complément intéressant au précédent don et enrichiront fort heureusement la documentation du Musée historique.

Acquis.	Coordonnées	Description	VA	Justification de l'acquisition
		"Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas" avait lancé le général de Gaulle, le 18 juin 1940, à la radio de Londres. Cinquante années plus tard, des dizaines de flambeaux allumés sur les hauts-lieux de la Résistance dans toute la France convergent verts Paris où le président de la République dévoilera, lundi soir, une plaque commémorative de l'appel du 18 juin à l'Arc de Triomphe. Et parmi ces flammes, celles du Struthof et du Staufen.-DNA ; V.A. 5,00 € - 1990, mai : De Gaulle- -Le Monde - N° spécial ; V.A. 10,00 € - 1970 : Charles De Gaulle-Un document pour l'histoire-Paris-Jour n° 3474 - Supplément Hors série ; V.A. 10,00 € - 1971, 19 novembre : Charles De Gaulle-Numéro anniversaire en couleurs les derniers beaux jours du Général à Colombey-Paris Match n° 1175 ; V.A. 10,00 € - 1980, octobre : Dossier De Gaulle-De Gaulle - 30 ans d'histoire - Les Français jugent de Gaulle : un sondage exclusif Histoire magazine - Sofres. Une interview de Jacques Chirac-Histoire magazine n° 10 ; V.A. 10,00 € - 1990, 14-20 mai : Spécial De Gaulle- -Le Point - Hebdomadaire d'information n° 921 ; V.A. 10,00 € - 1994, 16 juin : 6 juin 1994. L'album d'un jour de gloire (36 pages souvenir)-A Sainte-Mère-Eglise, il y a cinquante ans, avec les paras américains, la liberté tombait du ciel. Dimanche, l'hommage aux héros a embrasé le village de la mémoire-Paris Match n° 2351 ; V.A. 10,00 € - 1994, 23 juin : La carte de la bataille de Normandie - Photo satellite Spot 0,67 x 0,58 / L'enfer d'Oradour-10 juin 1944 : la division Das Reich, qui rejoint à marche forcée la Normandie, massacre un village du Limousin : 642 morts, 20 rescapés-Paris Match n° 2352 ; V.A. 10,00 € - 1946, 15 juillet : Couverture : M. Georges Bidault, Président du Gouvernement provisoire- -L'Alsace illustrée - Edition bilingue n° 14-Histoire-5,00 € - 1948, février : Le Ministère des Anciens combattants et victimes de guerre- -France documents - Revue d'études politiques, sociales, économiques et financières n° 16 ; V.A. 10,00 € - 1938, 12 novembre : Le XXe anniversaire de l'armistice- -L'Illustration n° 4993 ; V.A. 10,00 € - 1986 : De Gaulle - Fils du Nord / Généalogie - Famille - grands témoins : I. L'essor (1890-1940)-La jeunesse dans le Nord/Pas-de-Calais et en Belgique / Le miraculé de 1914-1918 / Le visionnaire de la guerre de mouvement-Nord Eclair ; V.A. 10,00 € - 1986, septembre : De Gaulle - Fils du Nord : II. Le libérateur (1940-1958)-De la France libre aux Champs Elysées / Les Compagnons / Le gouvernement provisoire / Le R.P.F.-Nord Eclair ; V.A. 10,00 €		

Acquis.	Coordonnées	Description	VA	Justification de l'acquisition
		- 1986, novembre : De Gaulle - Fils du Nord : III. Le chef d'état (1958-1970)-Matignon et l'Elysée / L'Algérie / Les grands voyages dans le Nord / La Belgique et lui / Le retour à Colombey / Au-delà de la mort-Nord Eclair ; V.A. 10,00 € - Valise, V.A. 20,00 € - Plaque à inscription "WII / 68 44 19" et aigle nazie, V.A. 20,00 € - Brassard "Rotes Kreuz Helferin", 30,00 € -		
DON	**NESSMANN** Jean Daniel NESSMANN 25b route d'Ingersheim 68000 COLMAR	Couverture du dossier contenant les pièces d'archives sur la vie de M. Victor Nessmann. Carton rigide, H. 30 x l. 24 x Ep. 1 - Etiquette mentionnant les références manuscrites des pièces du dossier.	*10 €*	Cette couverture de dossier servira à évoquer la destinée de la mère du donateur, veuve de résistant et mère de 6 enfants dans le cadre de la présentation audiovisuelle permanente du musée.
DON	**SCHNITZLER** Bernadette Schnitzler 10 rue Sellénick 67000 STRASBOURG	- Boîte fabriquée (ou achetée à des prisonniers) par le grand père maternel, Karl Roth dans le camp de prisonnier, au nom de sa femme Carolina dite Lina en camp à Ohrdurf. 1914- 1915. Bois, H 5,7 x L. 15,4 x P. 7,5 cm. V.A. 10 € - Boîte à couvercle bombé « American Legion » - « L'île de France au cœur de la France », 1927. Carton, H. 5,5 x L. 11,5 x P. 7,2. V.A. 5 € - Cendrier « Les Diables bleus » -« En Alsace » - « Carlier » (?). Métal, L. 12,4 x l. 7,5. V.A. 5 € - Thomas, Reysz, Sutter : Recueil de chants pour les écoles de l'Alsace et de la Lorraine. Strasbourg, Librairie Istra, 1934. V.A. 5 € - Liselotte : Le guide des convenances. Savoir-vivre – Oblications sociales – Usages mondains – Notes intimes. Bibliothèque de la Sté Anonyme du « Petit écho de la mode ». Paris, P. Orsoni Editeur, 1915. V.A. 5 € - Germain Muller « Un noch emol » - 5 Johr Barabli. Album de 3 disques 33 tours. V.A. 52 € - Germain Muller « 20 Johr Barabli ». Album de 3 disques 33 tours : 1946-1950 ; 1951-1958 ; 1959-1966. Edition originale numérotée, éditée à compte d'auteur, n° 1414. V.A. 50 € - Germain Muller « 20 Johr Barabli ». Album de 3 disques 33 tours : 1946-1950 ; 1951-1958 ; 1959-1966. Edition originale éditée à compte d'auteur. A. 50 €	*180 €*	Ces dons divers enrichissent les collections du musée dans le domaine 1914-1918, dans le domaine des ouvrages scolaires utilisés dans l'entre deux-guerres et enfin complètent les ouvrages sur Germain Muller, grande figure strasbourgeoise.
DEPÔT	**UNIVERSITE** Delphine ISSENMANN Chargée de collection et de l'inventaire Tél. 03 68 85 05 33 Fax. 03 68 85 04 88	**Institut de minéralogie :** - Appareil pour déterminer les axes des minéraux (unique), carton, miroir (sans numéro d'inventaire) ; 300 € - Réfractomètre (pour étude des propriétés optiques des minéraux de Pellin (Paris) Bo 26 ; 900 € - Modèle cristallographique en fil de fer inv.8 ; 300 € - Modèle cristallographique en fil de fer inv.21 ; 200 €	*63 800 €*	Le dépôt demandé auprès de différents instituts universitaires permettra de montrer aux visiteurs une toute petite partie du matériel scientifique et pédagogique acquis par l'université aux 19e et 20e siècles. L'ensemble du dépôt sera exposé dans la tranche qui ouvrira

Acquis.	Coordonnées	Description	VA	Justification de l'acquisition
	delphine.issenmann@unislra.fr Jardin des Sciences - UDS 12 rue de l'Université 67000 STRASBOURG http//www.hp-physique.Org	- Barite sur quartz sans numéro d'inventaire ; 600 € - Modèle cristallographique en verre Inv 17 ; 400 € - Microscope Rosenbusch sans numéro d'inventaire ; 1000 € - Paillasse ; 4000 € **Institut de botanique :** - Développement de fleur de Carvi en cire A 25 ; 1000 € - Fleur en papier mâché : Aristolochia A 25 ; 1000 € - Fleur en papier mâché : Populus nigra (peuplier) A 25 ; 1000 € - Fleur en papier mâché : Fragaria vesca (fraise)A 25 ; 1000 € - Fleur en papier mâché : Calluna vulgaris (callune) A 25 ; 1000 € **Institut de physique :** - Générateur d'ondes électromagnétiques : tube de Crookes à cathode froide IM67017903 ; 1000 € - Instrument de démonstration acoustique : sirène dite de Lagniart-Latou inv IM67017830 ; 1000 € - Instrument de mesure de forces électromotrices : microampèremètre Chauvin et Arnoux 5611 n° inv IM67017787 ; 600 € - Instrument de mesure des charges électrostatiques : électroscope dit d'Exner n° inv IM67017888 ; 800 € - Instrument de mesure de forces électromotrices : résistance étalon Siemens et Halske 100280 IM67017903 ; 600 € - Instrument de préparation : ensemble de 2 interrupteurs n°1 n° inv IM67017905 ; 100 € - Instrument de mesure des angles de polarisation : polarimètre n° inv IM67017829 ; 3000 € - Pile n° inv IM67017798 ; 100 € - Règle à calcul dans sa boîte n° inv IM670179 ; 200 € - Pièces polaires n° inv IM67017930 ; 1000 € **Institut de géophysique :** - Sismologie : sismomètre de Rebeur-Ehlert n° inv IM67018608 ; 8000 € - Aérologie : théodolite Bosch n° 259 ; 1500 € - Aérologie : appareil de mesure pour ballon sonde ; 200 € **Institut d'archéologie :** - Stèle funéraire d'Aristion ; 1000 € **Institut d'astronomie :** - Horloge électrique Ungerer 1er quart 20e siècle ; inv. IM67014771 ; 1000 € - Théodolite Bamberg répétiteur (Sextant portatif), n° inv IM67015748 ; 5000 € - Lunette astronomique de Ramsden n° inv IM67015737 ; 5000 € - Cadran solaire à latitude variable de Schwilgué IM 67014722 ; 5000 €		à l'automne.

Acquis.	Coordonnées	Description	VA	Justification de l'acquisition
		- Instrument de mesure des longueurs (micromètre Repsold à fils impersonnel) – 1875 ; 2000 € **Institut d'anatomie :** - Kuss Emile et Robert A. moulage en plâtre peint de la région inguinale ; 3000 € - Médaillons d'Ernest Lauth : préparations sèches testiculaires avec épididymes injectés au mercure sur plaques de verre ; 7000 €		
DON	**VAN REKOM** Mme Janine VAN REKOM - Née KUBALLA 34 rue des Cailles 67100 STRASBOURG Tél. 03 88 79 32 58 Port. 06 78 92 09 20	- Sans date. NSDAP Ortsgruppe Schiltigheim-West, Engagements au sein de l'Opferring (34 feuillets signés, non datés) (pochette orange) ; - Sans date. Poème dactylographié non daté de G. Müller : Schicksal / seinen beiden unvergesslichen Söhnen Georg und Albert gewidmet (pochette orange) ; - Sans date. 1 double feuille manuscrite au crayon (pochette orange) ; - Sans date. Formulaire vierge provenant probablement de la caisse d'assurance sociale époque française (pochette orange) ; - Sans date. Feuillet sans date ni signature « Gesamturteil » comportant des phrases lapidaires, parfois contradictoires de jugement sur une personne X… (pochette orange) ; - Sans date. Beitragseinhebeliste Nr 11/12 44 des cellules (Zelle) 16 – Block 1 à 5 (5 feuilles) (pochette orange) ; - 1916, 6 avril – 24 octobre 1919. Diplôme de bandagiste de Viktor Kuballa né le 2 mars 1902 à Illkirch ; - 1916, 6 avril-1920. Arbeitsbuch de Victor Kuballa : d'abord comme apprenti bandagiste, puis comme aide-bandagiste, puis comme **sellier chez Mathis** (Document isolé) ; - 1917, 5 août. Diplôme de natation encadré sous verre, pour Victor Kubala du Schwimm-Verein « Argentoratum » (Document isolé) ; - 1918, 23 mars. Bulletin (Zeugnisheft) des 4 semestres de formation de bandagiste ; - 1920. Certificat établi par C.E. Streisguth concernant Victor Kuballa, apprenti puis aide bandagiste du 6 avril 1916 au 28 avril 1920 ; - 1920, 20 septembre. « Livret de solde pour officier marinier et marin », au nom de Kuballa Victor, livret militaire 120 pages, engagé volontaire pour 4 ans, avec mention de ses déplacements en qualité de militaire, réformé à Limoges le 16 février 1940 (Document isolé) ; - 1920-1939. Attestations d'assurance Alsace-Lorraine de 1920 à 1939 de Victor Kuballa (12 feuillets) (Document isolé) ; - 1923, 8 février. Permission de voyager de Casablanca à Strasbourg (avec mention « a été épouillé » pour son congé de fin de campagne. (Document isolé) ;	*992 €*	Cet ensemble de papiers très intéressants est rare et permet de retracer l'itinéraire d'un habitant de Schiltigheim depuis sa jeunesse avant 1918, ses années d'apprentissage, puis d'armée française, son évacuation, son retour à Strasbourg, ses fonctions pendant la guerre, jusqu'à son décès en 1948. Cette documentation sera utilisée dans le cadre de la deuxième tranche.

Acquis.	Coordonnées	Description	VA	Justification de l'acquisition
		- 1923, 9 février. Certificat provisoire de bonne conduite et de capacité de Victor Kuballa, matelot de 1ère classe sans spécialité, engagé volontaire, durant 19 mois, établi à Casablanca (Document isolé) ; - 1923, 13 et 20 février. Bordeaux, Etat de proposition pour l'obtention d'un congé de fin de campagne pour Victor Kuballa matelot de 1ère classe, ayant fait campagne 19 mois (au Maroc), a droit à 19 + 72 jours de congés qu'il passera à Versailles et Strasbourg-Neudorf (Pochette verte NSDAP) ; - 1923. Certificat d'études primaires élémentaires d'Alice Spike, élève de la Divine Providence - 1931, 28 février. Carte frontalière pour Marie Spike, née en 1911, couturière avec photo (Document isolé) ; - 1937, 23 octobre. Carte postale écrite au crayon, envoyée par Josef Spike de Kassel à Famille Victor Kuballa (à déchiffrer) (Document isolé) ; - 1938, 25 mars. Carte frontalière (bilingue) pour Alice Kuballa avec photo d'identité (Document isolé) ; - 1939, 1er décembre. Demande de sauf-conduit pour chercher des effets d'hiver établi pour Alice Kuballa habitant à Saint-Auvent pour aller à Schiltigheim en passant par Paris, Nancy et Saverne en train, avec Gilbert Kuballa né le 14.8.1934 (Document isolé) ; - 1939, 1er décembre. Demande de sauf-conduit pour chercher des effets d'hiver établi pour Victor Kuballa habitant à Saint-Auvent pour aller à Schiltigheim en passant par Paris, Nancy et Saverne en train (Document isolé) ; - 1940, 1er février. Sauf conduit de Mme Alice Kuballa née Spike en 1910, fait à Rochechouart le 1er février 1940 pour aller à Schiltigheim en train, Visa du personnel du contrôle (visa au départ de Schiltigheim, entrée accordée place de Strasbourg) le 8 mars 1940 (avec photo d'identité) (Pochette verte NSDAP) ; - 1940, 1er février. Sauf conduit de Victor Kuballa, fait à Rochechouart, pour aller à Schiltigheim par le train (ne comporte pas de tampon) (avec photo d'identité) (Pochette verte NSDAP) ; - 1940, 23 février. Courrier de la mairie de Schiltigheim évacuée à Saint-Junien, dans enveloppe de la mairie, adressée aux familles Kuballa, Schwartz et Karcher, lettre en allemand, en réponse à un courrier du 19 février, concernant l'impossibilité de leur trouver pour le moment un meilleur logement à Chalus que celui qu'ils ont à Saint-Auvent, signé par le Conseiller Général (Pochette verte NSDAP) ; - 1940, 6 mars. Demande de transport à demi-tarif pour Kuballa avec bagages, réfugié entre Saint-Auvent et Limoges, frais du transport à la charge de l'Etat (Document isolé) ; - 1940, 30 mars. Carte d'identité de Alice Kuballa née Spike, préfecture de Haute-Vienne, avec mention en résidence actuellement 71 rue de		

Acquis.	Coordonnées	Description	VA	Justification de l'acquisition
		Queuleu à Metz (sans date) puis Arrivée à Schiltigheim le 20.7.40 (daté du 15.1.45) (Document isolé) ; - 1940, 3 avril. Carte d'identité de Victor Kuballa avec photo d'identité, intitulée passeport français, mention au revers : « arrivé à Schiltigheim le 20.7.40 » signalé : le 2.9.45, au revers timbres fiscaux : impôt sur les vélocipèdes de 1945 à 1947 11.4.1940 : sauf-conduit valable du 11.4.1946 au 15.4.1940 pour Victor Kuballa, employé de la caisse de Maladie, domicilié 7 rue de la Queuleu Metz en Moselle pour se rendre à Schiltigheim et Illkirch (Document isolé) ; - 1940, 13 avril. Sauf-conduit valable du 14 au 24 avril pour Victor Kuballa, employé domicilié à Metz pour aller à Schiltigheim en train pour chercher ses effets avec photo d'identité (Document isolé) ; - 1940, 29 avril. Lettre manuscrite du Conseiller Général de la Haute-Vienne (enveloppe de la mairie de Chalus) à Mme Kuballa à Metz en français se réjouissant pour elle que toute la famille soit réunie (Pochette verte NSDAP) ; - 1940, 26 mai. Lettre manuscrite du conseiller général du Bas-Rhin ,(dans enveloppe de la mairie de Schiltigheim évacuée à St-Junien) aux familles Kuballa, Schwartz et Karcher leur annonçant qu'ils seront transférés à Chalus courant de la semaine (Pochette verte NSDAP) ; - 1940, 22 juillet. Carte de renseignements (orange) de la commune de Schiltigheim pour Kuballa Gilbert né le 14.8.34 avec tampon de Mollkirch, Saint-Auvent, Schiltigheim - 22.7.1940 Carte de renseignements (orange) de la commune de Schiltigheim pour Alice Kuballa née Spike avec tampon de Mollkirch, Saint-Auvent, Schiltigheim… (Document isolé) ; - 1940, 31 août. Permis de circuler en allemand, de Gilbert Kuballa et de sa mère née Spike entre Strasbourg et Schiltigheim, établi par le commissariat de Schiltigheim le 20 juillet 1940 (Document isolé) ; - 1941, 11 mars. Carte d'identité pour Alice Kuballa : Personal-Ausweis für Elsässer, Deutsches Reich, valable jusqu'au 10 mars 1942 avec photo d'identité (Document isolé) ; - 1941, 22 mars. Carte d'identité pour Victor Kuballa, Personal-Ausweis für Elsässer, Deutsches Reich, valable jusqu'au 21 mars 1942 avec photo d'identité (Document isolé) ; - 1941, 12 mai. Schiltigheim, NSDAP Ortsgruppe Sciltigheim-West à tous les Zellenleiter « Bis Freitag den 16.5. sind in allen Blocks **Baskenmützen** für Männer und für Frauen durch die Blockleiter einzusammeln, …ordre du Ortsgruppenleiter adressé à Kuballa (Pochette verte NSDAP) ; - 1941, 18 juillet. Laissez-passer pour le « Altreich » pour Alice Kuballa entre le 18.7. et le 20.10 1941 (Document isolé) ; - 1940, 1er septembre au 1943, au 6 juillet 43 : Quittungskarte für		

Acquis.	Coordonnées	Description	VA	Justification de l'acquisition
		freiwillige Mitglieder Kuballa Alice (allgemeine Ortskrankenkasse Strassburg) (Document isolé) ; - 1941, 23 septembre. NSDAP Ortsgruppe Schiltigheim-West : adressée à Zellenleiter Kuballa Klarastrasse 24 convocation à aller à la Kreisleitung 9 bvd Tauler pour retirer son uniforme contre 4,75 Marks (pochette orange) ; - 1941, 27 octobre. Liste dactylographiée des habitants de la Zelle 16, Block 13, 6 feuillets reliés comportant nom, prénom, profession, date et lieu de naissance, adresse et étage avec annotations complémentaires au crayon (Pochette verte NSDAP) ; - 1941 (?). Cahier concernant les blocs 10, 14 et 15 de la Zelle 16 comportant des listes de noms (13 feuillets reliés) (pochette orange) ; - 1942, 20 février. Formulaire concernant les origines de son épouse : (Anzeige über Verheiratung) rappelant le nom de sa femme épousée le 4.9.1933 d'Alice Lina Spike catholique née à Strasbourg le 22 mai 1910 père né à Strasbourg en 1886, conducteur de locomotive et grand père né Spike également conducteur de locomotive (sans lieu de naissance), puis suivent les noms des parents et grands parents, signé Kuballa (Pochette verte NSDAP) ; - 1942, 20 février. Formulaire concernant les origines de Viktor Kuballa (Fragebogen über Abstammung) né le 2 mars 1902, caissier, son père (1878-1931) était « Eisendreher », son grand-père « Maschinenschlosser » (1856- ?) (Pochette verte NSDAP) ; - 1942, février. Strasbourg: Soldatisches Berufsbeamtentum : Zum Aufruf der elsässischen Frontkämpfer 1914/18 und der elsässischen Freiwilligen des jetzigen Krieges zum soldatischen Einsatz gegen den Moskauer Bolschewismus (1 double-feuille imprimée recto-verso) (pochette orange) ; - 1944, 3 février. Kontrollkarte für den Auslandsbriefverkehr pour Alice Kuballa (Document isolé) ; - 1944, 25 mai. Liste Zelle 16 avec les noms par Block, le montant des dons lors de la 1ère et de la 2e quête ainsi que des remarques (pochette orange) ; - 1944, 26 juin-17 septembre. Einkaufsausweis für werdende und stillende Mütter à Strasbourg (tickets d'alimentation pour femmes enceintes ou allaitant), formulaire vierge comportant 48 bons (Pochette verte NSDAP) ; - 1944, 30 septembre. Lettre type dactylographiée du Ortsgruppe Strasbourg-Schiltigheim-West adressée par le Ortsgruppenleiter Hermann au Zellenleiter sans précision du numéro de la Zelle suite à la défection de 2 personnes les 30.9 et 1.10 « zum Einsatz » (pochette orange) ; - 1944, 7 novembre. Ausweis NSDAP Amt für Volkswohlfahrt, permettant à Alice Kuballa « bei Einkäufen in Einzelhandelsgeschäften bevorzugt		

Acquis.	Coordonnées	Description	VA	Justification de l'acquisition
		abzufertigen ! valable jusqu'au 31.4.1945 (carte rose) avec photo au revers (Document isolé) ; - 1944, 23 novembre. Poème imprimé en alsacien « Elsassland, zum Andenken an den 23.11.1944 » par Henri Erhart, barré de tricolore (Pochette verte NSDAP) ; - 1944, 7 décembre. Attestation certifiant que Mme Kuballa Alice née Spike, portée malade, a touché un traitement mensuel, signé par le commissaire central (pochette orange) ; - 1944, 20 décembre. Permis de circulation pour Mme Louise LESCH née Spike le 2 mai 1898 à Schiltigheim tamponné par les FFI et le gouvernement provisoire (pochette orange) ; - 1944. Timbres (pochette orange) : • Opferring Elsass 1944, 1,50 Mark : 1 planche de 30 timbres et 1 planche de 4 timbres (orange) • Opferring Elsass 1944, 1 Mark : 1 planche de 20 timbres (violet) • Opferring Elsass 1944, 2 Mark : 1 planche de 60 timbres (vert) et 3 timbres isolés • Opferring Elsass 1944, 3 Mark : 1 planche de 4 timbres (bleu) • Parteibeitrag NSDAP 1944, 4 timbres à 2,30 Mark (vert) • Parteibeitrag NSDAP 1944, 4 timbres à 1,30 Mark (violet) • Parteibeitrag NSDAP 1944, 2 timbres à 1,50 Mark et 1,30 (orange) - 1945, 10 juin. 1 double feuille dactylographiée et signée Strasbourg le 10.6.45 Kuballa Victor rue Claire 24 à Schiltigheim (pochette orange) ; - 1945, 10 juin. Bericht über meine Tätigkeit 1940 bis 23.11.44 (pochette orange) ; - 1945, 1er novembre au 31 août 1948 ; livret–quittance de loyer pour M. Victor Kuballa, 24 rue Claire à Schiltigheim, les reçus sont signés Armand Spike (Document isolé) ; - 1945-1946. Carte de quittance pour membres volontaires(caisse primaire d'assurance-maladie de Strasbourg, pour Alice Kuballa (Document isolé) ; - 1946, 19 janvier. Lettre adressée à Alice Wigges et enfants depuis Renchen (Ortenau) signée Luise (3 feuillets) (Document isolé) ; - 1946, 21 janvier. Lettre adressée à Alice, Victor, Gilbert et Janine de Renchen (Ortenau) par Liesel (Document isolé) ; - 1947, 20 février. Caisse primaire de sécurité sociale de Strasbourg pour Victor Kuballa, employé (Document isolé) ; - 1947, 14 avril-1950. Carte d'invalidité 50% et plus pour Victor Kuballa, avec photo d'identité (Document isolé) ; - 1947. Déclaration d'impôts sur les revenus de 1946 de Victor Kuballa de nationalité française, employé à la caisse primaire de sécurité sociale de		

Acquis.	Coordonnées	Description	VA	Justification de l'acquisition
		Strasbourg (Pochette verte NSDAP) ; - 1949, 15 février. Carte d'électeur pour Spike-Kuballa Alice, 11 rue Imlin (Document isolé) ; - 1949. Carte de contrôle pour assurés volontaires de Alice Kuballa en 1949 (caisse primaire de sécurité sociale de Strasbourg (Document isolé) ; - 1949. 3 feuillets d'attestation sur le contenu de la carte d'assurance pour Victor Kuballa (Document isolé) ; **Cartes de rationnement :** - 1940, 24 mai. Carte individuelle d'alimentation pour Victor Kuballa à Metz, employé ; - 1940, 30 mai. Carte individuelle d'alimentation pour Gilbert Kuballa à Metz ; - 1940, 30 mai. Carte individuelle d'alimentation pour Alice Kuballa à Metz, dactylo ; - Carte d'alimentation pour Gilbert Kuballa, en partie utilisée, époque allemande, ; - Sans date. Bezugsausweis für Mangelwaren als Einlage zum Haushaltausweis pour Alice Kuballa ; - 1943, 1er janvier-1 er juin 1944. Carte textile allemande, en partie utilisée pour Alizie Kuballa (« Vierte Reichskleiderkarte ») ; - 1943, 1er septembre-1er juin 1944. Carte textile allemande, en partie utilisée pour Gilbert Kuballa (« Vierte Reichskleiderkarte ») ; - 1944, 1er août. Haushaltsausweis pour Viktor Kuballa ; - 1944, 1er septembre-1er octobre45. Carte textile allemande, en partie utilisée pour Gilbert Kuballa (« Fünfte Reichskleiderkarte ») ; - **1945, 17 février-25 septembre. Haushalts-Pass für gewerbliche Erzeugnisse** pour Victor Kuballa avec tampon nazi avec indication des achats (indiquant Gültig Strassburg, Gültig im gesamten Reichsgebiet ; - 1945, octobre. Carte de vêtements et d'articles textiles pour Victor Kuballa (pas de profession) ; - 1945, 19 octobre. Carte de vêtements et d'articles textiles pour Jeannine Kuballa ; - 1945, 19 octobre. Carte de vêtements et d'articles textiles pour Alice Kuballa ; - 1945, 19 octobre. Carte de vêtements et d'articles textiles pour Gilbert Kuballa ; - 1945, 1er août. Carte individuelle d'alimentation pour Jeannine Kuballa ; - 1945, 1er août. Carte individuelle d'alimentation pour Alice Kuballa ;		

Acquis.	Coordonnées	Description	VA	Justification de l'acquisition
		- 1946, 1er août. Carte individuelle d'alimentation pourGilbert Kuballa ; - 1946, 1er août. Carte de bois pour Victor Kuballa ; - **1946, 25 octobre. Verbraucherausweis** für Alice, Victor et Gilbert Kuballa (3 feuilles) « gilt als Ausweis für die Ausgabe der Kleider- und Seifenkarte und für Anträge auf Ausstellung von Bezugscheinen ; - 1947, 21 août. Coupon d'achat pour une paire de chaussures, usage ville, pour Gilbert Kuballa ; - 1947-1948. Carte de Charbon pour besoins domestiques pour Victor Kuballa **Journaux :** - 1940, 5 septembre. Strassburger Neueste Nachrichten: Wir werden nach England kommen! ; - 1940, 24 juillet. Strassburger Neueste Nachrichten : Prix 10 Pf avec mention Sonderpreis für das Elsass bis auf weiteres : 1 Franken avec " So lebten wir im Konzentrationslager, Wie die Elsässer verschleppt wurden, Im Lager von Archos (près d'Epinal)…." Article de Luzian Speisser ; - 1940, 29 juillet. Strasburger Neueste Nachrichten Prix 10 Pf avec mention Sonderpreis für das Elsass bis auf weiteres : 1 Franken sur le retour des autonomistes (Sprecher des elsässischen Volkes ») en Alsace et réouverture du pont sur le Rhin et du pont place de la Bourse ; - 1940, 6 septembre. Strasburger Neueste Nachrichten article sur les retours à Stasbourg et sur l'attrait des cours d'allemand à Strasbourg et sur le lancement de la 2e saison de Winterhilfswerk et « Nur deutsche Sender hören »… ; - 1942, 26 août. Strasburger Neueste Nachrichten : sur l'incorporation volontaire ; - 1942, 1er octobre. Straßburger Neueste Nachrichten ; - 1942, 6 octobre. Straßburger Neueste Nachrichten ; - 1943, 12 septembre. Straßburger Stadtanzeiger, liste des tués du bombardement du 6 septembre 1943, signée Dr. Ernest Oberbürgermeister et Paul Schall k. Kreisleiter.		
DON	**WOLFERMANN** Mme Colette WOLFERMANN 1, rue de la Division Leclerc 67000 Strasbourg	- Caricature représentant le père de Mme Wolfermann, M. Paul Nicodème en soldat en 1939 ; V.A. 10 € - Cahier de dessins d'enfants de M. Paul Nicodème, daté de 1909/1910 ; V.A. 10 €	*20 €*	Ce don complète une ancienne donation faite par Mme Wolfermann de dessins et souvenirs liés à son père et à la Seconde guerre mondiale.
DON	**ZERRES** Reinhild und	- Georg Wegener : *Der Wall von Eisen und Feuer. Ein Jahr an der Westfront*. V.A. 30 €	*855 €*	Ce don complète notre collection de cartes postales sur Strasbourg et notre

Acquis.	Coordonnées	Description	VA	Justification de l'acquisition
	Eberhard ZERRES Meiersweg 7 D-40878 Ratingen	- Ernst Morith Mungenast : *Der Zauberer Muzot*. V.A. 50 € - Deutsche Illustrierte Zeitung. Recueil d'articles sur la Guerre de 1870/71. V.A. 30 € - Article de presse de 1913 : *Der Trachtenzug* et un ensemble de 14 cartes postales N/B du *Strassburger Trachtenfestzug* du dimanche 8 juin 1913. Ed. C.W. Hofmann – 8/10 Blauwolkengasse – Strassburg i. Els. V.A. 150 € - Un ensemble de 111 cartes postales N/B et en couleurs représentant des monuments et des vues de Strasbourg. V.A. 555 € - Un ensemble de photos/cartes souvenirs N/B : 4 de la cathédrale de Strasbourg et 4 du château du Haut-Koenigsbourg. V.A. 40 €		documentation sur les guerres.
		-		

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

42

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Organisation d'expositions temporaires dans les musées pour l'année 2014.

Musée d'art moderne et contemporain

Daniel Buren
14 juin 2014 - 4 janvier 2015
Commissaires : Joelle Pijaudier-Cabot et Estelle Pietrzyk
Budget : 420 000 € TTC

Considéré comme l'un des artistes français les plus importants de la scène contemporaine, Daniel Buren (né en 1938) est l'auteur d'une œuvre plastique et théorique considérable dont l'apport le plus emblématique pourrait, très sommairement, se résumer à sa compréhension et son usage de la notion d'*in situ*. Après une formation de peintre qu'il ne cessera jamais d'être et sensibilisé aux arts décoratifs, Daniel Buren questionne, dès les années 1960, les limites de la peinture. Usant d'une grammaire minimaliste (les fameuses bandes invariablement espacées de 8,7 cm, alternant blanc et couleur) et attaché à une profonde remise en question des rapports entre le fond et la forme (il utilise pour ses premiers travaux de la toile de transat tendue sur châssis sur laquelle il peint une unique bande blanche, brouillant la lecture entre la facture industrielle et la main de l'artiste), Buren développe depuis cinquante ans une œuvre d'une rigueur et d'une cohérence exceptionnelles. Ses œuvres, qu'elles soient pérennes ou éphémères, qu'elles impliquent des médias traditionnellement associés aux beaux-arts (peinture, sculpture) ou au registre décoratif (mosaïques, fresques, vitraux, textiles, usage de miroirs) témoignent à chaque fois d'une compréhension très subtile de l'environnement dans lequel elles s'insèrent. Moteur de sa démarche, le travail *in situ* a permis à Buren de questionner les conditions de monstration d'une œuvre, mettant en cause l'institution et ses limites, tirant parti de la beauté - quête avouée de l'artiste – de l'architecture ou du site naturel dans lequel il vient s'insérer. Si la radicalité de certains de ses travaux a pu susciter la controverse (on pense aux *Deux Plateaux* pour la Cour d'Honneur du Palais Royal), l'œuvre de Buren figure aujourd'hui parmi les apports les plus importants de la création contemporaine internationale et a été reconnue comme telle : en 1986, il reçoit le Lion d'Or de la Biennale de Venise ; en 2007, le Prix Praemium Imperiale ; en 2012, il est l'artiste choisi pour exposer au Grand Palais dans le cadre de Monumenta (259.000 visiteurs en 7 semaines). Au MAMCS où son œuvre est bien représentée (8 pièces sont conservées dans la collection), l'artiste intervient pour la première fois et se confrontera à l'architecture d'Adrien Fainsilber.

La spécificité du projet d'exposition de Daniel Buren réside dans le fait que les œuvres sont réalisées *in situ* à l'échelle du Musée d'art moderne et contemporain, cette méthode est la marque de fabrique du travail de Daniel Buren. Cela signifie que l'artiste interagit de manière importante et en un temps limité avec le lieu dans lequel il intervient, ici le musée d'art moderne et contemporain. Ainsi devons-nous être capables, pour répondre aux exigences de création de l'artiste, de réaliser des œuvres complexes, à l'échelle du musée (soit plus de 8 000m²), en un temps limité, avec des matériaux connus tardivement et souvent complexes. Ainsi est-il indispensable, et exigé par l'artiste, de recourir aux services d'une société de production d'œuvres spécialisées imposées par l'artiste, en l'occurrence la société Artproject, en raison de son expertise sur le type d'œuvres habituellement réalisées par celui-ci et de la grande réactivité exigée pour la bonne conduite du projet. Le marché confié à Artproject, pour lequel nous proposons d'appliquer l'article 35.II.8 (marché négocié sans publicité ni mise en concurrence pour des raisons artistiques) comprend les prestations suivantes qui ne peuvent en aucun cas être réalisées en interne ou même par une autre entreprise ne connaissant pas la méthodologie du travail de Daniel Buren: bureau d'étude du projet (à savoir analyse de la faisabilité sur le plan technique, financier et de la sécurité), réalisation des plans détaillés par un scénographe attaché à la société Artproject en fonction des dessins préliminaires de l'artiste, recherche des matériaux demandés par l'artiste, commande et acheminement de ceux-ci en un temps limité, évaluation des risques et validation du projet par la commission de sécurité, installation des œuvres dans le musée par des équipes spécialisées habilitées à travailler en hauteur.

En raison de la nature de ses œuvres et des projets précédemment menés, Daniel Buren demande que la société de production Artproject soit chargée de la réalisation de l'exposition du Musée d'art moderne, qui ne peut être produite en interne en raison de sa complexité. Artproject, associée à tous les projets d'exposition de Daniel Buren, possède l'expertise technique pour la réalisation de ses œuvres ainsi que la réactivité nécessaire à la méthode de travail de Daniel Buren. Il est proposé d'appliquer l'article 35.II.8 du code des marchés publics pour la prestation de la société Artproject pour l'installation du projet au musée, pour un montant de 200 000 € TTC maximum équivalant aux frais de productions (comme détaillé *supra*) desdites œuvres. Le recours à l'article 35.II.8 permet d'établir un marché à bon de commande sans publicité ni mise en concurrence en raison des contingences artistiques décrites. Ce choix a pour objet de garantir la réalisation dans les meilleures conditions sur le plan artistique, technique et de la sécurité, de l'exposition.

La rémunération de Daniel Buren s'élève à 50 000 € et comprend la prestation artistique et intellectuelle, ses déplacements, frais de séjour et de bouche. Conformément à l'article 27 du code des marchés publics et suite à la délibération du conseil municipal, une unité fonctionnelle sera établie pour l'intégralité du projet à hauteur de 420 000 euros TTC, soit le coût global de l'exposition décomposé comme suit : 200 000 euros pour la production des œuvres, 50 000 euros pour la conception intellectuelle des œuvres et les frais de déplacement de l'artiste, 40 000 euros de frais de communication, 50 000 euros pour le catalogue, 45 000 euros pour la médiation, et 35 000 euros en frais divers (assurance, transport…).

Pièce jointe : le contrat de l'artiste.

Clément Cogitore, *FICTIONS*
15 mars -21 septembre 2014
Commissariat : Estelle Pietrzyk
Budget : 25 000 € dont 5 000 € de production d'une œuvre inédite

Après des études à l'École supérieure des Arts Décoratifs de Strasbourg et au Fresnoy-Studio National des arts contemporains, Clément Cogitore (né en 1983) développe une pratique à mi-chemin entre cinéma et art contemporain. Mêlant films, vidéos, installations et photographies, son travail pose la question de ce que nous dit l'image (animée ou non), avec une prédilection non dissimulée pour les thèmes que sont la mémoire collective, la figuration du sacré ou encore l'idée de perméabilité des mondes. C'est ainsi que l'on verra indifféremment apparaître dans ses œuvres des images ancrées dans l'époque contemporaine (le sous-marin nucléaire HMS Astute, Julian Assange, les Anonymous) et des images atemporelles que sont par exemple les œuvres de la peinture classique (*Bielutine*, 2011) ou les images pieuses (*Ex-voto*, 2009).

Dans le cadre du réaménagement des salles contemporaines récemment mis en place au MAMCS, un espace à destination des artistes invités à été conçu avec l'idée d'organiser des projets à l'organisation légère. Ainsi, à raison d'une fois par an, le MAMCS accueille un artiste pour une sélection restreinte d'œuvres inédites et lui propose d'entrer en résonnance avec un choix de pièces de la collection. Clément Cogitore est le premier artiste à prendre part à ce programme qui se fera en partenariat avec le CEAAC. À cette occasion, une œuvre réalisée pour le MAMCS sera produite ; il s'agit du film *Élégies*, tourné notamment dans les catacombes romaines. Une partie du budget consacré à l'exposition sera affecté à la production d'œuvres (réalisation de la vidéo), dont les modalités sont définies par contrat.

<u>Aubette 1928</u>

Céleste Boursier-Mougenot
21 juin - 14 septembre 2014
Commissaire : Camille Giertler
Budget : 50 000 € TTC

L'Aubette 1928 présente à l'été 2014 trois installations de l'artiste français Céleste Boursier-Mougenot. Musicien de formation, Céleste Boursier- Mougenot réalise depuis une vingtaine d'années des installations sonores poétiques et intimes, prenant en compte l'environnement pour lesquelles elles sont réalisées. Céleste Boursier cherche à rendre visible le potentiel musical du lieu dans lequel il intervient et élabore pour ce faire des dispositifs dont les formes varient mais qui toujours cherchent à faire de l'expérience d'écoute le motif central de l'œuvre. Les formes sonores crées, que Céleste Boursier-Mougenot qualifie de vivantes, livrent ainsi une nouvelle perception de l'espace avec lequel elles entrent en résonnance.
Né en 1961, Céleste Boursier-Mougenot vit et travaille à Sète et expose depuis une vingtaine d'années dans les lieux importants de l'art contemporain comme la Barbican Art Gallery à Londres ou La Maison Rouge- Fondation Antoine de Galbert à Paris. Lauréat de l'International Studio Programm du PS1, antenne du MoMA à New York en 1999, Céleste

Boursier-Mougenot a également été lauréat du David de l'art contemporain en 2009 puis nominé pour le Prix Duchamp en 2010.

Pièce jointe : contrat de production

Musée Tomi Ungerer- Centre international de l'illustration

Prochains accrochages (pour un montant total d'environ 30 000 € TTC) :

Une ligne satirique : R.O. Blechman, Paul Flora, William Steig, Tomi Ungerer
15 novembre 2013 – 16 mars 2014

Cette exposition est le second chapitre que le musée consacre aux illustrateurs du XXe siècle. Elle est issue de divers enrichissements de la collection du Musée Tomi Ungerer depuis sa création et montre près de 160 œuvres originales ainsi que des documents de sa bibliothèque.
Ce qui relie R. O. Blechman, Paul Flora, William Steig, Tomi Ungerer, est la « ligne », au sens premier du terme, de leur œuvre satirique.

En effet, R. O. Blechman (né en 1930), actif à New York, a créé des petits personnages qui semblent désemparés dans la vie quotidienne et dont la fragilité est accentuée par le trait légèrement tremblé, caractéristique du dessinateur. Ses modes d'expression favoris ont été l'illustration pour la presse, notamment pour la revue *The New Yorker*, la publicité, les livres illustrés comme *Le jongleur de Notre-Dame*, et les films d'animation.

William Steig (1907-1923), dessinateur américain qui a créé pour les enfants le célèbre personnage de l'ogre vert *Shrek !*, a également illustré de nombreuses couvertures pour *The New Yorker*. Ses dessins satiriques témoignent d'une puissante expressivité en contraste avec leur tracé linéaire et fin. Le musée présente pour la première fois une partie de la donation, unique en France, de dessins de Steig dont il a été bénéficiaire.

Paul Flora (1922-2009) est un dessinateur dont l'œuvre a été peu diffusée en France, mais qui est très connue en Autriche, son pays natal, ainsi qu'en Allemagne et en Suisse, où il a été beaucoup publié. Ses dessins, sobrement tracés à l'encre et en quelques coups de plume, vont à l'essentiel. Ils ont illustré pendant quarante ans, entre autres, les chroniques politiques et sociales du quotidien *Die Zeit*. Les œuvres de Paul Flora ont été prêtées par la Galerie Seywald en Autriche dans le cadre de la Présidence autrichienne du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.

Tomi Ungerer (né en 1931), enfin, ne pouvait être absent de cette présentation dans son musée éponyme. En effet, le dessin de satire sociale est l'un des fers de lance, et non le moindre, de son immense œuvre graphique. Les dessins originaux du livre *Symptomatics*, réalisés au début des années 1980 et provenant de la collection du musée, présentent une satire féroce sur les symptômes d'un monde malade.

Tomi Ungerer, femmes fatales
21 mars – 29 juin 2014

Pour la première fois, le musée Tomi Ungerer – Centre international de l'Illustration présente un focus sur le thème de la femme, sujet cher à l'artiste. La figure féminine est centrale dans son œuvre, que ce soit dans ses croquis, ses dessins de livres pour enfants, ses publicités, ses œuvres satiriques et érotiques. Elle y apparaît sous différentes formes : métamorphosée en chatte pour y incarner sa mère *Pas de baiser pour maman*, une histoire autobiographique pour les enfants, en caricature de l'américaine typique dans *America* et *The Party*, en symbole de la mort dans *Rigor Mortis*, en dominatrice dans le reportage dessiné *Les Anges gardiens de l'enfer*, en sujet érotique dans *Femme fatale,* le livre qui a donné son titre à l'exposition. Si la vision qu'en donne Tomi Ungerer est en grande partie satirique, elle n'est cependant pas exempte de tendresse dans ses croquis d'observation et du réel, qui sont à découvrir dans des carnets d'esquisses. En écho seront présentés les dessins sur le thème des femmes d'une artiste allemande, Elisabeth Schraber.

Ana-tomies
4 juillet – 6 octobre 2014

« Ana-tomies » se propose d'explorer la passion de Tomi Ungerer pour l'anatomie. Présentée au rez-de-jardin du musée, elle montrera non seulement ses dessins et ses esquisses d'anatomie, mais également ceux de botanique et d'animaux. L'exposition sera complétée par des planches anatomiques et botaniques provenant de la bibliothèque de Tomi Ungerer et de diverses bibliothèques strasbourgeoises, parmi lesquels le précieux livre d'anatomie d'Albinus, *Tabulae sceleti et musculorum corporis humani* (Londres, 1749), gravé par Jan Wandelaer. Le public pourra découvrir à la fois exposé et sur table tactile grâce à une application, cet ouvrage qui servira de fil d'Ariane à l'exposition.
Cette exposition, qui bénéficie du soutien d'ES, est réalisée en collaboration avec l'Atelier de didactique visuelle de la Haute Ecole des Arts du Rhin et l'Institut d'Histoire de l'art de l'Université de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'organisation par les Musées des expositions suivantes :

<u>au MAMCS</u>

- *Daniel Buren, 14 juin 2014 au 4 janvier 2015, pour une dépense estimée à 420 000 €,*
- *Clément Cogitore, Fictions, du 15 mars au 21 septembre 2014, pour une dépense estimée à 25 000 €, dont 5 000 € de production d'une œuvre inédite ;*

<u>à l'Aubette 1928</u>

Céleste Boursier-Mougenot, du 21 juin au 14 septembre 2014, pour une dépense estimée à 50 000 € ;

à Tomi Ungerer - Centre international de l'illustration

trois accrochages (pour un montant total d'environ 30 000 €) :
- *une ligne satirique : R.O. Blechman, Paul Flora, William Steig, Tomi Ungerer, du 15 novembre 2013 au 16 mars 2014,*
- *Tomi Ungerer, femmes fatales, du 21 mars au 29 juin 2014,*
- *Ana-tomies, du 4 juillet au 6 octobre 2014 ;*

décide

l'imputation des dépenses sur les budgets de 2013, 2014 et 2015, chapitre AU12 D et AU12 Q du Service des Musées ;

autorise

le Maire ou son représentant à signer les conventions jointes à la présente délibération ainsi qu'à lancer et exécuter les procédures de marchés relatifs à ces événements, conformément aux règles de passation et aux délégations en vigueur en matière de marchés publics.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

PROTOCOLE DE PRODUCTION
EXPOSITION DANIEL BUREN
MUSÉE D'ART MODERNE ET CONTEMPORAIN

Le présent contrat de production est rédigé entre les soussignées :

Monsieur Daniel Payot, adjoint à l'action culturelle, représentant le Maire de Strasbourg
ci-après dénommé « le producteur »

d'une part,

et

Monsieur Daniel Buren

ci-après dénommée « l'artiste »

d'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : Cadre et objet du contrat

Ce contrat a pour objet de définir :

- les modalités de réalisation et de production de l'exposition de Daniel Buren qui sera présentée au Musée d'art moderne et contemporain à partir du 14 juin 2014.
- le budget affecté à l'exposition et à la production des œuvres.
- la rémunération de l'artiste
- le planning indicatif du projet

Article 2 : Conditions et délai de réalisation

L'exposition est produite par la Ville de Strasbourg. Elle se tiendra au Musée d'art moderne et contemporain du 14 juin 2014 au 4 janvier 2015.

Article 3 : Frais de production

Le producteur participe pour un montant maximal de **200 000 TTC** aux frais de production des œuvres présentées au Musée d'art moderne et contemporain. Cette somme comprend tous les frais de fabrication et d'installation des œuvres. Les œuvres produites par la Ville de Strasbourg restent la propriété de l'artiste.

La production des œuvres, l'achat du matériel et la direction technique de la réalisation de l'exposition est confiée à la société Artproject.

Article 4 : Rémunération de l'artiste

L'artiste sera rémunéré pour la conception des œuvres constituant l'exposition au Musée d'art moderne et contemporain. Le montant de sa rémunération s'élève à **50 000 euros TTC,** versé en deux temps (premier versement en novembre 2013 et second versement en juin 2014). Cette rémunération comprend la prestation artistique et intellectuelle, les frais de déplacement, les nuitées ainsi que les repas durant la préparation et le montage de l'exposition (estimé à trois semaines).

Article 5 : Assurances des œuvres

Le producteur assure les œuvres mobilières qui pourraient être associées à l'exposition. La liste des valeurs d'assurance devra être remise au producteur deux mois avant l'exposition.

Article 6 : Droits de reproduction des œuvres produites

L'artiste cède au producteur, à titre non exclusif, pour la durée de l'exposition le droit :

- d'imprimer, de publier, de reproduire des vues des œuvres, dans le cadre des activités du producteur et sur tous supports strictement destinés à sa promotion. L'ensemble des documents de communication seront présentés à l'artiste pour validation.

Chaque reproduction devra être accompagnée des mentions suivantes :

- nom et prénom de l'artiste
- titre de l'œuvre
- date de réalisation
- mention « Production Musées de la Ville de Strasbourg »

L'artiste garantit au producteur la disposition libre et entière des droits cédés contre tout trouble, revendication ou éviction quelconque.

Article 7 : Budget de l'exposition

Le producteur s'engage à affecter à l'exposition un budget maximal de **420 000 euros TTC** (hors éventuelles contributions extérieures). Celui-ci ne pourra pas faire l'objet d'un dépassement.
Le budget se décompose comme suit :
200 000 euros pour la production matérielle des œuvres
50 000 euros pour la conception intellectuelle des œuvres et les frais de déplacement
50 000 euros pour la communication
50 000 euros pour le catalogue de l'exposition
35 000 euros pour la médiation
35 000 euros divers (assurances, transports…)

Article 8 : Planning indicatif

Le producteur et l'artiste s'engagent à respecter dans la mesure du possible le planning prévu pour la mise en œuvre du projet :

- décembre 2013 : remise aux musées par l'artiste du projet définitif

- janvier- mars 2014 : validation par l'artiste des documents de communication (communiqué et dossier de presse)
- mai 2014 : installation *in situ* ainsi que deux rencontres avec le public (amis des musées, étudiants de la Haute Ecole du Rhin…)
- 13 juin : visite de presse et vernissage de l'exposition.

Article 9 : Litiges - Inexécution - Résiliation

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et avant de s'en remettre aux instances juridictionnelles compétentes, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas d'inexécution par le titulaire des obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par le producteur, par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de désaccord persistant, le Tribunal administratif de Strasbourg est le seul compétent.

Fait à Strasbourg, le …….
(en deux exemplaires)

Signatures à faire précéder de la mention « lu et approuvé »

Monsieur Daniel Buren, **Monsieur l'Adjoint à l'action culturelle,**

PROTOCOLE DE PRODUCTION
EXPOSITION CELESTE BOURSIER-MOUGENOT
AUBETTE 1928

Le présent contrat de production est rédigé entre les soussignées :

Monsieur Daniel Payot, adjoint à l'action culturelle, représentant le Maire de Strasbourg
ci-après dénommé « le producteur »

d'une part,

et

Monsieur Céleste Boursier-Mougenot

ci-après dénommée « l'artiste »

d'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : Cadre et objet du contrat

Ce contrat a pour objet de définir :

- les modalités de réalisation et de production de l'exposition de Céleste Boursier-Mougenot qui sera présentée à l'Aubette 1928 à l'été 2014.
- le budget affecté à l'exposition et à la production des œuvres.
- la rémunération de l'artiste
- le planning mis en œuvre dans le cadre de l'exposition.

Article 2 : Conditions et délai de réalisation

L'exposition est produite par la Ville de Strasbourg. Elle se tiendra à l'Aubette 1928 en 2014.

Article 3 : Frais de production

Le producteur participe pour un montant maximal de **30 000 euros TTC** aux frais de production des œuvres présentées à l'Aubette 1928. Cette somme comprend tous les frais de fabrication, et de transport des œuvres. Les œuvres produites par la Ville de Strasbourg restent la propriété de l'artiste.

La Ville de Strasbourg paiera directement le/les fournisseurs et sous-traitants associés à la production de l'œuvre et choisis par l'artiste en raison de la nature du projet.

Article 4 : Rémunération de l'artiste

L'artiste sera rémunéré pour la conception de deux ou trois nouvelles œuvres constituant l'exposition à l'Aubette 1928 ainsi que pour la cession des droits visés à l'article 8. Le montant de sa rémunération s'élève à 11 000 euros TTC, versés en deux temps (premier versement en octobre 2013 et second versement en juin 2014).

Cette rémunération comprend également les frais de transport, et de séjour de l'artiste à Strasbourg (per diem) durant la préparation et le montage de l'exposition.

L'artiste sera logé au studio du Musée d'art moderne et contemporain lors de ses venues à Strasbourg.

Article 5 : Cession des œuvres produites à titre onéreux

En cas de vente des œuvres produites par la Ville de Strasbourg dans les trois ans (à compter du début de l'exposition), l'artiste ou la galerie de l'artiste s'engage à reverser à la Ville de Strasbourg les sommes affectées à la production des œuvres vendues après réception d'une facture éditée par la Ville de Strasbourg (remboursement des matières premières).

Article 6 : Assurances des œuvres

Le producteur assure les œuvres produites ainsi que celles prêtées par l'artiste pour le transport aller et retour et le temps de l'exposition. La liste des valeurs d'assurance devra être remise au producteur deux mois avant l'exposition.

Article 7 : Transport des œuvres

Le producteur prend en charge le transport aller/retour des œuvres produites et empruntées à l'artiste dans l'enveloppe allouée pour la production des œuvres. Ces œuvres proviendront uniquement de l'atelier de l'artiste à Sète (34200) ou de la Réserve, lieu stockage de la galerie Xippas située à Pacy-sur-Eure (27 120), ou encore de la galerie Xippas située au 108, rue Vieille du Temple, 75003 Paris.

Article 8 : Droits de reproduction des œuvres produites

L'artiste cède au producteur, à titre non exclusif, pour la durée de l'exposition le droit :

- d'imprimer, de publier, de reproduire des vues des œuvres, dans le cadre des activités du producteur et sur tous supports strictement destinés à sa promotion. L'ensemble des documents de communication seront présentés à l'artiste pour validation.

Chaque reproduction devra être accompagnée des mentions suivantes :

- nom et prénom de l'artiste
- titre de l'œuvre
- date de réalisation
- mention « Production Musées de la Ville de Strasbourg »

L'artiste garantit au producteur la disposition libre et entière des droits cédés contre tout trouble, revendication ou éviction quelconque.

Article 9 : Budget de l'exposition

Le producteur s'engage à affecter à l'exposition un budget maximal de 50 000 euros TTC (hors éventuelles contributions extérieures). Celui-ci ne pourra pas faire l'objet d'un dépassement.
Le budget se décompose comme suit :
30 000 euros pour la production matérielle des œuvres
11 000 euros pour la conception intellectuelle des œuvres et frais de séjours
8500 euros pour la communication et la médiation
500 euros pour l'assurance des œuvres

Article 11 : Planning indicatif

Le producteur et l'artiste s'engagent à respecter dans la mesure du possible le planning prévu pour la mise en œuvre du projet :

- automne 2013 : venue de l'artiste à Strasbourg pour un second repérage des lieux
- janvier 2014 : rendu du projet (dispositions techniques pour l'achat du matériel)
- février- mai 2014 : validation par l'artiste des documents de communication (communiqué et dossier de presse)

Article 12 : Litiges - Inexécution - Résiliation

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et avant de s'en remettre aux instances juridictionnelles compétentes, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas d'inexécution par le titulaire des obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par le producteur, par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de désaccord persistant, le Tribunal administratif de Strasbourg est le seul compétent.

Fait à Strasbourg, le …….
(en deux exemplaires)

Signatures à faire précéder de la mention « lu et approuvé »

Céleste Boursier-Mougenot **Daniel Payot,**

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

43

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Mise en place d'une stratégie de mécénat pour les Musées de la Ville.

Définition du projet

Les Musées de la Ville de Strasbourg souhaitent mettre en œuvre une stratégie structurée de mécénat financier et de compétence dans le but de développer leurs ressources. Cette initiative correspond aux préconisations délivrées par le cabinet spécialisé ayant été en charge de l'étude prospective concernant le mécénat dans les musées de Strasbourg.
La mise en œuvre d'une stratégie de mécénat, à l'image de celle développée dans les musées nationaux comme Le Louvre, le Centre Pompidou ou le Musée d'Orsay, mais également de certains musées du Rhin-Supérieur (Musée Unterlinden, Kunstmuseum de Bâle, Fondation Beyeler…), permet de soutenir un certain nombre d'actions constitutives des missions des musées telles qu'exprimées dans la loi musées de 2002 (enrichissement des collections, programmation d'expositions de grande envergure, soutien aux actions éducatives…).

La localisation des Musées de la Ville de Strasbourg (au cœur de l'Euro-métropole) et leur histoire singulière (exemple unique d'un réseau de onze musées fondé à la fin du XIXème siècle et dont les collections comptent près de 2 millions d'objets et spécimens) laissent espérer une forte attractivité pour les entreprises cherchant à accroître leur rayonnement par une action de mécénat et les particuliers cherchant à s'impliquer dans la vie des musées strasbourgeois.

Mise en œuvre opérationnelle

S'inscrivant dans l'initiative de la Ville, portée par le service du développement économique, visant à augmenter l'attractivité de la Ville en terme économique ainsi que son rayonnement culturel, les musées souhaitent mettre en œuvre à leur échelle la stratégie déterminée par l'étude préalable, se déclinant en trois actions concrètes qui seront progressivement mises en œuvre dans les prochaines années :

- 2014 : élaboration d'une stratégie de mécénat pour les entreprises (rédaction d'une plaquette de présentation des actions à soutenir sur trois ans, grille de contreparties, présence de cette offre sur le site internet des musées via une page dédiée…) ;
- 2015 : élaboration d'une stratégie de mécénat pour les particuliers (développement d'actions de micro-mécénat, d'outils de communication dédiés, articulation de ces actions autour des sociétés d'amis des musées, campagne de communication « grand public »…) ;

- 2016 : bilan sur la stratégie adoptée et création d'un cercle de mécènes dont la forme juridique sera à déterminer.

La mise en œuvre de cette stratégie de mécénat permettra de soutenir des projets d'expositions, d'acquisitions et de restaurations d'œuvres, des actions de médiation et certains projets d'investissement.

Contreparties et dispositions fiscales offertes par la collectivité

Le mécénat est strictement encadré par la loi. Il permet, dans le cadre du don par une entreprise, et outre une déduction fiscale de 60 %, l'affectation au mécène de contreparties dans la limite de 25 % du montant du don.

Une grille de contreparties, constituée sur la base de l'arrêté tarifaire des musées voté par le conseil municipal, est proposée et jointe à la présente délibération et pourra s'appliquer dans le cas d'un mécénat à hauteur de 25% du montant du don.
Dans le cadre de dons par les particuliers, la contrepartie est opérée sous forme de déduction fiscale à hauteur de 66% du montant du don.

Coût financier et objectif de recettes

Les musées consacreront, à budget constant, entre 10 000 et 30 000 € par an au développement de leur stratégie de mécénat (cela permettra l'édition de plaquettes de présentation de la démarche, de campagnes de communication, de prospections…)
L'objectif de recettes est compris entre 50 000 et 200 000 € par an.

Cette délibération cadre autorise la signature entre la Ville et les entreprises mécènes de conventions de mécénat (deux exemples de convention de mécénat sont jointes à la présente délibération pour information du conseil municipal). Elle autorise également le recours, dans la limite du dispositif légal, à l'usage de contreparties proposées par la Ville et définies dans le cadre de cette délibération. Conformément à la loi, cette délibération permet l'affectation des recettes pourvues au titre du mécénat aux actions ciblées faisant l'objet dudit mécénat.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la mise en œuvre d'une stratégie de mécénat permettant de soutenir des projets d'expositions, d'acquisitions et de restaurations d'œuvres, des actions de médiation et des projets d'investissement pour les Musées de Strasbourg en utilisant notamment l'usage des contreparties légales en faveur des mécènes ;

décide

l'imputation des dépenses sur l'activité 322 - AU12 F « Commercialisation, diffusion et partenariat des musées » ;

autorise

l'affectation des recettes pourvues au titre du mécénat sur la ligne AU12A 322 – nature 7083 ;

autorise

le Maire ou son représentant à signer tout acte relatif au mécénat.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

CONVENTION DE MECENAT DE COMPETENCE

ENTRE D'UNE PART

La société …
dont le siège social est situé à…
représentée par …

Ci après désignée « la Société »

ET D'AUTRE PART

La Ville de Strasbourg (Musées de la Ville de Strasbourg)
dont le siège est situé 1, parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG
représentée par Daniel PAYOT, en sa qualité d'élu à l'action culturelle

Ci après désignée « MVS »

PREAMBULE

Description de l'action qui bénéficie du mécénat :

La manifestation respecte la condition d'intérêt général. Le bénéficiaire (MVS) agit dans un but désintéressé et développe une activité non lucrative qui ne bénéficie pas à un cercle restreint de personnes.

Ceci étant exposé, il est convenu entre les parties ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités du partenariat établi … (la Société) et la Ville de Strasbourg-Musées (MVS). La société … souhaite soutenir le projet d'exposition … organisé par les Musées de la Ville de Strasbourg et qui se … du… au….

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la Loi Aillagon d'août 2003 sur le mécénat, encadré par l'article 238 bis du Code Général des Impôts.

ARTICLE 2- DESCRIPTION DU PROJET

…

ARTICLE 3- OBLIGATIONS DE LA SOCIETE

Afin de soutenir le projet indiqué ci-dessus, la Société s'engage à réaliser au profit des MVS la prestation suivante: …

L'entreprise s'engage à apporter son soutien à l'événement par un don en nature à hauteur de …
euros (somme en chiffres et en lettres), somme correspondant à la valorisation hors taxe fournie par l'entreprise, selon les directives de l'administration fiscale en vigueur (article 38 paragraphe 3 du CGI).
L'entreprise fournit à la Ville un document portant valorisation des dons en nature effectués dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 4- OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1. Principe :
La Ville s'engage à utiliser le don effectué dans le cadre de la présente convention et à la seule fin définie par la présente convention.
A la réception du don, la Ville établira et enverra un reçu fiscal à …
La mention « valeur des biens reçus (information fournie par l'entreprise donatrice) » devra apparaître à côté du montant des dons en nature et compétences valorisés.

4.2. Communication :
La Ville s'engage à faire mention du partenariat avec la société … sur l'ensemble des documents de communication lié à l'exposition.

4.3. Contreparties :
La société … peut bénéficier de contreparties dès lors qu'il existe « une disproportion marquée entre le don et la valorisation de la prestation rendue ». Le montant des contreparties associées est aujourd'hui limité à 25% du montant total du don.
Les musées de la Ville de Strasbourg proposent les contreparties suivantes :

-…

ARTICLE 5- EXCLUSIVITE

Le projet pourra être soutenu par d'autres sociétés, sous réserve que ces dernières ne soient pas concurrentes de la Société. Avant d'accepter un nouveau mécène, la Ville devra demander l'accord préalable et écrit de la Société.

ARTICLE 6- DUREE DE LA CONVENTION

Le présent contrat a une durée de un an.

ARTICLE 7- RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée :

- en cas de non-respect de ses engagements par l'une des parties
- pour cause de cessation d'activités de l'une des deux parties

Fait à Strasbourg, le _ _ _ _ _ _ _ _ _
En deux exemplaires

Pour la Société	Pour la Ville de Strasbourg M. Daniel PAYOT
Signature	Signature

CONVENTION DE MECENAT

Entre

d'une part,

XXXX
Société anonyme au capital de xxxx €,
Dont le siège légal est situé à xxxxx.
Représentée par son Président- Directeur Général, xxxx

Ci-après dénommée « xxxx»

et

d'autre part,

YYY
VILLE DE STRASBOURG,
Domicilié xxx,
Représenté par son Adjoint à l'action culturelle, xxxx,

Ci-après dénommé le « musée du YYY »

ensemble ci-après dénommé les « Parties ».

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

Conformément au décret n°92-1338 du 22 décembre 1992 modifié, le musée du YYY a notamment pour mission de conserver, protéger, restaurer pour le compte de l'Etat et présenter au public les œuvres des collections inscrites sur les inventaires du musée national du YYY dont il a la garde.

Dans le cadre de sa politique d'expositions temporaires, le musée du YYY organise une exposition « *XYZ* » qui aura lieu du ___ au ____2013. Cette exposition illustrera xxxxxxxxxxxxxxxxxx.

XXX souhaite s'associer au musée du YYY en apportant son concours financier à hauteur de **xxxx€ nets (« en toutes letttres » euros)** effectuant ainsi un acte de mécénat conformément aux dispositions de l'article 23 du décret n°92-1338 du 22 décembre 1992 modifié.

XXX est informée que le musée du YYY recherche d'autres mécènes pour cette exposition.

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention et ne saurait en être dissocié

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de préciser les engagements respectifs des Parties dans le cadre du mécénat en numéraire effectué par XXX.

Article 2 : Modalité de versement

2.1. La somme de xxxx € nets (en toutes lettres euros), sera versée par XXX au musée du YYY au plus tard le xxx.

En tant qu'acte de mécénat et conformément aux dispositions de l'article 256 du Code général des impôts, cette somme n'est pas soumise à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le paiement s'effectuera, sur présentation d'une facture établie par le musée du YYY, sous forme de virement établi à l'ordre de zzzz.

2.2. Conformément à l'article 6 de la loi sur le mécénat du 1er août 2003, codifié à l'article 238 *bis* du *Code général des impôts*, ces sommes sont déductibles de l'impôt sur les sociétés à hauteur de 60% dans la limite de 5‰ du chiffre d'affaires du mécène.

Un reçu de déductibilité fiscale conforme aux dispositions de l'article 238 *bis* du *Code général des impôts* sera adressé par le musée du YYY à XXX sur simple demande de cette dernière.

Article 3 : Engagements du musée

Dans le respect des principes et instructions fiscales qui gouvernent l'octroi de contreparties par le musée du YYY à ses mécènes, et en particulier dans le respect d'une disproportion marquée entre la valeur du don et celle desdites contreparties, il est prévu que le musée prend les engagements suivants, dès l'entrée en vigueur de la convention et pendant toute la durée de celle-ci.

3.1 Privilèges

■ **Mention et logo de XXX**

Le musée du YYY s'engage à mentionner XXX sur l'ensemble des supports de communication de l'exposition et notamment sur :

-les communiqués de presse ;
-les dossiers de presse avec une page réservée à XXX;
-les invitations aux vernissages ;

Le musée du YYY s'engage à faire figurer le logo de XXX sur les supports de communication suivants :

- bannières situées à zzz;
- affiches publicitaires ;
- pages du site Internet du YYY www.YYY.fr consacrées à l'exposition, avec un lien possible sur les pages du site de XXX consacrées au mécénat ;
- dossiers et communiqués de presse ;
- programme trimestriel ;
- invitations aux vernissages ;
- le catalogue (mention et logo)

Le musée du YYY fera les meilleurs efforts pour faire figurer le logo de XXX dans une taille suffisante pour XXX, compte tenu des contraintes internes du musée et des impératifs d'efficacité des supports sur lesquels il figurera.

Il est entendu que XXX devra approuver préalablement toute utilisation de son logo par le musée du YYY.

■ **Utilisation de Photographies**

Pendant la durée de la présente convention, XXX pourra librement utiliser dans sa communication, exclusivement réservée à l'opération de mécénat, des photographies du musée du YYY dont les droits appartiennent au musée du YYY. Ces images seront choisies d'un commun accord avec le service du mécénat du musée du YYY.

Cette utilisation est strictement limitée à la communication institutionnelle de XXX relative au mécénat objet de la présente convention. Sont exclusivement considérés comme relevant de la communication institutionnelle : les rapports d'activités, les lettres internes, les documents destinés à l'affichage interne, les annuaires, les journaux internes, les cartons d'invitation à une visite privée du musée du YYY, le site Internet de la société, l'Intranet de la société, les cartes de vœux (y compris électroniques), les agendas non commercialisés et les brochures institutionnelles de XXX.

Pour toutes les utilisations ci-dessus énumérées, quels que soient leur objet ou leur support de représentation ou de reproduction, XXX s'engage à préciser le crédit photographique suivant : © Année, Musée du YYY, nom du Photographe

Pour chaque utilisation non liée spécifiquement aux opérations de mécénat, XXX devra informer le musée du YYY lorsque les droits des images lui appartiennent, et acquitter les droits photographiques correspondants.

En aucun cas les images des œuvres ne pourront faire l'objet d'une quelconque commercialisation par XXX.

Pour les besoins de sa communication interne, exclusivement réservée à l'opération du présent mécénat, XXX pourra réaliser des photographies et des captations lors des événements organisés par elle. Il est entendu entre les Parties que XXX devra préalablement et sous sa seule responsabilité, obtenir les autorisations nécessaires dans le cadre des prises de vues et des captations.

■ **Invitations**

XXX sera associée aux différents vernissages de l'exposition et pourra disposer de zz (en toutes lettres) cartons valables pour deux personnes pour chacun des vernissages.

3.2 Avantages

Conformément au droit applicable, et dans le respect du principe selon lequel les avantages accordés ne peuvent dépasser 25 % (vingt-cinq pour cent) de la valeur totale des dons du mécène, soit dans le cas de la présente convention **xxxx (en toutes lettres euros)**, il est prévu que XXX pourra se faire consentir les avantages suivants :

■ Mises à disposition d'espaces du musée du YYY à des fins de relations publiques

XXX pourra organiser des manifestations privées (visites guidées, conférences, cocktails dînatoires, ateliers pour tout type de public (clients, collaborateurs, enfants) dans des espaces du musée (à définir, liste non exhaustive), à des dates choisies d'un commun accord avec le musée du YYY et à des heures de fermeture au public.

La valorisation comptable d'une mise à disposition d'espaces du musée est fonction de sa nature (lieux de réceptions, salles des collections permanentes, salles d'expositions temporaires) et du nombre d'invités conviés et se fera conformément aux tarifs explicités dans la grille tarifaire du musée du YYY.

Pour chacune des mises à disposition, les frais techniques et logistiques d'organisation liés à ces manifestations seront à la charge de XXX. Ils seront détaillés et annexés à la convention spécifique dont fera l'objet chaque manifestation privée. Seules les mises à disposition des espaces seront octroyées en tant que contreparties.

Conformément aux usages en vigueur au musée du YYY, si XXX renonçait pour quelque cause que ce soit, à l'organisation d'une manifestation privée, après réservation auprès du service des locations d'espaces du musée du YYY, un pourcentage du montant de ladite manifestation sera décompté des contreparties de la manière suivante :

Toute annulation au-delà de 60 jours avant la date de la manifestation fera perdre à XXX le bénéfice de contreparties à hauteur de 50% du montant de la manifestation envisagée.

■ Laissez-passer

XXX pourra se faire remettre des billets valables pour une visite des collections permanentes et des expositions temporaires du musée du YYY. La valorisation de ces billets jumelés se fera conformément à la grille tarifaire du musée du YYY, en vigueur au moment de leur remise. En 2013, ils sont valorisés à xxx € (en toutes lettres euros) l'unité à plein tarif

Article 4 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à la date de sa signature par l'ensemble des Parties et prend fin le xxx.

Article 5 : Charte éthique du Musée du YYY

XXX déclare :

- avoir pris connaissance de la charte éthique du Musée du YYY en matière de mécénat, parrainage et autres relations avec les entreprises, personnes ou fondations (voir annexe jointe),

- respecter les valeurs et principes qui la gouvernent

Article 6 : Résiliation

En cas de non respect par l'une ou l'autre des deux Parties de l'une quelconque de ses obligations définies dans la convention, et trente (30) jours après réception par la partie défaillante d'une lettre recommandée avec avis de réception de mise en demeure de s'exécuter restée sans effet, la partie lésée pourra résilier de plein droit ladite convention par lettre recommandée avec avis de réception sans qu'il soit besoin pour cela d'accomplir aucune formalité judiciaire et ce, sans préjudice d'une éventuelle action en dommages et intérêts.

Toute résiliation de la présente convention ne saurait affecter les droits et engagements de l'une ou l'autre des Parties consentis ou exercés avant la date de résiliation anticipée concernée.

Article 7 : Litige et loi applicable

La présente convention est soumise en toutes ses dispositions à la loi française et tous les différends relatifs à son interprétation ou à son exécution relèveraient des tribunaux de Paris compétents, après épuisement des voies de règlement amiables.

Fait en deux exemplaires, le

L'Adjoint à l'action culturelle **Ville de Strasbourg**	**Le Président Directeur Général** **XXX**
Prénom, Nom	**Prénom, Nom**

Grille de contreparties - Musées de la ville de Strasbourg (juin 2013)

	Niveau 1 de 5000 à 14 000 €	Niveau 2 de 15 000 à 49 000 €	Niveau 3 50 000 € et +	Grands Mécènes
Valeur de la déduction fiscale				
CONTREPARTIES DANS LE CADRE DU MECENAT				
Rayonnement de l'entreprise :				
Visibilité sur le site web des Musées	x	x	x	x
Visibilité sur le plan de communication de l'opération mécénée : catalogue d'exposition, campagne d'affichage, flyers, dossiers et communiqué de presse, etc…	x	x	x	x
Visibilité in situ (fonction du niveau de don) ex : plaque des mécènes, écrans, scénographie de l'exposition		x	x	x
Visibilité sur le carton d'invitation de l'opération mécénée		x	x	x
Participation au rendez-vous annuel des mécènes (dîner)	x	x	x	x
Relations publiques :				
Mise à disposition gracieuse des espaces de prestiges des musées (fonction du niveau de don)			x	x
Réduction sur les tarifs de privatisation des espaces de prestige des musées	x	x	x	x
Visites des musées :				
Visites VIP				
Invitations aux vernissages des expositions	x	x	x	x
Passeports annuels permettant l'accès gratuit à tous les musées du réseau	x	x	x	x
Invitations aux événements payants de l'auditorium (conférences, lectures, concerts, performances…)	x	x	x	x
Rencontres avec la direction des musées			x	x
Preview du projet mécéné	x	x	x	x
Preview des expositions avec les conservateurs des musées		x	x	x
Découverte des coulisses des musées (réserves, ateliers, pôle de conservation…)		x	x	
Invitation à la conférence de presse de rentrée		x	x	x

Visites pour les collaborateurs de l'entreprise				
Visites privées des expositions et/ou des collections	x	x	x	x
Billets pour les nocturnes des musées	x	x	x	x
Autres :				
Don de catalogues (fonction du montant du don)	x	x	x	x

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

44

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Convention de partenariat entre la Haute Ecole des Arts du Rhin et les Musées de Strasbourg.

Les Musées et la Haute-Ecole des Arts du Rhin (HEAR) souhaitent nouer un partenariat visant à mettre en valeur leurs activités respectives, à croiser leurs publics, et à permettre aux étudiants d'être associés à l'actualité des musées.

Ce partenariat, formalisé par une convention cadre triennale, mise à jour annuellement par un avenant détaillant les actions communes, permet la réalisation de projets communs tels que la coproduction de rencontres de type débats, lectures, colloques, séminaires aux musées ou à la HEAR. Le partenariat permet également d'associer activement les élèves de la HEAR à l'actualité des musées en leur donnant l'opportunité de participer aux montages des expositions des musées, aux actions de médiations, ainsi qu'aux projets de scénographie, ce qui leur permet de nouer de nombreux contacts facilitant leur insertion professionnelle. Les élèves de la HEAR prennent également part, sous forme de contributions artistiques, aux événements des musées (Nuit des Musées, Journées du patrimoine, soirées étudiantes, nocturnes…). Le personnel des musées est associé à certains enseignements et est invité à partager son expertise avec les étudiants de la HEAR.

Cette convention formalise également la volonté des deux institutions d'initier ensemble une réflexion prospective (politique éditoriale, mise en valeur de la recherche…) qui pourra à l'avenir mener à la mutualisation de certaines actions.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la convention de partenariat entre la Haute Ecole des Arts du Rhin et les Musées de la Ville de Strasbourg afin de mettre en valeur leurs activités respectives, à croiser leurs publics et à permettre aux étudiants d'être associés à l'actualité des musées ;

autorise

le Maire ou son représentant à signer la convention de partenariat.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

CONVENTION TRIENNALE CADRE

RELATIVE A UN PARTENARIAT ENTRE

LA HAUTE ECOLE DU RHIN

ET

LES MUSEES DE LA VILLE DE STRASBOURG

Entre d'une part :

LE RESEAU DES MUSEES DE LA VILLE DE STRASBOURG
Adresse : 2, place du château
67076 STRASBOURG CEDEX
Ci-après désigné « Les Musées »

Représenté par M. Roland RIES, Maire de Strasbourg

et

LA HAUTE ECOLE DU RHIN
Adresse : 1 rue de l'Académie
67076 STRASBOURG CEDEX
ci-après désigné « La HEAR »

Représentée par M. Daniel PAYOT, Président

d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 - Présentation des Musées de la Ville de Strasbourg et de la Haute Ecole du Rhin

Le réseau des Musées de la Ville de Strasbourg, constitué depuis la fin du XIXème siècle, compte aujourd'hui dix musées (Musée archéologique, Musée des Beaux-Arts, Musée des Arts décoratifs, Cabinet des estampes et des dessins, Musée historique, Musée alsacien, Musée zoologique, Musée Tomi Ungerer-Centre international de l'illustration, Musée d'art moderne et contemporain) et un monument historique (l'Aubette 1928). Les collections des musées de Strasbourg ont une dimension encyclopédique et comptent 2 millions d'œuvres et objets (dont 1,5 millions de spécimens). Le réseau est dirigé par une direction unique et transversale impulsant la politique générale de développement, la programmation, et assurant, à un public large et divers, l'accès aux collections strasbourgeoises.

Etablissement public de coopération culturelle créé le 1er janvier 2011, la Haute école des arts du Rhin a réuni l'Ecole supérieure des arts décoratifs de Strasbourg, l'Ecole supérieure d'art de Mulhouse Le Quai et l'Académie supérieure de musique du Conservatoire de Strasbourg. Accueillant chaque année plus de 700 étudiants, répartis sur trois sites, elle délivre au total une vingtaine de diplômes différents de l'enseignement supérieur artistique, dans le domaine des arts plastiques et de la musique.

Article 2 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser le cadre du partenariat entre les deux institutions ci-dessus et l'organisation de son déroulement.

Ce partenariat vise à favoriser toutes les formes de synergies et de mutualisation des ressources dans le cadre des activités respectives.

Un avenant viendra préciser annuellement les actions et engagements concrets et réciproques.

Article 3 - Contenu et engagements des partenaires

Le présent article définit les actions qui pourront être développées par chaque partenaire et concourant aux objectifs généraux suivants :

- contribution réciproque à la diffusion des activités respectives et au croisement des publics ;

- utilisation croisée des compétences ;

- réalisation d'actions communes, parmi lesquelles coproduction de rencontres de type débat-conférence- colloque- séminaire- projection- lecture ;

- association des étudiants de la HEAR aux activités des Musées (expositions, événements…) ;

- réflexion prospective commune sur certains thèmes (éditions, recherche, actions communes à développer…).

La HEAR s'engage notamment, dans une logique de confrontations et d'expérimentations plurielles, à associer les Musées comme ressources complémentaires à celle de l'Ecole d'art en tant que lieux de recherche, de professionnalisation et de monstration. Ces collaborations pourront en particulier, pour les étudiants, prendre les formes suivantes :

- participation d'étudiants dans le cadre de leur cursus à des stages au sein des Musées, lors de la préparation et l'accrochage d'expositions sous forme d'assistance aux exposants et concepteurs, permettant aux étudiants l'instauration d'un dialogue avec les artistes et les commissaires ainsi qu'une confrontation aux contraintes de terrain ;

- participation d'étudiants dans le cadre de leur cursus à des stages au sein des Musées leur permettant de se confronter aux problématiques spécifiques de la médiation dans le cadre des activités du service pédagogique ;

- participation à la conception et à la mise en œuvre de projets scénographiques, en lien avec des conservateurs, permettant aux étudiants de se confronter à un cahier des charges muséographique et de l'assumer jusqu'à son aboutissement en situation réelle ;

- participation des étudiants à l'animation du site internet des Musées par la création d'œuvres numériques (mises en ligne sur le site des Musées, et sous réserve du respect du code de la propriété intellectuelle et des droits d'auteurs).

Par ailleurs, la HEAR garantit à l'ensemble du personnel scientifique des Musées, l'accès à sa médiathèque.

Les Musées s'engagent notamment à s'associer à des actions proposées ou objectifs poursuivis par la HEAR qui se traduisent par :

- le soutien au processus d'appropriation par les étudiants du patrimoine muséal de Strasbourg et plus largement de celui du réseau du Rhin supérieur, en impliquant les équipes scientifiques des Musées ;

- l'accès des étudiants et des enseignants au centre de documentation des Musées ;

- l'accès gratuit à toutes les activités des musées et de l'auditorium du MAMCS pour les étudiants et le personnel de la HEAR sur présentation de leur carte d'étudiant ou carte professionnelle ;

- la mise à disposition de locaux pour accueillir des actions de formations ou des évènements, voire de brèves présentations de productions d'étudiants dont la forme et le contenu devront être élaborés en concertation entre les conservateurs et l'équipe enseignante de l'Ecole (sous réserve de la disponibilité des locaux, et de la programmation prévue) (par exemple, dans le cadre d'actions communes à l'occasion de la Nuit des Musées) ;

- l'accueil en stage d'étudiants afin qu'ils participent activement aux activités techniques, scientifiques et artistiques des Musées (montage d'expositions, assistanat aux artistes exposés et/ou invités, conception de textes et commentaires pour la communication, visites guidées, animations, etc.) ;

- la participation des conservateurs aux évaluations des étudiants (bilans, jury blancs, etc), pour établir une relation de proximité avec les milieux professionnels et préparer leur sortie du cadre pédagogique ;

- une implication éventuelle dans la visibilité d'artistes émergents issus de l'Ecole, à partir d'aide à la production, à la monstration et à la circulation des projets (expositions, publications, site internet (création d'une œuvre pour le site)…).

En outre, les Musées s'engagent à prévoir un accès gratuit des étudiants de la HEAR aux différentes manifestations et événements organisés par le réseau des Musées.

Article 4 - Dispositions financières

La HEAR et les musées s'engagent à participer financièrement aux activités relatives à l'avenant de programmation annuel élaboré en commun.

Il n'est pas prévu de mouvement financier d'une institution à l'autre.

Article 5 - Durée

Cette convention de partenariat est conclue pour une durée de trois années.

Elle commencera à courir à compter du 1er octobre 2013 et s'achèvera le 30 juin 2016.

Article 6 - Communication

La HEAR et les Musées s'accordent pour mentionner la coopération avec l'autre structure sur les documents de communication relatifs à des actions communes menées dans le cadre de la présente convention.

Fait à Strasbourg, le

Pour la HEAR,

Le Président,
Daniel PAYOT

Pour les Musées,

Le Maire,
Roland RIES

A LA CONVENTION DE PARTENARIAT
CONCLUE LE 1er OCTOBRE 2014 ENTRE

LA HAUTE ECOLE DU RHIN
ET
LE RESEAU DES MUSEES DE LA VILLE DE STRASBOURG

Cet avenant a pour objet de déterminer le contenu du programme de la saison 2013/2014.

MONTAGES D'EXPOSITION

Les étudiants de la HEAR seront associés à certains projets d'exposition des musées, en particulier sous forme de stage. Ils suivront notamment l'élaboration des projets lors de réunions de coordination en présence des artistes et commissaires des expositions concernées, ainsi que le montage et dans certains cas la conception de documents de médiation.

Les projets d'expositions concernés sont les suivants :

- « Des illustrateurs au XXème siècle, chapitre II : R.O Blechman, Paul Flora, Tomi Ungerer, William Steig », montage du 4 au 20 novembre 2013, Musée Tomi Ungerer- Centre international de l'illustration
- « Tomi Ungerer, femmes fatales », montage du 11 au 26 mars 2014, Musée Tomi Ungerer- Centre international de l'illustration
- « Ana-tomies », montage du 25 juin au 4 juillet 2014, Musée Tomi Ungerer- Centre international de l'illustration
- « Réminiscences. Quand les arts et traditions populaires d'Alsace inspirent le design contemporain », montage fin mai 2014, Musée Alsacien
- Doré and friends, montage à déterminer en 2014, MAMCS
- Daniel Buren, montage en mai 2014, MAMCS

PROGRAMMATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE

Les étudiants de la HEAR prennent part à la programmation artistique et culturelle des Musées sous différentes formes et la HEAR programme certains événements en résonnance avec la programmation des Musées.

Dans les musées :

- Cycle de cinéma expérimental organisé conjointement par les deux parties à l'Auditorium des Musées
- Performance des ateliers Phonon et Hors format à l'Auditorium des musées
- Participation des étudiants de la HEAR à la Nuit des Musées, aux Journées du Patrimoine et aux nuits étudiantes (notamment au Musée de l'œuvre Notre-Dame, au Musée Ungerer et au Musée Alsacien)

A la HEAR :

- Invitation de Clément Cogitore, exposé au MAMCS de mars à septembre 2014, pour une conférence auprès des étudiants de la HEAR
- Invitation de Daniel Buren, exposé au MAMCS de juin 2014 à janvier 2015, dans le cadre de l'Université des Arts, programme de conférence porté conjointement par la HEAR et d'autres structures d'enseignement supérieur (Université de Strasbourg, BNU, TNS, Ecole d'architecture…)

PROJETS ARTISTIQUES, PEDAGOGIQUES ET WORKSHOPS

Les étudiants de la HEAR produisent certaines œuvres ou supports destinés à être présentés dans les Musées, notamment :

- l'Application Fornicon et la tablette tactile conçue par la HEAR pour le Musée Tomi Ungerer- Centre international de l'illustration
- Workshop du 4 au 8 novembre 2013 au Musée Tomi Ungerer- Centre international de l'illustration
- Décoration du sapin de Noël du Musée alsacien par les élèves de la section « objets » (Noël 2013)
- Projet autour de la notion de « réserves » pour le Musée des Beaux-Arts par la section « scénographie » (hiver 2013)
- Semaine « Hors-limites » autour de la revue SMS, organisation d'un workshop et d'une exposition des étudiants à la Bibliothèques des Musées (printemps 2014)
- Semaine « Hors-limites » dans le cadre de l'atelier « Faites vos jeux » au MAMCS
- Exposition Ana-tomies conçue avec les étudiants de la HEAR, du 4 juillet au 6 octobre 2014 au Musée Tomi Ungerer- Centre international de l'illustration

ATELIERS ET COURS DE LA HEAR DELOCALISES DANS LES MUSEES

Certains enseignements de la HEAR pourront avoir lieu dans les musées, en particulier dans les cas de figure suivants :

- Cours d'histoire de l'art délocalisés au MAMCS
- Séances de dessin au Musée alsacien (atelier Didactique visuelle)
- Séances de dessin au Musée zoologique (atelier Didactique visuelle)
- Ateliers publics dans les musées (Odile Liger et Dominique Kippelen)
- Quatre séances de gravure (Odile Liger) et quatre séances de peinture (Marie-Jo Daloz) dans le cadre de classes à horaires aménagés du collège Pasteur.

Il est convenu que, dans le cadre d'ateliers et de cours délocalisés, l'accès aux Musées des étudiants, enseignants et participants aux séances de la HEAR ne donnent pas lieu au règlement de droits d'entrée. Hors ces cas particuliers, les conditions tarifaires des Musées s'appliquent.

CROISEMENT DE COMPETENCES

Le personnel des Musées est amené à intervenir dans certains cours de la HEAR ou/et à encadrer des stagiaires :

- Intervention de Ludovic Chauwin, régisseur des musées, dans le cadre de la semaine « Hors Expo »
- Intervention de Margaret Pfenninger, responsable du service éducatif, dans le cadre de l'enseignement de Didactique visuelle et du CFPI,
- Stages de plasticiens intervenants dans les musées (dans le cadre du Centre des plasticiens intervenants de la HEAR)

ACTIONS PROSPECTIVES

La HEAR et les Musées réfléchissent conjointement à différents projets qui pourront faire l'objet d'une mise en œuvre pratique dans les années à venir :

- Croisement des politiques éditoriales de la HEAR et des Musées (mise en œuvre à terme d'une politique éditoriale commune) ;
- Préfiguration d'une programmation d'expositions sur les livres d'artistes à la bibliothèque des Musées en collaboration avec la HEAR.

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

45

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Conclusion d'un contrat de coédition entre les Musées et les Editions 2024.

Les Éditions 2024 ont informé les Musées de la Ville de Strasbourg de leur initiative de publier des rééditions d'un album de jeunesse de Gustave Doré, conservé dans les collections de la bibliothèque des Musées, et les ont sollicités pour recevoir des fichiers numériques haute définition de ces ouvrages.

Les Éditions 2024 se distinguent par une politique éditoriale cohérente axée sur l'illustration et la bande-dessinée et des ouvrages de belle facture. Il semble opportun de s'associer à eux pour ce projet qui valorise un fonds important des collections des Musées de la Ville (collection Doré) et trouvera sa place dans la programmation des expositions temporaires des Musées de Strasbourg (exposition Gustave Doré au printemps 2014).

La Ville de Strasbourg cède à titre gratuit les fichiers numériques haute définition de l'album dont elle est propriétaire, en contrepartie l'éditeur s'engage à produire au moins une réédition d'un des quatre albums de Gustave Doré d'ici la fin de l'année 2014, et à remettre gracieusement 150 exemplaires de ce titre aux musées, qui pourront en disposer pour la distribution gratuite et ventes en caisse des musées.

La proposition nécessite la signature d'un contrat de coédition dont le texte est joint en annexe.

Les recettes que la vente en caisse pourront occasionner seront reversées sur la ligne AU12A 322-7088 « autres produits d'activités annexes ».

Je vous demande de bien vouloir approuver le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

dans le cadre de l'exposition consacrée à Gustave Doré au Musée d'Art moderne et contemporain de Strasbourg, une action de partenariat avec les Éditions 2024 pour la publication des rééditions des albums de jeunesse de l'artiste ;

décide

la cession des fichiers numériques haute définition des dits albums ;

décide

l'inscription d'une recette annuelle sur la ligne AU12 A 322-7088 « autres produits d'activités annexes » ;

autorise

le Maire ou son représentant à signer le contrat de coédition rédigé à cet effet dont le texte est joint en annexe.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

CONTRAT DE COÉDITION

ENTRE :
Les Musées de la Ville de Strasbourg, agissant comme propriétaires des éditions originales des ouvrages suivants :

- Gustave Doré, *Histoire pittoresque, dramatique et caricaturale de la Sainte Russie*, Paris, J. Bry aîné
- Gustave Doré, *Des-Agréments d'un voyage d'agrément*, Paris, Aubert
- Gustave Doré, *Les Travaux d'Hercule*, Paris, Aubert
- Gustave Doré, *Trois artistes incompris et mécontents*, Paris, Aubert

d'une part,

ET

Les Éditions 2024, d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

En tant que propriétaire des ouvrages susmentionnés et des droits de reproduction des fichiers numériques qui en sont tirés, les Musées de la Ville de Strasbourg cèdent gracieusement aux Éditions 2024 l'exploitation de ces fichiers pour la réédition de l'ouvrage suivant :

- Gustave Doré, *Des-Agréments d'un voyage d'agrément*, Paris, Aubert

ARTICLE 2 : TIRAGE

Le premier tirage est fixé à 2 000 exemplaires. Les tirages ultérieurs se feront en concertation.

ARTICLE 3 : MENTIONS SUR L'OUVRAGE

Sur chaque exemplaire de l'ouvrage (y compris ses réimpressions et rééditions) figurent les mentions suivantes :
• sur la 1ere de couverture
– le logo des Éditions 2024
• sur le dos
– le logo des Éditions 2024
• sur la 4e de couverture
– le logo des Éditions 2024
– le logo des Musées de la Ville de Strasbourg
– le logo de la Ville de Strasbourg
• sur la page de titre
– le logo des Éditions 2024
• sur la page de l'achevé d'imprimer
– l'ISBN des Éditions 2024

ARTICLE 4 : REALISATION DE L'OUVRAGE

Les Musées de la Ville de Strasbourg sont chargés d'effectuer les prises de vue de l'ouvrage et de fournir les fichiers numériques haute définition exploitables aux Éditions 2024.
Les Éditions 2024 sont chargées de la fabrication de l'ouvrage, c'est-à-dire du suivi éditorial, des retouches d'images, de la conception graphique et choix de fabrication. Elles informeront néanmoins les Musées de la Ville de Strasbourg de ces choix avant réalisation.

ARTICLE 5 : REPARTITION DES FRAIS

Les frais de prises de vue sont à la charge des Musées de la Ville de Strasbourg.
Les frais de fabrication et de diffusion sont à la charge des Éditions 2024.
Les frais de communication et d'envoi de presse en vue du lancement sont à la charge des Éditions 2024.

ARTICLES 6 : PRIX DE VENTE

Le prix de vente de l'ouvrage sera établi d'un commun accord entre les Musées de la Ville de Strasbourg et les Éditions 2024, en considérant à la fois le prix de revient et les prix du marché.

ARTICLE 7 : DIFFUSION - DISTRIBUTION

Après déduction des exemplaires d'auteur, d'éditeur et de publicité, le nombre d'exemplaires sera partagé entre le propriétaire et les Éditions 2024, selon les apports de chacun à la création de l'ouvrage, en procédant à la valorisation des coûts :
- les Musées de la Ville de Strasbourg, dont l'apport est valorisé sur la base des tarifs des travaux photographiques et des droits d'utilisation et rapporté au budget global, reçoivent 150 exemplaires de chaque titre
- les exemplaires restant demeurent la propriété des Éditions 2024

Les Éditions 2024 se chargent de la diffusion - distribution exclusive des ouvrages dans le réseau de la librairie.
Les Musées de la Ville de Strasbourg pourront diffuser leurs exemplaires à titre gracieux dans le cadre de leur politique d'échanges entre bibliothèques ou en tant qu'ouvrages de courtoisie ou les mettre en vente aux caisses des musées.
Afin d'éviter les doubles emplois, les deux éditeurs se mettront d'accord sur les hommages, les services de presse et les dépôts.

ARTICLE 7 : REAPPROVISIONNEMENT

Si le stock détenu par l'un des éditeurs se trouve épuisé alors que celui de l'autre ne l'est pas, il pourra se réapprovisionner sur le stock de son confrère au prix de vente public hors taxes – 40%.

ARTICLE 8 : REIMPRESSION

Après l'épuisement du premier tirage et de chaque tirage subséquent, les éditeurs se consulteront obligatoirement pour convenir de la réimpression ou non de l'ouvrage et, en l'affirmative, des conditions de celle-ci notamment de la date de publication du nouveau tirage, du chiffre de celui-ci, du prix de vente des volumes.

ARTICLE 9 : EDITIONS ULTERIEURES

Les Musées de la Ville de Strasbourg et les Éditions 2024 s'engagent à s'informer réciproquement d'éventuels projets de rééditions ultérieures des trois autres ouvrages de Doré susmentionnés, c'est-à-dire que les Musées de la Ville de Strasbourg s'engagent pour leur part à accorder la priorité aux Éditions 2024 pour la cession des fichiers numériques des ouvrages, les Éditions 2024 s'engageant pour leur part à leur proposer en premier une production en coédition.

Fait et signé en …… exemplaires
à …….
le ……..

Les Musées de la Ville de Strasbourg Les Éditions 2024

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

46

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Contrat de production d'oeuvre de Robert Cahen dans le cadre de l'exposition 'Robert Cahen. Entrevoir', organisée par les Musées au MAMCS.

Exposition *: Robert Cahen. Entrevoir*
Lieu : Musée d'Art moderne et contemporain, 15 mars - 11 mai 2014
Commissaire de l'exposition : Héloïse Conésa
Budget estimatif : 110 000 €

Cette exposition initialement proposée pour la programmation de la fin 2013 au MAMCS a été reportée au printemps 2014 par souci d'harmonisation du programme global des expositions des Musées de la Ville de Strasbourg. Elle a été approuvée par le conseil municipal lors de sa séance du 18 juin 2012.

Cette exposition présentera, à travers le thème de l'entrevoir, cristallisant le concept de passage au cœur de la démarche du vidéaste Robert Cahen, une dizaine d'installations pour la plupart nouvellement créées - dont une pièce produite à hauteur de 10 000 € TTC par les musées. Cette somme comprend la rémunération de l'artiste à hauteur de 4 000 euros, l'achat des matériaux pour la conception de l'œuvre à hauteur de 4 784 euros, ainsi que les frais de déplacement à hauteur de 1 216 euros. L'exposition se tiendra dans la grande salle des expositions temporaires, située au rez-de-chaussée du MAMCS.

L' « entrevoir » explore l'image même, son espace, son mouvement, sa construction entre superpositions et partitions, et interroge également le regard du spectateur pris dans un entre-deux de la vision. Ainsi, en s'intéressant à la fugacité de la vision, à un entre-deux de l'image, dans la dialectique de l'apparition-disparition, Robert Cahen ménage des interstices où vient se greffer « l'apparaissant ».

Pour mettre en exergue cet « entre», l'artiste emploie dans des installations comme *Entrevoir* – projection sur deux écrans concaves d'une promenade dans les bois – ou *Entre* – des lanières de vidéo présentant des visages dans la foule - divers procédés tels que les effets de surimpressions, de glissements et de rémanences des images, ou encore le ralenti qui invite à regarder autrement le réel en percevant sa poésie.

Par ailleurs, la notion d'entrevoir, si elle renvoie dans le champ du regard à une vision éphémère et fragile, s'apparente dans celui de l'esprit à la mémoire et au souvenir – étymologiquement *subvenire*, c'est-à-dire un élément qui survient, qui surgit en nous

pour s'évanouir peu après. En ce sens, certaines des œuvres présentées dans ce parcours et prises dans une dialectique entre image fixe et image animée traitent de cet élément fondateur de l'art vidéo qu'est le passage du temps. Ainsi, dans des installations comme *Mémoriale* – dans laquelle l'artiste a filmé Pierre Boulez dirigeant la pièce «Mémoriale» – ou *Françoise endormie* – présentant la veillée funèbre de la défunte sœur de l'artiste –, le vidéaste condense la tension entre passé, présent et futur, propre à tout processus mémoriel.

Cette exposition sera précédée de la présentation d'une installation vidéo à l'Aubette 1928, *Boulez répons.*
Cette manifestation, imaginée en partenariat avec le festival Musica, se déroulera du 20 septembre au 5 octobre 2013.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la conclusion au titre du Service des Musées, du contrat de production d'œuvre joint en annexe, entre la Ville et Robert Cahen, artiste ;

décide

l'imputation des dépenses à hauteur de 110 000 euros TTC dont 10 000 euros pour la production d'une œuvre sur les budgets 2013 et 2014, chapitre AU12 D du Service des Musées ;

autorise

le Maire ou son représentant à signer le contrat de production concerné.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

Contrat de production d'œuvre

Entre les soussignés:

Les Musées de la Ville de Strasbourg, dépendant de la Ville de Strasbourg, représentés par le Maire, Monsieur Roland Ries ou son délégué, Monsieur Daniel Payot, Adjoint à l'action culturelle,
Ci-après dénommés **Les MS**

et

Robert CAHEN
22 place du Printemps
68100 Mulhouse
n° de SIRET : 403 708 605 000 15
n° de Sécurité sociale: 1 45 02 26 362 007

Ci-après dénommé **L'Artiste**

ARTICLE 1
OBJET DU CONTRAT

Les MS organisent une exposition intitulée ***Robert Cahen. Entrevoir*** du 15 Mars au 11 Mai 2014 au Musée d'art Moderne et Contemporain de Strasbourg. Cette exposition se tiendra dans la grande salle des expositions temporaires selon un parcours conçu par l'artiste.

A cette occasion, **L'Artiste** réalisera une nouvelle œuvre.

Les MS contribueront à la production de cette œuvre dans les conditions ci-après détaillées et selon le budget prévisionnel global d'un montant maximal de **10.000,00 Euros TTC**, comprenant :

- la conception et la réalisation de l'œuvre
- la rémunération de **L'Artiste**
- les frais annexes (transport, repas)

ARTICLE 2
DESCRIPTION DE L'ŒUVRE

L'œuvre produite à l'occasion de l'exposition est une installation vidéo qui s'intitule ***ENTRE***
Il s'agit d'une ample projection murale panoramique (largeur en cours de réflexion ; selon scénographie entre 5 et 8 mètres).
Montrant une foule en mouvement incessant, cette œuvre aborde le thème de la découverte et la remémoration de l'autre sur le mode du flux, du jeu entre émergence et disparition des êtres. Elle est comme la mémorisation des vivants qui passent.

ARTICLE 3
DÉLAI DE RÉALISATION DE L'ŒUVRE

L'Artiste s'engage à créer l'œuvre et à la mettre à la disposition des **MS** au plus tard pour le 3 mars 2014, date de début du montage de l'exposition.

ARTICLE 4
FRAIS DE PRODUCTION DE L'ŒUVRE

Les MS prennent à leur charge les frais de production de l'œuvre selon les modalités ci-après définies :

4.1. Les frais de transport et de bouche

Ces frais seront directement assumés par **l'Artiste** ; ils lui seront remboursés sur présentation des justificatifs et sur les bases en vigueur qui lui seront communiquées dans un courrier ultérieurement.

4.2. Achat des fournitures et matériaux, commandes de prestations de services

- par **l'Artiste** et remboursement des dépenses engagées sur présentation d'un mémoire de frais et/ou des billets de voyage et factures.
- par règlement direct des fournisseurs par **les MS.**

Deux tableaux annexes récapitulent l'ensemble des frais prévisionnels liés à la production de l'œuvre.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DES MS

Les MS mettront à la disposition de **l'Artiste**, dans un délai suffisant, avant le vernissage, les locaux de l'exposition ainsi que son personnel pour l'installation des œuvres sur le site de l'exposition. Les modalités de cette mise à disposition seront convenues entre les parties.
Les MS s'engagent à respecter les prescriptions de **l'Artiste** pour l'exposition des œuvres, dans la mesure du budget convenu et des possibilités techniques et logistiques du lieu.

Les MS s'engagent à transmettre à **L'Artiste** toute proposition d'achat d'œuvre dont ils auraient connaissance.

ARTICLE 6
PROPRIÉTÉ DE L'ŒUVRE

Il est expressément convenu entre les parties que la contribution financière et matérielle des **MS** à la production de l'œuvre n'emporte aucun transfert de propriété au profit des **MS**.

L'Artiste sera propriétaire de l'œuvre produite dans le cadre de l'exposition.

ARTICLE 7
DROITS D'EXPLOITATION DES ŒUVRES PRESENTEES ET REPRODUITES

L'Artiste déclare aux **MS** qu'il est adhérent de l'ADAGP et de la SCAM**.**

Sur la base des conventions passées entre les MS et les sociétés susvisées, les œuvres présentées et/ou reproduites au catalogue ou sur tout autre support feront soit l'objet d'une déclaration, soit l'objet d'une demande d'autorisation préalable à ces organismes chargées de percevoir des droits au profit de l'Artiste selon les modalités ci-après.

7.1 EXPOSITION DE L'ŒUVRE

L'Artiste cède, à titre exclusif, pour la durée et le lieu de l'exposition définis à l'article 1 du présent contrat, les droits de présentation publique, tels que prévus à l'article L. 122-2 du code de la propriété intellectuelle.

7.2 EXPLOITATIONS SECONDAIRES

Les exploitations secondaires destinées à assurer la promotion de l'exposition et la politique artistique des **MS** feront l'objet d'une facturation selon les clauses des conventions des **MS** et de **l'Artiste** avec les organismes de représentation mentionnés ci-dessus.

7.2.1 LES DROITS DE REPRODUCTION SUSVISÉS COMPRENNENT:

• le droit de reproduire les œuvres dans un catalogue ou dans tout autre ouvrage (par exemple petit journal de l'exposition) édité par les **MS** dans le cadre de ses activités.

• le droit de reproduire les œuvres sur tous supports de communication (affiches, flyers, invitations), strictement destinés à la promotion des œuvres ou des ouvrages dans lesquels les œuvres sont reproduites.

7.2.2 LES DROITS DE REPRÉSENTATION SUSVISÉS COMPRENNENT:

• le droit de représenter les œuvres sur le site internet des **MS**, dans un format basse définition (n'excédant pas 72 dpi), ne permettant pas la reproduction à l'identique des œuvres.

• le droit de représenter tout ou partie des œuvres, en intégralité ou par extraits, sur les supports destinés à la promotion de l'exposition par télédiffusion, sur le réseau internet

7.3 AUTRES EXPLOITATIONS

Tout autre utilisation devra faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès de l'ADAGP et sera facturée sur la base du barème en vigueur.

ARTICLE 8:
RÉMUNÉRATION DE L'ARTISTE

Pour tout règlement de rémunération, **L'Artiste** déclare qu'il n'est pas assujetti à la TVA.

L'Artiste percevra 4.000,00 Euros Net à titre d'honoraires pour la conception de l'exposition, la préparation des œuvres en vue de leur exposition dans le cadre du présent contrat, et pour sa participation à la réalisation de l'exposition.

ARTICLE 9 :
RÉCUPÉRATION DES COÛTS DE PRODUCTION EN CAS DE VENTE DE L'ŒUVRE

En cas de vente **à un tiers** de l'œuvre produite dans les 3 années après la clôture de l'exposition, **L'Artiste** s'engage à en informer **Les MS**. Il s'engage à rembourser aux **MS** les frais de production engagés, à hauteur de 4.784,00 Euros TTC dans les 6 mois après la réception du règlement de la vente.

En cas de vente de l'œuvre aux **MS**, **L'Artiste** s'engage déduire du prix les frais de production engagés, à hauteur de 4.784,00 Euros TTC.

Dans tous les cas, **L'Artiste** s'engage à respecter la mention des **MS** comme producteur, tel qu'il est précisé à l'article 12.

ARTICLE 10
COMMUNICATION

Les MS assureront, à leurs frais, l'ensemble de la communication pour la promotion de l'exposition (dossier de presse, carton d'invitation, flyers, affiche…)

Les MS s'engagent à remettre à **L'Artiste** trois exemplaires de chaque support de communication et à remettre gratuitement à **L'Artiste** 20 exemplaires du catalogue édité à l'occasion de l'exposition.

ARTICLE 11:
TRANSPORT ET ASSURANCE DES ŒUVRES

Les MS s'engagent à prendre en charge les éventuels frais de conditionnement et de transport (aller et retour) jusqu'au lieu d'exposition et les frais d'assurance de l'ensemble des œuvres.

Les MS seront responsables de la conservation des œuvres jusqu'au terme de l'exposition.

Si **L'Artiste** demande aux **MS** de conserver les œuvres au-delà de ce terme, les parties conviendront, dans le cadre d'un avenant, des modalités de cette garde et de la responsabilité afférente.

ARTICLE 12:
MENTIONS OBLIGATOIRES

Toute représentation ou reproduction des œuvres devra être accompagnée des mentions suivantes:
- NOM ET PRÉNOM DE L'ARTISTE
- TITRE DE L'ŒUVRE
- DATE DE RÉALISATION
- MENTION DES **MS** EN QUALITÉ DE PRODUCTEUR

L'obligation stipulée au présent article engage l'ensemble des parties.

ARTICLE 13:
GARANTIE

L'Artiste garantit **Les MS** contre tout trouble, revendication ou recours émanant de tiers à l'occasion de l'exécution des obligations du présent contrat.

Il s'engage notamment à informer **Les MS** de l'utilisation dans son œuvre, de tout autre œuvre créée par un tiers, quelque soit sa nature (images fixes, séquences filmées, textes, musique) afin de mettre **Les MS** en mesure d'obtenir les droits d'utilisation de ces œuvres auprès de leurs ayants droit ou ayants cause.

Il s'engage enfin à obtenir l'autorisation des personnes photographiées et/ou filmées pour l'ensemble des exploitations visées aux présentes, et garantit les MS contre tout trouble de ce fait.

ARTICLE 14:
RESILIATION

Faute d'exécution de l'une des quelconques stipulations du présent contrat, et après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans réponse dans les 15 (quinze) jours de sa réception, le présent contrat sera résilié de plein droit aux torts et griefs de la partie défaillante.

ARTICLE 15:
LOI APPLICABLE, ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le présent contrat est soumis à la loi française.

Tout conflit relatif à l'interprétation et à l'application du présent contrat, n'ayant pu se résoudre amiablement, sera soumis à la compétence du Tribunal administratif de Strasbourg, lieu d'exécution du contrat.

Strasbourg, le
Le Maire de Strasbourg
par délégation

Daniel Payot
Adjoint chargé de l'action culturelle

Mulhouse, le
l'Artiste

Robert Cahen

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

47

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Versement de subventions aux clubs de haut niveau amateur en sports collectifs évoluant au 3ème niveau national.

Dans le cadre de sa politique sportive de haut niveau, la Ville souhaite encourager les clubs à accéder et à évoluer au plus haut niveau amateur. Le sport de haut niveau contribue à l'animation ainsi qu'au dynamisme de la cité.

Afin de permettre aux clubs de haut niveau amateur de faire face aux lourdes dépenses engendrées tout au long de la saison sportive (frais de déplacement, d'hébergement, recrutement des entraîneurs et joueurs…) la Ville de Strasbourg soutient depuis plusieurs années les clubs de sports collectifs évoluant aux deux plus hauts niveaux amateurs.

Les Etats généraux du sport ont permis d'orienter la politique sportive de la Ville de Strasbourg afin de mieux prendre en compte les besoins des associations sportives. Il a ainsi été mis en évidence que les équipes de sports collectif évoluant au 3ème niveau national avaient également des contraintes financières et logistiques importantes pour évoluer dans leurs championnats respectifs. Il est ainsi proposé de verser aux clubs de sports collectifs évoluant à ce niveau, dans les disciplines retenues par la Ville de Strasbourg, une subvention forfaitaire de 5 000 € au titre de la saison 2013-2014.

Le montant total de ces subventions qui s'élève à la somme de 20 000 € est réparti comme suit :

ASL Robertsau (handball féminin)	5 000 €
Libellules de Strasbourg (basket féminin)	5 000 €
SG Alsatia Neuhof (volley masculin)	5 000 €
Strasbourg Université club (volley masculin)	5 000 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement de subventions dans le cadre des activités de haut niveau amateur pour un montant total de 20 000 €, au titre de la saison sportive 2013-2014, aux associations sportives suivante :

ASL Robertsau (handball féminin)	*5 000 €*
Libellules de Strasbourg (basket féminin)	*5 000 €*
SG Alsatia Neuhof (volley masculin)	*5 000 €*
Strasbourg Université club (volley masculin)	*5 000 €*

décide

l'imputation de cette dépense sur la ligne budgétaire 40 / 6574 / 8060 / SJ03C dont le montant disponible avant le présent conseil s'élève à 20 000 €.

autorise

le Maire ou son représentant à signer les conventions financières et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

Versement de subventions
aux clubs de haut niveau amateur en sports collectifs
évoluant au 3e niveau national.

Conseil municipal du 30 septembre 2013

Dénomination de l'Association	Nature de la sollicitation	Montant proposé	Montant octroyé N-1
ASL Robertsau	Handball féminin	5 000 €	5 000 €
Libellules de Strasbourg	Basket féminin	5 000 €	5000 €
SG Alsatia Neuhof	Volley masculin	5 000 €	5 000 €
Strasbourg Université club	Volley masculin	5 000 €	5 000 €

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

48

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Versement de subventions à diverses associations et manifestations sportives.

Dans le cadre de la politique sportive de la Ville, des subventions exceptionnelles et des subventions d'équipement peuvent être octroyées en cours d'exercice aux associations sportives strasbourgeoises.

Au vu des dossiers réceptionnés par la Ville, il est proposé d'allouer une aide financière d'un montant total de **62 560 €** aux associations sportives ci-dessous :

AO Gazelec **1 000 €**
Soutien à l'organisation, les 5 et 6 octobre 2013, d'une régate « Coupe du Rhin » à Plobsheim

Aquatic Club d'Alsace et de Lorrain **1 000 €**
Soutien à l'organisation de diverses régates en 2013

AS Electricité de Strasbourg **12 000 €**
Soutien aux charges des installations du stade de la Canardière

AS Université de Strasbourg **1 500 €**
Soutien à la participation de l'équipe féminine de basket, du 21 au 27 juillet 2013, au championnat d'Europe universitaire de basket en Croatie

ASPTT Strasbourg **1 000 €**
Soutien à l'organisation, les 14 et 15 septembre 2013, d'un challenge sportif féminin

Association des Courses de Strasbourg Europe. **11 460 €**
Soutien à :
- l'organisation, le 11 octobre 2013, de la 4e édition de « la Strasbourgeoise », dans le cadre de l'opération Ruban Rose : 8 000 €
- l'organisation, le 27 octobre 2013, d'un marathon: 3 460 €

Association Sportive Tours de Roues Energie Strasbourg (ASTRES) **500 €**
Soutien à l'organisation, le 15 septembre 2013, de la Coupe d'Alsace de handibasket

Aviron Strasbourg 1881 **2 200 €**
Soutien à l'acquisition de matériel sportif

Ballet Nautique de Strasbourg **2 000 €**
Soutien à l'organisation, les 29, 30 novembre et 1er décembre 2013, du Gala annuel de l'association au centre nautique de Schiltigheim

Cercle d'Echecs de Strasbourg **3 500 €**
Soutien à l'organisation, en 2013, de 13 « simultanées » sur les places publiques strasbourgeoises

Club Vosgien de Strasbourg **1 000 €**
Soutien à la participation de l'association au dispositif « sport santé sur ordonnance »

Ecole d'Equitation du Waldhof **4 400 €**
Soutien à l'acquisition de chevaux et poneys

Etoile Noire **10 000 €**
Subvention exceptionnelle pour la saison sportive 2012/2013

FC Kronenbourg Tennis **850 €**
Soutien à l'organisation de l'Open d'Eté 2013

Office des Sports **2 650 €**
Soutien à :
- l'organisation de rencontres sportives avec des équipes de Stuttgart : 1 750 €
- l'organisation de la fête du sport en famille au gymnase Herrade le dimanche 8 septembre 2013 : 900 €

SOAS Robertsau **2 000 €**
Soutien aux charges locatives de l'association

Strasbourg Volley-Ball **1 500 €**
soutien à l'organisation, les 14 et 15 septembre 2013, du challenge international Vilnius Gasiunas.

TIGRE **4 000 €**
Soutien à l'organisation le 8 juillet 2013 à l'Orangerie, du Kid fit days, manifestation destinée à faire découvrir aux enfants de 5 à 12 ans trois disciplines sportives de base (natation, vélo et course à pied)

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

*l'allocation de subventions pour un montant total **62 560 €** réparti comme suit :*

- ***12 500 sur le compte 415 / 6574 / 8055/ SJ03 B***

aux associations sportives suivantes :

AS Université de Strasbourg ***1 500 €***
Soutien à la participation de l'équipe féminine de basket, du 21 au 27 juillet 2013, au championnat d'Europe universitaire de basket en Croatie

Club Vosgien de Strasbourg ***1 000 €***
Soutien à la participation de l'association au dispositif « sport santé sur ordonnance »

Etoile Noire ***10 000 €***
Subvention exceptionnelle pour la saison sportive 2012/2013

- ***29 460 € sur le compte 415 / 6574 / 8057 / SJ03 B***

aux associations sportives suivantes :

AO Gazelec ***1 000 €***
Soutien à l'organisation, les 5 et 6 octobre 2013, d'une régate « Coupe du Rhin » à Plobsheim

Aquatic Club d'Alsace et de Lorrain ***1 000 €***
Soutien à l'organisation de diverses régates en 2013

ASPTT Strasbourg ***1 000 €***
Soutien à l'organisation, les 14 et 15 septembre 2013, d'un challenge sportif féminin

Association des Courses de Strasbourg Europe. ***11 460 €***
soutien à :
- *l'organisation, le 11 octobre 2013, de la 4e édition de « la Strasbourgeoise », dans le cadre de l'opération Ruban Rose : 8 000 €*
- *l'organisation, le 27 octobre 2013, d'un marathon: 3 460 €*

Association Sportive Tours de Roues Energie Strasbourg (ASTRES) ***500 €***
Soutien à l'organisation, le 15 septembre 2013, de la Coupe d'Alsace d'handibasket

Ballet Nautique de Strasbourg ***2 000 €***
Soutien à l'organisation, les 29, 30 novembre et 1er décembre 2013, du Gala annuel de l'association au centre nautique de Schiltigheim

Cercle d'Echecs de Strasbourg ***3 500 €***
Soutien à l'organisation, en 2013, de 13 « simultanées » sur les places publiques strasbourgeoises

FC Kronenbourg Tennis ***850 €***
Soutien à l'organisation de l'Open d'Eté 2013

Office des Sports ***2 650 €***
Soutien à :
- l'organisation de rencontres sportives avec des équipes de Stuttgart : 1 750 €
- l'organisation de la fête du sport en famille au gymnase Herrade le dimanche 8 septembre 2013 : 900 €

Strasbourg Volley-Ball ***1 500 €***
soutien à l'organisation, les 14 et 15 septembre 2013, du challenge international Vilnius Gasiunas

TIGRE ***4 000 €***

Soutien à l'organisation le 8 juillet 2013, du Kid fit days, manifestation destinée à faire découvrir aux enfants de 5 à 12 ans trois disciplines sportives de base (natation, vélo et course à pied)

- ***14 000 € sur le compte 415 / 6574 / 8069 / SJ03 B***

aux associations sportives suivantes :

AS Electricité de Strasbourg	***12 000 €***
Soutien aux charges des installations du stade de la Canardière	
SOAS Robertsau	***2 000 €***
Soutien aux charges locatives de l'association	

- ***6 600 € sur le compte 40 / 20421 / 7024 / SJ00***

aux associations sportives suivantes :

Aviron Strasbourg 1881	***2 200 €***
Soutien à l'acquisition de matériel sportif	
Ecole d'Equitation du Waldhof	***4 400 €***
Soutien à l'acquisition de chevaux et poneys	

décide

l'imputation des dépenses sur les lignes budgétaires

- *415 / 6574 / 8055 / SJ03 B du BP 2013 dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 79 250 €,*
- *415 / 6574 / 8057 / SJ03 B du BP 2013 dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 45 500 €,*
- *415 / 6574 / 8069 / SJ03 B du BP 2013 dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 60 000 €,*
- *40 / 20421 / 7024 / SJ00 du BP 2013 dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 14 800 € ;*

autorise

le Maire ou son représentant à signer les conventions financières et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

Versement de subventions aux associations sportives strasbourgeoises.

Conseil municipal du 30 septembre 2013

Dénomination de l'Association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant octroyé N-1
AO Gazelec	soutien à l'organisation, les 5 et 6 octobre 2013, d'une régate « Coupe du Rhin »	1 500 €	1 000 €	-
Aquatic Club d'Alsace et de Lorraine	soutien à l'organisation de diverses régates en 2013	1 000 €	1 000 €	-
AS Electricité de Strasbourg	soutien aux charges des installations du stade de la Canardière	18 057 €	12 000 €	11 800 €
AS Université de Strasbourg	soutien à la participation de l'équipe féminine de basket au championnat d'Europe universitaire de basket en Croatie du 21 au 27 juillet 2013	1 500 €	1 500 €	-
ASPTT Strasbourg	soutien à l'organisation, les 14 et 15 septembre 2013, d'un challenge sportif féminin	1 500 €	1 000 €	-
Association des Courses de Strasbourg Europe	- soutien à l'organisation de la 4e édition de « La Strasbourgeoise » le 11 octobre 2013 - soutien à l'organisation d'un marathon le 27 octobre 2013	8 000 € 3 460 €	8 000 € 3 460 €	8 000 € -
Association Sportive Tours de Roues Energie Strasbourg	soutien à l'organisation, le 15 septembre 2013, de la Coupe d'Alsace de handibasket	1 200 €	500 €	-
Aviron Strasbourg 1881	soutien à l'acquisition de matériel sportif	2 200 €	2 200 €	3 000 €
Ballet Nautique de Strasbourg	soutien à l'organisation, les 29/30 novembre et 1er décembre 2013 du gala annuel de l'association au centre nautique de Schiltigheim	2 000 €	2 000 €	2 000 €
Cercle d'Echecs de Strasbourg	soutien à l'organisation, en 2013, de 13 « simultanées » sur les places publiques strasbourgeoises	3 500 €	3 500 €	3 750 €
Club Vosgien de Strasbourg	soutien à la participation de l'association au dispositif « sport santé sur ordonnance »	1 000 €	1 000 €	-
Ecole d'Equitation du Waldhof	soutien à l'acquisition de chevaux et poneys	5 500 €	4 400 €	-
Etoile Noire	subvention exceptionnelle pour la saison sportive 2012/2013	10 000 €	10 000 €	-
FC Kronenbourg tennis	soutien à l'organisation de l'Open d'été 2013	2 300 €	850 €	850 €
Office des sports	soutien à l'organisation de rencontres sportives avec des équipes de Stuttgart	1 750 €	1 750 €	2 000 €
Office des sports	soutien à la fête du sport en famille au gymnase Herrade le dimanche 8 septembre 2013	900 €	900 €	-
SOAS Robertsau	soutien aux charges locatives de l'association	2 000 €	2 000 €	2 000 €
Strasbourg Volley Ball	soutien à l'organisation, les 14 et 15 septembre 2013, du challenge international Vilnius Gasiunas	1 500 €	1 500 €	1 000 €
TIGRE	soutien à l'organisation, le 8 juillet 2013, du Kid fit days, manifestation destinée à faire découvrir aux enfants de 5 à 12 ans trois disciplines sportives de base (natation, vélo et course à pied).	7 500 €	4 000 €	5 000 €

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

49

Délibération au Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013

Subventions complémentaires de fonctionnement : dispositif d'aide à la formation.

La présence des clubs dans les quartiers est un atout important du développement de l'activité sportive. La Ville de Strasbourg, en partenariat avec l'Office des Sports, soutient ces associations dans le but d'atteindre les objectifs fixés dans le cadre de la charte du sport (favoriser l'accès aux pratiques sportives pour le plus grand nombre, développer l'apprentissage et le respect des lois et règlements…).

Ainsi, dans le cadre de sa démarche volontariste en faveur des acteurs du monde sportif, la Ville de Strasbourg contribue au développement de ces clubs amateurs. Pour ce faire, le service Vie sportive dispose au budget primitif 2013 de diverses dotations destinées à soutenir en cours d'exercice les associations sportives strasbourgeoises.

La formation des dirigeants et éducateurs étant indispensable aux projets de développement des clubs sportifs, la Ville de Strasbourg met en place un dispositif spécifique d'aide à la formation permettant d'améliorer la qualité d'accueil et d'encadrement des sportifs.

Cette aide est allouée selon les principes suivants :
- formation des éducateurs pour un diplôme d'Etat, un diplôme fédéral ou un diplôme dans l'animation à vocation sportive ;
- formation des dirigeants à la vie associative ;
- formation des encadrants administratifs.

Les clubs suivants sont concernés par ce dispositif pour un montant total de 11 670 € :

Club	Subvention proposée
Allez les Filles	180 €
AS Cheminots - section qi gong : 480 € - section ski : 310 €	790 €
ASL Robertsau	390 €
ASPTT Strasbourg	350 €
Cercle d'Activités Physiques Meinau Canardière	140 €
Cercle de Badminton de Strasbourg	260 €

Cercle de l'Aviron Strasbourg	270 €
Cercle Sportif Meinau	320 €
Club Alpin Français	860 €
Joie et Santé Koenigshoffen	130 €
Koryo Taekwondo	140 €
La Sportive Neuhof	990 €
L'Oasis	1 240 €
SGS La Strasbourgeoise	120 €
Société Athlétique de Koenigshoffen	1 350 €
Société de Natation de Strasbourg	2 220 €
Strasbourg Université Club	310 €
Taekwondo Sipjin	1 040 €
Tennis club de Strasbourg	570 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement d'une subvention pour chacune des associations sportives référencée ci-dessous pour un montant total de ***11 670 €***

Club	***Subvention proposée***
Allez les Filles	*180 €*
AS Cheminots - *section qi gong : 480 €* - *section ski : 310 €*	*790 €*
ASL Robertsau	*390 €*
ASPTT Strasbourg	*350 €*
Cercle d'Activités Physiques Meinau Canardière	*140 €*
Cercle de Badminton de Strasbourg	*260 €*
Cercle de l'Aviron Strasbourg	*270 €*
Cercle Sportif Meinau	*320 €*
Club Alpin Français	*860 €*
Joie et Santé Koenigshoffen	*130 €*
Koryo Taekwondo	*140 €*
La Sportive Neuhof	*990 €*
L'Oasis	*1 240 €*
SGS La Strasbourgeoise	*120 €*
Société Athlétique de Koenigshoffen	*1 350 €*
Société de Natation de Strasbourg	*2 220 €*

Strasbourg Université Club	*310 €*
Taekwondo Sipjin	*1 040 €*
Tennis club de Strasbourg	*570 €*

décide

l'imputation des dépenses sur le compte 415 / 6574 / 8070 / SJ03 B du Budget Primitif 2013 dont le montant disponible avant le présent conseil s'élève à 11 670 € ;

autorise

le Maire ou son représentant à signer les conventions financières et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

Versement de subventions aux associations sportives strasbourgeoises.

Conseil municipal du 30 septembre 2013

Dispositif Aide à la formation

Nom Club	Montant demandé	Subvention proposée	n - 1
Allez les Filles	180 €	180 €	-
AS Cheminots section Qi Gong 480 € section ski 310 €	790 €	790 €	1 007 € section qi gong 491 € section ski 516 €
ASL Robertsau	390 €	390 €	-
ASPTT Strasbourg	350 €	350 €	-
Cercle d'Activités Physiques Meinau Canardière	140 €	140 €	-
Cercle de Badminton de Strasbourg	260 €	260 €	-
Cercle de l'Aviron Strasbourg	270 €	270 €	475 €
Cercle Sportif Meinau	320 €	320 €	-
Club Alpin Français	860 €	860 €	2 268 €
Joie et Santé Koenigshoffen	130 €	130 €	-
Koryo Taekwondo	140 €	140 €	-
La Sportive Neuhof	990 €	990 €	-
L'Oasis	1 240 €	1 240 €	-
SGS La Strasbourgeoise	120 €	120 €	261 €
Société Athlétique Koenigshoffen	1 350 €	1 350 €	-
Société de Natation de Strasbourg	2 220 €	2 220 €	-
Strasbourg Université Club	310 €	310 €	-
Taekwondo Sipjin	1 040 €	1 040 €	861 €
Tennis Club de Strasbourg	570 €	570 €	-

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

50

Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013
Interpellation

Interpellation de Monsieur Jean-Emmanuel ROBERT : Respect de l'opposition à Strasbourg.

M. Jean-Emmanuel Robert retire son interpellation
(cf. mail du 27 septembre 2013).

REPONSE

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

51

Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013
Interpellation

Interpellation de Madame Fabienne KELLER : Strasbourg rayée de la carte du développement économique et de l'emploi ?

Monsieur le Maire,

Le 18 juin dernier les agences de développement économique des grandes métropoles françaises, de gauche comme de droite, se sont unies sous le label « Invest in French Metropolises ». Cette coopération vise à offrir à l'ensemble des villes membres une meilleure visibilité, a créer une synergie pour attirer les investissements internationaux. Elle a aussi été l'occasion pour elles de lancer un appel en faveur d'une nouvelle politique d'attractivité. Quel choc de découvrir la carte de France publiée par ce groupe sur laquelle on peut voir Lille, Nantes, Bordeaux, Toulouse, Marseille, Nice, Lyon et puis le vide… Le vide c'est Strasbourg qui n'apparaît pas sur cette carte et qui ne fait pas partie de cette alliance stratégique.

Pouvez-vous nous expliquer pourquoi « Strasbourg the Europtimist » que vous vantez tant, ne se trouve pas aux côtés d'Only Lyon, de Lille's Agency, de Bordeaux Investissement, de Nantes Métropole Développement, de Provence Partnership, de So Toulouse et de Team Côte d'Azur ? Au-delà des publications sur papier glacé et de la communication intra et Strasbourgeo-Strasbourgeoise quelles sont les actions menées et les résultats obtenus concrètement grâce à « Strasbourg the Europtimist » et à « Strasbourg Eco 2020 » ?

Car l'on voit bien avec cet exemple, que tant au sens propre qu'au sens figuré, Strasbourg a bel et bien disparu de la carte de l'attractivité économique, de la carte de la stratégie pour attirer les investissements, de la carte du développement économique et de la carte de la mobilisation pour l'emploi. Mais Strasbourg semble également avoir été rayée de la carte des préoccupations du Gouvernement que vous soutenez.

Le Grand Contournement Ouest de Strasbourg – GCO aurait permis de générer plusieurs milliers d'emplois dans notre agglomération et l'aurait dotée d'une infrastructure indispensable à sa respiration économique et environnementale. Le tout avec un financement entièrement privé. Pour des raisons politiciennes vous avez choisi de prolonger l'asphyxie. Vous avez choisi avec le Gouvernement, de manière irresponsable et sans alternative crédible, d'abandonner ce chantier. Plus d'un an et demi après les Strasbourgeois continuent à être exposés aux plus forts taux de pollution atmosphérique, à être soumis à un risque d'accidents majeur et à voir des dizaines d'entreprises et des milliers d'emplois se détourner de Strasbourg du fait de son engorgement routier de plus

en plus insoluble. Je ne doute cependant pas que très opportunément vous saurez faire des annonces à ce sujet dans les prochains mois.

L'achèvement de la LGV Rhin-Rhône est éminemment stratégique pour le rayonnement et l'accessibilité de Strasbourg et de son agglomération : sur le plan du renforcement des institutions européennes mais aussi et surtout du renforcement de son tissu économique. Cette infrastructure qui placerait Strasbourg au cœur de l'Europe, au carrefour de la magistrale européenne allant de Paris à Budapest et de la dorsale européenne reliant Barcelone à Hambourg, donnerait à notre ville un avantage essentiel pour convaincre de nouvelles entreprises de s'y installer et d'y créer des emplois. Pourtant, alors que les collectivités locales ont déjà investi 80 millions d'euros, le Gouvernement que vous soutenez a jugé que l'accessibilité de la Capitale européenne de la France n'était pas une priorité.

Votre passivité vis-à-vis de ces décisions préjudiciables à notre économie n'est pas sans rappeler l'attitude qui fut celle de votre majorité municipale et communautaire vis-à-vis de LIDL. Cette grande entreprise allemande qui a son siège depuis 1988 à Strasbourg voulait s'y développer et y créer près de 1 000 emplois. Votre indécision et votre gestion de ce dossier ont finis par conduire la nouvelle direction à délocaliser plus de la moitié des emplois Strasbourgeois vers Rungis et à y créer les nouveaux postes promis. Quel signal envoyé aux autres entreprises concernant la possibilité d'entreprendre et de se développer à Strasbourg !

Permettez moi de vous dire, M. le Maire, que tant dans le dossier LIDL, que dans celui de l'union des grandes métropoles françaises, que dans celui du GCO ou plus récemment dans celui de la LGV Rhin-Rhône nous n'avons pas vu votre mobilisation et votre détermination pour défendre Strasbourg. Quelles actions fortes et d'ampleur avez-vous entreprises pour défendre les intérêts des Strasbourgeois ? Vous semblez revêtir les habits de la résignation et de la fatalité, là où les Strasbourgeois attendent de votre part de la mobilisation et de la combativité.

M. le Maire, les Strasbourgeois souffrent de la crise, le taux de chômage à Strasbourg est le plus fort du Bas-Rhin, les impôts locaux et nationaux ne cessent de se multiplier et d'augmenter. Votre responsabilité, votre devoir, est de vous battre et de mettre en œuvre tout ce qui est en votre pouvoir pour soutenir le développement économique, la croissance et la création d'emplois à Strasbourg. Même si cela doit vous conduire à critiquer la majorité gouvernementale à laquelle vous appartenez. Même si vous devez malmener le dogme de vos alliées politiques que sont les verts. Car il n'y a qu'un intérêt qui vaille : celui des Strasbourgeois !

Je vous remercie.

Réponse

Monsieur Herrmann :

Merci M. le Maire.

Mme Keller, il n'est jamais trop tard pour se préoccuper du développement économique de notre agglomération et de l'emploi de nos concitoyens. Vous avez eu cette responsabilité de 2001 à 2008, dans une période où la conjoncture était favorable et la croissance au rendez-vous. Pourtant, comme le souligne un candidat aux élections municipales dans son livre, ce n'est pas moi, sorti il y a quelques jours, Strasbourg n'a crée « que » 9 000 emplois durant toute cette période, alors que d'autres agglomérations de tailles comparables, comme Bordeaux, en créaient deux fois plus.

Ce fut également la période où toutes les grandes métropoles françaises se dotaient d'outils stratégiques et de compétences pour attirer les investisseurs et créer des emplois. Pourtant, la Ville et la Communauté urbaine de Strasbourg restaient immobiles, sans feuille de route économique, sans direction du développement économique et sans budget consacré à l'attractivité, à l'économie et à l'emploi. Elles disparaissaient progressivement de tous les salons où les grandes villes françaises, européennes et mondiales venaient afficher leurs projets pour attirer des investissements et des emplois. Enfin, vous semblez l'oublier, c'est bien sous votre mandat que le taux de chômage de Strasbourg a dépassé le taux de chômage national pour la première fois et de façon durable. Je me réfère là à des documents de l'ADIRA.

S'il y a bien une période où Strasbourg a disparu des écrans radars de l'attractivité, c'est bien sous votre mandat, Mme Keller.

Comme toujours avec vos interpellations au Conseil municipal, c'est la valse des contradictions : d'une part vous dénoncez la présence de Strasbourg dans les manifestations où se jouent le rayonnement et l'attractivité et d'autre part vous êtes choquée quand Strasbourg n'apparaît pas dans un communiqué.

De la contradiction vous passez à la confusion : « Strasbourg the Europtimist » n'est pas une agence de développement, Mme Keller, mais une marque de promotion territoriale. Nous aurions pu nous engager dans cette voie, celle de la création d'une agence de développement économique métropolitaine et nous aurions même pu la créer avec Mulhouse dans le cadre du Pôle métropolitain. Cependant, nous avons fait le choix de la patience et de la confiance. Oui, Madame, il ne nous a pas échappé qu'il existe trois agences de développement en Alsace et que ces trois agences sont appelées normalement à fusionner dans un avenir que nous espérons proche, afin de rationnaliser et de mieux coordonner les moyens de l'Alsace et de ses agglomérations pour attirer les investissements et créer des emplois.

Quel aurait été le message envoyé par Strasbourg aux autres collectivités et à nos concitoyens si nous avions fait le choix de créer une agence métropolitaine supplémentaire avec Mulhouse alors que le processus de fusion était en cours ?

Néanmoins, la Ville et la Communauté urbaine de Strasbourg n'attendent pas béatement la fusion des agences : nous avons adressé à Philippe Richert et à Guy-Dominique Kennel nos attentes et nos suggestions dans la perspective d'une agence unique. Nous jugerons ensuite sur le résultat. Mais s'il y a bien une personne qui peut répondre de

l'absence de l'ADIRA dans « Invest in French Metropolises » c'est bien son Président et son Directeur général.

Après vos contradictions et votre confusion, vous passez à la désinformation grossière en nous accusant d'avoir provoqué le départ de LIDL. D'abord, LIDL est toujours présent à Strasbourg. Sur les transferts d'emplois entre Strasbourg et Rungis, nous ne disons pas autre chose que le groupe LIDL. Il arrive en effet aux entreprises de modifier leur stratégie et leur image après des épisodes regrettables. C'est le cas de LIDL qui a souhaité sortir du hard-discount pour monter en gamme et créer une centrale d'achat de produits « made in France ». Avec une telle stratégie, il n'y a que Rungis qui permette d'y répondre.

Vous critiquez l'absence de détermination et de mobilisation du Maire de Strasbourg pour soutenir le développement économique, la croissance et l'emploi… Vu votre propre bilan en la matière, un peu de recul et de hauteur de vue serait bien nécessaire. Posez-vous la question, Mme Keller : qui a fait du développement économique et de l'emploi une priorité? Qui s'est mobilisé pour mettre en place une véritable stratégie économique propre à notre métropole ? Qui a mis en place une direction du développement économique et de l'attractivité digne d'une métropole comme Strasbourg, avec les compétences nécessaires pour mettre en œuvre cette orientation politique majeure pour notre territoire ? Qui a ramené Strasbourg dans les manifestations qui contribuent au rayonnement de nos projets et à l'attractivité de notre territoire ? Qui a fait progresser les budgets consacrés de 13 à 29 M€ pour donner de vrais moyens à notre politique de développement économique ? C'est notre majorité, à la Ville et à la Communauté urbaine qui a dû en effet rattraper le retard que vous avez fait prendre vous-même à Strasbourg et à son agglomération.

Vous nous interrogez sur les résultats concrets de Strasbourg Eco 2020, je vais donc me faire un plaisir de vous répondre. Cette démarche globale et partenariale, construite avec les acteurs du développement économique (CCI, CMA, Université, chefs d'entreprises, acteurs économiques, etc.) a identifié quatre secteurs clefs qui feront l'économie strasbourgeoise de demain : les technologies médicales et les thérapies nouvelles, les mobilités innovantes et multimodales, le tertiaire supérieur et international et enfin les activités créatives. Sur chacun de ces secteurs, nous avons concentré nos efforts et nos moyens sur des axes stratégiques : l'entreprenariat, l'innovation, les équipements et les infrastructures, le marketing territorial et les compétences et les emplois.

Avec le dispositif des « portes d'entrée territoriales », ce sont plus de 300 créateurs et repreneurs d'entreprises qui ont été accompagnés.

Pour l'innovation, je ne citerai que les 38 projets soutenus dans le cadre de Tango & Scan, ce qui représente une ouverture à des nouveaux marchés pour 70 % des PME concernées et une amélioration de la productivité pour 95 % d'entre-elles, sans parler du Campus des Technologies médicales et de notre soutien aux Pôles de compétitivité.

Concernant les équipements, les infrastructures et le foncier : je pourrais vous citer l'Hôtel d'entreprises du PH8, qui est la première pierre du Camus TechMed, le Biocluster des Haras, du Professeur Marescaux qui en est la deuxième et qui sera ouvert avant la fin

de l'année, le Bioparc 3 au Parc d'Innovation qui accueille des entreprises exogènes spécialisées en chimie et biologie, 80 ha de foncier nouveaux pour implanter des entreprises sont en phase de développement et 110 ha qui viendront renforcer cette offre dans les prochaines années ; la création d'une pépinière d'entreprises à Hautepierre, le pôle créatif et culturel Seegmuller, la Plage digitale, la rénovation du PMC, la construction du nouveau PEX, le Quartier d'Affaires International, l'aménagement numérique du territoire, la relance de l'aéroport dont les résultats s'améliorent mois après mois… Avec l'ensemble des ces équipements, nous créons un écosystème favorable au retour des investissements à Strasbourg et nous le faisons savoir avec notre présence dans les salons clés, avec la marque « Strasbourg The Europtimist » et avec notre portail web dédié au développement économique.

Enfin, nous avons également mis en œuvre le soutien aux chantiers d'insertion et la mise en place de clauses d'insertion dans les marchés publics pour favoriser le retour vers l'emploi des personnes qui en sont le plus éloignées.

Vous voyez Mme Keller, nous avons une véritable stratégie de développement économique : nous investissons sur des secteurs d'avenirs, nous créons les équipements et les conditions qui permettent d'attirer les investissements et les emplois et nous le faisons savoir par notre politique de marketing territorial. C'est un effort sans précédent qui a été produit par la Ville et la Communauté urbaine au cours de ce mandat pour assurer le développement économique de notre agglomération et pour anticiper les mutations économiques du futur.

Je peux comprendre qu'il y ait des impatiences et des frustrations, mais le cap que nous nous sommes fixés c'est bien celui du redressement économique de notre ville. Je veux en profiter pour remercier bien entendu le Maire et le Président mais aussi Catherine Trautmann pour son implication extrêmement forte dans l'ensemble de cette action.

Je vous remercie.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

52

Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013
Interpellation

Interpellation de Monsieur Jean-Charles QUINTILIANI: Etat : quels moyens pour la sécurité des Strasbourgeois ?

Monsieur le Maire,

Une grande majorité de nos concitoyens est préoccupée par les questions liées à la sécurité, et pour cause elle est le premier de leurs droits.

Il y a un an lorsque le Ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, a annoncé sa volonté de faire du quartier du Neuhof l'une des 15 premières Zones de Sécurité Prioritaire nous vous avions apporté notre soutien dans cette démarche, car nous considérons que l'œuvre de changement et de rénovation urbaine du quartier entreprise en 2002 par Fabienne Keller et poursuivie depuis ne peut porter ses fruits sans une politique de sécurité efficace.

Ce soutien n'était cependant pas sans condition. Premièrement nous vous avions demandé d'être le garant de la non stigmatisation de ce quartier. Deuxièmement nous avions clairement affirmé que dans l'intérêt de la sécurité de tous les Strasbourgeois, la mise en place de cette ZSP ne devait pas se traduire par un redéploiement des effectifs déjà présents à Strasbourg mais par l'obtention d'agents supplémentaires.

Pouvez-vous un an après sa mise en place nous présenter un premier bilan des Zones de Sécurité Prioritaire du Neuhof et de la Meinau et nous indiquer si des effectifs supplémentaires de policiers nationaux ont bien été accordés à Strasbourg dans le cadre de cette opération comme cela avait été promis ?

Par ailleurs, vous n'êtes pas sans ignorer que dans toute la France l'insécurité et les incivilités progressent, notamment les vols. De nombreuses villes, comme Lille, Marseille, Sevran, Colombes ou encore Nice ont d'ores et déjà obtenu du gouvernement des renforts de police pour garantir la sécurité de leurs administrés. Pouvez-vous nous informer des démarches que vous avez entreprises auprès du Ministère de l'Intérieur pour que Strasbourg ne soit pas une fois de plus la grande oubliée du Gouvernement ? En effet, les dossiers de transport ou de politique européenne nous rendent inquiets sur votre capacité à porter et défendre les dossiers et intérêts strasbourgeois à Paris. C'est pourquoi j'espère que la sécurité des Strasbourgeois ne sera pas traitée par Paris avec autant de mépris que le GCO ou la LGV Rhin-Rhône.

Enfin, je me permet de vous rappeler notre appel déjà souvent exprimé à augmenter les effectifs de la Police Municipale de Strasbourg afin que celle-ci puisse encore d'avantage œuvrer à la sécurité des Strasbourgeois, notamment en épaulant davantage la Police Nationale et en diversifiant ses missions : lutte contre le bruit et l'alcoolisme sur la voie publique, problème que ma collègue Fabienne Keller vous a signalé par courrier il y a quelques semaines ; prévention des vols à l'arrachée, prévention des cambriolages…

La sécurité n'est pas qu'affaire de répression mais aussi de prévention et la prévention passe par le déploiement sur notre territoire de forces de police municipales et nationales suffisantes, dissuasives, avec des missions claires et bien identifiées.

Je vous remercie par avance des réponses précises et chiffrées que vous nous donnerez sur le bilan des deux ZSP et sur l'évolution des effectifs de la Police Nationale à Strasbourg.

Réponse

M. Bitz :

M. le conseiller a bien voulu une nouvelle fois appeler l'attention de M. le Maire sur la question de la sécurité à Strasbourg en souhaitant notamment pouvoir disposer d'un premier bilan des Zones de Sécurité Prioritaire du Neuhof et de la Meinau et connaitre l'évolution des effectifs de la Police Nationale. Je vous invite d'abord, M. le conseiller, à saisir directement M. le Préfet en responsabilité de ces politiques qui pourra, encore mieux que le Maire de Strasbourg, vous apporter les informations nécessaires.

La sécurité des Strasbourgeois est comme vous le savez une des priorités du Maire de Strasbourg qui depuis le premier jour de son mandat souhaitait que les moyens nécessaires au bien-être de nos concitoyens au centre ville et dans les quartiers soient mis en place. Il n'a cessé de veiller au maintien des moyens de l'Etat dans un contexte national de tension.

Je vous rappelle que le gouvernement précédent avait supprimé 12 000 postes au niveau national de policiers et de gendarmes donc on a un contexte de réduction extrêmement forte et pendant cette période Strasbourg a été largement préservée grâce aux interventions qui ont pu être effectuées par le Maire de Strasbourg et par la municipalité.

Vous évoquez des villes comme Lille, Marseille, Nice, Colombes ou Sevran. La comparaison avec les deux dernières n'a naturellement aucun sens, quant aux grandes agglomérations, nous n'envions évidemment pas leur situation au regard de la délinquance ou de l'insécurité qui y règne. Qui ici pense que la situation de Marseille ou de Nice est plus favorable que celle de Strasbourg ? Je crois que dans ce domaine il faut arrêter la démagogie. Avec les statistiques qui sont les nôtres aujourd'hui à Strasbourg, on ne peut quand même pas avoir les mêmes exigences que la ville de Marseille.

Oui, nous avons soutenu le projet de création de la ZSP du Neuhof puis de la Meinau et nous continuerons à le faire car nous croyons dans la mobilisation de tous sur un territoire, particulièrement dans des quartiers qui ont connu une importante rénovation

urbaine toujours en cours. C'est d'ailleurs la stratégie que nous mettons en œuvre depuis des années avec la mobilisation de tous autour du contrat intercommunal de prévention et de sécurité. Ici, nous travaillons main dans la main avec la préfecture, le parquet et la police nationale pour garantir la sécurité à laquelle chacun a droit.

Même s'il est évidemment prématuré de tirer des enseignements définitifs sur ce dispositif, les premiers résultats, au risque de vous décevoir, sont encourageants. Vous n'aurez en effet pas manqué de noter le travail de fond mené pour lutter contre le trafic de stupéfiants, les interpellations en nombre de véritables réseaux structurés et les saisies significatives de produits et d'armes. Ce travail se poursuit bien évidemment sous le contrôle de l'autorité judiciaire et vous comprendrez qu'il n'est pas possible d'en dire davantage ici.

Sans vous inonder de chiffres, l'insécurité à Strasbourg continue de régresser et nous devons tous nous en réjouir, même si certains chapitres comme les cambriolages doivent retenir l'attention et ont d'ailleurs conduit le Ministre de l'Intérieur à décliner ces derniers jours, un plan national de lutte, ce problème concernant l'ensemble du territoire national. Pourtant, si je me réfère aux chiffres communiqués par la préfecture, le taux d'élucidation des affaires a encore progressé cette année avec une évolution favorable de plus de 7 %, portant le taux d'élucidation global à plus de 40 %. S'agissant de la délinquance dite de proximité, c'est-à-dire celle qui est vécue le plus douloureusement par nos concitoyens et qui concerne notamment les violences et les vols, elle est en baisse de plus de 10 % depuis le 1er janvier 2013 et le taux d'élucidation en ce domaine atteint 22 % contre 10 % au plan national dans les villes de même catégorie.

Ceci est rendu possible par le redéploiement de certains effectifs décidé par le Directeur départemental de la sécurité publique (DDSP) et les renforts en effectifs dont il m'a fait part. En effet dans le cadre de la création des deux ZSP, 27 gradés et gardiens de la paix ont été affectés à Strasbourg et ont permis de compenser les départs et les mutations mais l'abandon enfin décidé de la protection statique du site Schengen et le remplacement par d'autres dispositifs a permis de récupérer 17 policiers au profit de la sécurité des Strasbourgeois. Grâce à cet apport et aux redéploiements qu'il a permis, a pu être créée une BST (Brigade Spécialisée de Terrain) au profit exclusif des ZSP du Neuhof et de la Meinau pour faire le pendant du secteur Cronenbourg/Hautepierre qui disposait déjà d'une telle unité forte de 22 policiers et dont on connait l'efficacité. Ces mesures ont ainsi permis de rendre plus disponible la Compagnie de Sécurisation et d'Intervention qui est aujourd'hui mobilisée sur l'ensemble de la ville.

Conscient des nouvelles évolutions de la délinquance en centre ville et particulièrement des phénomènes de nuisances sonores, d'alcoolisation massive sur les espaces publics et des légitimes revendications des habitants, nous avons demandé à la police nationale d'orienter ses effectifs sur ces questions qui méritent des réponses rapides, en complément de l'action de la police municipale qui reçoit l'appui permanent de notre dispositif de vidéo-protection que d'autres grandes villes que vous avez citées nous envient.

Nous avons déjà évoqué les bilans chiffrés en première partie de Conseil municipal par rapport à un certain nombre de comportements que vous avez cités.

Enfin, une nouvelle fois vous demandez le renforcement des effectifs de la police municipale. J'ai déjà eu l'occasion à plusieurs reprises de vous indiquer que non seulement la police municipale de Strasbourg était l'une des plus importantes au plan national, qu'elle travaillait en pleine collaboration avec la police nationale dans le cadre d'une convention et que ses missions, aujourd'hui très professionnelles, ne sont évidemment plus celles que vous avez connues en d'autres temps.

Tels sont les éléments que je suis en mesure de vous communiquer et qui j'en suis sûr sauront apaiser vos inquiétudes sur la capacité de la municipalité à prendre en compte les questions relatives à l'insécurité en lien étroit avec les services de l'Etat, principalement en charge de ces questions comme vous le savez naturellement.

Je vous remercie.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

53

Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013
Interpellation

Interpellation de Madame Bornia TARALL : Siège de CUS Habitat : une occasion manquée à 18 millions d'euros pour Hautepierre.

Monsieur le Maire,

Vous avez à cœur depuis 2008 de vous présenter comme un expert ès démocratie et ouverture d'esprit, pourtant vous n'avez eu de cesse au cours de votre mandat de faire la sourde oreille et de rejeter avec mépris toute opinion ou proposition ne venant pas de votre coalition municipale socialiste et écologiste. Depuis 2008 nous intervenons au Conseil Municipal pour vous mettre en garde ou vous faire des propositions et ce dans l'intérêt de notre ville et de l'ensemble de ses habitants.

Que de fois nous avons cherché à vous faire abandonner la stratégie de la bétonisation qui est la vôtre et qui accouche de boites de béton comme au Heyritz, au Bruckhof ou demain à Danube. Jamais vous n'avez voulu entendre notre appel à préserver la qualité de vie des Strasbourgeois et à ne pas reproduire les erreurs du passé. Que de fois Fabienne Keller et Geneviève Werlé vous ont demandé de construire la ville avec un urbanisme à hauteur d'Homme et non à vol d'oiseau, comme vous le faites avec le Viaduc Starlette qui sera un nouveau Pont Churchill.

Jamais vous n'avez voulu entendre l'opinion différente de la vôtre, pourtant cela aurait souvent évité de commettre des erreurs préjudiciables au long terme pour les Strasbourgeois et j'en viens à l'objet principal de mon interpellation. D'ici quelques semaines, M. Philippe Bies, Président de CUS Habitat et d'Habitation Moderne s'installera dans sa tour d'ivoire du Heyritz à 18 millions d'euros.

Nous considérons que la construction de ce nouveau siège relève d'une double faute. La première c'est d'avoir considéré qu'en temps de crise il était plus important et plus urgent d'utiliser 18 millions d'euros pour construire de nouveaux bureaux à M. Bies, que de mobiliser ces moyens pour l'isolation thermique de centaines de logements ou pour la construction de nouveaux logements. La deuxième faute, une fois la décision irrévocable prise de construire cet édifice, c'est de n'avoir pas saisi l'occasion d'au moins en faire un vecteur d'ouverture et de dynamisation pour un quartier en difficulté de Strasbourg.

Depuis plus de deux ans nous vous avons demandé de construire ce bâtiment à Hautepierre afin d'amener de l'activité dans ce quartier et d'initier un cercle vertueux. Installer CUS Habitat et Habitation Moderne aurait permis de faire venir chaque jour des centaines de

Strasbourgeois extérieurs au quartier, salariés ou bénéficiaires. Cette implantation aurait pu ouvrir la voie à d'autres entreprises, aurait permis de reconstruire un tissu commercial de proximité avec l'ouverture de restaurants, cafés, boulangeries, pressings, tabacs…. Vous nous avez toujours répondu avec ironie et mépris, nous expliquant que nos idées étaient farfelues, que cela ne servait à rien et sous entendant qu'il était normal pour une administration à vocation sociale de s'installer dans un quartier du centre-ville où le prix du m² avoisinera les 4 000 €.

Puisque pour vous une opinion non socialiste n'est pas digne de respect et d'intérêt, je vous invite alors à vous ouvrir aux politiques entreprises par des élus membres du Parti Socialiste dans d'autres territoires de France. Le journal de 20h de France 2 a consacré le 29 juillet dernier un long reportage à la politique mise en œuvre depuis plus d'une dizaine d'années par le Conseil Général de Seine-Saint-Denis. Cette politique a visé à attirer dans les territoires en difficulté des administrations et des entreprises. Depuis, de nombreux sièges sociaux s'y sont implantés et 4 500 emplois nets y ont été créés. Le commerce de proximité y a été ressuscité.

Le siège de CUS Habitat est une occasion manquée à 18 millions d'euros pour Strasbourg. Car c'est aux pouvoirs publics de montrer l'exemple et d'initier le mouvement ! C'était la volonté de Fabienne KELLER en initiant le projet de pépinière d'entreprise mais aussi en voulant installer la SERS à Hautepierre, projet que vous avez abandonné dès 2008. Hautepierre a vocation à devenir un cœur de notre agglomération, porte de Strasbourg sur les communes de l'Ouest. Vos décisions de renoncer à l'implantation de la SERS et de préférer le Heyritz à Hautepierre pour CUS Habitat montrent que vous ne faites pas confiance à ce quartier qui pourtant regorge d'énergie et de talents, montrent que vous n'avez pas la volonté de le faire réussir.

Je vous remercie.

Réponse

M. Bies :

Merci M. le Maire.

Mme la Conseillère municipale, au nom de votre groupe, vous avez souhaité une nouvelle fois nous interroger et interroger le Maire sur votre proposition d'implanter le siège de CUS Habitat à Hautepierre. En effet, ce n'est pas une idée nouvelle. Elle est cependant révélatrice de votre manque de connaissance de la réalité de ce qu'est CUS Habitat et de la taille de son patrimoine réparti, je le rappelle, sur l'ensemble de la Communauté urbaine.

Maintenir le siège dans un lieu central et accessible est évidemment plus pratique pour l'ensemble des locataires et c'est leur rendre un meilleur service. La gestion au quotidien et l'écoute de ceux-ci sont assurées par les agences de proximité dont une est située à Hautepierre.

Ensuite, vous semblez ignorer qu'il ne s'agit pas là de la construction du seul siège de CUS Habitat mais bien d'un véritable pôle public de l'habitat pour notre agglomération qui permettra la poursuite de la réalisation des objectifs ambitieux de construction et de réhabilitation de logements sociaux que nous avons fixés dès 2008. Il fallait pour cela adapter nos outils que sont CUS Habitat et Habitation moderne à ces objectifs locaux mais également aux évolutions dans le monde du logement social au niveau national.

Le plan de consolidation de CUS Habitat, rendu nécessaire pour des raisons sur lesquelles je ne reviendrai pas mais on pourra y revenir dans le débat, mais également la démarche d'absorption de Perspective habitat par Habitation moderne en 2010 ont constitué une première étape.

Pour être plus fort et plus efficace, il convenait ensuite de rapprocher nos deux outils afin de disposer d'une véritable force de frappe. C'est tout le sens de la construction de ce nouveau siège commun : constituer un véritable pôle public du logement avec les près de 9 000 logements de Habitation moderne d'un côté et les 20 000 logements de CUS Habitat de l'autre. Ce projet doit également permettre de proposer au personnel un bâtiment respectueux de leur travail et faire évoluer notre image avec des bâtiments modernes, bien intégrés dans leur environnement, visibles et facilement identifiables pour nous positionner dans l'agglomération strasbourgeoise comme un acteur incontournable de l'habitat. Il ne s'agit pas, comme vous tentez de le faire croire, d'une opération de prestige, d'un caprice du Président ou encore de dépenses somptuaires.

Je ne rentrerai d'ailleurs pas dans le détail du financement de cette opération mais je rappellerai simplement que pour CUS Habitat l'opération est financée pour partie par un emprunt et pour le solde par la vente du siège actuel que nous avons vendu à la SICI qui est le bailleur social de la Chambre de commerce pour une valeur de 6 570 000 euros, la SICI transformant ses bureaux en 78 logements sociaux pour un investissement et donc une injection directe de près de 7 millions d'euros dans l'économie locale.

Je vous invite par ailleurs à mettre le coût de cette opération en regard avec l'investissement global consenti par les deux bailleurs depuis 2008, à savoir près de 500 millions d'euros.

Puisque nous parlons de chiffres, je ne peux m'empêcher d'en rappeler quelques autres. En 2007, cela commence à faire quelques années mais ce sont les mêmes qui nous interrogent aujourd'hui donc il est peut-être bon de leur rafraichir la mémoire, seulement 610 logements aidés étaient construits dans la CUS. Il y a des chiffres qui ne font pas plaisir, je l'entends bien, mais en même temps ils sont incontestables. Je répète donc, en 2007 seulement 610 logements aidés étaient construits sur le territoire de la CUS et aujourd'hui on en produit plus de 2 000 alors que notre engagement était de 1 500 et nous l'avons tenu. Entre 2008 et 2013, nous avons augmenté le budget habitat de la Communauté urbaine de 230 %. Nous avons mobilisé du foncier public permettant la réalisation de 20 opérations d'aménagement d'initiative publique pour un total de 14 300 logements répartis sur le territoire de la CUS. Parmi ces 20 grandes opérations, 12 ont d'ores et déjà démarré.

La Communauté urbaine, cela a été rappelé par M. le Maire, est devenue avec cette politique le moteur du bâtiment et des travaux publics dans notre région avec 50 % de l'activité assurés grâce aux projets que nous réalisons, c'était à peine 26 % en 2007. Aujourd'hui, les constructions, que certains critiquent, on peut en critiquer l'esthétique, représentent près de 3 000 emplois. Par les temps qui courent, je considère que ce n'est pas négligeable.

Mme Tarall, j'entends vos reproches mais vous avouerez qu'ils ne résistent ni aux faits et encore moins aux chiffres.

Je ne m'appesantirai pas sur votre vieille rengaine sur le bétonnage. Il suffit aujourd'hui, j'engage l'ensemble des collègues qui ne l'ont pas encore fait, d'aller visiter le quartier Bruckhof dont on se gaussait au moment où effectivement il n'y avait que du béton. Aujourd'hui ce quartier a ses habitants, ses immeubles qu'on peut critiquer et moi-même je ne suis pas forcément satisfait de la qualité visuelle mais contrairement à d'autres je ne me prends ni pour un urbaniste ni pour un architecte. Nous assumons le développement de l'agglomération notamment vers le Rhin qui est notre nouvel horizon.

Nous ne faisons pas que construire mais nous inventons aussi un nouveau rapport à la nature. La ville en nature, chère à Françoise Buffet, s'étalait vers une vision écologique en prenant en compte toutes ses fonctions. Le parc du Heyritz au cœur duquel est construit le pôle public de l'habitat avec ses 7 hectares sera un premier projet révélateur de ce nouvel équilibre entre urbanisation et préservation de la biodiversité. C'est le premier parc de cette taille créé dans le centre ville depuis le parc de la Citadelle en 1970. Nous incluons les quartiers populaires dans ce développement global. Vous citez Hautepierre, Madame, le renouveau de ce quartier mais aussi d'autres, ne peut pas se construire sur la base d'un discours démagogique qui consisterait à faire croire que l'avenir de ses habitants passerait par l'implantation d'organismes liés à la puissance publique et dont les effets sur l'emploi resteraient forcément limités.

Nous avons fait le choix de créer les conditions d'implantation d'entreprises dans ce quartier. Concrètement à Hautepierre, je parle sous le contrôle de Serge Oehler, cette orientation se traduit par la création de la pépinière de Hautepierre qui accueille aujourd'hui 25 entreprises représentant plus de 78 emplois. Nous avons réalisé ou souhaité réaliser des locaux d'activités sur près de 3 000 mètres carré dans la maille Athéna et enfin la maille Catherine accueillera un pôle de service à l'emplacement du centre commercial.

Pour conclure sur cette question, le parc des Forges situé à la lisière de Hautepierre et de Koenigshoffen a un projet de reconversion que nous connaissons ici puisqu'il a fait l'objet d'un protocole d'accord entre la CUS et la société PROUDEED qui a été soumis à notre approbation et il permettra la création à terme d'environ 2 000 emplois.

Pour revenir à quelque chose que je connais bien, la rénovation urbaine, avenue Cervantès nous allons créer des commerces de proximité de qualité au cœur du quartier avec des nouveaux immeubles qui y seront construits juste en face de la station tramway du Maillon. Cette nouvelle maille commerciale s'accrochera au centre commercial existant en bénéficiant ainsi de son attractivité.

Chers collègues, nous pensons que demain Hautepierre, comme d'autres quartiers, contribuera encore plus qu'aujourd'hui à l'attractivité de toute la ville. Je vous invite d'ailleurs à y faire un tour après être passé au Heyritz et au Bruckhof et à constater sur place les transformations. Elles sont de l'avis de tous impressionnantes.

Notre équipe a rétabli les conditions de la dynamique pour ce quartier comme pour d'autres, non seulement pour le quotidien des habitants mais aussi pour l'attractivité de Strasbourg et je voudrais remercier Bornia Tarall de m'avoir permis de le dire.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

54

Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013
Interpellation

Interpellation de Monsieur Pascal MANGIN : Voyages du Maire, quel apport pour les Strasbourgeois ?

Monsieur le Sénateur- Maire,

Alors que nombre de nos concitoyens subissent de plein fouet la crise, vous maintenez comme si de rien n'était votre rythme de croisière de voyages internationaux dispendieux et difficiles à justifier. Ainsi, selon la presse, vous étiez encore récemment en Inde pour prendre part à des visites et une table ronde. Or, les excès de dépenses nourrissent le sentiment de défiance vis-à-vis du monde politique et il est chaque jour plus difficile de restaurer ce que votre camarade socialiste François Hollande appelle le « pacte de confiance » entre les citoyens et leurs représentants.

Un Maire a la responsabilité du budget et doit user avec modération des deniers publics. Or votre planning fait la part belle à des voyages de conférenciers et de découverte, au sacrifice de déplacements de promotion économique et de renforcement de Strasbourg. Ainsi, là où le sens des priorités devrait vous mener à Séoul ou à Tokyo, vous choisissez… Bamako. Et pour quels rocambolesques péripéties ! A ce propos, nous avons été fort surpris que vous n'ayez pas invité le Maire de Bamako à votre séminaire indien consacré, je cite, à « la prochaine génération des solutions qu'offre le tramway ». Nous ne doutons pas, Monsieur le Sénateur-Maire, loin s'en faut, que de nombreuses villes ont besoin de vos compétences solides en matière de transports et ne pourraient se passer de vos conseils avisés. Mais nous nous étonnons tout de même du contenu de ces nombreux déplacements. A l'heure où des emplois disparaissent chaque jour de notre agglomération, où des usines mettent la clé sous la porte faute de soutien, où le taux de chômage ne cesse de grimper, vous décidez de destinations exotiques aux quatre coins du Monde dont on ne peut que questionner l'impact sur le quotidien des Strasbourgeois. De là, Monsieur le Sénateur-Maire, ma question, fort simple : derrière l'affichage médiatique et l'agrément, où sont les résultats ?

Vous avez récemment signé avec Udaïpur et Volograd des conventions de coopération. Des villes dont nous reconnaissons tous ici les qualités architecturales et culturelles. Mais quels sont vos projets dans les cœurs du développement économique actuel que sont la Chine, la Corée du Sud ou le Brésil… ? Si votre but est de créer un réseau mondial des villes au patrimoine affirmé, il nous semble que l'UNESCO s'en occupe déjà très bien !

Depuis 5 ans, vos déplacements à Paris dans le cadre du GART ou de votre mandat de Sénateur vous ont fait oublier les réalités du quotidien des Strasbourgeois. Loin des yeux, loin du cœur ! Chaque voyage semble vous éloigner un peu plus des réalités de notre Ville et des difficultés de ses habitants. Nous assistons avec inquiétude à un dérapage de vos priorités à Strasbourg, les termes « emploi, activité ou développement » étant chassés au profit d'un verbiage boboïsant faisant la part belle aux « magistrale piétonne » et autres « potagers collectifs » dont les retombées inexistantes ne trompent personne, si ce n'est vos amis des Verts.

Quand votre homologue de Lyon, Gérard Collomb accueille en personne des représentants d'entreprises, vous dépensez 7 650 € en frais de déplacement pour promouvoir votre tram à Bamako. Non content de multiplier les frais de bouche et autres frais de réception, vous persistez malgré les contraintes budgétaires, à engager des frais de déplacement sans aucune retombée concrète, si ce n'est le tram à Bamako, et qui ne font que s'ajouter à vos sacro-saints frais de com'.

Monsieur le Sénateur Maire, nous préférerions un Maire VRP à un Maire touriste ! Il est temps de défendre les intérêts de Strasbourg et des Strasbourgeois ! C'est pourquoi je vous demande, à l'occasion de cette interpellation, de bien vouloir détailler en toute transparence le nombre et le coût de vos différents voyages à l'étranger depuis 2008 ainsi que les apports concrets en termes d'implantation d'entreprises sur le territoire de notre ville. Enfin, c'est par la presse le plus souvent que nous sommes mis au courant de vos pérégrinations. Pourriez-vous, dans un souci démocratique, vous engager à informer également notre Conseil ?

Je vous remercie de vos réponses.

REPONSE

Mme Rafik-Elmrini :

M. Mangin, votre interpellation, je dois le dire, m'a profondément consternée tant par son ton que par les insinuations qu'elle contient. Elle n'est pas digne de la qualité et du niveau des débats qui doivent prévaloir dans cette enceinte mais dans le même temps je n'en suis pas non plus étonnée dans la mesure où, M. Mangin, vous vous complaisez depuis longtemps dans les petites polémiques artificielles et stériles au point de vous en faire une déplorable spécialité.

Le contenu de votre interpellation est d'autant plus affligeant à mes yeux qu'il émane de surcroît d'un ancien adjoint au Maire en charge des relations européennes et internationales. Nous aurions pu ainsi attendre de vous un regard plus honnête sur les questions que vous abordez. Toutefois, je vais bien entendu y répondre en tentant d'élever le débat et saisir cette opportunité qui m'est donnée d'expliquer la logique qui sous-tend les déplacements internationaux effectués par notre équipe.

Je ne vous apprends rien, M. Mangin, en disant que le rayonnement d'une ville à l'échelle internationale nécessite à l'évidence que sa représentation politique se déplace. Lorsque le Maire se déplace ou délègue sa représentation, vous le savez comme moi mes chers collègues, il représente à la fois un territoire, ses habitants et une collectivité. A chacun de ses déplacements le Maire a donc le souci de valoriser l'attractivité de notre territoire, de promouvoir les valeurs universelles auxquelles tous les Strasbourgeois sont profondément attachés et de mettre en avant les priorités de la municipalité et ce bien évidemment dans le respect des compétences qui lui sont réellement attribuées.

L'attractivité du territoire strasbourgeois, nul besoin de rentrer dans les détails ici, est le résultat d'un ensemble d'atouts structurants pour la ville. Sa situation géographique, sa connexion au grand réseau de transports et de communication, son patrimoine architectural et culturel qui attire des millions de touristes, sa capacité à accueillir des événements internationaux de haut niveau, la faculté d'innover et de mettre en place des projets pilote et *the last but not the least* la présence des institutions européennes sur notre territoire. C'est sur la base de ces éléments que nous avons fondé nos orientations stratégiques qui vous ont été présentées en avril 2010 et qui depuis guident en toute transparence nos actions de coopération et par conséquent nos déplacements.

Certes, M. Mangin, la mobilité urbaine durable, la préservation du patrimoine ou encore les échanges culturels sont au cœur de nos coopérations décentralisées parce qu'ils reflètent le savoir-faire de notre collectivité et font l'objet d'attentes très fortes de la part de nos partenaires et participent pleinement, ne vous en déplaise, à l'attractivité du territoire. C'est parce que nous faisons la promotion de ces sujets que vous qualifiez de verbiage boboïsant au sein des réseaux européens et internationaux à chaque fois que cela nous semble opportun que de nombreuses délégations étrangères viennent à Strasbourg pour étudier le tram ou l'art d'entretenir notre patrimoine.

C'est par exemple parce que nous nous sommes investis au sein du réseau eurocité, réseau que vous connaissez je crois, et que nous nous sommes d'ailleurs déplacés pour cela, M. Mangin, que Strasbourg accueillera en octobre 2014 le prestigieux forum culture sur le thème de la citoyenneté européenne, réunissant plus de 200 villes européennes contribuant ainsi au rayonnement de notre ville en nous appuyant sur nos spécificités.

Vous le savez très bien, pour faire rayonner Strasbourg dans le monde, vous ne pouvez pas vous contenter, M. Mangin, de rester perché en haut de la cathédrale et d'appeler le monde pour que le monde vienne à vous. Il est vrai que l'action internationale est un facteur d'attractivité du territoire et de rayonnement. Valoriser l'expertise et le savoir-faire strasbourgeois dans des domaines aussi variés que les transports, le patrimoine, l'urbanisme ou le tourisme, c'est aussi contribuer au rayonnement international et au développement économique de notre ville. Dans une période de concurrence extrême, il faut valoriser les spécificités et mettre en avant nos atouts. Les bénéfices des partenariats dans le cadre de la coopération internationale ne peuvent se mesurer exclusivement à l'aune de, je vous cite, « retours sur investissement ».

Ainsi, la question du retour sur le territoire ne doit pas être envisagée d'un strict point de vue comptable et financier. La dimension de solidarité, la dimension de partage des expertises et de savoir-faire qui caractérisent notre ville doivent être prises en compte.

C’est bien le sens de nombreuses actions développées avec Jacmel, Douala ou encore Udaipur sans parler des questions de citoyenneté et de lien social constitutifs de certaines de nos actions de coopération. En témoignent d’ailleurs les nombreuses institutions, les associations et même les Strasbourgeois impliqués dans nos projets. Cela constitue aussi un retour pour les Strasbourgeois.

Les déplacements des élus, vous le savez M. Mangin, contribuent à renforcer la reconnaissance politique et institutionnelle du rôle et de la valeur ajoutée des autorités locales dans les échanges internationaux. Strasbourg, capitale européenne, deuxième ville diplomatique de France, doit se démarquer sur ce point plus que toute autre ville française.

Mais ne nous y trompons pas, au travers des déplacements du Maire, M. Mangin, c’est toute la politique européenne et internationale menée par notre municipalité depuis 2008 que vous tentez de critiquer. A ce sujet, je tiens à souligner que nous avons assuré la continuité des coopérations décentralisées que vous avez-vous-même pilotées à une époque : le projet avec l’AFD à Jacmel par exemple ou encore l’unique nouvelle coopération que vous avez conclue sous votre mandat avec Douala. Nous n’en avons abandonnée aucune, au contraire nous en avons initié de nouvelles en Chine justement. D’ailleurs à ce sujet, vous semblez avoir la mémoire bien courte, M. Mangin, nous avons délibéré sur cette coopération en janvier dernier. A cet égard, je vous informe également que le récent déplacement du Maire en Inde que vous citez dans votre interpellation s’est fait à l’invitation et aux frais de l’ambassade de France en Inde. Vous serez heureux de le savoir, Strasbourg était la seule ville française en tant que ville exemplaire que l’ambassade a choisi de mettre en avant auprès des collectivités indiennes et du gouvernement indien. Puis en Russie également avec Moscou d’une part et avec Vologda d’autre part et non avec Volograd M. Mangin. Lorsque vous souhaitez nous attaquer dans ce domaine, je vous invite au minimum à relire les conventions de partenariat de notre ville.

Bref, il s’agit là de pays à fort potentiel économique et touristique et notre coopération avec nos partenaires dans ces pays n’oublient pas cet aspect des choses. D’ailleurs, je me permets également de vous rappeler que le déplacement du Maire à Tokyo et à Moscou dans le cadre des opérations liées au marché de Noël a largement contribué à la promotion économique du territoire. Ces deux marchés ont eu un impact très positif en terme de chiffres d’affaire pour les entreprises strasbourgeoises et alsaciennes. Ils ont connu un succès considérable et ont bénéficié d’une couverture médiatique exceptionnelle tant au plan local que national dans ces pays, contribuant largement à promouvoir et faire connaitre Strasbourg auprès du public russe et japonais. Il s’agissait en effet de promouvoir Strasbourg en mettant en avant nos atouts et d’attirer de nouvelles clientèles dans notre région, la Russie et le Japon étant des marchés à fort potentiel touristique.

De la même manière, la campagne médiatique que la chaine télé chinoise Phoenix, regardée seulement par 80 millions de téléspectateurs qui aura prochainement lieu en Chine pour promouvoir Strasbourg aura un impact très positif sur le développement du tourisme dans notre ville.

Pour Bamako, sur ce dossier vous êtes dans le mensonge et dans la manipulation des chiffres et des faits. Le Maire s’est déplacé dans notre ville partenaire en avril et en

novembre 2009. Les frais de déplacement étaient très exactement au total de 2 039 euros. On est loin des 7 650 euros que vous avancez, M. Mangin. Ce déplacement avait pour but de soutenir un projet structurant pour Bamako : le tramway de Bamako. Un tramway qui aurait permis justement de générer des retombées économiques pour une entreprise alsacienne et par conséquent sur notre territoire.

En tout état de cause, M. Mangin, toutes ces nouvelles coopérations ont fait d'ailleurs l'objet d'un vote au Conseil municipal et je n'ai pas le souvenir que vous vous y êtes opposé.

En réalité, M. Mangin, votre problème est bien ailleurs. Nous sommes à la veille de notre bilan de mandat et vous mesurez enfin le dynamisme de notre politique européenne et internationale et ce dynamisme vous dérange. Il vous dérange parce que vous ne pourrez pas dire que vous aviez fait mieux avant et vous ne pourrez certainement pas prétendre que vous ferez mieux après. Alors, vous avez adopté la stratégie de dire que le Maire en fait trop mais vous ne trompez personne M. Mangin.

Pour conclure, je crois avoir suffisamment démontré que la diplomatie des villes que nous menons depuis 6 ans n'est en rien le prétexte à des voyages d'agrément ainsi que vous le sous-entendez. Tous les déplacements auxquels j'ai fait référence sont rigoureusement justifiés et légitimes du point de vue de l'intérêt de notre ville.

En revanche, s'agissant de la question de l'utilité des déplacements et si pour cela je devais retenir un seul déplacement qui réponde à ce que vous qualifiez, pour reprendre vos propres termes, de « dispendieux, sans retombées concrètes et exotiques » c'est celui que vous avez effectué en qualité d'élu aux relations internationales à Miami en juillet 2007. Excellente période, je vous l'accorde, pour visiter Miami. Je ne doute pas, M. Mangin, que vous aviez de bonnes raisons pour effectuer vos nombreux voyages lorsque vous étiez aux affaires et qu'ils étaient tous effectués dans l'intérêt exclusif de notre ville mais je ne peux m'empêcher de m'interroger sur le retour sur investissement pour notre ville concernant ce dernier voyage en Floride. En presque 6 ans de travail pour le rayonnement de notre ville, j'avoue ne pas avoir perçu ni le lien ni les retombées concrètes que vous en attendiez dans l'intérêt de Strasbourg. S'agissait-il par hasard d'un travail autour de la charte de la nuit ? Le savoir-faire de Miami en matière de gestion des horaires des bars et des boites de nuit a peut-être un intérêt pour notre ville. S'agissait-il d'une coopération autour du tourisme ? Qui ne rêverait pas en effet, M. Mangin, de s'allonger sur le sable fin de Miami sous son ciel bleu et ses palmiers ?

De la même manière, M. Mangin, je me suis interrogée sur le règlement par notre ville d'une location de smoking pour vous lors d'un déplacement que vous avez effectué en 2004 ? J'avoue là aussi ne pas très bien percevoir ce que la location d'un smoking peut apporter à notre ville sur le plan des retombées économiques.

Aussi, je vous en appelle, M. Mangin, à un peu de décence. Certes les élections municipales sont proches et il ne vous a pas fallu longtemps pour sombrer complaisamment dans les vieux poncifs du discours populiste et démagogique. Mais les Strasbourgeois, nos concitoyens que vous prenez à témoin en rappelant leurs difficultés

ne sont pas dupes et sont précisément pour cette raison en droit d'attendre autre chose de leurs élus. Merci M. le Maire.

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

55

Conseil Municipal du lundi 30 septembre 2013
Motion

Pour le maintien de l'édition locale :'Strasbourg deux-rives' de France 3

« Le 21 Juin 2013, la direction de France 3 Alsace a annoncé la suppression de l'édition locale « Strasbourg Deux-Rives » qui chaque jour depuis 2001 informait nos concitoyens de l'actualité de Strasbourg et de la CUS.

Cette suppression effective depuis la rentrée fait suite à la diminution du budget national de la culture qui a eu un impact sur les moyens de France 3. Si nous approuvons tous l'effort de maîtrise des dépenses, nous appelons à ce que celui-ci ne se traduise pas par une remise en cause des missions de services publics principales des organes publics.

Comme les parlementaires strasbourgeois, les élus de Strasbourg réunis en Conseil Municipal tiennent à rappeler leur attachement à la vocation de France 3 : la proximité. En effet, France 3 est aujourd'hui la seule chaîne de télévision publique à vocation locale et régionale. L'information locale indépendante à laquelle nos concitoyens sont fortement attachés est un service public essentiel et nous considérons que France 3 a de par son histoire et sa nature un rôle essentiel à jouer dans la réalisation de cet objectif.

Au moment où le Parlement travaille sur la création de l'Eurométropole de Strasbourg, cette suppression s'inscrit dans un sens opposé à l'évolution de nos territoires et l'émergence des grandes villes. Alors que chacun reconnait le nouveau « fait urbain » et l'attractivité croissante des « métropoles », alors aussi que des médias de plus en plus nombreux apparaissent dans le paysage local, tant sous forme papier que sous forme de web et de télévision, le retrait de France 3 de l'information locale risque d'affaiblir durablement la chaine.

Nous apportons notre plein et entier soutien à l'ensemble des salariés de France 3 Alsace qui se sont à plusieurs reprises mobilisés pour défendre leur vision du journalisme territorial de proximité.

Plus globalement, le Conseil Municipal de Strasbourg, capitale des Droits de l'Homme, tient à exprimer son appui à toutes les initiatives publiques ou privées qui permettent aux médias locaux, journaux papier ou internet, radios et télévisions de se renforcer dans le respect absolu de leur indépendance et de leur liberté de ton et d'expression. car l'information est l'un des premiers droits du citoyen.»

Adopté le 30 septembre 2013
par le Conseil Municipal de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 3 octobre 2013